

# ÉDITION DES DÉBATS PARLEMENTAIRES

## TABLE DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

### DÉBATS ET DOCUMENTS DES ASSEMBLÉES

(Assemblée nationale et Conseil de la République.)

ANNEE 1949

#### A

**Abattage.** — Agriculture (cheptel).

**Absences et disparitions.** — V. Code civil. — France d'outre-mer (Indochine).

**Académies.** — V. Dons, legs et fondations.

**Académie de médecine.** — V. Interpellations n° 112. — Santé publique et population (Ministère).

**Accidents.** — V. Transports et voies de communications (auto).

**Accidents d'aviation.** — V. Enquêtes parlementaires (assemblée). — Interpellations n° 139, 191, 259.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Saïd Mohamed Cheikh, tendant à associer l'Assemblée nationale au deuil éprouvé par les ailes françaises lors de l'accident de l'avion régulier d'Air France Paris-New-York, tombé aux Açores le 28 octobre 1949, p. 5951 (Document n° 8292). — Dépôt du rapport par M. Beauquier, p. 6076 (Document n° 8311). — Adoption de la résolution, p. 6105.

**Conseil de la République.** — Adoption d'une motion ainsi conçue: « Le Conseil de la République, profondément ému à la suite de la récente catastrophe aérienne des Açores, adresse aux familles des malheureuses victimes l'expression de sa sympathie attristée et souhaite que toutes les mesures soient prises, dans l'avenir, pour éviter le retour de semblables accidents. », p. 2188.

**Accidents de chemins de fer.** — V. Interpellations n° 51, 55, 110, 113, 151. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 75, 126 (Conseil de la République) n° 111.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Servin tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge la totalité des dépenses résultant, pour les victimes et leurs familles, de la catastrophe

ferroviaire de Port-d'Alelier, et à prendre toutes mesures pour que pareil accident ne puisse se renouveler, p. 778 (Document n° 6539).

**Accidents du travail et maladies professionnelles.** — Assurances sociales. — Centre d'appareillage. — Marine marchande. — Questions orales (Conseil de la République) n° 91.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur les propositions de loi: 1° de M. Meck tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail; 2° de M. Sion tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne; 3° de M. Sion tendant au rajustement des rentes accidents du travail; 4° de M. Sion tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail; 5° de M. Minjoz, tendant à rajuster le taux des rentes et allocations accordées aux victimes d'accidents du travail (n° 3559, 3771, 3772, 3773, 5730, 5898), p. 2278 (Document n° 6999). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Bauriens, p. 2691 (Document n° 7201). — Discussion, p. 2720; adoption de la proposition après modification du titre: « Proposition de loi tendant à majorer les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail. », p. 2736.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1283 (Document n° 423). — Dépôt du rapport par M. Roulangé, p. 2011 (Document n° 635). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Saint-Cyr, p. 2011 (Document n° 636). — Discussion, p. 2138. — Adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 2151 (rectificatif, p. 2212).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5075 (Document n° 7991). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 5251 (Document n° 8021). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Bauriens, p. 5385 (Document n° 8062). — Discussion, p. 5657; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, avec modifications, p. 5662 (Loi n° 19-1111 du 2 août 1949, J. O. du 9 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Mouton sur la proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour attribuer une pension d'invalidité aux mutilés à la suite d'un acte de dévouement (n° 5927), p. 1151 (Document n° 6638).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à modifier les dispositions de la loi n° 46-2126 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, p. 61 (Document n° 6993). — Dépôt du rapport par M. Segelle, p. 3792 (Document n° 7626).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à inscrire dans la nomenclature du 19<sup>e</sup> tableau des travaux susceptibles de provoquer des maladies professionnelles, l'industrie du défilage, p. 1279 (Document n° 6677) (rectificatif, p. 1531). — Dépôt du rapport par M. Renard, p. 2215 (Document n° 6977).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Perdon tendant à inviter le Gouvernement à prendre au plus tôt le décret fixant les modalités d'application de la loi n° 43-398 majorant les indemnités dues aux accidentés du travail dans les professions agricoles ou forestières, p. 381 (Document n° 6333). — Dépôt du rapport par M. Gros, p. 1151 (Document n° 6632).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Perdon tendant à inviter le Gouvernement à accorder au « Fonds agricole de majoration de rentes » les avantages nécessaires pour permettre le paiement aux accidentés du travail agricole des majorations prévues par la loi du 2 août 1919, p. 6675 (Document n° 8621). — Dépôt du rapport par M. Montagnier, p. 6759 (Document n° 8687).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Morand tendant à faire bénéficier les mineurs ardous ainsi que ceux qui travaillent dans les mines de fer atteints par la schistose, pneumoconiose, du décret n° 47-2201 du 17 novembre 1947 fixant les dispositions spéciales d'application à la silicose profession-

**NOTA.** — Pour permettre aux lecteurs de connaître la date des numéros du Journal officiel où sont publiés les documents qui les intéressent, un tableau de concordance est inséré à la fin de l'annexe de la présente table.

nelle de la loi du 20 octobre 1916 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et les maladies professionnelles, p. 1279 (Document n° 6330) (rectificatif, p. 1460).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédet tendant à porter de 25 à 60.000 francs le montant de la majoration accordée aux mutilés du travail à 100 p. 100 incurables et dont l'état nécessite des soins constants, p. 2195 (Document n° 7100).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Beset tendant à compléter la loi du 30 octobre 1916 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, p. 1072 (Document n° 7719).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Barras tendant à compléter le décret du 31 décembre 1916 pris en application de la loi du 30 octobre 1916 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, p. 4130 (Document n° 7811).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à améliorer les rentes des veuves d'accidentés du travail, p. 5911 (Document n° 8264).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à modifier la loi du 30 octobre 1916 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1919 majorant les indemnités au titre de ladite législation, p. 5136 (Document n° 8106).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Benchenouf tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 49-1111 du 2 août 1919 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, p. 6758 (Document n° 8691).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Allouneau tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi n° 46-2126 du 30 octobre 1916 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles à la pneumoconiose professionnelle des ouvriers ardoisiers, p. 257 (Document n° 6223).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi accordant aux victimes d'accidents du travail atteintes d'une incapacité grave des avantages matériels analogues à ceux dont bénéficiaient certains invalides de guerre, p. 1159 (Document n° 6937).

**Accords commerciaux.** — V. *Conventions internationales.* — *Interpellations* n° 11, 70, 108. — *Questions orales* (Conseil de la République) n° 9.

**Accords économiques et financiers.** — V. *Conventions internationales.*

**Acquisition d'immeubles et de terrains.** — V. *Questions orales* (Conseil de la République) n° 20.

**Actes de l'état civil.** — V. *Code civil.*

**Adjudications et marchés.** — V. *Domaine de l'Etat, des départements et des communes.*

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant la résiliation de certains marchés et contrats (n° 11-31, année 1913), p. 66 (Document n° 40). — Discussion, p. 150; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 151 (rectificatif, p. 463).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 430 (Document n° 6362). — Dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 1084 (Document n° 6623). — Discussion, p. 2121; adoption de l'ensemble de la proposition de loi avec modifications, p. 2123 (Loi n° 49-517 du 22 avril 1949, J. O. du 23 avril 1949).

**Administrateurs civils.** — V. *Fonctionnaires.* — *Interpellations*, n° 82.

**Administrateurs de sociétés.** — V. *Sociétés par actions.*

**Administration communale.** — V. *Constitution de la République française.*

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Vanrullen sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur l'organisation du territoire de Libre, rattaché à la France en vertu du traité de paix avec l'Italie (II. — N° 46, année 1913), p. 36 (Document n° 21). — Discussion, p. 53; adoption, p. 51.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 199 (Document n° 6196). — Dépôt du rapport par M. Emile Hugues, p. 913 (Document n° 6573). — Adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 1622 (Loi n° 49-152 du 30 mars 1949, J. O. du 2 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Discussion de la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à obliger les employeurs à accorder aux salariés membres d'un conseil municipal le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ainsi qu'aux commissions qui en dépendent (n° 4879, 5163, 5921) et adoption avec modification du titre: « Proposition de loi tendant à permettre aux salariés, membres d'un conseil général ou d'un conseil municipal, de participer aux délibérations de ce conseil et des commissions qui en dépendent », p. 517.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 228 (Document n° 119). — Dépôt du rapport par M. Raincourt, p. 1075 (Document n° 365). — Discussion, p. 1183; adoption de l'avis sur la proposition de loi avec modification du titre: « Proposition de loi tendant à permettre aux salariés, membres d'un conseil général, d'un conseil municipal ou d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale, de participer aux délibérations de ce conseil et des commissions qui en dépendent », p. 1184 (rectificatif, p. 1239).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2695 (Document n° 7211). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 1634 (Document n° 7852). — Discussion, p. 3653; adoption de la proposition de loi avec le nouveau titre proposé par le Conseil de la République, p. 5653 (Loi n° 49-1101 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Foulupt-Esperaber relative aux syndicates de communes et aux syndicats mixtes, p. 3313 (Document n° 7126).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Courant sur la responsabilité civile des communes en cas d'émeutes, p. 3659 (Document n° 7581).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier portant relèvement des indemnités de fonctions des maires et adjoints, p. 6533 (Document n° 8569).

**Administration départementale et régionale.** — V. *Constitution de la République française.* — *Questions orales* (Conseil de la République) n° 61, 69.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Dreyfus-Schmidt sur le projet de loi relatif aux pouvoirs des préfets et à la décentralisation administrative (n° 3705), p. 65 (Document n° 6122). — Discussion, p. 617; rejet du projet de loi, p. 633.

**Assemblée nationale.** — Discussion: I. — Du projet de loi relatif à l'organisation départementale; II. — Des propositions de loi: 1° de M. Auguet relative à l'organisation départementale; 2° de M. de Tinguy tendant à réorganiser l'administration départementale dans le cadre de la réforme administrative, p. 619; renvoi à la commission, p. 653.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Alfred Caste-Floret sur la proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative aux régions administratives (n° 2700), p. 2119 (Document n° 7061).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à modifier le titre II de la loi du 10 août 1871 relatif à la formation et à l'élection des conseils généraux, p. 34 (n° 6072).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pouyet tendant au renouvellement intégral des conseils généraux, p. 429 (Document n° 6350).

**Administration départementale et régionale.** — V. *Administration départementale et régionale.*

**Administrations publiques.** — V. *Budget 1949.* — *Fonctionnaires (administrateurs civils, effectifs).* — *Interpellations* n° 43, 41, 261. — *Loyers (locaux administratifs).* — *Questions orales* (Assemblée nationale) n° 11, 46, 50, 69, 87.

**Assemblée nationale.** — Discussion de la proposition de loi de M. Yves Fagon relative à l'organisation administrative (n° 3915, 1608), p. 730; adoption, au scrutin, de la question préalable opposée par M. Triboulet, p. 739.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Saller tendant à la nomination d'une commission spéciale de la réforme administrative, p. 418 (Document n° 193).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir sans tarder la réforme de l'Etat, p. 1332 (Document n° 413).

**Assemblée nationale.** — Désignation de candidatures pour la commission de la réforme administrative, p. 398, 1007, 2096, 2912. — Nomination de membres, p. 400, 1016, 2816, 2917.

**Administration de la ville de Paris et du département de la Seine.**

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bertaud tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la suppression de l'article 41 de la loi n° 47-1733 du 5 septembre 1947 et le renouvellement du conseil général de la Seine en même temps que les autres conseils généraux de province, p. 152 (Document n° 81). — Dépôt du rapport par M. Vanrullen, p. 297 (Document n° 115). — Discussion, p. 448; rejet, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 455.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bertaud, tendant à la suppression de l'article 41 de la loi n° 47-1733 du 5 septembre 1947 et au renouvellement du conseil général de la Seine en même temps que les autres conseils généraux de province, p. 127 (Document n° 63).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 381 (Document n° 6316).

**Adoption.** — V. *Code civil.*

**Aéro-clubs.** — V. *Education physique et sports.*

**Aéronautique.** — V. *Armée de l'air (établissements et services extérieurs).* — *Pensions et retraites.* — *Transports et voies de communication.*

**Aéroports.** — V. *Transports et voies de communication* (transports aériens).

**Affaires économiques (secrétariat d'Etat).** — V. *Finances et affaires économiques (ministère).*

RAVITAILLEMENT (SERVICE DU)

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Chaze sur la proposition de résolution de Mme Degrand, tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la réorganisation des services du ravitaillement, sous forme d'une direction unique rattachée au secrétariat d'Etat aux affaires économiques (n° 5572, 5727), p. 1372 (Document n° 6709).

**Affaires étrangères (ministère).**

POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de un million de francs au budget du ministère des affaires étrangères pour le fonctionnement de la nouvelle légation de France à Tel-Aviv, p. 2117 (Document n° 7063). — Dépôt du rapport par M. Jacques Duclos, p. 441 (Document n° 7814). — Adoption du projet de loi, p. 5053.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2309 (Document n° 688). — Lecture du rapport par M. Bollafrand, p. 2357. — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2358.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5513 (loi n° 49-4015 du 2 août 1949, J. O. du 3 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Livry-Level, tendant à inviter le Gouvernement à doter les représentants de la France à l'étranger d'une voiture automobile, p. 6263 (Document n° 8180).

#### SUPPRESSION D'EMPLOIS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. d'Aragon, tendant à rétablir au ministère des affaires étrangères les emplois supprimés en application des lois des 17 août, 14 septembre et 31 décembre 1948, p. 3917 (Document n° 7676). — Dépôt du rapport par M. Duclos, p. 4172 (Document n° 7749).

**Affichage.** — V. Présidence du conseil.

**Afrique.** — V. Interpellations n° 39.

**Afrique équatoriale française.** — V. France d'outre-mer. — Interpellations n° 148, 273, 279. — Pensions et retraites (personnel d'outre-mer). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 2, 71, 98.

**Afrique du Nord.** — V. France d'outre-mer (textes généraux). — Marine marchande (transports maritimes). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 74.

**Afrique occidentale française.** — V. France d'outre-mer. — Interpellations n° 237. — Pensions et retraites (personnel d'outre-mer). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 4.

#### Agence artistique.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont relative au placement des artistes de variétés, p. 6702 (Document n° 8657).

**Agence France-Presse.** — V. Presse.

• **Agents des chemins de fer.** — V. Code du travail (salaires). — Fonctionnaires (sanctions disciplinaires). — Pensions et retraites. — Questions orales (Conseil de la République), n° 111.

#### Agents et courtiers d'assurances.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 41 de la loi du 3 juillet 1917 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » aux organismes de la sécurité sociale, p. 1957 (Document n° 7971).

**Agriculture.** — V. Accidents du travail. — Allocations familiales. — Amnistie. — Armée de terre (congrès). — Assurances de toute nature. — Assurances sociales. — Chambres d'agriculture. — Code du travail (congrès, salaires). — Combustibles liquides et dérivés. — Conventions internationales (accords économiques et financiers). — Douanes (tarifs). — Eau potable. — Exportations et importations. — France d'outre-mer (départements). — Impôts (chiffre d'affaires, dégrèvement, réforme fiscale, revenus). — Interpellations n° 7, 62, 77, 121, 121, 132, 206, 207, 263. — Office de l'exportation agricole. — Office national d'immigration. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 32, 42, 103 (Conseil de la République), n° 46, 28, 59, 73, 99, 100, 101. — Sociétés coopératives agricoles. — Successions. — Transports et voies de communication (automobiles, chemin de fer d'intérêt général).

#### APPRENTISSAGE AGRICOLE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lliante tendant à habiliter les secrétaires du conseil des prud'hommes à recevoir les contrats d'apprentissage agricole, p. 5254 (Document n° 8023).

#### BIÉ, CÉRÉALES, FARINE ET PAIN

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de M. René Mayer tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour étendre à l'Algérie la prime d'encouragement à l'hectare, pour la culture du blé, qu'il avait déposée sous le n° 2094, dans la 3<sup>e</sup> séance du 22 juillet 1947, p. 111.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Dullin tendant à inviter le Gouvernement à verser, dans les plus brefs délais, le solde de la prime à l'hectare d'encouragement à la culture du blé et du seigle, p. 229 (Document n° 121). — Retrait de la proposition de résolution, p. 1561.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à compléter le décret du 22 mars 1947 portant fixation du prix du blé par l'institution d'un prix différentiel en faveur des petits et moyens producteurs, p. 2551 (Document n° 7152). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Vée tendant à l'institution d'un prix différentiel du blé, p. 3606 (Document n° 7551). — Dépôt du rapport par M. Gérard Vée, p. 4717 (Document n° 7896). — Arbitrage sur une demande de discussion d'urgence, p. 5392; adoption, au scrutin, de l'urgence, p. 5399. — Discussion, p. 5411, 5455; rejet, au scrutin, de la proposition de loi, p. 5467.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rose Guérin, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer, comme par le passé, la farine panifiable nécessaire aux industries utilisatrices françaises, p. 2536 (Document n° 7162). — Lecture du rapport par Mme Rose Guérin et discussion, p. 2918; adoption, p. 2950.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garcia tendant à inviter le Gouvernement à rendre aux boulangers la liberté d'approvisionnement et à uniformiser la qualité du pain, p. 1159 (Document n° 6732). — Dépôt du rapport par M. Pirot, p. 3151 (Document n° 7356). — Dépôt d'une proposition de M. Gérard Vée tendant à inviter le Gouvernement à rendre aux boulangers la liberté de choisir leurs meuniers, p. 3081 (Document n° 7318). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pirot, p. 3118 (Document n° 7189). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux boulangers et aux pâtisseries le libre choix de leur meunier, p. 5664 (Document n° 8125). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Pirot, p. 6263 (Document n° 8181). — Adoption de l'ensemble, p. 6796.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Garavel sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Caillaud, tendant à instaurer l'échange en nature blé-pain; 2<sup>o</sup> de M. Ruffe tendant à l'abrogation des actes dits lois du 18 septembre 1910 et du 11 juin 1911, ainsi que de la circulaire ministérielle du 6 octobre 1917 et rétablissant l'échange en nature blé-pain (N° 5622-5667), p. 193 (Document n° 6195). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Garavel, p. 5075 (Document n° 7986). — Adoption de l'ensemble après modification du titre: Proposition de loi relative à l'échange en nature blé-pain ou blé-farine, p. 5277.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2308 (Document n° 717). — Dépôt du rapport par M. Restat, p. 2473 (Document n° 792). — Discussion, p. 2497. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Restat, p. 2591 (Document n° 816). — Suite de la discussion, p. 2693; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: Proposition de loi relative au rétablissement de l'échange en nature blé-pain ou blé-farine, suivant les modalités de la loi du 15 août 1936 et des textes subséquents, avec possibilité d'extension aux départements non bénéficiaires de l'échange, p. 2695.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6759 (Document n° 8692).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'arrêté du 26 janvier 1919 relatif aux taux

d'extraction et aux caractéristiques obligatoires des différentes farines, p. 325 (Document n° 6297). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Bastide tendant à inviter le Gouvernement à ramener à quatre-vingt-un le taux de blutage du blé, p. 381 (Document n° 6332). — Dépôt du rapport par M. Garavel, p. 2552 (Document n° 7182) (rectifié, p. 2913).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dumet, tendant à inviter le Gouvernement à lever toutes amendes infligées à certains paysans échangistes, amenés à transporter irrégulièrement du blé ou de la farine, par suite des quantités insuffisantes qui leur sont tolérées, alors que, pratiquement, la vente du pain est libre, p. 777 (Document n° 6537). — Dépôt du rapport par M. Casters, p. 913 (Document n° 6588).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Semailons rendant applicables à l'Algérie, en ce qui concerne la récolte de 1948, les dispositions de la loi n° 47-1326 du 18 juillet 1947 encourageant la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1947 et de 1948, p. 1530 (Document n° 6766).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sourbet tendant à modifier l'acte dit loi du 11 juin 1911 relatif à l'échange blé-pain, p. 3008 (Document n° 7311).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montagnier tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mélangers « l'intégrité de la prime d'encouragement à l'hectare pour la culture du blé et du seigle » accordée par la loi n° 47-1326 du 18 juillet 1947, dont le taux pour 1948 a été fixé par l'arrêté du 30 août 1948, p. 325 (Document n° 6922).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à apporter d'urgence une solution à la question du stock-oùil dans la meunerie, p. 429 (Document n° 6315).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 11 janvier 1949 et à ramener le prix des issues de meunerie à 800 francs le quintal, p. 429 (Document n° 6316).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vialat tendant à inviter le Gouvernement à diminuer le prix du pain consécutivement à l'augmentation du taux de blutage, p. 603 (Document n° 6119).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kaufmann tendant à inviter le Gouvernement à majorer les quantités de blé attribuées aux agriculteurs échangistes (échange blé-farine), de façon à leur permettre de bénéficier du régime de liberté appliqué à la vente du pain et à les soustraire aux poursuites du contrôle économique en cas d'infraction à la législation actuellement en vigueur, p. 659 (Document n° 6711).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à payer intégralement la prime de 2.300 francs à l'hectare de blé, p. 1531 (Document n° 6777).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charpentier tendant à inviter le Gouvernement à appliquer dans sa lettre et dans son esprit le décret du 22 mars 1947 relatif à la fixation du prix du blé, p. 2551 (Document n° 7148).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'urgence le prix du blé pour la récolte 1949, en se conformant aux calculs prévus par le décret du 22 mars 1947, p. 5368 (Document n° 8051).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue d'assurer la vente d'un pain blanc de bonne qualité, p. 5803 (Document n° 8156).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourlaud tendant à inviter le Gouvernement à payer sans délai le reliquat de la prime à l'hectare prévue par la loi du 8 juillet 1947, visant à encourager la culture du blé et du seigle, p. 6533 (Document n° 8519).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gozard tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les dispositions du code du blé prévoyant le versement d'une prime de conservation aux producteurs de blé et le warrantage des blés, p. 6702 (Document n° 8626).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montagnier tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les producteurs des formalités du titre de mouvement pour le transport des céréales secondaires et du seigle destinés aux besoins de leur exploitation, p. 6758 (Document n° 8667).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Montullé tendant à inviter le Gouvernement à rendre effectif le régime de liberté du commerce et de la mouture des céréales secondaires, p. 993 (Document n° 318).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux boulangers le libre choix de leurs meuniers, p. 2758 (Document n° 911).

#### CALAMITÉS AGRICOLES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Rabier tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours d'urgence de 500 millions de francs aux trois départements algériens victimes des inondations du 28 avril 1919 et plus particulièrement à la commune mixte de Laghouat, p. 2875 (Document n° 7262). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Julian tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, notamment par des dégrèvements fiscaux, aux producteurs fruitiers des Hautes-Alpes dont les vergers ont été atteints par les gelées printanières, p. 2931 (Document n° 7297). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pouyet tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes de la grêle dans le département de l'Allier, p. 3108 (Document n° 7350). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 3203 (Document n° 7371). — Adoption de la proposition de résolution après modification du titre: *L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à accorder des secours d'urgence: 1° aux victimes des inondations d'Algérie; 2° aux producteurs fruitiers des Hautes-Alpes dont les vergers ont été atteints par des gelées printanières et 3° aux agriculteurs victimes de la grêle dans le département de l'Allier*, p. 3403.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Raymond Guyon tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les cultivateurs et habitants du département de la Gironde, victimes des intempéries du 15 juin 1919, p. 3522 (Document n° 7519). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramarony tendant à inviter le Gouvernement à faire voter des secours d'urgence aux agriculteurs du département de la Gironde qui ont souffert de l'ouragan du 15 juin 1919, p. 3606 (Document n° 7530). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Reyraud tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux viticulteurs sinistrés de la Gironde, à la suite de l'orage de grêle du 15 juin, des indemnités, des crédits à faibles intérêts et des dégrèvements d'impôts, p. 3792 (Document n° 7632). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 4306 (Document n° 7770). — Adoption après modification du titre: *L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à secourir d'urgence les cultivateurs et habitants du département de la Gironde, victimes de l'ouragan du 15 juin 1919*, p. 6050.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Arnaud tendant à venir en aide aux agriculteurs sinistrés par l'orage de grêle du 16 juillet, notamment dans les communes de Faucon, Saint-Romain, Peymeras, Roaix et Vaison-la-Romaine, p. 4987 (Document n° 7971).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pounadère tendant à accorder un crédit provisionnel de 1 milliard 500 millions de francs, afin d'indemniser les agriculteurs et les viticulteurs pour les pertes subies au cours des orages qui se sont abattus sur certaines régions de France en 1919, p. 5991 (Document n° 8315).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux agriculteurs victimes de l'orage de grêle qui a sévi en Saône-et-Loire (région de Saint-Gengoux-le-National) le 21 avril 1919: 1° une juste indemnisation; 2° l'exonération des impôts de 1919 et du prélèvement exceptionnel, p. 2797 (Document n° 7233).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pounadère tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et à prévoir l'indemnisation des pertes subies par les agriculteurs et les viticulteurs au cours des orages qui se sont abattus sur certaines régions des départements de l'Aude et de l'Ariège, p. 3117 (Document n° 7192).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit suffisant pour venir en aide aux agriculteurs de Saint-Jeannet et la Gaude (Alpes-Maritimes), victimes du sinistre météorologique du 24 juillet 1949, p. 5169 (Document n° 8076).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ruffe tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux agriculteurs de Lot-et-Garonne victimes de l'ouragan des 6 et 7 novembre dernier, p. 6188 (Document n° 8410).

#### CHEPTEL

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bénigne Fournier tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'indemnité accordée aux propriétaires d'animaux abattus pour cause de morve par application des dispositions de l'article 36 de la loi du 21 juin 1898 sur le code rural, p. 229 (Document n° 132). — Dépôt du rapport par M. Charles Brune, p. 408 (Document n° 188). — Adoption, p. 668.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Leinaître tendant à inviter le Gouvernement à limiter le nombre des ovins et caprins andorans admis en transhumance en France, p. 932 (Document n° 312). — Dépôt du rapport par M. Charles Brune, p. 1361 (Document n° 452). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1561.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pounadère tendant à inviter le Gouvernement à développer et à encourager l'élevage ovin afin de couvrir les besoins en laine de notre pays, p. 3080 (Document n° 7330). — Dépôt du rapport par M. Lucien Lambert, p. 5961 (Document n° 8298).

#### CONCOURS GÉNÉRAL AGRICOLE

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Brune tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le concours général agricole et à prévoir les crédits nécessaires pour l'organisation de cette manifestation nationale en mars 1950, p. 817 (Document n° 317). — Retrait de la proposition de résolution, p. 1113.

#### CRÉDIT AGRICOLE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation d'avances du Trésor à la caisse nationale de crédit agricole, p. 2168 (Document n° 6953). — Dépôt du rapport par M. de Tinguy, p. 3117 (Document n° 7157). — Adoption du projet de loi, p. 3767.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1676 (Document n° 559). — Rapporteur M. Bollfraud et discussion, p. 1857; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1857.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4440 (Loi n° 49-967 du 20 juillet 1949, J. O. du 22 juillet 1950).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des avances remboursables au crédit mutuel agricole pour financer les prêts à long terme et les prêts aux jeunes agriculteurs, p. 5831 (Document n° 8216). — Dépôt du rapport par M. Bianchet, p. 6596 (Document n° 8593).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à autoriser le Trésor à consentir de nouvelles avances à la caisse nationale de crédit agricole, p. 6074 (Document n° 8339).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Virgile Barel tendant à inviter le Gouvernement à inclure les cultures florales des Alpes-Maritimes dans le programme national d'investissements agricoles, p. 3031 (Document n° 7349).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Caron tendant à inviter le Gouvernement à accorder au crédit agricole mutuel les moyens nécessaires pour élever le plafond des prêts à long et moyen terme aux agriculteurs, p. 6188 (Document n° 8415).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tanguy-Prigent tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les ressources du crédit agricole mutuel, p. 6263 (Document n° 8466).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Martial Brousse tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les établissements de crédit qui ont consenti des prêts de campagne aux producteurs de betteraves, à proroger ces prêts, p. 2950 (Document n° 949).

#### ENGRAIS

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au commerce des engrais par la suppression du contingentement et des répartitions départementales tout en maintenant la taxation en ce qui concerne les prix plafonds, p. 297 (Document n° 163). — Dépôt du rapport par M. Durieux, p. 1075 (Document n° 368). — Discussion p. 1332; adoption, p. 1335.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ruffe tendant à faciliter l'achat des engrais et amendements calciques par les agriculteurs, p. 5803 (Document n° 8207).

#### ÉQUIPEMENT RURAL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. de Sesmaisons sur la proposition de résolution de M. le colonel Félix tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dans le plus bref délai, toutes les mesures utiles pour équiper de pneumatiques les véhicules agricoles livrés aux cultivateurs (n° 5101), p. 7, (Document n° 6058). — Adoption, p. 266.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Temple tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de la mise à la disposition des agriculteurs du matériel et des produits qui leur sont nécessaires pour la culture, à des prix qui répondent à la baisse des produits agricoles, p. 2495 (Document n° 7119).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mazier tendant à inviter le Gouvernement à promulguer le décret prévu par l'article 19, § 3 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949 fixant les modalités spéciales du financement des travaux d'équipement rural en ce qui concerne les communes « économiquement faibles » ou sinistrées, p. 3909 (Document n° 7665).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Dulin tendant à porter de 25 à 30 milliards de francs le volume des travaux d'équipement rural pouvant donner lieu à des subventions de l'Etat pour l'année 1949, p. 2528 (Document n° 820).

#### EXPLOITATIONS AGRICOLES MISE EN VALEUR DES TERRES

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. de Féllice sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au cumul des exploitations agricoles. (N° 11-82, année 1948), p. 229 (Document n° 121). — Adoption d'une résolution de M. Dulin demandant la prolongation jusqu'au 5 avril 1949 du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur la proposition de loi, p. 297.



**Assemblée nationale.** — Transmission de la résolution, p. 894 (Document n° 6585). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 942 (Document n° 6593); adoption de la résolution p. 944.

**Conseil de la République.** — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 392. — Dépôt d'un rapport supplémentaire sur la proposition de loi, p. 727 (Document n° 271). — Discussion, p. 728; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 748.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1963 (Document n° 6912). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 2119 (Document n° 7032). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Defos, p. 3009 (Document n° 7303). — Discussion, p. 3275; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi avec modifications, p. 3280 (Loi n° 49-787 du 15 juin 1949, J. O. du 16 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mehaegheric, tendant à modifier la loi n° 49-787 du 15 juin 1949 relative au cumul des exploitations agricoles, p. 6357 (Document n° 8504). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 6882 (Document n° 8711). — Discussion, p. 6893; adoption de la proposition de loi, p. 6891.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2698 (Document n° 883). — Adoption d'une proposition de résolution demandant une prolongation du délai constitutionnel pour formuler son avis sur la proposition de loi, p. 2706.

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de résolution, p. 6931 (Document n° 8739). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 6979 (Document n° 8752). — Adoption de la résolution, p. 6977.

**Conseil de la République.** — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale et dépôt du rapport sur la proposition de loi par M. de Félice, p. 2730 (Document n° 896). — Discussion, p. 2742; rejet, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 2744.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7050 (Document n° 8787). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 7208 (Document n° 8828). — Adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 7575.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à abroger l'acte dit loi du 27 juin 1911 instituant le commissariat à la Sologne (n° 1932), p. 3313.

— Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à la révision des actes de concession consentis en vertu de la loi du 27 août 1910 sur la mise en culture des terres abandonnées (n° 3129), p. 6187.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. de Félice sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la dévolution des terrains d'aviation militaires désaffectés (n° 11-93, année 1918), p. 160 (Document n° 89). — Discussion, p. 252; adoption de l'avis sur la proposition avec modification du titre: *Proposition de loi relative à la dévolution de terrains d'utilité militaires désaffectés*, p. 253.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition, p. 715 (Document n° 6199). — Dépôt du rapport par M. Sesmaisons, p. 1159 (Document n° 6731). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Sesmaisons, p. 2118 (Document n° 7021).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Paumier sur la proposition de résolution de M. Paumier, tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêt du 16 janvier 1917 créant la commission administrative de la Sologne et à désigner une commission d'enquête pour vérifier la gestion et les comptes du commissariat à la Sologne (n° 1811), p. 3374 (Document n° 7117).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à faciliter l'accès à la propriété familiale agricole par la réduction de 50 p. 100 des droits de vente, p. 2797 (Document n° 7211).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à modifier et à compléter la loi du 9 mars 1911, validée par l'ordonnance du 7 juillet 1915, concernant le remembrement, p. 5074 (Document n° 7089).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à modifier le régime d'imposition de certaines exploitations de polyculture, p. 6075 (Document n° 6358).

— Transmission d'un avis du Conseil économique, sur la proposition de loi de M. Tanguy Prigent, relative au regroupement culturel, p. 6189 (Document n° 8110).

#### FRUITS ET LÉGUMES

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jézéquel tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître dans le plus bref délai les mesures envisagées et réalisées en vue d'assurer sur les marchés étrangers l'écoulement de nos produits agricoles et plus spécialement des pommes de terre, p. 1106 (Document n° 470).

— Dépôt du rapport par M. Brelles, p. 1162 (Document n° 377). — Discussion, p. 1538; adoption de la proposition de résolution après modification du titre: *Résolution tendant à inciter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à favoriser la commercialisation normale des produits agricoles*, p. 1541.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures visant à garantir un écoulement normal des produits agricoles à des prix raisonnables et stables, à réduire l'écart entre les prix à la production et à la consommation, à diminuer les prix des produits industriels et à limiter les impôts agricoles de l'année 1949 au niveau de ceux de 1948, p. 37 (Document n° 6078).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Schmidt tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour remédier à la crise de la moutarde qui sévit sur le marché de la pomme de terre, p. 193 (Document n° 6188).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Girardot tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures en faveur des producteurs de pommes de terre, p. 3792 (Document n° 7631).

#### HABITATIONS RURALES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillaud tendant à améliorer l'habitat rural, p. 1159 (Document n° 6731).

#### JARDINS OUVRIERS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Laurent portant prorogation et modification des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 relative aux jardins ouvriers, p. 100 (Document n° 6112). — Dépôt du rapport de M. Moisan sur les propositions de loi: 1<sup>o</sup> de M. Gautier portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946, modifiés par la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers; 2<sup>o</sup> de M. Raymond Laurent portant prorogation et modification des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 relative aux jardins ouvriers; 3<sup>o</sup> de M. François Dumas, sénateur, tendant à modifier la loi du 21 mars 1948 relative à la législation sur les jardins ouvriers (nos 5059, 6112, 4841), p. 4506 (Document n° 7811). — Discussion, p. 5091; adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi portant prorogation et modification des articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 relative à la législation sur les jardins ouvriers*, p. 5092.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2190 (Document n° 608). — Dépôt du rapport par M. Menu, p. 2290 (Document n° 716). — Discussion, p. 2305; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2306.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5170 (Document n° 8089). — Dépôt du rapport par M. Moisan, p. 5591 (Document n° 8120). — Discussion, p. 5632; adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 5633 (Loi n° 49-1100 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

#### LAIT ET PRODUITS LAITIERS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 500 millions comme conséquence d'une distribution supplémentaire de 100 grammes de beurre à l'occasion des fêtes de fin d'année, p. 61 (Document n° 6101). — Dépôt du rapport par M. Bernard Paumier, p. 325 (Document n° 6302). — Adoption, p. 565.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 296 (Document n° 153). — Dépôt du rapport par M. Fléchet, p. 320 (Document n° 172). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 396.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1157 (Loi n° 49-383 du 21 mars 1949, J. O. du 22 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de Mme Nautré sur les propositions de résolution: 1<sup>o</sup> de Mme Hélène Le Jeune tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux enfants, aux jeunes et aux vieillards de province la même quantité de lait qu'aux ayants droit de la région parisienne; 2<sup>o</sup> de Mme Denise Ginolin tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions permettant d'assurer le ravitaillement en lait de la région parisienne et des grands centres, afin que les rations des catégories A et V soient au moins honorées (nos 5073, 5903), p. 430 (Document n° 6353). — Adoption de l'ensemble, après modification du titre: *Proposition de résolution relative à la distribution et à l'augmentation des rations de lait*, p. 1997.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Saint-Cyr tendant à inviter le Gouvernement à réviser sa politique laitière en matière de prix et à rendre immédiatement la liberté au marché des fromages de garde, p. 2520 (Document n° 825). — Lecture du rapport par M. Naveau et discussion, p. 2577; adoption de la résolution après modification du titre: *Résolution invitant le Gouvernement à réviser sa politique des prix en matière de produits laitiers*, p. 2583.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à abroger l'arrêté du 9 novembre 1948 portant création d'une caisse nationale de péréquation du lait, p. 3117 (Document n° 7468), (rectificatif, p. 3909).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Brillouet tendant à abroger les taxes sur les produits laitiers instituées pour financer le fonds national du progrès agricole, p. 3117 (Document n° 7469).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laverne tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration de fromage à 350 grammes par mois, p. 381 (Document n° 6331).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brillouet tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour permettre aux coopératives laitières productrices et aux producteurs de caséine, de sous-produits laitiers, d'écouler leur production à un prix rémunérateur et d'éviter toutes importations, p. 1097 (Document n° 6609).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au marché des fromages de garde, p. 6098 (Document n° 8385).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vialle tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au marché des fromages de garde, p. 6674 (Document n° 8621).

#### ORGANISATION PROFESSIONNELLE

**Conseil de la République.** — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à rétablir et à organiser l'élection des conseils d'administration des orga-

nismes de la mutualité agricole (nos 11-4 et 11-75, année 1918), p. 51; adoption, au scrutin du projet de loi, p. 66 (rectificatif, p. 98, 2246).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 199 (Document n° 6216). — Dépôt du rapport par M. Terpend-Orlasière, p. 1054 (Document n° 6620). — Discussion, p. 2511. — Suite de la discussion, p. 2578; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 2579 (rectificatif, p. 2517, 5305) (Loi n° 49-752 du 8 juin 1949 J. O. du 9 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'extension aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des dispositions de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut de la coopération agricole, p. 324 (Document n° 6291).

— Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole, p. 821 (Document n° 6538).

#### PROTECTION DES VÉGÉTAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Montagnier relative à la réparation des dommages causés aux récoltes par les sangliers et accordant certains pouvoirs aux maires pour détruire ce gibier, p. 64 (Document n° 6115).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazuc tendant à organiser, dans le cadre départemental, une défense technique coordonnée contre la grêle, p. 6262 (Document n° 8167).

#### RECENSEMENT AGRICOLE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la préparation, à l'exécution et à l'exploitation du recensement agricole mondial de 1949-1956 dans la métropole, l'Algérie, les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les territoires associés, p. 4810 (Document n° 7911). — Dépôt du rapport par M. Moussu, p. 6119 (Document n° 8514). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas, p. 6653 (Document n° 8611).

**Assemblée nationale.** — Transmission d'une proposition de résolution, adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 8 décembre 1949, invitant l'Assemblée nationale à soumettre à l'avis de l'Assemblée de l'Union française le projet de loi n° 7911 relatif à la préparation, à l'exécution et à l'exploitation du recensement agricole mondial de 1949-1956 dans la métropole, l'Algérie, les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les territoires associés, p. 6829.

#### RÉGIME ET DURÉE DU TRAVAIL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Perdon tendant à réduire le temps de travail à 40 heures par semaine dans les grandes exploitations agricoles et annexes, p. 7197 (Document n° 8871).

#### Agriculture (ministère).

##### HARAS (ADMINISTRATION DES)

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en place le personnel et le cadre actuel de l'administration des haras (nos 3606, 4579) qu'il avait déposée dans la séance du 16 juin 1948, p. 3259.

##### INDUSTRIE DU BOIS (DIRECTION)

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la direction des industries du bois et la fonction de répartiteur du bois au ministère de la production industrielle, p. 6167 (n° 2788).

#### SERVICES AGRICOLES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à reclasser les fonctionnaires appartenant au corps des services agricoles, p. 4385 (Document n° 7782).

#### Agrumes. — V. Interpellations n° 213.

**Aide sociale.** — V. Bureaux d'aide sociale. — *Entraide française.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck sur l'aide sociale par l'attribution des moyens d'existence, p. 2872 (Document n° 7261).

**Air France.** — V. Accidents d'aviation. — Interpellations nos 100, 271. — Transports et rôles de communications (transports aériens).

**Alcool.** — V. Conseil supérieur des alcools. — Enquêtes parlementaires. — Impôts (contributions indirectes). — Questions orales (Assemblée nationale) nos 28, 108. — Transport (automobiles). — Viticulture.

**Assemblée nationale.** — Discussion de la proposition de loi de M. Lalle tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> de l'acte dit loi du 21 septembre 1941 contre l'alcoolisme (nos 4286, 4671), p. 277; adoption après modification du titre: Proposition de loi tendant à compléter le paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 1<sup>er</sup> de l'acte dit loi du 21 septembre 1941 contre l'alcoolisme, p. 278.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 136 (Document n° 75). — Dépôt du rapport par M. Pajet, p. 229 (Document n° 127). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 518.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1369 (Loi n° 49-400 du 21 mars 1949, J. O. du 23 mars 1949).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edouard Barthe tendant à inviter le Gouvernement à assurer la diffusion, par le retour de la liberté de vente, des alcools dénaturés à usages ménagers et à usages industriels, p. 582 (Document n° 217). — Retrait de la proposition de résolution, p. 1362.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un avis de la commission de la justice et de législation par M. Dominjon sur la proposition de loi de M. Landry, sénateur, concernant les alcools socialement dangereux (nos 1904-1783 rectifié), p. 1331 (Document n° 6878). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 6531 (Document n° 8517).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un avis de M. Cordonnier sur la proposition de loi de M. Ras, tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru, (Nos 2421 et 5082), p. 3118 (Document n° 7176).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henault, tendant à autoriser la fabrication, l'offre et la consommation de tous les apéritifs à bas degré alcoolique, p. 3792 (Document n° 7611). — Dépôt du rapport par M. Gau, p. 4307 (Document n° 7776).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gau, p. 6119 (Document n° 8520).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique, p. 7537 (Document n° 8900).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à déposer les textes de loi destinés à codifier et renforcer la lutte antialcoolique, p. 6075 (Document n° 8313).

**Alcoolisme.** — V. Alcool. — France d'outre-mer (importation). — Transports (automobiles).

**Algérie.** — V. Agriculture (blé, céréales, yaconement agricole). — Caisse de retraites et de prévoyance des clercs de notaires. — Domaines de guerre. — Elections. — Emplois réservés. — Enquêtes parlementaires. — Interpellations nos 33, 101, 106, 128, 220, 280, 281.

#### AMNISTIE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fayet tendant à amnistier certains délits politiques commis en Al-

gérie, p. 674 (Document n° 6195). — Dépôt du rapport par M. Foulas, p. 3739 (Document n° 7591). — Arbitrage sur une demande de discussion d'urgence, p. 6166 et rejet, au scrutin, de la demande, p. 6167.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cadi Abdellader tendant à accorder une amnistie aux délinquants forestiers pour parages et labours illicites dans les forêts domaniales d'Algérie, p. 2797 (Document n° 7219). — Dépôt du rapport par M. Djemad, p. 4417 (Document n° 7889). — Adoption de la proposition de loi, p. 5221.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2277 (Document n° 705). — Dépôt du rapport par M. Sid-Cara, p. 2350 (Document n° 7211). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2353.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5513 (Loi n° 49-1055 du 2 août 1949, J. O. du 4 août 1949).

#### ARMES DE CHASSE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Djemad tendant à abroger l'article 6 du décret-loi du 23 avril 1946, portant règlement de l'acquisition et de la détention des armes de chasse en Algérie, p. 6533 (Document n° 8515).

#### BUDGET

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Aumérat tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les crédits d'équipement de l'Algérie, p. 6534 (Document n° 8567).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le budget national une aide substantielle accordée à l'Algérie pour des investissements culturels, économiques et sociaux, p. 2203 (Document n° 715) (rectificatif, p. 2189).

#### CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à l'institution d'une caisse de retraite et de prévoyance pour les membres des mahakams et les aouns de justices de paix d'Algérie, p. 6533 (Document n° 8560).

#### CALAMITÉS PUBLIQUES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels pour aider l'Algérie à réparer les dommages subis par le littoral ornais et le port d'Arzew, en particulier à la suite du raz de marée du 13 décembre 1919, p. 6990 (Document n° 8760). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Sportisse tendant à inviter le Gouvernement à allouer un premier secours de 300 millions aux victimes du raz de marée qui, les 12 et 13 décembre 1919, a ravagé les côtes d'Oranie, p. 6990 (Document n° 8761).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jeannot tendant à inviter le Gouvernement à accorder une contribution de 50 millions à titre de secours immédiat pour les victimes du raz de marée des 12 et 13 décembre 1919 en Algérie, p. 6990 (Document n° 8765). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 7122 (Document n° 8806).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Mayer tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi ouvrant des crédits pour le secours des populations du Constantinois sinistrées par suite de tremblement de terre, p. 853 (Document n° 6566).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Valle tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi ouvrant des crédits pour secourir les populations des communes de Kerrata et d'Oued Marsa (Constantine), victimes du séisme du 17 février 1919, p. 401 (Document n° 485).

Voir également à la rubrique: Agriculture (calamités agricoles).

## CENTRES MUNICIPAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mokhtari tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour que, dans un avenir très prochain, le douar Sidi Ali Bouhab (Algérie) soit un village modèle du point de vue des réalisations sociales, p. 6828 (Document n° 8703).

## CODE PÉNAL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Benchenouf sur le projet de loi tendant à compléter, par des dispositions pénales, des textes applicables en Algérie (n° 5419), p. 4072 (Document n° 7711). — Adoption du projet de loi, p. 6051.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2 03 (Document n° 813). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 278 (Document n° 913); adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2927.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7688.

## DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE ALGÉRIENNE

## — Industrie meunière.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative au contingentement des moulins et à l'organisation professionnelle de l'industrie meunière en Algérie (n° 5579), p. 1159 (Document n° 6728). — Adoption, après modification, du titre « Proposition de loi tendant à refuser l'homologation de la décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948 relative au contingentement des moulins et à l'organisation professionnelle de l'industrie meunière en Algérie », p. 1936.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 921 (Document n° 328). — Dépôt du rapport par M. Claudius Belbrune, p. 1536 (Document n° 489). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1635.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3999 (Loi n° 49-832 du 7 juillet 1949, J. O. du 8 juillet 1949).

## — Juges de paix

**Assemblée nationale.** — Adoption des conclusions de la commission de l'intérieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à la compétence des juges de paix après modification du titre: « Proposition de loi tendant à refuser l'homologation d'une décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, relative à la compétence des juges de paix », p. 170 (rectificatif, p. 258).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 136 (Document n° 71). — Dépôt du rapport par M. Borgeaud, p. 229 (Document n° 131). — Discussion et adoption de la proposition de loi, p. 281.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 821 (Loi n° 49-298 du 5 mars 1949, J. O. du 6 mars 1949).

## — Loyers.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne élevant à l'Algérie les dispositions de fond de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 4830 (Document n° 6858). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 4896 (Document n° 7915). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à refuser l'homologation de la décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de janvier 1949 élevant à l'Algérie les dispositions de fond de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel », p. 5572.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2398 (Document n° 757). — Dépôt du rapport par M. Valle, p. 2636 (Document n° 865). — Discussion, p. 2761; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2761.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7186.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une notification d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne portant restriction à la prorogation résultant de l'extension à l'Algérie de la loi n° 48-2009 du 31 décembre 1948 concernant certains locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 2519 (Document n° 7131) (rectificatif, p. 2594). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 1896 (Document n° 7916). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à refuser l'homologation de la décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de février-mars 1949, portant restriction à la prorogation résultant de l'extension à l'Algérie de la loi n° 48-2009 du 31 décembre 1948 concernant certains locaux à usage commercial, industriel ou artisanal », p. 5572.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2398 (Document n° 755). — Dépôt du rapport par M. Valle, p. 2636 (Document n° 861). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2763.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7187.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne concernant l'application à l'Algérie de la loi du 25 août 1948 permettant la révision du prix de certains baux, p. 1830 (Document n° 6857). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 4896 (Document n° 7911). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi tendant à refuser l'homologation de la décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de janvier 1949 concernant l'application à l'Algérie de la loi n° 48-1309 du 25 août 1948 permettant la révision du prix de certains baux et tendant à l'extension à l'Algérie de ladite loi », p. 5571.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2398 (Document n° 753). — Dépôt d'un rapport et d'un rapport supplémentaire par M. Léo Hamon (Documents n° 751 et 759) et discussion, p. 2101; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre « Proposition de loi tendant à déclarer applicable à l'Algérie la loi n° 48-1309 du 25 août 1948 permettant la révision du prix de certains baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal », p. 2103.

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 5661 (Document n° 8131). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 6979 (Document n° 8711). — Adoption de la proposition de loi avec le titre adopté en première lecture, p. 7376.

## — Mines et carrières.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur le refus partiel d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à l'extension à l'Algérie des dispositions de l'acte dit loi du 22 mai 1941 rendant obligatoire la déclaration des levés de mesures géophysiques (n° 5576), p. 4159 (Document n° 6729). — Adoption, après modification du titre « Proposition de loi tendant à refuser l'homologation de l'article 8 de la décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, relative à l'extension à l'Algérie des dispositions de l'acte dit loi du 22 mai 1941 rendant obligatoire la déclaration des levés de mesures géophysiques », p. 1996.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 921 (Document n° 327). — Dépôt du rapport par M. Léo Hamon, p. 1710 (Document n° 561). — Discussion, p. 1805; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1806.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4110 (Loi n° 49-973 du 16 juillet 1949, J. O. du 22 juillet 1949).

## — Pensions et retraites.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une notification d'un refus partiel d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne ayant pour objet d'étendre aux fonctionnaires et agents tributaires de la caisse générale des retraites de l'Algérie la loi du 20 septembre

1948 portant réforme du régime des pensions, p. 2797 (Document n° 7248). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 5126 (Document n° 8001).

Voir également à la rubrique: *Pensions et retraites.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une notification d'un refus partiel d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne instituant un régime particulier de retraites et de prévoyance du personnel des milices d'Algérie, p. 3802 (Document n° 8148).

## — Radiodiffusion.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Borra sur le refus d'homologation de deux décisions de l'Assemblée algérienne créant, auprès de la radiodiffusion d'Algérie, un organisme dénommé « comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie »; tendant à porter de huit à douze le nombre des délégués de l'Assemblée algérienne appelés à siéger au « comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie » (n° 5577), p. 198 (Document n° 6195). — Adoption après modification du titre « Proposition de loi tendant à refuser l'homologation de deux décisions votées par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, créant auprès de la radiodiffusion d'Algérie un organisme dénommé « comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie »; tendant à porter de huit à douze le nombre des délégués à l'Assemblée algérienne appelés à siéger au « comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie », p. 466.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 223 (Document n° 115). — Dépôt du rapport par M. François Dumas, p. 632 (Document n° 232). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 709.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1726 (Loi n° 49-459 du 2 avril 1949, J. O. du 3 avril 1949).

## — Viticulture.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une notification d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne abaissant d'un degré à titre provisoire et au maximum jusqu'au 31 décembre 1949 le degré minimum des vins de coupage destinés à la consommation locale, p. 3090 (Document n° 7327). — Dépôt du rapport par M. Foulupt-Espéaber, p. 4896 (Document n° 7917). — Adoption de la proposition de loi, avec modification du titre « Proposition de loi tendant à refuser l'homologation de la décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de février-mars 1949, abaissant d'un degré, à titre provisoire et au maximum jusqu'au 31 décembre 1949, le degré minimum des vins de coupage destinés à la consommation locale », p. 6050 (rectificatif, p. 6137).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2508 (Document n° 815). — Dépôt du rapport par M. Sarrien, p. 2698 (Document n° 887). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2890.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7537.

## DOMAINE DE L'ALGÉRIE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance du 13 avril 1943 modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et de l'Algérie et au domaine public national, p. 1617 (Document n° 6326).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fernand Chevalier portant abrogation des dispositions de l'ordonnance du 13 avril 1943 qui ont modifié en Algérie la législation sur les biens de l'Etat, de l'Algérie et du domaine public, p. 1961 (Document n° 6909).

## DROITS DE PLAIDOIRIE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rencurel tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse de retraites des barreaux algériens et à fixer les droits de plaidoirie en Algérie, p. 281 (Document n° 6255).

## FONCTIONNAIRES DE L'ENSEIGNEMENT

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mokhtari tendant à inviter le Gouvernement à révaloriser le traitement des instituteurs du cadre spécial et des moniteurs en Algérie, et l'intégration du cadre spécial dans le cadre normal, p. 2118 (Document n° 7060). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à arrêter le recrutement du cadre spécial dans l'enseignement primaire public en Algérie et à intégrer ce cadre spécial dans le cadre normal dans certaines conditions, p. 3008 (Document n° 7312). — Dépôt du rapport par M. Borra, p. 3792 (Document n° 7619). — Adoption de l'ensemble après modification du titre: « L'Assemblée nationale invite le Gouvernement: A maintenir dans le traitement de base des instituteurs d'Algérie le traitement supplémentaire égal au quart du traitement des instituteurs métropolitains; à maintenir le prélèvement pour la retraite sur ce traitement supplémentaire; à prendre, dans les plus brefs délais, le décret interministériel devant fixer le traitement des instituteurs d'Algérie et permettre ainsi le décompte des retraites pour les instituteurs devant cesser leurs fonctions au 30 septembre 1949, p. 4412 (rectificatif), p. 4563.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à respecter les droits acquis des instituteurs d'Algérie en ce qui concerne la retenue pour la retraite sur leur traitement supplémentaire de 25 p. 100, p. 3528 (Document n° 7531). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mokhtari tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le personnel enseignant du premier degré d'Algérie dans ses droits acquis, p. 3464 (Document n° 7497). — Dépôt du rapport par Mme Sportisse, p. 3739 (Document n° 7607). — Adoption de l'ensemble avec modification du titre: « L'Assemblée nationale invite le Gouvernement: 1° A arrêter le recrutement des instituteurs du cadre spécial dans l'enseignement primaire public d'Algérie; 2° à réintégrer, avant le 1<sup>er</sup> octobre 1949, le cadre spécial dans le cadre normal, sous les conditions suivantes: a) Possession du certificat d'aptitude pédagogique complet (écrit et oral); b) ancienneté de cinq ans de service; c) avis favorable d'une commission d'intégration qui pourrait être la commission administrative départementale; 3° en attendant l'incorporation individuelle des intéressés dans le cadre normal, à appliquer aux traitements des instituteurs du cadre spécial le reclassement de la fonction publique pour les tranches 1918 et 1949 (fixation des indices, paiement des tranches, retenues sur le traitement pour la retraite, etc.). », p. 4112.

## FORTIFICATIONS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la plage de Bougie (Algérie), p. 3908 (Document n° 7667). — Dépôt du rapport par M. Augarde, p. 4306 (Document n° 7773). — Adoption du projet de loi, p. 5052.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 691). — Dépôt du rapport par M. Michel Madelin, p. 2290 (Document n° 712). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2466.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6020 (Loi n° 49-4477 du 17 novembre 1949, J. O. du 18 novembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Bordj-Bou-Arredj (Algérie), p. 5515 (Document n° 8102).

## LOYERS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Borra, rendant applicable à l'Algérie la loi n° 49-1096 du 2 août 1949 relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre,

p. 7170 (Document n° 8360). — Dépôt du rapport par M. Borra, p. 7638 (Document n° 8921). Voir également à la rubrique précédente: Algérie (décisions de l'Assemblée algérienne).

## MAISONS DE TOLÉRANCE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mokhtari tendant à inviter le Gouvernement à réglementer les maisons closes en Algérie et à assainir certains quartiers par la fermeture de celles d'entre elles situées en dehors des quartiers réservés et qui seraient une gêne sérieuse pour les habitations avoisinantes, p. 6828 (Document n° 8629).

## ORGANISATION ADMINISTRATIVE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Djemad tendant à fixer les dispositions particulières pour les élections aux conseils généraux en Algérie, p. 858 (Document n° 6563).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ben-taieb tendant à permettre à une nouvelle catégorie de citoyens de statut local l'accès au premier collège algérien, p. 2195 (Document n° 7101).

## ORGANISATION JUDICIAIRE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Benchenouf modifiant l'article 48 de l'ordonnance du 23 novembre 1944, relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie (n° 5418), p. 487 (Document n° 6371). — Adoption du projet de loi, p. 1016.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 596 (Document n° 220). — Dépôt du rapport par M. Cherif Sibbane, p. 1192 (Document n° 395). — Discussion, p. 1372; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1373.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3361 (Document n° 7108). — Dépôt du rapport par M. Benchenouf, p. 4716 (Document n° 7874). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 5224 (Loi n° 49-1015 du 28 juillet 1949, J. O. du 29 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant création de postes à la cour d'appel d'Alger et affectation de magistrats à la chambre de revision en matière musulmane, p. 3606 (Document n° 7513). — Dépôt du rapport par M. Reneuret, p. 5071 (Document n° 7981); adoption du projet de loi, p. 5512.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi (Document n° 718) et dépôt du rapport par M. Borgeaud, p. 2390 (Document n° 719). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2391.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5663 (Loi n° 49-1069 du 2 août 1949, J. O. du 5 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant création d'une troisième justice de paix à Alger, p. 5511 (Document n° 8095).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la composition de la justice de paix de Colomb-Béchar, p. 6532 (Document n° 8551).

— Dépôt d'un projet de loi portant création de postes de magistrats et de greffiers dans certains tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel d'Alger, p. 6532 (Document n° 8553).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ammeran tendant à inviter le Gouvernement à élever à la première classe le tribunal civil de Blida, p. 6828 (Document n° 8700).

## PRODUITS AGRICOLES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Chevalier tendant à inviter le Gouvernement à créer un comité de coordination des tarifs de transport, droits et taxes de transit de port et de tous les frais perçus pour le transfert des produits de l'Algérie en France métropolitaine, p. 2195 (Document n° 7122).

## PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi du 16 février 1897 sur la propriété foncière en Algérie, p. 3146 (Document n° 7161).

## RENTES VIAGÈRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Serre tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée algérienne d'une proposition de décision permettant aux propriétaires de titres d'emprunts à long terme émis par le gouvernement général de l'Algérie d'obtenir l'échange de ces titres contre des rentes viagères spéciales de la caisse autonome d'amortissement à capital aliéné, p. 37 (Document n° 6076). — Dépôt du rapport par M. Seire, p. 1241 (Document n° 6657).

## ROUTES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Borra sur la proposition de résolution, adoptée par l'Assemblée de l'Union française, tendant à obtenir la participation de la métropole aux dépenses de réfection du réseau routier de l'Est algérien, particulièrement éprouvé du fait des opérations de guerre sur la Tunisie et l'Italie (année 1918), p. 382 (Document n° 6349). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Truffaut, p. 2100 (Document n° 6933). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi portant ouverture de crédits pour la participation de l'Etat aux dépenses de réfection du réseau routier de l'Algérie », p. 2441.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1095 (Document n° 379). — Dépôt du rapport par M. Muscatelli, p. 1560 (Document n° 497). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jacques Masteau, p. 1629 (Document n° 525). — Discussion, p. 1635; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1637.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3999. — Message de M. le Président de la République demandant à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République de délibérer à nouveau sur la loi portant ouverture de crédits pour la participation de l'Etat aux dépenses de réfection du réseau routier de l'Algérie, p. 4760 (Document n° 7983).

## STATUT

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul-Emile Viard tendant à modifier les articles 15 et 16 de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut de l'Algérie, p. 65 (Document n° 6132).

## TERritoires DU Sud

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Sportisse tendant à la suppression du régime spécial des territoires du Sud en Algérie, p. 1150 (Document n° 6631).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Benchenouf tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux territoires du Sud constantinois une subvention de 300 millions de francs destinée au forage de puits artésiens, p. 5254 (Document n° 8016).

## TRIBUNAUX DE COMMERCE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif aux tribunaux de commerce en Algérie, p. 6532 (Document n° 3555).

**Aliments du bétail.** — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 104.

**Allemagne.** — V. Conventions internationales (Conseil de l'Europe). — Enquêtes parlementaires. — Fêtes légales. — Interpellations n° 97, 125, 218. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 31 (Conseil de la République) n° 9, 21, 22, 58, 61, 66, 78, 88.



**Allocations familiales.** — V. *Assurances sociales*. — *Code du commerce*. — *Interpellations* nos 129, 230. — *Pensions et retraites (anciens combattants)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 9, 13 (*Conseil de la République*) no 8. — *Traitements, soldes et indemnités*. — *Trésor (restitutions)*.

## AGRICULTURE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. de Tinguy sur le projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949 (no 6009), p. 430 (Document no 6361). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 450 (Document no 6368). — Discussion, p. 472; suite de la discussion, p. 506, 535; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 537 (*rectificatif*, p. 606).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 228 (Document no 113). — Dépôt d'un rapport par M. Bollifraud, p. 632 (Document no 228). — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement par M. Edouard Barthe, p. 820 (Document no 302). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Marcellinac, p. 826 (Document no 310). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Saint-Cyr, p. 1075 (Document no 355). — Discussion, p. 1130, 1139. — Suite de la discussion, p. 1160, 1177, 1189; adoption au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1192 (*rectificatif*, p. 1239).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2695 (Document no 7218). — Dépôt du rapport par M. de Tinguy, p. 3081 (Document no 7233). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Charpentier, p. 3151 (Document no 7359). — Discussion, p. 4067, 4105; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi, p. 4113 (*Loi no 49-446 du 16 juillet 1949, J. O. du 17 juillet 1949*).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Perdon, tendant à faire bénéficier les salariés des professions agricoles de la majoration aux allocations familiales accordée aux salariés des autres professions, p. 3108 (Document no 7352). — Dépôt du rapport par Mme Marie Lambert, p. 3261 (Document no 7390). — Discussion, p. 3752, 3788.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Perdon tendant à étendre aux salariés des professions agricoles le bénéfice de la majoration aux allocations familiales octroyée aux salariés des autres professions, p. 858 (Document no 6562). — Dépôt du rapport par M. Gros, p. 1150 (Document no 6630).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet, tendant à attribuer le bénéfice du salaire unique aux fils de l'exploitant assurés sociaux travaillant dans l'exploitation familiale agricole, p. 3809 (Document no 8176).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet, tendant à modifier le régime des allocations familiales agricoles, p. 3831 (Document no 8223).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Juge, tendant à inviter le Gouvernement à mettre en temps utile à la disposition des caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles les crédits nécessaires afin que ces dernières puissent payer les prestations aux intéressés dans les délais réglementaires, p. 2411 (Document no 7127). — Dépôt du rapport par M. Picot, p. 6979 (Document no 8747).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Perdon, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux salariés des professions agricoles et forestières le bénéfice de la prime aux allocations familiales dont bénéficient les salariés des autres professions, p. 487 (Document no 6387).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet, tendant à inviter le Gouvernement à réviser et à améliorer le régime des allocations familiales agricoles, p. 3659 (Document no 7578).

**Conseil de la République.** — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de

la commission supérieure des allocations familiales agricoles, créée par le décret no 48-1197 du 19 juillet 1948, p. 2426. — Désignation de candidatures, p. 2119. — Nomination de membres, p. 2161.

## APPRENTISSAGE. — ÉTUDES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Burlet, tendant à étendre le bénéfice des allocations familiales aux étudiants ou apprentis, infirmes, âgés de plus de vingt ans, p. 284 (Document no 6259).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Devaud, tendant à préciser et unifier dans la législation française la notion d'enfant à charge, p. 151 (Document no 83).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 429 (Document no 6360).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont, tendant à inviter le Gouvernement à proroger la limite d'âge prévue pour le versement des allocations familiales en cas d'études post-scolaires, p. 1530 (Document no 6755).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Weber, tendant à inviter le Gouvernement à considérer les orphelins de guerre comme enfants à charge aussi longtemps que ceux-ci n'auront pas terminé leurs études supérieures ou leur apprentissage, p. 7537 (Document no 8393).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Weber, tendant à inviter le Gouvernement à considérer les orphelins de guerre comme enfants mineurs pour le calcul du quotient familial tant que ceux-ci n'auront pas terminé leurs études supérieures, p. 7537 (Document no 8394).

## CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à assurer définitivement l'autonomie de gestion des caisses d'allocations familiales dans le cadre de l'ordonnance du 4 octobre 1945 (no II-95, année 1948), p. 108 (Document no 59). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 187.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 518 (*Loi no 49-229 du 21 février 1949, J. O. du 22 février 1949*).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Claeys, tendant à inviter le Gouvernement à abroger la circulaire ministérielle du 22 avril 1949 relative aux caisses d'allocations familiales, p. 3521 (Document no 7511). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 6263 (Document no 8178).

## CAISSES DE COMPENSATION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck, tendant à la création de caisses de compensation pour des indemnités aux salariés économiquement faibles, p. 5199 (Document no 8013).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Penoy, tendant à modifier l'article 4 de la loi no 48-1116 du 13 juillet 1948 instituant une caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi des travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg, p. 7621 (Document no 8913).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Penoy, tendant à compléter l'article 3 de la loi no 48-1116 du 13 juillet 1948 instituant une caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi des travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg, p. 7621 (Document no 8914).

## COMMISSION SUPÉRIEURE

**Conseil de la République.** — Demande de désignation de membres chargés de le représenter au sein de la commission supérieure des allocations familiales, p. 767. — Désignation de candidatures, p. 886. — Nomination de membres, p. 930.

## COTISATIONS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de M. Gérard Vée, tendant à faire bénéficier des exonérations de cotisation aux allocations familiales les veuves cultivant une petite exploitation agricole, p. 257 (Document no 6243).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier, tendant à inviter le Gouvernement à uniformiser les cotisations aux allocations familiales payées par les artisans, p. 65 (Document no 6120).

## PRÊT FAMILIAL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Weber, tendant à inviter le Gouvernement à instituer le prêt d'équipement ménager familial, p. 1505 (Document no 7334).

## PRIMES EXCEPTIONNELLES. — SUBVENTIONS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Bouxom, sur la proposition de M. Frédéric-Dupont, tendant à inviter le Gouvernement à verser une subvention aux mères de famille qui ont fait l'objet d'une distinction le jour de la fête des mères (no 5112), p. 913 (Document no 6571). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1255.

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à allouer une allocation exceptionnelle de 1.000 francs, dite « prime du tablier », à chaque écolier, p. 6652 (Document no 8618).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Gilberte Roca tendant à inviter le Gouvernement à allouer à toutes les mères, à l'occasion de la fête des mères, une prime exceptionnelle, p. 2278 (Document no 7007).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions utiles pour que le règlement et le remboursement à l'employeur du complément familial à la prime unique et exceptionnelle prévue à l'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 1949 soient effectués selon le principe de compensation de la caisse des allocations familiales, p. 6154 (Document no 8123).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mazier tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que soit remboursé aux employeurs, par les caisses des allocations familiales, le complément à la prime unique et exceptionnelle prévue à l'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 1949, p. 7537 (Document no 8337).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Claeys tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions utiles pour que les conditions d'attribution du complément familial à la prime unique et exceptionnelle prévue à l'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 1949, qui n'ont pas respecté la méthode de compensation en vigueur pour les caisses d'allocations familiales, soient revues en fonction de ce principe d'équité, p. 7537 (Document no 8599).

## RÉGIME DES PRESTATIONS FAMILIALES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à la deuxième naissance et aux suivantes le bénéfice d'allocation de maternité accordée à la première naissance sans aucune condition quand la mère a moins de vingt-cinq ans, p. 1594 (Document no 6793). — Dépôt du rapport par M. Pouxom, p. 2196 (Document no 7106). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales », p. 3767.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1076 (Document no 561). — Dépôt du rapport par M. Barmanthé, p. 2178 (Document no 667). — Discussion, p. 2351; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2352.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5514 (*Loi no 40-1050 du 2 août 1949, J. O. du 4 août 1949*).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant à modifier l'article 10 du 22 août 1916 relatif à la détermination, en matière des prestations familiales, des enfants à charge, p. 1530 (Document n° 6763).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Péri tendant à maintenir après le décès de la mère les allocations accordées aux orphelins de guerre atteints d'une infirmité incurable, p. 2215 (Document n° 6972).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazier tendant à modifier les conditions d'attribution des prestations familiales, p. 4810 (Document n° 7909).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schell tendant à étendre le bénéfice de l'allocation-maternité à toute femme salariée ou conjointe de salarié assujéti aux assurances sociales, et ayant satisfait aux conditions requises par la loi sur l'acquisition de la nationalité française, dès la naissance de l'enfant, p. 5117 (Document n° 7167).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à préciser le régime de l'allocation de salaire unique, p. 15 (Document n° 6160). — Dépôt du rapport par M. Delachenal, p. 1279 (Document n° 6685).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à modifier la circulaire n° 112 SS du 3 avril 1917, conformément à la loi du 22 août 1916, afin que les pensions et retraites ne soient plus considérées comme revenus professionnels (p. 2100 (Document n° 6937)).

#### TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte tendant à modifier le taux du salaire de base servant à calculer les prestations familiales des travailleurs indépendants, p. 5363 (Document n° 8016). — Dépôt du rapport par M. Viatte (p. 5169 (Document n° 8975)). — Discussion, n. 5513. — Suite de la discussion, p. 5531; adoption de l'ensemble de la proposition de loi, n. 5539.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2398 (Document n° 751). — Lecture du rapport par Mme Devaud et discussion, p. 2399; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2401.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5663 (Loi n° 49-1073 du 2 août 1949, J. O. du 5 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont modifiant les conditions dans lesquelles les travailleurs indépendants âgés doivent participer aux caisses d'allocations familiales (p. 601 (Document n° 6139)).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Augustin Laurent tendant à obtenir en faveur de certains travailleurs indépendants l'exonération des cotisations aux caisses d'allocations familiales, p. 1530 (Document n° 6757).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bacon tendant à modifier le taux du salaire de base servant au calcul des prestations familiales dues aux employeurs et travailleurs indépendants du régime non agricole, p. 1791 (Document n° 6818).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à apporter certaines modifications au régime des prestations familiales des travailleurs indépendants, p. 4072 (Document n° 7731).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garcia tendant à augmenter les allocations familiales versées aux travailleurs indépendants en les calculant sur la même base que celles des salariés à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1919, p. 7130 (Document n° 8810) (rectificatif, p. 7314).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à appliquer dès le 1<sup>er</sup> trimestre 1949 la loi n° 49-1073 du 2 août 1949 modifiant le taux du salaire de base servant à calculer les prestations familiales des travailleurs indépendants, p. 2116 (Document n° 772).

#### VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bonnet tendant à inviter le Gouvernement à permettre le versement d'un mois supplémentaire de prestations familiales au cours du quatrième trimestre 1919, p. 6075 (Document n° 8335).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à accorder aux familles, pour les fêtes de Noël et du nouvel an, un treizième mois d'allocations familiales, p. 6357 (Document n° 8502).

#### Allocations militaires. — V. Armées.

#### Allocutions.

**Assemblée nationale.** — Allocutions de: M. Marcel Cachin, président d'âge, à l'ouverture de la session annuelle de 1919, p. 1 = M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée, en prenant place au fauteuil, p. 1 = M. André Le Troquer, vice-président de l'Assemblée, annonçant le décès du général Girault, p. 1581 = M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée, annonçant le décès de M. Georges Ahnne, député, p. 5761.

**Conseil de la République.** — Allocutions de: M. Jules Gasser, président d'âge, à l'ouverture de la session annuelle de 1919, p. 1 = M. Gaston Monnerville, en prenant place au fauteuil, p. 7 = Mme Gilberte Pierre-Brosselle, vice-présidente du Conseil de la République, à l'occasion de la mort du général Girault, p. 673 = M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, à l'occasion du décès des sénateurs suivants: M. Madohier (Marcel), p. 726; M. Le Goff, p. 765; M. Quesnot, p. 765; M. Anghiley, p. 1316; M. Edouard Barthe, p. 2230; M. Marius Vipie, p. 2417.

**Alsace-Lorraine. — V. Agriculture (organisation professionnelle). — Annistie. — Assurances sociales (agriculture, cumul). — Caisses d'épargne d'Alsace-Lorraine. — Code de procédure civile. — Condamnations. — Dommages de guerre. — Electricité (concessions forces hydrauliques). — Fonctionnaires d'Alsace-Lorraine. — Médecine et professions médicales. — Médecine vétérinaire. — Mines et carrières (exploitation). — Pensions et retraites (anciens combattants et victimes de la guerre, personnels d'Alsace-Lorraine). — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 36. — Traitements, soldes et indemnités.**

#### CULTE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant attribution d'un édifice cultuel au diocèse d'Alsace et de Lorraine de l'église évangélique de la confession d'Augsbourg, p. 7187 (Document n° 8815).

#### INSTANCE D'APPEL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Fontupt-Esperaber sur la proposition de résolution de M. Mock tendant à inviter le Gouvernement à instituer dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, une instance d'appel pour les sanctions d'épuration prises par les administrations (n° 56), p. 3374 (Document n° 7451).

#### LÉGISLATION CIVILE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 2872 (Document n° 7259). — Dépôt du rapport par M. Wasmer, p. 3117 (Document n° 7159). — Discussion, p. 2679; adoption du projet de loi, p. 3680.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1562 (Document n° 503). — Adoption d'une motion de M. de La Gortie demandant à l'Assemblée nationale de prolonger jusqu'au mardi 29 juin 1949 le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 1568.

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de résolution, p. 3716 (Document n° 7601); adoption de la proposition de résolution, p. 3716.

**Conseil de la République.** — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1588. — Lecture du rapport sur le projet de loi par M. Carcassonne, discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1590.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3908 (Loi n° 49-817 du 29 juin 1949, J. O. du 30 juin 1949).

**Ambassades. — V. Affaires étrangères (postes diplomatiques et consulaires).**

**Ambulances. — V. Insigne national des médecins, ambulances et pharmaciens.**

**Aménagements fiscaux. — V. Impôts.**

**Amendes fiscales. — V. Impôts. — Viticulture.**

**Amnistie. — V. Algérie. — France d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, et Réunion). — Impôts (contributions indirectes, prélèvement). — Interpellations, n° 58.**

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Bollfraud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, ayant pour objet d'accorder le bénéfice de l'amnistie à certains mineurs de vingt et un ans poursuivis ou condamnés pour faits de collaboration (N° 11-31, année 1918), p. 52 (Document n° 32). — Discussion, p. 85; adoption de la proposition de loi, p. 89.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 280 (Loi n° 49-177 du 9 février 1919, J. O. du 10 février 1919).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bidault tendant à ouvrir le délai fixé par l'article 18 de la loi du 16 août 1917 portant amnistie, p. 4072 (Document n° 7733). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Péron tendant à modifier la loi du 16 août 1917 portant amnistie, p. 4836 (Document n° 7918). — Dépôt du rapport par M. Dominjon, p. 4988 (Document n° 7966). — Discussion et adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à ouvrir certains délais prévus par la loi du 16 août 1917 portant amnistie, p. 5180.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2350 (Document n° 727). — Lecture du rapport par M. Marcellin et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2386.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5663 (Loi n° 49-1110 du 2 août 1949, J. O. du 9 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à accorder l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine et d'autres corporations à l'occasion de l'exercice du droit de grève consacré par la Constitution de la République, à faire cesser toutes les poursuites judiciaires engagées à la suite des conflits sociaux et à ordonner la remise de toutes les amendes et dommages-intérêts qui ont frappé tous ces travailleurs, p. 3373 (Document n° 7449). — Dépôt du rapport par M. Dominjon sur les propositions de loi: 1<sup>o</sup> de M. Camphin, tendant à accorder l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine et similaires à l'occasion de l'exercice du droit de grève consacré par la Constitution de la République, à faire cesser toutes les poursuites judiciaires engagées à la suite des conflits sociaux et à ordonner la remise de toutes les amendes et de tous les dommages-intérêts qui ont frappé tous ces travailleurs (n° 5936-7749), p. 4000 (Document n° 6797). — Discussion de l'urgence, p. 4760 et rejet au scrutin, p. 4770, 4867.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant amnistie et relatif aux condamnations pour fait de collaboration ou de commerce avec l'ennemi, p. 7121 (Document n° 8807).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie et de la révision à certaines catégories de personnes, à l'exception de celles qui auront, par leurs agissements, provoqué l'arrestation, la torture, la déportation ou la mort de patriotes, ou apporté à l'ennemi une collaboration économique spontanée, p. 1536 (Document n° 490).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 4235 (Document n° 7158).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie : 1° aux anciens combattants et anciens résistants de la guerre 1939-1945; 2° aux travailleurs condamnés pour faits de grève; 3° à certaines catégories de délinquants primaires, p. 2242 (Document n° 696).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 5350 (Document n° 8012).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiant les personnes condamnées à la dégradation nationale, soit à titre principal, soit accessoirement à une autre peine, p. 115 (Document n° 6156).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à accorder le bénéfice de la grâce amnistiant à certaines personnes condamnées en vertu de l'ordonnance du 26 décembre 1941 pour des faits commis dans le département de la Moselle, p. 658 (Document n° 6184).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Fermoson tendant à amnistier certaines infractions commises par les agriculteurs à la législation sur les prix, à la législation économique ou à l'occasion du fonctionnement des tribunaux paritaires, p. 2495 (Document n° 7109).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bidault tendant à amnistier certaines condamnations, à instituer un régime de libération anticipée, à apporter certaines modifications à la législation relative à la répression des faits de collaboration et à sanctionner les activités antinationales, p. 4072 (Document n° 7734).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deshors tendant à amnistier les condamnations, à instituer un régime de libération anticipée, à supprimer l'indignité nationale pour faits de collaboration, délit visé par les ordonnances des 18 novembre, 28 novembre et 26 décembre 1941, p. 6021 (Document n° 8329).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Michelet portant amnistie en faveur de certaines catégories de personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre, 28 novembre et 26 décembre 1941, p. 6154 (Document n° 8416).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Reynouard sur la proposition de résolution de M. de Fraissinelle, tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les mineurs grévistes d'une amnistie ou de la cessation de certaines poursuites (nos 11-87, année 1948), p. 1936 (Document n° 614).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay, tendant à inviter le Gouvernement à proposer, sans plus attendre, au vote du Parlement, un projet de loi accordant une large amnistie à certaines catégories de personnes, à l'exception de celles qui auront traité ou provoqué par leurs agissements, l'arrestation, la torture, la déportation ou la mort de patriotes ou apporté à l'ennemi une collaboration économique spontanée, p. 1396 (Document n° 466). — Dépôt du rapport par M. Kalb, p. 1870 (Document n° 597).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute tendant à inviter le Gouvernement : 1° à déposer un projet de loi accordant l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine à l'occasion de la grève décidée le 4 octobre; 2° à prononcer l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires engagées à l'occasion de ce conflit; 3° à faire réintégrer, immédiatement, avec tous leurs droits, les mineurs et similaires licenciés ou suspendus à la suite de ce conflit, p. 34 (Document n° 6074).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kriegel-Valrimont tendant à inviter le Gouvernement : 1° à déposer un projet de loi accordant l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs lors des dernières grèves dans les mines et la sidérurgie; 2° à prononcer l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires engagées à l'occasion de ces conflits; 3° à faire réintégrer immédiatement, avec tous leurs droits, les travailleurs licenciés ou suspendus à la suite de ces conflits, p. 2126 (Document n° 6912).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Nestor Calonne tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi d'amnistie pleine, entière et immédiate à tous les mineurs emprisonnés et condamnés et à tous les travailleurs frappés pour faits de grève, connexes à la grève ou consécutifs à la grève, p. 817 (Document n° 316).

**Anciens combattants et victimes de la guerre.** — V. Amnistie. — Assurances sociales. — Centres d'appareillage. — Combustibles liquides et dérivés. — Croix de guerre, citations militaires. — Emplois réservés. — Impôts (traitements). — Interpellations nos 23, 135, 275. — Légion d'honneur et médaille militaire. — Loterie nationale. — Loyers (logement d'habitation). — Pensions et retraites (pensions et rentes viagères). — Prisonniers et déportés. — Transports et voies de communications (chemin de fer d'intérêt général).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Dassaud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance (n° 11-69, année 1948), p. 52 (Document n° 35). — Discussion, p. 81, 91; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 97 (rectificatif, p. 129).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 336 (Document n° 627). — Dépôt du rapport par M. Devemy, p. 715 (Document n° 6529). — Discussion, p. 1556; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition avec modification, p. 1557 (Loi n° 49-113 du 25 mars 1949, J. O. du 26 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Forcinat tendant à inviter le Gouvernement à attribuer incessamment la carte d'ancien combattant à tous ceux qui ont acquis des titres au cours de la campagne 1939-1945 conformément au décret du 1<sup>er</sup> juillet 1930, p. 257 (Document n° 6222). — Dépôt du rapport par M. Vincent Badie, p. 325 (Document n° 6382). — Adoption de la résolution, p. 1996.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de Mme Marie-Hélène Cardot sur la proposition de résolution de M. Yves Jaocen tendant à inviter le Gouvernement à accorder la restitution aux familles et le transfert, à titre gratuit, des corps des anciens combattants et victimes de la guerre (n° 11, 42, année 1948), p. 1661 (Document n° 547). — Dépôt du rapport supplémentaire par Mme Marie-Hélène Cardot, p. 1827 (Document n° 583). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1944.

**Assemblée nationale.** — Adoption de la proposition de résolution de M. Robert Prigent tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 16 juillet 1947 déterminant les modalités d'application de la loi du 16 octobre 1946 relative au transfert gratuit et à la restitution des corps des anciens combattants et victimes de la guerre (nos 410-1923), p. 6062.

— Dépôt d'un rapport de M. Touchard sur la proposition de loi de M. Touchard tendant à attribuer la carte du combattant 1914-1918 aux militaires des régiments territoriaux, du train des équipages, brancardiers, observateurs en avion, aérostiers, marins du commerce, qui ont occupé des postes stratégiques en France ou sur les théâtres d'opérations extérieures (n° 5760), p. 199 (Document n° 6210).

— Dépôt d'un rapport de M. Tourné sur la proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer l'arrêté interministériel du 4 mai 1948

concernant les modalités de l'ordonnance de la carte du combattant (n° 5999), p. 744 (Document n° 6506).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à attribuer la carte de combattant à certaines unités des régiments territoriaux qui ont combattu au Maroc ou dans le Sud tunisien, au cours de la guerre 1914-1918, p. 61 (Document n° 6126). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 659 (Document n° 6130).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguy relative au droit à la carte du combattant des anciens prisonniers de guerre, p. 5394 (Document n° 5056). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 6653 (Document n° 8613).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Schmidt relative aux droits des combattants volontaires de la Résistance, p. 115 (Document n° 6156).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hamant Diori tendant à appliquer aux anciens combattants ressortissants des territoires d'outre-mer le bénéfice de la loi du 16 avril 1930, p. 822 (Document n° 6552).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Forcinat tendant à compléter l'article 2 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1930 relatif à l'attribution de la carte du combattant, p. 6442 (Document n° 8526).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Daladier relative au titre de « combattant volontaire », p. 7187 (Document n° 6818).

— Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 décembre 1949 la période pendant laquelle les demandes de restitution des dépouilles mortelles des victimes civiles et leur transfert aux frais de l'Etat peuvent être prises en considération, p. 4699 (Document n° 7868).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Duvernois tendant à inviter le Gouvernement à restituer aux familles, dans les plus brefs délais, et aux frais de l'Etat, les corps des soldats morts en Indochine, p. 5834 (Document n° 6222).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 48-1830 du 1<sup>er</sup> décembre 1948 relatif au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de guerre, p. 6419 (Document n° 8519).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jézéquel tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour assurer l'amélioration de la situation matérielle et morale des anciens combattants et victimes des deux guerres, p. 2673 (Document n° 867).

**Anciens combattants et victimes de la guerre (ministère).** — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 63.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures urgentes dans le domaine de la réorganisation administrative du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 325 (Document n° 6291).

**Animaux.** — V. Agriculture (cheptel). — Code pénal.

**Apéritifs.** — V. Alcool. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 28, 108.

**Appareils ménagers.** — V. Electricité (installations intérieures et appareils ménagers).

**Appellation contrôlée.** — V. Viticulture.

**Apprentissage.** — V. Agriculture (apprentissage agricole). — Allocations familiales. — Artisanat. — Enseignement technique. — Fonctionnaires de l'enseignement. — Magistère. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 121.

**Arbres fruitiers.** — V. Interpellations, n° 210.

**Archipel des Comores.** — V. France d'outre-mer (Comores).

### Architectes.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur: 1° le projet de loi relatif à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architectes; 2° des propositions de loi: I. — De M. Bouvier-Ottier sur portant organisation de la profession d'architecte et réglant le port du titre d'architecte; II. — de M. Lecourt relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte; III. — de M. Minjoz tendant à modifier l'acte du Gouvernement de fait dit « loi du 31 décembre 1910 » organisant la profession d'architecte; IV. — de M. Pierre Villon relative à l'exercice de la profession d'architecte (nos 4390, 33, 718, 1279, 1611), p. 4594 (Document n° 6791).

**Archives détruites.** — V. Code civil. — Hypothèques.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Fléchet sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à la reconstitution des archives des comptables du Trésor, préposés de la caisse des dépôts et consignations, qui ont été détruites par faits de guerre (n° 11-101, année 1918), p. 196 (Document n° 97). — Discussion, p. 230; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 231.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 657 (Loi n° 49-267 du 26 février 1949, J. O. du 27 février 1949).

**Archives nationales.** — V. Exposition internationale.

**Armées.** — V. Anciens combattants. — Assurances sociales. — Code civil. — Code du travail (congrès, contrat de travail). — Conventions internationales (service militaire). — Enregistrement. — Fêtes et cérémonies commémoratives. — Fonctionnaires. — Interpellations nos 192, 252, 269. — Justice civile commerciale et administrative. — Légion d'honneur et médaille militaire. — Pensions et retraites (anciens combattants, personnels civil et militaire). — Postes, télégraphes et téléphones (colis postaux, franchise). — Questions orales (Assemblée nationale) nos 8, 53, 73, 90, 121 (Conseil de la République) nos 77, 78, 109. — Traitements, soldes et indemnités.

### AFFECTATION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Billat sur la proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux orphelins de guerre appelés à accomplir leur service militaire, d'être affectés à la garnison la plus rapprochée de leur domicile et de ne pas être envoyés dans une garnison d'un pays d'outre-mer (n° 4291), p. 325 (Document n° 6301). — Adoption, p. 795.

### ALIMENTATION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thorat tendant à inviter le Gouvernement à substituer en partie à la viande de bœuf, pour la fourniture de l'armée, la viande de porc frais ou congelé, p. 912 (Document n° 6577). — Dépôt du rapport par M. Thorat, p. 2496 (Document n° 7098). — Adoption, p. 2747.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration journalière de vin des soldats des trois armes, à trois quarts de litre de vin par jour et par homme, p. 1006 (Document n° 6601). — Dépôt du rapport par M. Gros, p. 4896 (Document n° 7931).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Manceau tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la nourriture des soldats et des sous-officiers vivant à l'ordinaire — terre, air, marine — par l'augmentation de la prime journalière d'alimentation et un meilleur contrôle de l'utilisation de cette prime pour éviter le gaspillage, p. 6893 (Document n° 8720).

### ALLOCATIONS MILITAIRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat modifiant l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 relatif aux allocations aux militaires soutiens de famille, p. 4072 (Document n° 7724).

### CADRES ET EFFECTIFS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi fixant les cadres et effectifs militaires (n° 3161), p. 5903 (Document n° 8190).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier, en faveur des cadres chargés de famille, l'instruction n° 97.284 PM/I.B. en date du 23 juin 1919, du secrétaire d'Etat à la guerre, qui règle le tour de départ aux T. O. E., p. 5801 (Document n° 8181). — Dépôt du rapport par M. Girardot, p. 6702 (Document n° 8632).

### CLASSE 1945

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fernand Bouxom tendant à accorder les avantages de la loi du 15 avril 1919 à certaines catégories d'appelés appartenant à des familles nombreuses, p. 6357 (Document n° 8505). — Dépôt du rapport par M. André-François Mercier, p. 6936 (Document n° 8733).

### CLASSE 1949

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux, p. 658 (Document n° 6470). — Dépôt du rapport par M. Monteil, p. 1794 (Document n° 6855). — Discussion, p. 1926; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1936.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 797 (Document n° 301). — Dépôt du rapport par M. Vanrullen, p. 894 (Document n° 323). — Discussion, p. 930; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 933.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2119 (Document n° 7029). — Discussion et adoption du projet de loi avec modifications, p. 2119 (Loi n° 49-519 du 15 avril 1949, J. O. du 16 avril 1949).

### CONGÉS DE MALADIE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Anxionnaz étendant l'application des dispositions de l'article 93 de la loi du 19 octobre 1916 relative au statut général des fonctionnaires, concernant les congés de maladie de longue durée, aux militaires et assimilés de l'armée active, p. 4699 (Document n° 7865).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Chochoy tendant à abroger la loi du 18 avril 1931 et étendant aux personnels militaires les dispositions de la loi du 19 octobre 1916 en ce qui concerne le régime des congés de longue durée pour tuberculose, maladie mentale ou affection cancéreuse contractées dans l'exercice des fonctions fixés à cinq ans avec solde entière et à trois ans avec demi-solde, p. 2116 (Document n° 652).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 4987 (Document n° 7973).

### CONGÉS ET PERMISSIONS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gérard Vée tendant à inviter le Gouvernement à accorder les permissions agricoles à l'occasion des travaux de printemps, aux jeunes soldats agriculteurs n'ayant pu bénéficier de cette permission en automne dernier, p. 639 (Document n° 6493).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bène tendant à inviter le Gouvernement à accorder un congé libérable de six mois aux jeunes gens appelés sous les drapeaux dont un proche parent est « mort pour la France », p. 228 (Document n° 110).

### CORPS EXPÉDITIONNAIRE D'INDOCHINE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Girardot tendant au retour immédiat dans leurs foyers des militaires du corps expéditionnaire d'Indochine arrivés à expiration de leur contrat, p. 7197 (Document n° 8872).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Roucaute tendant à suspendre tout envoi en Indochine et à rapatrier les officiers, sous-officiers, soldats et gendarmes, anciens déportés ou internés, p. 7688 (Document n° 8928).

### DÉGAGEMENT DES CADRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à compléter l'article 8 de la loi du 22 décembre 1925 sur le dégagement des cadres militaires, p. 3313 (Document n° 7120).

### ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Florci tendant à la réorganisation des établissements industriels de l'air, de la guerre et de la marine, p. 1157 (Document n° 6617).

### GROUPEMENTS POLITIQUES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à appliquer rigoureusement les dispositions réglementaires qui interdisent aux militaires d'adhérer à des organisations sans l'autorisation du ministre, p. 1150 (Document n° 6636).

### MAINTIEN EN FONCTION OU RAPPEL À L'ACTIVITÉ

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Montel relative aux droits des fonctionnaires militaires frappés de sanctions par l'autorité de fait dit gouvernement de l'Etat français, p. 257 (Document n° 6221).

### OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Jean Capdeville sur la proposition de résolution de M. Pierre Montel tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les officiers nommés ou promus à un grade à titre temporaire en vertu du décret du 4 octobre 1939 et qui ont été privés de leur grade par l'acte dit loi du 22 août 1940 à porter de nouveau les insignes de ce grade, à en recevoir l'appellation et, le cas échéant, à en exercer les fonctions tout en ne percevant que la solde du grade à titre définitif dont ils sont détenteurs (n° 5630), p. 2163 (Document n° 6918). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2537.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Michelot sur la proposition de loi de M. Manceau tendant à préciser en faveur des militaires dégages des cadres les modalités d'application de l'article 11 de la loi du 5 avril 1916 (n° 3611), p. 711 (Document n° 6503).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sergents, sergents-chefs ou sergents-majors célibataires, servant au delà de la durée légale du service, la permission permanente de la nuit dans les mêmes conditions que pour les adjudants, adjudants-chefs célibataires et que pour les sous-officiers mariés, p. 1007 (Document n° 6607).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans les moindres délais, sur le bureau de l'Assemblée nationale, un projet de loi portant abrogation des dispositions de l'article 35 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1918 reconduisant la loi du 30 mars 1923 relative au statut des sous-officiers et portant création d'un nouveau statut démocratique du sous-officier de carrière des trois armes, p. 1007 (Document n° 6608).



## RECRUTEMENT

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les jeunes soldats classés « soutiens de famille » d'un allègement du temps de service militaire, p. 325 (Document n° 6300).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Hénaux tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux étudiants ayant résilié leur sursis d'être incorporés immédiatement, p. 6357 (Document n° 8199).

## SANTÉ (SERVICE DE)

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif aux nominations et promotions de certains personnels des services de santé des forces armées dont la carrière a été affectée par des événements de guerre, p. 1830 (Document n° 6361). — Dépôt du rapport par M. Michelet, p. 4896 (Document n° 7921). — Discussion, p. 3510; adoption du projet de loi, p. 3511.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2425 (Document n° 760). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 2625 (Document n° 853). — Discussion, p. 2699; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2701.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6936 (Document n° 8738).

## SÉJOUR COLONIAL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à réduire à deux ans la durée du séjour colonial des militaires métropolitains en service dans les différents territoires d'Afrique noire, p. 1727 (Document n° 6336).

## SERVICE CIVIL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Philip tendant à la création d'un service civil pour les objecteurs de conscience, p. 6533 (Document n° 8568).

## SOUTIEN DE FAMILLE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les soutiens de famille de l'exemption totale ou d'une réduction du temps de service militaire, p. 3311 (Document n° 7123).

**Armée de l'air.** — V. Agriculture (exploitation). — Armées. — Expropriation. — Fêtes et cérémonies commémoratives. — Interpellations n° 182. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Traitements, soldes et indemnités.

## CONSTRUCTIONS AÉRONAUTIQUES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi fixant le programme quinquennal des constructions aéronautiques pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1950 au 31 décembre 1954, p. 5802 (Document n° 8173).

Voir également à la rubrique suivante: *Établissements et services extérieurs.*

## ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES EXTÉRIEURS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques et de la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation et à la protection des secrets de la défense nationale, p. 2491 (Document n° 7684). — Dépôt du rapport par M. Pierre-Henri Teitgen, p. 3200 (Document n° 7387). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3659 (Document n° 7582). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. René Pleven, p. 3740 (Document n° 7604). — Discussion, p. 3758, 3772. — Suite de la discussion, p. 3811, 3839, 3882, 3896, 3968; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3973 (rectificatif, p. 4172, 5385).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1615 (Document n° 511). — Dépôt du rapport par M. Arie, p. 1881 (Document n° 601). — Dépôt d'un avis de la com-

mission des moyens de communication par M. Boisson, p. 1880 (Document n° 602). — Discussion, p. 1880. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Arie, p. 1909 (Document n° 611). — Suite de la discussion, p. 1909; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi relatif à la réorganisation des quatre sociétés nationales de constructions aéronautiques et de la société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation* », p. 1931.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4699 (Document n° 7860). — Dépôt du rapport par M. Pierre-Henri Teitgen, p. 5231 (Document n° 8025). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. René Pleven, p. 5385 (Document n° 8053). — Discussion, p. 5188; adoption, au scrutin, du projet de loi avec le nouveau titre proposé par le Conseil de la République, p. 5196 (Loi n° 49-1052 du 2 août 1949, J. O. du 4 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouvier-O'Coltereau relative à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques et de la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation, p. 4231 (Document n° 7753).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marty tendant à mettre un terme à la liquidation des usines nationales d'aviation, à réembaucher le personnel licencié et à prescrire au Gouvernement de déposer un programme de construction d'appareils nécessaires à l'aéronautique civile et de fabrication de paix utiles à la nation, p. 7638 (Document n° 8923).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pujol tendant à inviter le Gouvernement à transférer les bases d'essai (moteurs d'avion) de Chalais-Meudon (Seine-et-Oise), à Melun-Villaroche, p. 2472 (Document n° 795).

— Dépôt par M. Pellenc du rapport annuel de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (Art. 70 de la loi du 21 mars 1917, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) portant sur la S. N. C. A. C., p. 4578 (Document n° 305).

## OFFICIERS ET PERSONNEL DE L'ARMÉE DE L'AIR

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Jacques Gresa sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée de l'air appartenant aux cadres actifs et placés en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps (n° 6031), p. 281 (Document n° 6249). — Discussion, p. 1555; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 1556 (Loi n° 49-109 du 21 mars 1949, J. O. du 25 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Discussion du projet de loi relatif à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers des différents corps et cadres de l'armée de l'air (nos 2212, 3523, 5510, 1<sup>re</sup> législature) et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1555.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 705 (Document n° 259). — Dépôt du rapport par M. le général Corniglion-Molinier, p. 1377 (Document n° 459). — Discussion, p. 1337; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1538.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3607 (Document n° 7557). — Dépôt du rapport par M. Malleret-Joinville, p. 4306 (Document n° 7772). — Adoption du projet de loi avec le texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 5052 (Loi n° 49-1051 du 2 août 1949, J. O. du 4 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 49-1051 du 2 août 1949 relative à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers des différents corps et cadres de l'armée de l'air, p. 6323 (Document n° 8701).

**Armée de la France d'outre-mer.** — V. Anciens combattants. — Armées. — Pensions et retraites (anciens combattants).

## SANTÉ (SERVICE DE)

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coupigny tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi augmentant les effectifs du service de santé des troupes coloniales, p. 36 (Document n° 21). — Dépôt du rapport par M. Coupigny, p. 196 (Document n° 93). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Saller, p. 320 (Document n° 167). — Adoption de la proposition de résolution, p. 501.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coupigny tendant à inviter le Gouvernement à accélérer l'application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des modalités particulières à la réalisation du reclassement du personnel du service de santé des troupes coloniales, p. 36 (Document n° 22). — Dépôt du rapport par M. Coupigny, p. 196 (Document n° 91). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Saller, p. 320 (Document n° 171). — Adoption de la proposition de résolution, p. 504.

**Armée de mer.** — V. Armées. — Fêtes et cérémonies commémoratives. — Pensions et retraite (personne civil et militaire). — Traitements, soldes et indemnités.

## COMMISSARIAT DE LA MARINE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giovoni tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur la décision qui supprime, à compter du 1<sup>er</sup> février 1949, les services du commissariat de la marine en Corse, p. 639 (Document n° 6492).

## OFFICIERS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. André Monteil sur le projet de loi tendant au reclassement d'enseignes de vaisseau de 2<sup>e</sup> classe et officiers de grade correspondant (n° 6023), p. 3081 (Document n° 7340). — Adoption du projet de loi, p. 3550.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1623 (Document n° 523). — Dépôt du rapport par M. Bolvin-Champeaux, p. 2308 (Document n° 718). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2165.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6020 (Loi n° 49-107 du 28 novembre 1949, J. O. du 29 novembre 1949).

**Armée du salut.** — V. Palais de la femme.

**Armée de terre.** — V. Armées. — Fêtes et cérémonies commémoratives. — Interpellations nos 186, 216. — Pensions et retraites (anciens combattants, personnels civil et militaire). — Traitements, soldes et indemnités.

## ÉCOLES MILITAIRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi (n° 1581) modifiant la loi du 19 juillet 1881 ayant pour objet la suppression des enfants de troupe dans les régiments et la création de six écoles militaires préparatoires, p. 37 (Document n° 6091).

## ÉCOLE POLYTECHNIQUE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les jeunes gens remplissant les conditions requises à se présenter à l'école polytechnique (concours 1950), même s'ils ont déjà subi quatre fois les épreuves du concours, p. 652 (Document n° 8607).

## ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'établissement d'une fonderie à la poudrerie nationale du Pont-de-Buis, p. 3792 (Document n° 7629).

## FORCES FRANÇAISES LIBRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Emile-Louis Lambert sur la proposition de résolution de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à inclure les anciens F. F. L. dans les bénéficiaires des emplois réservés et prioritaires (n° 4435), p. 7 (Document n° 6067).

## MILITAIRES NORD-AFRICAINS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Serre tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires afin d'améliorer le recensement des anciens militaires nord-africains, p. 659 (Document n° 6464). — Dépôt du rapport par M. Mokhtari, p. 7122 (Document n° 8805).

## OFFICIERS GÉNÉRAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif au maintien de certains officiers généraux dans la 1<sup>re</sup> section du cadre de l'état-major général de l'armée, p. 5515 (Document n° 8098).

## SANTÉ (SERVICE DE)

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à étendre l'application des majorations de service prévues par la loi du 26 mars 1937 aux médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 4 janvier 1929, p. 3999 (Document n° 7692). — Dépôt du rapport par M. Arnal, p. 4716 (Document n° 7878). — Adoption de la proposition de loi, p. 6102.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2636 (Document n° 863).

**Armes, munitions et matériel de guerre.** — V. — Algérie. — Chasse. — Code pénal. — Conventions internationales. — Interpellations nos 11, 50, 115, 132.

**Arsenaux et établissements de la marine.** — V. Interpellations nos 19, 85, 153.

**Art dentaire.** — V. Médecine et professions médicales.

**Artisanat.** — V. France d'outre-mer (département d'outre-mer). — Impôts (revenus).

**Assemblée nationale.** — Transmission d'un avis du Conseil économique sur les propositions de loi: 1<sup>o</sup> de M. Furaud sur le statut de l'artisanat; 2<sup>o</sup> de M. Meck relative au statut de l'artisanat; 3<sup>o</sup> de M. Raymond Guyot relative au statut de l'artisanat; 4<sup>o</sup> de M. Draveny relative au statut de l'artisanat; 5<sup>o</sup> de M. Godin tendant à organiser la profession artisanale (nos 19, 63, 871, 972, 1190), p. 657 (Document n° 6181).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Michel Debré sur l'apprentissage dans les métiers d'artisanat, p. 1176 (Document n° 391).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2691 (Document n° 7215).

**Artistes de variétés.** — V. Agence artistique.

**Arts et manufactures.** — V. Enseignement technique et professionnel.

**Assemblée algérienne.** — V. Assemblée nationale (règlement).

**Assemblée nationale.** — V. Députés. — Elections législatives. — Postes (téléphone). — Pouvoirs publics.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution ainsi conçue: « L'Assemblée nationale, profondément indignée par les outrages adressés à son président, flétrit les députés communistes qui s'en sont rendus coupables et exprime à Edouard Herriot sa déferente et affectueuse confiance », p. 5831 (Document n° 8210). — Lecture du rapport par M. Edmond Barrachin et discussion, p. 5831; adoption, au scrutin, p. 5832.

## BUDGET

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Aubry sur le projet de résolution portant règlement définitif des comptes de l'As-

semblée nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique pour l'exercice 1947, p. 6076 (Document n° 8355). — Discussion, p. 6221; adoption du projet de résolution, p. 6225.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Aubry concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale pour l'exercice 1949, p. 4505 (Document n° 7833). — La commission conclut à la fois à un projet de résolution et à une proposition de loi; adoption de l'ensemble, p. 4584.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1909 (Document n° 610). — Rapporteur M. Bollfraud et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1915.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4699 (Loi n° 49-923 du 13 juillet 1949, J. O. du 14 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Aubry portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale pour l'exercice 1949, p. 6979 (Document n° 8753). — Discussion, p. 7031; la commission conclut à la fois à un projet de résolution et à une proposition de loi; adoption de l'ensemble, p. 7032 (rectificatif, p. 7188).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2753 (Document n° 902). — Rapporteur M. Bollfraud et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2776.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7186 (Loi n° 49-1614 du 24 décembre 1949, J. O. du 25 décembre 1949).

## BUREAU

**Assemblée nationale.** — Constitution du bureau d'âge: M. Marcel Cachin, président; MM. Mahamam Condat, Louis Guillou, Pierre Clostermann, Louis Orvoen, Michel Peytel, Maurice Simonnet, secrétaires, p. 1. — Scrutins pour la nomination du bureau définitif, p. 4, 6. — Proclamation de: M. Edouard Herriot comme président, p. 4, MM. Le Troquer et Jacques Duclos, Mmes Poinso-Chapuis, Madeleine Braun, MM. Rojore et Robert Prigent comme vice-présidents; M. Apithy, Mlle Bastide, MM. Bayrou, Chambeiron, Joseph Dumas, Gervolino, Gosset, Grésa, Malboul, Houphouët, Guy Petit, Poirat, Rarnelle, Emmanuel Verv, comme secrétaires; MM. Hussel, Louis Mariel, Charles Schaffner comme questeurs, p. 6. — Démission de M. Gosset, secrétaire, p. 626. — Désignation d'un nouveau secrétaire, p. 606; proclamation de M. Taillade comme secrétaire, p. 716.

**Conseil de la République.** — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée nationale faisant connaître au Conseil de la République la constitution du bureau de l'Assemblée pour l'année 1949, p. 9.

## COMITÉ CONSTITUTIONNEL

**Assemblée nationale.** — Demande de désignation de sept membres du comité constitutionnel, conformément à l'article 91 de la Constitution, p. 106. — Désignation de candidatures, p. 1243. — Nomination de membres, p. 1328.

## COMMISSIONS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monin tendant à modifier l'article 11 du règlement de l'Assemblée nationale en vue de la constitution d'une commission des boissons, p. 1150 (Document n° 6628). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Boulet tendant à modifier l'article 11 du règlement de l'Assemblée nationale, en vue de la création d'une commission des boissons, p. 1211 (Document n° 6650). — Dépôt du rapport par M. Delachenal, p. 2278 (Document n° 7005). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture, par M. de Sesmaisons, p. 2273 (Document n° 7003). — Adoption, p. 2749.

Demande de dépôt de listes des candidats à la commission des boissons, p. 2750. — Liste des candidats, p. 2912. — Nominations des membres, p. 2917.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrand tendant à modifier l'article 11 du règlement de l'Assemblée nationale, en vue de la suppression de la commission du ravitaillement, p. 5384 (Document n° 8018). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 6261 (Document n° 8486). — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement, par Mme Devaud, p. 6703 (Document n° 8653). — Adoption de la proposition de résolution, p. 7226.

**Assemblée nationale.** — Proclamation des membres des commissions générales et de la commission de comptabilité, p. 31.

**Commission des boissons.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3011, 3151, 6651. — Nomination de membres, p. 3172, 6793.

**Commission des affaires économiques.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 67, 301, 3263, 7622. — Nomination de membres, p. 106, 3172, 3317.

**Commission des affaires étrangères.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2102, 5061, 5992, 6077, 6651. — Nomination de membres, p. 2310, 2122, 6002, 6099, 6793.

**Commission de l'agriculture.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2912, 5992, 6429. — Nomination de membres, p. 2917, 6002, 7091.

**Commission de la défense nationale.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 67, 1243, 3083, 6022, 6077. — Nomination de membres, p. 106, 1329, 3172, 6099.

**Commission de l'éducation nationale.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 67, 202, 3910, 6077. — Nomination de membres, p. 106, 266, 4092, 6099.

**Commission de la famille, de la population et de la santé publique.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2793, 5992, 6651. — Nomination de membres, p. 2878, 6002, 6793.

**Commission des finances.** — Désignation de candidatures, p. 1268, 1727, 5992, 6022, 6077. — Nomination de membres, p. 1329, 1800, 6002, 6099.

**Commission de l'intérieur.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 67, 328, 4243, 4531, 5910, 5992. — Nomination de membres, p. 106, 400, 1329, 1622, 4092, 6002.

**Commission de la justice et de la législation.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2798, 5992, 6651. — Nomination de membres, p. 2878, 6002, 6793.

**Commission de la marine marchande et des pêches.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2102, 3263, 6022. — Nomination de membres, p. 2310, 2122, 3317, 6099.

**Commission des moyens de communication et du tourisme.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2017, 2912, 3263, 6651. — Nomination de membres, p. 2015, 2917, 3317, 6793.

**Commission des pensions.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 67, 2122, 3375, 6077. — Nomination de membres, p. 106, 2306, 3549, 6099.

**Commission de la presse.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 67, 2551, 2263, 3910, 4747, 6651. — Nomination de membres, p. 106, 2760, 3347, 4092, 4777, 6793.

**Commission de la production industrielle.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 67, 1036, 3263, 6077, 6651. — Nomination de membres, p. 106, 1329, 3247, 6099, 6793.

**Commission du ravitaillement.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 202, 2551, 2798, 3375, 6651. — Nomination de membres, p. 206, 2760, 2878, 3519, 6793.

**Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 67, 1693, 3910, 6651. — Nomination de membres, p. 106, 1329, 1092, 6793.

**Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 67, 328, 2551, 2798, 2912, 3151, 3375. — Nomination de membres, p. 106, 109, 2760, 2878, 2917, 3172, 3519.

Commission des territoires d'outre-mer. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 257, 1086, 2551, 3910, 5992, 6077, 6651. — Nomination de membres, p. 266, 1329, 2760, 4092, 6902, 6999, 6793.

Commission du travail et de la sécurité sociale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 328, 1086, 3263, 5992, 6078, 6265. — Nomination de membres, p. 400, 1323, 8317, 6902, 6999, 6110.

## COMPOSITION ET ÉLECTION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 6187 (Document n° 8135).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Laurelli tendant à modifier les délais prévus en matière d'indélicatés relatives, p. 6216 (Document n° 8157).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative d'un projet de loi ayant pour objet de modifier le mode d'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 2625 (Document n° 851).

## CONVOCATIONS

Convocations de l'Assemblée nationale, p. 5761, 7687.

## EXPIRATION DES POUVOIRS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brussel relative à l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale, p. 5911 (Document n° 8260).

## GROUPES

**Assemblée nationale.** — Listes électorales des membres des groupes politiques, remises au président de l'Assemblée nationale le 11 janvier 1949, p. 7. — Modifications, p. 37, 67, 10, 117, 202, 258, 285, 328, 601, 1151, 2122, 2511, 2591, 2755, 2797, 2846, 3083, 3375, 3660, 5891, 5991, 6082, 6191, 6267, 6155, 6338, 6705 (rectificatif, p. 1898).

## RÈGLEMENT

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de Mme Germaine Peyroles sur la proposition de résolution de M. Verneyras tendant à compléter l'article 11 du règlement en vue de décider le renvoi de tous les projets et propositions concernant la télévision à l'examen, pour le fond, de la commission de la presse (n° 5926), p. 1531 (Document n° 6771). — Adoption de la résolution, p. 1997.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à modifier l'article 94 du règlement de l'Assemblée nationale relatif à la procédure de conversion automatique des questions écrites en questions orales, p. 2536 (Document n° 7129). — Dépôt du rapport par Mme Germaine Peyroles, p. 3739 (Document n° 7598). — Adoption de la proposition de résolution après modification du titre « Proposition de résolution tendant à modifier et à compléter les articles 91 et 97 du règlement de l'Assemblée nationale relatifs aux questions écrites », p. 4025.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrachin tendant à modifier l'article 82 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 3311 (Document n° 7117). — Dépôt du rapport par Mme Germaine Peyroles, p. 6353 (Document n° 8500). — Adoption de la proposition de résolution, p. 7018.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Viard tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée nationale, en vue de déterminer la procédure de consultation de l'Assemblée algérienne (n° 1809-5301), p. 1617 (Document n° 6323).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Capitant, tendant à interpréter les termes des articles 31, 39, 45, 46 et 92 du règlement sur la possibilité de renvoyer à la suite une interpellation dont la discussion générale est en cours, p. 1670 (Document n° 6835). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 3081 (Document n° 7336).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Lecourt tendant à compléter l'article 57 du règlement, p. 7 (Document n° 6063).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Teilgen tendant à modifier l'article 18 bis du règlement, p. 2118 (Document n° 7067).

— Dépôt d'un rapport de Mme Germaine Peyroles tendant à modifier l'article 50 du règlement relatif à la motion de censure, p. 3117 (Document n° 7173).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à modifier les articles 26, 37 et 38 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 4896 (Document n° 7938).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à modifier l'article 48 (alinéa 2) du règlement de l'Assemblée nationale, p. 5012 (Document n° 7980).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à modifier les articles 106 et 107 du règlement, p. 5831 (Document n° 8214).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrachin tendant à compléter l'article 81 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 5905 (Document n° 8223).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à modifier l'article 63 du règlement de l'Assemblée nationale sur les discussions d'urgence, p. 6393 (Document n° 8510).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monin tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale par l'addition d'un article nouveau prévoyant l'impression du recueil des programmes et engagements électoraux, p. 6119 (Document n° 8521).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monheil tendant à modifier l'article 20 du règlement de l'Assemblée nationale en vue d'interdire les dépôts de projets de loi et de propositions de loi ou de résolution, dits improprement « en blanc », p. 6770 (Document n° 8691).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Montel tendant à modifier les premier et deuxième alinéas de l'article 37 du règlement de l'Assemblée nationale, en vue de faciliter le vote « sans débat » des propositions de résolution, p. 7622 (Document n° 8905).

Voir également aux rubriques: *Assemblée nationale (commissions, scrutins).*

## SESSION

**Assemblée nationale.** — Ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale, pour 1949, p. 1.

Interruption de la session, p. 2196.

Reprise de la session, p. 2536.

Interruption de la session, p. 5661.

Reprise de la session, p. 5761.

Clôture de la session de 1949, p. 7689.

## SCRUTINS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delcos: « L'Assemblée nationale, protestant contre un geste sans précédent dans les annales parlementaires, blâme l'attitude de ceux des secrétaires qui ont commis un coup de force lors du dépouillement d'un scrutin et propose contre eux une sanction réglementaire. »

« Elle félicite son président de l'attitude énergique qu'il a montrée au cours de cet incident », p. 4258 (Document n° 7769). — Lecture du rapport et discussion, p. 4321; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de résolution, p. 4336.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à modifier l'article 83 du règlement sur le scrutin public à la tribune, p. 5912 (Document n° 8219).

## VOTE ÉLECTRIQUE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrachin tendant à l'installation à la salle des séances d'un système de votation électrique, p. 4810 (Document n° 7916).

**Assemblée des Nations Unies.** — V. Interpellation n° 91.

**Assemblée de l'Union française.** — V. Assemblée nationale (budget). — Interpellations n° 133. — Postes (téléphones). — Pouvoirs publics.

## BUDGET

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Bollifraud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, fixant le statut financier de l'Assemblée de l'Union française (nos 11-117, année 1948), p. 27 (Document n° 20). — Discussion, p. 43. — Adoption, p. 45.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 196 (Loi n° 49-179 du 9 février 1949, J. O. du 10 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Transmission d'une proposition adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 20 décembre 1949 portant provision des crédits nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1950, p. 7051. — Dépôt du rapport par M. Aubry, p. 7121 (Document n° 8798).

## BUREAU

**Assemblée nationale.** — Communication de M. le président de l'Assemblée de l'Union française faisant connaître à l'Assemblée nationale la constitution du bureau de l'Assemblée de l'Union française pour l'année 1949, p. 33.

**Conseil de la République.** — Communication de M. le président de l'Assemblée de l'Union française faisant connaître au Conseil de la République la constitution du bureau de l'Assemblée de l'Union française pour 1949, p. 20.

## COMPOSITION ET ÉLECTION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Nihine tendant à modifier le mode de désignation des conseillers à l'Assemblée de l'Union française, p. 3008 (Document n° 7301).

**Conseil de la République.** — Attribution de sièges à l'Assemblée de l'Union française. — Démission de membres, p. 36, 210, 817. — Désignation de candidatures, p. 36, 210, 817. — Nomination de membres, p. 53, 230, 891.

## ASSISTANCE.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delorme tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude la réforme des règles de répartition et à revenir à la domiciliation communale pour les dépenses d'assistance, p. 2159 (Document n° 661).

**Assistance judiciaire.** — V. Loyers (locaux d'habitation).

**Assistance médicale gratuite.** — V. Interpellations n° 260.

**Assistance publique de Paris.** — V. Interpellations n° 45.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay organisant l'administration générale de l'assistance publique de Paris et créant un conseil des hôpitaux de la Seine et de Seine-et-Oise, p. 797 (Document n° 291).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2100 (Document n° 6910).

## ASSISTANCE AUX SINISTRÉS.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 30 août 1917 instituant le versement d'une allocation d'attente aux sinistrés, p. 711 (Document n° 6524). — Dépôt du rapport par M. Coudray, p. 6137 (Document n° 8103).

**Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.** — V. Assurances sociales (vieux travailleurs). — Hôpitaux et établissements hospitaliers. — Interpellations n° 214. — Questions orales (Conseil de la République), n° 11. — Radiodiffusion.

**Assemblée nationale.** — Discussion de la proposition de loi de M. Cordonnier tendant à assurer un minimum vital à tous les aveu-

g'es et grands infirmes quelle que soit l'origine de leur infirmité. (Nos 479-1982, nouvelle rédaction, année 1947), p. 4221. — Suite de la discussion, p. 4762; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes », p. 4770 (rectificatif, p. 4988).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2075 (Document n° 640). — Dépôt du rapport par M. Vourc'h, p. 2190 (Document n° 660). — Discussion, p. 2236; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2244 (rectificatif, p. 2311).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3350 (Document n° 8938). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 3469 (Document n° 8973). — Discussion, p. 5625; adoption de la proposition de loi, p. 5627 (Loi n° 49-1091 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lacaze tendant à modifier l'article 29 de la loi du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 6396 (Document n° 8399). — Dépôt du rapport par M. Bousson, p. 6263 (Document n° 8382). — Discussion, p. 6100; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes », p. 6102.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2527 (Document n° 828). — Lecture du rapport par M. Vourc'h; discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2576.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6532 (Loi n° 49-1568 du 7 décembre 1949, J. O. du 8 décembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Augustin Laurent tendant à obtenir le relèvement du taux de l'assistance à domicile versée aux vieillards, infirmes et incurables en application de la loi du 14 juillet 1935, p. 1539 (Document n° 6736).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bousson tendant à créer une aide à domicile en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1939, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1931 ou de l'ordonnance du 2 février 1945 et à créer des foyers notamment pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants, p. 6263 (Document n° 8187) (rectificatifs, p. 6335, 6703).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Savard tendant à modifier l'article 20 de la loi du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 6338 (Document n° 8599).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Savard tendant à modifier l'article 12 de la loi du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 6333 (Document n° 8511).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Jaenen tendant à inviter le Gouvernement à rendre légales certaines dispositions en faveur des invalides et mutilés civils, p. 9 (Document n° 31).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à organiser le reclassement social des diminués physiques, p. 2125 (Document n° 7651) (rectificatif, p. 2722).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 5304 (Document n° 8205).

**Conseil de la République.** — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein du comité consultatif pour la protection sociale des aveugles, p. 2142. — Désignation de candidatures, p. 2368. — Nomination de membres, p. 2600.

**Assistants sociaux.** — V. Assurances sociales (étudiants). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 48.

**Associations et groupements.** — V. Crédit public, emprunt de l'Etat. — Départements, villes et communes (budget). — Dons, legs et fondations. — Interpellations n°s 20, 304. — Questions orales (Conseil de la République) n°s 33, 68.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître d'utilité publique l'association Groupe spéléologique jurassien, p. 6263 (Document n° 8173).

**Associations syndicales de remembrement et de reconstruction.** — V. Sociétés coopératives de reconstruction.

#### Assurances des marins du commerce.

**Assemblée nationale.** — Discussion: 1. du projet de loi et de la lettre rectificative au projet de loi concernant l'assurance des marins de commerce et de la pêche contre les pertes d'équipement par suite d'événements de mer; 2. de la proposition de loi de M. Pierrard tendant à la revalorisation des indemnités d'assurances dues aux inscrits maritimes pour pertes d'équipement par suite d'événements de mer (nos 1315, 860, 1096, 3551, 5382, 5816), p. 271; adoption, au scrutin, après modification du titre: « Projet de loi concernant l'assurance des marins de commerce et de la pêche contre les pertes d'équipement par suite d'événements de mer », p. 277.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 136 (Document n° 72). — Dépôt du rapport, par M. Denvers, p. 766 (Document n° 287). — Discussion, p. 855; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 858.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2216 (Document n° 6886). — Dépôt du rapport, par M. Gance, p. 2419 (Document n° 7065). — Adoption du projet de loi, n° 3347 (Loi n° 49-309 du 22 juin 1949, J. O. du 23 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Fayet sur la proposition de loi de M. Fayet tendant à modifier l'article 3 du décret-loi du 17 juin 1938 relatif à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins (nos 4919, 6921), p. 382 (Document n° 6330). — Adoption de la proposition de loi, p. 1017.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 556 (Document n° 222). — Dépôt du rapport, par M. Denvers, p. 718 (Document n° 283). — Dépôt d'un rapport supplémentaire, par M. Denvers, p. 1332 (Document n° 411). — Discussion, p. 1319; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1350.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3203 (Document n° 7571). — Dépôt du rapport, par M. Fayet, p. 1441 (Document n° 7815). — Discussion et adoption, p. 6637 (Loi n° 49-1966 du 20 décembre 1949, J. O. du 21 décembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Reeb tendant à compléter la loi du 22 septembre 1918 pour les pensions de retraites des marins, p. 4116 (Document n° 7711).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à modifier l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1918 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, p. 5911 (Document n° 8257).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Reeb tendant à préciser et à modifier l'article 12 de la loi du 22 septembre 1918 sur les pensions de retraite des marins, p. 6596 (Document n° 8389).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vourc'h tendant à compléter l'article 8 (§ 1er) de la loi du 12 avril 1911 relative au régime des pensions des marins de commerce, p. 2001 (Document n° 615).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 3286 (Document n° 7932).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à activer le paiement aux inscrits maritimes de leur nouvelle pension, p. 65 (Document n° 6116).

**Assurances de toute nature.** — V. Pensions et retraites (pensions et rentes viagères).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David portant fixation du taux des taxes d'assurances, et exonération des taxes sur risques agricoles, p. 1727 (Document n° 6830).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 14 de la loi du 25 avril 1916, relative à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances et à l'industrie des assurances en France, p. 2191 (Document n° 7126).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deshors tendant à inviter le Gouvernement à proposer d'urgence à l'approbation de l'Assemblée nationale un projet de loi rendant l'assurance automobile obligatoire et imposant la création d'une caisse de garantie, p. 6076 (Document n° 8311).

**Assurances sociales.** — V. Code de commerce. — Enquêtes parlementaires. — France (Montre-mer (textes généraux). — Interpellations, n° 263. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 16, 45, 67, 85, 105 (Conseil de la République) n°s 1, 20, 31, 77, 87. — Stations balnéaires, climatiques et touristiques. — Travail et sécurité sociale (ministère). — Tuberculose.

#### AGRICULTURE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi modifiant le régime agricole des assurances sociales, p. 5892 (Document n° 8143).

— Dépôt d'un rapport de M. Farinez sur la proposition de loi de M. Le Sciellour tendant à modifier le décret-loi du 30 octobre 1935 sur le régime applicable aux assurances sociales dans l'agriculture (n° 4905), p. 1150 (Document n° 6631).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Desjardins tendant à adapter la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres des professions agricoles et forestières, p. 3260 (Document n° 7104).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vedrines tendant à compléter le décret du 15 juin 1938 et portant à 300.000 francs la part du cheptel mort et vif au-dessous de laquelle les métayers sont assurés socialement obligatoires, p. 4825 (Document n° 7925).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meek relative à la sécurité sociale des ouvriers forestiers, p. 6702 (Document n° 8652).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fortin-Léprieux tendant à régulariser les assurances sociales des membres des professions agricoles et forestières des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 6758 (Document n° 8671).

#### ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à étendre la sécurité sociale aux grands invalides et aux veuves de guerre qui n'exercent pas ou n'ont pas exercé une fonction salariée, p. 65 (Document n° 6130). — Dépôt du rapport par M. Mokharli, p. 2216 (Document n° 6981).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à approuver aux orphelins de guerre certaines dispositions du régime de la sécurité sociale, p. 3373 (Document n° 7137).

#### ARMÉS

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Michel Madelin sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant intégration des militaires dans l'organisation générale de la sécurité sociale (n° 1181, année 1948), p. 203 (Document n° 106). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Baudet, p. 113 (Document n° 201). — Discussion, p. 177; adoption de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: *Projet de loi portant application aux militaires du régime de la sécurité sociale*, p. 494 (rectificatif, p. 592).



**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1251 (Document n° 6666). — Dépôt du rapport par M. Billat, p. 1791 (Document n° 6856). — Discussion, p. 1922; adoption, au scrutin, du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant application aux militaires du régime de la sécurité sociale* », p. 1925 (Loi n° 49-189 du 12 avril 1949, J. O. du 13 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 49-189 du 12 avril 1949 portant application de la sécurité sociale des militaires, p. 2495 (Document n° 7161). — Dépôt du rapport par M. Wasmer, p. 4896 (Document n° 7923).

## ASSURANCE DÉCÈS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Siefert tendant à revaloriser l'assurance décès, p. 497 (Document n° 6186).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à modifier les ordonnances du 19 octobre 1945 et du 2 février 1945, en vue d'accorder une indemnité de frais funéraires aux pensionnés des assurances sociales et bénéficiaires de l'allocation aux vieux salariés, p. 5515 (Document n° 8092).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à modifier les ordonnances du 19 octobre 1945 et du 2 février 1945, en vue d'améliorer les droits des conjoints de pensionnés vieillesse ou bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés en cas de décès de ceux-ci, p. 5515 (Document n° 8116).

## ASSURANCE MALADIE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier les articles 37 et 38 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 relative au régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, p. 2551 (Document n° 7172). — Dépôt du rapport par M. Alfred Costes, p. 3417 (Document n° 7181). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi modifiant les articles 37, 38 et 72 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles* », p. 5551 (rectificatif, p. 5530).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 683). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 2695 (Document n° 871). — Discussion, p. 2701; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2702.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6935 (Loi n° 49-4661 du 31 décembre 1949, J. O. du 4 janvier 1950).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant à compléter l'article 23 de l'ordonnance du 49 octobre 1945 relatif à la détermination des ayants droit aux prestations d'assurances maladie, p. 1530 (Document n° 6761).

## ASSURANCE VIEILLESSE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vialle tendant à préciser le statut des ministres du culte catholique au regard de la législation sociale, p. 100 (Document n° 6146). — Dépôt du rapport par M. Vialle, p. 602 (Document n° 6115). — Discussion, p. 6629; adoption de la proposition de loi, p. 6630.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2698 (Document n° 874).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à étendre aux titulaires d'une pension de vieillesse reconnus inaptes, le bénéfice de la majoration pour tierce personne quel que soit l'âge auquel ils la sollicitent, p. 2016 (Document n° 6918). — Dépôt du rapport par M. Boulavand, p. 4888 (Document n° 7937).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Siefert tendant à compléter l'article 127 bis de l'ordonnance du 19 octobre 1945, relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres, p. 1964 (Document n° 6910).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Degoutte prorogeant le délai de douze mois prévu à l'article 127 bis de la loi n° 48-1307 du 2 août 1948 sur la sécurité sociale des cadres, p. 3266 (Document n° 7292).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier (Oise) tendant à ouvrir un nouveau délai aux bénéficiaires de la loi n° 48-1307 du 2 août 1948 tendant à adapter la législation de sécurité sociale à la situation des cadres pour le rachat des cotisations d'assurance vieillesse, p. 7049 (Document n° 8777).

Voir également à la rubrique: *Assurances sociales (vieux travailleurs et économiquement faibles)*.

## CADRES

Voir à la rubrique précédente: *Assurance vieillesse*.

## CAISSES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à la promulgation de la durée du mandat des administrateurs de caisses de sécurité sociale et de caisses d'allocations familiales, p. 7197 (Document n° 8838).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vialle tendant à fixer à cinq ans la durée du mandat des administrateurs des organismes de sécurité sociale et à modifier certaines dispositions de la loi du 30 octobre 1946 relative aux modalités d'élection desdits administrateurs, p. 7621 (Document n° 8912).

## COMPTES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à étendre le contrôle de la cour des comptes aux organismes de la sécurité sociale, p. 99 (Document n° 6140). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4385 (Document n° 7787). — Dépôt du rapport par M. Ramette, p. 4411 (Document n° 7827). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Vialle, p. 4506 (Document n° 7842). — Discussion, p. 4728; adoption, p. 4730, 4733.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2013 (Document n° 638). — Dépôt du rapport par M. Bollfrand, p. 2594 (Document n° 843). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Abel-Durand, p. 2594 (Document n° 847). — Discussion, p. 2605; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2617.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6653 (Document n° 8620). — Dépôt du rapport par M. Ramette, p. 7050 (Document n° 8792). — Discussion, p. 7131; adoption, au scrutin, du projet de loi avec modifications, p. 7139 (rectificatif, p. 7209) (Loi n° 49-1656 du 31 décembre 1949, J. O. du 4 janvier 1950).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vialle tendant à préciser les dispositions du décret n° 49-426 du 25 mars 1949 renforçant le contrôle sur les organismes de sécurité sociale, p. 2176 (Document n° 6963). — Dépôt du rapport par M. Moisan, p. 3909 (Document n° 7662). — Discussion, p. 4733 et adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi renforçant le contrôle de l'Etat sur les organismes de sécurité sociale* », p. 4741.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2065 (Document n° 611). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 2508 (Document n° 824). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Bollfrand, p. 2594 (Document n° 844). — Discussion, p. 2617; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2625.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6763 (Document n° 8628).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945 concernant le contrôle et le contentieux de la sécurité sociale, p. 3791 (Document n° 7628).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à étendre la compétence de la cour des comptes à la vérification de la comptabilité

des caisses de sécurité sociale, p. 9 (Document n° 7).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 37 (Document n° 6084).

## CUMUL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à autoriser le cumul de certaines pensions du régime général de sécurité sociale avec des pensions de régimes spéciaux, p. 2903 (Document n° 7274).

Voir également à la rubrique: *Assurances sociales (vieux travailleurs et économiquement faibles)*.

## DIVERS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un avis de M. Darras sur: 1° la proposition de loi de Mme Hélène Le Jeune, tendant à modifier l'article 48 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 qui limite l'allocation des bons de lait accordés aux mères qui ne peuvent allaiter ou allaitent incomplètement pour des raisons de santé, à celles qui élèvent elles-mêmes et à domicile leurs enfants non nourris au sein; 2° la proposition de résolution de Mme Hélène Le Jeune, tendant à inviter le Gouvernement à fixer uniformément à 60 p. 100 de la prime d'allaitement, le montant des bons de lait de toutes qualités, accordés aux mères qui, pour de strictes raisons médicales, ne peuvent allaiter ou allaitent incomplètement à l'exception des seuls laits médicamenteux ordonnés par le médecin et remboursés aux mêmes titre et tarif que les médicaments, p. 326 (Document n° 6283). — Discussion, p. 744; adoption de la proposition de loi avec modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier l'article 48 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 en ce qui concerne l'allocation et le taux de remboursement des bons de lait* », p. 517.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de résolution, p. 223 (Document n° 118). — Dépôt du rapport par M. Leca, p. 993 (Document n° 351). — Ajournerement de la discussion, p. 1129. — Suite de la discussion, p. 1467; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1489.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2695 (Document n° 7212).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Croizat, tendant à l'augmentation des prestations de la sécurité sociale et des prestations familiales, ainsi qu'à la simplification et à l'amélioration de la gestion des organismes de sécurité sociale, p. 6075 (Document n° 8367).

## ÉTUDIANTS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vialle, tendant à étendre le bénéfice de la législation de sécurité sociale aux étudiants atteints de longue maladie depuis une date postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1948, p. 115 (Document n° 6159). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Charbonnel, tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux étudiants dont le constat médical est antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 1949, p. 549 (Document n° 6123). — Dépôt du rapport par M. Segelle, p. 3792 (Document n° 7625). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale, p. 6596 (Document n° 8383).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Dienesch, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer le décret du 12 janvier 1949 portant extension aux étudiants de certaines dispositions du régime de la sécurité sociale aux élèves infirmières et assistantes sociales, p. 1531 (Document n° 6761). — Dépôt du rapport par Mlle Prevost, p. 2273 (Document n° 7063). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par Mlle Dienesch, p. 6596 (Document n° 8387).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Charbonnel, tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le chapitre 408 du budget de l'éducation nationale un crédit complémentaire de 204 millions de francs en application de l'article 5, paragraphe B, de la loi du 23 septem-

bre 1918, portant extension de la sécurité sociale aux étudiants, p. 1007, (Document n° 6066).

#### FONCTIONNAIRES COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier, tendant à appliquer aux agents retraités des collectivités locales le régime de sécurité sociale appliqué aux fonctionnaires retraités de l'Etat, p. 6074 (Document n° 8311).

#### MAGISTRATS MUNICIPAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier, tendant à accorder aux maires et adjoints des communes, ainsi qu'aux conseillers municipaux de Paris, le bénéfice de la sécurité sociale, lorsque leurs fonctions ne leur permettent plus l'exercice de leur profession antérieure, p. 3791 (Document n° 7611). — Dépôt du rapport par M. Badiou, p. 7050 (Document n° 8775).

#### MINES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion, tendant à compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 37 (Document n° 6079). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 488 (Document n° 6379). — Discussion, p. 4323. — Suite de la discussion et adoption de la proposition de loi, p. 4329.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1804 (Document n° 578). — Dépôt du rapport par M. Vannuffelen, p. 1836 (Document n° 586). — Discussion, p. 1836; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1837.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4111 (Document n° 7822). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 4717 (Document n° 7880). — Adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 4833 (Loi n° 49-1041 du 2 août 1949, J. O. du 3 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Le Scellour sur la proposition de loi de M. Meck, tendant à modifier l'article 171 du décret du 27 novembre 1916, portant organisation de la sécurité sociale dans les mines (n° 2933), p. 483 (Document n° 6378).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute, tendant à compléter l'article 7 du décret du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 7121 (Document n° 8797).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à modifier l'article 5 du décret du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 7236 (Document n° 8812).

#### ORGANISATION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à compléter ou à modifier les articles 5, 6, 10, 11, 13, 15, 16, 20, 21 et 22 de l'ordonnance du 4 octobre 1915 et l'article 25 de l'ordonnance du 19 octobre 1915 sur la sécurité sociale, p. 2903 (Document n° 7293) (rectificatif, p. 3093).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Burlet portant modification de l'organisation de la sécurité sociale, p. 2694 (Document n° 7195).

#### PENSIONS D'INVALIDITÉ

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boulavand tendant à améliorer le service des pensions d'invalidité aux assurés sociaux et à simplifier le mode de calcul de ces dernières, p. 4072 (Document n° 7716).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Bonnet tendant à porter à un taux normal la pension allouée aux grands invalides des assurances sociales par référence à la situation faite aux accidentés du travail dans le même régime général de sécurité sociale, p. 6119 (Document n° 8529).

#### PERSONNEL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte relative au règlement définitif des opérations de reclassement du personnel des organismes de sécurité sociale et allocations familiales, p. 100 (Document n° 6111). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Costes tendant au règlement définitif des opérations de reclassement du personnel des organismes de sécurité sociale, p. 2531 (Document n° 7161). — Dépôt d'un rapport par M. Duquesne, p. 3417 (Document n° 7432).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Patinaud tendant à obtenir qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950, les fonctionnaires auxiliaires et titulaires des services de sécurité sociale ne soient plus payés sur les fonds de la sécurité sociale, p. 7236 (Document n° 8811).

#### PRESTATIONS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à harmoniser les prestations servies par les caisses de sécurité sociale avec l'ordonnance du 31 octobre 1915 sur la lutte antituberculeuse, p. 5912 (Document n° 8218).

#### PROFESSIONS LIBÉRALES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Bacon sur le projet de loi portant extension de la législation des assurances sociales aux écrivains non salariés (n° 5002), p. 659 (Document n° 6179). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par Mlle Dienesch, p. 1151 (Document n° 6613). — Adoption du projet de loi, p. 2111.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1095 (Document n° 378). — Dépôt du rapport par M. Pujol, p. 1767 (Document n° 568). — Discussion, p. 1983; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1984.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4745 (Loi n° 49-970 du 21 juillet 1949, J. O. du 22 juillet 1949).

#### VIEUX TRAVAILLEURS ET ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES

**Assemblée nationale.** — Discussion des propositions de loi: 1<sup>o</sup> de M. Croizat tendant à porter au taux unique de 45.000 F l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés; 2<sup>o</sup> de M. Segelle tendant à majorer le montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés; 3<sup>o</sup> de M. Meck, tendant à régler le mode de calcul du plafond des cotisations d'assurances sociales; 4<sup>o</sup> de M. Meck, tendant à revaloriser les pensions d'invalidité de la sécurité sociale (n° 5639, 5811, 5900, 5901, 6025), p. 338; adoption, au scrutin, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à relever les taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, des pensions de vieillesse et d'invalidité de la sécurité sociale, ainsi que le plafond des cotisations d'assurances sociales, d'allocations familiales et d'accidents du travail », p. 357 (rectificatif, p. 323).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 136 (Document n° 69). — Lecture du rapport par M. Pujol et discussion, p. 177; adoption de l'avis sur la proposition, p. 187.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 550 (Document n° 6406). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 659 (Document n° 6473). — Discussion et adoption de la proposition après modifications, p. 681 (Loi n° 49-244 du 21 février 1949, J. O. du 26 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le premier trimestre 1949, p. 1158 (Document n° 6733). — Lecture du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 1487; discussion, p. 4183; adoption de l'ensemble du projet de loi, après modification du titre: « Projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le premier trimestre de l'année 1949 et modifiant la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources », p. 1494.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 639 (Document n° 231). — Lecture du rapport par M. Tharradin et discussion, p. 669; adoption, p. 671.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1593 (Loi n° 49-332 du 12 mars 1949, J. O. du 13 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le deuxième trimestre de l'année 1949 et substituant pour l'échéance du 1<sup>er</sup> octobre 1949, au service de l'allocation temporaire, le service de l'allocation de vieillesse instituée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, p. 3071 (Document n° 7732). — Ajournerment, au scrutin, de l'urgence, p. 4115. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Croizat tendant à majorer de nouveau et à compléter du 1<sup>er</sup> avril 1949 de 10.000 francs par an le taux de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés, p. 2536 (Document n° 7167). — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Prévert tendant à proroger les dispositions de la loi du 13 septembre 1936 et à majorer les taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 3918 (Document n° 7679). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 4001 (Document n° 7706). — Dépôt du rapport par M. Beugniez, p. 4116 (Document n° 7742). — Discussion, p. 4167. — Suite de la discussion, p. 4176; adoption de l'ensemble avec modification du titre: *Projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour les deuxième et troisième trimestres de l'année 1949, substituant pour l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1950, au service de l'allocation temporaire, le service de l'allocation de vieillesse instituée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 et majorant le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés*, p. 4187.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1678 (Document n° 563). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 1836 (Document n° 587). — Discussion, p. 1860-1861. — Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi et fractionnement en deux textes législatifs distincts avec les titres suivants: Art. 1<sup>er</sup> à 6 bis: *Projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour les deuxième et troisième trimestres de l'année 1949, et substituant pour l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1950, au service de l'allocation temporaire, le service de l'allocation de vieillesse instituée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 et les articles 7 et 8 sous l'intitulé: *Projet de loi majorant le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés**, p. 1869.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4506 (Document n° 7837). — Dépôt du rapport par M. Beugniez, p. 4635 (Document n° 7856). — Discussion, p. 4671; adoption de l'ensemble du projet de loi et reprise du titre adopté en première lecture par l'Assemblée, p. 4673 (rectificatif, p. 4897) (Loi n° 49-922 du 13 juillet 1949, J. O. du 14 juillet 1949).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport supplémentaire de Mme Claeys sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, étendant le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories (N° 11-70 et 11-106, année 1948), p. 52 (Document n° 29). — Discussion et adoption, p. 83 (rectificatif, p. 129).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 281 (Document n° 6270). — Dépôt du rapport par M. Amiot, p. 5254 (Document n° 8020). — Discussion, p. 5652 et adoption de la proposition de loi, p. 5653 (Loi n° 49-1095 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à remettre en vigueur la loi de 13 septembre 1916, afin de reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre 1949 et pour le premier trimestre 1950, à porter le taux annuel de ladite allocation à 30.000 francs et à élever le plafond des ressources à 100.000 francs par une personne seule et à 130.000 francs pour un ménage, p. 5911 (Document n° 8270). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour le 4<sup>e</sup> trimestre 1949, à porter le taux de ladite allocation à 30.000 francs par an et à relever le plafond des ressources à 100.000 francs pour une

personne seule et à 130.000 francs pour un ménage, p. 6119 (Document n° 8515). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Reugniez tendant à régler au 1<sup>er</sup> janvier 1950 la situation des bénéficiaires de l'allocation temporaire aux économiquement faibles, p. 6554 (Document n° 8585). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazier tendant à régler au 1<sup>er</sup> janvier 1950 la situation des bénéficiaires de l'allocation temporaire aux économiquement faibles et à unifier le taux des divers avantages prévus en faveur des vieillards par la législation de sécurité sociale et d'assistance, p. 6758 (Document n° 8672). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi accordant l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire et qui ne bénéficient pas de la loi du 13 juillet 1949, p. 6021 (Document n° 8321). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 6828 (Document n° 8702). — Discussion, p. 6851; adoption de l'ensemble après modification du titre: *Proposition de loi tendant à régler au 1<sup>er</sup> janvier 1950 la situation des bénéficiaires de l'allocation temporaire aux économiquement faibles*, p. 6875 (rectificatif, p. 7009).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2730 (Document n° 891). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 2786 (Document n° 925). — Discussion, p. 2790; adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à régler au 1<sup>er</sup> janvier 1950 la situation des bénéficiaires de l'allocation temporaire et de l'allocation vieillesse et modifiant certaines dispositions d'assistance*, p. 2796 (rectificatif, p. 2951).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7138 (Document n° 8358). — Dépôt du rapport par Mme Lefebvre, p. 7538 (Document n° 8378). — Discussion, p. 7510 et adoption de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 7511 (rectificatif, p. 7689) (Loi n° 49-1644 du 31 décembre 1949, J. O. du 1<sup>er</sup> janvier 1950).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à reconduire en faveur des vieux paysans l'allocation temporaire instituée par la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946 jusqu'à la création de l'organisme professionnel autonome d'allocation vieillesse prévue par la loi n° 48-131 du 17 janvier 1948, p. 5901 (Document n° 8233). — Dépôt du rapport par M. Castera, p. 6261 (Document n° 8189). — Discussion, p. 6398; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 6100.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Fournier tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que ne soit pas poursuivi le remboursement des arrérages indûment perçus par les bénéficiaires des lois du 14 mars 1911 et du 13 septembre 1946 concernant les vieux travailleurs salariés et les vieux économiquement faibles lorsqu'il n'y a pas eu de leur part fraude caractérisée, p. 2159 (Document n° 657). — Dépôt du rapport par M. Roger Fournier, p. 2730 (Document n° 898). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2950.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à augmenter la limite des ressources pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 506 (Document n° 6398). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 2909 (Document n° 7291).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mme François tendant, par dérogation aux dispositions de la loi du 15 juillet 1905, au cumul des allocations vieillesse avec les allocations d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, p. 1251 (Document n° 6638). Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Prévert tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour les deux premiers trimestres de 1949 et à modifier les règles de cumul des prestations assistance et de l'allocation temporaire aux vieux, p. 4251 (Document n° 6671). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 1371 (Document n° 6711).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Juge tendant à assurer aux vieux travailleurs une représentation dans les commissions cantonales d'assis-

tance, p. 215 (Document n° 6973). — Dépôt du rapport par M. Delachenal, p. 3992 (Document n° 7681).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Croizat tendant à porter à un taux unique de 55.000 francs par an le montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés, p. 5833 (Document n° 8213).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazier tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les prestations « vieillesse » de la sécurité sociale, p. 6119 (Document n° 8521). — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Prévert tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les pensions de la sécurité sociale, p. 7121 (Document n° 8802). — Dépôt du rapport par M. Henri Meck, p. 7688 (Document n° 8922).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, p. 6882 (Document n° 8715).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à assurer aux vieux travailleurs une représentation au sein des commissions cantonales d'assistance, p. 198 (Document n° 6203).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Chautard tendant à modifier en faveur des anciens combattants les conditions d'âge exigées pour l'octroi de l'allocation temporaire aux économiquement faibles et de l'allocation aux vieux travailleurs, p. 2163 (Document n° 6956).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à assimiler certaines villes sinistrées aux villes de plus de 5.000 habitants pour l'application de l'ordonnance du 2 février 1945, relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 3260 (Document n° 7409).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à améliorer la gestion des régimes de retraites prévus par la loi du 17 janvier 1948, instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, p. 4072 (Document n° 7730).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à modifier l'article 13 de la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale, p. 4746 (Document n° 7893).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à modifier les ordonnances des 19 octobre 1945 et 2 février 1948, modifiées par la loi du 23 août 1948, en vue de fixer le minimum garanti de la pension de réversion ou le secours viager des veuves sans qu'il soit tenu compte des bonifications pour enfants, p. 5545 (Document n° 8115).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à accorder l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949, p. 6075 (Document n° 8372).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à régulariser la situation des requérants à l'allocation aux vieux travailleurs salariés qui ne peuvent justifier d'une activité salariée au cours de la période 1914-1918 du fait de l'occupation, p. 7121 (Document n° 8863).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier modifiant l'article 3 de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 et l'article 4 de la loi n° 47-1706 du 4 septembre 1947 et tendant à porter à 3 millions de francs le montant de la succession au-dessus de laquelle les arrérages servis au titre de l'allocation vieillesse ou de l'allocation aux économiquement faibles ne seront pas récupérés, p. 7197 (Document n° 8869).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions d'obtention de l'allocation temporaire des économiquement faibles et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 2542 (Document n° 7181).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Segelle tendant à inviter le Gouvernement à activer l'examen des dossiers constitués en vue d'obtenir l'allocation temporaire aux vieux, p. 3606 (Document n° 7512).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à appliquer sans délai l'article 6 de la loi n° 49-922 du 13 juillet 1949 et à saisir le Parlement d'un texte réglant le sort des bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux non rattachés à l'une des caisses autonomes prévues par la loi du 17 janvier 1948, p. 2416 (Document n° 771) (rectificatif, p. 2449).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Méric tendant à inviter le Gouvernement: 1° à reconduire pour le quatrième trimestre 1949 et le premier trimestre 1950, l'allocation temporaire aux vieux, instituée par la loi du 13 septembre 1946; 2° à saisir le Parlement, avant le 31 janvier 1950, d'un projet de loi tendant à régler définitivement le problème de l'allocation de vieillesse dans les conditions prévues par les articles 5 et 6 de la loi n° 49-922 du 13 juillet 1949, p. 2528 (Document n° 826).

**Astronomie.** — V. *Cité internationale de l'astronomie*.

**Automobiles.** — V. *Affaires étrangères (postes diplomatiques et consulaires)*. — *Assurances de toute nature*. — *Code de la route*. — *Commerce et industrie (entreprises diverses)*. — *Fonctionnaires (effectifs)*. — *Interpellations* n° 110, 219, 265. — *Pensions et retraites (agents des chemins de fer)*. — *Timbre*. — *Transports et voies de communications*.

**Auxiliaires de l'Etat.** — V. *Fonctionnaires*.

**Aveugles.** — V. *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables*. — *Electricité et gaz (tarifs)*. — *Interpellations* n° 214.

**Aviation.** — V. *Accidents d'aviation*. — *Armée de l'air*. — *Interpellations* n° 9, 38, 61, 130, 141, 182. — *Marine marchande (sécurité et hygiène)*. — *Transports et voies de communication*.

**Aviation civile et commerciale.** — V. *Budget de 1949 (travaux publics et transports)*.

**Avocats.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder une subvention de 1.500.000 francs à l'Union internationale des avocats, à l'occasion du prochain congrès à Paris de cette union, p. 4634 (Document n° 7818). — Dépôt du rapport par M. Félix Gaillard, p. 5169 (Document n° 8086). — Adoption du projet de loi, p. 6051.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2508 (Document n° 811). — Dépôt du rapport par M. Emilien Lieutaud, p. 2508 (Document n° 817). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2518 (rectificatif, p. 2568).

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6261 (Loi n° 49-1569 du 7 décembre 1949, J. O. du 8 décembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Retrait du projet de loi sur le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (n° 291, année 1947), p. 1829.

— Dépôt d'un projet de loi constatant la nullité de la loi du 26 juin 1941 et instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, p. 1830 (Document n° 6860).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à modifier la loi du 26 juin 1941 qui réglemente la profession d'avocat et la discipline du barreau, p. 257 (Document n° 6212).

**Avoirs à l'étranger.** — V. *Capitiaux*.

**Avortement.** — V. *Code pénal*.

**Avoués.** — V. *Propriété immobilière*.

## B

**Baccalauréat.** — V. Enseignement secondaire.

**Bagne.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi modifiant le décret du 17 juin 1938 relatif au bagne, p. 3116 (Document n° 7463).

**Baignades.** — V. Enfance (protection).

**Bangui.** — V. Légion d'honneur.

**Banque de France.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Degoutte tendant à autoriser la Banque de France à faire par l'intermédiaire du Trésor, une avance de 500 milliards à la caisse de la reconstruction, p. 5126 (Document n° 8003).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delahoutre tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que la Banque de France soit autorisée à consentir des avances aux titulaires des certificats de créance de dommages de guerre créés par l'article 9 de la loi du 31 décembre 1918, p. 5251 (Document n° 8017).

**Baraquements provisoires.** — V. Construction, reconstruction. — **Loyers (logaux).** — Questions orales (Conseil de la République), n° 82.

**Bateaux.** — V. Marine marchande (sécurité et hygiène). — Interpellations, n° 217.

**Baudets nationaux.** — V. Haras.

**Baux commerciaux.** — V. Loyers.

**Baux à ferme.** — **Baux ruraux.** — V. Loyers.

**Bénéfices agricoles.** — V. Impôts (revenus). — Interpellations n° 210. — Questions orales (Conseil de la République), n° 16.

**Bénéfices illicites.** — V. Impôts.

**Bénéfices industriels et commerciaux.** — V. Impôts.

**Berilet (Usines).** — V. Commerce et industrie (entreprises diverses). — Enquêtes parlementaires (assemblée). — Interpellations n° 228.

**Détail.** — V. Agriculture. — Exportations, importations.

**Betteraves à sucre.** — V. Agriculture (crédit agricole). — Impôts (perception). — Interpellations n° 199, 205. — Questions orales (Conseil de la République), n° 101. — Sucre, betteraves à sucre.

**Beurre.** — V. Agriculture (lait et produits laitiers).

**Bibliographie.** — V. Histoire de France de 1939 à 1945.

**Bibliothécaires.** — V. Traitements (éducation nationale).

**Bicyclettes.** — V. Impôts (contributions indirectes). — Interpellations n° 41. — Transports et voies de communication (automobiles).

**Biens séquestrés.** — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 94.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif aux biens, droits et intérêts saisis mis sous séquestre en France, p. 4895 (Document n° 7918).

**Billets à ordre.** — V. Code de commerce.

**Blaoetterie.** — V. Agriculture (blé, farine). — Commerce et industrie (commerce de gros et de détail). — Interpellations n° 95, 102. — Questions orales (Conseil de la République), n° 41.

**Blé, céréales, farine et pain.** — V. Agriculture. — Conventions internationales (accords économiques et financiers). — Interpellations, n° 95, 105, 212. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 66.

**Blessés, mutilés et victimes de la guerre.** — V. Interpellations, n° 231. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 120; (Conseil de la République), n° 52. — Pensions et retraites (anciens combattants).

**Bois et forêts.** — V. Agriculture (ministère). — Assurances sociales (agriculture). — Marine marchande (transports maritimes).

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à suspendre la perception de la taxe dite du fonds forestier national (n° 714), p. 6187.

— Retrait d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à établir un secteur libre immédiat dans le commerce des bois et à supprimer les autorisations de transport (n° 1795), p. 6187.

— Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Degoutte sur la proposition de résolution de M. Liguart, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté totale du commerce des bois (n° 4171, 4973), p. 913 (Document n° 6570).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit supplémentaire pour la systématisation de la lutte contre les insectes parasites des forêts, et plus particulièrement contre les brostriches qui causent d'inquiétants ravages dans les Vosges, le Jura et les Landes, p. 601 (Document n° 6410).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mauroix tendant à inviter le Gouvernement à établir, sur une base rationnelle adaptée à la situation, les dispositions réglementaires ou fiscales qui entravent le marché des bois, p. 1241 (Document n° 6654).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Raymond Guyon tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge les bois incendiés des Landes de Gascogne, p. 6136 (Document n° 8104).

**Boissons.** — V. Alcools. — **Assemblée nationale (commissions).** — **Débats de boissons.** — **Enquêtes parlementaires.** — **France d'outre-mer (textes généraux).** — **Interpellations** n° 229.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boulet concernant l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques en vue de protéger la santé publique, p. 5941 (Document n° 8259) (rectificatif, p. 6077).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Thibault concernant l'emploi de certains extraits dilués dans les boissons ou de tous autres produits d'origine végétale ou chimique susceptible de mettre en danger la santé publique, p. 6075 (Document n° 8317). — Dépôt du rapport par M. Paul Boulet, p. 6531 (Document n° 8571). — Dépôt d'un avis de la commission des boissons par M. Boulet, p. 6703 (Document n° 8655). — Arbitrage sur une demande de discussion d'urgence, p. 6530; rejet, au scrutin, de la demande, p. 6852.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antonin Gros tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'importation, la fabrication et la mise en vente de boissons dites « coca-cola » ou de toute autre boisson similaire, dans la métropole, en Algérie et dans les pays et territoires de l'Union française, p. 6021 (Document n° 8326). — Renvoi aux commissions, p. 6306, 6793, 6805.

**Bons de lait.** — V. Assurances sociales (divers).

**Bouilleurs de cru.** — V. Alcool.

**Boulangeries.** — V. Agriculture (blé, céréales, farines et pain). — Commerce et industrie (commerce de gros et de détail). — Questions orales (Conseil de la République), n° 81.

**Bourse de commerce de Paris.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation de la compagnie des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris, p. 7537 (Document n° 8881).

**Brazzaville.** — V. Légion d'honneur.

**Brevets d'invention.** — V. Propriété industrielle.

**Budget.** — V. Comptabilité publique. — **Cour des comptes.** — **Cour de discipline budgétaire.** — **Interpellation** n° 52. — **Trésor.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Lecourt tendant à créer les conditions budgétaires d'une saine réforme administrative, p. 31 (Document n° 6039). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 382 (Document n° 6335). — Discussion, p. 425, 466; adoption, au scrutin de l'ensemble de la proposition de loi, p. 472.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 228 (Document n° 116). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 993 (Document n° 315). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. François Dumas, p. 1121 (Document n° 383). — Discussion, p. 1181; adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à renforcer le contrôle parlementaire des dépenses publiques*, p. 1187 (rectificatif, p. 1239).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2655 (Document n° 7213). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3031 (Document n° 7338). — Discussion, p. 4113; adoption au scrutin, de la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à renforcer le contrôle parlementaire des dépenses publiques*, p. 4111 (Loi n° 49-958 du 18 juillet 1949, J. O. du 20 juillet 1949).

**Budgets de 1939 à 1948.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, p. 6136 (Document n° 8396). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6263 (Document n° 8468). — Discussion, p. 6517; adoption au scrutin du projet de loi, p. 6523 (rectificatif, p. 6653).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2600 (Document n° 852). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 2671 (Document n° 869). — Discussion, p. 2702; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2706.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6936 (Document n° 8737). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 7050 (Document n° 8790). — Discussion, p. 7130; adoption au scrutin du projet de loi avec modifications, p. 7131 (rectificatif, p. 7311, 7438) Loi n° 49-1610 du 22 décembre 1949, Loi n° 49-1610 du 22 décembre 1949 (J. O. du 23 décembre 1949).

**Budget de 1947.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaillard tendant à modifier l'article 30 de la loi du 21 mars 1917 n° 47-520 relative à diverses dispositions d'ordre financier, p. 1006 (Document n° 6596). — Dépôt du rapport par M. René Pléven, p. 1531 (Document n° 6772).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courrière, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 1er du titre 1er de l'arrêté du 3 février 1918 fixant les modalités d'application de la loi n° 47-1501 du 11 août 1917 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1917, p. 623 (Document n° 227).

**Budget de 1948.**

**Assemblée nationale.** — Discussion d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget général de l'exercice 1948 (n° 6018, 6022), p. 83; adoption de l'article unique du projet de loi, p. 87 (rectificatif, p. 1089).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 52 (Document n° 30). — Dépôt du rapport par M. Jacques Masteau,



p. 76 (Document n° 44). — Discussion, p. 108.  
— Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 111 (rectificatif, p. 463).  
**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 324 (Loi n° 49-1483 du 10 février 1949, J. O. du 11 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Barangé, sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1947 à l'exercice 1948 (n° 5993), p. 1279 (Document n° 7664). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 1371 (Document n° 6699). — Discussion, p. 1361; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1874 (rectificatifs, p. 2017, 2591).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 766 (Document n° 285). — Dépôt du rapport par M. Bollfrand, p. 921 (Document n° 325). — Discussion, p. 911; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 958 (rectificatif, p. 1195).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2419 (Document n° 7027). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2419 (Document n° 7043). — Discussion, p. 2472; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2473 (Loi n° 49-516 du 14 avril 1949, J. O. du 16 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi collectif d'ordonnement portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; 2° ratification de décrets, p. 1593 (Document n° 6700). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2552 (Document n° 7175). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5384 (Document n° 8049). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 5385 (Document n° 8052). — Discussion, p. 5399; adoption, au scrutin, du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948*, p. 5436 (rectificatif, p. 5961).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2308 (Document n° 719). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 2350 (Document n° 725). — Discussion, p. 2358; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2378 (rectificatif, p. 2449).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5515 (Document n° 8110). Rapporteur: M. Lionel de Tinguy; discussion et adoption du projet de loi avec modifications, p. 5652 (Loi n° 49-1040 du 4 août 1949, J. O. du 3 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Charlot tendant à compléter les dispositions de l'article 31 de la loi n° 48-28 du 6 janvier 1948 relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, p. 324 (Document n° 6298).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à compléter l'article 31 de la loi du 6 janvier 1948 concernant les dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948, p. 1159 (Document n° 6711).

#### Budgets de 1948 et 1949.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur le projet de loi portant ratification de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921 et de l'article 7 du décret du 21 mai 1938 (n° 6017), p. 4111 (Document n° 7813). — Discussion, p. 5978; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5980 (rectificatif, p. 6021).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2472 (Document n° 779). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 2473 (Document n° 797). — Discussion, p. 2498; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2512.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6261 (Loi n° 49-1566 du 7 décembre 1949, J. O. du 8 décembre 1949).

**Budget de 1949.** — V. Départements, villes et communes (commissions consultatives d'économies). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 109. — Trésor.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 tendant à simplifier la procédure de vote du budget général de l'exercice 1949 et relatif aux éco-

nomies budgétaires, et l'article 11 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, p. 1511 (Document n° 6759). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1550.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 663 (Document n° 232). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin, et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 672.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1593 (Loi n° 49-331 du 12 mars 1949, J. O. du 13 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi prorogeant les délais prévus par la loi n° 49-331 du 12 mars 1949, p. 2461 (Document n° 7093). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et adoption du projet de loi, p. 2468.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1095 (Document n° 381). — Lecture du rapport par M. Berthoin et discussion, p. 1100; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1101.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2491 (Loi n° 49-517 du 15 avril 1949, J. O. du 16 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, p. 2753 (Document n° 7220). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2797 (Document n° 7215). — Discussion, p. 2817, 2852, 2867, 2876. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 2878 (Document n° 7269). — Suite de la discussion de l'article 8 qui est adopté sous forme de projet spécial, p. 2887. — Discussion des articles disjointes du rapport n° 7245 sur ledit projet de loi, p. 3051, 3109, 3131; adoption, au scrutin, de l'ensemble avec le titre suivant: *Projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier*, p. 3135 (rectificatif, p. 4988).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1316 (Document n° 411). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1361 (Document n° 451). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Lodeon, p. 1377 (Document n° 461). — Discussion générale, p. 1396; discussion des articles, p. 1416, 1419, 1462, 1486; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1521 (rectificatifs, p. 1553, 2178).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3522 (Document n° 7500). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3522 (Document n° 7521). — Discussion, p. 4033. — Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4067 (rectificatif, p. 4235, 4988). (Loi n° 49-874 du 5 juillet 1949, J. O. du 6 juillet 1949.)

#### LOI DE FINANCES (1)

Art. 1<sup>er</sup>. — Personnels de l'Etat. — Subvention à la Société nationale des chemins de fer français. — Ouverture de crédits.

**Assemblée nationale.** — Discussion, p. 2952. — Adoption, p. 2969.

**Conseil de la République.** — Discussion, p. 1416. — Adoption, p. 1436.

**Assemblée nationale.** — Discussion, p. 4033. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 4036.

Art. 2. — Budget général et budgets annexes pour l'exercice 1949 (dépenses civiles et de reconstruction). — Economies opérées.

**Assemblée nationale.** — Discussion, p. 2969. — Adoption, p. 2981.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 5 juillet 1949, promulguée au Journal officiel du 6 juillet 1949, ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus *in extenso*.

\* Les dispositions précédées d'un astérisque, n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées, ne figurent pas dans la loi de finances.

**Conseil de la République.** — Discussion, p. 1464. — Adoption, p. 1474.

Art. 3. — Budget militaire pour l'exercice 1949. — Réalisation d'économies.

**Assemblée nationale.** — Discussion, p. 2986. — Adoption, p. 2992.

**Conseil de la République.** — Discussion, p. 1474. — Adoption, p. 1474.

Art. 4. — Services et établissements militaires. — Aliénation d'immeubles et de matériels non indispensables.

**Assemblée nationale.** — Adoption, p. 2992.

**Conseil de la République.** — Discussion, p. 1474. — Adoption, p. 1475.

\* Contrôle des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte. — Pouvoirs d'enquête parlementaires.

**Conseil de la République** (art. 4 bis nouveau). — Adoption, p. 1475.

**Assemblée nationale.** — Disjonction du texte introduit par le Conseil de la République, p. 4036.

Art. 5. — Chemins de fer français. — Dépenses d'établissement et de reconstruction. — Crédits bloqués.

**Assemblée nationale.** — Discussion, p. 2992. — Adoption, p. 2994.

**Conseil de la République.** — Discussion, p. 1436. — Adoption, p. 1440.

Art. 6. — Participations financières de la S. N. C. F. — Autorisation par une loi.

**Assemblée nationale** (art. 5 bis). — Discussion et adoption, p. 2994.

**Conseil de la République.** — Discussion, p. 1440. — Adoption, p. 1441.

**Assemblée nationale.** — Discussion, p. 4036. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 4037.

Art. 7. — Coordination des transports par fer, par route, par navigation intérieure, par mer et par air.

**Assemblée nationale** (art. 6). — Discussion, p. 2995; adoption d'un amendement de M. Robert Schmidt qui devient l'article 6, p. 3003.

**Conseil de la République.** — Discussion, p. 1442; disjonction, p. 1461.

**Assemblée nationale.** — Discussion, p. 4037. — Rejet de la disjonction prononcée par le Conseil de la République et reprise du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 4045.

Art. 8. — Régime des chemins de fer français. — Dispositions financières. — Avenants à la convention.

**Assemblée nationale** (art. 7). — Discussion, p. 3003. — Adoption, p. 3004.

**Conseil de la République.** — Discussion, p. 1462. — Disjonction, p. 1464.

**Assemblée nationale.** — Rejet de la disjonction prononcée par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 4045.

\* Essences de pétrole. — Surcharge additionnelle à la taxe intérieure de consommation.

**Assemblée nationale** (art. 8). — Adoption sous forme de projet spécial, p. 3004 (art. 9 à 11). — Disjonction par la commission, p. 3004.

\* Apéritifs à base d'alcool. — Fabrication — Conditions.

**Assemblée nationale** (art. 11 bis). — Discussion, p. 3004. — Suppression, p. 3007.

Art. 9. — Entreprises industrielles et commerciales. — Provision pour renouvellement des stocks. — Incorporation au capital. — Autorisation.

**Assemblée nationale** (art. 12). — Discussion, p. 3051; adoption au scrutin, p. 3055.

**Conseil de la République.** — Discussion, p. 1475. — Adoption, p. 1478.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4057.  
— Adoption après modifications, p. 4058.

Art. 10. — Droit d'apport en société. — Taux de la taxe additionnelle. — Modification.

Assemblée nationale (art. 13). — Discussion, p. 3055; adoption, p. 3056.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1478; 1486. — Adoption, p. 1483.

Assemblée nationale. — Adoption du texte modifié par le Conseil de la République, p. 4058.

Art. 11. — Droit de consommation sur l'alcool. — Détaxation. — Période d'application.

Assemblée nationale (art. 14). — Discussion, p. 3056; article réservé, p. 3062, 3118; suite de la discussion, p. 3131; adoption, p. 3131.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1488. — Adoption, p. 1495.

\* Droits de circulation et droits de consommation. — Fixation chaque année par la loi de finances.

Conseil de la République (art. 14 bis nouveau). — Discussion et rejet, p. 1495.

\* Production, détention ou mise en circulation irrégulière d'alcool. — Pénalités.

Assemblée nationale (art. 15 et 16). — Disjoints par la commission, p. 3062.

Art. 12 et 13. — Interdiction aux débitants de boissons de détenir des alcools ayant le caractère de spiritueux. — Pénalités. — Cercles privés. — Licence de plein exercice.

Assemblée nationale (art. 17 et 17 bis). — Adoption, p. 3062.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1495, 1497.

Art. 14. — Evaluation des voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1949. — Majoration.

Assemblée nationale (art. 18). — Article réservé, p. 3062 — Adoption, p. 3135.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1497.

\* Paiement tardif d'impôts. — Majoration de 10 p. 100. — Date d'application.

Conseil de la République (art. 18 bis nouveau). — Discussion, p. 1497. — Adoption, p. 1498.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4053. — Disjonction du texte introduit par le Conseil de la République, p. 4059.

\* Majorations d'impôts n'excédant pas 5.000 francs. — Percepteurs qualifiés pour accorder les remises.

Conseil de la République (art. 18 ter nouveau). — Discussion et rejet, p. 1498.

Art. 15. — Opérations de commerce extérieur qui présentent un caractère essentiel pour l'économie nationale. — Garantie de l'Etat. — Autorisation.

Assemblée nationale (art. 19). — Discussion, p. 3062. — Adoption, p. 3065.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1498. — Adoption, p. 1499.

Art. 16 à 18. — Commerce extérieur. — Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur. — Banques, établissements financiers et exportateurs. — Garantie de l'Etat. — Modalités. — Modification du décret du 1<sup>er</sup> juin 1946.

Assemblée nationale (art. 20 à 22). — Adoption, p. 3065.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1500.

\* Entreprises industrielles et commerciales. — Chiffre d'affaires provenant d'exportations. — Impôts sur le revenu ou sur les sociétés. — Réduction.

Assemblée nationale (art. 23). — Disjoint par la commission et repris sous forme d'amendement par M. Rignat, discussion, p. 3065, et retrait, p. 3067 (art. 24). — Disjoint par la commission, p. 3067.

Conseil de la République (art. 23). — Reprise partielle du texte proposé par le Gouvernement et discussion, p. 1500. — Adoption, p. 1501.

Assemblée nationale (art. 23). — Discussion, p. 4059. — Disjonction du texte introduit par le Conseil de la République, p. 4060.

Art. 19. — Producteurs et commerçants. — Autorisation de recevoir en franchise de la taxe à la production les marchandises qu'ils destinent à l'exportation.

Assemblée nationale (art. 25). — Adoption, p. 3067.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1501.

Art. 20. — Objets ou marchandises exportés. — Exemption des taxes de 4,50 et 12 p. 100. — Modification de l'article 13 du code des taxes sur le chiffre d'affaires.

Conseil de la République (art. 25 bis nouveau). — Discussion, p. 1501. — Adoption, p. 1502.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 4060.

Art. 21. — Marchandises destinées à l'exportation. — Opérations de façon. — Abrogation de l'article 39-10 du code des taxes sur le chiffre d'affaires.

Assemblée nationale (art. 26). — Discussion, et adoption, p. 3068.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1502.

Art. 22. — Patente des hôtels de tourisme saisonniers. — Décisions des conseils municipaux.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 3068. — Adoption, p. 3135.

Conseil de la République (art. 26 bis). — Discussion, p. 1502. — Adoption, p. 1505.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4060. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption, au scrutin, du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 4061.

\* Centre national du commerce extérieur. — Dépenses non couvertes par les ressources propres à cet établissement. — Imposition additionnelle à la contribution des patentes. — Fixation de la date.

Assemblée nationale (art. 27 à 29). — Disjoints par la commission, p. 3070.

\* Entreprises ayant pour objet principal la fabrication ou la vente après transformation. — Réduction du taux de l'impôt.

Assemblée nationale (art. 30). — Discussion, p. 3071, 3073. — Disjonction, au scrutin, p. 3075.

Conseil de la République. — Reprise partielle du texte proposé par le Gouvernement et discussion, p. 1505. — Retrait, p. 1506.

\* Organismes professionnels. — Solde créancier. — Reversement de 50 p. 100 de son montant au centre technique industriel.

Conseil de la République (art. 30 bis nouveau). — Discussion, p. 1506; rejet, p. 1507.

Art. 23. — Impôt de solidarité nationale. — Prescription, sauf en ce qui concerne le défaut de déclaration.

Assemblée nationale (art. 31). — Discussion, p. 3075. — Adoption, p. 3077.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1507. — Adoption, p. 1511.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4051. — Adoption avec de nouvelles modifications, p. 4062.

Art. 24. — Infractions à la législation économique. — Procédure judiciaire ou transaction.

Assemblée nationale (art. 32). — Discussion, p. 3077. — Adoption, p. 3078.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1511. — Adoption, p. 1512.

\* Infractions à des dispositions légales en matière de prix et de ravitaillement. — Amitié des délinquants.

Conseil de la République (art. 32 bis nouveau). — Discussion et adoption, p. 1512.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4063. — Disjonction du texte introduit par le Conseil de la République, p. 4063.

Art. 25. — Capitaux. — Taxe spéciale instituée par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 février 1948. — Taux.

Assemblée nationale (art. 33). — Discussion, p. 3073. — Adoption, p. 3079.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1512. — Adoption, p. 1514.

Art. 26. — Caisse centrale de dépôts et de virements de titres. — Mise en liquidation le 1<sup>er</sup> juillet 1949. — Modalités d'application.

Conseil de la République (art. 33 bis nouveau). — Discussion, p. 1514. — Adoption, p. 1515.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 4063. — Adoption du texte introduit par le Conseil de la République, p. 4066.

Art. 27. — Titres de l'emprunt dont l'émission a été autorisée par la loi du 7 janvier 1948. — Admission en souscription aux emprunts émis par la caisse nationale de crédit agricole. — Fixation par arrêté des limites et conditions.

Assemblée nationale (art. 34). — Discussion et adoption, p. 3110.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 1515.

Art. 28. — Titres de l'emprunt libérateur de prélevement exceptionnel. — Admission en libération des emprunts d'un maximum de deux millions contractés par les collectivités locales.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 3110. — Adoption, p. 3112.

Conseil de la République (art. 34 bis). — Discussion, p. 1516. — Adoption, p. 1518.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption du texte modifié par le Conseil de la République, p. 4066.

Art. 29. — Titres de l'emprunt libérateur. — Admission en libération des augmentations de capital auxquelles procéderont les collectivités privées. — Limites et conditions.

Assemblée nationale (art. 35). — Discussion et adoption, p. 3112.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1518.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 4066.

\* Titres de l'emprunt libérateur. — Admission pour l'achat, la modernisation du matériel des coopératives agricoles.

Conseil de la République (art. 35 bis nouveau). — Discussion et rejet, p. 1518.

Art. 30. — Budget de l'exercice 1948. — Ouverture de crédits au ministère de l'industrie et du commerce. — Détails.

Assemblée nationale (art. 36). — Discussion, p. 3112. — Adoption, p. 3115.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 1519.

Art. 31. — Vente par l'Etat des constructions provisoires. — Priorité aux sinistrés qui en feront la demande.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 3115. — Adoption, p. 3116.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1519.

Art. 32. — Sociétés par actions. — Aliénations d'actions. — Réalisation.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 3116.

Conseil de la République (art. 38). — Adoption, p. 1519.

\* *Brevets d'invention. — Redevances périodiques dues par le bénéficiaire d'une licence ou droit d'exploitation.*

*Conseil de la République* (art. 39 nouveau). — Discussion, p. 1519. — Adoption, au scrutin, p. 1520.

*Assemblée nationale.* — Discussion, p. 4066. — Disjonction du texte introduit par le Conseil de la République, p. 4067.

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Kuelin tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 48-1973 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, p. 115 (Document n° 6152).

*Conseil de la République.* — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima de dépenses publiques et évaluation des voies et moyens (exécution des confiscations pénales), p. 76 (Document n° 461).

*Assemblée nationale.* — Transmission de la proposition de loi, p. 281 (Document n° 6263).

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à modifier les articles 9 et 11 de la loi n° 48-1973 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, p. 297 (Document n° 6278).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Siefridt tendant à la modification de l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation des maxima des dépenses publiques, p. 321 (Document n° 6293).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Monin tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 48-1973 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima de dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, p. 1159 (Document n° 6712).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre André tendant à modifier et compléter la loi du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier, p. 5912 (Document n° 8237).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bergasse tendant à modifier et à compléter la loi du 5 juillet 1949 n° 49-874 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier, p. 6702 (Document n° 8656).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bergasse tendant à modifier et à compléter la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier, p. 7313 (Document n° 8813).

#### DÉPENSES MILITAIRES

*Assemblée nationale.* — Retrait du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses militaires (n° 5651), p. 1598).

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour les mois de mars, avril et mai 1949, p. 1006 (Document n° 6391). — Dépôt du rapport par M. Guesdon, p. 1193 (Document n° 6663). — Discussion, p. 4198; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour les mois de mars et avril 1949* », p. 1238.

*Conseil de la République.* — Transmission du projet de loi, p. 501 (Document n° 210). — Dépôt du rapport par M. Pierre Boudet, p. 560 (Document n° 211). — Discussion, p. 597; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires, pour les mois de mars, avril et mai 1949* », p. 623 (rectificatif, p. 699).

*Assemblée nationale.* — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1459 (Document n° 6748). — Lecture du rapport de M. Raymond-Alexandre Guesdon, p. 1494; discussion,

p. 1495; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour les mois de mars, avril et mai 1949* », p. 1500 (rectificatif, p. 1721) (loi n° 49-323 du 10 mars 1949, J. O. du 11 mars 1949.)

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour les mois de juin 1949, p. 3008 (Document n° 7304). — Dépôt du rapport par M. Guesdon, p. 3260 (Document n° 7386). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Triboulet, p. 3287 (Document n° 7416). — Discussion, p. 3307; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 3312.

*Conseil de la République.* — Transmission du projet de loi, p. 1381 (Document n° 463). — Dépôt du rapport par M. Pierre Boudet, p. 1414 (Document n° 472). — Discussion, p. 1481; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1486.

*Assemblée nationale.* — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3416 (Loi n° 49-793 du 17 juin 1949, J. O. du 18 juin 1949).

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'un projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949, p. 1893 (Document n° 6391). — Dépôt de rapports par M. Guesdon, p. 3260; *section commune et guerre* (tome I, section commune, document n° 7376) (tome II, section guerre, document n° 7377) (tome III, articles de loi, document n° 7378); discussion générale, p. 3216, 3280, 3290. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Guesdon, p. 3328 (Document n° 7433). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire de M. Guesdon, p. 3403 (Document n° 7458). — Discussion: *section commune*, p. 3329, 3404, 3430. — *Section guerre*, p. 3489, 3507. — *Section air*: dépôt de rapports de M. Gavini, p. 3260 (tome I, air, document n° 7379) (tome II, constructions aéronautiques, document n° 7385). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Maroselli, p. 3271 (Document n° 7415); discussion, p. 3433, 3466, 3485, 3699, 3716. — *Section marine*: dépôt de rapports de M. Pierre Menier, p. 3260 (tome I, marine, document n° 7380) (tome II, constructions et armes navales, document n° 7381); discussion, p. 3528, 3721. — *France d'outre-mer*: dépôt d'un rapport par M. Bourgeois Maunoury, p. 3260 (Document n° 7382) dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Christiaens, p. 3418 (Document n° 7472); discussion, p. 3612, 3618, 3665, 3687. — *Fabrications d'armement*: dépôt d'un rapport par M. Charlot, p. 3260 (Document n° 7383); discussion, p. 3723. — *Services des essences et des poudres*: dépôt d'un rapport de M. Tournaud, p. 3260 (Document n° 7384); discussion, p. 3722, 3724 (discussion des articles), p. 3728, 3753; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3758 (rectificatifs, p. 3776, 3909, 5170, 5663, 5801).

*Conseil de la République.* — Transmission du projet de loi, p. 1583 (Document n° 510). — Dépôt du rapport par M. Pierre Boudet (exposé d'ensemble, examen des articles), p. 1628 (Document n° 531); discussion générale, p. 1679. — *Section commune*: dépôt d'un rapport de M. Pierre Boudet, p. 1628 (Document n° 532); discussion, p. 1683, 1806, 1813. — *Section guerre*: dépôt d'un rapport par M. Pierre Boudet, p. 1628 (Document n° 533); discussion, p. 1720, 1806, 1812. — *Section air*: dépôt de rapport de M. Pellenc, p. 1628 (air et constructions aéronautiques, documents n° 533, 537); discussion, p. 1739, 1811. — *Section marine*: dépôt de rapports de M. Courrière, p. 1628 (marine, constructions et armes navales, documents n° 535, 538); discussion, p. 1738, 1772, 1806, 1812. — *France d'outre-mer*: dépôt d'un rapport de M. Saller, p. 1628 (Document n° 536); discussion, p. 1782, 1808. — *Fabrications d'armement, services des essences et des poudres*: dépôt de rapports par M. Alric, p. 1628 (Document n° 539, 540, 541); discussion, p. 1808 (discussion des articles, p. 1813); adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1826 (rectificatifs, p. 1936, 2091, 2126).

*Assemblée nationale.* — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4411 (Document n° 7794). — Dépôt du rapport par M. Guesdon, p. 4798 (Document n° 7862). — Discussion,

p. 5012; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 5011 (rectificatif, p. 5350) (Loi n° 49-983 du 23 juillet 1949, J. O. du 24 juillet 1949).

*Conseil de la République.* — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Cornu tendant à inviter le Gouvernement à débattre d'urgence les crédits affectés à des investissements importants pour la défense nationale, p. 76 (Document n° 47).

#### RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour le mois de mars 1949, p. 1511 (Document n° 6760). — Dépôt du rapport par M. Pieven, p. 1545 (Document n° 6789). — Discussion, p. 1550; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1551.

*Conseil de la République.* — Transmission du projet de loi, p. 663 (Document n° 211). — Lecture du rapport par M. Pellenc, p. 672; discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 673.

*Assemblée nationale.* — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3593 (Loi n° 49-333 du 12 mars 1949, J. O. du 13 mars 1949).

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'exercice 1949 (n° 5913), p. 321 (Document n° 6276). — Dépôt d'un rapport de M. Pieven sur: 1° le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour le premier trimestre 1949; 2° le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'exercice 1949 (nos 5965, 6010, 5913, 6276), p. 382 (Document n° 6334). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Triboulet, p. 913 (Document n° 6578). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Robert Prigent, p. 913 (Document n° 6583). — Discussion, p. 934. — Suite de la discussion, p. 1013, 1102, 1115, 1131, 1191. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 1211 (Document n° 6349). — Dépôt d'une troisième lettre rectificative, p. 1371 (Document n° 6713); suite de la discussion, p. 1395, 1413, 1411; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'exercice 1949* », p. 1455 (rectificatif, p. 1612).

*Conseil de la République.* — Transmission du projet de loi, p. 632 (Document n° 229). — Dépôt du rapport par M. Pellenc, p. 658 (Document n° 254). — Discussion, p. 768. — Suite de la discussion, p. 806, 820, 830, 859; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 833.

*Assemblée nationale.* — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2224 (Document n° 6492). — Dépôt du rapport par M. Pieven, p. 2264 (Document n° 6993). — Discussion, p. 2264; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 2276 (rectificatif, p. 2425) (Loi n° 49-482 du 8 avril 1949, J. O. du 10 avril 1949).

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949, dépenses civiles de reconstruction et d'équipement — opérations nouvelles, p. 1459 (Document n° 6765) (rectificatif, p. 2248). — Dépôt du rapport par M. Charles Baragès, p. 2552 (Document n° 7177). — Discussion générale, p. 416; discussion des différents ministères: *Affaires étrangères, Haut commissariat de la République en Saxe et Agriculture*, p. 419, 422; *Anciens combattants et victimes de la guerre*, p. 452, 4293; *Éducation nationale*, p. 4159, 4158, 4293; *Finances et affaires économiques*, p. 4187, 4294; *France d'outre-mer*, p. 4183, 4294; *Industrie et commerce*, p. 418; *Intérieur*, p. 4158, 4193, 4296; *Justice*, p. 4203, 4296; *Marine marchande*, p. 4203, 4297; *Présidence du conseil*, p. 4204, 4297; *La construction et urbanisme*, p. 4203, 4297, 4293; *Santé publique et population*, p. 4207, 4297; *Travail et sécurité sociale*, p. 4204, 4297; *Travaux publics*, p. 4208, 4297; *Caisse nationale d'épur-*

que, Postes, télégraphes et téléphones et Radiodiffusion, p. 4298, 4299, 4300. — Discussion des articles, p. 4213, 4300; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4305 (rectificatifs, p. 4306, 5664).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1781 (Document n° 575). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1941 (Document n° 617). — Discussion générale, p. 2013; discussion des différents ministères: Affaires étrangères, Haut commissariat de la République en Sarre et Agriculture, p. 2022, 2031; Anciens combattants et victimes de la guerre, p. 2021, 2032; Education nationale, p. 2025, 2032; Finances et affaires économiques, p. 2027, 2033; France d'outre-mer, p. 2027, 2031; Industrie et commerce, p. 2028; Intérieur et Justice, p. 2028, 2031; Marine marchande et Présidence du Conseil, p. 2019, 2014; Reconstruction et urbanisme, p. 2029, 2035, 2036; Santé publique et population, Travail et sécurité sociale, Travaux publics et transports, p. 2030, 2035; Caisse nationale d'épargne, Postes, télégraphes et téléphones, Radiodiffusion française, p. 2036, 2037. — Discussion des articles, p. 2022, 2037; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2038 (rectificatif, p. 2066).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3810 (Document n° 7902). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3395 (Document n° 7928). — Discussion, p. 5201; adoption de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 5205 (Loi n° 49-985 du 25 juillet 1949, J. O. du 26 juillet 1949).

## LOI DE FINANCES (1)

Art. 1<sup>er</sup>. — Autorisations de programme et des crédits de paiement. — Montant (Etat A).

**Assemblée nationale.** — Discussion, p. 4149. — Adoption, p. 4213.

**Conseil de la République.** — Discussion p. 2022. — Adoption, p. 2030.

**Assemblée nationale.** — Adoption avec modifications, p. 5205.

Art. 2. — Autorisations de programme et des crédits de paiement (Etat B).

**Assemblée nationale.** — Discussion, p. 4292. — Adoption, p. 4298.

**Conseil de la République.** — Discussion, p. 2031. — Adoption, p. 2036.

Art. 3. — Opérations d'urbanisme dans les villes sinistrées. — Annulation de crédits.

**Assemblée nationale.** — Adoption, p. 4298.

**Conseil de la République.** — Adoption, p. 2036.

Art. 4 et 5. — Budgets annexes. — Autorisation de programme et des crédits de paiement.

**Assemblée nationale.** — Discussion, p. 4298. — Adoption, p. 4300.

**Conseil de la République.** — Adoption, p. 2036.

Art. 6. — Recettes extraordinaires des budgets annexes. — Montant.

**Assemblée nationale.** — Adoption, p. 4300. **Conseil de la République.** — Adoption, p. 2037.

Art. 7 et 8. — Budget annexe de la radiodiffusion française. — Modification des recettes extraordinaires.

**Assemblée nationale.** — Adoption, p. 4300.

**Conseil de la République.** — Adoption, p. 2037.

Art. 9. — Autorisations de programme et crédits de paiement. — Crédits bloqués.

**Assemblée nationale.** — Adoption, p. 4301.

**Conseil de la République.** — Discussion et adoption, p. 2037.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux des comptes rendus in extenso et à ceux de la loi de finances du 25 juillet 1949 promulguée au J. O. du 26 juillet 1949.

Art. 10. — Sociétés dont l'Etat est actionnaire. — Augmentations de capital.

**Assemblée nationale.** — Discussion, p. 4309. — Adoption, p. 4303.

**Conseil de la République.** — Adoption, p. 2037.

Art. 11. — Société de recherches et d'études minières en Tunisie. — Augmentation de capital. — Participation de l'Etat.

**Assemblée nationale.** — Adoption, p. 4303.

**Conseil de la République.** — Adoption, p. 2038.

Art. 12. — Sociétés, syndicats et associations ou entreprises faisant appel au concours financier de l'Etat. — Contrôle.

**Assemblée nationale.** — Discussion et disjonction, p. 4303.

**Conseil de la République.** — Reprise du texte du Gouvernement et adoption, p. 2038.

**Assemblée nationale.** — Adoption, p. 5285.

Art. 13. — Ports maritimes. — Déblaiement et remise en état. — Autorisation d'engagements.

**Assemblée nationale.** — Adoption, p. 4303.

**Conseil de la République.** — Adoption, p. 2038.

Art. 14. — Libération d'autorisations de programme et de crédits de paiement.

**Assemblée nationale.** — Adoption, p. 4303.

**Conseil de la République.** — Adoption, p. 2038.

Art. 15. — Interdiction aux ministres de prendre des mesures entraînant des augmentations de dépenses.

**Assemblée nationale.** — Adoption, p. 4304.

**Conseil de la République.** — Adoption, p. 2038.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Cozard, tendant à inviter le Gouvernement à affecter les sommes provenant de l'emprunt et excédant 100 milliards à une tranche supplémentaire d'équipement et d'investissement, p. 429 (Document n° 6351). — Retrait, p. 1084.

## SERVICES CIVILS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Hutin-Desgrées, tendant à inviter le Gouvernement à exiger des économies des départements ministériels et administratifs spécialement en ce qui concerne les missions et les déplacements, p. 2809 (Document n° 7292).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport général préliminaire par M. Jean Berthoin, rapporteur général, sur les projets de loi adoptés par l'Assemblée nationale, portant répartition des abattements globaux opérés sur les budgets par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 797 (Document n° 295).

## AFFAIRES ÉCONOMIQUES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des affaires économiques par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 256 (Document n° 6227). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 744 (Document n° 6515) (rectificatif, p. 1151). — Discussion, p. 1725, 1746; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1769.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 726 (Document n° 266). — Dépôt du rapport par M. Duchel, p. 930 (Document n° 335); discussion, p. 994; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1001 (rectificatif, p. 1112).

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2416 (Loi n° 49-560 du 20 avril 1949, J. O. du 24 avril 1949).

## AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget des affaires étrangères par la loi n° 48-1992 du 31 décembre

1948, p. 256 (Document n° 6228). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 744 (Document n° 6516). — Discussion, p. 1889; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1897 (rectificatif, p. 2017).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 726 (Document n° 276). — Dépôt du rapport par M. Bollfraud, p. 799 (Document n° 296). — Discussion, p. 908; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 914.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2419 (Document n° 7017). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2449 (Document n° 7044). — Discussion, p. 2480; adoption du projet de loi avec modifications, p. 2482 (Loi n° 49-557 du 20 avril 1949, J. O. du 24 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour le fonctionnement de la 6<sup>e</sup> session du conseil des ministres des affaires étrangères, p. 446 (Document n° 7892). — Dépôt du rapport par M. Jacques Duclos, p. 5469 (Document n° 8087). — Adoption du projet de loi, p. 6051.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2309 (Document n° 812). — Dépôt du rapport par M. Bollfraud, p. 2704 (Document n° 842). — Discussion, p. 2837; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2838.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6700 (Loi n° 49-1601 du 20 décembre 1949, J. O. du 21 décembre 1949).

## AGRICULTURE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de l'agriculture par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 280 (Document n° 6266). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 744 (Document n° 6514). — Discussion, p. 2317, 2332; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2317 (rectificatif, p. 2551).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 992 (Document n° 350). — Dépôt du rapport par M. de Montalembert, p. 1075 (Document n° 361). — Discussion, p. 1065; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1074 (rectificatif, p. 1142).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2496 (Document n° 7091 bis). — Dépôt d'un rapport par M. Charles Barangé, p. 2496 (Document n° 7092). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 2482 (Loi n° 49-565 du 20 avril 1949, J. O. du 24 avril 1949).

## ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de guerre par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 256 (Document n° 6225). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 745 (Document n° 6522). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 2322 (Document n° 7055). — Discussion, p. 2390. — Suite de la discussion, p. 2449, 2579, 2648, 2663, 2680; adoption du projet de loi, p. 2691.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1204 (Document n° 399). — Dépôt du rapport par M. Chapalain, p. 1204 (Document n° 404). — Discussion, p. 1224; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1238.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2911 (Document n° 7266). — Dépôt du rapport par M. Aubry, p. 3081 (Document n° 7328). — Discussion, p. 3210; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3213 (Loi n° 49-767 du 10 juin 1949, J. O. du 12 juin 1949).

## AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de l'aviation civile et commerciale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 197 (Document n° 6173). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 745 (Document n° 6519). — Discussion, p. 1712; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1720.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 726 (Document n° 264). — Dépôt du rapport par M. Albert Lamarké,



p. 798 (Document n° 300). — Discussion, p. 976; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 977.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2420 (Document n° 7019). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2419 (Document n° 7078). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 2476 (Loi n° 49-561 du 20 avril 1949; J. O. du 24 avril 1949).

## CAISSE D'ÉPARGNE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe de la caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1949, p. 1370 (Document n° 6097). — Dépôt du rapport par M. Eugène Rigal, p. 1371 (Document n° 6706) (rectificatif, p. 1531). — Discussion, p. 2187; adoption du projet de loi, p. 2188.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 883 (Document n° 321). — Dépôt du rapport par M. Sclafér, p. 1075 (Document n° 362). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1089.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2493 (Loi n° 49-571 du 20 avril 1949; J. O. du 24 avril 1949).

## ÉDUCATION NATIONALE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de l'éducation nationale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 250 (Document n° 6260). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 744 (Document n° 6513). — Discussion, p. 1981, 2001. — Suite de la discussion, p. 2021, 2050, 2075; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2096 (rectificatif, p. 2125).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 820 (Document n° 363). — Dépôt du rapport par M. Auberger, p. 982 (Document n° 310). — Discussion, p. 1013; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1064 (rectificatif, p. 1112).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2446 (Document n° 7083 bis). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2495 (Document n° 7089). — Discussion, p. 2483; adoption du projet de loi, p. 2486 (Loi n° 49-562 du 20 avril 1949; J. O. du 24 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à préciser que le supplément de subvention de 25 millions porté au chapitre 407, paragraphe B du budget de l'éducation nationale est bien destiné à maintenir aux taux perçus au 1<sup>er</sup> janvier 1948 l'ensemble des redevances mensuelles dues par les étudiants locataires de fondations de la cité universitaire de Paris, p. 1459 (Document n° 6739).

## FINANCES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget des finances par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 280 (Document n° 6263). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 745 (Document n° 6518). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 1831 (Document n° 6883). — Discussion, p. 2163; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2167.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 817 (Document n° 313). — Dépôt du rapport par M. Pauly, p. 930 (Document n° 336). — Discussion, p. 993, 1001; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1005.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2420 (Document n° 7079). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2495 (Document n° 7090). — Discussion, p. 2478; adoption du projet de loi avec modifications, p. 2480 (Loi n° 49-559 du 20 avril 1949; J. O. du 24 avril 1949).

## FRANCE D'OUTRE-MER

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la France d'outre-mer par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 280 (Document n° 6264). — Dépôt

du rapport par M. Charles Barangé, p. 744 (Document n° 6512). — Discussion, p. 1936, 1949. — Suite de la discussion, p. 1975; adoption, p. 1981.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 766 (Document n° 286). — Dépôt du rapport par M. Sallier, p. 993 (Document n° 316). — Discussion, p. 1026; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1037.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2196 (Document n° 7090 bis). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2496 (Document n° 7091). — Adoption du projet de loi, avec modifications, p. 2471 (Loi n° 49-566 du 20 avril 1949; J. O. du 24 avril 1949).

## INDUSTRIE ET COMMERCE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de l'industrie et du commerce par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 280 (Document n° 6265). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 744 (Document n° 6511). — Discussion, p. 1818. — Suite de la discussion, p. 1878; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1881.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 726 (Document n° 272). — Dépôt du rapport par M. Georges Mafrane, p. 930 (Document n° 338). — Discussion, p. 980; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 982.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2420 (Document n° 7051). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2419 (Document n° 7075). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 2477 (Loi n° 49-561 du 20 avril 1949; J. O. du 24 avril 1949).

## INTÉRIEUR

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de l'intérieur par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 256 (Document n° 6230). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 744 (Document n° 6508). — Discussion, p. 2133, 2150; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2163.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 817 (Document n° 314). — Dépôt du rapport par M. Jacques Mastieau, p. 930 (Document n° 339). — Discussion, p. 1004; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1017 (rectificatif, p. 1442).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2420 (Document n° 7074). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2495 (Document n° 7089). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 2477 (Loi n° 49-558 du 20 avril 1949; J. O. du 24 avril 1949).

## JUSTICE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la justice par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 280 (Document n° 6248). — Dépôt du rapport par Charles Barangé, p. 1260 (Document n° 6052). — Discussion, p. 1720; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1720.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 726 (Document n° 265). — Dépôt du rapport par M. Emilien Lieutaud, p. 826 (Document n° 309). — Discussion, p. 911; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 913.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2410 (Document n° 7026). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2419 (Document n° 7042). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 2475 (Loi n° 49-556 du 20 avril 1949; J. O. du 24 avril 1949).

## MARINE MARCHANDE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la marine marchande par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 197 (Document n° 6176). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 745 (Document n° 6520). — Discussion, p. 2188. — Suite de la discussion, p. 2237, 2249; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2257 (rectificatif, p. 2425).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 921 (Document n° 331). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 982 (Document n° 313). — Discussion, p. 1017; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1023.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2416 (Loi n° 49-570 du 20 avril 1949; J. O. du 24 avril 1949).

## MONNAIES ET MÉDAILLES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe des monnaies et médailles pour l'exercice 1949, p. 2117 (Document n° 7056). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3261 (Document n° 7390). — Adoption du projet de loi, p. 3053 (rectificatif, p. 5350).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 689). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2381.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5514 (Loi n° 49-1067 du 2 août 1949; J. O. du 5 août 1949).

## \* POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones pour l'exercice 1949, p. 1370 (Document n° 6098). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 1371 (Document n° 6712) (rectificatif, p. 1531). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Barangé, p. 2165 (Document n° 6954). — Discussion, p. 2257. — Suite de la discussion, p. 2288, 2310. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 2461 (Document n° 7055). — Suite de la discussion, p. 2418; adoption du projet de loi, p. 2419 (rectificatif, p. 2496).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1095 (Document n° 376). — Dépôt du rapport par M. Sclafér, p. 1095 (Document n° 377). — Rejet, au scrutin, d'une demande de discussion immédiate, p. 1101. — Discussion, p. 1209; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1221.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2410 (Document n° 7267). — Dépôt du rapport par M. Dagain, p. 3081 (Document n° 7329). — Discussion, p. 3213; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3216 (rectificatif, p. 3376) (Loi n° 49-765 du 10 juin 1949; J. O. du 12 juin 1949).

## PRÉSIDENCE DU CONSEIL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la présidence du conseil par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 256 (Document n° 6229). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 744 (Document n° 6507). — Discussion, p. 2177. — Suite de la discussion, p. 2203, 2224; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2257 (rectificatif, p. 2425).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 921 (Document n° 332). — Dépôt du rapport par M. André Diethelm, p. 993 (Document n° 317). — Discussion, p. 1037; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1048 (rectificatif, p. 1112).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2496 (Document n° 7086 bis). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2495 (Document n° 7087). — Discussion, p. 2488; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 2490 (Loi n° 49-554 du 20 avril 1949; J. O. du 24 avril 1949).

## RAVITAILLEMENT (SERVICE DU)

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la présidence du conseil (ravitaillement) par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 280 (Document n° 6262). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 744 (Document n° 6510). — Discussion, p. 1884; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1889.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 726 (Document n° 273). — Dépôt du rapport par M. Fléchet, p. 826 (Document n° 307). — Discussion, p. 977; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 980.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2416 (Loi n° 49-555 du 20 avril 1949, J. O. du 24 avril 1949).

## RADIODIFFUSION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget annexe de la radiodiffusion française, p. 2117 (Document n° 7031). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 3909 (Document n° 7651). — Discussion, p. 4771, 4786, 4797. — Suite de la discussion, p. 4923; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4913.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2128 (Document n° 653). — Dépôt du rapport par M. Minvielle, p. 2131 (Document n° 656). — Discussion, p. 2167; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2178 (rectificatif, p. 2278).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5126 (Document n° 7997). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5350 (Document n° 8032). — Discussion, p. 5577; adoption, au scrutin, du projet de loi avec modifications, p. 5580 (Loi n° 49-1032 du 30 juillet 1949, J. O. du 2 août 1949).

## RECONSTRUCTION ET URBANISME

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 2. la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 324 (Document n° 6277). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 745 (Document n° 6517). — Discussion, p. 1788; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1793.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 726 (Document n° 269). — Dépôt du rapport par M. Jean-Marie Grenier, p. 826 (Document n° 303). — Discussion, p. 933; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 935.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2416 (Loi n° 49-563 du 20 avril 1949, J. O. du 24 avril 1949).

## SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la santé publique et de la population par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 280 (Document n° 6261). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 744 (Document n° 6509). — Discussion, p. 1773; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1787 (rectificatif, p. 1831).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 726 (Document n° 268). — Dépôt du rapport par M. Landry, p. 797 (Document n° 297). — Discussion, p. 856; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 859.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2216 (Document n° 6987). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2419 (Document n° 7045). — Discussion, p. 2486; adoption du projet de loi avec modifications, p. 2458 (Loi n° 49-569 du 20 avril 1949, J. O. du 24 avril 1949).

## TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget du travail et de la sécurité sociale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 197 (Document n° 6177). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 743 (Document n° 6521). — Discussion, p. 1691; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1702 (rectificatif, p. 1834).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 726 (Document n° 263). — Dépôt du rapport par M. Demusois, p. 798 (Document n° 298). — Discussion, p. 935; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 941.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2419 (Document n° 7028). — Dépôt du rapport par M. Charles

Barangé, p. 2419 (Document n° 7046). — Discussion, p. 2475; adoption du projet de loi, p. 2476 (Loi n° 49-567 du 20 avril 1949, J. O. du 24 avril 1949).

## TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des travaux publics, des transports et du tourisme par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, p. 256 (Document n° 6226). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 745 (Document n° 6523). — Discussion, p. 1067; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1083.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 494 (Document n° 208). — Dépôt du rapport par M. Albert Lamarque, p. 798 (Document n° 299). — Discussion, p. 965; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 976.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2420 (Document n° 7050). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2419 (Document n° 7077). — Discussion, p. 2490; adoption du projet de loi avec modifications, p. 2491 (Loi n° 49-563 du 20 avril 1949, J. O. du 24 avril 1949).

## Budget de 1950.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi de finances pour l'exercice 1950, p. 5802 (Document n° 8135). — Retrait, p. 6073.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture des crédits applicables au mois de janvier 1950 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1950, p. 7619 (Document n° 8908). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7651 (Document n° 8917). — Discussion, p. 7651; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7665.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2977 (Document n° 959). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 2986; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2993.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 8933); dépôt du rapport par M. Charles Barangé (Document n° 8934) et discussion, p. 7685; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 7687 (Loi n° 49-1641 du 31 décembre 1949, J. O. du 1<sup>er</sup> janvier 1950).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi de finances pour l'exercice 1950, p. 6074 (Document n° 8336). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6189 (Document n° 8425). — Discussion générale, p. 6990, 7004. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Jean-Raymond Guyon, p. 7050 (Document n° 8789). — Suite de la discussion, p. 7060, 7084, 7109. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 7121 (Document n° 8308). — Suite de la discussion, p. 7138, 7152, 7186, 7226, 7212. — Discussion des articles, p. 7243, 7263, 7298, 7330. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative (Document n° 8857) et suite de la discussion des articles, p. 7351, 7363. — Dépôt d'une troisième lettre rectificative, p. 7618 (Document n° 8909) et suite de la discussion des articles, p. 7619, 7638. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Jean-Raymond Guyon, p. 7551 (Document n° 8920) et suite de la discussion des articles, p. 7665; discussion reportée à la session extraordinaire de 1950 (rectificatif, p. 7622).

## LOI DE FINANCES

Dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1950.

**Assemblée nationale** (art. 1<sup>er</sup>). — Article réservé, p. 7213; discussion, p. 7493. — Adoption, p. 7494.

Ouverture de crédits pour les dépenses des services civils en 1950. — Montant.

**Assemblée nationale** (art. 2). — Discussion, p. 7243. — Adoption, p. 7282.

Ouverture de crédits pour les dépenses des services militaires en 1950. — Montant maximum.

**Assemblée nationale** (art. 3). — Discussion, p. 7298.

Réparation des dommages de guerre et investissements productifs.

**Assemblée nationale** (art. 4). — Discussion, p. 7308, 7330. — Adoption, au scrutin, p. 7345.

Opérations de prêts et de garanties. — Ouverture de crédits. — Montant maximum.

**Assemblée nationale** (art. 5). — Article réservé, p. 7315. — Discussion, p. 7475. — Adoption, p. 7493.

Interaction aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses.

**Assemblée nationale** (art. 6). — Discussion, p. 7352. — Adoption, au scrutin, p. 7352.

Perception des impôts directs et indirects pour l'année 1950.

**Assemblée nationale** (art. 7). — Article réservé, p. 7352. — Discussion, p. 7491. — Adoption, p. 7475.

Sociétés. — Impôt exceptionnel sur les super-bénéfices au titre de l'année 1949.

**Assemblée nationale** (article additionnel). — Discussion, p. 7364. — Rejet, au scrutin, p. 7367.

Impôt sur les sociétés dû au titre du dernier exercice clos. — Dispense du versement de l'acompte trimestriel pour l'année 1950. — Date de versement.

**Assemblée nationale** (article additionnel). — Discussion, p. 7367. — Disjonction, p. 7369.

Parl au livre. — Application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 186 de la loi de finances du 16 avril 1930 concernant le pari mutuel en dehors des champs de courses.

**Assemblée nationale** (article additionnel). — Discussion, p. 7369. — Retrait, p. 7370.

Achats et ventes d'or et de monnaies-or. — Exportations et importations. — Droits de douane ou de statistique.

**Assemblée nationale** (articles additionnels). — Retrait, p. 7371.

Salariés recevant une rémunération annuelle égale et supérieure à 1 million de francs. — Création d'un impôt spécial.

**Assemblée nationale** (article additionnel). — Discussion, p. 7371. — Disjonction, p. 7373.

Réforme fiscale. — Discussion de l'ensemble du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 avant le 31 mars 1950.

**Assemblée nationale** (article additionnel). — Discussion et rejet, au scrutin, p. 7372.

Décret portant réforme fiscale. — Cessation de mise en application s'il n'est soumis au Parlement avant le 1<sup>er</sup> février 1950.

**Assemblée nationale** (article additionnel). — Discussion, p. 7372. — Rejet, au scrutin, p. 7373.

Surtaxe progressive. — Calcul. — Taux.

**Assemblée nationale** (article additionnel). — Discussion et retrait, p. 7373.

Pensionnés des lois du 31 mars et du 24 juin 1919. — Division du revenu imposable. — Nombre de parts.

**Assemblée nationale** (article additionnel). — Retrait, p. 7373.

Provisions pour renouvellement de stocks. — Incorporation au capital des entreprises. — Prorogation.

**Assemblée nationale** (article additionnel). — Discussion, p. 7373. — Retrait, p. 7373.

Réforme fiscale. — Modification à l'article 1 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948.

**Assemblée nationale** (article additionnel). — Retrait, p. 7374.

**Distillateurs et entrepositaires d'alcools. — Dédutions de magasin.**

Assemblée nationale (article additionnel). — Retrait, p. 7374.

**Traitements et salaires. — Assujettissement à la taxe proportionnelle. — Tarif. — Réduction pour charges de famille. — Recouvrement de l'impôt par retenue à la source.**

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et renvoi à la commission, p. 7374; rejet, p. 7474.

**Exploitations relevant de l'application de la réduction des bénéfices agricoles. — Modification à l'article 11 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948.**

Assemblée nationale (articles additionnels). — Discussion, p. 7375. — Adoption, au scrutin, d'un article additionnel, p. 7374, 7377, et disjonction, au scrutin, d'un second article additionnel, p. 7377.

**Impôt sur les bénéfices agricoles. — Assimilation des cultures de tabac aux cultures générales.**

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et disjonction, p. 7377.

**Bénéfices agricoles imposables en 1950. — Coefficients.**

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 7374, 7377; renvoi à la commission, p. 7378; suite de la discussion, p. 7495. — Article rectifié et passé après l'article 27, p. 7614.

**Extension aux contrats de transports routiers des droits de timbre applicables aux transports par voie ferrée.**

Assemblée nationale (art. 8 et 9). — Discussion, p. 7380. — Adoption, p. 7383.

**Droit d'enregistrement sur les autorisations d'exploiter une entreprise de transports routiers.**

Assemblée nationale (art. 10 à 12). — Disjonction par la commission, p. 7383.

**Taxe au poids sur certains véhicules automobiles poids lourds. — Impôt sur les pneumatiques. — Taxe sur les gas-oils.**

Assemblée nationale (art. 13 à 20). — Disjonction par deux lettres rectificatives, p. 7385 (art. 13 et 14 nouveaux). — Discussion, p. 7383. — Disjonction, au scrutin, de l'article 13, p. 7387. — Dépôt d'un amendement tendant à modifier l'article 14 et discussion, p. 7387; rejet au scrutin, p. 7393. — Dépôt d'un amendement tendant à reprendre, sous forme d'article 15, le texte de l'article 13 et discussion, p. 7389; rejet, au scrutin, p. 7391.

**Taxe sur les cessions de véhicules automobiles d'occasion.**

Assemblée nationale (art. 21 à 23). — Disjonction par la commission, p. 7385.

**Majorations de tarifs. — Droits de mutation à titre onéreux**

Assemblée nationale (art. 24). — Discussion, p. 7385. — Adoption, p. 7387.

**Revenu des personnes physiques. — Taux de la taxe proportionnelle en ce qui concerne le revenu des capitaux mobiliers.**

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et rejet, au scrutin, p. 7474.

**Produit des réparations à recevoir de l'Allemagne pour l'année 1950. — Fixation.**

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 7391. — Rejet, au scrutin, p. 7392.

**Reconduction et majoration des décimes institués par l'article 8 de la loi du 31 décembre 1948.**

Assemblée nationale (art. 25). — Discussion, p. 7392; article réservé, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 7394; vote sur la question de confiance, p. 7596; adoption, au scrutin, de l'article, sans modifications, p. 7612.

**Traitements et salaires. — Majoration du versement forfaitaire.**

Assemblée nationale (art. 26). — Disjonction, p. 7391.

**Taxe sur les bénéfices non distribués des sociétés.**

Assemblée nationale (art. 27). — Discussion, p. 7394; article réservé, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 7398; vote sur la question de confiance, p. 7607; adoption, au scrutin, de l'article, sans modifications, p. 7613.

**Taux de la taxe additionnelle au droit d'apport en société.**

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 7613. — Adoption, p. 7614.

**Affectation en 1950 à la caisse autonome de la reconstruction de différentes recettes.**

Assemblée nationale (art. 27 bis). — Discussion, p. 7666; article reporté à la session extraordinaire de 1950, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 7608.

**Affectation de ressources autorisées par les articles 25 et 27 aux dépenses de réparation des dommages de guerre.**

Assemblée nationale (art. 28). — Article réservé, p. 7398.

**Affectation de ressources aux dépenses de réparation des dommages de guerre et de prêts et garanties. — Reconduction à l'exercice 1950.**

Assemblée nationale (art. 29). — Discussion, p. 7399. — Adoption, p. 7400.

**Autorisation au ministre des finances de réaliser auprès de la caisse des dépôts et consignations des emprunts spéciaux.**

Assemblée nationale (art. 30). — Adoption, p. 7400.

**Emprunts réalisés en application des articles 30 et 48. — Produit n'ayant pas atteint la somme prévue. — Majoration de la taxe sur les traitements et salaires.**

Assemblée nationale (art. 30 bis). — Discussion et disjonction, au scrutin, p. 7475.

**Interdiction de percevoir des impôts non autorisés.**

Assemblée nationale (art. 31). — Adoption, p. 7400.

**Produits et revenus ordinaires et permanents. — Evaluation.**

Assemblée nationale (art. 32). — Article réservé, p. 7400.

**Ressources extraordinaires. — Evaluation.**

Assemblée nationale (art. 33). — Article réservé, p. 7400.

**Opérations de recettes et de dépenses retracées dans des comptes spéciaux du Trésor. — Autorisations en 1950.**

Assemblée nationale (art. 34). — Adoption, p. 7401.

**Autorisation au ministre des finances à procéder en 1950 à des opérations de conversion ou à des émissions de rentes.**

Assemblée nationale (art. 35). — Adoption, p. 7401.

**Liste non limitative des renseignements à fournir aux assemblées.**

Assemblée nationale (art. 36). — Article réservé, p. 7402. — Adoption, p. 7403.

**Nomenclature des services votés.**

Assemblée nationale (art. 37). — Adoption, p. 7403.

**Projet de loi organique du budget prévu par l'article 16 de la Constitution à soumettre à l'Assemblée avant le 1<sup>er</sup> mars 1950.**

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 7403.

**Création d'une dotation budgétaire spéciale pour dépenses éventuelles.**

Assemblée nationale (art. 38). — Discussion et adoption, p. 7404.

**Transfert de crédits par décret à l'intérieur des budgets des départements militaires.**

Assemblée nationale (art. 39). — Discussion, p. 7404. — Adoption, p. 7408.

**Plan de reclassement de la fonction publique. — Conditions de réalisation.**

Assemblée nationale (art. 40). — Discussion, p. 7408. — Adoption, p. 7416.

**Dépenses publiques. — Plan de réduction.**

Assemblée nationale (art. 41). — Discussion, p. 7416. — Adoption, p. 7418.

**Organismes professionnels. — Services et offices d'Etat. — Contrôle de la commission prévue à l'article précédent.**

Assemblée nationale (art. 41 bis). — Discussion et adoption, p. 7419.

**Annulation des crédits rendus disponibles par l'exécution du plan de réduction des dépenses publiques.**

Assemblée nationale (art. 42). — Adoption, p. 7419.

**Société nationale des chemins de fer français et entreprises publiques. — Limitation du concours financier de l'Etat.**

Assemblée nationale (art. 43). — Discussion, p. 7419. — Adoption, p. 7422.

**Blocage des crédits ouverts en 1950 à la Société nationale des chemins de fer français. — Déblocages trimestriels.**

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 7422. — Rejet au scrutin, p. 7423.

**Les majorations d'impôts ne pourront être incluses dans les prix.**

Assemblée nationale (art. 44). — Suppression, p. 7424.

**Non-application des dispositions des articles 8 et 9 de la présente loi aux départements d'outre-mer.**

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et renvoi à la commission, p. 7424. — Adoption, p. 7474.

**Plan de lutte contre la fraude fiscale.**

Assemblée nationale (art. 45). — Adoption, p. 7424.

**Fraude fiscale. — Plan. — Etablissement de commissions juridictionnelles paritaires.**

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 7424, et renvoi à la commission, p. 7425.

**Répressement de la fraude fiscale. — Détachement des agents du contrôle économique à la direction générale des impôts.**

Assemblée nationale (art. 45 bis nouveau). — Discussion, p. 7425; renvoi à la commission, p. 7426, et adoption, p. 7475.

**Mesures concernant certaines catégories de possesseurs d'avoirs à l'étranger.**

Assemblée nationale (art. 46 et 47). — Discussion, p. 7426, 7427; disjonction de l'article 46, p. 7427; suppression de l'article 47, p. 7431.

**Autorisation d'émission d'emprunts avec garantie de l'Etat en faveur de certains établissements.**

Assemblée nationale (art. 48). — Discussion, p. 7428. — Adoption, p. 7431.

**Caisse autonome de la reconstruction. — Autorisation d'émettre des emprunts autres que ceux visés à l'article 48.**

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et disjonction, p. 7431.

**Paiement d'indemnités de reconstitution de biens au moyen de titres ou d'engagements de paiement différé.**

Assemblée nationale (art. 49). — Disjonction, p. 7431. — (Art. 50). — Discussion, p. 7431. — Adoption, p. 7436.

**Titres émis à concurrence de 20 milliards de francs. — Réservés au paiement d'indemnités afférentes aux éléments d'exploitation agricole.**

**Assemblée nationale** (article additionnel) — Adoption, p. 7437.

**Etablissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. — Bénéfice forfaitaire de l'exploitation agricole. — Coefficients.**

**Assemblée nationale** (article additionnel) — Discussion, p. 7614, 7619, 7633. — Disjonction, au scrutin, p. 7639.

#### DÉPENSES MILITAIRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement l'exercice 1950, p. 6934 (Document n° 8735).

#### RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (réparations des dommages de guerre), p. 6533 (Document n° 8581) (rectificatif, p. 6705). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 7208 (Document n° 8833).

— Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements (prêts et garanties pour l'exercice 1950) p. 6533 (Document n° 8582). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 7203 (Document n° 8833).

— Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (travaux neufs, subventions et participations en capital), p. 6595 (Document n° 8606).

#### SERVICES CIVILS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, p. 5802 (Document n° 8136). — Retrait, p. 6074.

— Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, p. 6074 (Document n° 8337). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6159 (Document n° 8426).

— Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des votes et moyens affectés au financement des dépenses de l'exercice 1950, p. 6595 (Document n° 8602).

**Budgets communaux et départementaux. — V. Départements villes et communes (budget). — Impôts (taxes départementales et communales).**

**Bulletin officiel du registre du commerce et du registre des métiers.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Chautard sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif au bulletin officiel du registre du commerce et du registre des métiers (N° 5955), p. 430 (Document n° 6313). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Duforest, p. 1612 (Document n° 6814). — Discussion, p. 1801; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1802 (rectificatif, p. 1966) (Loi n° 49-483 du 9 avril 1949, J. O. du 10 avril 1949).

#### Bureaux d'aide sociale.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant création de bureaux d'aide sociale, p. 429 (Document n° 6319). — Dépôt d'un rapport par M. Fernand Bouxom sur: 1° le projet de loi portant création de bureaux d'aide sociale; 2° la proposition de loi de M. Segelle tendant à fusionner les bureaux de bienfaisance et les bureaux d'assistance en bureaux d'aide sociale (n° 6319-1952), p. 3792 (Document n° 7610). — Retrait de l'ordre du jour, p. 6963.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à instituer un bureau national d'entraide, p. 777 (Document n° 6330).

## C

**Cachets officiels. — V. Sceaux, timbres et cachets officiels.**

**Cadastre. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 118.**

**Café. — V. Denrées alimentaires et produits nationaux. — France d'outre-mer (produits d'outre-mer). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 36, 122. — (Conseil de la République), n° 30.**

#### Caisses autonomes d'AMORTISSEMENT.

**Assemblée nationale.** — Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée au comité financier de la caisse autonome d'amortissement, p. 5959.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Verdelle tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les ressources de la caisse autonome d'amortissement en affermant ou exploitant la publicité par vignettes sur les produits vendus par la S. E. I. T. A., p. 2472 (Document n° 796).

#### Caisses nationales d'ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS ET D'ACCIDENTS.

**Assemblée nationale.** — Proclamation des membres de la commission supérieure de la caisse nationale d'assurance en cas de décès et de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents, p. 21.

**Conseil de la République.** — Demande de désignation d'un membre chargé de la représenter au sein de la commission supérieure de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents, p. 1332. — Désignation de candidature, p. 1379. — Nomination de membre, p. 1381.

#### Caisse nationale d'ASSURANCE SUR LA VIE.

**Conseil de la République.** — Demande de désignation d'un membre chargé de la représenter au sein de la commission supérieure de la caisse nationale d'assurance sur la vie, p. 1332. — Désignation de candidature, p. 1379. — Nomination de membres, p. 1381.

#### Caisse de COMPENSATION. — V. Allocations familiales.

#### Caisse nationale de CREDIT AGRICOLE. — V. Agriculture (Crédit agricole).

**Conseil de la République.** — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole (application du décret n° 49-318 du 12 mars 1949), p. 2126. — Désignation de candidatures, p. 2119. — Nomination de membres, p. 2161.

#### Caisse des DEPOTS ET CONSIGNATIONS.

**Assemblée nationale.** — Dépôt du rapport de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1948 de cet établissement, p. 4922 (Document n° 7956).

**Conseil de la République.** — Dépôt du rapport de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1948, p. 2096.

#### Caisse des DEPOTS ET VIREMENTS DE TITRES. — V. Valeurs mobilières.

#### Caisse nationale d'ENTRAIDE AUX FAMILLES DE MARINS PÊCHEURS.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître et à encourager la création de caisses locales d'entraide aux familles de péris en mer; à reconnaître la caisse nationale d'entraide aux familles de marins pêcheurs péris en mer et à accorder aux unes et aux autres la qualification d'utilité publique, p. 6210 (Document n° 8452). — Dépôt du rapport par M. Eugène Reeb, p. 6531 (Document n° 8532). — Discussion, p. 6469; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 6472.

#### Caisses d'ÉPARGNE. — V. Impôts (revenus).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bordeaux sur la participation des caisses d'épargne au financement de la reconstruction, p. 2551 (Document n° 7479).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de M. Chazette tendant à inviter le Gouvernement à faire compléter l'article 3 de la loi du 8 avril 1946, relatif à l'emploi du boni des caisses d'épargne, p. 2472 (Document n° 789).

**Conseil de la République.** — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure des caisses d'épargne, p. 2426. — Désignation de candidatures, p. 2426. — Nomination de membres, p. 2442.

#### Caisses d'ÉPARGNE D'ALSACE ET DE LORRAINE.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à proroger l'ensemble des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux caisses d'épargne d'Alsace et de Lorraine, p. 4172 (Document n° 7746). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 6531 (Document n° 8583). — Discussion, p. 7006; adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à proroger les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle », p. 7007.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2730 (Document n° 893). — Lecture du rapport par M. Schæfer, p. 2761 et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2765.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7186.

#### Caisse centrale de la FRANCE D'OUTRE-MER. — V. France d'outre-mer (départements).

#### Caisse autonome de la RECONSTRUCTION. — V. Banque de France.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Laniel sur les propositions de loi: 1° de M. Thiriot, portant modification de l'article 5 de la loi n° 48-465 du 21 mars 1948, instituant une caisse autonome de la reconstruction; 2° de M. Crouzier, portant modification de l'article 5 de la loi du 21 mars 1948, instituant une caisse autonome de la reconstruction (n° 5717, 5966), p. 4596 (Document n° 7936). — Adoption de l'ensemble après modification du titre: « Proposition de loi portant modification de l'article 5 de la loi n° 48-465 du 21 mars 1948 instituant une caisse autonome de la reconstruction », p. 6050 (rectificatif, p. 6137).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2508 (Document n° 814). — Dépôt du rapport par M. Jean-Marie Grenier, p. 2753 (Document n° 915). — Discussion, p. 2916; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2917.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7621.

#### Caisse autonome de RETRAITE DES AGENTS DE CHEMINS DE FER. — V. Pensions et retraites (agents des chemins de fer et des transports.)

#### Caisse de RETRAITES ET DE PRÉVOYANCE DES CLERCS DE NOTAIRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier portant affiliation des clercs et employés de notaires d'Algérie à la caisse de retraite et d'assistance instituée dans la métropole par la loi du 12 juillet 1937, p. 3203 (Document n° 7367). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 6979 (Document n° 8745).

#### Caisse nationale de RETRAITES POUR LA VIEillesse

**Assemblée nationale.** — Proclamation des membres de la commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, p. 21.

#### Calamités agricoles et viticoles. — V. Agriculture. — Viticulture.



**Calamités publiques.** — V. *Accidents d'aviation.* — *Accidents de chemins de fer.* — *Algérie.* — *Incendies.* — *Inondations.* — *Mines et carrières (personnel).* — *Pêches maritimes.* — *Ports maritimes et fluviaux.* — *Poudres et explosifs.* — *Questions orales (Assemblée nationale),* n° 57.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide à toutes les victimes de la tempête qui a sévi sur nos côtes les 24, 25 et 26 octobre 1949, p. 5942 (Document n° 8263). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tanguy Prigent tendant à inviter le Gouvernement à envisager toutes mesures utiles pour venir en aide aux populations des côtes bretonnes, victimes de la tempête des 24 et 25 octobre 1949, p. 5942 (Document n° 8279). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 6189 (Document n° 8422). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Reeb, p. 6335 (Document n° 8533). — Adoption de l'ensemble, p. 6685.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'indemnité aux personnes ayant été victimes des calamités publiques qui se sont produites du 4<sup>er</sup> janvier 1948 au 15 janvier 1948 sur l'ensemble du territoire, p. 7 (Document n° 6057).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide à toutes les victimes de la tempête qui a sévi sur les côtes bretonnes les 30 et 31 décembre 1948, p. 31 (Document n° 6071).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à attribuer d'urgence au département du Morbihan un crédit de 32.195.796 francs, afin d'indemniser les victimes des dégâts causés par la tempête des 30 et 31 décembre 1948, p. 1800 (Document n° 6870). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 3203 (Document n° 7372).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des orages qui ont ravagé le département de l'Allier au mois de mai 1949, p. 3080 (Document n° 7312).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les dégâts causés en Savoie par la pluie et l'ouragan, p. 3154 (Document n° 7354).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boulet tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de l'Hérault victimes d'une récente tornade, p. 3147 (Document n° 7487).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wasmer tendant à inviter le Gouvernement à proposer d'urgence au Parlement le vote d'un secours exceptionnel pour les victimes des orages de grêle subis en mai et juin 1949 dans les cantons de Humignac et de Dammemarie (Haut-Rhin), p. 3659 (Document n° 7567).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ginestet tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de l'Aveyron, victimes de la grêle et de la sécheresse persistante, p. 4987 (Document n° 7998).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage qui s'est abattu sur la région de Brissac-Baronnies, p. 4987 (Documents n° 7969).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à attribuer au syndicat des dignes et dunes du Calvados un crédit de 500.000 francs, au titre de secours aux victimes des calamités publiques, p. 5903 (Document n° 8417).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Laniel tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions pour faire effectuer d'urgence les travaux de mise hors d'eau et faire voter les crédits nécessaires pour indemniser les populations victimes du cyclone qui a dévasté la région de Ferveques, pres Lisieux (Calvados), p. 5942 (Document n° 8252).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à faire parvenir d'urgence aux familles des péris en mer au cours de la tempête des 24, 25 et 26 octobre 1949, la somme de 10 millions de francs, au titre de premier secours, p. 6098 (Document n° 8389) (rectificatif, p. 6190).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour faire effectuer d'urgence les travaux de mise hors d'eau et faire voter les crédits nécessaires pour indemniser les populations victimes du cyclone qui a dévasté la région de Sedan (Ardennes), p. 6702 (Document n° 8631).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Denvers tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux familles des marins victimes des tempêtes qui ont sévi sur les côtes françaises durant les derniers jours du mois d'octobre 1949, p. 2472 (Document n° 782). — Dépôt du rapport par M. Denvers, p. 2508 (Document n° 819). — Discussion, p. 2518; adoption de la proposition de résolution, p. 2520.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cornu tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le moindre délai possible un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes des derniers ouragans qui ont provoqué d'importants dégâts dans certains départements et notamment dans les côtes du Nord, p. 20 (Document n° 10). — Dépôt du rapport par M. Cornu, p. 272 (Document n° 140).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Goux tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes des derniers ouragans qui ont provoqué d'importants dégâts dans certains départements de l'Ouest et notamment dans le Morbihan, p. 66 (Document n° 37).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chalenay tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes de la grêle qui s'est abattue sur le département de Maine-et-Loire le 4 mai 1949, p. 1316 (Document n° 446).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Auberger tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de l'Allier sinistrées par la grêle, p. 1361 (Document n° 450).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edouard Barthé tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux populations du département de l'Hérault, sinistrées par la grêle, p. 1443 (Document n° 474).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Breilles tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour venir en aide aux populations du département de la Gironde sinistrées par la tornade du 15 juin 1949, p. 1560 (Document n° 501).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Verdelle tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles pour venir en aide aux populations du département du Tarn, sinistrées par la tornade du 15 juin 1949, p. 1593 (Document n° 521).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zussy tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes de la grêle qui s'est abattue sur les arrondissements d'Altkirch et de Mulhouse les 29 mai et 8 juin 1949, p. 1628 (Document n° 528).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courrière tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour venir en aide aux populations du département de l'Aude sinistrées par les orages de juin 1949, p. 1676 (Document n° 557).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henry Assailly tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles pour venir en aide aux populations de l'Ariège, sinistrées par les orages de juin 1949, p. 1870 (Document n° 593).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de La Contrie tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de la Savoie sinistrées par la tornade du 30 mai 1949, p. 1908 (Document n° 607).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roin tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles pour venir en aide aux populations et aux collectivités du département de la Haute-Savoie, sinistrées par la tornade du 15 juin 1949, p. 1944 (Document n° 619).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Le Dégabel tendant à inviter le Gouvernement à provoquer le relèvement de la dotation du chapitre 601 « Secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques » du budget de l'intérieur pour 1949, en vue d'allouer un complément d'indemnisation aux victimes des dégâts provoqués par la tempête des 30 et 31 décembre 1948, particulièrement dans le département du Morbihan, p. 2594 (Document n° 815).

#### Calendrier (Réforme du).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la réunion d'une conférence mondiale à l'effet de procéder à la réforme du calendrier, p. 9 (Document n° 8).

**Cameroun.** — V. *France d'outre-mer.* — *Pensions et retraites (personnel d'outre-mer).*

**Camionnage urbain.** — V. *Transports et voies de communications (transports ferroviaires et routiers).*

**Camions-bazars.** — V. *Commerce et industrie.*

**Canpeurs.** — V. *Interpellations* n° 114.

**Camps de concentration en Allemagne.** — V. *Prisonniers et déportés.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 62.

**Camps de Fréjus.** — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 71.

**Canaux, cours d'eau et rivières.** — V. *Interpellations* n° 151, 278. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 63.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement : 1° à réaliser la modernisation de la branche nord du canal de l'Est entre la frontière belge et Sedan; 2° à mettre à l'étude et à réaliser le canal du Nord-Est reliant le bassin de Lorraine et le Rhin au bassin du Nord, p. 6979. (Document n° 8757).

#### Canaux d'irrigation.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Julian tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures pour la réalisation des travaux de parachèvement, réparations, améliorations et extensions du canal d'irrigation de Ventavon (Hautes-Alpes), p. 6653 (Document n° 8619).

**Cantines scolaires.** — V. *Enseignement primaire.*

**Cantons et communes.** — V. *Administration communale.* — *Départements, villes et communes.* — *Elections cantonales.* — *Justice (organisation).*

**Cantoniers de l'Etat.** — V. *Tratement (travaux publics).*

**Capitaux.** — V. *Interpellations* n° 177. — *Sociétés par actions.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Furaud tendant à rétablir la situation des possesseurs d'or en Grande-Bretagne dont les avoirs ont été réquisitionnés par le Gouvernement français en vertu d'une application exceptionnelle des termes de la loi du 26 décembre 1945, du décret du 1 juin 1946 et de l'avis n° 228 de l'Office des changes, p. 498 (Document n° 6243).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles au débilo-

cage d'avoirs en « Reichmark » déposés dans une banque allemande en zone française d'occupation et appartenant à des Français déportés au camp de Schirmeck pendant l'occupation allemande, p. 6702 (Document n° 8633).

**Caprins et ovins.** — V. Agriculture (cheptel).

**Carburants.** — V. Combustibles. — Douanes (tarifs). — Impôts (chiffre d'affaires). — Interpellations, n° 264.

**Carte du combattant.** — V. Anciens combattants et victimes de la guerre.

**Cartes grises.** — V. Interpellations n° 213.

**Carte d'identité.** — V. Timbre.

**Carte de ravitaillement.** — V. Ravitaillement.

**Carte sociale.** — V. Economiquement faibles.

**Casinos.** — V. Impôts (contributions indirectes).

**Censure.** — V. Assemblée nationale (règlement).

**Centres d'appareillage.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montagnier, tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder aux centres d'appareillage les matières premières indispensables pour la fabrication d'appareils de prothèse, orthopédiques, ainsi qu'à faire aménager ces centres d'une façon plus salubre, p. 5515 (Document n° 8114).

**Centre national d'éditions universitaires.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Lamps, sur la proposition de M. Giovinetti, tendant à créer un centre national d'éditions universitaires (n° 4521, 5291), p. 6119 (Document n° 8522).

**Centre « Jean-Moulin ».**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Mazuez sur la proposition de résolution de M. Genest, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention substantielle au centre Jean-Moulin, maison de poste des déportés et internés patriotes (n° 5799), p. 4441 (Document n° 7820).

**Centre national de la pénicilline.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud, tendant à inviter le Gouvernement à promulguer sans délai les textes d'application prévus par la loi n° 46-1172 du 23 mai 1946, portant création de la société des produits biochimiques et notamment le décret prévu à l'article 6, approuvant les statuts de cette société, p. 506 (Document n° 6397). — Dépôt du rapport par M. Segelle, p. 1007 (Document n° 6399). — Discussion, p. 1026. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Segelle, p. 1594 (Document n° 6807). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle, tendant à permettre l'acquisition du centre national de la pénicilline par le centre national de transfusion sanguine, p. 1390 (Document n° 6720). — Lecture du rapport par M. Pierre Segelle, p. 1670; discussion, p. 1671. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire sur la proposition de loi et la proposition de résolution par M. Segelle, p. 1965 (Document n° 6905). — Discussion, p. 2411; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi mettant gratuitement à la disposition de l'œuvre de la transfusion sanguine d'urgence les installations et l'équipement du centre militaire d'étude et de fabrication de la pénicilline et prévoyant l'expropriation de l'immeuble sis à et 6, rue Alexandre-Cabanel, à Paris », p. 2416.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 4094 (Document n° 371). — Lecture du rapport par M. Bernard Lafay et discussion, p. 4095; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 4100.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2196 (Document n° 7128). — Dépôt du rapport par M. Segelle, p. 2774 (Document n° 7218). — Discus-

sion, p. 2947; adoption de la proposition de loi, avec modifications, p. 2948 (Loi n° 49-762 du 10 juin 1949, J. O. du 11 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud, tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement de la totalité du personnel du centre national de la pénicilline, p. 1855 (Document n° 6887). — Octroi d'un délai supplémentaire pour la présentation du rapport, p. 2120. — Discussion d'urgence, p. 2576, et rejet, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 2578.

**Centres de rééducation fonctionnelle et professionnelle.** — V. Interpellation n° 63.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard, tendant à la création de centres de rééducation fonctionnelle et professionnelle en faveur des grands mutilés de guerre, p. 1830 (Document n° 6880). — Dépôt du rapport par M. Touchard, p. 3081 (Document n° 7326).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Porcinai, tendant à inviter le Gouvernement à créer un centre de rééducation fonctionnelle et d'orientation professionnelle à l'hôtel des Invalides pour les grands mutilés de guerre, p. 3080 (Document n° 7317). — Dépôt du rapport par M. Macouin, p. 3261 (Document n° 7388).

**Centre universitaire et scientifique.**

**Assemblée nationale.** — Retrait d'un projet de loi tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne (n° 2267, année 1947), p. 3791.

**Céréales.** — V. Agriculture (blé, céréales). — Impôts (chiffre d'affaires). — Interpellations n° 95, 281. — Office interprofessionnel des céréales.

**Chambres d'agriculture.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Hardoux, tendant à accroître les ressources et l'action des chambres d'agriculture, p. 2551 (Document n° 7178).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson, tendant à inviter le Gouvernement à provoquer les élections complémentaires aux chambres d'agriculture par application de la loi du 3 janvier 1924, p. 3314 (Document n° 7122).

**Chambres civiques.** — V. Epuration, indiguité nationale.

**Chambre de commerce.** — V. Ports maritimes et fluviaux.

**Chambre des députés.** — V. Pensions et retraites (personnels civil et militaire).

**Chambre des métiers.** — V. Interpellations, n° 248. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 23.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi fixant la date des élections aux chambres de métiers, p. 61 (Document n° 6099). — Lecture du rapport par M. Jules Duquesne et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 930.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 407 (Document n° 181). — Lecture du rapport par M. Tharradin et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 427.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1084 (Loi n° 49-286 du 2 mars 1949, J. O. du 3 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Biscarlet tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les passagers roumains de la taxe pour frais de chambre des métiers, p. 3147 (Document n° 7460).

**Champagne.** — V. Viticulture.

**Change.** — V. Capitaux. — Monnaie. — Tourisme.

**Chantiers de jeunesse.** — V. Pensions et retraites (anciens combattants).

**Chambre.** — V. Questions orales (Conseil de la République, n° 114).

**Charbon.** — V. Combustibles solides et dérivés. — Mines et carrières (personnel).

**Charbonnages de France.** — V. Combustibles solides et dérivés.

**Charoot (Docteur).** — V. Pensions et retraites (pensions et rentes viagères).

**Charcuterie.** — V. Viande.

**Chasse.** — V. Algérie (armes de chasse).

**Assemblée nationale.** — Adoption de la proposition de résolution de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à: 1° Récupérer en Allemagne les armes de chasse transférées pendant l'occupation; 2° Mettre en vente, par priorité aux personnes spoliées, les armes de chasse encore stockées; 3° Livrer aux prioritaires, victimes de ces spoliations, les armes actuellement fabriquées, p. 2747.

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'exercice du droit de chasse, p. 1211 (Document n° 6656).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Montagnier tendant à abaisser le prix du permis de chasse et à modifier le 2° alinéa de l'article 12 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 des voies et moyens, p. 3446 (Document n° 7455).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à réglementer, pour les prochaines campagnes de chasse, la chasse à la bécasse, afin d'accorder à tous les chasseurs, conformément à la réglementation des lois en vigueur, le droit de pratiquer la chasse à la bécasse, p. 4306 (Documentation n° 7701). — Dépôt du rapport par M. Zunino, p. 7538 (Document n° 8889).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Montagnier tendant à une meilleure organisation de la chasse, en créant un statut général de la chasse en France et abrogeant les actes dits lois du 28 juin 1911 et du 27 décembre 1911 et les arrêtés qui en découlent, p. 5254 (Document n° 8015).

**Chaussure (industrie de la).** — V. Questions orales (Conseil de la République, n° 47).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alphonse Denis tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dans le plus bref délai, les mesures nécessaires pour: 1° imposer une baisse substantielle des prix des cuirs et peaux bruts tannés et produits fabriqués; 2° pour rechercher et poursuivre les auteurs de la spéculation, p. 550 (Document n° 6430). — Dépôt du rapport par M. Alphonse Denis, p. 6980 (Document n° 8751).

**Chemins de fer.** — V. Accidents de chemins de fer. — Délits de boissens. — Interpellations n° 51, 55, 110, 143, 152. — Postes, télégraphes et téléphones (tarifs). — Transports et voies de communication.

**Chemins de fer français (Société nationale des).** — V. Interpellations n° 18, 270. — Questions orales (Conseil de la République), n° 44.

**Conseil de la République.** — Dépôt par M. Pellenc, portant sur la Société nationale des chemins de fer français, du rapport annuel de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947), p. 1381 (Document n° 465).

**Cheptel.** — V. Agriculture. — Exportations et importations. — Interpellations, n° 285. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 404 (Conseil de la République), n° 37, 58.

**Chèques.** — V. Code de commerce. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 113.

**Chèques postaux.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 113.

**Chevaux.** — V. Agriculture (cheptel). — Exportations, importations.

**Chiffre d'affaire. — V. Impôts.**

**Chômage. — V. Code du travail (salaires). — Impôts (revenus). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 19 (Conseil de la République) n° 8. — Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers). — Viticulture.**

## ALLOCATIONS-SECOURS

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à servir des allocations de chômage, sur les crédits affectés au chapitre 401 du budget du travail aux ouvriers des chantiers et ateliers de Provence à Port-de-Bouc, pendant la durée de fermeture de ces ateliers par suite du lock-out patronal, p. 4716 (Document n° 7885). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à servir des allocations de chômage, sur les crédits affectés au chapitre 401 du budget du travail, aux ouvriers des chantiers et ateliers de Provence, à Port-de-Bouc, pendant la durée du lock-out patronal, p. 5259 (Document n° 8028). — Dépôt du rapport par M. Ramette, p. 5350 (Document n° 8033). — Discussion et adoption de l'ensemble après modification du titre « Proposition de loi concernant l'attribution d'allocations au personnel des chantiers de Provence à Port-de-Bouc », p. 5393.

**Conseil de la République. —** Transmission de la proposition de loi, p. 2399 (Document n° 752). — Rapporteur M. Jean Berthoin et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2401.

**Assemblée nationale. —** Avis conforme du Conseil de la République, p. 5663 (Loi n° 49-4062 du 2 août 1949 J. O. du 5 août 1949).

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Patinaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures qu'impose la situation angoissante des chômeurs totaux et partiels, p. 2591 (Document n° 7191). — Dépôt du rapport par M. Patinaud, p. 3739 (Document n° 7605). — Discussion et adoption de la proposition de résolution, p. 3949.

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ballanger tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 25 millions destiné à venir en aide au personnel lock-outé de l'entreprise Ford à Poissy, p. 3164 (Document n° 7499). — Dépôt du rapport par M. Ramette, p. 3659 (Document n° 7577). — Discussion, p. 3664; adoption de la proposition de résolution, p. 3665.

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'un rapport de M. Bessel, sur les propositions de loi: 1° de M. Marcel Noël, tendant à étendre le bénéfice des indemnités d'intempéries prévues par la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946 à certaines catégories de travailleurs du bâtiment, du bois, des carrières et matériaux de construction; 2° de M. Jacques Bardoux, sur l'indemnisation du chômage-intempéries dans les entreprises artisanales du bâtiment; 3° de M. Henri Buffet, relative à la non-application aux entreprises artisanales du bâtiment et des travaux publics de la loi du 21 octobre 1946 instituant une indemnité de chômage en cas d'intempéries (nos 2667, 3002, 2226), p. 4000 (Document n° 7696).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à faire bénéficier des allocations de chômage les travailleurs sans emploi quelle que soit la localité dans laquelle ils résident, p. 2593 (Document n° 7188).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Patinaud tendant à remédier d'urgence à la situation angoissante des chômeurs totaux et partiels, p. 6075 (Document n° 8370).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage partiel aux ouvriers des usines de conserves, p. 7497 (Document n° 8873).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 5 millions destinés à venir en aide au personnel lock-outé de l'entreprise « Chantiers et Ateliers de Provence », à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), p. 4396 (Document n° 7792).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme François tendant à accorder un colat de vivres mensuels à tous les chômeurs et à leurs familles, p. 7498 (Document n° 8877).

**Conseil de la République. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Berlaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour faire bénéficier de l'allocation de chômage certains artisans non compris parmi les bénéficiaires de secours accordés aux chômeurs salariés, p. 1124 (Document n° 387).

## CODIFICATION

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre portant codification des textes sur le chômage et modification de certaines de leurs dispositions, p. 2593 (Document n° 7190).

**Chopin (Frédéric). — V. Fêtes et cérémonies commémoratives.**

**Cinématographie. — V. Interpellations n° 3, 125, 126, 231. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 52.**

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de loi de M. Lacaze tendant à modifier les règles de contrôle des films cinématographiques, p. 1084 (Document n° 6618).

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Bichet tendant à protéger les artistes et techniciens du cinéma contre l'insolvabilité de certains producteurs, p. 381 (Document n° 6321).

**Cité internationale de l'astronomie.**

**Conseil de la République. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Aubert tendant à inviter le Gouvernement à créer une cité internationale de l'astronomie à Saint-Michel-l'Observatoire (Basses-Alpes), p. 1710 (Document n° 565). — Dépôt du rapport par M. Pujol, p. 2778 (Document n° 917).

**Cité sanitaire de Clairvivre.**

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Péron tendant à inviter le Gouvernement à s'entourer de toutes informations relatives à la position et à l'état de la « Cité sanitaire » de Clairvivre (Dordogne) et à prendre toutes mesures utiles afin de faire cesser la situation scandaleuse qui y est créée, p. 5501 (Document n° 8185).

**Cité universitaire. — V. Budget (éducation nationale). — Questions orales (Conseil de la République), nos 15, 79.**

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à préciser que le supplément de subvention de 25 millions porté au chapitre 407, paragraphe B, du budget de l'éducation nationale est bien destiné à maintenir le taux ancien des loyers de la cité universitaire de Paris, p. 1006 (Document n° 6605). — Retrait, p. 1370.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayol, tendant à alouer une subvention de 25 millions à la Cité universitaire de Paris, en vue de maintenir, sans augmentation, les anciens taux des loyers payés par les résidents, p. 2120 (Document n° 6913). — Dépôt du rapport par M. Cogniot, p. 2278 (Document n° 7014). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par Mme Charbonnel, p. 4506 (Document n° 7843).

**Citroën (usine). — V. Code du travail (salaires).**

**Coca-cola. — V. Boissons.**

**Cochinchine. — V. France d'outre-mer (Indochine).**

**Code CIVIL. — V. France d'outre-mer (textes généraux). — Impôts (revenus).**

**Conseil de la République. —** Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre le changement des prénoms de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive et à modifier les articles 350, 361 et 369 du code civil (nos 185, 11-33 et 11-130, année 1948), p. 83; adoption, p. 84.

**Assemblée nationale. —** Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 281 (Document n° 6271). — Dépôt du rapport par Mme Rabaté, p. 1961 (Document n° 6901). — Adoption avec modifications, p. 2111 (Loi n° 49-572 du 23 avril 1949, J. O. du 24 avril 1949).

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'un rapport de M. Delahoutre sur le projet de loi modifiant les lois des 15 décembre 1923 et 6 février 1911 relatives à la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre (n° 3922), p. 3522 (Document n° 7502). — Adoption du projet de loi, après modification du titre « *Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1923 relative à la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre et validant l'acte dit loi du 6 février 1911 modifiant les lois des 20 juin 1920 et 15 décembre 1923 relatives aux actes de l'état civil détruits* », p. 4113.

**Conseil de la République. —** Transmission du projet de loi, p. 2038 (Document n° 627). — Lecture du rapport par M. Reynouard, p. 2352; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2353.

**Assemblée nationale. —** Avis conforme du Conseil de la République, p. 5314 (Loi n° 49-1066 du 2 août 1949, J. O. du 5 août 1949).

**Assemblée nationale. —** Discussion de la proposition de loi de M. Desjardins, tendant à admettre la rescision des promesses de vente conclues avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939 en cas de lésion de plus des sept douzièmes (nos 225-3628), p. 2726; adoption, après modification du titre « *Proposition de loi tendant à compléter l'article 1675 du code civil en ce qui concerne la rescision pour lésion de promesses de vente* », p. 2727.

**Conseil de la République. —** Transmission de la proposition de loi, p. 1283 (Document n° 321). — Dépôt du rapport par M. Jozeau-Marigné, p. 2065 (Document n° 612). — Adoption d'un avis défavorable sur la proposition de loi, p. 2097 (rectificatif, p. 2225).

**Assemblée nationale. —** Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4983 (Document n° 7961). — Dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 5359 (Document n° 8046). — Adoption de la proposition de loi, avec modifications, p. 6051 (Loi n° 49-1509 du 28 novembre 1949, J. O. du 29 novembre 1949).

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reneuret, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires décédés en Indochine et à Madagascar, la mention « Mort pour la France », p. 601 (Document n° 6118). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 4988 (Document n° 7953). — Adoption, p. 6050.

**Assemblée nationale. —** Adoption de la proposition de loi de M. Emile Hugues, tendant à modifier les dispositions légales réglant la rédaction des testaments authentiques et mystiques (nos 2656-1001), après modification du titre « *Proposition de loi tendant à modifier les articles 971, 972, 973, 974, 976, 977, 979, 980 et 1007 du code civil (dispositions testamentaires) et l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat* », p. 6796.

**Conseil de la République. —** Transmission de la proposition de loi, p. 2758 (Document n° 901).

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur: 1° le projet de loi relatif aux testaments faits dans un lieu avec lequel toute communication est interrompue; 2° les propositions de loi: a) de M. Desjardins, tendant à rendre variables les dispositions testamentaires et irrégulièrement rédigées par les prisonniers et déportés morts en captivité avant le mois de juin 1946; b) de M. Jean Masson, tendant à compléter l'article 901 du code civil et à assimiler le mineur appelé sous les drapeaux, en temps de guerre, le mineur déporté, requis ou victime de faits de guerre et dont l'acte de décès mentionne qu'il est mort pour la France; c) de M. Jean Masson, tendant à compléter l'article 904 du code civil et à assimiler au mineur appelé sous les drapeaux, en temps de guerre, le mineur déporté, requis ou victime de faits de guerre et dont l'acte de décès mentionne qu'il est mort pour la France; d) de M. Viard, tendant à valider les dispositions testamentaires exprimées de 1939 à 1945 par les déportés, travail-

leurs forcés ou prisonniers de guerre hors des formes légales; c) de M. Dorey, sénateur, tendant à valider les dernières volontés exprimées en dehors des formes légales par les déportés et travailleurs forcés au cours de la guerre 1939-1945 (nos 2801-597-1815-3568-1266-3313), p. 3009 (Document n° 7307).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant modification au régime de l'adoption et de la légitimation adoptive, p. 601 (Document n° 6156).

— Dépôt d'un projet de loi accordant aux militaires et marins mobilisés à Madagascar le bénéfice des dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939 ayant pour objet de permettre, en temps de guerre, le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux, p. 2908 (Document n° 7265).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'abandon de famille, p. 3999 (Document n° 7631).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pawlowski tendant à modifier les articles 314 et 368 du code civil relatifs à l'adoption et à la légitimation adoptive, p. 324 (Document n° 6311).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Serre tendant à la suppression de l'article 759 du code civil et à la modification de l'article 760 du même code relatifs aux droits des enfants naturels légalement reconnus dans les successions de leurs père et mère, p. 635 (Document n° 6163).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vaillant-Couturier tendant à accorder aux familles des déportés étrangers « non rentrés » le bénéfice du jugement décennal de décès prévu par la loi n° 46-855 du 30 avril 1946, p. 658 (Document n° 6189).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Darrou tendant à régulariser l'état civil des déportés étrangers résidant en France avant 1939, non rentrés, p. 1591 (Document n° 6801).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à préciser l'état civil des enfants légitimés adoptivement, p. 3260 (Document n° 7396).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Roques tendant à modifier les articles 155 et 161 du code civil relatifs aux dépenses des prohibitions matrimoniales, p. 3117 (Document n° 7186).

**Code de COMMERCE.** — V. *Bulletin officiel du registre de commerce et du registre des métiers*

**Assemblée nationale.** — Discussion: 1° de la proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à compléter la loi du 4 septembre 1917 sur la domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre; 2° de la proposition de résolution de M. Theellen tendant à inviter le Gouvernement à modifier la domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre (nos 3528, 4176, 5150, 5771), p. 2123; adoption après modification du titre: *Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 47-1702 du 4 septembre 1917 portant domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre*, p. 2125.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 4071 (Document n° 360). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 1903 (Document n° 608). — Discussion, p. 1966; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1968.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1699 (Loi n° 49-966 du 21 juillet 1949, J. O. du 21 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Chautard sur la proposition de loi de M. Paul Bastid tendant à compléter l'article 160 du code de commerce relatif aux protêts (n° 4509), p. 325 (Document n° 6503). — Discussion, p. 2727; adoption après modification du titre: *Proposition de loi relative à la publicité des protêts*, p. 2729.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1283 (Document n° 422). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 1618 (Document n° 520). — Discussion, p. 1638; adoption de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 1612 (rectificatif, p. 1710).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4000 (Document n° 7701). — Dépôt du rapport par

M. Chautard, p. 4810 (Document n° 7913). — Discussion, p. 5630 et adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 5631 (Loi n° 49-1093 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delahoutre tendant à compléter l'article 31 du code de commerce relatif à diverses catégories d'actions dans les sociétés par actions, p. 291 (Document n° 6258).

— Dépôt d'un avis du Conseil économique sur le projet de loi sur la réforme du registre du commerce (n° 4223), p. 1617 (Document n° 6323).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Courant tendant à limiter le privilège de la sécurité sociale et des allocations familiales en matière de faillites et de liquidations judiciaires, p. 3659 (Document n° 7589).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony portant modification de l'article 105 du code de commerce, p. 5803 (Document n° 8173).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pourmader tendant à modifier l'article 616 de la loi de 1807 relative au code du commerce, p. 5941 (Document n° 8263).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deshors tendant à inviter le Gouvernement à proposer, sans plus attendre, à l'approbation de l'Assemblée nationale, un projet de loi renforçant les pénalités pour l'émission de chèques sans provision, p. 6076 (Document n° 8361).

#### Code DISCIPLINAIRE ET PENAL DE LA MARINE MARCHANDE.

**Conseil de la République.** — Transmission d'un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 15 de la loi du 17 décembre 1926, portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande, p. 49 (Document n° 131). — Dépôt du rapport par M. Gracia, p. 52 (Document n° 38). — Adoption, p. 210.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 600 (Loi 49-240 du 23 février 1949, J. O. du 24 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Sieffréd tendant à compléter l'article 74 du code disciplinaire et pénal de la marine marchande (loi du 17 décembre 1926), p. 912 (Document n° 6565).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Binot tendant à compléter l'article 74 du code disciplinaire et pénal de la marine marchande (loi du 17 décembre 1926), p. 1893 (Document n° 6890).

#### Code de la FAMILLE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'article 1er de la loi du 2 septembre 1911 sur la protection de la naissance et constatation de nullité de la loi du 18 décembre 1911, p. 6533 (Document n° 8562).

#### Code d'INSTRUCTION CRIMINELLE. — V. France d'outre-mer.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Minjot sur l'avis transmis par le Conseil de la République sur le projet de loi tendant à abroger le septième alinéa de l'article 411 du code d'instruction criminelle (n° 6032), p. 2215 (Document n° 6963). — Adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 2718 (Loi n° 49-736 du 7 juin 1949, J. O. du 8 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Dominjon sur le projet de loi modifiant les articles 9, 16 et 50 du code d'instruction criminelle relatifs aux officiers de police judiciaire (n° 2591), p. 1831 (Document n° 6877). — Adoption du projet de loi, p. 2537.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1204 (Document n° 402).

— Dépôt du rapport par M. Gaston Charlet, p. 1414 (Document n° 473). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1629.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3999 (Loi n° 49-896 du 7 juillet 1949, J. O. du 8 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter l'article 1er de la loi du 29 mars 1912, validée par l'ordonnance du 28 octobre 1915, relative à la prescription de l'action publique et des peines, p. 1371 (Document n° 6702). — Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur: 1° le projet de loi concernant la prescription en matière pénale; 2° la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter l'article 1er de la loi du 29 mars 1912, validée par l'ordonnance du 23 octobre 1915, relative à la prescription de l'action publique et des peines (nos 5726, 6702), p. 3009 (Document n° 7309). — Adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi tendant à modifier la loi validée du 29 mars 1912 relative à la prescription de l'action publique et des peines*, p. 3317.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1536 (Document n° 489).

— Dépôt du rapport par M. Reauvais, p. 2115 (Document n° 769). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2166.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6021 (Document n° 8325).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 23, 21, 63, 69 et 326 du code d'instruction criminelle, p. 2550 (Document n° 7133).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 135 du code d'instruction criminelle, p. 3446 (Document n° 7402).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 251 et 310 du code d'instruction criminelle et 217 du code pénal, p. 5802 (Document n° 8191).

— Dépôt d'un projet de loi complétant le livre II titre III, chapitre IV du code d'instruction criminelle, p. 5802 (Document n° 8192).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 196 du code d'instruction criminelle, n. 5803 (Document n° 8199).

— Dépôt d'un projet de loi relatif aux pouvoirs des juges d'instruction et procureurs de la République, p. 5803 (Document n° 8198).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 510 et suivants du code d'instruction criminelle, p. 7537 (Document n° 8897).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Debo-Bridel portant modifications à la loi du 8 décembre 1897 et à certains articles du code d'instruction criminelle, p. 2150 (Document n° 659).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 5074 (Document n° 7938).

**Code PENAL.** — V. *Algérie. — Amnistie. — Bagne. — Code d'instruction criminelle. — Condamnations. — Expiration. — France d'outre-mer (textes généraux). — Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 125.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Minjot sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi tendant à modifier les articles 247, 248, 249, 210, 211, 215 et 217 du code pénal, la loi validée du 21 juillet 1912, réprimant l'évasion de la main-d'œuvre employée dans les établissements pénitentiaires et la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes (n° 6033), p. 711 (Document n° 6501). — Discussion, p. 1255; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi avec modifications, p. 1256 (Loi n° 49-340 du 14 mars 1949, J. O. du 15 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur le projet de loi modifiant l'article 365 du code pénal (n° 5560), p. 192 (Document n° 6199). — Discussion, p. 512; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 513.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 228 (Document n° 113). — Dépôt du rapport par M. Gaston Charlet, p. 920 (Document n° 331). — Discussion, p. 1089; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1091.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2576 (Document n° 7111). — Dépôt du rapport par M. Defos du Rau, p. 3522 (Document n° 7517). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 5051 (Loi n° 49-1016 du 28 juillet 1949, J. O. du 29 juillet 1949).



**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Forcinat tendant à accorder aux résistants poursuivis le bénéfice de la liberté provisoire, p. 4320 (Document n° 7781). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz concernant les détentions préventives de résistants, p. 4704 (Document n° 7871). — Dépôt du rapport par M. Silvandre, p. 4896 (Document n° 7921). — Discussion, p. 5180; adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi concernant les détentions préventives de résistants*, p. 5185.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2350 (Document n° 728). — Dépôt du rapport par M. Marcellin, p. 2390 (Document n° 750). — Discussion, p. 2391; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2397.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5591 (Document n° 8130). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5631 (Document n° 8131). — Discussion, p. 5631; adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec modifications, p. 5613 (Loi n° 49-1112 du 2 août 1949, J. O. du 9 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Discussion et adoption d'une proposition de loi de M. Bétolaud tendant à modifier l'article 380 du code pénal (vol entre parents), nos 708, 1669, p. 513.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 228 (Document n° 117). — Dépôt du rapport par M. Charlet, p. 623 (Document n° 225). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 806.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2169 (Document n° 6917).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Mondon sur la proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet d'abroger les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines d'emprisonnement qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes (n° 3107), p. 2909 (Document n° 7289).

— Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur la proposition de loi de M. Frédéric Dupont tendant à modifier les articles 147, 148 et 150 du code pénal relatifs aux faux en écriture (n° 4555), p. 3009 (Document n° 7396).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 475 du code pénal, p. 821 (Document n° 6513).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 8 de la loi du 11 août 1885 « sur les moyens de prévenir la récidive », p. 5803 (Document n° 8193).

— Dépôt d'un projet de loi tendant au renforcement de la lutte contre l'avortement, p. 5803 (Document n° 8195).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter le livre II du code pénal et modifiant les articles 61, 62, 263 et 365 dudit code, p. 6532 (Document n° 8550).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant les articles 139, 140, 142, 143, 144 et 260 du code pénal, p. 6532 (Document n° 8556).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à instituer un article 320 bis et modifiant l'article 431 du code pénal, p. 6533 (Document n° 8559).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 248 du code pénal, p. 6533 (Document n° 8561).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Livry-Level tendant à renforcer les peines contre les détenteurs d'armes illicites, p. 100 (Document n° 6149).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Livry-Level tendant à réprimer les attaques à main armée et les enlèvements, p. 100 (Document n° 6150).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cailla tendant à modifier l'article 317 du code pénal relatif à la répression de l'avortement, p. 549 (Document n° 6427).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vincent Badie tendant à assurer la protection de la liberté individuelle dans le droit pénal français, p. 1591 (Document n° 6796).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à réprimer les agressions à main armée, p. 1830 (Document n° 6575).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. July tendant à préconiser l'application des articles 309 et 311 du code pénal en cas d'utilisation de nouvelles techniques d'aveux spontanés, p. 2617 (Document n° 7197).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet la protection des animaux, p. 3999 (Document n° 7689).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boulet tendant à abolir la peine de mort, p. 4452 (Document n° 7832).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Raulin-Laboureur tendant à l'interdiction des arrestations préventives, p. 6188 (Document n° 8143).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Philippe Olmi tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article unique de la loi du 28 janvier 1937 modifiant l'article 401, paragraphe 4, du code pénal sur la grivèlerie, p. 6262 (Document n° 8161).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Dehù-Bridel portant modification de la loi du 22 juillet 1867, articles 6 et 9 (modification du taux d'échelonnement de la durée de la contrainte par corps), p. 1560 (Document n° 493).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 4385 (Document n° 7789).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thorat tendant à inviter le Gouvernement à mettre un terme aux détentions préventives anormalement prolongées, p. 1371 (Document n° 6714).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wasmer tendant à inviter le Gouvernement à accélérer les procédures pénales en matière de blessures par imprudence, p. 5834 (Document n° 8219).

#### Code de PROCEDURE CIVILE

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Reynouard sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, supprimant la tentative de conciliation dans les affaires du ressort des tribunaux de première instance (n° 11-30, année 1918), p. 52 (Document n° 33). — Discussion et adoption, p. 84.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 280 (loi n° 49-178 du 9 février 1949, J. O. du 10 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Wasmer sur la proposition de loi de M. Kuehn, tendant à abroger l'article 3 de l'ordonnance n° 45-179 du 5 février 1945 mettant en vigueur la procédure de référé dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 5623), p. 1898 (Document n° 6892). — Adoption de la proposition de loi, p. 2747.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1283 (Document n° 424). — Dépôt du rapport par M. Kalb, p. 1332 (Document n° 437). — Discussion et adoption, p. 1350.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3203 (loi n° 49-763 du 10 juin 1949, J. O. du 11 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garet tendant à modifier l'article 1033 du code de procédure civile relatif aux délais de procédure, p. 2215 (Document n° 6980).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Dehù-Bridel portant modifications aux articles 592 et 593 du code de procédure civile, p. 1560 (Document n° 491).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 4385 (Document n° 7789).

#### Code de la ROUTE. — V. Interpellations, n° 213.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant abrogation des articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'acte dit loi du 27 août 1940, p. 7187 (Document n° 8816).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Livry-Level, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures pour la plus stricte application du code de la route,

p. 487 (Document n° 6384). — Dépôt du rapport par M. Livry-Level, p. 1531 (Document n° 6782). — Adoption de la résolution, p. 1996.

**Code du TRAVAIL.** — V. France d'outre-mer. — Interpellations, nos 180, 247.

#### CAPITAL-TRAVAIL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Gau, tendant à la réforme de la structure économique, p. 109 (Document n° 6144).

#### COMITÉS D'ENTREPRISES

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure, complétant l'article 6 de la loi du 16 mai 1946 sur les comités d'entreprises (n° 1361), p. 6187.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Gazier tendant à assurer des ressources stables aux comités d'entreprises (n° 5310) p. 37 (Document n° 6085). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 1211 (Document n° 6458). — Adoption de la proposition de loi, p. 1997.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 820 (Document n° 305). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 1628 (Document n° 530). — Discussion, p. 1662; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1665.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4073 (Document n° 7726). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 5074 (Document n° 7985). — Discussion, p. 5653; adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec modifications, p. 5656 (Loi n° 49-1053 du 2 août 1949, J. O. du 4 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Gazier sur la proposition de loi de M. Meck tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les comités d'entreprises (nos 1214, 2116), p. 3314 (Document n° 7421). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Gazier, p. 6263 (Document n° 8179). — Adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 7196.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Cayol sur le projet de loi portant application au personnel dockeur et assimilé des ports maritimes et fluviaux des dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée, instituant des comités d'entreprise (n° 2587), p. 2496 (Document n° 7107). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Gazier, p. 4.000 (Document n° 7652).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Renard concernant le financement des œuvres des comités d'entreprises (n° 5620), p. 37 (Document n° 6085).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à préciser les pouvoirs des comités d'entreprise et à permettre une meilleure application de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée par la loi du 16 mai 1946 et par la loi du 7 juillet 1947, p. 1006 (Document n° 6611). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 2591 (Document n° 7195).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, p. 3153 (Document n° 7358).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard concernant le financement des œuvres sociales des comités d'entreprise, p. 3791 (Document n° 7622).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à porter à trois ans la durée du mandat des membres des comités d'entreprise, p. 5126 (Document n° 8006).

#### CONCERNANT D'IMMUEBLES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à compléter l'article 177 du livre 1<sup>er</sup> du code du travail, p. 3606 (Document n° 7511).

## CONGÉS PAYÉS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un avis de M. Gabriel Paul sur la proposition de loi de M. Perdon, tendant à accorder aux jeunes travailleurs des professions agricoles et forestières des congés payés d'une durée identique à ceux des autres professions (nos 3886 et 5086), p. 488 (Document n° 6381); adoption de la proposition de loi, p. 794.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 448 (Document n° 191). — Dépôt du rapport par M. Durieux, p. 1075 (Document n° 369). — Discussion, p. 1208; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1209.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2872 (Loi n° 49-760 du 9 juin 1949, J. O. du 10 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Musmeaux tendant à modifier les articles 51 F et 51 G du livre 2 du code du travail concernant les congés payés pour les travailleurs, p. 4092 (Document n° 7740).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duquesne tendant à inviter le Gouvernement à insinuer une indemnité complémentaire exceptionnelle de congés payés en faveur des salariés des professions industrielles, commerciales et agricoles, p. 4004 (Document n° 7705). — Dépôt du rapport par M. Musmeaux, p. 4411 (Document n° 7823). — Discussion sur l'urgence, p. 4910 et rejet, au scrutin, p. 4912.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à modifier l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 46-1823 du 19 août 1946 relative aux congés payés des jeunes travailleurs, p. 1794 (Document n° 6850). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant à modifier la loi du 10 août 1946 relative à l'indemnisation des congés payés pour les soldats libérés et pour les jeunes travailleurs, p. 4234 (Document n° 7751). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 7688 (Document n° 8319).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de Mlle Prévert sur le projet de loi tendant à modifier l'article 29 du livre 1<sup>er</sup> du code du travail concernant le repos des femmes en couches (n° 4581), p. 488 (Document n° 6382). — Dépôt du rapport supplémentaire par Mlle Prévert, p. 2168 (Document n° 6960).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à accorder un congé supplémentaire aux veufs, pères de famille, et exerçant une activité salariée, p. 4810 (Document n° 7915).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Clacys tendant à modifier la loi du 8 juin 1948 complétant l'article 51 G du livre II du code du travail, en vue d'accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité salariée, p. 5663 (Document n° 8127).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à assurer aux salariés libérés de leurs obligations militaires le bénéfice de leurs congés payés, p. 7688 (Document n° 8927).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Francine Lefebvre tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mères de famille salariées des facilités de congé le jour de la fête des mères, p. 1459 (Document n° 6744). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 1965 (Document n° 6906).

Voir également à la rubrique: *Code du travail (salaires et indemnités)*.

## CONSEILS DE PRUD'HOMMES

**Assemblée nationale.** — Discussion, en deuxième lecture et adoption de la proposition de loi modifiant l'article 69 du livre IV du code du travail, concernant la procédure devant les conseils de prud'hommes (nos 1011, 1606, 4540), p. 877 (Loi n° 49-265 du 26 février 1949, J. O. du 27 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Costes tendant à sauvegarder les créances de salaires sanctionnées par jugement et à accélérer la procédure en matière prud'homale, p. 487 (Document n° 6396).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à relever le taux de compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale, en dernier ressort, p. 4234 (Document n° 7755).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Delalande tendant à étendre aux conseillers prud'hommes le bénéfice de la loi du 2 août 1949 permettant aux salariés membres d'un conseil général, d'un conseil municipal ou d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale de participer aux délibérations de ce conseil, p. 2172 (Document n° 803).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 6188 (Document n° 8113).

## CONTRAT DE TRAVAIL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Amiot sur le projet de loi modifiant l'article 25 du livre 1<sup>er</sup> du code du travail (n° 4389), p. 659 (Document n° 6175). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 942.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 448 (Document n° 192). — Dépôt du rapport par M. Menu, p. 1283 (Document n° 414). — Discussion, p. 1296; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi modifiant l'article 25 du livre 1<sup>er</sup> du code du travail et insérant dans ledit code un article 25 a nouveau.* », p. 1299.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3009 (Document n° 7313). — Dépôt du rapport par M. Amiot, p. 3909 (Document n° 7660). — Discussion, p. 5653; adoption du projet après modification du titre: « *Projet de loi modifiant l'article 25 du livre 1<sup>er</sup> du code du travail et insérant dans ledit code un article 25 a nouveau.* », p. 5654 (Loi n° 49-1092 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à codifier les rapports entre employeurs et patrons de l'industrie textile, p. 2215 (Document n° 6975).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à assurer au jeune homme libéré du service militaire la continuité de son contrat de travail, p. 2908 (Document n° 7276).

## CONVENTIONS COLLECTIVES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlements des conflits collectifs du travail, p. 6187 (Document n° 8444). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 6534 (Document n° 8566). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Dumas tendant à un retour à la liberté des salaires dans le cadre des conventions collectives, p. 487 (Document n° 6377). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 2552 (Document n° 7130). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Lespès modifiant la loi n° 46-2924 du 29 décembre 1946 relative aux conventions collectives de travail, p. 2016 (Document n° 6921). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Patnaud tendant au rétablissement de la liberté des salaires dans le cadre des conventions collectives et à la détermination d'un salaire minimum garanti, p. 6596 (Document n° 8597). — Dépôt du rapport par M. Moisan, p. 6653 (Document n° 8615). — Discussion, p. 6891, 6907, 6924. — Suite de la discussion, p. 6950, 6962, 7011, 7066, 7190, 7641 (rectificatif, p. 7123).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier confirmant l'application de l'article 31 du livre 1<sup>er</sup> du code du travail sur les conventions collectives aux offices publics et ministériels, p. 1794 (Document n° 6851). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 2496 (Document n° 7105).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Croizat tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence le décret prévu à l'article 10 de la loi du 23 décembre 1946 sur les conventions collectives, p. 853 (Document n° 6568).

## CRÉDIT COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deshors tendant à inviter le Gouvernement à prescrire aux banques d'appliquer dans un esprit plus libéral la décision du conseil national du crédit en date du 29 septembre 1948, qui limitait les ouvertures de crédit et les soumettait à des justifications et autorisations préalables, p. 6076 (Document n° 8363).

## CUMUL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duforest modifiant les articles 8, 9 et 10 de la loi du 11 octobre 1940 sur la lutte contre le travail noir, p. 6263 (Document n° 8488).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David ayant pour but de réprimer le travail clandestin appelé communément travail noir, p. 7313 (Document n° 8817).

## DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi modifiant le chapitre IV du titre III du livre II du code du travail, p. 115 (Document n° 6161). — Dépôt d'un rapport de M. Bonnet sur: 1<sup>o</sup> le projet de loi modifiant le chapitre IV du titre III du livre II du code du travail; 2<sup>o</sup> de la proposition de loi de M. Le Scelleur tendant à modifier les dispositions de l'article 141 du livre II du code du travail (nos 6161, 3861), p. 659 (Document n° 6172). — Discussion, p. 678, 700, 738; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modification du titre: *Projet de loi modifiant le chapitre IV du titre III du livre II du code du travail*, p. 740 (rectificatif, p. 828).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 272 (Document n° 138). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 297 (Document n° 158). — Discussion, p. 298, 316; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 329 (rectificatif, p. 442).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 913 (Document n° 6589). — Dépôt du rapport par M. Bonnet, p. 1151 (Document n° 6611). — Discussion, p. 1257; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 1263 (Loi n° 49-304 du 7 mars 1949, J. O. du 8 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi modifiant le chapitre IV du titre III du livre II du code du travail, p. 281 (Document n° 6267) (rectificatif supprimant ce projet de loi, p. 328).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à modifier d'urgence une proposition de loi tendant à modifier l'article 156 a du livre II du code du travail, p. 3328 (Document n° 7132). — Dépôt du rapport par M. Beugnot, p. 3909 (Document n° 7673). — Adoption de la proposition de loi, p. 4413.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2038 (Document n° 629). — Dépôt du rapport par M. Henri Martel, p. 2159 (Document n° 665). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2264.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5384 (Loi n° 49-1017 du 2 août 1949, J. O. du 3 août 1949).

## HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à étendre aux entreprises de transport les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, p. 2550 (Document n° 7138). — Dépôt du rapport par M. Besset, p. 4000 (Document n° 7695).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la mise en vente des appareils, machines ou éléments de machines dangereux et des produits, appareils ou dispositifs de protection, p. 487 (Document n° 6390).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail dans les mines, p. 6533 (Document n° 8563).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Segelle tendant à instituer un diplôme national de médecine du travail et d'hygiène industrielle, p. 2215 (Document n° 6966). — Retrait de la proposition de loi, p. 2276.

#### PLACEMENT DES TRAVAILLEURS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945, relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, p. 6262 (Document n° 8162).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945, relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, p. 6882 (Document n° 8711).

#### POURBOIRE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Minjoz tendant à modifier et compléter les articles 42 A et 42 C du livre 1<sup>er</sup> du code du travail, relatifs au pourboire dans certaines professions, p. 198 (Document n° 6211).

#### RÉGIME ET DURÉE DU TRAVAIL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Gérard Duprat sur la proposition de loi de M. Caillaud tendant à considérer que pour une durée de trois années la semaine légale du travail sera de 48 heures (n° 5617), p. 1896 (Document n° 6893).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant au retour à la semaine de 40 heures et à la modification du mode de calcul du minimum vital, p. 1530 (Document n° 6767).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Serre tendant à l'abrogation de l'article 52 du livre II du code du travail (interdiction aux établissements industriels d'employer les jours fériés les mineurs de moins de dix-huit ans et les femmes), p. 2872 (Document n° 7260).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant: 1° à instituer le retour à l'application intégrale de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures; 2° à garantir pour quarante heures le même salaire que pour quarante-huit heures, p. 1336 (Document n° 7920).

#### SALAIRES ET INDEMNITÉS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gizard tendant à appliquer à l'indemnité représentative de congé payé les dispositions spéciales de l'article 17 A du livre 1<sup>er</sup>, titre III, du code du travail, p. 3528 (Document n° 7331). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 3792 (Document n° 7633). — Discussion et adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à appliquer aux indemnités de congé payé les dispositions spéciales de l'article 17 A du livre 1<sup>er</sup> du code du travail », p. 3988.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1660 (Document n° 519). — Discussion, p. 1665; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1666.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3071 (Loi n° 49-971 du 21 juillet 1949, J. O. du 22 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Segelle sur: 1° le projet de loi tendant à modifier la section première du chapitre 4 du titre III du livre 1<sup>er</sup> du code du travail relative à la saisie-arrest et à la cession des salaires des ouvriers et gens de service et des appointements des employés et commis (art. 61 à 73 b du livre 1<sup>er</sup> du code du travail); 2° les propositions de loi: a) de M. Louis Rollin modifiant l'article 61 du titre III du livre 1<sup>er</sup> du code du travail relatif à la saisie ou à la cession de certains salaires ou appointements; b) de Mme Lempereur tendant à modifier l'article 61 du chapitre 4 du titre III du livre 1<sup>er</sup> du code du travail (de la saisie-arrest et de la cession des salaires des ouvriers et gens de service et des appointements des employés ou commis) (nos 5886, 2617, 4500, 5225),

p. 3261 (Document n° 7399). — Discussion, p. 3767; adoption du projet de loi avec modification du titre: « *Projet de loi relatif à la saisie-arrest et à la cession des rémunérations* », p. 3768.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1676 (Document n° 558). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 2150 (Document n° 6611). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2351.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5531 (Loi n° 49-1019 du 2 août 1949, J. O. du 4 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier les articles 41 a et 41 b du livre 1<sup>er</sup> du code du travail, p. 61 (Document n° 6100). — Dépôt du rapport par M. Alfred Costes, p. 3281 (Document n° 7337).

— Dépôt d'un rapport de M. Gérard Duprat sur la proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à supprimer les abattements de zones de salaires (n° 5665), p. 198 (Document n° 6191).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à diminuer de 40 pour 100 les abattements de zones de salaires, p. 562 (Document n° 6133). — Dépôt du rapport par M. Gérard Duprat, p. 1159 (Document n° 6717).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom portant fixation des salaires applicables aux jeunes travailleurs, p. 3799 (Document n° 7399). — Dépôt du rapport par M. Gérard Duprat sur les propositions de loi: 1° de M. Gérard Duprat visant à la suppression de l'abattement à la base sur les salaires des jeunes ouvriers et employés ayant la même qualification et faisant le même travail qu'un adulte; 2° de M. Bouxom portant fixation des salaires applicables aux jeunes travailleurs (nos 5135-5889), p. 4631 (Document n° 7851).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Patinaud tendant à accorder une indemnité provisoire immédiate de 3.000 francs par mois à tous les salariés de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, ainsi qu'aux fonctionnaires, cheminots et personnels des établissements d'Etat en attendant, d'une part, la libre discussion des salaires dans le cadre des conventions collectives, d'autre part, l'application du statut de la fonction publique, p. 5001 (Document n° 8220). — Demande d'arbitrage sur l'urgence, p. 6099; rejet, au scrutin, p. 6100.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Molson tendant à modifier les abattements de zones de salaires, p. 487 (Document n° 6373).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à accorder le bénéfice de la prime exceptionnelle de 3.000 francs aux jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans, p. 6278 (Document n° 8195).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Patinaud tendant à supprimer le reçu pour solde de tout compte en matière de salaires, p. 7121 (Document n° 8796).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Patinaud tendant à accorder pour le mois de décembre 1949 une indemnité de 3.000 francs à tous les salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, ainsi qu'aux fonctionnaires, cheminots et personnels des établissements d'Etat, p. 7170 (Document n° 8861).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Croizat tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser immédiatement et dans une proportion correspondant à la hausse des prix les salaires, traitements, pensions et retraites, p. 31 (Document n° 6073).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Juge tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence, en vue d'éviter le chômage des ouvriers des établissements Portat, à Montauban (Tarn-et-Garonne), les dispositions nécessaires afin de régler les 15 millions dus par le ministère de la guerre à cette entreprise, p. 65 (Document n° 6119).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Anna Schell tendant à inviter le Gouvernement à rembourser aux travailleurs de la mine du puits de Sainte-Fontaine du groupe de Sarre et Moselle, les pertes de salaires subies découlant de l'accident du

7 juillet 1949 sur la base du salaire moyen journalier du mois de juin, p. 4515 (Document n° 7845).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Camphin tendant à inviter le Gouvernement à ordonner aux Charbonnages de France de payer aux mineurs lockoutés de Courrières une indemnité correspondant à 75 p. 100 de leur salaire, p. 5368 (Document n° 8045).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Marty tendant à inviter le Gouvernement à verser une indemnisation des heures perdues par suite des mesures réduisant l'attribution d'énergie électrique, p. 6758 (Document n° 8079).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Augustin Laurent tendant à inviter le Gouvernement à renouveler le paiement de la prime exceptionnelle et à l'étendre à tous les salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, p. 7287 (Document n° 8867).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime exceptionnelle de 3.000 francs aux jeunes travailleurs de moins de 18 ans, p. 6002 (Document n° 8223). — Dépôt du rapport par M. Gabriel Paul, p. 6263 (Document n° 8177).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Marty tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel, à assurer du travail et à payer intégralement leur salaire aux 2.000 ouvriers de l'usine Citroën réduits au chômage par un incendie, p. 338 (Document n° 6312). — Demande d'arbitrage sur l'urgence, p. 507; rejet, au scrutin, p. 508.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Renard tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'arrêté du 3 novembre 1949 en vue d'étendre le bénéfice de la prime exceptionnelle aux salariés des professions agricoles et forestières, p. 6002 (Document n° 8318). — Dépôt du rapport par M. Perdon, p. 6076 (Document n° 8369). — Demande d'arbitrage sur l'urgence, p. 6213 et rejet, au scrutin, p. 6214.

#### SERVICES DOMESTIQUES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Vermeersch tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime exceptionnelle de 3.000 francs au personnel des services domestiques (gens de maison), p. 6021 (Document n° 8331).

#### TRAVAILLEURS A DOMICILE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à modifier le statut des travailleurs à domicile, p. 3521 (Document n° 7514).

#### TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Patinaud tendant à inviter le Gouvernement à cesser immédiatement l'introduction de main-d'œuvre étrangère et à s'opposer effectivement à l'immigration clandestine, p. 3080 (Document n° 7331).

#### TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Benchenouf tendant à inviter le Gouvernement à instituer d'urgence une commission pour étudier le problème de l'immigration des Nord-Africains dans la métropole et en proposer une solution d'ensemble, p. 6076 (Document n° 8377).

#### Code du TRAVAIL MARITIME.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Cance sur le projet de loi modifiant l'article 121 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime (n° 2502), p. 3512 (Document n° 8261). — Adoption du projet de loi, p. 6154 (rectificatif, p. 6265).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2552 (Document n° 831). — Dépôt du rapport par M. Razac, p. 2698 (Do-

Document n° 835). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Razac, p. 2826 (Document n° 937). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2950.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7689 (8915).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Cayol sur le projet de loi portant modification à l'article 111 et aux articles 113 à 117 du code du travail maritime (n° 5099), p. 1279 (Document n° 6676). Discussion, p. 6637; adoption du projet de loi, p. 6639.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2698 (Document n° 875).

**Colis postaux.** — V. Postes, télégraphes et téléphones. — Transports et voies de communications (transports ferroviaires et routiers).

**Collectivités locales.** — V. Départements, villes et communes. — Impôts.

**Collèges.** — V. Enseignement secondaire. — Enseignement technique et professionnel.

**Colonies.** — V. France d'outre-mer. — Interpellations, n° 91.

#### Colonies de vacances.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un avis de Mlle Dienesch sur les propositions de résolution: 1° de Mme Vaillant-Couturier tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les subventions destinées au fonctionnement des colonies de vacances; 2° de Mme Ginollin tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des colonies de vacances les matériaux et articles textiles nécessaires à leur bon fonctionnement (nos 1113, 1125, 1193), p. 4000 (Document n° 7698).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rumau tendant à attribuer une indemnité de trousseau de 2.000 francs à tout enfant de 4 à 11 ans partant en camp ou colonie de vacances, p. 1395 (Document n° 7795).

**Combattants (anciens).** — V. Anciens combattants et victimes de la guerre.

**Combustibles liquides et dérivés.** — V. Interpellations, nos 22, 73, 119, 136, 261, 265, 267, 268. — Questions orales (Conseil de la République), nos 5, 60, 76. — Transports et voies de communications (transports par pipe-line).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, p. 2753 (Document n° 7220). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2797 (Document n° 7215). — Discussion, p. 2817. — Suite de la discussion, p. 2852, 2867, 2876. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 2878 (Document n° 7269). — Seconde lecture de l'article 8 du projet de loi et discussion, p. 2887; adoption de l'article avec le titre suivant: *Projet de loi relatif au régime de l'essence*, p. 2907.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1284 (Document n° 429); discussion et adoption de l'urgence, p. 1285. — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 1293; renvoi, au scrutin, à la commission, p. 1296. — Lecture d'un rapport supplémentaire de M. Jean Berthoin et discussion, p. 1305; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1320.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3009 (Document n° 7319). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion, p. 3048; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 3051 (*Loi n° 49-728 du 2 juin 1949*, J. O. du 3 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Michel, tendant à modifier l'article unique de la loi n° 49-728 du 2 juin 1949 relative au régime de vente de l'essence en substituant au chiffre de 175 millions de litres le chiffre du contingent attribué aux prioritaires en juin, soit 210 millions de litres, p. 4176 (Document n° 7750). — Dépôt du rapport par M. Coustou, p. 4141 (Document n° 7829). — Discussion, p. 4900; adoption de la proposition après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier l'article unique de la loi n° 49-728 du 2 juin 1949 relative au régime de vente de l'essence en substituant jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1949, au chiffre de 175 millions de litres, celui de 200 millions de litres*, p. 4908.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2095 (Document n° 649). — Dépôt du rapport par M. Piales, p. 2178 (Document n° 666). — Discussion, p. 2191, 2200, et adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi portant modification de la loi du 2 juin 1949 relative au régime de vente de l'essence*, p. 2001 (*rectificatif*, p. 2278).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5254 (Document n° 8026). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 5169 (Document n° 8088). — Discussion et adoption de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 5552 (*Loi n° 49-1059 du 2 août 1949*, J. O. du 5 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Emile-Louis Lambert sur la proposition de résolution de M. Devorny tendant à inviter le Gouvernement à accorder une attribution spéciale d'essence à certains pensionnés de guerre (n° 3633), p. 7 (Document n° 6065). — Adoption, p. 266.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter très sensiblement et sans retard les attributions d'essence aux médecins et aux voyageurs représentants et placiers, p. 1607 (Document n° 6813). — Demande d'ajournement de la discussion, p. 1716. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desjardins, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire cesser le scandaleux marché noir sur l'essence, p. 1670 (Document n° 6829). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Morin, tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au commerce de l'essence, p. 1371 (Document n° 6701). — Dépôt du rapport par M. Peytel (Document n° 6897) et discussion, p. 1901; adoption de l'ensemble, à l'unanimité, p. 1920.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guyot, tendant à inviter le Gouvernement à: 1° rétablir la ristourne sur l'essence, en faveur des chauffeurs de taxi; 2° garantir à l'industrie du taxi une allocation d'essence égale à celle qui lui a été accordée au mois de mai 1949, p. 3151 (Document n° 7361). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 4073 (Document n° 7736). — Discussion, p. 4258; adoption, p. 4259.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'allocation d'essence aux prioritaires suivant le contingent qui leur était alloué pour le mois de juin 1949; à reviser le secteur « prioritaire »; à procéder à l'affichage des bénéficiaires avec les quantités allouées, p. 3909 (Document n° 7663). — Dépôt du rapport par M. Coustou, p. 4141 (Document n° 7830). — Discussion, p. 4908; adoption de la proposition de résolution, p. 4930.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un contingent d'essence à titre prioritaire à tout salarié possesseur d'un véhicule automobile à l'occasion de son congé annuel, p. 4140 (Document n° 7806). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 4988 (Document n° 7978). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5112.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Greffier, tendant à inviter le Gouvernement à fournir une attribution exceptionnelle d'essence à tous transporteurs qui s'engagent à ravitailler en eau potable les populations des localités rurales actuellement sans eau, p. 4760 (Document n° 7901). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 4983 (Document n° 7977). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5512.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duchel, tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au commerce de l'essence, p. 320 (Document n° 176). — Dépôt du rapport par M. Aubert, p. 766 (Document n° 290). — Discussion, p. 818; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 855.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Schmidt, tendant à rendre la liberté de vente de l'essence au 1<sup>er</sup> octobre 1949, p. 4716 (Document

n° 7894). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Michel, tendant à la mise en vente libre de l'essence au prix de 40 francs à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1949, p. 5833 (Document n° 8217). — Dépôt du rapport par M. Coustou, p. 6263 (Document n° 8472). — Discussion, p. 6693, 6699. — Suite de la discussion, p. 6722, 6971, 7018.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fredet, tendant à inviter le Gouvernement à accorder immédiatement au corps médical un contingent exceptionnel d'essence pour lui permettre de continuer la lutte contre l'épidémie de grippe qui sévit actuellement, p. 34 (Document n° 6086). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné, tendant à inviter le Gouvernement à accorder immédiatement à tous les docteurs français une attribution supplémentaire d'essence de 250 litres pour le mois de janvier en vue de leur permettre de combattre l'épidémie de grippe, p. 31 (Document n° 6087). — Dépôt du rapport par M. Maurice Fredet, p. 65 (Document n° 6114).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alphonse Denis, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux voyageurs, représentants et placiers de l'industrie et du commerce une attribution de 150 litres d'essence par mois, p. 659 (Document n° 6190). — Dépôt du rapport par M. Finet sur les propositions de résolution: 1° de M. Charles Benoist, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter de 50 p. 100 les contingents d'essence ou de gaz oil attribués aux prioritaires; 2° de M. Dusseaux, tendant à inviter le Gouvernement à accroître le contingent de carburant alloué aux artisans; 3° de M. Médecin, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir une ristourne sur le prix de l'essence en faveur des artisans de taxi; 4° de M. Alphonse Denis, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux voyageurs, représentants et placiers de l'industrie et du commerce une attribution de 150 litres d'essence par mois (nos 5194, 5802, 5805, 6190), p. 1591 (Document n° 6800).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger, tendant à établir un prix spécial pour les carburants utilisés par les services des collectivités locales, p. 601 (Document n° 6112).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère, tendant à accorder aux possesseurs d'automobiles non prioritaires et aux prioritaires, en plus de leur attribution actuelle, une attribution d'essence de 20 litres par mois, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1949, p. 822 (Document n° 6557).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Michel, tendant à ramener le taux de la base intérieure sur les carburants au taux fixé par la loi du 6 janvier 1948, p. 4159 (Document n° 6737).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier, tendant à accorder un dégrèvement aux utilisateurs de carburants agricoles, p. 5833 (Document n° 8208).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux invalides de guerre, blessés des membres inférieurs, possesseurs d'un vélomoteur, un contingent prioritaire de carburant, p. 5912 (Document n° 8277).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard, tendant à créer un carburant agricole spécial d'un prix inférieur à 33 p. 100 du prix de l'essence tourisme, p. 5961 (Document n° 8289).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Reyraud tendant à la suppression de taxes sur les carburants utilisés pour la protection et la remise en valeur de la forêt de Gascogne, p. 6357 (Document n° 6508).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charlot tendant à la suppression du contingentement et à la modification des conditions de vente des produits pétroliers, p. 6596 (Document n° 8539).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pouyet tendant à accorder aux carburants agricoles un dégrèvement de 33 p. 100, p. 7130 (Document n° 6812) (*rectificatif*, p. 7311).



**Combustibles solides et dérivés.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 3, 19, 49.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à rendre libre le commerce du charbon à usage domestique, p. 2797 (Document n° 7250). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 3260 (Document n° 7375). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3767.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à encourager la production charbonnière, p. 3008 (Document n° 7300). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 3659 (Document n° 7573).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Nautré tendant à inviter le Gouvernement à accorder mensuellement 250 kilogrammes de charbon aux chômeurs, p. 7198 (Document n° 8875).

**Conseil de la République.** — Dépôt par M. Delfortrie, portant sur les Charbonnages de France, du rapport annuel de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi du 21 mars 1917, modifié par la loi du 3 juillet 1917), p. 2600 (Document n° 850).

**Comités.** — V. Code du travail. — Questions orales (Conseil de la République), n° 92.

**Commerce extérieur.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 117.

**Commerce et industrie.** — V. Assurances sociales. — Bulletin officiel du registre de commerce et du registre des métiers. — Chaussures (industrie et commerce de la). — Chômage (allocations, secours). — Code du travail. — Impôts (bénéfices commerciaux, revenus). — Interpellations, n° 87, 205. — Justice civile et commerciale. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 10, 97, 107; (Conseil de la République), n° 39, 47, 55, 92. — Sociétés coopératives d'achat.

## CAMIONS-BAZARS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de limiter le nombre des camions-bazars à leur effectif actuel, p. 2909 (Document n° 7286).

## COMMERCES DE GROS ET DE DÉTAIL

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Rochereau sur la proposition de loi tendant à reconnaître la coopération dans le commerce de détail et à organiser son statut (n° II-105, année 1948), p. 418 (Document n° 197). — Discussion, p. 611; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 612 (rectificatif), p. 699, 1619).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1531 (Document n° 6783). — Dépôt du rapport par M. Polimbaut, p. 3607 (Document n° 7562). — Discussion, p. 5575; adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec modifications, p. 5577 (Loi n° 49-1070 du 2 août 1949, J. O. du 5 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Bocquet sur la proposition de résolution de M. Serre tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'industrie de la biscuiterie les contingents de farine, sucre et matières grasses nécessaires à une production égale à celle de l'avant-guerre (n° 5038), p. 487 (Document n° 6371). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1017.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Liquard réglementant l'emploi de la dénomination « tailleur » et l'emploi de l'expression « sur mesures » dans l'industrie et le commerce, p. 1371 (Document n° 6691) (rectificatif, p. 1727).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à réprimer les abus de la vente « à la sauvette », p. 1830 (Document n° 6835).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Schaffner tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature, p. 6187 (Document n° 8123).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Geoffroy tendant à instituer le règlement amiable homologué en faveur des débiteurs commerçants et artisans, p. 2496 (Document n° 806).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 6263 (Document n° 8156).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à rendre immédiatement la liberté au pneu d'occasion, p. 3739 (Document n° 7592).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Estève tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le régime de la double étiquette dans le commerce des fruits et légumes et par là même à rendre la liberté du commerce aux fruitiers détaillants, p. 2825 (Document n° 938).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Berlaud tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la contrainte exigeant des commerçants la fermeture de leur maison de commerce un jour par semaine, p. 2960 (Document n° 955).

## CRÉANCES COMMERCIALES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à relever le chiffre plafond fixé en matière de procédure commerciale pour le recouvrement des petites créances, p. 2495 (Document n° 7095).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garret tendant à modifier les articles 5 et 10 du décret-loi du 25 août 1937 instituant pour les petites créances commerciales une procédure de recouvrement simplifiée, p. 6828 (Document n° 8707).

## CRÉDIT COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cornu tendant à inviter le Gouvernement à faire mettre à la disposition de l'industrie les fonds qui lui sont indispensables pour la production, p. 883 (Document n° 3185). — Dépôt du rapport par M. Gadoin, p. 1870 (Document n° 592). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jean-Marie Grenier, p. 2501 (Document n° 809). — Discussion, p. 2583; adoption de la proposition de résolution après modification du titre: Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assouplir la politique du crédit, p. 2593.

## ENTREPRISES DIVERSES

**Assemblée nationale.** — Retrait d'un projet de loi portant liquidation au séquestre des usines Berliet (n° 300, session de 1947), p. 1370.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi prononçant la dissolution de la société en commandite par actions « Automobiles M. Berliet et Co » et de la « Société civile Berliet » et portant statut de l'entreprise Berliet, p. 1370 (Document n° 6703). — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire de M. André Denis sur: 1° le projet de loi prononçant la dissolution de la société en commandite par actions « Automobiles M. Berliet et Co » et de la « Société civile Berliet », et portant statut de l'entreprise Berliet; 2° les propositions de loi: a) de M. Airoldi tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet; b) de M. André Denis tendant à l'adoption d'un statut définitif des usines automobiles Berliet; c) de M. Airoldi ayant pour objet de régler définitivement le statut juridique des usines automobiles Berliet; 3° la proposition de résolution de M. Degoutte tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour obtenir la transformation de l'entreprise Berliet en une société d'économie mixte Berliet et compagnie (n° 6703, 265, 1455, 3395, 2966, 2281, 2690, 4108, 4834, 5775), p. 3081 (Document n° 7332). — Discussion, p. 6105, 6123. — Suite de la discussion, p. 6139, 6166, 6618. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Delahoutre, p. 7009 (Document n° 8762).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Maurice Guérin sur le projet de loi portant statut général des entreprises publiques (n° 6027), p. 6534 (Document n° 8572).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à prolonger la durée statutaire des sociétés ou entreprises ayant été réquisitionnées par l'armée française ou par l'ennemi, p. 821 (Document n° 6517).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel relative aux créations et extensions d'entreprises, p. 1084 (Document n° 6619).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Duvernois tendant à permettre, en cas de lock-out, la réquisition de certaines entreprises, p. 1647 (Document n° 6828).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier relative aux activités industrielles ou commerciales de l'Etat, des établissements publics nationaux, des entreprises publiques et sociétés d'économie mixte, p. 2495 (Document n° 7118).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à compléter la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1947 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition, p. 6652 (Document n° 8606).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélémy tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'immédiates mesures de sauvegarde pour assurer la protection et le développement de l'industrie plâtrière française, p. 3108 (Document n° 7351).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélémy tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures de sauvegarde de l'industrie horlogère française sérieusement menacée par la crise économique et le rétrécissement de ses débouchés, et à prendre toutes dispositions pour encourager le développement et la prospérité de cette production, p. 8151 (Document n° 7363).

## ENTREPRISES NATIONALISÉES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Louis Rollin sur la proposition de loi de M. Réloand tendant à instituer la responsabilité des présidents et administrateurs des entreprises nationalisées (n° 433), p. 430 (Document n° 6352).

— Dépôt d'un rapport d'information de M. René Plevin, fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par l'article 1er de la loi du 3 juillet 1947 sur l'activité de cette sous-commission pendant l'année 1948, p. 1531 (Document n° 6711).

## RÉPARTITION DES PRODUITS INDUSTRIELS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi fixant les modalités de la prise en charge par l'Etat de l'exécution des tâches de répartition des produits industriels, p. 2491 (Document n° 7127). — Dépôt du rapport par M. Mauroux, p. 3522 (Document n° 7528). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Finet, p. 4073 (Document n° 7737). — Dépôt d'un projet de loi portant modification à la loi n° 48-1091, du 31 décembre 1948, portant financement des services assurant la répartition des matières premières et produits industriels, p. 4746 (Document n° 7898). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Mauroux, p. 4988 (Document n° 7967). — Discussion, p. 5368. — Suite de la discussion, p. 5436; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat et au financement des services assurant la répartition des matières premières et des produits industriels*, p. 5441.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2308 (Document n° 720). — Dépôt du rapport par M. Walker, p. 2350 (Document n° 731). — Discussion, p. 2879; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2381.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5515 (Document n° 8111). — Dépôt du rapport par M. Mau-

roux, p. 5594 (Document n° 8121). — Discussion et adoption du projet de loi, p. 5613 (Loi n° 49-1089 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

**Communes.** — V. Commerce et industrie. — Débits de boissons. — Départements, villes et communes. — Eau potable. — Elections municipales. — Loyers. — Impôts (taxes départementales et communales).

#### Communications du Gouvernement.

**Assemblée nationale.** — Déclaration de M. André Marie, vice-président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, à la suite d'une accusation portée contre lui concernant un scandale de collaboration économique, p. 313. — Communication de: M. Maurice-Petsche, ministre des finances et des affaires économiques, concernant le total des souscriptions à la nouvelle rente perpétuelle 5 p. 100, p. 1594 = M. Daniel Mayer, ministre du travail et de la sécurité sociale, sur l'octroi de la prime de vacances, p. 5214. — Lecture par M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, des communications de: M. le Président de la République faisant connaître la démission du cabinet de M. Henri Queuille; désignant M. Jules Moch comme président du conseil et de M. Jules Moch, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 5761 = M. le ministre de la France d'outre-mer faisant connaître l'arrêt définitif de la cour criminelle de Tananarive, p. 5765 = M. le Président de la République faisant connaître l'impossibilité pour M. Jules Moch de constituer le cabinet, p. 5883; désignant M. René Mayer comme président du conseil et de M. René Mayer, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 5884 = M. le Président de la République faisant connaître l'impossibilité pour M. René Mayer de constituer le cabinet, p. 5917; désignant M. Georges Bidault comme président du conseil et de M. Georges Bidault, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 5918.

**Conseil de la République.** — Communication de M. Maurice-Petsche, ministre des finances et des affaires économiques, concernant le total des souscriptions à la nouvelle rente perpétuelle 5 p. 100, p. 639.

#### Communications du président de l'Assemblée nationale.

**Assemblée nationale.** — Lecture par M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, d'un télégramme du président de l'Assemblée algérienne à l'occasion de l'accession d'un musulman français à la présidence de cette assemblée, p. 4139. — Communication de M. le président du Conseil de la République par M. Kalb, vice-président du Conseil de la République, concernant l'arrivée au Luxembourg des corps de M. Schœlcher et de M. le gouverneur général Ehoué, p. 1183. — Lecture par M. le président du Conseil de la République d'un télégramme de Sa Majesté Bao Dai à l'occasion de la nouvelle année, p. 2960.

#### Communication du président du Conseil de la République.

**Conseil de la République.** — Lecture par M. le président du Conseil de la République d'un télégramme du président de l'Assemblée algérienne à l'occasion de l'accession d'un musulman français à la présidence de cette assemblée, p. 4139. — Communication de M. le président du Conseil de la République par M. Kalb, vice-président du Conseil de la République, concernant l'arrivée au Luxembourg des corps de M. Schœlcher et de M. le gouverneur général Ehoué, p. 1183. — Lecture par M. le président du Conseil de la République d'un télégramme de Sa Majesté Bao Dai à l'occasion de la nouvelle année, p. 2960.

**Comores (Archipel des).** — V. France d'outre-mer.

**Compagnie nationale du Rhône.** — V. Interpellations n° 64.

**Comptabilité publique.** — V. Budget 1949. — Interpellations, n° 263.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Courrière sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à porter de trois mille francs à dix mille francs la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les paiements de l'Etat,

des collectivités et établissements publics (n° 11-91, année 1948), p. 108 (Document n° 55). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 214.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 609 (Loi n° 49-239 du 23 février 1949, J. O. du 24 février 1949).

**Comptables.** — V. Experts comptables.

**Conciliages d'immeubles.** — V. Code du travail.

**Conciliation et arbitrage.** — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française).

**Concours général agricole.** — V. Agriculture. — Questions orales (Conseil de la République), n° 49.

**Condamnations.** — V. Amnistie. — Code pénal. — Enregistrement. — Interpellations n° 170, 214.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Wasmer sur le projet de loi relatif à la révision des condamnations pénales prononcées pendant l'occupation par les juridictions du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (n° 5567), p. 3261 (Document n° 7101).

**Conférences internationales.** — V. Budget (affaires étrangères). — Conventions internationales (travail).

**Congés payés.** — V. Code du travail (congrés, salaires). — Combustibles liquides et dérivés. — Marine marchande (transports maritimes). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 20, 101. — Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).

**Congo.** — V. France d'outre-mer (textes généraux).

**Congrès mondial.** — V. Interpellations, n° 89.

#### Conseil supérieur des ALCOOLS.

**Conseil de la République.** — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein du conseil supérieur des alcools (application du décret du 4 novembre 1947), p. 2126. — Désignation de candidatures, p. 2522. — Nomination de membres, p. 2528.

**Conseil ECONOMIQUE.** — V. Assemblée nationale (budget). — Budget de 1947.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à modifier la loi n° 36-2334 du 27 octobre 1946, relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, p. 6075 (Document n° 8379).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à modifier l'article 5 de la loi du 27 octobre 1947 relatif à la composition du Conseil économique, p. 6533 (Document n° 8577).

— Communication d'une lettre de M. le président du Conseil économique faisant connaître à l'Assemblée nationale la constitution de son bureau pour l'année 1949, p. 31.

**Conseil de la République.** — Communication d'une lettre de M. le président du Conseil économique faisant connaître au Conseil de la République la constitution de son bureau pour l'année 1949, p. 20.

#### Conseil supérieur de l'ENTRAIDE SOCIALE.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Roux sur le projet de loi prévoyant la création d'un conseil supérieur de l'entraide sociale (n° 292), p. 6358 (Document n° 8303).

**Conseil de l'EUROPE.** — V. Conventions internationales. — Questions orales (Conseil de la République), n° 23.

**Conseils GENERAUX.** — V. Administration départementale. — Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Algérie. — Interpellations n° 81. — Questions orales (Conseil de la République), n° 105.

**Conseils MUNICIPAUX.** — V. Administration communale. — Assurances sociales (magistrats municipaux). — Questions orales (Conseil de la République), n° 105.

**Conseils de PRUD'HOMMES.** — V. Code du travail. — Justice (organisation).

#### Conseil supérieur de la RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Furaud portant création du conseil supérieur de la recherche scientifique et technique, p. 281 (Document n° 6254).

**Conseil de la REPUBLIQUE.** — V. Loi (propositions de). — Postes (téléphone). — Pouvoirs publics. — Sénateurs.

#### BUDGET

**Conseil de la République.** — Adoption d'un projet de résolution portant, pour l'exercice 1947: a) Règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République; b) Règlement définitif du compte de l'abonnement aux chemins de fer; c) Règlement définitif du compte de la caisse des retraites parlementaires; d) Règlement définitif du compte de la caisse des retraites du personnel; e) Approbation du compte de gestion du trésorier; f) Approbation des comptes des buvettes (Document n° 71, 2<sup>e</sup> partie, année 1948), p. 91.

— Dépôt d'un rapport de M. Bollfrand sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1950, p. 2826 (Document n° 910). — Adoption du projet de résolution, p. 2961.

#### BUREAU

**Conseil de la République.** — Constitution du bureau d'âge: M. Jules Gasser, président; MM. Pierre Villet, André Mérie, Maurice Pic, Mamadou Dia, Jean Bialarane et Jean Coupigny, secrétaires, p. 1. — Scrutins pour la nomination du bureau définitif, p. 3. — Proclamation de M. Gaston Monnerville comme président; Mme Gilberte-Pierre-Brossolette, MM. Kalb, René Coty et Mme Devaud comme vice-présidents; MM. Salak Menour, Bordenave, Ignacio-Pinto, Cozzano, Teisseire, Ousmane Socé, Primet et Pierre Bondel, comme secrétaires; MM. Edouard Barthe, Robert Gravier et Emile Vanrullen comme questeurs, p. 3. — Désignation d'un candidat comme questeur en remplacement de M. Edouard Barthe, décédé, et proclamation de M. Paul Baralgin, p. 2146. — Démission de M. Ousmane Socé, secrétaire, et désignation d'un candidat comme secrétaire, p. 2173. — Nomination de M. Léonelli, p. 2196.

**Assemblée nationale.** — Communication d'une lettre de M. le président du Conseil de la République faisant connaître à l'Assemblée la constitution du bureau du Conseil de la République pour l'année 1949, p. 33.

#### COMITÉ CONSTITUTIONNEL

**Conseil de la République.** — Demande de désignation de trois membres du comité constitutionnel, conformément à l'article 91 de la Constitution, p. 26. — Dépôt du rapport par M. de Montalembert, p. 229 (Document n° 120). — Désignation de candidatures, p. 281. — Nomination de membres, p. 272.

#### COMMISSIONS

**Conseil de la République.** — Nomination des membres des commissions générales et de la commission de comptabilité, p. 21.

**Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.** — Démission de membres, p. 1660. — Désignation de candidatures, p. 2129. — Nomination de membres, p. 2190.

**Commission des affaires étrangères.** — Démission d'un membre, p. 28. — Désignation de candidature par suite de vacance, p. 29. — Nomination de membre, p. 36.

**Commission de l'Agriculture.** — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1669. — Nomination de membres, p. 1676.

Commission de la comptabilité. — Démission de membres, p. 2418. — Désignation de candidatures, p. 2419. — Nomination de membres, p. 2465.

Commission de la défense nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 261, 1710. — Nomination de membres, p. 272, 1836.

Commission de l'éducation nationale. — Démission de membres, p. 1561. — Désignation de candidatures, p. 1406, 1582. — Nomination de membres, p. 1536, 1588.

Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — Démission de membres, p. 2116. — Désignation de candidatures, p. 2114. — Nomination de membres, p. 2118.

Commission de la France d'outre-mer. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1767. — Nomination de membres, p. 1880.

Commission de l'intérieur. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 98. — Nomination de membres, p. 137.

Commission de la justice et de la législation civile, criminelle et commerciale. — Démission de membres, p. 215, 1766. — Désignation de candidatures, p. 261. — Nomination de membres, p. 272.

Commission de la marine et des pêches. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 98, 1406. — Nomination de membres, p. 137, 1536.

Commission des pensions. — Démission de membres, p. 77, 1201. — Désignation de candidatures, p. 98, 1285, 1669. — Nomination de membres, p. 137, 1292, 1676.

Commission de la production industrielle. — Démission de membres, p. 1676. — Désignation de candidatures, p. 1710. — Nomination de membres, p. 1846.

Commission du ravitaillement et des boissons. — Démission de membres, p. 1283, 2197. — Désignation de candidatures, p. 1669, 2502. — Nomination de membres, p. 2528.

Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions. — Démission de membres, p. 229. — Désignation de candidatures, p. 261, 1195. — Nomination de membres, p. 272, 1204.

Commission du travail et de la sécurité sociale. — Démission de membres, p. 472, 2443. — Désignation de candidatures, p. 497, 1285, 1988, 2111. — Nomination de membres, p. 560, 1292, 2011.

## COMPOSITION ET ÉLECTION

Assemblée nationale. — Désignation, par suite de vacances, de candidatures au Conseil de la République en vue d'assurer la représentation des Français résidant à l'étranger, p. 7261; fixation de la date du scrutin, p. 7531; scrutin et proclamation de M. André Armand, en remplacement de M. Marius Viple, décédé, p. 7612.

## CONVOCAION

Convocation du Conseil de la République en session extraordinaire, p. 2993.

## GROUPES

Conseil de la République. — Listes électorales des membres des groupes politiques remises au président du conseil de la République le 11 janvier 1949, p. 4. — Modifications, p. 22, 199, 412, 591, 753, 798, 1111, 1239, 1341, 1357, 1379, 1710, 2212, 2126, 2444, 2467.

## RÈGLEMENT

Conseil de la République. — Retrait du rapport (n° II-52, année 1948) fait par M. Durin sur la proposition de résolution de M. Martial Brousse tendant à modifier l'article 14 du règlement du Conseil de la République, p. 36.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Soullon sur les propositions de résolution: a) de M. Martial Brousse tendant à modifier l'article 14 du règlement du Conseil de la République; b) de M. Marc Rucart tendant à modifier l'article 18 du règlement du Conseil de la République; c) de M. Benvers, tendant à modifier l'article 14 du règle-

ment, relatif au titre de la commission des moyens de communication et des transports. (N° II-36, II-37 et II-50, année 1948), p. 76 (Document n° 35). — Discussion, p. 112; adoption de l'ensemble après modification du titre: « Résolution tendant à modifier les articles 14 et 18 du règlement du Conseil de la République », p. 114.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à modifier l'article 7 du règlement du Conseil de la République, p. 9 (Document n° 6). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Landry tendant à l'insertion d'un article 42 bis dans le règlement, p. 20 (Document n° 16). — Dépôt du rapport par M. Michel Debré sur les propositions de résolution: 1° de M. Michel Debré, tendant à modifier les articles 20 et 90 du règlement du Conseil de la République (n° II, 57, année 1948); 2° de M. Léo Hamon, tendant à la modification des articles 20 et 27 et à l'insertion d'un article 91 bis (n° II, 62, année 1948); 3° de Mme Devaud, tendant à modifier l'article 75 du règlement du Conseil de la République (n° II, 98, année 1948); 4° de M. Colonna, tendant à modifier les articles 87, 88, 89, 90 et 91 du règlement du Conseil de la République (n° II, 121, année 1948); 5° de M. Georges Pernot, tendant à modifier l'article 7 du règlement du Conseil de la République (n° 6, année 1949); 6° de M. Landry, tendant à l'insertion d'un article 42 bis dans le règlement (n° 16, année 1949), p. 472 (Document n° 203). — Discussion, p. 1273. — Suite de la discussion, p. 1386; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution après modification du titre: Résolution modifiant les articles 2, 4, 7, 10, 20, 23, 37, 39, 42, 55 et 87 et 91 du règlement du Conseil de la République, p. 1396 (rectificatifs, p. 1406, 1524).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Michel Debré tendant à modifier l'article 90 du règlement du Conseil de la République, p. 2786 (Document n° 927). — Discussion, p. 2925; adoption de la proposition de résolution, p. 2926.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Plaisant tendant à modifier l'article 11, paragraphe 2, du règlement du Conseil de la République, p. 9 (Document n° 9).

## SESSION

Conseil de la République. — Ouverture de la session annuelle du Conseil de la République pour 1949, p. 1.

Interruption de la session, p. 1102.

Reprise de la session, p. 1123.

Interruption de la session, p. 2403.

Reprise de la session, p. 2425.

Clôture de la session 1949, p. 2933.

## Conseil de l'UNION FRANÇAISE (Haut).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Vauthier sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, fixant l'organisation et la composition du haut conseil de l'Union française. (N° II-63, année 1948), p. 52 (Document n° 39). — Adoption d'une proposition de résolution de M. Marc Rucart demandant la prolongation jusqu'au 12 mars 1949 du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur le projet de loi, p. 315.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 895 (Document n° 6587). — Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 912 (Document n° 6595); adoption de la résolution, p. 911.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 332. — Dépôt du rapport sur le projet de loi par M. Charles Cros, p. 494 (Document n° 206). — Discussion, p. 504; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 529 (rectificatif, p. 671).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1371 (Document n° 6689). — Dépôt du rapport par M. Marline, p. 2418 (Document n° 7025). — Discussion, p. 2470; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 2472 (Loi n° 49-531 du 21 avril 1949, J. O. du 26 avril 1949).

Conseillers de la République. — V. Sénateurs.

Conseillers de l'Union française. — V. Assemblée de l'Union française (composition et élection). — Députés (immunités). — Interpellations, n° 279.

## Conservatoire national des arts et métiers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Finet sur le projet de loi créant auprès du conservatoire national des arts et métiers le laboratoire normal de France (n° 5895), p. 4896 (Document n° 7939). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Cogniot, p. 5661 (Document n° 8123).

## Constitution. — V. Interpellations, n° 235.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ballanger tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter l'article 105 de la Constitution de la République française, p. 1791 (Document n° 6849).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Rigal tendant à la révision des articles 45, 49, 50 et 22 de la Constitution, p. 5912 (Document n° 8235).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à demander à l'Assemblée nationale de prendre l'initiative d'une proposition ayant pour objet de réviser la Constitution du 27 octobre 1946 en ce qui concerne la procédure de confection des lois, p. 914 (Document n° 329).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à demander à l'Assemblée nationale de prendre l'initiative d'une proposition ayant pour objet de réviser la Constitution du 27 octobre 1946 en ce qui concerne certains de ses articles, p. 1332 (Document n° 412).

Construction. — Reconstruction. — V. Départements, villes et communes. — Habitations à bon marché. — Impôts (contributions directes, revenus). — Propriété mobilière. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 6.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à la revalorisation des indemnités de réquisition de terrains pour l'implantation de constructions provisoires, p. 2551 (Document n° 7185).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à établir un plan de financement de la reconstruction, p. 5469 (Document n° 6083).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gulguen tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, afin de rétablir la perception des redevances notifiées aux occupants des baraques, p. 7330 (Document n° 6855).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à supprimer l'autorisation préalable à laquelle sont encore soumis certains travaux de réparation et de construction, p. 5912 (Document n° 8236).

Constructions aéronautiques. — V. Armée de l'air. — Interpellations, n° 9, 38, 61, 130, 141, 157, 161, 171, 255. — Questions orales (Conseil de la République), n° 110.

Constructions navales. — V. Marine marchande.

Constructions scolaires. — V. Départements, villes et communes. — Enseignement. — Questions orales (Conseil de la République), n° 31, 16.

Contrainte par corps. — V. Code pénal.

Contrat de travail. — V. Code du travail.

Contributions directes et indirectes. — V. Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 25.

Contribution foncière. — V. Habitations à bon marché. — Impôts. — Loyers. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 34.

Contrôle économique. — V. Finances et affaires économiques.

**Contrôle parlementaire.** — V. *budget 1949*. — *Cour des comptes*.

**Conventions collectives.** — V. *Code du travail*.

**Conventions internationales.** — V. *Interpellations*, n° 493. — *Questions orales* (Conseil de la République), n° 50, 71, 83, 103.

#### ACCORDS COMMERCIAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord international sur le blé signé à Washington le 23 mars 1949, p. 3659 (Document n° 7572). — Lecture du rapport par M. Jean Catrice et discussion, p. 3909, 3973; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3981 (rectificatif, p. 4172).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi (Document n° 545); rapport par M. Marcel Lemaire (Document n° 546) et discussion, p. 1645; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1651.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3999 (Loi n° 49-895 du 7 juillet 1949, J. O. du 8 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole d'application provisoire de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (n° 2830), p. 601 (Document n° 6458).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise du 3 janvier 1946 sur les nationalisations, p. 6149 (Document n° 8517).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. François Delcos tendant à inviter le Gouvernement à soumettre toute convention visant des échanges internationaux, à l'approbation du Parlement, avant tout échange de signatures, p. 6296 (Document n° 8596).

#### ACCORD CULTUREL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord culturel conclu entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la Sarre le 15 décembre 1948, p. 1081 (Document n° 6617). — Dépôt du rapport par M. Farine, p. 2273 (Document n° 7011). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Vendroux, p. 3151 (Document n° 7357). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Farine, p. 3000 (Document n° 7699). — Adoption du projet de loi, p. 5052.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2199 (Document n° 671). — Lecture du rapport par M. Héline et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2386.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3663 (Loi n° 49-1071 du 2 août 1949, J. O. du 5 août 1949).

#### ACCORDS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Gozard sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de paiement et de compensation monétaire du 16 octobre 1948 (n° 5738), p. 4007 (Document n° 6601). — Discussion, p. 1860; adoption du projet de loi, p. 1861.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 820 (Document n° 396). — Dépôt du rapport par M. Bollfrand, p. 1666 (Document n° 531). — Discussion, p. 1677; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1678.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4231 (Loi n° 49-941 du 16 juillet 1949, J. O. du 17 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention financière franco-syrienne, signée le 7 février 1949, par Son Excellence le ministre des finances de la république syrienne et le ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de la République française en Syrie, p. 2550 (Document n° 7140). — Dépôt du rapport par M. Jacques Duclos, p. 4111 (Document n° 7826). — Adoption du projet de loi, p. 5053.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2309 (Document n° 637). — Lecture du rapport par M. Bollfrand, p. 2353; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2353.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5513 (Loi n° 49-1012 du 2 août 1949, J. O. du 3 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat du montant des avantages particuliers octroyés par l'accord franco-italien du 26 mars 1949 au profit des travailleurs italiens employés dans les mines et dans l'agriculture, p. 3873 (Document n° 7431).

**Conseil de la République.** — Dépôt par M. Longchambon du rapport annuel fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (art. 3 de la loi du 25 novembre 1948), p. 2921 (Document n° 953).

#### ARMES ATOMIQUES, CHIMIQUES OU BACTÉRIOLOGIQUES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. d'Aragon tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans les plus brefs délais, devant les Nations Unies, une proposition de convention internationale tendant à proclamer comme coupables d'un crime contre l'humanité ceux qui les premiers, en cas d'hostilités, auront utilisé l'arme atomique, p. 6396 (Document n° 8801).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Boulet tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans les plus brefs délais, devant les Nations Unies, une proposition de convention internationale tendant à proclamer comme coupables d'un crime contre l'humanité ceux qui, les premiers, en cas d'hostilités, auront utilisé l'arme atomique, les armes chimiques ou bactériologiques, les bombardements massifs de villes et, d'une façon générale, tout procédé de nature à terroriser les populations, p. 6986 (Document n° 8727).

#### CONSEIL DE L'EUROPE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le statut du conseil de l'Europe signé à Londres le 5 mai 1949 et fixant les modalités de désignation des représentants de la France à l'Assemblée consultative prévue par ce statut, p. 2551 (Document n° 7166). — Dépôt du rapport par M. Jacques Bardoux, p. 3522 (Document n° 7523). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4385 (Document n° 7783). — Discussion, p. 4402. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 4430 (Document n° 7816). — Discussion, p. 4452, 4470, 4492; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4505 (rectificatif, p. 4699).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1680 (Document n° 603). — Dépôt du rapport par M. Michel Debré, p. 2033 (Document n° 630). — Discussion, p. 2077, 2116; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2128.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4983 (Document n° 7979). — Dépôt du rapport par M. Bardoux, p. 5107 (Document n° 7996). — Discussion, p. 5107; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5103 (Loi n° 49-984 du 23 juillet 1949, J. O. du 24 juillet 1949).

— Election, au scrutin, de douze membres titulaires et de douze membres suppléants représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut de l'Europe, p. 5277, 5283. — Proclamation des membres titulaires et scrutin pour la nomination des membres suppléants, p. 5296; proclamation des membres, p. 5313.

**Conseil de la République.** — Election, au scrutin, de six membres titulaires et de six membres suppléants représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe, p. 2201; proclamation des membres, p. 2201, 2205.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Serre tendant à inviter le Gouvernement à ne pas accepter l'admission de l'Allemagne ou d'Etats allemands successeurs du Reich au Conseil

de l'Europe avant d'avoir saisi de ce problème l'Assemblée nationale, p. 4505 (Document n° 7811).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques de Maupeou tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi fixant les conditions de désignation de la délégation française au corps consultatif européen, p. 452 (Document n° 82).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à demander au Gouvernement de saisir le Conseil de l'Europe, avant la première réunion de l'Assemblée consultative, de divers projets de nature à prouver rapidement l'utilité de la nouvelle organisation politique européenne, p. 1392 (Document n° 410).

#### CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant la ratification de l'accord résultant des lettres échangées le 17 mai 1946 entre les représentants de la France et de l'Italie, complétées par des lettres interprétatives en date des 28 octobre et 2 novembre 1948, assurant provisoirement aux ressortissants de chacun des deux pays sur le territoire de l'autre, le régime du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'établissement, p. 1726 (Document n° 6833).

#### CRIME DE GÉNOCIDE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, signée à Paris le 11 décembre 1948, p. 6533 (Document n° 8565).

#### DOUANES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité d'union douanière entre la France et l'Italie signé à Paris, le 26 mars 1949, p. 2551 (Document n° 7165).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole additionnel au traité d'union douanière entre la France et l'Italie signé à Paris le 26 mars 1949, p. 3663 (Document n° 8133).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole additionnel au traité d'union douanière entre la France et l'Italie, p. 7313 (Document n° 8851).

Voir également à la rubrique: *Conventions internationales (accords commerciaux)*.

#### DRITS DE L'HOMME

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'institution, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, d'une juridiction internationale des droits de l'homme (n° 2727), p. 6187.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application la résolution votée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies concernant la publicité à donner à la déclaration universelle des droits de l'homme, p. 65 (Document n° 6169).

#### IMPORTATIONS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renouveler les accords avec la Tchécoslovaquie concernant l'importation des porcs et faisans nécessaires au repoulement du gibier sur le territoire français, p. 5515 (Document n° 8117).

#### IMPÔTS

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Bollfrand sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation de la convention signée le 6 août 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie et tendant à éviter les doubles impositions



résultant de l'application des impôts sur la fortune ou sur l'accroissement de fortune, établis en France et en Tchécoslovaquie (n° 11-92, année 1948), p. 160 (Document n° 86). — Discussion, p. 213; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 214.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 600 (Loi n° 49-245 du 24 février 1949, J. O. du 25 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant approbation: 1° de la convention signée à Paris, le 18 octobre 1946, entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter la double imposition et l'évasion en matière d'impôts sur les successions et de modifier et compléter la convention franco-américaine du 25 juillet 1939 relative aux impôts sur les revenus; 2° du protocole signé à Washington, le 17 mai 1948, modifiant et complétant la convention du 18 octobre 1946, p. 2560 (Document n° 7141). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 4810 (Document n° 7906). — Adoption du projet de loi, p. 5107.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 679). — Lecture du rapport par M. Bollfrand et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2357.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5513 (Loi n° 49-1043 du 2 août 1949, J. O. du 3 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur le projet de loi portant approbation de la convention signée le 29 décembre 1947 entre la France et la Belgique et tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le capital (n° 5557), p. 4810 (Document n° 7907). — Discussion, p. 5106; adoption du projet de loi, p. 5107.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 690). — Lecture du rapport par M. Bollfrand et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2357.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5513 (Loi n° 49-1113 du 2 août 1949, J. O. du 9 août 1949).

#### NAVIGATION MARITIME

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le président de la République à dénoncer la convention internationale du 31 mai 1929 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et à ratifier la convention du 10 juin 1948 se substituant à la précédente, p. 3791 (Document n° 7612). — Dépôt du rapport par M. René Schmitt, p. 6263 (Document n° 8173). — Adoption du projet de loi, p. 6685.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2698 (Document n° 877). — Dépôt du rapport par M. Vourc'h, p. 2758 (Document n° 903). — Discussion, p. 2776; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2777.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7186.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention du 6 mars 1948 créant l'organisation maritime consultative intergouvernementale, p. 197 (Document n° 6178).

#### ORGANISATION DES NATIONS UNIES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Jacques Duclos sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour la couverture des dépenses entraînées par la tenue à Paris de la troisième session de l'Organisation des Nations unies (n° 5389), p. 65 (Document n° 6113). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Jacques Duclos, p. 281 (Document n° 6251). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 466.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 229 (Document n° 112). — Dépôt du rapport par M. Bollfrand, p. 448 (Document n° 200). — Discussion, p. 584; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 586.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1369 (Loi n° 49-362 du 17 mars 1949, J. O. du 18 mars 1949).

**Conseil de la République.** — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter le Conseil de la République au

sein de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture, p. 362. — Désignation de candidatures, p. 1285. — Nomination de membres, p. 1292.

#### PACTE ATLANTIQUE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le pacte de l'Atlantique signé à Washington le 4 avril 1949, p. 2551 (Document n° 7168). — Dépôt du rapport par M. René Mayer, p. 4631 (Document n° 7819). — Discussion, p. 5061. — Suite de la discussion, p. 5092, 5221, 5242, 5252, 5278, 5296; adoption au scrutin du projet de loi, p. 5313, 5348 (rectificatif, p. 5304).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2216 (Document n° 700). — Dépôt du rapport par M. Ernest Pezet, p. 2216 (Document n° 701). — Discussion, p. 2308; adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 2339.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5514 (Loi n° 49-1109 du 2 août 1949, J. O. du 9 août 1949).

**Conseil de la République.** — Dépôt et adoption, au scrutin, d'une motion de M. Alric ainsi conçue: « Le Conseil de la République, au moment où il vient d'émettre un avis favorable au projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le pacte de l'Atlantique, certain d'interpréter les préoccupations essentielles de l'opinion française, invite le Gouvernement à user de toute son autorité en vue d'obtenir: 1° des co-signataires du pacte, les garanties nécessaires en ce qui concerne la composition des organismes subsidiaires et du comité de défense prévus par l'article 9 du pacte, notamment quant à la représentation de la France dans ces organismes; 2° du Gouvernement des Etats-Unis, la fourniture des armements et des équipements modernes indispensables pour donner aux armées françaises les moyens de remplir effectivement les obligations de défense et d'assistance que comporte le pacte de l'Atlantique. », p. 2339.

#### PENSIONS AUX VICTIMES DE LA GUERRE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Emile-Louis Lambert sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au paiement des pensions aux victimes de la guerre conclue le 1er décembre 1947 entre la France et la Tchécoslovaquie (n° 4232), p. 7 (Document n° 8066). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Jean Bouhey, p. 63 (Document n° 6121). — Adoption, p. 50.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 108 (Document n° 52). — Dépôt du rapport par M. Ponthrland, p. 229 (Document n° 126). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 477.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1240 (Loi n° 49-402 du 21 mars 1949, J. O. du 21 mars 1949).

#### POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Raphaël Babet sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale des télécommunications signée à Atlantic-City (Etats-Unis d'Amérique) le 2 octobre 1947 (n° 5396), p. 1241 (Document n° 6659). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1608.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 705 (Document n° 261). — Dépôt du rapport par M. Fouques-Duparc, p. 748 (Document n° 282). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 883.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2277 (Loi n° 49-583 du 24 avril 1949, J. O. du 26 avril 1949).

#### PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES MARITIMES

**Assemblée nationale.** — Adoption en deuxième lecture, du projet de loi ayant pour objet de mettre la législation française en harmonie avec les dispositions de la convention de Bruxelles sur les privilèges et les hypothèques maritimes, p. 171 (rectificatif, p. 382) (Loi n° 49-226 du 19 février 1949, J. O. du 20 février 1949).

#### PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention franco-sarraise en matière de propriété industrielle du 15 décembre 1948, p. 3448 (Document n° 7475). — Dépôt du rapport par M. Dufresne, p. 6936 (Document n° 8721). — Adoption du projet de loi, p. 7084.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2890 (Document n° 915).

#### PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention d'union internationale de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, conclue à Bruxelles le 26 juin 1948, p. 4746 (Document n° 7960).

#### RÉFUGIÉS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Alfred Coste-Floret sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier deux accords conclus le 13 janvier 1948 entre le Gouvernement français et la commission préparatoire de l'Organisation internationale pour les réfugiés (n° 5113), p. 1151 (Document n° 6635).

#### SÉCURITÉ COLLECTIVE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Boulet tendant à inviter le Gouvernement à déclarer la neutralité de la France tant que ne seront pas réalisées les conditions d'une véritable sécurité collective, p. 1380 (Document n° 6758).

#### SÉCURITÉ SOCIALE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 12 octobre 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie, p. 99 (Document n° 6133). — Dépôt du rapport par M. Boulavand, p. 659 (Document n° 6177). — Adoption, p. 1251.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 580 (Document n° 215). — Adoption, p. 668.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1583 (Loi n° 49-421 du 25 mars 1949, J. O. du 26 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier deux avenants à la convention générale entre la France et la Belgique du 17 janvier 1948 sur la sécurité sociale (n° 5387), p. 488 (Document n° 6383). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 913.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 417 (Document n° 191). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 881 (Document n° 320). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1037.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2193 (Loi n° 49-487 du 25 avril 1949, J. O. du 26 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 25 février 1949 entre la France et la Sarre, p. 2550 (Document n° 7156). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 3099 (Document n° 7683). — Adoption du projet de loi, p. 5055.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 681). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 2508 (Document n° 823). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2532.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6148 (Loi n° 49-1590 du 18 décembre 1949, J. O. du 21 décembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre le Gouvernement français et le gouvernement de la zone française d'occupation en ce qui concerne la

régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers signée le 26 mars 1949, p. 4746 (Document n° 7899).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention du 12 juillet 1949 entre la France et l'Organisation européenne de coopération économique sur la situation, au regard des législations françaises de sécurité sociale du personnel français et du personnel étranger employé par ladite organisation, p. 6701 (Document n° 8637).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention générale entre la France et la République de Saint-Martin tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation sanmarinaise sur les assurances sociales et les prestations familiales conclue le 12 juillet 1949, p. 7537 (Document n° 8885).

## SERVICE MILITAIRE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire, conclue le 30 mars 1949, entre la France et le Luxembourg, p. 2550 (Document n° 7136). — Dépôt du rapport par M. Penoy, p. 4307 (Document n° 7771). — Adoption du projet de loi, p. 5052.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 694). — Dépôt du rapport, par M. Gaspard, p. 2230 (Document n° 711). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2465.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6020 (Loi n° 49-1475 du 17 novembre 1949, J. O. du 18 novembre 1949).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire conclue le 29 août 1949 entre la France et la Belgique, p. 6701 (Document n° 8636).

## TRAITÉ D'AMITIÉ

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Louis Marin sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité d'amitié conclu à Paris, le 26 juin 1947, entre la France et la République des Philippines (n° 5562), p. 3374 (Document n° 7112). — Adoption du projet de loi, p. 4024.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1826 (Document n° 582). — Dépôt du rapport par M. Marius Moutet, p. 2091 (Document n° 648). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2246.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5384 (Loi n° 49-4016 du 2 août 1949, J. O. du 3 août 1949).

## TRAITÉ DE PAIX

**Assemblée nationale.** — Retrait d'un projet de loi (Assemblée nationale, première législature, n° 4995) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-italien portant rectification au tracé de la frontière franco-italienne défini par le traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947, p. 114.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Boullet tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre des démarches immédiates en vue de proposer que la rencontre du président Truman et du maréchal Staline puisse avoir lieu à Paris, p. 325 (Document n° 6280). — Dépôt du rapport par M. Henri Teilgen, p. 2909 (Document n° 7263).

## TRAVAIL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 63 concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa 24<sup>e</sup> session, tenue à Genève du 2 au 22 juin 1938, p. 97 (Document n° 6131).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification de la convention n° 81 concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa trentième session tenue à Genève du 19 juin au 11 juillet 1917, p. 1647 (Document n° 6318).

## UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les conventions et arrangements de l'Union postale universelle, signés à Paris le 5 juillet 1917, p. 3606 (Document n° 7518). — Dépôt du rapport par M. Babet, p. 4306 (Document n° 7780). — Adoption du projet de loi, p. 5054.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 685). — Dépôt du rapport par M. Berlaud, p. 2290 (Document n° 710). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2335.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République (Loi n° 49-1041 du 2 août 1949, J. O. du 3 août 1949).

## VOYAGES INTERNATIONAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Livry-Level sur la proposition de résolution de M. Minjoz, tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les mesures restrictives de libéré des voyages internationaux (n° 1385), p. 6076 (Document n° 8349).

**Coopération agricole.** — V. Agriculture (organisation professionnelle). — France d'outre-mer (terres générales).

**Coopératives.** — V. Sociétés coopératives.

**Cormoran (Accident du).** — V. Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).

**Corps gras, huiles et produits oléagineux.** — V. Denrées alimentaires et produits rationnés. — Interpellations n° 237. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 74.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Zuzino tendant: 1° à abroger les actes dits lois n° 1839 et 3303 des 25 avril et 6 août 1911 ainsi que les différents arrêtés ministériels qui ont suivi ces actes et relatifs à la production et à l'utilisation des matières oléagineuses végétales d'origine métropolitaine; 2° à annuler les taxes et cotisations en retard dues et exigées des producteurs, par le groupement interprofessionnel des oléagineux métropolitains (G. I. O. M.), p. 497 (Document n° 6202).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Zuzino, tendant à assurer la protection de l'olive métropolitaine en l'intégrant dans le plan de sept ans défini par le décret n° 47-1102 du 26 juillet 1947, p. 6075 (Document n° 8350).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert, tendant à relever le taux de la prime d'encouragement à la reconstitution des oliveraies et à accorder les crédits nécessaires à son financement, p. 6075 (Document n° 8351).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel, tendant à inviter le Gouvernement à faire étudier d'urgence des moyens de protéger la production oléicole française, p. 3521 (Document n° 7510).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Michel, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour: a) garantir l'écoulement normal de notre production d'huile d'olive; b) limiter les importations d'huiles étrangères; c) établir et réaliser un programme de recherches, d'amélioration et de vulgarisation oléicole et oléotechnique en vue d'obtenir une élévation de la qualité et du développement de notre production d'huile d'olive, p. 6075 (Document n° 8359).

**Corse.** — V. Armée de mer (commissariat de la marine). — Marine marchande (transports maritimes).

**Côte d'Ivoire.** — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française). — Interpellations, n° 271, 287.

**Côte française des Somalis.** — V. France d'outre-mer. — Interpellations n° 251.

**Cour d'APPEL.** — V. Justice (organisation). — Magistrature.

**Cour des COMPTES.** — V. Assurances sociales (contrôle). — Questions orales (Conseil de la République), n° 48.

**Conseil de la République.** — Retrait d'une proposition de résolution de M. Marilhac tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures et sanctions qu'imposent les conclusions du récent rapport de la cour des comptes et, d'autre part, à établir un système permanent de contrôle parlementaire des dépenses publiques permettant de mettre à temps en jeu les responsabilités administratives et politiques qu'elles peuvent comporter (n° 11-123, année 1948), qu'il avait déposée au cours de la séance du 30 décembre 1948, p. 297.

## Cour de DISCIPLINE BUDGETAIRE.

**Assemblée nationale.** — Communication par M. le président de l'Assemblée nationale d'une lettre du président de la cour de discipline budgétaire concernant les dépassements de crédits constatés par le Parlement à l'occasion du vote des collectifs de crédits, p. 2015.

**Cours de JUSTICE.** — V. Epuration, indochine nationale. — Indochine.

## Cour de JUSTICE (Haute).

**Assemblée nationale.** — Désignation par suite de vacances de candidatures pour la commission d'instruction de la Haute Cour de justice, p. 1243. — Proclamation de membres, p. 1323.

**Assemblée nationale.** — Désignation de candidatures pour les fonctions de juges suppléants de la Haute Cour de justice, p. 1243. — Proclamation de membres, p. 1323.

**Assemblée nationale.** — Demande de désignation de candidatures de membres appelés à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice; session du 14 juin 1949, p. 2548. — Désignation de candidatures, p. 3154; proclamation de membres, p. 3172.

**Assemblée nationale.** — Fixation de la date de prestation du serment des membres de la Haute Cour de justice, p. 1923. — Prestation de serment, p. 2310.

**Assemblée nationale.** — Compte rendu des travaux de la Haute Cour de justice, p. 5351.

## Cour de REVISION EXCEPTIONNELLE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi instituant une procédure de revision exceptionnelle à l'égard des personnes exécutées sans jugement sous la fausse accusation de collaboration avec l'ennemi (n° 5597), p. 4895 (Document n° 7931).

## Courses de chevaux. — V. Hippodrome.

**Courtiers d'assurances.** — V. Agents et courtiers d'assurances.

## Courtiers en vins.

**Assemblée nationale.** — Adoption de la proposition de loi de M. Guille réglementant la profession de courtiers en vins dits « courtiers de campagne », p. 2749.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1283 (Document n° 426). — Dépôt du rapport par M. Claparède, p. 1826 (Document n° 576). — Adoption d'une proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur la proposition de loi, p. 1996.

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de résolution, p. 4746 (Document n° 7881). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 5025 (Document n° 7933). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5025.

**Conseil de la République.** — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2138. — Dépôt du rapport sur la proposition par M. Claparède, p. 2473 (Document n° 790). — Discussion, p. 2476; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2481.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6137 (Document n° 8107). — Dépôt du rapport par M. Baurens, p. 6703 (Document n° 8645). — Discussion, p. 6953; adoption de la proposition de loi, p. 6959 (Loi n° 49-1652 du 31 décembre 1940, J. O. du 4 janvier 1950).

**Créances commerciales.** — V. Commerce et industrie.

#### Créances sur l'Etat.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brussel tendant à inviter le Gouvernement à organiser une compensation des impôts avec les créances sur l'Etat, p. 3260 (Document n° 7398).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Duvernois tendant à inviter le Gouvernement à organiser la compensation entre les dettes fiscales des contribuables et les créances de ceux-ci sur le Trésor public, p. 3117 (Document n° 7470).

**Crédit agricole.** — V. Agriculture. — Caisse nationale de crédit agricole.

**Crédit artisanal.** — V. France d'outre-mer (départements).

**Crédit commercial et industriel.** — V. Commerce et industrie.

**Crédit différé.** — V. Sociétés de crédit différé.

**Crédit foncier de France.** — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 54.

**Crédit hôtelier.** — V. Hôtels, restaurants et pensions de famille.

**Crédit immobilier.** — V. Habitations à bon marché.

**Crédit maritime.** — V. Marine marchande (navires de pêches).

#### Crédit public. — Emprunts de l'Etat.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gillas Gozard tendant à autoriser les contribuables qui n'ont pas souscrit à l'emprunt libérateur du prélèvement à y souscrire sous réserve de souscrire simultanément et pour une somme double à un emprunt d'équipement rural ou à un emprunt émis par un groupement de sinistrés, p. 1591 (Document n° 6802).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sieffrid tendant à modifier la loi du 7 janvier 1918 autorisant l'émission d'un emprunt, p. 2195 (Document n° 7091).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 4 de la loi du 7 janvier 1918 autorisant l'émission d'un emprunt, p. 3521 (Document n° 7504).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à faciliter aux associations reconnues d'utilité publique la souscription à l'emprunt national pour la reconstruction et l'équipement, p. 550 (Document n° 6105).

**Crimes de guerre.** — V. Interpellations n° 88. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 59.

**Croix de guerre.** — Citations militaires. — V. Interpellation n° 190. — Légion d'honneur et médaille militaire.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hulin-Desgrées tendant à attribuer la Croix de guerre aux titulaires de la Croix du combattant volontaire, au titre de la guerre 1914-1918, p. 3739 (Document n° 7603). — Dépôt du rapport par M. Émile-Louis Lambert, p. 4988 (Document n° 7963).

**Cuir et peaux.** — V. Chaussures (industrie et commerce de la).

**Culte.** — V. Alsace-Lorraine. — Assurances sociales (assurance vieillesse).

**Cunul.** — V. Agriculture (exploitations agricoles). — Assurances sociales. — Fonctionnaires. — Pensions et retraites.

**Cyclistes.** — V. Impôts (contributions indirectes).

## D

### Débts de boissons.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure relative à l'application des lois du 20 septembre 1911 et du 22 mars 1912 sur l'ouverture des débits de boissons (n° 3130), p. 6187.

— Dépôt d'un rapport de M. Albert Schmitt sur le projet de loi relatif au transfert des licences des buffets et buvettes des gares dans l'enceinte du domaine public des chemins de fer (n° 303), p. 7187 (Document n° 8322).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Émile Hugues tendant à étendre à toutes les communes le régime réglant le taux des licences des débits de boissons, selon un taux progressif en raison de l'importance des établissements, p. 6882 (Document n° 8712).

**Débits.** — V. Code civil. — Enregistrement. — France d'outre-mer (Indochine).

**Déclarations du Gouvernement.** — V. Communications du Gouvernement. — Présidence du conseil.

**Décorations.** — V. Légion d'honneur et médaille militaire. — Médailles, décorations et récompenses. — Pouvoirs publics.

### Défense nationale (ministère).

#### SERVICES SOCIAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à l'organisation des services sociaux pour l'ensemble des personnels civils relevant du ministère de la défense nationale, p. 4306 (Document n° 7766).

**Défense nationale (organisation).** — V. Armées. — Propriété industrielle. — Questions orales (Conseil de la République), n° 109.

**Assemblée nationale.** — Discussion de la proposition de résolution de M. Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 37 du décret du 23 novembre 1933 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1935, en ce qui concerne l'évaluation des indemnités accordées en matière de réquisitions, p. 865.

— Dépôt d'un rapport de M. Le Troquer sur: 1° Le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi sur l'organisation générale de la défense nationale; 2° les propositions de loi: a) de M. Billoux, portant organisation de la défense nationale; b) de M. Mélay, sur l'organisation générale de la défense nationale; c) de M. Serre, sur l'organisation générale de la défense nationale; d) de M. Boivin-Champeaux, sénateur, sur l'organisation de la défense nationale (nos 1871, 4161, 1553, 3052, 5019, 3769), p. 7121 (Document n° 8791).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à abroger le décret n° 49-1129 du 4 août 1919 relatif au contrôle des établissements publics et sociétés nationales se livrant à des études ou fabrications comportant un secret de la défense nationale, p. 7197 (Document n° 8870).

**Dégrèvements et exonérations.** — V. Impôts.

**Détails.** — V. Code de procédure civile. — Fonctionnaires (congés). — Propriété industrielle. — Sociétés par actions.

**Denrées alimentaires et produits rationnés.** — V. Agriculture (lait et produits laitiers). — Commerce et industrie. — Corps gras. — Questions orales (Conseil de la République), n° 59. — Navitaillement. — Sucre.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de Mme Hélène Le Jeune sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les régimes de suralimentation en faveur des tuberculeux (n° 4806), p. 257 (Document n° 6220). — Adoption de la résolution, p. 1997.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à fixer à l'avance les rations de denrées diverses et les tickets correspondants à la délivrance des produits, afin que la distribution puisse être faite dans tout le pays dès les premiers jours de chaque mois, p. 325 (Document n° 6296). — Dépôt du rapport par Mme Rose Guérin, p. 913 (Document n° 6581). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1256.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration de café de 125 à 250 grammes, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1949, sans augmentation de prix en attendant la suppression du rationnement pour cette denrée, p. 5992 (Document n° 8313). — Dépôt du rapport par M. Allot, p. 6263 (Document n° 8163). — Adoption de la proposition de résolution, p. 6796 (rectificatif, p. 6936).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Schœffler tendant à abroger la loi n° 46-2110 du 4 octobre 1916, accordant à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires, p. 7209 (Document n° 8829).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Noël tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin que tous les vieillards, dès qu'ils ont atteint soixante-dix ans, puissent obtenir les attributions alimentaires accordées aux titulaires de la carte V, p. 4110 (Document n° 7803).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vente libre le sucre, l'huile, le riz, à partir du 1<sup>er</sup> novembre, et aux prix pratiqués à cette date, p. 6188 (Document n° 8132).

**Dentistes.** — V. Impôts (revenus). — Médecine et professions médicales.

**Départements ministériels.** — V. Administrations publiques. — Budgets.

**Départements, villes et communes.** — V. Administration communale. — Budget 1947. — Bureaux d'aide sociale. — Domaine de l'Etat, des départements et des communes (cessions d'immeubles). — Eau potable. — Électricité (électrification des campagnes, charges d'exploitation). — Entraide française. — Impôts (patente, taxe départementale et communale). — Interpellations nos 30, 190, 260, 272. — Médailles d'honneur. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 6 (Conseil de la République) nos 64, 69, 80, 91, 105. — Transports et voies de communications (transports ferroviaires et routiers).

#### AMÉNAGEMENT DES VILLES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Darou sur la proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Palénor, tendant à compléter l'article 76 de la loi d'urbanisme n° 321 du 15 juin 1913 (n° 5471), p. 2168 (Document n° 6919).

#### BUDGET

**Assemblée nationale.** — Retrait d'un projet de loi portant réforme des finances locales, p. 5663 (Document n° 218, année 1946).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à permettre l'imputation sur le budget communal des cotisations à l'association des maires de France, reconnue d'utilité publique, et aux associations départementales et cantonales qui lui sont rattachées, p. 429 (Document n° 6355).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino relative au régime financier des départements créés par la loi du 19 mars 1918, p. 2606 (Document n° 7360).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal sur la répartition des dépenses relatives à l'entretien des groupes scolaires, p. 6137 (Document n° 8133).

## COMMISSIONS CONSULTATIVES D'ÉCONOMIES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachanal tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les commissions départementales d'économies, p. 7050 (Document n° 8778).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Brune tendant à inviter le Gouvernement à assurer la publication des rapports établis par les commissions consultatives départementales d'économies, instituées par le décret n° 49-714 du 7 juin 1949, et à faire connaître les conclusions tirées de l'examen de ces rapports par les préfets et les ministres, ainsi que les mesures qui en auront découlé, p. 2600 (Document n° 851).

## RECONSTRUCTION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alphonse Denis tendant à inviter le Gouvernement à prendre à sa charge la totalité des dépenses résultant de la reconstruction des établissements publics de la commune d'Oradour-sur-Glane, p. 498 (Document n° 6201).

## SERVICES HOSPITALIERS ET SOCIAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont réorganisant les services hospitaliers et sociaux dans le département de la Seine et portant création de l'administration générale de la santé du département de la Seine, p. 6168 (Document n° 8151).

## SERVICES SOCIAUX PUBLICS ET PRIVÉS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auban tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux, p. 2118 (Document n° 7020). — Dépôt du rapport supplémentaire de M. Jean Cayeux sur les propositions de loi: 1° de Mme Poinso-Chapuis tendant à organiser la coordination des services sociaux; 2° de M. Auban tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux (nos 1991, 5950, 7020), p. 6702 (Document n° 8630). — Discussion, p. 6963; adoption de l'ensemble après modification du titre: « Proposition de loi tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux », p. 6769.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2786 (Document n° 929).

## SUBVENTIONS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux des subventions relatives aux travaux d'assainissement, p. 4072 (Document n° 7721).

**Conseil de la République.** — Retrait d'une proposition de résolution de M. Cornu tendant à inviter le Gouvernement à faire voter d'urgence les crédits qui permettront de verser aux communes qui peuvent y prétendre le reliquat de la subvention spéciale d'équilibre pour l'exercice 1947 (II, n° 8, année 1948), p. 46.

**Départements d'outre-mer.** — V. Agriculture (recensement). — Enquêtes parlementaires. — France d'outre-mer. — Interpellations nos 31, 32, 31, 357. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 99; (Conseil de la République) nos 56, 55.

**Dépenses publiques.** — V. Budget. — Compétibilité publique. — Cour des comptes. — Pensions et retraites. — Traitements, sobres et indemnités.

**Déportés.** — V. Centre « Jean Moulin ». — Code civil. — Fonctionnaires (dégageant des cadres). — Prisonniers.

**Députés.** — V. Assemblée nationale. — Elections législatives. — Interpellations, n° 161. — Traitements, sobres et indemnités.

AUTORISATION DE POURSUITES  
IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Denis, tendant à préciser l'interprétation définitive que

l'Assemblée nationale donne à l'étendue des autorisations de poursuites consenties pour certains de ses membres, p. 4135 (Document n° 7745). — Dépôt du rapport par M. Henri Teitgen, p. 4219 (Document n° 7751). — Discussion, p. 4226, 4396. — Suite de la discussion, p. 4416, 4435; adoption, au scrutin, après modification du titre « Proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles peut être levée l'immunité d'un député, d'un conseiller de l'Union française », p. 4452.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de résolution, p. 4879 (Document n° 600). — Dépôt du rapport par M. Georges Pernot, p. 1914 (Document n° 620). — Discussion, p. 1997; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles peut être levée l'immunité des membres de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République ou de l'Assemblée de l'Union française », p. 2013. **Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4717 (Document n° 7897). — Dépôt du rapport par M. Diallo, p. 4988 (Document n° 7976). — Discussion, p. 5523, 5532, 5552; adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec modification, p. 5565.

**Assemblée nationale.** — Demande d'une nouvelle délibération par M. le Président de la République, p. 5761 (Document n° 8152).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Césaire tendant à inviter le Gouvernement à respecter les garanties que la loi constitutionnelle a accordées aux membres du Parlement, p. 3909 (Document n° 7661).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Philip tendant à fixer les conditions dans lesquelles l'immunité d'un parlementaire peut être levée par l'Assemblée nationale, p. 4395 (Document n° 7791).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kriegel-Vallimont tendant à parantir les droits prévus à l'article 22 de la Constitution aux membres de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, p. 4396 (Document n° 7797).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de Mme Peyroles sur la proposition de résolution de M. Barraehin tendant à instituer une commission permanente d'instruction des demandes en autorisation de poursuites (n° 5706), p. 526 (Document n° 6310). — Discussion, p. 808; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 811.

— Demandes de désignation de candidatures à la commission des immunités parlementaires, p. 853, 1015. — Désignation de candidatures, p. 1212, 1833, 2531, 2681, 3151, 4811. — Nomination de membres, p. 1328, 2015, 2760, 3172, 5106.

**Assemblée nationale.** — Donne lecture d'une lettre du garde des sceaux demandant la restitution des originaux des pièces de procédure jointes à la demande en autorisation de poursuites n° 4852, p. 7615.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Palewski sur deux demandes en autorisations de poursuites contre un membre de l'Assemblée (nos 2625, 5736, 3029), p. 913 (Document n° 6579). — Discussion, p. 1269; adoption, au scrutin, des conclusions de la commission tendant à autoriser les poursuites, p. 1278 (rectificatif, p. 1375).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. de Moro-Giafferri sur deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (nos 2655, 3229, 2930 rectifié), p. 1211 (Document n° 6662). — Dépôt du deuxième rapport supplémentaire de M. de Moro-Giafferri, p. 3081 (Document n° 7415). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3272.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Farine sur la demande en autorisation de poursuites (n° 2792 rectifié), p. 3311 (Document n° 7113). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3166.

**Assemblée nationale.** — Discussion des conclusions du rapport de la commission chargée d'examiner la demande en autorisation de

poursuites contre un membre de l'Assemblée (nos 2810, 3703), p. 1263; rejet, au scrutin, de la demande, p. 1269.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 2850 rectifié), p. 1919.

— Dépôt d'un rapport de M. Mazuez sur une demande en autorisation de poursuites (n° 4016), p. 3147 (Document n° 7511). — Discussion, p. 3632; rejet, au scrutin, de la demande, p. 3616.

— Dépôt d'un rapport de M. Finet sur deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (nos 4033-4309), p. 1791 (Document n° 6836). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet des demandes, p. 1856.

— Dépôt d'un rapport de M. Arthaud sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 4852), p. 1279 (Document n° 6687). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1856.

— Dépôt d'un rapport de M. Alphonse Denis sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 4970), p. 1727 (Document n° 6838). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1802.

— Dépôt d'un rapport de M. Pronteau sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée nationale (n° 4971, 6013), p. 1591 (Document n° 6805).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pronteau, p. 1727 (Document n° 6812). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1856.

— Adoption des conclusions du rapport tendant au rejet d'une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (nos 5000-5132), p. 172.

— Dépôt d'un rapport de M. Doyen sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 5633), p. 1591 (Document n° 6804). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1738.

— Dépôt d'un rapport de M. Montillot sur deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (nos 5648-5649), p. 65 (Document n° 6120). — Discussion des conclusions du rapport, p. 537. — Rejet, au scrutin, d'une proposition de résolution présentée par la commission, tendant à autoriser les poursuites, p. 512.

— Dépôt d'un rapport de M. René Schmitt sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 5939), p. 325 (Document n° 6281). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 796.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6 (Document n° 6055). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée nationale, p. 791 (Document n° 6510). — Dépôt d'un rapport par M. Girardot sur six demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (nos 4155-4984-5027-5859-6055-6510), p. 1591 (Document n° 6806). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet des demandes p. 1718.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6 (Document n° 6056). — Dépôt du rapport par M. Juge, p. 1531 (Document n° 6770). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1802.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 188 (Document n° 6168). — Dépôt d'un rapport par M. Juge sur neuf demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (nos 3521, 3533, 3925, 3926, 3927, 4158, 4557, 4851, 6168), p. 1531 (Document n° 6769). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet des demandes, p. 1802.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 186 (Document n° 6153). — Dépôt du rapport par M. André-François Mercier, p. 1279 (Document n° 6681). — Discussion, p. 4390; adop-



tion, au scrutin, des conclusions de la commission tendant à autoriser les poursuites, p. 1395.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 138 (Document n° 6169). — Dépôt du rapport par M. Boutavant, p. 177 (Document n° 6811). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1802.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 133 (Document n° 6170). — Dépôt du rapport par M. Bergerat, p. 550 (Document n° 6111). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1018.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 256 (Document n° 6231). — Dépôt du rapport par M. Juge, p. 1351 (Document n° 6331). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1903.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 399 (Document n° 6313). — Dépôt du rapport par M. Arthaud, p. 1279 (Document n° 6686). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1855.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée nationale, p. 791 (Document n° 6511). — Dépôt du rapport par M. Juge, p. 1831 (Document n° 6882). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1903.

— Dépôt d'un rapport de M. Borra sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 5938), p. 1007 (Document n° 6598). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1190.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée nationale, p. 1026 (Document n° 6616). — Dépôt du rapport par M. Farine, p. 2909 (Document n° 7295). — Discussion, p. 3015; scrutin public, p. 3173; adoption des conclusions de la commission tendant à autoriser les poursuites, p. 3179 (*rectifié*), p. 3261).

— Dépôt d'un rapport de M. Llanle sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 6020), p. 1150 (Document n° 6629). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1295.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1196 (Document n° 6653). — Dépôt du rapport par M. Pierrard, p. 2100 (Document n° 6936). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 2578.

— Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 4999), p. 1371 (Document n° 6707). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1902.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1113 (Document n° 6722). — Dépôt du rapport par Mme Madeleine Braun, p. 2797 (Document n° 7211). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3015.

— Dépôt d'un rapport de M. Marcel Cartier sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 5271), p. 1531 (Document n° 6780). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1718.

— Dépôt d'un rapport de M. Signor sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 5631), p. 1591 (Document n° 6798). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1802.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1746 (Document n° 6811). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2181 (Document n° 6961). — Dépôt d'un rapport par M. de Moro-Giannetti, p. 2081 (Document n° 7316). — Discussion, p. 3272, 3318; adoption, au scrutin, des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3361.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1800 (Document n° 6866). — Dépôt du rapport par M. Maliez, p. 2751 (Document n° 7221). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3015.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1800 (Document n° 6871). — Dépôt du rapport par M. Courant, p. 3314 (Document n° 7111). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3632.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1922 (Document n° 6899). — Dépôt du rapport par M. de Moro-Giannetti, p. 2278 (Document n° 6991). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 2578.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2021 (Document n° 6928). — Dépôt du rapport par M. Courant, p. 3311 (Document n° 7112). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3632.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2332 (Document n° 7039). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 3081 (Document n° 7311). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3272.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2536 (Document n° 7112). — Dépôt du rapport par M. Bartolini, p. 3909 (Document n° 7658). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4265.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2536 (Document n° 7113).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2536 (Document n° 7119). — Dépôt du rapport par M. de Moro-Giannetti, p. 3314 (Document n° 7111). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3160.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2536 (Document n° 7171). — Dépôt du rapport par M. Courant, p. 3114 (Document n° 7194). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4033.

— Demande en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée, p. 2570 (Documents n° 7186, 7187). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3313 (Document n° 7129). — Dépôt du rapport par M. Pierrard, p. 3722 (Document n° 7620). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet des demandes, p. 4265.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2760 (Document n° 7236). — Dépôt du rapport par M. Boutavant, p. 3148 (Document n° 7195). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4033.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2760 (Document n° 7237). — Dépôt du rapport par M. Boutavant, p. 3148 (Document n° 7191). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4033.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2760 (Document n° 7238). — Dépôt du rapport par M. Boutavant, p. 3148 (Document n° 7193). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4033.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2760 (Document n° 7239). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 3309 (Document n° 7657). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4265.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2931 (Document n° 7298). — Dépôt du rapport par M. Chamberon, p. 3792 (Document n° 7621). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4265.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3225 (Document n° 7392). — Dépôt du rapport par M. Chamberon, p. 4140 (Document n° 7809). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4615.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3225 (Document n° 7393). — Dépôt du rapport par Mme Braun, p. 4072 (Document n° 7710). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4265.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3373 (Document n° 7135).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3415 (Document n° 7153). — Dépôt du rapport par M. Farine, p. 4072 (Document n° 7715). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4265.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3520 (Document n° 7529).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3800 (Document n° 7616).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3908 (Document n° 7655).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4745 (Document n° 7873).

— Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée, p. 5765 (Documents n° 8140, 8141, 8145, 8146, 8150 à 8156, 8159, 8160, 8163 à 8172, 8174, 8175 et 8177).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5765 (Document n° 8157). — Dépôt du rapport par M. André Pierrard, p. 5913 (Document n° 8239). — Discussion, p. 5951; adoption des conclusions de la commission tendant à autoriser les poursuites, p. 5957.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5912 (Document n° 8210).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6019 (Document n° 8319).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6019 (Document n° 8320).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6155 (Document n° 8386).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6935 (Document n° 8726).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6935 (Document n° 8732).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6935 (Document n° 8800).

#### CONDAMNATIONS

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Lussy, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes initiatives utiles afin que les condamnations prononcées à l'encontre des parlementaires malgaches restent dans le cadre prévu par l'article 91 du code pénal, p. 4396 (Document n° 7793).

*Assemblée nationale.* — Communication de M. le ministre de la France d'outre-mer faisant connaître que l'arrêt de la cour criminelle de Tananarive condamnant les députés Ravaohangy, Rasela et Rabenananjara est définitif, p. 5765 (Document n° 8137).

#### DÉMISSIONS

*Assemblée nationale.* — Communication à l'Assemblée de la démission des députés suivants: Mme Mathilde Mély, p. 31; M. Eugène Doyen, p. 2301; M. Patrice Bougrain, p. 5765; M. Joseph Renaud, p. 5954.

## INCOMPATIBILITÉS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazuez tendant à faire déclarer incompatibles avec le mandat législatif les fonctions de directeur de publication de tout journal ou écrit périodique, p. 7313 (Document n° 8852).

## INVOLABILITÉ

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à approuver la lettre adressée par M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, à M. le Président de la République, le 19 janvier 1949, relative à l'inviolabilité des membres du Parlement, à l'occasion de l'arrêt de la cour criminelle de Tananarive du 4 octobre 1948 ayant condamné les élus malgaches, p. 4235 (Document n° 7752).

## VÉRIFICATION DE POUVOIRS

## AUDR

Rapport supplémentaire de M. Citerne, p. 37  
Admission de M. Alexis Fabre, p. 58.

## MANCHE

Rapport supplémentaire de M. Mauroux, p. 5942.  
Admission de M. Pierre Hénault, p. 5954.

## NORD

Rapport supplémentaire de M. de Moro-Giafferri, p. 3011.  
Admission de Mme Clacys, p. 3014.

## RHÔNE

Rapport supplémentaire de M. Tourlaud, p. 117.  
Admission de M. Auguste Hugonnier, p. 172.

## SAÛNE-ET-LOIRE

Rapport supplémentaire de M. Garet, p. 5943.  
Admission et démission de M. Renaud, p. 5951.  
Rapport supplémentaire de M. André Hugues, p. 7053.  
Admission de M. Claudius Bachelet, p. 7081.

## DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

**Haute-Volta.** — Rapport de M. Moisan, p. 916; discussion des conclusions du rapport, p. 1672, 1687, 1802, et admission de MM. Guissou, Ouedraogo et Nazi Boni, p. 1813.

**Niger.** — Rapport de M. Marc Scherer, p. 1375. — Discussion des conclusions du rapport, p. 1413, 3553, et admission de M. Georges Condal, p. 5565.

**Océanie (Etablissements de).** — Rapport de M. Lepervanche, p. 6653. — Admission de M. Pouvanou Oopa, p. 6685.

**Réunion (La).** — Rapport de M. Ninho et discussion, p. 107; adoption d'une motion et rejet, au scrutin, d'un amendement de M. Fagon, tendant à l'annulation des opérations électorales. — Admission de MM. Vergès, Bobet et de Lepervanche, p. 113.

**Dératisation.** — V. Santé publique (protection de la).

**Dettes commerciales.** — V. Commerce et industrie (commerce de gros et de détail).

**Devises.** — V. Monnaies.

**Diplômes.** — V. Etudiants.

**Discours officiels.** — V. Présidence du conseil des ministres.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une motion de M. Paul Robert concernant l'affichage du discours de M. Pellene, prononcé le 15 juin 1949, au cours du débat sur la S. N. C. F., p. 1179; discussion et retrait de la motion, p. 1190.

**Disparitions.** — V. Code civil.

**Dispensaires antituberculeux.** — V. Tuberculose.

**Distilleries.** — Interpellations, n° 239.

**Domaine de l'Algérie.** — V. Algérie.

**Domaine de l'Etat, des départements et des communes.** — V. France d'outre-mer (Tunisie).

## ACQUISITIONS D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Rollin tendant à inviter le Gouvernement à faire acquérir par l'Etat l'actuel stade Bullier en vue de l'édification d'un gymnase et d'une maison d'étudiants, p. 7050 (Document n° 8779).

## CESSION D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Tourlaud sur le projet de loi autorisant la cession à l'Office national industriel de l'azote de l'usine sulfurique de Borde-Longue, dépendant de la poudrerie nationale de Toulouse, n° 2269, p. 2278 (Document n° 7013). — Adoption du projet de loi, p. 2537.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1201 (Document n° 400). — Dépôt du rapport par M. Alric, p. 1441 (Document n° 476). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1630.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3999 (Loi n° 49-591 du 7 juillet 1949, J. O. du 8 juillet 1949.)

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant la passation d'un bail pour une durée de trente ans par l'Etat à la ville de Châteauroux aux fins de location à cette dernière d'une partie de la caserne Ruby-Ouest affectée au ministère de l'Intérieur, p. 5803 (Document n° 8197). — Dépôt du rapport par M. Kuehn, p. 6979 (Document n° 8743). — Adoption du projet de loi, p. 7575.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant approbation d'une convention passée entre l'Etat et le département de la Moselle en vue de la cession à cette collectivité des bâtiments de l'ancien tribunal de Thionville, p. 2550 (Document n° 7155).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant la cession amiable à la ville de Strasbourg des terrains dépendant de l'enceinte fortifiée de la place, p. 3791 (Document n° 7611).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Hüssel tendant à permettre la cession gratuite des immeubles désaffectés par l'autorité militaire afin de favoriser la construction d'habitations à bon marché, p. 711 (Document n° 6527).

## VENTE D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Mondon sur la proposition de loi de M. Mondon tendant à relever le prix limite de 50.000 francs au-dessus duquel les immeubles appartenant aux départements, communes et établissements publics départementaux et communaux doivent obligatoirement recourir à l'adjudication avec publicité et concurrence (n° 5871), p. 257 (Document n° 6231).

**Domages de guerre.** — V. Banque de France. — Budget 1949-1950. — Interpellations n° 163, 165, 215, 226. — Loyers. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 112 (Conseil de la République) n° 67, 81. — Sociétés coopératives de reconstruction. — Spoliation. — Viticulture.

**Assemblée nationale.** — Adoption de la proposition de résolution de M. Lareppe tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles visant à procéder à un règlement équitable et rapide des indemnités dues aux victimes d'accidents causés par les armées françaises, alliées et allemandes sur leurs personnes et dans leurs biens (n° 1139, 1597), p. 2216.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Briant sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à

compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 26 octobre 1946 sur les dommages de guerre (n° 11-146, année 1948), p. 196 (Document n° 105). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Kalb, p. 259 (Document n° 136). — Discussion, p. 281. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Briant, p. 297 (Document n° 161). — Suite de la discussion, p. 472; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 477.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1241 (Document n° 6661). — Dépôt du rapport par M. Lareppe, p. 1961 (Document n° 6900). — Discussion, p. 2176; adoption de la proposition de loi après modifications, p. 2177 (Loi n° 49-538 du 20 avril 1949, J. O. du 21 avril 1949).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Bernard Chochoy sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (n° 11-129, année 1948), p. 196 (Document n° 95). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Kalb, p. 259 (Document n° 135). — Discussion, p. 274; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 280.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 822 (Document n° 6560). — Dépôt du rapport par M. Lareppe, p. 1531 (Document n° 6773). — Discussion, p. 2181; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi avec modifications, p. 2187 (rectificatif, p. 2425) (Loi n° 49-573 du 23 avril 1949, J. O. du 24 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 1961 (Document n° 6908). — Dépôt du rapport par M. Lareppe, p. 4896 (Document n° 7929). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Blocquaux, p. 5661 (Document n° 8122). — Adoption de la proposition de loi, p. 6052.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2508 (Document n° 816). — Dépôt du rapport par M. Briant, p. 2695 (Document n° 870). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice, par M. Kalb, p. 2817 (Document n° 933). — Discussion, p. 2917.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Chochoy tendant à inviter le Gouvernement à déposer immédiatement devant le Parlement un projet de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des votes et moyens, en vue de n'appliquer la procédure du paiement par titres qu'aux sinistres non reconnus prioritaires avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949, p. 76 (Document n° 42). — Dépôt du rapport, par M. Yves Jaouen, p. 160 (Document n° 89). — Discussion, p. 235; adoption après modification du titre: Résolution invitant le Gouvernement à déposer immédiatement devant le Parlement un projet de loi tendant à supprimer l'article 9 et modifier l'article 11 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des votes et moyens, p. 240 (rectificatif, p. 289).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 33 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 1830 (Document n° 6862).

— Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'article 32 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 2550 (Document n° 7135).

— Dépôt d'un projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 4699 (Document n° 7865).

— Dépôt d'un projet de loi portant élévation des plafonds fixés à l'article 2 du décret n° 47-1467 du 9 août 1947 fixant les conditions d'application en Algérie de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 6262 (Document n° 8459).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camille Wolff portant dérogation aux dispositions de l'article 9 de la loi n° 48-1973, portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, en faveur des sinistrés du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle évacués en 1939-1940, expulsés par les autorités allemandes pendant l'occupation ou déportés en Allemagne en 1945, p. 256 (Document n° 6222).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à modifier l'article 73 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 1459 (Document n° 6723).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Buriot tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 2195 (Document n° 7103).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à compléter les dispositions de la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre, en étendant son bénéfice aux dommages de réquisitions, p. 2691 (Document n° 7216).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à soustraire une catégorie de sinistrés à certaines dispositions de la loi du 28 octobre 1948 sur les dommages de guerre, p. 3373 (Document n° 7438).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à modifier les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948 portant élévation des plafonds fixés à l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 3739 (Document n° 7581).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Midol tendant à modifier les dispositions de l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 octobre 1946 et de l'article 21, paragraphe 3 de la même loi portant, dans l'ordre, élévation du plafond de paiement des dommages mobiliers, en attendant le plan de financement et élévation du taux forfaitaire des réparations mobilières, p. 5971 (Document n° 7990).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck modifiant l'article 10, 5<sup>e</sup> alinéa, de la loi du 28 octobre 1946 pour faire bénéficier les Français sinistrés à l'étranger de la législation actuelle des dommages de guerre, p. 5803 (Document n° 8201).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck modifiant l'article 10, 5<sup>e</sup> alinéa, de la loi du 28 octobre 1946 pour faire bénéficier les Français sinistrés à l'étranger de la législation actuelle des dommages de guerre, p. 5912 (Document n° 8282).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Courant sur les transferts de dommages de guerre immobiliers, p. 5991 (Document n° 8308).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à modifier l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 6188 (Document n° 8418).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Midol tendant à la réglementation de la vente des dommages de guerre, p. 7068 (Document n° 8767).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946, notamment les dispositions concernant la cession des droits à indemnité des dommages de guerre, p. 7008 (Document n° 8768).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier tendant à supprimer les plafonds prévus à l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 7019 (Document n° 8780).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brussel tendant à modifier l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 7050 (Document n° 8781).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Depreux tendant à aménager les modes de règlement des sinistrés prioritaires prévus aux articles 9 et 41 de la loi du 31 décembre 1948 sur les maxima budgétaires par remise de titres de

rente 5 p. 100 de l'emprunt national aux lieux et place des titres de la caisse autonome de reconstruction, p. 136 (Document n° 77).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 429 (Document n° 6353).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Médécin, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi interprétant les articles 10 et 33 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 281 (Document n° 6256).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence au financement de la part différée de 30 p. 100 au delà du plafond de 5 millions de francs, en matière de dommages de guerre, p. 7002 (Document n° 8769).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patendro, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le paiement par titres des indemnités de dommages de guerre aux sinistrés non prioritaires, p. 2786 (Document n° 926).

#### Dois, legs et fondations.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bardoux sur les donations et fondations des cinq académies de l'Institut de France, p. 5912 (Document n° 8251). — Retrait, p. 6187.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bardoux sur les donations et fondations des associations, sociétés et académies reconnues d'utilité publique, p. 6119 (Document n° 8325).

#### Douane. — V. Légion d'honneur.

**Douanes.** — V. Conventions internationales. — Interpellations, n°s 189, 207.

#### BUREAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Marie Lambert tendant à inviter le Gouvernement à compléter la liste des bureaux de douane à l'exportation des fruits et légumes, celle qu'elle est établie par l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1949, en y ajoutant les bureaux de douane de Roscoff et de Saint-Malo, p. 4631 (Document n° 7851).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dassonville tendant à inviter le Gouvernement à compléter la liste des bureaux de douane à l'exportation des fruits et légumes, celle qu'elle est établie par l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1949, en y ajoutant les bureaux de douane de Boulogne-sur-Mer et de Calais, p. 5251 (Document n° 8021).

#### TARIFS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Peytel tendant à réserver au Parlement la fixation des taxes sur les carburants, p. 53 (Document n° 6111). Demande d'arbitrage sur l'urgence de la discussion, p. 138; adoption, au scrutin, de l'urgence, p. 110, 191. — Discussion de la proposition de loi, p. 266. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Michel tendant à réserver au Parlement la fixation de taxes intérieures de consommation, notamment la taxe sur les produits pétroliers, p. 82 (Document n° 6139).

— Dépôt d'un rapport de M. Abelin sur les dites propositions de loi, p. 281 (Document n° 6273). — Suite de la discussion, p. 297; adoption de l'ensemble après modification du titre: « Proposition de loi établissant les conditions dans lesquelles sont fixées les taxes intérieures de consommation visées à l'article 265 du code des douanes, p. 299.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 108 (Document n° 57). — Dépôt du rapport par M. Clavier, p. 136 (Document n° 76). — Discussion, p. 171; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 177.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 550 (Document n° 6107). — Dépôt du rapport par M. Pierre Abelin, p. 715 (Document n° 6533).

— Discussion et adoption de la proposition de loi, avec modification, p. 859 (Loi n° 49-293 du 4 mars 1949, J. O. du 5 mars 1949).

— Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi portant fixation des droits de douane d'importation (n° 2879), p. 601 (Document n° 6157).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 49-694 du 21 mai 1949, portant relèvement du tarif des droits de douane d'exportation, p. 3739 (Document n° 7593).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification du décret du 4 novembre 1949 portant modification du tarif des droits de douane d'exportation, p. 6262 (Document n° 8160).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. le colonel Félix tendant à dégrever les carburants agricoles des droits de douane, p. 1594 (Document n° 6792).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Félix Garcia tendant à inviter le Gouvernement à appliquer immédiatement aux pâtes à papier à la soude importées en France le droit de douane prévu par l'arrêté du 16 décembre 1947, p. 6183 (Document n° 8139).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Christiaens tendant à inviter le Gouvernement à appliquer des droits de douane à l'égard des pâtes à papier, des papiers, cartons et vieux papiers, p. 6979 (Document n° 8749).

**Droits d'examen.** — V. Pupilles de la nation.

**Droits de l'homme.** — V. Conventions internationales.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau tendant à prohiber tous les procédés techniques qui portent atteinte à l'intégrité de la personne humaine, p. 1371 (Document n° 6715).

**Droits de mutation.** — V. Enregistrement.

**Droits de plaidoiries.** — V. Avocats.

**Droits de préemption.** — V. Enregistrement.

**Droit syndical.** — V. Interpellations, n° 209.

**Droits universitaires.** — V. Étudiants.

## E

**Eau.** — V. Impôts (patente). — Interpellations, n°s 151, 278. — Questions orales (Conseil de la République), n° 113.

**Eaux d'irrigation.** — V. Canaux d'irrigation.

**Eaux minérales.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 102.

**Eau potable.** — V. Combustibles liquides et dérivés. — Électricité (électrification des campagnes).

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faciliter les travaux d'adduction d'eau dans les communes rurales (n° 1593), p. 6187.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Castéra tendant à attribuer des subventions aux collectivités locales pour couvrir les frais occasionnés par le ravitaillement en eau en période de sécheresse, p. 5803 (Document n° 8186).

— Dépôt d'une proposition de loi de D. Delechenat concernant le droit de passage chez un voisin pour adduction d'eau potable, p. 6187 (Document n° 8131).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à pallier les néfastes conséquences de la sécheresse en utilisant la force motrice des marées et en intensifiant les adductions d'eau, p. 6922 (Document n° 8739).

**Écoles.** — V. Armées. — Crédit public, emprunts de l'État. — Départements, villes et communes. — Enseignement, Fonctionnaires

de l'enseignement. — Interpellations, nos 37, 68, 117, 129, 169. — Mines et carrières (établissements scolaires). — Questions orales (Conseil de la République), n° 57.

**Economies budgétaires.** — V. Budgets. — Départements, villes et communes (commissions consultatives d'économies). — Questions orales (Conseil de la République), n° 80.

#### Economie nationale (secrétariat d'Etat).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poinbœuf tendant à inviter le Gouvernement à substituer à l'actuel secrétariat d'Etat à l'économie nationale un véritable ministère pleinement indépendant de tout autre et doté de tous les pouvoirs et moyens nécessaires pour animer, coordonner et contrôler tous les ministères, commissariats ou service à caractère économique, p. 429 (Document n° 6310).

**Economiquement faibles.** — V. Assurances sociales (vieux travailleurs). — Electricité et gaz (tarifs). — Impôts (perception). — Interpellations, nos 29, 201. — Loyers. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 7; (Conseil de la République), n° 89. — Radiodiffusion. — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Jean Cayeux sur la proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à créer au bénéfice des économiquement faibles une carte officielle leur permettant d'obtenir du pain, du charbon, de la viande, des produits pharmaceutiques et des facilités de transport, et aussi de bénéficier sans contestation des avantages qui leur sont déjà accordés (n° 5856), p. 1531 (Document n° 6776). — Discussion, p. 2932; adoption d'une proposition de loi avec le titre suivant: « Proposition de loi tendant à instituer une carte nationale dite carte sociale des économiquement faibles », p. 2945.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1302 (Document n° 133). — Dépôt du rapport par M. Reveilhaut, p. 1332 (Document n° 139). — Discussion, p. 1335; motion préjudicielle tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel pour l'examen de ladite proposition de loi, p. 1338; adoption, p. 1339.

**Assemblée nationale.** — Transmission de la résolution, p. 3073 (Document n° 7313). — Dépôt du rapport par M. Cayeux, p. 3108 (Document n° 7355). — Adoption de la résolution, p. 3108.

**Conseil de la République.** — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1316. — Dépôt du rapport sur la proposition de loi par M. Reveilhaut, p. 1500 (Document n° 502). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Jean Geoffroy, p. 1588 (Document n° 599). — Suite de la discussion, p. 1590, 1611; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1618 (rectificatif, p. 1652).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3909 (Document n° 7661). — Dépôt du rapport par M. Jean Cayeux, p. 5159 (Document n° 8074). — Discussion, p. 5634 et adoption de la proposition de loi avec modification, p. 5636 (Loi n° 49-1091 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palinaud tendant à l'application de la Constitution de la République française qui garantit aux « économiquement faibles » des moyens convenables d'existence, p. 3313 (Document n° 7419).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à promulguer le décret portant application de la loi du 2 août 1949 instituant la carte sociale des économiquement faibles, p. 6021 (Document n° 8322).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Midol tendant à inviter le Gouvernement à donner à la carte sociale des économiquement faibles un caractère de priorité afin de faciliter l'accès des divers transports publics aux titulaires de ladite carte, p. 6076 (Document n° 8373).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à publier le décret prévu par l'article 4 de la loi n° 40-1091 du 2 août 1949, instituant une carte nationale dite « carte sociale des économiquement faibles », p. 2416 (Document n° 773). — Retrait, p. 2625.

**Ecrivains.** — V. Assurances sociales (professions libérales).

**Educations physiques et sports.** — V. Domaine de l'Etat (acquisitions). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 6.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Couston tendant à instituer une subvention nationale de 20 millions de francs pour favoriser la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur, pratiquée dans les aéro-clubs, pour les jeunes de moins de vingt et un ans, p. 4021 (Document n° 8333).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à pourvoir la ville de Paris d'un stade de 100.000 places, p. 2551 (Document n° 7115).

**Effets de commerce.** — V. Code de commerce.

**Egouts.** — V. Départements, villes et communes. — Pensions et retraites (personnels communaux).

**Elections.** — V. Algérie. — Chambres d'agriculture. — Chambres de métiers. — France d'outre-mer. — Interpellations n° 263.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Djemad sur la proposition de loi de M. Boumendjel tendant à appliquer à toutes les élections les prescriptions de l'article 15 de la loi du 5 septembre 1917 réglementant, pour la première fois, les conditions d'admission officielle des mandataires des candidats dans les bureaux de vote. (N° 4711), p. 488 (Document n° 6393).

#### Elections cantonales.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales, p. 321 (Document n° 6289). — Dépôt du rapport par M. Claude Mont, p. 659 (Document n° 6169). — Arbitrage sur l'urgence, p. 656, 671. — Discussion, p. 674, 698; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 700 (rectificatif, p. 828, 1151).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 272 (Document n° 137). — Dépôt du rapport par M. de La Gontrie, p. 297 (Document n° 116). — Discussion, p. 382; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 390 (rectificatif, p. 519).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1007 (Document n° 6111). — Dépôt du rapport par M. Gilbert, p. 1015 (Document n° 6621). — Discussion, p. 1062; adoption de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 1063 (Loi n° 285 du 2 mars 1949, J. O. du 3 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen tendant à appliquer pour les élections cantonales des 20 et 27 mars 1949 les dispositions de la loi n° 46-1816 du 21 août 1946, p. 562 (Document n° 6183).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à fixer officiellement la date du premier tour de scrutin des élections cantonales prévues par la loi n° 48-1180 du 25 septembre 1948, p. 57 (Document n° 6092).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dronne tendant à inviter le Gouvernement à fixer officiellement la date du premier tour de scrutin des élections cantonales prévues par la loi n° 48-1180 du 25 septembre 1948, p. 36 (Document n° 25). — Retrait, p. 66.

**Elections législatives.** — V. Assemblée nationale (composition et élection). — Interpellations n° 13. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 11.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Pleven tendant à compléter la liste des inéligibilités pré-

vues par le paragraphe 3 de l'article 12 de la loi du 30 novembre 1875 modifiée par l'article 45 de la loi du 5 octobre 1946, p. 2875 (Document n° 7263). — Dépôt du rapport par M. Brusset, p. 3739 (Document n° 7597). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Laurelli, p. 3793 (Document n° 7613). — Adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter la liste des inéligibilités prévues par le paragraphe 3<sup>e</sup> de l'article 12 de la loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés, complétée par l'article 45 de la loi du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale », p. 4136.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1880 (Document n° 605). — Dépôt du rapport par M. Léo Hamon, p. 2134 (Document n° 651). — Discussion, p. 2235. — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2236.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5349 (Loi n° 49-1063 du 2 août 1949, J. O. du 5 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marty tendant à supprimer certaines mesures de radiations des listes électorales édictées par l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 aggravant le décret organique du 2 février 1852 de Louis-Napoléon Bonaparte, p. 5954 (Document n° 8293). — Dépôt du rapport par M. Minjoz sur les propositions de loi: 1<sup>o</sup> de M. Yves Péron tendant à l'abrogation de certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 modifiant le décret organique du 2 février 1852, relatif à l'élection des députés au corps législatif et à l'amnistie de certaines condamnations; 2<sup>o</sup> de M. André Marty tendant à supprimer certaines mesures de radiations des listes électorales édictées par l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 aggravant le décret organique du 2 février 1852 de Louis-Napoléon Bonaparte (nos 5847, 8293), p. 6076 (Document n° 8375). — Arbitrage sur l'urgence, p. 6154, et rejet au scrutin, p. 6156.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur l'élection des députés à l'Assemblée nationale, p. 2278 (Document n° 6998).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barrachin tendant à établir, pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale, le scrutin majoritaire à deux tours dans le cadre du département, p. 5350 (Document n° 8043).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Roques tendant à modifier la loi du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, en permettant l'appareillement des listes, p. 5904 (Document n° 8231).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri tendant à abroger l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 relative aux incapacités électorales, p. 6151 (Document n° 8409).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Defos du Rau tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la codification des textes législatifs et réglementaires actuellement en vigueur en matière électorale, p. 6331 (Document n° 8578).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcellinac tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai un projet de loi instituant une réforme électorale à base majoritaire, p. 2625 (Document n° 855).

#### Elections municipales.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Defos du Rau sur la proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 47-1792 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales (nos 2688 et 3417), p. 488 (Document n° 6389). — Adoption de la proposition de loi, p. 2216.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1102 (Document n° 386). — Dépôt du rapport par M. Michel Debré, p. 1522 (Document n° 479). — Discussion, p. 1561; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1562.



**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3738 (Loi n° 49-844 du 29 juin 1949, J. O. du 30 juin 1949.)

**Electricité et gaz.** — V. Code du travail (salaires). — Eau potable. — Hôpitaux et établissements hospitaliers (hôpitaux). — Impôts (bénéfices commerciaux). — Interpellations n°s 15, 16, 65, 71, 198. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 93. — (Conseil de la République), n° 102.

## CHARGES D'EXPLOITATION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à faire supporter par l'Etat les indemnités pour charges extra-contractuelles subies dans l'exploitation et la distribution du gaz, réclamées aux villes et communes par les anciennes compagnies gazières, p. 5803 (Document n° 8183).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Krieger tendant à mettre à la charge de l'Etat, les pertes subies par les exploitations gazières du fait de la réglementation officielle des prix et des circonstances de guerre et d'après-guerre, p. 6701 (Document n° 8614).

## CONCESSIONS (FORCES HYDRAULIQUES)

**Conseil de la République.** — Communication, par l'Assemblée nationale, du refus de prolongation du délai imparti au Conseil de la République par l'article 20 de la Constitution pour formuler son avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à Electricité de France les travaux d'aménagement de la chute de Montpezat sur la Loire et l'Ardèche, p. 20. — Dépôt du rapport par M. Chambriard, p. 36 (Document n° 28). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Delalande, p. 66 (Document n° 41). — Discussion, p. 111; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 122 (rectificatif, p. 132).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 382 (Document n° 6315). — Dépôt du rapport par M. Coustou, p. 438 (Document n° 6390). — Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1256 (Loi n° 49-399 du 21 mars 1949, J. O. du 23 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant la concession de la construction et de l'exploitation des ouvrages destinés à l'utilisation des forces hydrauliques du Rhin et à la réalisation du grand canal d'Alsace, p. 653 (Document n° 6183). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 4896 (Document n° 7940). — Adoption du projet de loi, p. 6410.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2635 (Document n° 857).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi visant à l'aménagement et à l'amélioration du cours de la Loire, p. 281 (Document n° 6282).

## ELECTRIFICATION DES CAMPAGNES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Boccagny sur la proposition de résolution de M. Dagain tendant à inviter le Gouvernement à simplifier les conditions de contrôle des installations électriques rurales (n° 5215), p. 438 (Document n° 6392). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1017.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Poinadère tendant à modifier l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 47-1501 du 11 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits afin d'accorder aux collectivités rurales une subvention en capital, pour la réalisation de projets d'électrification et d'adduction d'eau, p. 198 (Document n° 6205).

## INSTALLATIONS INTÉRIEURES ET APPAREILS MÉNAGERS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louvel tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté

du 12 septembre 1946 fixant les modalités d'application du décret du 28 mai 1946 relatif à la cessation des activités des exploitations d'électricité et de gaz, en ce qui concerne les installations intérieures et les appareils ménagers, p. 1617 (Document n° 6821). — Dépôt du rapport par M. Barrot, p. 2276 (Document n° 7008).

## INSTALLATIONS THERMIQUES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Girardot tendant à inviter le Gouvernement à renforcer les installations thermiques de la centrale électrique mixte de Sainte-Tulle pour permettre un débouché normal au bassin minier des Basses-Alpes, à prévoir au budget d'équipement les crédits nécessaires à cet effet et à surseoir à la fermeture de la mine du Bois-d'Asson, p. 5912 (Document n° 8274).

## NATIONALISATION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Louvel sur la proposition de loi de M. Armengaud, sénateur, membre du Conseil de la République, modifiant et complétant l'article 8 de la loi du 8 avril 1916 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (n° 4223), p. 1831 (Document n° 6871). — Discussion, p. 2720; adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier les articles 8 et 47 de la loi du 8 avril 1916 portant nationalisation de l'électricité et du gaz », p. 2726.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1204 (Document n° 405). — Dépôt du rapport par M. Aubert, p. 1384 (Document n° 461). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Aubert, p. 1536 (Document n° 486). — Discussion, p. 1562, 1569, 1573; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier les articles 8, 23, 46 et 47 de la loi du 8 avril 1916 portant nationalisation de l'électricité et du gaz », p. 1581 (rectificatif, p. 1619).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3710 (Document n° 7600). — Dépôt du rapport par M. Louvel, p. 4000 (Document n° 7703). — Discussion, p. 5580, 5589, 5605, 5618; adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 5625 (Loi n° 49-1090 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure modifiant la loi n° 46-628 du 8 avril 1916 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (n° 5129), p. 6187.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mudry tendant à compléter l'article 15 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1916 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité, en vue d'empêcher la restitution illégale aux anciennes compagnies du gaz et de l'électricité des biens transférés à la nation en 1916, p. 6382 (Document n° 8713).

## TARIFS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mudry tendant: 1<sup>o</sup> à supprimer le privilège exorbitant que détiennent les trusts de l'électrochimie et de l'électrometallurgie en matière de fournitures d'électricité; 2<sup>o</sup> à faire payer les fournitures d'électricité aux trusts et aux gros industriels à des prix correspondant au prix de revient et à supprimer ainsi les faveurs qui leur ont été accordées et dont les conséquences financières sont supportées par les petits et moyens consommateurs, p. 5663 (Document n° 8132).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à accorder dans le cahier des charges type de « Gaz de France » des ristournes en faveur des familles nombreuses et des économiquement faibles, p. 550 (Document n° 6101).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alex Roubert tendant à inviter le Gouvernement à user de son pouvoir réglementaire en vue de fixer un tarif préférentiel pour le gaz et l'électricité en faveur des économiquement faibles, aveugles et infirmes ne disposant pas d'autres ressources

que celles provenant des allocations servies au titre de la sécurité sociale et des lois d'assistance, p. 993 (Document n° 319).

## TRAVAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir d'urgence de nouveaux chantiers de barrage dans les Alpes du Dauphiné et de Savoie afin d'augmenter la production d'énergie hydroélectrique et d'employer la main-d'œuvre occupée sur les chantiers achevés de cette région et vouée au chômage, p. 6075 (Document n° 8362).

**Electrification des campagnes.** — V. *Electricité et gaz*.

**Emeutes.** — V. *Administration communale*.

**Emplois réservés.** — V. *Armée de terre (Forces françaises libres)*. — *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables*.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Forcinat tendant à reconduire la loi n° 46-2368 du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés pour une durée de six mois à compter du 27 octobre 1949, p. 4836 (Document n° 7919). — Dépôt du rapport par M. Forcinat, p. 4896 (Document n° 7930). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à proroger les dispositions de la loi n° 46-2368 du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés », p. 5512.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2386 (Document n° 743). — Dépôt du rapport par M. Gatuwing (Document n° 747) et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2390.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5663 (Loi n° 49-1051 du 2 août 1949, J. O. du 4 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Touchard sur la proposition de loi de M. Touchard tendant à modifier l'article 54, paragraphe 2, titre V du décret 47-1297 du 10 juillet 1947, sur les emplois réservés (n° 5625), p. 199 (Document n° 6209).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguste Touchard tendant à porter à 1.000 francs la redevance prévue par l'article 31 de la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 en matière d'application de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, p. 61 (Document n° 6131). — Dépôt du rapport par M. Mallocheau, p. 659 (Document n° 6176).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 46-2368 du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés, p. 1617 (Document n° 6827).

**Conseil de la République.** — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République à la commission de contrôle des déclarations de vacances revenant aux candidats aux emplois réservés, p. 28. — Désignation de candidature, p. 93. — Nomination d'un membre, p. 137.

**Emprunt.** — V. *Crédit public, emprunt de l'Etat*. — *Dommages de guerre*. — *Impôts (revenus)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 4098, (Conseil de la République) n° 69.

## Energie (Utilisation de l')

**Conseil de la République.** — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein du comité de l'utilisation de l'énergie, p. 560. — Désignation de candidature, p. 660. — Nomination de membres, p. 706.

**Energie atomique.** — V. *France d'outre-mer (textes généraux)*.

Energie électrique. — V. *Electricité*.

**Enfance (Protection de l').** — V. *Assurances sociales (anciens combattants)*. — *Code civil*. — *Code pénal*. — *Code du travail (régime et durée, salaires)*. — *Départements (services sociaux)*. — *Etablissements privés*. — *Fondation nationale des maisons d'enfants*. — *Presse*. — *Transports (chemins de fer)*.

**Assemblée nationale.** — Adoption de la proposition de résolution de Mme Rabaté tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet tendant à l'organisation de « Goutte de lait », p. 170.

— Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'ordonnance du 2 février 1915 relative à l'enfance délinquante, p. 100 (Document n° 6143).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vendroux tendant à renforcer la réglementation des baignades collectives, p. 5803 (Document n° 8119).

**Enfants de troupe.** — V. Armée de terre (écoles militaires).

**Engrais.** — V. Agriculture. — Enquêtes parlementaires.

**Enquêtes agricoles.** — V. Agriculture (recensements agricole). — Conventions internationales.

**Enquêtes parlementaires (Assemblées nationales).** — V. Entraide française. — Pouvoirs publics.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur la proposition de résolution de M. Melayr tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée d'enquêter sur les motifs qui ont pu provoquer l'accident ayant entraîné la mort de l'équipage et la destruction du *Cormoran* N. C. 211 (n° 5079), p. 2751 (Document n° 7222). — Adoption de la proposition de résolution après modification du titre « Proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée d'enquêter sur les causes qui ont pu provoquer l'accident ayant entraîné la mort de l'équipage et la destruction du *Cormoran* N. C. 211 », p. 3172 (rectificatif, p. 3263).

Demande de désignation de candidature à la commission chargée d'enquêter sur les causes qui ont pu provoquer l'accident survenu le 20 juillet 1918 à l'avion N. C. 211 *Cormoran*, p. 3173. — Désignation de candidatures, p. 3119. — Nomination de membres, p. 3519.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport d'information de M. Viatte, au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale, chargée d'enquêter sur l'extension aux départements d'outre-mer de la législation sociale applicable dans la métropole, p. 5385 (Document n° 8055).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Capitant tendant à la nomination d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles a été prononcé le classement de l'affaire Sainrapt et Brice devant la cour de justice de Paris, p. 325 (Document n° 6303).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Villon tendant à l'envoi au Viet Nam d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur des atrocités commises par des éléments du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient et d'établir les responsabilités, p. 3909 (Document n° 7615).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Khider tendant à décider l'envoi en Algérie d'une commission parlementaire d'enquête pour vérifier l'authenticité des événements survenus au douar Sidi Ali Bounab le 28 septembre 1919, p. 6278 (Document n° 8192). — Arbitrage sur la demande de discussion d'urgence, p. 6771; rejet, au scrutin, de la demande, p. 6774.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mokhtari tendant à décider l'envoi en Algérie d'une commission parlementaire d'enquête pour vérifier l'authenticité des événements survenus au douar Sidi Ali Bounab le 23 septembre 1919, p. 6278 (Document n° 8196).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. d'Aragon tendant à la désignation par l'Assemblée nationale d'une commission spéciale choisie en son sein et chargée de procéder à une enquête sur les événements survenus le 28 septembre 1919 et les jours suivants au douar Ali Bounab, en Algérie, p. 6398 (Document n° 8512).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Airoldi tendant à constituer une commission d'enquête pour rechercher les raisons qui ont motivé la décision du 21 décembre 1948

qui a ramené la confiscation des biens de M. Paul Berlet de 200 à 2 millions, p. 6334 (Document n° 3374).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mokhtari tendant à la nomination d'une commission chargée: 1° d'enquêter sur la situation exacte des travailleurs nord-africains en France, leurs difficultés et leurs besoins; 2° de proposer dans un délai d'un mois, et compte tenu des doléances recueillies, des mesures sociales et financières qui feront l'objet d'un débat au Parlement et seront susceptibles d'assurer, avec le maximum d'efficacité, la défense des intérêts des travailleurs en cause, p. 6770 (Document n° 8093).

— Événements survenus en France de 1933 à 1945. — Désignation de candidatures à la commission d'enquête par suite de vacances, p. 257, 1007. — Nomination de membres, p. 266.

— Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête présentée par la commission des finances sur les effets et les dépenses des services de la radiodiffusion; renvoi à la commission de la presse, p. 297.

— Désignation de candidatures à la commission chargée d'enquêter sur le problème des vins, p. 490, 6078. — Nomination de membres, p. 653, 1016, 6099.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission des boissons sur la production des boissons alcoolisées et sur l'intensification de ces productions, p. 3430. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 3551.

**Enquêtes parlementaires (Conseil de la République).** — V. Pouvoirs publics.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. El Hadi Mostefai tendant à l'envoi d'une commission parlementaire d'enquête chargée de vérifier la véracité des événements survenus au douar Oulad-Sidi-All-Bounab, le 28 septembre 1919, p. 2528 (Document n° 832) (rectificatif, p. 2593).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport d'information de Mme Devaud fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur l'extension aux départements d'outre-mer de la législation de sécurité sociale applicable à la métropole, p. 2413 (Document n° 768) (rectificatif, p. 2851).

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de l'agriculture, en vue de procéder à une étude approfondie du problème de la production et de la distribution des principaux engrais phosphatés, potassiques et azotés, p. 77. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 161.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission des affaires économiques, sur les organismes intervenant dans l'attribution des licences d'importation et sur les modalités de ces attributions, p. 97. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 161.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la France d'outre-mer, sur la situation économique, sociale et politique en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française et à Madagascar, p. 767. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 1088.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission des affaires étrangères, en vue d'effectuer une mission d'information en Allemagne occupée, p. 820. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 1088.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission du travail, en vue de recueillir la documentation relative à l'application de la sécurité sociale dans les départements créés par la loi du 19 mars 1946, p. 826. — Attribution de pouvoirs d'enquête, p. 1088.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la presse et de la commission des finances sur l'organisation et le fonctionnement des services de la radiodiffusion et de la télévision, p. 1176. — Attribution des pouvoirs, p. 1205.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de l'agriculture sur la régularisation du marché des fruits, des légumes et des pommes de terre, p. 1461. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 1561.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de l'intérieur sur les responsabilités encourues à l'occasion du sinistre des Landes de Gascogne, p. 2173. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 2508.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de l'agriculture sur l'incendie des forêts des Landes de Gascogne, p. 2196. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 2509.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission des finances en vue d'examiner les effectifs et les dépenses des services de la radiodiffusion, p. 259.

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la reconstruction en vue de procéder à une étude du problème de la reconstruction et de ses méthodes de financement en Angleterre, p. 706.

**Enregistrement.** — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 100.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure modifiant l'article 188 bis du code de l'enregistrement relatif à l'exercice d'un droit de préemption au profit du Trésor (n° 1592), p. 6187.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Delahoutre, sur la proposition de M. Emile Hugues, tendant à organiser la publicité à l'égard des tiers des soumissions pour insuffisance de prix (n° 5809), p. 5804 (Document n° 8203). — Adoption de la proposition de loi, p. 6059.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2758 (Document n° 911).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à modifier l'article 413 du code de l'enregistrement, relatif à l'exonération des droits de mutation par décès des « Morts pour la France », p. 257 (Document n° 6235).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. P. Montel tendant à déterminer les bénéficiaires de l'exemption de l'impôt de mutation par décès prévue à l'article 413 du code de l'enregistrement dans le cas où le défunt est mort en déportation, p. 487 (Document n° 6391).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rignat tendant à modifier les dispositions de l'article 212 du décret du 9 décembre 1918 n° 48-1986, portant réforme fiscale, qui frappent de nullité certains actes de cession de parts sociales, p. 1101 (Document n° 6625).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à l'abrogation de l'article 206 du décret du 9 décembre 1918 portant réforme fiscale, p. 1101 (Document n° 6626).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Theetien tendant à modifier l'article 413 du code de l'enregistrement relatif aux conditions d'exonération des droits de succession dus par les héritiers des victimes de guerre, p. 2215 (Document n° 6979).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony relative à l'aménagement de l'exercice du droit de préemption, p. 2551 (Document n° 7151).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delahoutre tendant à accorder l'effet rétroactif à l'article de la loi n° 49-1033 du 31 juillet 1919 qui a remplacé par des dispositions nouvelles l'article 185 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1918 modifiant l'article 405 du code de l'enregistrement (tarif des droits de mutation par décès), p. 5833 (Document n° 8220).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à modifier les dispositions de l'article 4 du code de l'enregistrement en ce qui concerne les droits de mutation par décès des rappels d'arrérages de pensions de retraites, p. 5961 (Document n° 8300).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson tendant à préciser la date de prise d'effet de la loi n° 49-1033 du 31 juillet 1919 relative au régime des mutations par décès, p. 6701 (Document n° 8638).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bonnet tendant à exonérer des droits de mutation par décès les héritiers en ligne directe des fonctionnaires retraités dont le dossier de péréquation a été liquidé après le décès, p. 6979 (Document n° 8712).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Mathieu tendant à maintenir, en cas d'insuffisance de prix ou d'évaluation, la procédure de l'expertise prévue par les articles 168 et suivants du code de l'enregistrement, p. 727 (Document n° 270).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1964 (Document n° 6941).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Debu-Bridel portant extension à toutes les condamnations civiles et commerciales de la disposition du décret-loi du 17 juin 1938 relative au recouvrement des droits d'enregistrement, p. 1560 (Document n° 492).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 4385 (Document n° 7790).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 206 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948, instituant une commission départementale de conciliation en cas de contestation sur l'application des droits d'enregistrement prévus en cas de vente d'immeubles, p. 2168 (Document n° 6952).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pauly tendant à inviter le Gouvernement à modifier le premier alinéa de l'article 410 du code de l'enregistrement, p. 1560 (Document n° 491).

**Enseignement.** — V. Fonctionnaires de l'enseignement. — Interpellations n° 48, 117, 429. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire).

## CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Doutrelot sur la proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la construction et la reconstruction des établissements scolaires (n° 3470), p. 659 (Document n° 6487). — Discussion, p. 1174; adoption, à l'unanimité, p. 1190.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayol tendant à simplifier et à rationaliser l'organisation administrative et financière des constructions et entretiens des locaux scolaires du premier degré, p. 1279 (Document n° 6688).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lucie Guérin tendant à établir un programme de constructions scolaires, p. 6722 (Document n° 8663). — Demande de discussion d'urgence, p. 6970 et rejet, au scrutin, de la demande, p. 6972.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à affecter le reliquat disponible de l'emprunt de reconstruction et d'équipement actuellement en cours d'émission au financement d'un programme de constructions scolaires, p. 912 (Document n° 6572).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vanrullen tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire la construction d'un groupe scolaire chaque fois que l'édification d'une cité ou d'un groupe de logements la rend nécessaire en raison du nombre des usagers probables, p. 2786 (Document n° 931).

## FOURNITURES SCOLAIRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Rumeau tendant à accorder la gratuité intégrale des fournitures scolaires individuelles dans les établissements publics d'enseignement, p. 6721 (Document n° 8665).

## LANGUES ET DIALECTES LOCAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Deixonne sur: 1° la proposition de loi de M. André Marty tendant à l'enseignement de la langue catalane dans les universités de Montpellier et de Toulouse et dans certains établissements d'enseignement; 2° la proposition de résolution de M. Pierre Hervé tendant à inviter le Gouvernement à prendre les arrêtés et mesures nécessaires à la conservation de la langue et de la culture bretonnes, à l'abrogation des dispositions qui

proscrivent l'usage de la langue bretonne dans l'enseignement public et à l'organisation d'un enseignement de la langue bretonne dans les départements du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan; 3° de M. Vourc'h sur l'enseignement de la langue bretonne (n° 5028, 4326 et 5071), p. 4307 (Document n° 7777). — Dépôt du rapport par M. Deixonne, p. 6836 (Document n° 8724). — Adoption de l'ensemble après modification du titre: « Proposition de loi relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux », p. 7575.

## PROGRAMMES

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à modifier les programmes d'histoire et de géographie de l'enseignement du premier et du deuxième degré, p. 2528 (Document n° 831).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Bertaud tendant à inviter le Gouvernement à stabiliser les programmes d'enseignement ainsi que les livres scolaires, tant dans les écoles primaires que dans les collèges et lycées, p. 2890 (Document n° 944).

## VACANCES SCOLAIRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à décaler les grandes vacances scolaires, p. 6021 (Document n° 8332).

## Enseignement de la MEDECINE.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédet tendant à inviter le Gouvernement à reporter au début de l'année scolaire 1950-1951 l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 obligeant les étudiants des écoles préparatoires de médecine de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> année à accomplir leurs stages dans les écoles de plein exercice ou facultés, p. 6758 (Document n° 8685).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fauvel tendant à inviter le Gouvernement à limiter l'application du décret du 16 avril 1949 relatif aux études médicales aux étudiants qui commencent actuellement leurs études, p. 6979 (Document n° 8759).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à admettre l'école de médecine de Rouen dans la liste des écoles de plein exercice, p. 7537 (Document n° 8890).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à suspendre pour l'année scolaire 1949-1950, l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 faisant obligation aux étudiants des écoles préparatoires de médecine de 4<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> année d'accomplir dans les écoles de plein exercice leur stage obligatoire, p. 7537 (Document n° 8891).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Leccia tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 16 avril 1949 relatif aux études médicales afin de permettre aux étudiants en médecine de 4<sup>e</sup> année, externes ou internes des hôpitaux dans les villes sièges d'écoles préparatoires, d'y achever leurs études, p. 2778 (Document n° 916) (rectifié, p. 2818).

## Enseignement PRIMAIRE.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à définir les conditions dans lesquelles doit s'opérer le transfert des charges scolaires des houlrières aux communes minières, p. 2797 (Document n° 7217). — Dépôt du rapport par M. Deixonne, p. 5169 (Document n° 8082).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à établir un statut des cantines scolaires, p. 4810 (Document n° 7910).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter l'article 2 de la loi du 30 octobre 1886 sur les écoles primaires

et à abroger les décrets des 22 mai et 10 juin 1948, ainsi que l'ordonnance du 3 mars 1945, p. 930 (Document n° 6590).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à procéder au regroupement des écoles primaires grâce à la collecte des écoliers par autocars, p. 5804 (Document n° 8182).

## Enseignement SECONDAIRE.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vialle tendant à inviter le Gouvernement à faciliter le fonctionnement d'un certain nombre d'écoles paysannes au cours de l'année scolaire 1949-1950, p. 4258 (Document n° 7760).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pujol tendant à inviter le Gouvernement à déposer devant le Parlement un projet de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses d'entretien et de fonctionnement des établissements publics du second degré actuellement existants et les dépenses de construction des nouveaux établissements, dépenses qui sont jusqu'à présent supportées par les communes, p. 97 (Document n° 49). — Dépôt du rapport par M. Pujol, p. 623 (Document n° 223). — Discussion, p. 1299; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 1302.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à supprimer l'examen du baccalauréat, p. 2496 (Document n° 807).

## Enseignement SUPERIEUR.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Cayol tendant à instaurer le versement d'une rémunération aux élèves et étudiants de l'enseignement supérieur, p. 519 (Document n° 6118).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bardon-Damérzid tendant à inviter le Gouvernement à organiser par un décret complétant celui du 16 mai 1945 la représentation élue des étudiants sur le plan national, en fixant les conditions d'élection et les pouvoirs de ces délégués nationaux, p. 2426 (Document n° 762).

**Enseignement TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 48.

## APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Tharradit sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant statut des centres d'apprentissage (n° 11, 65, année 1948), p. 152 (Document n° 83). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Camille Héline, p. 152 (Document n° 85). — Discussion, p. 187; adoption de l'avis sur l'ensemble du projet de loi, p. 196 (rectifié, p. 220).

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 518 (Lot n° 230 du 21 février 1949, J. O. du 22 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant organisation de la formation professionnelle, p. 2417 (Document n° 7037).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rose Guérin tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans les locaux actuels le centre d'apprentissage féminin de Puteaux, p. 3606 (Document n° 7555).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à inviter le Gouvernement à rapporter la mesure de fermeture frappant le centre d'apprentissage de Saint-Maudé, p. 6188 (Document n° 8138).

## COLLÈGES MODERNES ET TECHNIQUES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brault tendant à inviter le Gouvernement à reprendre entièrement à sa charge le collège technique de Beauvais, cette ville ne pouvant continuer à faire face aux importantes dépenses que lui crée la marche de l'établissement, p. 65 (Document n° 6117).



**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Galy-Gasparrou tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le ministère de l'éducation nationale les frais d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement du collège moderne de jeunes filles de la ville de Foix, p. 325 (Document n° 6279).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à prendre à sa charge le collège technique Jules-Ferry de Versailles, cette ville ne pouvant plus assumer les importantes charges de fonctionnement qui lui incombent, p. 381 (Document n° 6320) (rectificatif, p. 2551).

#### ÉCOLES PROFESSIONNELLES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi régularisant la situation des élèves recrutés au concours de 1917 de l'école centrale des arts et manufactures, p. 2551 (Document n° 7160). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 3522 (Document n° 7521). — Discussion, p. 4135; adoption du projet de loi, p. 4136.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1880 (Document n° 604). — Dépôt du rapport par M. Manent, p. 2091 (Document n° 616). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2290.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5168 (Loi n° 49-1057 du 2 août 1949, J. O. du 4 août 1949).

**Entr'aide française.** — V. Conseil supérieur de l'entraide sociale. — Fondation nationale des maisons d'enfants. — Interpellations, n° 27.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Arthaud tendant: 1° à abroger le décret n° 49-119 du 26 janvier 1949; 2° à suspendre l'activité de l'entraide française; 3° à remettre ses attributions aux organismes d'aide sociale constitués auprès des collectivités locales; 4° à constituer une commission parlementaire chargée d'enquêter sur la gestion et l'activité de cette œuvre de secours, p. 266 (Document n° 6216).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevalier tendant à inviter le Gouvernement à proroger de deux mois le délai fixé pour la liquidation et la dévolution du patrimoine de l'entraide française, p. 2120 (Document n° 6941).

**Entreprises.** — V. Budget 1949. — Commerce et industrie. — Impôts (bénéfices industriels et commerciaux). — Sociétés de crédit d'affaire.

**Epuration.** — Indignité nationale. — V. Amnistie. — Fonctionnaires (sanctions).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, p. 912 (Document n° 6571). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre July tendant, en matière pénale, à substituer aux juridictions d'exception des juridictions normales, p. 562 (Document n° 6133). — Dépôt du rapport par M. Grimaud sur: 1° des projets de loi complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale; 2° de la proposition de loi de M. July tendant, en matière pénale, à substituer aux juridictions d'exception des juridictions normales (nos 5674-6571-6133), p. 3154 (Document n° 7360). — Discussion, p. 3180, 3192, 4220, 4265; adoption, au scrutin, de l'ensemble, après modification du titre: « *Projet de loi complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale* », p. 4276 (rectificatif, p. 4506).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1767 (Document n° 573). — Dépôt du rapport par M. Marcilhacy, p. 1941 (Document n° 6189). — Discussion, p. 1984;

adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1988.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4745 (Loi n° 49-1025 du 29 juillet 1949, J. O. du 30 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 49-1025 du 29 juillet 1949 relative à la répression des faits de collaboration, p. 7195 (Document n° 8825). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 7438 (Document n° 8864).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la loi du 29 juillet 1949 relative à la répression des faits de collaboration, p. 6618 (Document n° 8605).

**Équipement rural.** — V. Agriculture. — Crédit public, emprunts de l'État.

**Espagne.** — V. Pensions et retraites (anciens combattants). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 31-71-76.

**Essence.** — V. Combustibles liquides et dérivés.

#### Etablissements de crédit.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Lussy tendant à obliger les établissements de crédit à communiquer au ministère des finances les comptes courants et dossiers des titres n'ayant pas donné lieu à opérations depuis cinq ans, p. 2278 (Document n° 6997).

**Etablissements de cure.** — V. Transports et voies de communication (chemin de fer d'intérêt général).

**Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à compléter la liste des établissements insalubres ou dangereux, p. 3739 (Document n° 7590). — Dépôt du rapport par M. Vuillaume, p. 6702 (Document n° 8639).

**Etablissements financiers.** — V. Etablissements de crédit. — Tourisme.

**Etablissements industriels.** — V. Armée de terre. — Commerce et industrie.

**Etablissement national des invalides de la marine.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut du personnel des trésoreries des invalides de la marine, p. 6075 (Document n° 8376).

**Etablissement central de la météorologie.** — V. Institut géographique national.

**Etablissements militaires.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 8.

**Etablissements pénitentiaires.** — V. Code pénal.

#### Etablissements privés.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Gallet sur le projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger (n° 4184), p. 5992 (Document n° 8309). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Louis Rollin, p. 6261 (Document n° 8169).

**Etablissements publics.** — V. Code du travail (salaires). — Commerce et industrie (entreprises diverses). — Défense nationale (organisation). — Départements, villes et communes (reconstruction).

**Etablissements scolaires.** — V. Départements, villes et communes. — Enseignement.

**Etablissements et services extérieurs.** — V. Armée de l'air. — Interpellations n° 157, 161, 174.

**Etats associés.** — V. France d'outre-mer.

**Etat civil.** — V. Code civil.

**Etrangers.** — V. Allocations familiales. — Code du travail. — Interpellations, n° 46, 158. — Médecine et professions médicales. — Nationalité, naturalisation. — Noms patronymiques. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la répression des débarquements irréguliers et clandestins d'étrangers, p. 5902 (Document n° 8179).

**Étudiants.** — V. Allocations familiales. — Armée de terre (recrutement). — Assurances sociales. — Budget (éducation nationale). — Domaine de l'État (acquisitions). — Enseignement de la médecine. — Impôts (dégrèvement). — Interpellations, n° 211, 282. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 47, 105, 115; (Conseil de la République), n° 1, 79, 108. — Transports et voies de communications. — Tuberculose.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bordenave tendant à inviter le Gouvernement à proroger les délais prévus par l'arrêté du 10 août 1945, et à permettre ainsi aux étudiants anciens combattants ou victimes de guerre, de poursuivre leurs études juridiques, p. 196 (Document n° 92). — Dépôt du rapport par M. Cayrou, p. 297 (Document n° 162). — Discussion, p. 586; adoption, p. 597 (rectificatif, p. 660).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Cayol tendant à exonérer les étudiants des instituts d'études politiques de l'obligation d'acquiescer de nouveaux droits en s'inscrivant en vue d'obtenir les grades des facultés de droit, p. 2551 (Document n° 7117).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garaudy tendant à la création d'un prêt d'installation aux jeunes diplômés, p. 3151 (Document n° 7361).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bordenave tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux étudiants orphelins de guerre le bénéfice de l'ordonnance n° 45-1711 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires d'universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre, p. 2212 (Document n° 693).

**Événements survenus en France de 1933 à 1945.** — V. Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).

#### Exil (Loi d').

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hutin-Bergrées portant modification de la loi du 23 juin 1886 relative aux membres des familles ayant régné en France, p. 3260 (Document n° 7105).

**Experts agricoles et fonciers.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 103.

#### Experts comptables et comptables.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Musineaux sur la proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant à proroger jusqu'au 31 janvier 1948 les délais prévus à l'article 75 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 portant organisation de l'ordre des comptables et des experts comptables (n° 2137), p. 2909 (Document n° 7273).

**Exportations et importations.** — V. Agriculture (fruits et légumes). — Conventions internationales. — Douanes (tarifs). — Enquêtes parlementaires. — Interpellations, n° 53, 189, 207, 221, 229, 213, 285. — Monnaies étrangères. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 3, 12, 19, 32, 49, 66, 68; (Conseil de la République), n° 9, 10, 25, 30, 35, 36, 59. — Teztilles. — Viticulture.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Marie Lambert tendant à inviter le Gouvernement à mettre immédiatement fin aux importations de chevaux, p. 5074 (Document n° 7991). — Dépôt du rapport par M. Pirot, p. 6979 (Document n° 8746). — Adoption de la proposition de résolution, p. 7574.



**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Depreux tendant à inviter le Gouvernement à ne compromettre par aucune mesure prématurée l'aptitude de la production française à affronter la concurrence internationale et à mettre fin à certaines importations sans licence, p. 2520 (Document n° 821). — Dépôt du rapport par M. Depreux (René), p. 2636 (Document n° 866). — Discussion, p. 2706; adoption de la proposition de résolution après modification du titre: *Résolution tendant à inviter le Gouvernement à préparer la libération des échanges et à ne compromettre par aucune mesure prématurée l'aptitude de la production française à affronter la concurrence internationale*, p. 2718 (rectificatif), p. 2739).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gros tendant à inviter le Gouvernement à suspendre sans délai toute importation de vins étrangers pour la durée de la campagne vinicole de 1949-1950, p. 5992 (Document n° 8311). — Dépôt du rapport par M. Lianté, p. 6980 (Document n° 8755).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gros tendant à inviter le Gouvernement à suspendre, sans délai, toute importation de vins étrangers pour la durée de la campagne vinicole en cours, p. 1006 (Document n° 6602).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à cesser immédiatement toute importation de poissons, p. 1800 (Document n° 6873).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à suspendre les importations de certains légumes et fruits, concernant les variétés récoltées habituellement en France durant la campagne en cours, p. 3792 (Document n° 7630).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deshors tendant à inviter le Gouvernement à intensifier l'exportation du bétail de boucherie et des bêtes d'élevage vers les pays européens et principalement vers la Suisse et l'Italie, p. 5126 (Document n° 8009).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deshors tendant à inviter le Gouvernement à intensifier l'exportation du porc, du bétail de boucherie et des bêtes d'élevage des régions pauvres vers les pays européens, p. 7622 (Document n° 8907).

#### Expositions artistiques.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poimboeuf tendant à inviter le Gouvernement à favoriser et à soutenir pécuniairement, moyennant les garanties normalement exigibles, une « saison » artistique et culturelle dans le cadre du palais de Versailles, de ses dépendances et de son parc, p. 2118 (Document n° 7066). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 4073 (Document n° 7735).

#### Expositions internationales.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à réaliser à Paris, en 1951, une exposition internationale des inventions, p. 5912 (Document n° 8253).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur portant ouverture d'un crédit de sept millions pour l'organisation d'une exposition internationale du sœau et du blason, à l'occasion du premier congrès international d'archives et du centenaire de l'atelier de moulage de sœaux des archives nationales, p. 7019 (Document n° 8771).

#### Exposition de la Résistance.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le ministère de l'éducation nationale à participer aux frais d'organisation d'une exposition de la Résistance, p. 1593 (Document n° 6795). — Dépôt du rapport par M. Lamps, p. 2754 (Document n° 7232). — Discussion, p. 3150; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3152.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1346 (Document n° 415). — Lecture du rapport par M. Courrière et discussion, p. 1521; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1522.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3520 (Loi n° 49-810 du 22 juin 1949, J. O. du 23 juin 1949).

**Expropriation.** — V. Fortifications. — Interpellations nos 43, 41, 222. — Paris (ville de). — Propriété immobilière.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. André-François Mercier sur la proposition de loi de M. Palewski relative à l'abrogation pour le temps de paix du décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires, et du décret pris à la même date relatif aux servitudes à imposer aux propriétaires pour l'établissement des terrains destinés en partie ou en totalité à l'armée de l'air (nos 1222, 3758), p. 382 (Document n° 6329).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Solinac tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 concernant les inemlités dues aux propriétaires de biens frappés d'expropriation publique, p. 429 (Document n° 6357).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bacon tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, p. 5663 (Document n° 8128).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wasmer tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, p. 5911 (Document n° 8255).

**Expulsion.** — V. Loyers (locaux).

## F

**Facultés et universités.** — V. Centre national d'éditions universitaires. — Etudiants.

**Faillites.** — V. Code de commerce.

**Faite de collaboration.** — V. Cour de révision exceptionnelle. — Epuration, indignité nationale. — Interpellations nos 4.

**Famille.** — V. Allocations familiales. — Code du travail (congrés). — Médaille de la famille française. — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général, transports ferroviaires et routiers).

**Farines.** — V. Agriculture (blé). — Interpellations n° 102. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 66 (Conseil de la République), nos 27, 41, 81.

**Féculeries.** — V. Armée de terre (établissements militaires).

**Fédération folklorique des provinces françaises.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la fédération folklorique des provinces françaises: 1° des subventions comme aux fédérations sportives; 2° une promotion annuelle de la Légion d'honneur pour les folkloristes militants de la fédération; 3° la réduction de 50 p. 100 pour les voyages en collectif sur les lignes de la S. N. C. F. comme pour les groupements sportifs de la jeunesse, p. 5912 (Document n° 8275).

**Femmes.** — V. Code du travail (congrés, régime et durée).

**Fermage et métayage.** — V. Agriculture. — Impôts (contribution foncière). — Loyers (baux à ferme). — Questions orales (Conseil de la République), n° 16.

**Fêtes et cérémonies commémoratives.** — V. Fêtes légales. — Interpellations n° 238.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit de cinq millions de francs au budget du ministère de l'éducation nationale pour célébrer le centenaire de la mort de Chopin, p. 2191 (Document n° 7125). — Dépôt du rapport par M. Cogniot,

p. 3522 (Document n° 7508). — Adoption du projet de loi, p. 3767.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1676 (Document n° 560). — Dépôt du rapport par M. Jacques Debid-Bridel, p. 1870 (Document n° 594). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2038.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4809 (Loi n° 49-963 du 20 juillet 1949, J. O. du 21 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Scherer tendant à inviter le Gouvernement à associer la nation française aux manifestations et aux cérémonies commémorant le centenaire de la mort de Frédéric Chopin, p. 338 (Document n° 6311). — Dépôt du rapport par M. Garaudy, p. 659 (Document n° 6488). — Discussion, p. 778; adoption à l'unanimité, p. 780.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit de deux millions pour la célébration du bi-millénaire de la bataille d'Alésia, p. 2491 (Document n° 7121). — Dépôt du rapport par M. Georges Cogniot, p. 3522 (Document n° 7522).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brussel tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un crédit exceptionnel pour la célébration du cinquantième anniversaire de la découverte du radium par les savants Pierre et Marie Curie, p. 602 (Document n° 6453).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kir tendant à inviter le Gouvernement à associer la nation tout entière aux manifestations et cérémonies qui doivent commémorer le bi-millénaire de la bataille d'Alésia, p. 1339 (Document n° 6719).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à assurer la digne célébration de la mémoire de Charles Péguy, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fondation des « Cahiers de la quinzaine », p. 5126 (Document n° 8007).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joinville tendant à inviter le Gouvernement à organiser la célébration du centenaire de la fondation de l'école normale militaire de gymnastique et d'escrime de Joinville-le-Pont, p. 6076 (Document n° 8371).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. P.-O. Lapie tendant à inviter le Gouvernement à associer la nation française aux manifestations et aux cérémonies commémorant le dixième anniversaire de la campagne de Norvège et de la victoire de Narvik, p. 7313 (Document n° 8811).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bénéd tendant à inviter le Gouvernement à faire honorer la mémoire des victimes du travail et du devoir, p. 7313 (Document n° 8819).

#### Fêtes légales.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à commémorer le fait historique du 8 mai 1945 (n° 4039), p. 6187.

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Denise Bastide tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles afin que la journée fériée du 11 juillet soit payée à tous les travailleurs, p. 4452 (Document n° 7831). — Demande de discussion d'urgence, p. 4836, et rejet au scrutin, p. 4838.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à proclamer journée nationale le dimanche qui suit la date du 18 juin, p. 5664 (Document n° 8129).

**Fête des mères.** — V. Allocations familiales (prime exceptionnelle, subventions). — Code du travail (congrés). — Traitements, soldes et indemnités.

**Fezzan.** — V. Interpellations, n° 203.

**F. I. D. E. 8.** — V. France d'outre-mer (Budget).

**Films cinématographiques.** — V. Cinématographie. — Interpellations, nos 3, 125, 126, 231. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 52.

**Finances et affaires économiques (Ministère).** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 50.

#### CONTRÔLE ET ENQUÊTES ÉCONOMIQUES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier relative aux attributions du contrôle économique, p. 519 (Document n° 6411).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bardon-Damard tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi abrogeant les dispositions de l'ordonnance du 30 juin 1915, accordant un pouvoir juridictionnel au directeur départemental du contrôle et des enquêtes économiques, p. 1238 (Document n° 412).

**Finances locales.** — V. Départements, villes et communes (budget). — Impôts (taxes départementales et communales).

**Fleurs et plantes à parfum.** — V. Agriculture (crédit agricole).

**Foch (Hôpital).** — V. Fondation Foch.

**Fonctionnaires.** — V. Code du travail (salaires). — Enregistrement. — Interpellations, n° 127, 196. — Médecine et professions médicales. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 43, 69, 77 (Conseil de la République), n° 38, 40, 61. — Traitements, soldes et indemnités. — Transports et voies de communications (Chemins de fer d'intérêt général).

#### ADMINISTRATEURS CIVILS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Kuehn tendant à supprimer le cadre des agents supérieurs et à intégrer ceux-ci dans le cadre des administrateurs civils, p. 2195 (Document n° 7121).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Brune tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les conditions dans lesquelles la réforme administrative a été appliquée aux administrations centrales et assimilées, à supprimer le cadre des agents supérieurs et à intégrer ceux-ci dans le corps des administrateurs civils, p. 668 (Document n° 216). — Dépôt du rapport par M. Cornu, p. 1560 (Document n° 199).

#### AUXILIAIRES DE L'ÉTAT

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliarat, p. 2191 (Document n° 7123). — Dépôt du rapport par M. Fagon, p. 5350 (Document n° 8031). — Discussion, p. 5939. — Suite de la discussion, p. 6060; adoption du projet de loi, p. 6073 (rectificatif, p. 6137).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2496 (Document n° 805). — Dépôt du rapport par M. Champeix, p. 2778 (Document n° 919). — Discussion, p. 2927; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2950.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7689 (Document n° 8916).

#### CONGÉS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Cordonnier sur la proposition de loi de M. Barthélémy tendant à faire bénéficier les fonctionnaires exerçant dans la métropole, originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer, des mêmes délais de route et droit de passage gratuit que les fonctionnaires métropolitains exerçant en Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer (n° 5143), p. 4279 (Document n° 6683). — Adoption de l'ensemble de la proposition de loi avec modification du titre: « Proposition de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer, exerçant dans la métropole, des mêmes avantages en matière de congé et de délais de route que les fonctionnaires métropolitains exerçant en

Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer », p. 2246.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1102 (Document n° 841). — Dépôt du rapport par M. Muscatelli, p. 1560 (Document n° 408). — Discussion, p. 1637; adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord, des départements ou territoires d'outre-mer, exerçant dans la métropole, des mêmes avantages en matière de congé et de délais de route que les fonctionnaires métropolitains exerçant en Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer », p. 1638.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4000 (Document n° 7702). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 4747 (Document n° 7891). — Adoption de la proposition de loi, avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 5572 (Loi n° 39-1072 du 2 août 1949, J. O. du 5 août 1949).

#### CONGÉS DE LONGUE DURÉE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy tendant à faire bénéficier de plein droit, à titre transitoire, de la présomption d'origine pour l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 93 de la loi du 19 octobre 1916 les fonctionnaires non guéris en congé de longue durée à la date du 22 octobre 1946, p. 601 (Document n° 6411). — Dépôt du rapport par M. Albert Petit, p. 5254 (Document n° 8019).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier modifiant l'article 93 de la loi du 19 octobre 1916 portant statut général des fonctionnaires et élevant aux poliomyélitiques le bénéfice des congés de longue durée, p. 4895 (Document n° 7922).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy tendant à considérer la poliomyélite comme maladie permettant d'accorder aux fonctionnaires le bénéfice des dispositions de l'article 93 de la loi du 19 octobre 1916, p. 6075 (Document n° 8357).

Voir également à la rubrique suivante: **Statut.**

#### CUMUL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à rétablir les dispositions particulières du décret du 26 janvier 1939 relatif à la réglementation du cumul, p. 6533 (Document n° 8531).

#### DÉGAGEMENT DES CADRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Xavier Bouvier tendant à compléter les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> D de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégageement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, afin de permettre la réintégration des déportés et internés de la résistance ou politiques et des veuves de guerre ayant charge d'enfant, licenciés avant le 22 juillet 1948, p. 1727 (Document n° 6810).

#### EFFECTIFS

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cornu tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires: 1<sup>o</sup> pour ramener, dans un délai restreint, les effectifs de fonctionnaires et agents des administrations, ainsi que le nombre des voitures automobiles mises à la disposition des différents services, au chiffre existant au 1<sup>er</sup> janvier 1939; 2<sup>o</sup> pour libérer sans délai les hôtels particuliers et les appartements à usage d'habitation encore occupés par les administrations et organismes nés des circonstances, p. 1377 (Document n° 460).

#### INTÉGRATION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin portant intégration dans les cadres de fonctionnaires des rédacteurs auxiliaires et temporaires des administrations centrales permanentes de l'Etat et de la préfecture de police, p. 4563 (Document n° 7816).

#### LIMITE D'ÂGE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Laurelli, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté, p. 1157 (Document n° 6616).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Poirrot tendant à permettre aux fonctionnaires anciens combattants et victimes de guerre de rester en fonction au delà de l'âge légal de la retraite, p. 2099 (Document n° 6930).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wagner tendant: 1<sup>o</sup> à l'aménagement d'un régime transitoire en application des nouvelles limites d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat; 2<sup>o</sup> à l'organisation d'un régime provisoire de « désignations » pour remédier partiellement à l'arrêt quasi total de l'avancement de grade consécutif à la prorogation des limites d'âge, p. 4072 (Document n° 7729).

Voir également à la rubrique: **Pensions et retraites (personnels civil et militaire).**

#### MAINTIEN EN FONCTION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Leimpereur tendant à maintenir en fonction un certain nombre de fonctionnaires et à modifier l'article 16 de la loi du 11 septembre 1918 portant aménagement des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948, p. 257 (Document n° 6211).

#### MAJORATIONS D'ANCIENNETÉ

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi instituant des majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires, agents et ouvriers civils de l'Etat justifiant de services militaires et assimilés accomplis au cours de la campagne 1939-1945 et revisant les majorations d'ancienneté attribuées à certains fonctionnaires pendant la période d'occupation, p. 1371 (Document n° 6706).

#### PRISONNIERS DE GUERRE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Fagon tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance du 15 juin 1945 complétée par la loi du 19 mai 1948, relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre, p. 601 (Document n° 6451). — Dépôt du rapport par M. Yves Fagon, p. 3314 (Document n° 7425).

#### RÉINTÉGRATION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à la réintégration dans l'administration des fonctionnaires et agents déportés et internés, ainsi que des veuves de guerre, licenciés avant la promulgation de la loi 48-1227 du 22 juillet 1948, p. 1159 (Document n° 6735).

— Dépôt d'un rapport de M. Borra sur la proposition de loi de M. Segella tendant à l'abrogation pure et simple de l'acte dit loi du 17 juillet 1940 ainsi qu'à la modification de l'ordonnance du 20 novembre 1944 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires, révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés (n° 5021), p. 1504 (Document n° 6799).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Darrou tendant à obtenir la réintégration des déportés, internés et veuves fonctionnaires et agents licenciés avant la loi du 22 juillet 1948, p. 2099 (Document n° 6929).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à réintégrer dans leur emploi les fonctionnaires ayant participé à la résistance intérieure française et ayant été admis à faire valoir leurs droits à la retraite avant la limite d'âge ou mis en disponibilité, p. 4306 (Document n° 7775).

## SANCTIONS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet la revision des sanctions disciplinaires prononcées au titre de l'épuration administrative, p. 7208 (Document n° 8831).

## STATUT

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léon Bagain tendant à modifier le texte de l'article 93 de la loi n° 46-2291 du 19 octobre 1946 fixant le statut général des fonctionnaires, p. 6 (Document n° 6061). — Dépôt d'un rapport de M. Yves Fagon sur les propositions de loi : 1° de Mme Lempereur tendant à étendre le bénéfice de l'article 93, paragraphe 2 (congé de longue durée porée à cinq ans à plein traitement et trois ans à demi-traitement pour les fonctionnaires atteints de tuberculose, de maladie mentale ou d'affection cancéreuse), de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires; 2° de M. Bagain tendant à modifier le texte de l'article 93 de la loi n° 46-2291 du 19 octobre 1946 fixant le statut général des fonctionnaires (nos 4356, 6061), p. 1459 (Document n° 6730).

## TITULARISATION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Weber tendant à titulariser dans leur emploi les mutilés de guerre 1939-1945 qui sont agents ou employés auxiliaires ou contractuels dans une administration ou un établissement de l'Etat, p. 4746 (Document n° 7895).

**Fonctionnaires de l'Algérie.** — V. Algérie. — Enseignement.

## Fonctionnaires d'Alsace-Lorraine.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wagner tendant à faire bénéficier certains fonctionnaires alsaciens et lorrains de l'article 5 de la loi du 3 septembre 1947, modifiée par la loi du 22 juillet 1948, et relative aux conditions de dégrèvement des cadres des fonctionnaires, p. 3999 (Document n° 7680).

— Dépôt d'un rapport de M. Mondon sur la proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à accorder certains avantages à des catégories de fonctionnaires ayant exercé avant la guerre de 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements par suite des événements de guerre (n° 5515), p. 4310 (Document n° 7917).

**Fonctionnaires communaux et départementaux.** — V. Assurances sociales. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Conseil de la République) nos 7, 13, 91.

**Assemblée nationale.** — Discussion: 1° de la proposition de loi de M. Waldeck L'Huillier tendant à fixer le statut général des agents communaux; 2° de la proposition de résolution de M. Cristofol tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans les délais les plus courts, un projet de loi fixant le statut général des agents communaux, p. 653; renvoi à la commission, p. 653. — Dépôt d'un projet de loi portant statut du personnel des communes et des établissements publics communaux, p. 487 (Document n° 6366). — Dépôt du rapport supplémentaire par M. Waldeck L'Huillier, p. 4172 (Document n° 7477). — Suite de la discussion, p. 6003, 6031, 6192, 6323, 6387 (rectificatif, p. 6704, 6705, 7209).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à réparer le préjudice subi par les fonctionnaires et employés des préfectures de police et de la Seine relevés de leurs fonctions en application de l'acte dit « loi du 47 juillet 1940 », p. 1413 (Document n° 471).

**Fonctionnaires de l'enseignement.** — V. Enseignement. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Traitements (éducation nationale).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs intérimaires et suppléants, p. 106 (Document n° 6154). — Demande d'arbitrage sur l'urgence de la discussion, p. 106; déclaration de l'urgence, p. 107. — Dépôt d'un rapport de Mme Lempereur sur: 1° le projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs intérimaires et suppléants; 2° la proposition de loi de Mme Lempereur tendant à permettre la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires ayant quatre ans de service, sans entraîner la nomination définitive à un poste (nos 6151, 119, 882, 5819, 5995), p. 199 (Document n° 6206). — Discussion, p. 218; adoption de l'ensemble après modification du titre: *Projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires et suppléants*, p. 225.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 76 (Document n° 43). — Dépôt du rapport par M. Madoumier, p. 108 (Document n° 56). — Discussion, p. 122; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 126 (rectificatif, p. 152).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 382 (Document n° 6318). — Dépôt du rapport par Mme Lempereur, p. 550 (Document n° 6119). — Discussion, p. 597; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 598. *Loi n° 49-238 du 23 février 1949, J. O. du 24 février 1949.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport supplémentaire de Mme Lempereur sur la proposition de loi de M. Garaudy tendant à donner un statut au personnel auxiliaire de l'enseignement primaire (n° 638), p. 7122 (Document n° 8804).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à la reconnaissance du droit syndical intégral aux élèves des écoles normales supérieures et aux élèves maîtres en stage de formation professionnelle, p. 562 (Document n° 6131).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte tendant à consacrer les droits à la pleine liberté intellectuelle et spirituelle des futurs membres de l'enseignement public, p. 711 (Document n° 6526).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Monleil concernant le statut du personnel des écoles annexes et des écoles d'application, p. 2100 (Document n° 6939).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à accorder aux instituteurs et aux institutrices publiques ayant subi un retard de carrière le reclassement qu'ils méritent, p. 3373 (Document n° 7438).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à réparer le préjudice grave dont sont présentement victimes les administrateurs de l'éducation nationale, p. 550 (Document n° 6110).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à rectifier la grave anomalie du reclassement des directeurs et directrices d'école normale primaire, p. 822 (Document n° 6355).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à opérer une révision des indices de reclassement du personnel des inspections académiques, p. 822 (Document n° 6356).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à promulguer le statut du personnel des centres d'apprentissage, p. 1279 (Document n° 6681). — Dépôt du rapport par M. Gabriel Paut, p. 3792 (Document n° 7627).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Lempereur tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en fonctions, et à titulariser, suivant un pourcentage déterminé, les instituteurs et institutrices pourvus du brevet élémentaire et qui sont restés à la disposition de leurs académies respectives durant la guerre et l'occupation, p. 2118 (Document n° 7036).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 8 juillet 1919 sur le cadre unique dans l'enseignement du second degré et à publier sans délai les indices afférents aux différents échelons, p. 6189 (Document n° 8150).

**Fonctionnaires d'outre-mer.** — V. Pensions et retraites (personnels d'outre-mer). — Questions orales (Assemblée nationale), nos 20, 129; (Conseil de la République), nos 19, 70, 71, 106.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Duveau tendant à définir l'origine des fonctionnaires relevant du ministère de la France d'outre-mer pour la détermination des droits à congé administratif et à perception des indemnités dites de dépaysement ou d'éloignement, p. 2099 (Document n° 6932). — Dépôt du rapport par M. Roger Duveau, p. 5071 (Document n° 7982).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Césaire tendant à inviter le Gouvernement à mettre un terme à toute discrimination raciale parmi les membres du corps enseignant comme parmi les autres fonctionnaires des départements d'outre-mer et à garantir aux originaires de ces départements, comme à leurs collègues originaires de la métropole, le bénéfice des indemnités prévues par le décret du 31 mars 1918, p. 1072 (Document n° 7713).

**Fondations.** — V. Dons, legs et fondations.

## Fondation Foch.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Herzig-Cachin tendant à inviter le Gouvernement à faire maintenir les services d'hospitalisation existant à l'hôpital Foch de Suresnes, p. 2176 (Document n° 6962).

## Fondation des maisons d'enfants.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à placer les maisons d'enfants de l'entraide française sous l'autorité du ministre de l'éducation nationale, p. 106 (Document n° 6151).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à fixer le sort des enfants placés dans les maisons dites de « l'entraide française », p. 3918 (Document n° 7678).

**Fonds de commerce.** — V. Bulletin officiel du registre du commerce et du registre des métiers. — Loyers (baux commerciaux).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Chautard, sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi relatif à la publicité des mutations de fonds de commerce et notamment à celle de l'apport en société de ces fonds (n° 5107), p. 430 (Document n° 6314). — Discussion, p. 1016; adoption de l'ensemble sur le projet de loi, p. 1017 (*Loi n° 49-327 du 11 mars 1949, J. O. du 12 mars 1949*).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Chautard, sur la proposition de loi de M. Leenhardt, tendant à réglementer les gérances libres ou locations-gérances de fonds de commerce (nos 1021, 4098), p. 3659 (Document n° 7571). — Discussion, p. 6013; adoption de la proposition de loi avec modification du titre: *Proposition de loi relative aux locations-gérances de fonds de commerce*, p. 6018.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2172 (Document n° 785). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 2826 (Document n° 9391). — Discussion, p. 2888; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2837.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7538 (Document n° 8901).

**Fonds forestier.** — V. Bois et forêts.

**Forces hydrauliques.** — V. Electricité.

**Force motrice.** — V. Eau potable.

**Ford (entreprise).** — V. Chômage (allocation-secours).

**Forêts.** — V. *Algérie (amnistie).* — *Assurances sociales (agriculture).* — *Bois et forêts.* — *Combustibles liquides et dérivés.* — *Incendie.*

**Formation professionnelle.** — V. *Enseignement technique.* — *Interpellations,* n° 35.

**Fort-Lamy.** — V. *Légion d'honneur.*

**Fortifications.** — V. *Algérie.* — *Paris (ville de).* — *Spoliation.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Clöstermann sur le projet de loi relatif au déclassement de l'ancienne enceinte fortifiée de Strasbourg (n° 3517), p. 2419 (Document n° 7070). — Adoption du projet de loi, p. 2717.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1263 (Document n° 317). — Dépôt du rapport par M. Wesphal, p. 1666 (Document n° 550). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1880.

**Assemblée nationale.** — Avis conformes du Conseil de la République, p. 1562 (Loi n° 49-971 du 21 juillet 1949, J. O. du 22 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Maurice Schumann, tendant à l'annulation de l'acte dit loi du gouvernement de fait de Vichy, en date du 12 juillet 1941, et à l'abrogation des articles 2 et 3 de la loi du 19 octobre 1919, concernant la servitude de non ædificandi et l'expropriation des terrains de première zone militaire ceinturant la ville de Lille (n° 5661) qu'il avait déposée dans la séance du 26 novembre 1948, p. 36.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen, tendant à inviter le Gouvernement à déclasser le fort de Locqueltas en Larmor-Plage (Morbihan), p. 7121 (Document n° 8795).

**Franco C. F. A.** — V. *Interpellations* n° 112.

**France-Presse.** — V. *Presse.*

**France d'outre-mer (ministère).**

#### ADMINISTRATION CENTRALE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont relative à la limite d'âge des fonctionnaires des cadres supérieurs de l'ancienne administration centrale des colonies, p. 2753 (Document n° 7226).

#### INSPECTION DES COLONIES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant abrogation de l'article 9 de la loi du 30 juin 1917 sur la spécialisation des inspecteurs des colonies, p. 2417 (Document n° 7030).

**France et territoires d'outre-mer et Etats associés.** — V. *Agriculture (recensement agricole).* — *Anciens combattants.* — *Enquêtes parlementaires (Conseil de la République).* — *Fonctionnaires d'outre-mer.* — *Marine marchande (inscription maritime, transports maritimes).* — *Questions orales (Conseil de la République),* n°s 107, 115.

#### TEXTES GÉNÉRAUX

— *Alcool.*

**Assemblée nationale.** — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 26 janvier 1949, tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre, pour avis, à l'Assemblée de l'Union française les projets de loi sur l'alcoolisme dans les territoires d'outre-mer, p. 202. — Transmission de l'avis de l'Assemblée de l'Union française sur les projets de loi : 1° habilitant les chefs des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun et le Togo, à imposer un contingent d'importations des boissons alcooliques et à prohiber l'importation des boissons jugées nocives; 2° relatif à la fabrication, à l'importation, à la vente et à la consommation des boissons alcooliques en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo; 3° ayant pour objet dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que

l'Indochine, la répression de l'ivresse publique, la police des débits de boissons et l'aggravation des peines encourues par certains délinquants en état d'ivresse (n°s 5568-5569-5571), p. 7208 (Document n° 8834).

— *Amnistie.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lisette tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi d'amnistie des délits politiques dans les territoires d'outre-mer, à l'occasion du transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher et de Félix Eboué, p. 3108 (Document n° 7353). — Dépôt du rapport par M. Silvan-dre, p. 3909 (Document n° 7666).

— *Banques.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Apithy portant création en Afrique occidentale française et au Togo de la Banque africaine des coopératives, p. 4639 (Document n° 7857).

— *Budget.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949 (subventions au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F. I. D. E. S.) et au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer (F. I. D. O. M.), p. 5381 (Document n° 8059) (rectificatif, p. 5661). — Dépôt du rapport par M. Burlet, p. 7050 (Document n° 8776). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas, p. 7199 (Document n° 8862).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à présenter à l'Assemblée nationale, avant que celle-ci ne termine sa session, un projet de loi ouvrant les crédits nécessaires pour assurer l'équipement des territoires d'outre-mer pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1949 au 30 juin 1950, p. 5203 (Document n° 8011). — Dépôt du rapport par M. Juglas, p. 5469 (Document n° 8071). — Discussion et adoption de la proposition de résolution, p. 5552.

**Assemblée nationale.** — Transmission d'une proposition de résolution, adoptée le 16 décembre 1949 par l'Assemblée de l'Union française, tendant à recommander à l'Assemblée nationale les montants à inscrire dans les lois budgétaires de l'exercice 1950, en vue de l'exécution du plan de développement social et économique des territoires d'outre-mer, départements d'outre-mer, Afrique du Nord, pays sous tutelle et pays associés, p. 7009.

— *Chambre de commerce.*

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à faire préciser le statut des chambres de commerce dans les Etats associés de l'Union française, p. 2594 (Document n° 838). — Dépôt du rapport par M. Durand-Réville, p. 2826 (Document n° 936).

— *Chefs coutumiers.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, p. 5384 (Document n° 8058).

— *Code civil.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'accession de certains citoyens français à statut civil particulier au statut civil de droit commun, p. 6701 (Document n° 8640).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'accession au statut civil de droit commun des administrés français des territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo, p. 7207 (Document n° 8837).

— *Code d'instruction criminelle.*

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Luc Durand-Réville sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ten-

dant à rendre applicables en Afrique occidentale française et au Togo les lois des 9 juillet 1931 et 2 avril 1936 portant modification aux articles 187 et 193 du code d'instruction criminelle (n°s 11, 71, année 1948), p. 272 (Document n° 112). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 472.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1210 (Loi n° 49-359 du 17 mars 1949, J. O. du 18 mars 1949).

— *Code pénal.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'extension dans certains territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle des dispositions de l'ordonnance du 28 juin 1945 modifiant les articles 356 et 357 du code pénal, p. 4895 (Document n° 7941). — Dépôt du rapport par M. Laurelli, p. 6396 (Document n° 8604). — Adoption du projet de loi, p. 6959.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2758 (Document n° 908).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer; 1° la loi du 21 mai 1916 modifiant les articles 169 et 171 du code pénal; 2° la loi du 24 novembre 1943, validée par l'ordonnance du 28 février 1945, et l'ordonnance du 8 février 1945 modifiant les articles 174 et 177 du code pénal; 3° la loi du 8 octobre 1943, validée par l'ordonnance du 28 février 1945, modifiant l'article 373 du code pénal, p. 229 (Document n° 111). — Dépôt du rapport de M. Durand-Réville, p. 632 (Document n° 230). — Adoption de la résolution, p. 830.

**Assemblée nationale.** — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 5 juillet 1949, tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une proposition de loi rendant plus efficace la répression des discriminations raciales dans l'Union française, p. 4307.

— *Code du travail.*

**Assemblée nationale.** — Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi instituant à titre provisoire un code du travail dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine (n° 5311), p. 1458 (Document n° 6749). — Retrait du projet de loi, p. 2416.

— Dépôt d'un projet de loi instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 2418 (Document n° 7072).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Castellani, portant organisation du régime du travail dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 5941 (Document n° 8281).

— Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur les propositions de loi : 1° de M. Aubame instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer; 2° de M. Durand-Réville, sénateur, portant organisation du régime du travail dans les territoires de l'Union française (n°s 3501, 3683), p. 1458 (Document n° 6749).

— *Coopération agricole.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lisette tendant à inviter le Gouvernement à compléter la législation coopérative en vigueur dans les territoires d'outre-mer et notamment à y rendre applicables la loi du 7 mai 1917 « ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation » et l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 « relative au statut juridique de la coopération agricole », p. 4896 (Document n° 7933).

— *Douanes.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif : 1° à la délibération du conseil de gouvernement de l'Afrique équatoriale française du 30 mai 1947 relative : a) à l'abrogation du décret du 21 septembre 1940 étendant au Gabon le régime douanier du bassin conventionnel du Congo; b) à l'abrogation du décret du 21 décembre 1941 portant sup-



pression de la frontière douanière entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun; c) à la suspension de la perception du droit de douane dit de surtaxe; 2° le décret du 18 octobre 1918 approuvant une délibération du conseil d'administration du Cameroun tendant à abroger le décret du 27 décembre 1911, qui a supprimé la frontière douanière entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, p. 231 (Document n° 6272). — Dépôt du rapport par M. Villard, p. 6759 (Document n° 8679). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Laurelli, p. 6759 (Document n° 8680). — Adoption du projet de loi, p. 6957.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2786 (Document n° 928).

#### — Droits fonciers.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ouezin Coulibaly tendant à établir une réglementation relative aux domaines fonciers des territoires de l'A.O.F., de l'A. E. F., du Togo, du Cameroun et de Madagascar, et à garantir les droits fonciers des autochtones de ces territoires, p. 5515 (Document n° 8112).

#### — Énergie atomique.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 2 du décret n° 46-614 du 5 avril 1946, relatif à l'exploitation des substances utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique dans les territoires relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer, p. 1961 (Document n° 6914). — Dépôt du rapport par M. Malbrant, p. 2118 (Document n° 7024). — Discussion et adoption du projet de loi, p. 5978.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2472 (Document n° 778).

#### — Étudiant.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dia Mamadou tendant à modifier, en faveur des étudiants de l'Union française, l'âge limite fixé par la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948 étendant aux étudiants les assurances sociales, p. 2278 (Document n° 706).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 5381 (Document n° 8066).

#### — Fêtes et cérémonies commémoratives.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Serre tendant à inviter le Gouvernement à organiser la commémoration solennelle du cinquantième anniversaire de la victoire de Kousséri et de la réunion en un seul bloc des trois Afriques françaises, p. 2591 (Document n° 7193).

#### — Laissez-passer administratif.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lielle tendant à la suppression du laissez-passer administratif pour les déplacements des autochtones à l'intérieur d'un territoire ou d'un groupe de territoires d'outre-mer, p. 4231 (Document n° 7757).

#### — Manifestations contre l'Etat.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Joly sur le projet de loi tendant à rendre applicables à l'Afrique équatoriale française, aux établissements français de l'Océanie et aux établissements français dans l'Inde, les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour (n° 4930), p. 4440 (Document n° 7805). — Discussion, p. 6189; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6191 (rectificatif, p. 6053).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2636 (Document n° 860).

#### — Monuments.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine et les établissements français dans l'Inde, la protection des monuments naturels, des sites et des monuments de caractère historique, scientifique, artistique ou pittoresque, le classement des objets d'intérêt historique, scientifique ou ethnographique et la réglementation de fouilles, p. 821 (Document n° 6514). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 6534 (Document n° 8531).

#### — Or (marché de l').

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à rendre, dans les moindres délais, la liberté de vente de l'or produit par les départements et territoires d'outre-mer de l'Union française, p. 320 (Document n° 475). — Dépôt du rapport par M. Durand-Réville, p. 4075 (Document n° 358). — Discussion, p. 4302; adoption, p. 4205.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. R. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au marché de l'or dans les départements et territoires d'outre-mer, p. 381 (Document n° 6322). — Dépôt du rapport par M. Yacine Diallo, p. 1371 (Document n° 6761).

#### — Organisation judiciaire.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar et dépendances et aux Comores, p. 2604 (Document n° 7510). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 7622 (Document n° 8904).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à une réforme judiciaire dans les territoires d'outre-mer, p. 2951 (Document n° 917).

#### — Organisation municipale.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun (n° 5570), p. 3373 (Document n° 7441). — Avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 5075 (Document n° 7981).

#### — Possessions australes et antarctiques.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation et au fonctionnement d'une mission d'études aux îles Kerguelen et Crozet, p. 4149 (Document n° 7817). — Dépôt du rapport par M. Buriol, p. 5385 (Document n° 8061). — Discussion, p. 5980; adoption du projet de loi, p. 5983.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2472 (Document n° 7801). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 2591 (Document n° 811). — Discussion, p. 2626 et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2637.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6700 (Loi n° 49-1605 du 20 décembre 1949, J. O. du 21 décembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la création d'un établissement administratif permanent à l'île Amsterdam, p. 4410 (Document n° 7318). — Dépôt du rapport par M. Castellani, p. 6075 (Document n° 8315). — Discussion, p. 6188; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6189.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2635 (Document n° 853).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Rollin tendant à inviter le Gouvernement à affirmer et matérialiser les droits de souveraineté de la France sur les îles australes françaises, notamment l'archipel Kerguelen, et à envoyer dans les délais les plus brefs une mission économique, scientifique et militaire, p. 2224 (Document n° 6989). — Dépôt du rapport par M. Castellani, p. 2118 (Document n° 7040). — Discussion, p. 2116; adoption de la proposition de résolution, p. 2117.

#### — Poudres et explosifs.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la réglementation des substances explosives dans les territoires du Togo et du Cameroun, p. 5302 (Document n° 8180).

#### — Produits d'outre-mer.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Ignacio Pinto sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au contingentement des rhums des départements et territoires d'outre-mer (n° 812, année 1948), p. 27 (Document n° 49). — Discussion, p. 43, 45; adoption, p. 46.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 196 (Loi n° 49-181 du 9 février 1949, J. O. du 10 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Malbrant sur la proposition de résolution de M. Castellani, tendant à inviter le Gouvernement à prescrire le relèvement du prix d'achat du café aux producteurs (n° 5390), p. 659 (Document n° 6191).

#### — Propriété familiale, clanique et tribale.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boganda réprimant les abus d'exploitation en territoires d'outre-mer et déterminant la notion de propriété des domaines constituant le patrimoine des individus, des familles, des clans et des tribus, p. 6263 (Document n° 8190).

#### — Radiodiffusion.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à créer la radiodiffusion de l'Union française, p. 2398 (Document n° 717). — Dépôt du rapport par M. Durand-Réville, p. 2196 (Document n° 810). — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Gaspard, p. 2719 (Document n° 886). — Discussion, p. 2765; adoption de la proposition de résolution, p. 2778.

#### — Travail forcé.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boganda tendant à réprimer le travail forcé en territoires d'outre-mer et complétant la loi du 11 avril 1916, p. 6758 (Document n° 8088).

#### AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Aubame tendant à inviter le Gouvernement à organiser la célébration solennelle du centenaire de la présence française au Gabon et à ouvrir les crédits nécessaires à cet effet, p. 4001 (Document n° 7707). — Dépôt du rapport par M. Senghor, p. 4110 (Document n° 7810). — Discussion, p. 4515; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 4518.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à élaborer d'urgence un programme de conversion de la forêt gabonaise en forêt pure d'okoumés, p. 673 (Document n° 252). — Dépôt du rapport par M. Lagarosse, p. 1262 (Document n° 451). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1577 (rectificatif, p. 1619).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à organiser la commémoration solennelle du centenaire de la présence française au Gabon, à ouvrir les crédits nécessaires à la célébration de cet événement et à attribuer à la ville de Libreville, capitale du Gabon, la croix de la Légion d'honneur en raison de l'attitude de ce territoire lors de l'armistice de juin 1940 et de sa participation à la libération de la métropole, p. 2278 (Document n° 701). — Dépôt du rapport par M. Durand-Réville, p. 2173 (Document n° 798). — Discussion, p. 2511; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 2518 (rectificatif, p. 2568).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 24 mai 1918 approuvant une délibération prise par le conseil de gouvernement de l'Afrique équatoriale française du 17 juillet 1917 tendant à modifier l'article 90 du décret du 17 février 1921, relatif au fonctionnement du service des douanes dans cette fédération, p. 61 (Document n° 6100).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 17 janvier 1948 de la commission permanente du grand conseil de l'Afrique équatoriale française relative à la modification des articles 51 et 52 du décret du 17 février 1921 instituant un délai pour le retrait des marchandises non déclarées en détail, p. 64 (Document n° 6107).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 1<sup>er</sup> janvier 1949 précisant que les relations douanières entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun seront régies par une convention approuvée par les hauts commissaires de ces deux territoires,

p. 2168 (Document n° 6958). — Dépôt du rapport par M. Dufrest, p. 1747 (Document n° 7887).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boganda tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le laissez-passer administratif dans l'intérieur des territoires de l'Afrique équatoriale française, p. 3522 (Document n° 7326).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bayrou tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures qui s'imposent pour améliorer le fonctionnement de la justice en Afrique équatoriale française, p. 7313 (Document n° 8818).

— Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Aubame tendant à instituer en Afrique équatoriale française des communes de moyen exercice (n° 3901), p. 3075 (Document n° 7981).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

#### AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier et à compléter les articles 381, 388, 392 et 393 du code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française, p. 197 (Document n° 6183). — Dépôt du rapport par M. Laurelli, p. 6596 (Document n° 8603).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 19 avril 1949 approuvant une délibération prise par le grand conseil de l'A. O. F. en date du 21 janvier 1949, demandant la prorogation pour une nouvelle période de six mois, à compter du 20 avril 1949, de la suspension des droits de douane, p. 5511 (Document n° 8011).

— Dépôt d'un rapport de M. Marnadou Kona sur la proposition de résolution de M. Biori Hamani tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour l'admission immédiate et sans condition des instituteurs et institutrices africains, dans le cadre commun supérieur de l'enseignement en Afrique occidentale française (n° 3602), p. 3522 (Document n° 7506).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lisette tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre toutes mesures utiles pour la mise en liberté provisoire immédiate des dirigeants du parti démocratique de la Côte d'Ivoire incarcérés à la prison de Grand-Bassam, p. 7225 (Document n° 8838).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 14 avril 1949 invitant l'Assemblée nationale à voter une loi suspendant l'application de l'article 9 du décret du 20 mars 1937 et amnistiant toutes les peines prononcées en application de ce décret, p. 2551. — Dépôt du rapport par M. Martine, p. 1699 (Document n° 7863).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 29 juillet 1949, invitant l'Assemblée nationale à autoriser une dérogation à l'alinéa 5 de l'article 2 de la loi du 8 juillet 1933 en faveur du miel de Guinée, p. 5661.

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

#### CAMEROUN

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 22 mars 1949 approuvant une délibération prise par le conseil d'administration du Cameroun du 29 octobre 1948 demandant la modification des articles 43 et 44 du décret du 17 février 1921 relatif au fonctionnement du service des douanes dans ce territoire, p. 2593 (Document n° 7191). — Dépôt du rapport par M. Dufrest, p. 1747 (Document n° 7888). — Adoption du projet de loi, p. 5052.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 692). — Dépôt du rapport par M. Charles Cros, p. 2090 (Document n° 819). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2693.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6935 (Loi n° 49-1628 du 20 décembre 1949, J. O. du 30 décembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 9 avril 1948 du conseil d'administration du Cameroun, modifiée par la délibération du 5 octobre 1948, demandant la modification des articles 51 et 155 du décret du 17 février 1921 portant règlement du régime, des douanes dans ce territoire, p. 61 (Document n° 6108).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 11 avril 1949 approuvant une délibération prise par le conseil d'administration du Cameroun le 21 janvier 1949, à l'effet de modifier l'article 90 du décret du 17 février 1921, p. 3008 (Document n° 7299).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil d'administration du Cameroun en date du 9 avril 1948 demandant la modification du décret du 17 février 1921 portant réglementation du service des douanes au Cameroun, p. 5803 (Document n° 8196).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 14 juin 1949, invitant l'Assemblée nationale à modifier le décret n° 47-2300 du 23 novembre 1947 réorganisant au Cameroun la justice de droit français, p. 3375.

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

#### COMORES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à modifier l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 9 mai 1946, relative à l'autonomie administrative et financière des Comores, p. 1791 (Document n° 6315). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 6077 (Document n° 8310). — Dépôt du rapport par M. Silvandre, p. 6702 (Document n° 8635).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 février 1949 approuvant: 1<sup>o</sup> une délibération du 20 décembre 1948, du conseil général des Comores, tendant à maintenir la réglementation douanière de ce territoire en harmonie avec celle de Madagascar; 2<sup>o</sup> rejetant une délibération du même conseil, en date du 3 septembre 1948, ayant même objet, p. 5511 (Document n° 8097).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

#### CÔTE DES SOMALIS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. André Burlot sur le projet de loi approuvant le compte définitif des recettes et dépenses du budget local de la côte française des Somalis (exercice 1946) (n° 5231), p. 325 (Document n° 6288). — Adoption, p. 565.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 295 (Document n° 152). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 320 (Document n° 170). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 566.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1158 (Loi n° 49-390 du 21 mars 1949, J. O. du 22 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 16 avril 1949 approuvant une délibération du 27 décembre 1948 du conseil privé de la Côte française des Somalis demandant à constituer le territoire précité en zone franche et, par voie de conséquence, à supprimer le tarif douanier ainsi que la réglementation du service des douanes de ce territoire, p. 5511 (Document n° 8096).

— Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur: 1<sup>o</sup> le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale à la Côte française des Somalis; 2<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Martine tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général de la Côte française des Somalis (n° 728, 1126), p. 2196 (Document n° 7099).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

#### DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion.

— Accidents du travail.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur: 1<sup>o</sup> le projet de loi concernant l'application aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de la législation de sécurité sociale relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles; 2<sup>o</sup> de la proposition de loi de M. Vaïenlino complétant la loi n° 46-2212 du 16 octobre 1946 portant rajustement des rentes et allocations accordées aux victimes d'accidents du travail et à leurs ayants droit pour son application dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion (n° 5317, 3816), p. 2215 (Document n° 6967). — Discussion, p. 2736; adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la sécurité sociale applicables à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles* », p. 2738.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1283 (Document n° 415). — Dépôt du rapport par M. Ruin, p. 2038 (Document n° 632). — Discussion, p. 2131; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2138.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5075 (Document n° 7993). — Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 5251 (Document n° 8022). — Discussion, p. 5656; adoption du projet de loi, p. 5657 (Loi n° 49-1101 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

— Amnistie.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Archimède portant amnistie de délits politiques, dans les départements d'outre-mer, à l'occasion du transfert au Panthéon des cendres de Victor Schœlcher et de Félix Eboué, p. 3521 (Document n° 7520).

— Bourses d'enseignement.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Symphor tendant à inviter le Gouvernement: 1<sup>o</sup> à donner toutes instructions utiles pour que les bourses du troisième trimestre (grandes vacances) des étudiants des départements d'outre-mer, soient payées avant le 15 juillet 1949; 2<sup>o</sup> à prendre toutes dispositions nécessaires pour que, dorénavant, les bourses des étudiants soient payées d'avance, p. 1598 (Document n° 516). — Dépôt du rapport par M. Lainouse, p. 2091 (Document n° 617). — Adoption après modification du titre: « *Résolution tendant à inviter le Gouvernement: 1<sup>o</sup> à donner toutes instructions utiles pour que les bourses du troisième trimestre (grandes vacances) des étudiants d'outre-mer soient payées avant le 1<sup>er</sup> août 1949; 2<sup>o</sup> à prendre toutes dispositions nécessaires pour que, dorénavant, les bourses d'étudiants soient payées d'avance* », p. 2291.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire portant réglementation spéciale d'attribution des bourses, prêts d'honneur et secours scolaires dans les départements d'outre-mer de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, p. 1306 (Document n° 7767).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Césaire tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que les bourses des étudiants des départements d'outre-mer leur soient payées d'avance et non à terme échu, p. 3800 (Document n° 7619).

— Budget.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'un projet de loi tendant à adapter les dispositions de la loi n° 48-860 du 30 avril 1948 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer aux départements de la Guade-

loup, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1949, p. 5802.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant approbation du compte définitif des recettes et dépenses du budget local de la Réunion (exercice 1946), p. 99 (Document n° 6136). — Dépôt du rapport par M. Burliot, p. 325 (Document n° 6235). — Adoption, p. 561.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 296 (Document n° 119). — Dépôt du rapport par M. Suller, p. 320 (Document n° 463). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 596.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1458 (Loi n° 49-338 du 21 mars 1949, J. O. du 22 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi adoptant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer, p. 5511 (Document n° 8093).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

#### — Chèques postaux.

**Assemblée nationale.** — Adoption de la proposition de résolution de M. Eugène Claudius-Petit, tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer, de toute urgence, la loi du 7 janvier 1918 sur les chèques postaux aux départements de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, p. 172.

#### — Code pénal.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi déclarant applicable aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion la législation métropolitaine en matière pénale et de procédure pénale intervenue entre la date de la promulgation de la loi du 19 mars 1946 et l'entrée en vigueur de la Constitution du 27 octobre 1946, p. 61 (Document n° 6097).

#### — Code du travail.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant extension dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion de certains textes concernant la législation du travail agricole de la France métropolitaine, p. 2550 (Document n° 7116). — Dépôt du rapport par M. Perdon, p. 4000 (Document n° 7690).

— Dépôt d'un rapport de M. Perdon, sur la proposition de loi de M. Lero, tendant à rendre applicable aux travailleurs des professions agricoles des départements d'outre-mer les dispositions législatives relatives aux congés payés (n° 1381), p. 1279 (Document n° 6082).

#### — Conseils généraux.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi reportant la date des élections aux conseils généraux dans les départements d'outre-mer, p. 487 (Document n° 636). — Lecture du rapport par M. Gilbert Cartier et discussion, p. 793; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 803.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 296 (Document n° 111). — Dépôt du rapport par M. Verdeille, p. 297 (Document n° 160). — Discussion, p. 390; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 391.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1006 (Loi n° 49-261 du 26 février 1949, J. O. du 27 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions de la loi du 10 août 1871 relatives aux circonscriptions électorales, aux conditions et au mode d'élection des conseillers généraux et portant sectionnement des quatre départements en cantons, p. 2872 (Document n° 7258). — Demande de l'urgence, p. 3919 et fixation de la date, p. 3950. — Dépôt du rapport par M. Gordon-

nier, p. 4440 (Document n° 7807). — Discussion, p. 4382. — Suite de la discussion, p. 4568; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4583 (rectificatif, p. 4747).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1008 (Document n° 609). — Dépôt du rapport par M. Symphor, p. 2071 (Document n° 644). — Discussion, p. 2160; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2167 (rectificatif, p. 2242).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5126 (Document n° 7999). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 5385 (Document n° 8050). — Discussion, p. 5572; adoption du projet de loi avec modifications, p. 5575 (Loi n° 49-1102 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Girard tendant à permettre aux conseils généraux des départements créés par la loi du 19 mars 1946 de procéder, en vue des élections cantonales des 20 et 27 mars prochain, au tirage au sort des séries renouvelables de conseillers généraux, p. 562 (Document n° 6186).

#### — Crédit agricole.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Valentino tendant à rendre effective dans les départements créés par la loi du 19 mars 1946 l'application de l'ordonnance n° 45-2468 du 20 octobre 1945 relative à l'attribution de prêts aux agriculteurs et artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés, p. 1371 (Document n° 6717).

#### — Crédit artisanal.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino relative à la création de sociétés de caution mutuelle dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane française et de la Réunion et autorisant la caisse centrale de la France d'outre-mer à accorder des prêts artisanaux, p. 5381 (Document n° 8017).

#### — Domaine.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Véry portant aliénation de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, p. 3117 (Document n° 7188).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire portant suppression et aliénation au profit de la population de la réserve dite des cinquante pas géométriques, dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, p. 5199 (Document n° 8012).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire portant désaffectation et cession de terrains et locaux militaires à Fort-de-France, p. 5515 (Document n° 8091).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Symphor portant aliénation de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, p. 1462 (Document n° 173).

#### — Elections

**Assemblée nationale.** — Adoption d'une motion ainsi conçue: « L'Assemblée nationale, au moment de statuer sur les opérations électorales de la Réunion, décide d'inviter le Gouvernement à appliquer, après enquête complète, les mesures propres à assurer la sincérité des élections à la Réunion et notamment la révision intégrale des listes électorales », p. 113.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation des élections en ce qui concerne la désignation des bureaux de vote, p. 5169 (Document n° 8078).

#### — Etablissements de bienfaisance.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des lois sur la surveillance des établissements de bienfaisance privés et sur le remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et

d'éducation des mineurs en danger moral et des enfants anormaux, p. 3006 (Document n° 7515).

#### — Importations.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Césaire tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour assurer aux coopératives bananières de la Martinique et de la Guadeloupe des facilités pour l'importation des engrais qui leur sont nécessaires, p. 3800 (Document n° 7651).

#### — Impôts.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger dans les départements de la Guyane française, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion la date de clôture de l'exercice 1948, la date limite de vote pour l'exercice 1948 des impositions directes par les assemblées locales, ainsi que la date limite de clôture de la session budgétaire des conseils généraux pour l'exercice 1949, p. 2140 (Document n° 7073).

— Dépôt du rapport par M. Albert Petit, p. 2751 (Document n° 7227). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2816.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1204 (Document n° 406).

— Dépôt du rapport par M. Cornu, p. 1238 (Document n° 407). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1262.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2907 (Loi n° 49-734 du 4 juin 1949, J. O. du 5 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer, p. 7313 (Document n° 8815).

#### — Jours fériés.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire tendant à faire du 21 juillet, jour anniversaire de la naissance de Victor Schoelcher, un jour férié dans les départements d'outre-mer, p. 3631 (Document n° 7565). — Dépôt du rapport par M. Badiou sur les propositions de loi: 1° de Mme Elbouh tendant à faire du 27 avril un jour férié dans les départements d'outre-mer, en vue de commémorer l'œuvre de Victor Schoelcher, le grand abolitionniste de l'esclavage; 2° de M. Césaire tendant à faire du 21 juillet, jour anniversaire de la naissance de Victor Schoelcher, un jour férié dans les départements d'outre-mer (nos 2317, 7565), p. 3739 (Document n° 7608).

#### — Lois.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport sur la proposition de loi de M. Valentino tendant à la suppression de la promulgation coloniale dans les départements d'outre-mer (n° 1093), p. 4896 (Document n° 7927).

#### — Loyers.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Archimède tendant au maintien dans les lieux jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1952 des locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et à fixer le prix des loyers applicable jusqu'à cette date, p. 3528 (Document n° 7532).

— Dépôt d'un projet de loi prorogeant la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1949 les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et à fixer le prix des loyers applicable jusqu'à cette date, p. 3841.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1538 (Document n° 511). —

Rapport de M. de Félice et discussion, p. 1597; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1598.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3908 (Loi n° 49-816 du 29 juin 1949, J. O. du 30 juin 1949).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française certaines exemptions fiscales contenues dans la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1918 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 3203 (Document n° 7368).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux à usage d'habitation ou professionnel dans les départements d'outre-mer, p. 3521 (Document n° 7563).

#### — Mines.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à créer un conseil des mines dans le département de la Guyane, p. 2551 (Document n° 7159). — Dépôt du rapport par M. Louvet, p. 4672 (Document n° 7728). — Adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi tendant à créer un conseil des mines et à modifier la réglementation minière dans le département de la Guyane*, p. 5651.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 684). — Dépôt du rapport par M. Robert Aubé, p. 2187 (Document n° 680). — Discussion, p. 2513; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2511.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6261 (Document n° 8191 bis). — Dépôt du rapport par M. Louvet, p. 6531 (Document n° 8511). — Adoption du projet de loi, p. 6959.

#### — Organisation administrative.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Damas tendant à supprimer le territoire de l'Inini, dans le département de la Guyane française, p. 7050 (Document n° 8781).

#### — Police d'Etat.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant organisation des services de police dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, p. 2117 (Document n° 7657). — Dépôt du rapport par M. Serre, p. 4505 (Document n° 7810). — Discussion, p. 5883; adoption du projet de loi, p. 5989.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2172 (Document n° 7911). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 2778 (Document n° 920). — Discussion, p. 2926; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2927.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7688.

#### — Ports maritimes.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire portant application aux départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française de la loi n° 47-1716 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, p. 3890 (Document n° 7650).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Césaire tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour maintenir les dockers de la Martinique dans les droits antérieurement acquis et à surseoir à toute modification dans la détermination de la période de référence leur donnant droit aux congés payés, p. 3500 (Document n° 7648).

#### — Ravitaillement.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Gérard Vée sur la proposition de loi de M. Valentino tendant à améliorer le ravitaillement des populations des départements créés par la loi du 19 mars 1946 par des mesures destinées à encourager la culture vivrière (n° 4735), p. 487 (Document n° 6361).

#### — Sécurité sociale.

**Assemblée nationale.** — Discussion de la proposition de loi de M. Valentino relative à l'organisation de la sécurité sociale dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion (n° 3828, 5151), p. 1856; adoption de la proposition de loi, p. 1860.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 766 (Document n° 288). — Dépôt du rapport par M. Boulanger, p. 1628 (Document n° 529). — Discussion, p. 1660; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1662 (rectificatif, p. 1710).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4073 (Document n° 7725). — Dépôt du rapport par M. Minnie, p. 4988 (Document n° 7959). — Discussion, p. 5651; adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 5655 (Loi n° 49-1103 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la loi du 21 octobre 1916 portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, p. 1370 (Document n° 6696). — Dépôt du rapport par M. Segelle, p. 3792 (Document n° 7621). — Adoption du projet de loi, p. 5055.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 682). — Lecture du rapport par Mme Devaud et discussion, p. 2711; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2748.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7019.

#### — Services pénitentiaires.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Damas relative à la dévolution des biens des anciens services pénitentiaires coloniaux en Guyane française, p. 7050 (Document n° 8782).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

#### HAUTE-VOLTA

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kalenzaga tendant à inviter le Gouvernement à accorder au nouveau territoire de la Haute-Volta des crédits spéciaux suffisants pour lui permettre d'équiper ses services publics, p. 9 (Document n° 4). — Dépôt du rapport par M. Nèhoum Signé, p. 97 (Document n° 38). — Adoption de la proposition de résolution, p. 311 (rectificatif, p. 161).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Nazi Boni tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la Haute-Volta un crédit spécial pour le rééquipement de ses services publics, p. 3011 (Document n° 7320).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

#### INDO

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser par décret un référendum dans les Etablissements français dans l'Inde et à engager les dépenses afférentes aux frais de déplacement et de séjour des observateurs neutres appelés à assister à cette consultation, p. 2536 (Document n° 7161). — Arbitrage, au scrutin, sur l'urgence, p. 2816. — Dépôt du rapport par M. Juglas, p. 2878 (Document n° 7270). — Discussion, p. 2878; adoption, au scrutin, du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser par décret un référendum dans la ville libre de Chandernagor et à engager les dépenses afférentes aux frais de déplacement et de séjour des observateurs neutres appelés à assister à cette consultation*, p. 2887.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1271 (Document n° 413). — Rapporteur: M. Marius Moutet et discussion, p. 1278; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1283.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2907 (Loi n° 49-608 du 26 mai 1949, J. O. du 27 mai 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser par décret un référendum dans les Etablissements français de Pondichéry, de Karikal, de Yanam et de Mahé, et à engager les dépenses afférentes aux frais de déplacement et de séjour des observateurs neutres appelés à assister à cette consultation, p. 3908 (Document n° 7653).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

#### INDOCHINE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant création d'une assemblée représentative territoriale élue en Cochinchine, p. 1241 (Document n° 6664). — Dépôt d'un rapport par M. Juglas, p. 1531 (Document n° 6779). — Discussion, p. 1542, 1545, 1557, 1575, 1581. — Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1590.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 678 (Document n° 251). — Dépôt du rapport par M. Louis Gros, p. 678 (Document n° 253). — Discussion, p. 678 et adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 699 (rectificatif, p. 709).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1607 (Document n° 6816). — Rapporteur M. Jean-Jacques Juglas et discussion, p. 1608; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 1611 (rectificatif, p. 1649) (Loi n° 49-339 du 11 mars 1949, J. O. du 15 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine dans l'Union française, p. 2536 (Document n° 7158). — Adoption d'une demande d'arbitrage sur la discussion d'urgence, p. 2752; adoption, au scrutin, de l'urgence, p. 2760. — Dépôt du rapport par M. Buvreau, p. 2762 (Document n° 7223); discussion, p. 2761, 2762; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2796.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1201 (Document n° 403). — Dépôt du rapport par M. Marc Rucart, p. 1239 (Document n° 409). — Discussion, p. 1252, 1272; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1278 (rectificatif, p. 1321).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2910 (Document n° 7296). — Dépôt du rapport par M. Buvreau, p. 3081 (Document n° 7323). — Discussion, p. 3141; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3150 (Loi n° 49-733 du 4 juin 1949, J. O. du 5 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Defferre tendant à inviter le Gouvernement à établir une trêve dans la région des dignes en Indochine, p. 2797 (Document n° 7251). — Dépôt du rapport par M. Defferre, p. 3009 (Document n° 7310). — Discussion, p. 3118; adoption, p. 3119.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Defferre tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des droits du Cambodge à l'occasion de la modification du statut de la Cochinchine, p. 2815 (Document n° 7253). — Dépôt du rapport par M. Defferre, p. 3009 (Document n° 7318). — Discussion, p. 3119, 3136; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 3141.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à la suppression de la cour de justice de l'Indochine, p. 3606 (Document n° 7552). — Dépôt du rapport par M. Frédéric Dupont, p. 6189 (Document n° 8113). — Discussion, p. 6191; adoption du projet de loi, p. 6192.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2636 (Document n° 861).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à réduire les délais dans lesquels pourront être judiciairement déclarés certains décès en Indochine, p. 1830 (Document n° 6861).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'absence, à la présomption de décès et à l'éta-



blissement de certains actes de décès en Indochine, p. 1830 (Document n° 6365).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à valider les actes réglementaires régulièrement promulgués par le gouvernement provisoire de la République de Cochinchine, ultérieurement dénommé gouvernement du Sud Viet-Nam, p. 3908 (Document n° 7668).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver les actes définissant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France, p. 7638 (Document n° 8930).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Capitant tendant au financement et à l'exécution du plan de reconstruction, d'équipement et de modernisation de l'Indochine, p. 1727 (Document n° 6831).

— Dépôt, par M. René Capitant, d'une motion de censure contre le Gouvernement au sujet de l'Indochine et discussion, p. 1592; motion préjudicielle de M. Jacques Duclos et discussion, p. 1622; rejet, au scrutin, de la motion préjudicielle et explication de vote sur la motion de censure, p. 1631; nouvelle motion de censure de M. Jacques Duclos et suite des explications de vote, p. 1637; rejet, au scrutin, de la motion de censure de M. René Capitant et fixation de la date du vote de la motion de censure de M. Jacques Duclos; adoption, au scrutin, de la proposition de renvoyer au 9 novembre 1949 le vote de la motion de censure, p. 1645.

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

## MADAGASCAR

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération de la commission permanente de l'Assemblée représentative de Madagascar en date du 12 décembre 1947, demandant de rendre applicables à ce territoire les dispositions du décret du 2 septembre 1947 qui a modifié le code métropolitain des douanes à l'exception de certaines d'entre elles, p. 61 (Document n° 6105). — Dépôt du rapport par M. Villard, p. 6759 (Document n° 8677). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Laurelli, p. 6759 (Document n° 8678). — Adoption du projet de loi, p. 6957.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2758 (Document n° 907).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Castellani sur le projet de loi portant réorganisation du régime de l'émigration à Madagascar n° 4315 rectifié, 5159, p. 2119 (Document n° 7061). — Discussion, p. 6102. — Suite de la discussion, p. 6172, 6554, 6581; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6587 (rectificatif, p. 7689).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2635 (Document n° 862). — Dépôt du rapport par M. Durand-Réville, p. 2786 (Document n° 930).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Serrure tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes du cyclone survenu le 7 mars 1949 sur la côte Est de Madagascar, et notamment dans la région de Tainatave, et d'assurer la reconstruction des ouvrages détruits par cet ouragan, p. 894 (Document n° 321). — Dépôt du rapport par M. Serrure, p. 1377 (Document n° 457). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1551.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter le livre III, titre Ier, chapitre III, section IV, du code pénal applicable à Madagascar, par un article 261 relatif aux pratiques de sorcellerie, magie et charlatanisme, p. 1458 (Document n° 6720).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 20 juillet 1949 approuvant une délibération de l'Assemblée représentative de Madagascar et dépendances concernant la réglementation douanière dans ce territoire (forme et énonciation des déclarations de douane), p. 6187 (Document n° 8120).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre tendant à réorganiser le régime

de l'émigration à Madagascar, p. 381 (Document n° 6326).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duveau tendant à ouvrir un deuxième crédit de 850 millions de francs en vue de compléter les secours accordés à titre d'avances sur dommages aux victimes de l'insurrection malgache, p. 2288 (Document n° 7015).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castellani tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi ouvrant des crédits pour le secours des populations sinistrées de la côte Est de Madagascar par suite de cyclone, p. 2140 (Document n° 7083).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tolohehihi tendant à inviter le Gouvernement à assurer le développement de l'enseignement à Madagascar et à promouvoir son unification, p. 1598 (Document n° 513).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

## MAROC

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à faire toutes démarches auprès du gouvernement chérifien en vue de rétablir le droit de pratiquer la pêche à la sardine sur les côtes du Maroc pour les navires français ne battant pas pavillon chérifien, p. 6188 (Document n° 8115). — Retrait, p. 6882.

## NOUVELLE-CALÉDONIE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur le projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la France d'outre-mer (cyclone de la Nouvelle-Calédonie) (n° 5561), p. 325 (Document n° 6284). — Adoption, p. 561.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 296 (Document n° 150). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 408 (Document n° 187). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 632.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1531 (Document n° 6768). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 1898 (Document n° 6889). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2246 (Loi n° 49-539 du 20 avril 1949, J. O. du 21 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Maibrant sur le projet de loi rendant applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances les dispositions du décret du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour (n° 4573), p. 4699 (Document n° 7861). — Discussion, p. 6189; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6191.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2635 (Document n° 859).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

## OCÉANIE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 20 juin 1949, portant approbation de la délibération de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie en date du 28 janvier 1949 tendant à exonérer des droits de douane dans ce territoire toutes les marchandises importées pour le compte et aux frais de l'Etat, du territoire, des collectivités publiques et de l'institut de recherches médicales d'Océanie, p. 6119 (Document n° 8516).

## SAINT-PIERRE ET MIQUELON

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la France d'outre-mer. (Subvention au budget local du territoire de Saint-Pierre et Miquelon), p. 1458 (Document n° 6716). — Dépôt du rapport par M. André Burlot, p. 1727 (Document n° 6837). — Discussion, p. 1717; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1748.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 726 (Document n° 262). — Dépôt du rapport par M. Berthoin, p. 727 (Document n° 275). — Discussion, p. 748; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 749.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1961 (Loi n° 49-481 du 9 avril 1949, J. O. du 10 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Villard sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 9 novembre 1948 rendant applicable à Saint-Pierre et Miquelon, à partir du 30 juin 1948, les concessions tarifaires négociées à Genève (n° 5866), p. 6758 (Document n° 8673). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Laurelli, p. 6759 (Document n° 8674). — Adoption du projet de loi, p. 6957.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2758 (Document n° 905).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 20 juin 1947 tendant à réglementer les conditions d'entrepos des morues vertes d'origine étrangère dans cet archipel, p. 64 (Document n° 6103). — Dépôt du rapport par M. Villard, p. 6758 (Document n° 8675). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Laurelli, p. 6759 (Document n° 8676). — Adoption du projet de loi, p. 6957.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2758 (Document n° 906).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 21 janvier 1949 approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 21 octobre 1948 modifiant l'article 1<sup>er</sup> de la délibération de ladite assemblée en date du 20 juin 1947 fixant la réglementation des conditions d'entrepos à Saint-Pierre, des morues vertes d'origine étrangère, p. 1458 (Document n° 6727). — Dépôt du rapport par M. Villard, p. 6759 (Document n° 8681). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Laurelli, p. 6759 (Document n° 8682). — Adoption du projet de loi, p. 6958.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2758 (Document n° 908).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 3 avril 1949 approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 1<sup>er</sup> décembre 1948 relative à la réduction des formalités douanières pour les marchandises ayant transbordé dans les ports étrangers, admis pour le transport en droiture, p. 5515 (Document n° 8103).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

## TOGO

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur le projet de loi approuvant les comptes définitifs des recettes et des dépenses du budget local du Togo (exercices 1915 et 1916) (n° 5565), p. 325 (Document n° 6286). — Adoption, p. 561.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 296 (Document n° 148). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 320 (Document n° 169). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 596.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1458 (Loi n° 49-387 du 21 mars 1949, J. O. du 22 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant approbation du compte définitif des recettes et des dépenses du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo (exercice 1946), p. 197 (Document n° 6171). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 325 (Document n° 6287). — Adoption, p. 561.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 296 (Document n° 151). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 320 (Document n° 171). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 596.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1458 (Loi n° 49-389 du 21 mars 1949, J. O. du 22 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant au territoire du Togo le décret n° 47-1932 du 7 octobre 1947 portant réglementation des transports automobiles en Afrique occidentale française, p. 61 (Docu-

ment n° 6098). — Dépôt d'un rapport par M. Castellani, p. 7622 (Document n° 8903).

Voir également à la rubrique: France d'outre-mer (textes généraux).

#### TUNISIE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi autorisant la cession amiable de l'ancien terrain d'aviation de Menzel-Témime (Tunisie), p. 2417 (Document n° 7023).

— Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1941, p. 5545 (Document n° 8100).

— Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie, pour l'exercice 1942, p. 5545 (Document n° 8101).

Voir également à la rubrique: France d'outre-mer (textes généraux).

**Franchise postale.** — V. Postes, télégraphes et téléphones. — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

**Fraudes.** — V. Finances (contrôle et économique). — Viticulture.

**Fraude fiscale.** — V. Impôts.

**Fromages.** — V. Agriculture (lait et produits laitiers).

**Fruits et légumes.** — V. Agriculture. — Commerce et industrie (commerce de gros et de détail). — Exportations et importations.

#### Funérailles nationales.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant que le général d'armée Giraud (Henri-Honoré), qui a commandé en chef devant l'ennemi, sera inhumé dans l'hôtel national des Invalides, et portant ouverture de crédits pour ses funérailles nationales, p. 1607 (Document n° 6913). — Discussion et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1607 (rectificatif), p. 1619).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 698. (Document n° 255). — Lecture du rapport par M. Berthoin et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 699.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1616 (Loi n° 49-338 du 11 mars 1949, J. O. du 15 mars 1949).

## G

**Gabon.** — V. France d'outre-mer (Afrique équatoriale française). — Légion d'honneur.

**Garages.** — V. Loyers (locaux).

#### Garde républicaine de Paris.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à réserver à la sécurité et au service de la capitale la garde républicaine de Paris, p. 602 (Document n° 6151).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joinville tendant à inviter le Gouvernement à respecter les droits des gardes républicains et les lois et règlements qui les régissent: 1° en arrêtant leur départ en Indochine; 2° en libérant ceux qui y ont été envoyés; 3° en libérant ceux qui ont été condamnés en infraction à la légalité républicaine, p. 4306 (Document n° 7763).

**Gaz (distribution).** — V. Electricité et gaz (tarifs).

**Gaz toxiques.** — V. Santé publique (protection de la).

**Gendarmerie maritime.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 38.

#### Gendarmerie nationale.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. le général Corniglion-Molinier sur la proposition de résolution de M. Giacomoni, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde des droits des gendarmes (n° 11-119, année 1948), p. 196 (Document n° 99). — Discussion, p. 284; adoption de la proposition de résolution, p. 289.

**Général (Crime de).** — V. Conventions internationales.

**Cens de maison.** — V. Code du travail (services domestiques). — Impôts (traitements, salaires, pensions).

#### Géomètres experts.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Kir sur la proposition de loi de M. Condray, tendant à modifier la loi du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres experts (n° 1808), p. 4072 (Document n° 7709).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mont complétant la loi du 7 mai 1946 concernant l'exercice de la profession de géomètre expert, p. 5350 (Document n° 8040).

**Gérants de succursales.** — V. Impôts (revenus).

**Gibier.** — V. Agriculture (protection des végétaux).

**Giraud (général).** — V. Funérailles nationales. — Pensions et retraites (pensions et rentes viagères).

**Goutte de lait.** — V. Enfance (protection).

**Gouvernement.** — V. Communications du Gouvernement. — Indochine. — Présidence du conseil des ministres.

**Grèves.** — V. Amnistie. — Interpellations n° 67, 72, 127, 240, 247, 250, 286. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 76, 80 (Conseil de la République) n° 95.

**Groupements politiques.** — Armées.

**Groupes scolaires.** — V. Départements, villes et communes (budget). — Enseignement.

**Guadeloupe.** — V. France d'outre-mer (départements). — Interpellations n° 184. — Questions orales (Conseil de la République) n° 17, 18.

**Guerre (événements).** — V. Lois et décrets.

**Guinée.** — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française).

**Guyane.** — V. France d'outre-mer (départements).

**Gymnase.** — V. Domaine de l'Etat (acquisitions).

## H

**Habitations à bon marché.** — V. Domaine de l'Etat des départements et des communes (cessions d'immeubles). — Impôts (contributions directes). — Loyers (locaux).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg, p. 6187 (Document n° 8121). — Dépôt du rapport par M. Thiriet, p. 6382 (Document n° 8716).

— Dépôt d'un projet de loi portant modification à la législation sur les habitations à bon marché, p. 5515 (Document n° 8099).

— Dépôt d'un projet de loi tendant au relèvement de la redevance due par les organismes d'habitations à bon marché, p. 2099 (Document n° 6927).

— Dépôt d'un rapport de M. Louis Siefridt sur la proposition de résolution de M. Sigrist tendant à inviter le Gouvernement à mieux développer le régime des prêts des crédits immobiliers (2499), p. 65 (Document n° 6112).

— Dépôt d'un rapport de M. Moisan sur la proposition de loi de M. Boledon tendant à modifier l'article 46 de la loi du 5 décembre 1922 (modifié par les lois des 22 juin 1928 et 25 janvier 1933) en vue de majorer la valeur des jardins et champs pour l'acquisition desquels les sociétés de crédit immobilier sont autorisées à consentir des prêts (n° 316), p. 1904 (Document n° 6902).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à étendre le champ d'application de la loi n° 47-1686, du 3 septembre 1947 (modifiant la législation des habitations à bon marché et instituant un régime provisoire de prêts), aux sociétés ou organismes habilités par le centre national d'expansion du tourisme, pour la construction ou la transformation d'immeubles à usage hôtelier, p. 743 (Document n° 6502).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la loi du 5 décembre 1922 portant codification des lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété, p. 6382 (Document n° 8710).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à abroger l'article 68 de la loi du 30 mars 1929 qui permet au conseil d'administration des offices d'habitations à bon marché de mettre l'impôt foncier à la charge des locataires habitant dans ces immeubles, p. 7008 (Document n° 8766).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions légales actuelles sur les lois concernant les habitations à bon marché et la petite propriété, p. 550 (Document n° 6120).

**Habitations rurales.** — V. Agriculture.

**Halles centrales.** — V. Questions orales (Conseil de la République) n° 24, 29.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un avis du conseil économique sur les propositions de loi: 1° de Mme Ginollin, tendant à la mise en régie autonome des halles centrales de Paris; 2° de Mme Degrand, tendant à l'abrogation de la loi du 11 juin 1896 portant réglementation des halles centrales de Paris et à la réorganisation complète de ce marché reconnu d'intérêt public national (n° 272, 338), p. 3374 (Document n° 7136).

**Haras.** — V. Agriculture (ministère).

**Assemblée nationale.** — Adoption de la proposition de loi de M. d'Aragon tendant à porter de 80 à 120 l'effectif des baudets nationaux, p. 170.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 136 (Document n° 73). — Dépôt du rapport par M. Charles Brune, p. 408 (Document n° 186). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 668.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1593 (Loi n° 49-386 du 21 mars 1949, J. O. du 22 mars 1949).

**Haut conseil de l'Union française.** — V. Conseil de l'Union française (Haut).

**Haute-Volta.** — V. France d'outre-mer.

#### Heure légale.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bonnet tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'heure normale, p. 5951 (Document n° 8296).

#### Hippodrome.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues relative à la création de l'hippodrome de la Côte-d'Azur, à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), p. 198 (Document n° 6212).

#### Histoire de France de 1939 à 1945.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à dresser une bibliographie complète de toutes les publications intéressant la période 1939-1945, p. 5801 (Document n° 6202).

**Hommage.**

**Conseil de la République.** — Adoption d'une motion rendant hommage au général Marshall, p. 9.

**Hôpitaux et établissements hospitaliers.** — V. Assistance publique à Paris. — Fondation Foch. — Impôts (revenus). — Questions orales (Assemblée nationale) nos 16, 21 (Conseil de la République) n° 75. — Stations balnéaires, climatiques et touristiques. — Tuberculose.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis, relative aux établissements hospitaliers publics, p. 37 (Document n° 6088). — Retrait de la proposition de loi, p. 2191.

**ÉTABLISSEMENT DE POSTCURE**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mazuez tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans chaque région sanitaire, un établissement de postcure pour les convalescents de poliomyélite, p. 5904 (Document n° 8226).

**HÔPITAUX ET HOSPICES**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Cordonnier sur la proposition de loi de M. Lafay, sénateur, tendant à permettre la pratique de la greffe de la cornée grâce à l'aide de donneurs d'yeux volontaires. (N° 5076), p. 1965 (Document n° 6915). — Adoption de la proposition de loi, p. 2663.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1283 (Document n° 419). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 1377 (Document n° 458). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1629.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3939 (Lot n° 49-890 du 7 juillet 1949, J. O. du 3 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à abroger l'article 13 de la loi du 21 décembre 1941 relatif aux hôpitaux et hospices publics (n° 2671), p. 6187.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castellani tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes précautions utiles pour que les coupures de courant électrique n'aient aucune répercussion sur le fonctionnement des établissements hospitaliers et plus particulièrement de ceux spécialisés dans les traitements des affections tuberculeuses, p. 6098 (Document n° 8384). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Frédet tendant à inviter le Gouvernement à prendre dans les délais les plus rapides les dispositions nécessaires pour éviter les coupures de courant électrique aux hôpitaux et maisons de santé agréées, p. 6098 (Document n° 8387). — Dépôt du rapport par M. Maurice Frédet, p. 6263 (Document n° 8181). — Discussion, p. 6100 et adoption de la proposition de résolution après modification du titre « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires pour éviter les coupures de courant électrique aux établissements hospitaliers, établissements de cure, pouponnières, maisons de santé et cliniques agréées », p. 6101.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi sur les hôpitaux et hospices publics, p. 2650 (Document n° 7132).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à accorder aux vieillards des hospices une somme mensuelle de mille francs à titre d'argent de poche, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, p. 5912 (Document n° 8283).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Noël tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour libérer l'hôpital des Hauts-Clos, de l'Aube, afin qu'il soit rendu très rapidement à ses fins d'origine, p. 2691 (Document n° 7202). — Dépôt du rapport par M. Savard, p. 4111 (Document n° 7821).

**MAISON MATERNELLE**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant changement de dénomination de la maison maternelle nationale de Saint-Maurice, p. 6187 (Document n° 8419).

**PERSONNEL**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de Mme Germaine François sur la proposition de loi de M. Arthaud portant institution d'un statut des personnels hospitaliers. (N° 4360), p. 1279 (Document n° 6072).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté portant institution d'un statut du personnel hospitalier, p. 6533 (Document n° 8548).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud, tendant à inviter le Gouvernement à faire droit aux légitimes revendications du personnel spécialisé des hôpitaux, p. 1251 (Document n° 6069).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rabaté tendant à inviter le Gouvernement à appliquer sans délai aux agents hospitaliers de l'assistance publique de la Seine les arrêtés parus au *Journal officiel* les 29 janvier et 12 février 1949, p. 2140 (Document n° 7032).

**Hortogerie.** — V. Commerce et Industrie (entreprises diverses).

**Hôtel des Invalides.** — V. Centre de rééducation fonctionnelle et professionnelle. — Funérailles nationales.

**Hôtels, restaurants et pensions de famille.** — V. Habitations à bon marché. — Impôts (perception). — Loyers (locaux d'habitation). — Tourisme.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la protection hôtelière, p. 37 (Document n° 6080).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Leenhardt relative aux restaurants sociaux, p. 2551 (Document n° 7139).

**Houillères.** — V. Enseignement primaire. — Mines et carrières

**Huiles.** — V. Corps gras et produits oléagineux. — Interpellations n° 237. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 71.

**Huissiers.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à inviter le Gouvernement à modifier le texte du décret du 4 juin 1918 sur les tarifs des huissiers, p. 37 (Document n° 6089).

**Hydrocarbure.** — V. Transports et voies de communications (transports par pipe-line).

**Hygiène et sécurité des travailleurs.** — V. Code du travail. — Interpellations n° 150.

**Hypothèques.** — V. Enregistrement.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Poirot tendant à assurer la reconstitution rapide des archives hypothécaires détruites par faits de guerre, p. 7197 (Document n° 8865).

**Hypothèques maritimes.** — V. Conventions internationales.

**I**

**Iles Amsterdam, Crozet et Kerguelen.** — V. France d'outre-mer (textes généraux).

« Illustration » (L'). — V. Interpellations, n° 271.

**Immeubles.** — V. Dommages de guerre. — Enregistrement. — Habitations à bon marché. — Impôts (dégrèvement). — Interpellations nos 43, 41, 144. — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 34, 16, 77 (Conseil de la République) n° 20.

**Immigration.** — V. Code du travail (travailleurs étrangers). — Conventions internationales. — Interpellations n° 201. — Office national d'immigration.

**Immunité parlementaire.** — V. Députés. — Interpellations n° 235. — Pouvoirs publics.

**Impex (Service de l').** — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 111.

**Importations.** — V. Douanes (tarifs). — Exportations, importations.

**Impôts.** — V. Agriculture (calamités). — Conventions internationales. — Créances sur l'Etat. — France d'outre-mer (département d'outre-mer). — Interpellations n° 272. — Propriété industrielle. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 15, 21, 29, 33, 41, 55, 56, 61, 110.

**AMÉNAGEMENTS FISCAUX**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant aménagements fiscaux, p. 37 (Document n° 6082). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 2163 (Document n° 6945). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2552 (Document n° 7171). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 4111 (Document n° 7812). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 4951 (Document n° 7951). — Discussion, p. 5163, 5179, 5205; adoption, au scrutin, du projet de loi, après modification du titre. — *Projet de loi portant aménagements d'ordre fiscal*, p. 5213 (rectificatif, p. 5385).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 677). — Dépôt du rapport par M. Bollfrand, p. 2246 (Document n° 699). — Discussion, p. 2201; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2305.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5170 (Document n° 8090). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5591 (Document n° 8119). — Discussion, p. 5614; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5650 (Lot n° 49-1033 du 31 juillet 1949, J. O. du 2 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à préciser les conditions d'application de l'article 5 de la loi n° 48-1177 du 24 septembre 1948 instituant des ressources exceptionnelles, p. 1591 (Document n° 6803).

**AMENDES FISCALES**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Biennal tendant à ajourner l'application des pénalités fiscales pour certaines catégories de redevables, p. 3752 (Document n° 7610). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 3909 (Document n° 7669).

**CHIFFRE D'AFFAIRES  
PRODUCTION. — TRANSACTION**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guyot tendant à exempter les chauffeurs de taxis, propriétaires de leurs véhicules, de certaines taxes, p. 3800 (Document n° 7652). — Rejet, au scrutin, d'une demande de discussion d'urgence, p. 4259.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure relative à la taxation des cessions de véhicules automobiles d'occasion (n° 4382), p. 6187.

— Dépôt d'un projet de loi portant institution d'une taxe additionnelle à la taxe à l'achat en remplacement de la taxe sur les céréales qui alimente le budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 6187 (Document n° 8424).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lanté tendant à supprimer la taxe à la production de 12,50 p. 100 grevant le prix du vin, p. 5833 (Document n° 8215).

## CONTRIBUTIONS DIRECTES

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure modifiant l'article 318 bis du code général des impôts directs (n° 3901), p. 6187.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle portant modification de l'article 836 du code général des impôts, p. 6596 (Document n° 8595).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theclen tendant à inviter le Gouvernement à étendre, en matière de contributions directes, aux souscriptions d'actions émises par les sociétés de construction d'habitations, des règles d'amortissement valables pour les capitaux investis dans les constructions réalisées par des entreprises particulières, p. 6551 (Document n° 8584).

## CONTRIBUTION FONCIÈRE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à faire bénéficier les propriétaires d'immeubles sinistrés et reconstruits d'une exemption de l'impôt foncier, p. 3260 (Document n° 7391).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garcia tendant à garantir aux métayers le bénéfice des dispositions prévues au statut du fermage et du métayage en matière d'impôt foncier, p. 5803 (Document n° 8206).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramarony tendant à inviter le Gouvernement à dégrever d'office les cotes d'impôt foncier (part du département et de la commune) du contribuable dont les cotes de taxe proportionnelle ne dépassent pas 27.000 francs, p. 5091 (Document n° 7995).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramarony tendant à inviter le Gouvernement à dégrever d'office, totalement ou partiellement, les cotes d'impôt foncier (part du département et de la commune) du contribuable dont les cotes de taxe proportionnelle ne dépassent pas 43.200 francs, p. 5804 (Document n° 8162).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hénault tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la taxe de l'habitat les propriétaires d'immeubles sinistrés et reconstruits, p. 7121 (Document n° 8801).

## CONTRIBUTIONS INDIRECTES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant modification du tarif de l'impôt progressif sur les jeux dans les casinos, p. 4506 (Document n° 7778). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 4810 (Document n° 7908). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 5350 (Document n° 8039). — Adoption du projet de loi, p. 6050.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2495 (Document n° 808). — Renvoi, au scrutin, de la discussion, p. 2500. — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 2512; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2513.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6261 (Loi n° 49-1567 du 7 décembre 1949, J. O. du 8 décembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant à modifier les articles 1<sup>er</sup> et 4 de l'acte dit loi du 21 septembre 1941, ainsi que l'article 25 du code des contributions indirectes, p. 3659 (Document n° 7576). — Retrait, p. 3791.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'exonérer d'impôt les augmentations de prix des places des représentations cinématographiques comportant intermèdes, p. 2753 (Document n° 7225).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie à certaines infractions en matière de contributions indirectes et de service des alcools, p. 3739 (Document n° 7602).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires, afin: 1° que la plaque fiscale, pour les cyclistes,

puisse être utilisée par d'autres personnes que le propriétaire; 2° que le taux de la taxe fiscale soit ramené au taux de 1948, p. 257 (Document n° 6237).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Raymond Guyon tendant à inviter le Gouvernement à réduire le droit de consommation sur l'alcool, p. 2552 (Document n° 7173).

## DÉCLARATION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourlaud, tendant à modifier l'article 84 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948, portant réforme fiscale, p. 777 (Document n° 6335). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desjardins, tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars 1949 la date à laquelle doivent être souscrites les déclarations relatives aux revenus encaissés au cours de l'année 1948, p. 506 (Document n° 6396). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabelle tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars 1949 la date limite avant laquelle les contribuables devront déposer les déclarations relatives à l'imposition des revenus de l'année 1948, p. 711 (Document n° 6531). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux contribuables un supplément de délai pour la remise de leurs déclarations de revenus, p. 822 (Document n° 6518). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars le terme assigné aux déclarations requises des contribuables pour la déclaration de leur revenu global, p. 822 (Document n° 6559). — Dépôt du rapport par M. Eugène Rigal, p. 912 (Document n° 6564).

— Discussion, p. 875; adoption à l'unanimité de la proposition de résolution après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars 1949 la date limite à laquelle devront être souscrites les déclarations de revenus de 1948 et au 30 avril 1949 celles qui sont faites par les contribuables soumis au bénéfice réel, dont les comptes ont été arrêtés au 31 décembre 1948. », p. 877.

## DÉGREVEMENTS. — EXONÉRATIONS

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à accorder la remise de la majoration de 10 p. 100 prévue par l'article 393 bis du code général des impôts directs aux contribuables de bonne foi demeurant en dehors de la commune du siège de la perception (n° 1262), p. 6187.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Desjardins tendant à compléter l'article 118 du code des contributions directes afin de prolonger jusqu'à l'âge de 23 ans le bénéfice des dégrèvements fiscaux au profit des enfants qui poursuivent régulièrement leurs études, p. 2816 (Document n° 7256).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Petit tendant à accorder aux contribuables assujettis à la patente à la contribution mobilière et aux taxes calculées d'après la valeur locative, un dégrèvement correspondant aux réévaluations des valeurs locatives auxquelles il a été procédé par mesures administratives au cours de l'exercice 1949, p. 3521 (Document n° 7527).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Roques ayant pour objet de faire bénéficier de l'exonération fiscale de 25 ans les immeubles construits pendant la période 1912-1915, p. 5904 (Document n° 8225).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi visant à exonérer d'une partie importante de leurs impôts, certains grands malades dont l'incapacité de travail peut être évaluée à 100 p. 100, p. 2195 (Document n° 7097).

Voir également à la rubrique: *Impôts (contribution foncière, prélèvement, revenu, sociétés, traitements, salaires).*

## FRAUDE FISCALE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à prescrire au Gouvernement de décréter ou

de prévoir dans un projet de loi certaines mesures efficaces pour la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et pour l'organisation du contrôle, p. 115 (Document n° 6157).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Francis Leenhardt tendant à inviter le Gouvernement à préciser les moyens de lutte contre la fraude fiscale, p. 6758 (Document n° 8683).

## PATENTE

**Assemblée nationale.** — Retrait d'un projet de loi portant fixation du tarif des patentes, (année 1947, n° 1180), p. 5663.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguy, tendant à permettre la révision du montant des patentes en 1949, p. 3381 (Document n° 7132). — Dépôt du rapport par M. de Tinguy, p. 3906 (Document n° 7537). — Discussion, p. 3383. — Suite de la discussion, p. 4001, 4026; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 4031.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1676 (Document n° 555). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1826 (Document n° 577). — Discussion, p. 1838, 1858, 1862; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1863.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4506 (Document n° 7836). — Dépôt du rapport par M. de Tinguy, p. 4746 (Document n° 7875). — Discussion, p. 4711; adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 4745 (Loi n° 49-965 du 20 juillet 1949, J. O. du 21 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à modifier la loi du 20 juillet 1949 en ce qui concerne les délais impartis aux assemblées locales pour fixer les abattements sur les patentes, p. 5893 (Document n° 8212). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 6030 (Document n° 8312). — Discussion, p. 6030; adoption de la proposition de loi, p. 6031 (rectificatif, p. 6137).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2472 (Document n° 781). — Rapporteur M. Jean Berthoin, discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2487.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6131 (Loi n° 49-1530 du 1<sup>er</sup> décembre 1949, J. O. du 2 décembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delahoutre tendant à modifier et à compléter les dispositions de la loi du 20 juillet 1949 permettant la révision du montant des patentes en 1949, p. 5833 (Document n° 8211). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 6077 (Document n° 8381).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguel tendant à ramener le montant de la contribution des patentes due pour l'année 1949 à celui qui a été payé par les assujettis pendant l'année 1948, p. 5912 (Document n° 8214). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 6076 (Document n° 8380). — Arbitrage sur l'urgence, p. 6156, et rejet au scrutin, p. 6157.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dussaux tendant à modifier l'assiette des droits de patente, en ce qui concerne la fourniture et la distribution de l'eau, p. 3791 (Document n° 7635).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à ramener la valeur locative en 1949 à celle du 1<sup>er</sup> janvier 1948 pour le calcul de la patente, p. 3792 (Document n° 7611).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Chaze relative aux droits de patente, p. 3909 (Document n° 7615).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à réviser les patentes de 1949, arbitrairement augmentées grâce à des circulaires de l'administration dont la dernière en date, du 6 janvier 1949, a été rédigée en violation de l'article 4 de la loi n° 48-2900 du 31 décembre 1948, p. 3800 (Document n° 7617).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Lussy tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les dispositions de l'ar-



Article 4 de la loi n° 48-2900 du 31 décembre 1948 qui a interdit la majoration des valeurs locatives pour le calcul des patentes en 1949, p. 3909 (Document n° 7659).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bonnefous tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour la révision des patentes de 1949 majorées de façon abusive par l'administration, p. 3999 (Document n° 7694).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à la suppression de la contribution des patentes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1950, p. 5912 (Document n° 8243).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de proroger jusqu'au 15 décembre 1949 les délais accordés par la loi du 20 juillet 1949 aux collectivités locales pour procéder à une réduction du montant des patentes, p. 6098 (Document n° 8383).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la contribution des patentes et à diverses dispositions concernant les impositions départementales et communales, p. 7008 (Document n° 8763).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de limiter le montant de la patente en 1950, p. 7574 (Document n° 8902).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile Hugues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la patente des loueurs en meublés, p. 4987 (Document n° 7952).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Schmidt tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions des articles 257 à 302 du code général des impôts directs, relatives à l'imposition des patentes, et, par voie de conséquence, à supprimer cette imposition, p. 5384 (Document n° 8057).

Voir également à la rubrique précédente: *Impôts (dégrèvements, exonérations).*

#### PERCEPTION. — RECouvreMENT

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Fléchet sur la proposition de résolution de M. Héline tendant à inviter le Gouvernement à proposer au Parlement la modification des dispositions de l'article 8 de la loi n° 48-1477 du 21 septembre 1948 portant majoration des cotisations d'impôts directs, ou à modifier lesdites dispositions par la voie réglementaire (II, n° 43, année 1948), p. 196 (Document n° 104). — Discussion, p. 234; adoption de la proposition de résolution, après modification du titre: *Résolution invitant le Gouvernement à donner aux services du recouvrement des instructions pour que soit examinées favorablement les demandes de remises des pénalités encourues au titre de l'article 8 de la loi du 21 septembre 1948 par les contribuables, créanciers d'administrations publiques ou contrôlées par l'Etat*, p. 235 (rectificatif, p. 289).

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux contribuables de demander sans délai le remboursement des sommes versées en trop au titre de l'acompte provisionnel (n° 5072), p. 6187.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten, tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1<sup>er</sup> août la date d'exigibilité, sans pénalité, du montant des taxes locatives, p. 3384 (Document n° 7455). — Dépôt du rapport par M. de Tinguy, p. 3522 (Document n° 7525). — Dépôt d'un avis de la commission de la Justice par M. Citerne, p. 3793 (Document n° 7618).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais, tendant à inviter le Gouvernement à ajourner l'application de l'article 107 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 5954 (Document n° 8287). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6077 (Document n° 8382).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pautier, tendant à élever le montant des impositions prévu à l'article 383 bis du code général des impôts directs, à partir duquel le paiement s'effectue par anticipation, p. 744 (Document n° 6506).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Croizat, tendant à exonérer les vieux travailleurs et économiquement faibles de la majoration de 10 p. 100 incluse dans l'article 8 de la loi n° 48-1477 du 21 septembre 1948, p. 1159 (Document n° 6740).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont, tendant à reporter du 15 juillet au 1<sup>er</sup> août le délai impartit aux propriétaires pour le paiement de l'impôt foncier et des taxes municipales, p. 3659 (Document n° 7575).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Thorat, tendant à permettre le paiement d'une part de certains impôts par remise de titres du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 5912 (Document n° 8246).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Calas, tendant à reporter du 15 novembre 1949 au 15 février 1950 le paiement des impôts recouvrables au titre de la loi n° 48-1477 du 21 septembre 1948 portant création de ressources nouvelles au profit du Trésor et aménagements de certains impôts, p. 5911 (Document n° 8271).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard, tendant à majorer à l'encontre des contribuables de mauvaise foi les frais de poursuites prévus en cas de non-paiement des impôts directs, p. 5961 (Document n° 8288).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet, tendant à faire admettre en paiement des impôts les certificats de souscription à l'emprunt libérateur du prélèvement exceptionnel, p. 6187 (Document n° 8436).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Crouzier, tendant à reporter au 31 janvier 1950, au lieu de 30 novembre 1949, l'application de la majoration de 10 p. 100 aux impôts et taxes qui étaient exigibles au 15 novembre 1949, p. 6278 (Document n° 8493).

— Dépôt d'une proposition de loi tendant à reporter du 30 novembre au 15 janvier 1950 la date d'application de la majoration de 10 p. 100 pour les impôts non acquittés, p. 6278 (Document n° 8494).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 28 février 1949 la majoration de 10 p. 100 fixée par l'article 8 de la loi du 24 septembre 1948 au montant des impôts qui n'auront pas été payés à cette date, p. 281 (Document n° 6253).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guy Petit tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux contribuables des communes classées comme station d'été, climatique, balnéaire ou thermale, un sursis aux poursuites et pénalités en matière fiscale jusqu'au 15 octobre 1949, p. 1727 (Document n° 6831).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 10 juillet la date de versement du deuxième acompte provisionnel et à supprimer les pénalités pour les contribuables n'ayant pu payer à temps le premier acompte provisionnel, p. 2021 (Document n° 6924).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hénault tendant à inviter le Gouvernement à consentir un délai pour le paiement du deuxième tiers provisionnel des impôts, p. 2551 (Document n° 7153).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hulin-Desgrées tendant à inviter le Gouvernement à envisager un assouplissement dans l'application des dispositions relatives aux majorations de 10 p. 100 pour paiement tardif des impôts directs, p. 2694 (Document n° 7199).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramarony tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 119 du décret du 9 décembre 1946 portant réforme fiscale, p. 4092 (Document n° 7738).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à accorder la remise de la majoration de 10 p. 100 appliquée aux impôts directs qui n'ont pas été réglés aux dates prévues, lorsque les contribuables sont de bonne foi, p. 5803 (Document n° 8139).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 149 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, afin de reporter au 1<sup>er</sup> janvier la majoration de 10 p. 100 devant être appliquée au montant des impôts qui n'auront pas été payés à cette date, p. 5942 (Document n° 8267).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delahoutre tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux planteurs de betteraves les plus éprouvés par la campagne désastreuse de 1949-1950 des délais pour l'acquit de leurs impôts, p. 7313 (Document n° 8853).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Francis Leenhardt tendant à inviter le Gouvernement à modifier les règles de recouvrement des impôts directs, p. 6758 (Document n° 8684).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dates d'exigibilité et d'application de la majoration de 10 p. 100 pour paiement tardif prévues par le décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948, p. 1628 (Document n° 527).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Loison tendant à inviter le Gouvernement à suspendre, envers les créanciers de l'Etat, toute majoration d'impôts et toute poursuite, en cas de non-paiement, p. 2778 (Document n° 922).

#### PRÉLÈVEMENT

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder certaines facilités aux redevables du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et à prévoir une procédure particulière pour l'examen des demandes en remise ou en modération des majorations d'impôts prévues par l'article 3 de la loi du 24 septembre 1948, p. 1964 (Document n° 6903). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Ginollin tendant à compléter l'article 9 ter de la loi n° 808 du 12 mars 1948 instituant un prélèvement exceptionnel et à modifier ladite loi, p. 1380 (Document n° 6357). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barrot tendant à accorder un délai supplémentaire aux assujettis au prélèvement exceptionnel pour demander la remise ou la modération de leur imposition, p. 1800 (Document n° 6368). — Dépôt d'un rapport de M. Eugène Rigal, p. 2016 (Document n° 6919). — Discussion, p. 2125; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi tendant à accorder certaines facilités aux assujettis au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et instituant une procédure spéciale pour l'examen des demandes en remise ou en modération des majorations d'impôts prévues par l'article 3 de la loi n° 48-1477 du 21 septembre 1948, portant création de ressources nouvelles au profit du Trésor et aménagements de certains impôts*, p. 2133.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 830 (Document n° 312). — Lecture du rapport par M. Bollfraud et discussion, p. 911; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 920.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2419 (Document n° 7016). — Dépôt du rapport par M. Eugène Rigal, p. 2419 (Document n° 7017). — Discussion, p. 2473; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 2474 (Loi n° 49-520 du 15 avril 1949, J. O. du 16 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à modifier la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 autorisant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 3172 (Document n° 7366). — Rapporteur M. Eugène Rigal, discussion et adoption de la proposition de loi, p. 3403.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1479 (Document n° 481). — Rapporteur M. Courrière, discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1521.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3520 (Loi n° 49-804 du 21 juin 1949, J. O. du 22 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Girardot tendant à l'assouplissement des lois du 7 janvier et du 12 mars 1948 connues sous le nom de plan Mayer, p. 2278 (Document n° 7000).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Schauflier tendant à compléter la loi du 12 mars 1948 apportant certains aménagements à la loi du 7 janvier 1948 sur le prélèvement exceptionnel de luitte contre l'inflation et instituant des commissions interdépartementales d'appel, p. 6210 (Document n° 8453).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix Garcia tendant à accorder l'amnistie en matière de prélèvement exceptionnel aux contribuables ayant introduit en cette matière des demandes en remise ou en modération, p. 7621 (Document n° 8906).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Auguet tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application des décisions des commissions paritaires du prélèvement si les assujettis n'ont pas été entendus dans lesdites commissions, p. 6188 (Document n° 8411).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chazette tendant à inviter le Gouvernement à envisager les modalités de rémunération des membres non fonctionnaires des commissions départementales prévues par la loi du 12 mars 1948 portant aménagements à la loi instituant le prélèvement exceptionnel de luitte contre l'inflation, p. 2594 (Document n° 848).

#### REFORME FISCALE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Petit tendant à suspendre l'application du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale jusqu'à ce que la légalité de ses dispositions ait été vérifiée par le Parlement et, en tant que de besoin, ratifiée par lui, p. 6166 (Document n° 8530).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 100 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 3606 (Document n° 7536).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à supprimer certaines taxes parafiscales abusives et illégales et à appliquer immédiatement l'article 261 du décret du 9 décembre 1948, p. 4072 (Document n° 7720).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Rigal tendant à inviter le Gouvernement à supprimer du projet de loi de finances 1950, n° 8336, les impôts nouveaux et les majorations d'impôts et à leur substituer des mesures susceptibles d'amorcer une vraie réforme fiscale et de procurer, dès 1950, des ressources suffisantes, notamment grâce à la « réévaluation obligatoire des biens », p. 6263 (Document n° 8453).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emilien Lelièvre tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la mise en vigueur de l'article 107 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 2172 (Document n° 777).

#### REVENU (BÉNÉFICES AGRICOLES)

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Moussu tendant à inviter le Gouvernement à retarder la date d'application du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 381 (Document n° 6333). — Dépôt du rapport par M. Valay, p. 659 (Document n° 6182). — Discussion, p. 1158; renvoi à la commission d'un contre-projet tendant à l'adoption d'une proposition de loi, p. 1171. — Lecture du rapport et discussion de la proposition de loi, p. 1329; adoption de l'article unique avec le titre suivant: *Proposition de loi relative à l'évaluation des bénéfices agricoles pour l'année 1949*, p. 1339 (rectificatif, p. 1531).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 582 (Document n° 218). — Lecture du rapport par M. Dulin, p. 674; discussion, p. 681; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 637.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1530 (*Loi n° 49-419 du 25 mars 1949, J. O. du 26 mars 1949*).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant aménagements fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenus fonciers, p. 1898 (Document n° 6896). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2552 (Document n° 7176). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 4111 (Document n° 7812). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. René Charpentier, p. 4441 (Document n° 7824). — Discussion générale, p. 4838, 4853; discussion des articles, p. 4868. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire de M. Charles Barangé, p. 4951 (Document n° 7954). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4951 (Document n° 7962); suite de la discussion, p. 4951, 5055; adoption, au scrutin, après modification du titre: *Projet de loi portant aménagements fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenus fonciers*, p. 5060 (rectificatif, p. 5199).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2159 (Document n° 663). — Dépôt du rapport, p. 2190 (Document n° 671). — Discussion, p. 2196, 2201, 2209; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2224 (rectificatif, p. 2149).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5350 (Document n° 8030). — Dépôt du rapport par M. Ch. Barangé, p. 5385 (Document n° 8051). — Discussion, p. 5636; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5640 (rectificatif, p. 5961) (*Loi n° 49-1035 du 31 juillet 1949, J. O. du 2 août 1949*).

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à interpréter les dispositions de l'ordonnance du 4 décembre 1943 déclarant nul et de nul effet l'acte dit loi du 31 janvier 1942 sur le régime fiscal des sociétés et organismes agricoles (n° 3428), p. 6187.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à suspendre jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1950 l'application du décret n° 48-1936 portant réforme de la fiscalité agricole, p. 626 (Document n° 6161).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à modifier la fiscalité agricole, p. 912 (Document n° 6569).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguy tendant à instaurer une procédure spéciale d'évaluation des bénéfices agricoles et à reporter au 15 mai la réunion de la commission centrale des impôts directs, p. 4026 (Document n° 6615).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Godin tendant à fixer l'interprétation de l'article 26 de la loi du 23 décembre 1946 relatif aux bénéfices des exploitations agricoles, p. 2039 (Document n° 6935).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à exonérer de l'impôt sur les bénéfices agricoles les jeunes agriculteurs qui s'installent et qui n'occupent pas plus d'un ouvrier en sus de la main-d'œuvre familiale et les vieux paysans ayant dépassé l'âge de soixante-cinq ans ou soixante ans s'ils sont veufs et qui continuent à exploiter eux-mêmes leurs terres, p. 3147 (Document n° 7191).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lambert tendant à exonérer du paiement de l'impôt sur les bénéfices agricoles les veuves de guerre non remariées et les femmes seules élevant des orphelins de guerre chefs d'exploitation dont le bénéfice imposable n'excède pas 150.000 francs, p. 3521 (Document n° 7513).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vée tendant à la pisciculture les dispositions de l'article 11 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 6936 (Document n° 8725).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à la modification du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant aménagements fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenu foncier, p. 7187 (Document n° 8819).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tricart tendant à inviter: 1° à procéder

à des dégrèvements d'impôts sur les bénéfices agricoles en faveur des cultivateurs dont le cheptel a été atteint par les épidémies de fièvre aphteuse; 2° à exonérer ces cultivateurs lorsque les pertes subies sont au moins égales au montant de cet impôt, p. 198 (Document n° 6200).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Tinguy tendant à inviter le Gouvernement à limiter pour 1949 les charges fiscales des agriculteurs, p. 777 (Document n° 6534). — Dépôt du rapport par M. Delcos, p. 913 (Document n° 6567).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Moynet tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux viticulteurs un abattement de 7 p. 100 sur les impôts dont ils sont redevables, p. 6652 (Document n° 8608).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gresa tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des dégrèvements d'impôts au titre de l'année 1949 en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse, p. 7050 (Document n° 8783).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices dont sont victimes les viticulteurs de l'Ardèche au sujet de l'impôt sur les bénéfices agricoles, p. 7498 (Document n° 8876).

#### REVENU (BÉNÉFICES ILLICITES)

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à instituer en matière de confiscation de profits illicites des règles spéciales de procédure à l'égard de certaines catégories de redevables (n° 950), p. 6187.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Kalb sur la proposition de résolution de M. Debu-Bridel tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à modifier et compléter les articles 23, paragraphe 6; et 28, paragraphe 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance du 18 octobre 1944, modifiée par l'ordonnance du 6 janvier 1945, tendant à confisquer les profits illicites (n° 11-97, année 1948), p. 196 (Document n° 91). — Discussion, p. 214; adoption, p. 219.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à frapper d'une taxe exceptionnelle les profits de spéculation réalisés à l'occasion de l'emprunt autorisé par le décret du 21 janvier 1949, p. 601 (Document n° 6114).

#### REVENU (BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX)

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. René Pleven sur la proposition de loi de M. René Pleven tendant à tenir compte d'un abattement à la base forfaitaire de 350.000 francs pour l'application de l'article 3 de la loi du 21 septembre 1948 relatif à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (N° 5778), p. 498 (Document n° 6179). — Discussion, p. 931. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 1591 (Document n° 6812). — Discussion, p. 1876.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Flechet sur la proposition de résolution de M. Roger Duchet tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la révision de l'article 3 de la loi du 24 septembre 1948 instituant une majoration de deux décimes sur l'impôt des bénéfices industriels et commerciaux (II, n° 24, année 1948, p. 27 (Document n° 17). — Discussion, p. 231; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 234.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à compléter et modifier la législation sur la révision des bilans, à encourager l'épargne et à accroître les ressources fiscales, p. 7 (Document n° 6662).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Schauflier tendant à accorder aux contribuables imposés d'après le régime du forfait sur les bénéfices industriels et commerciaux un décal supplémentaire pour se libérer du montant du prélèvement atuel ils sont assujettis, p. 450 (Document n° 6363).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux ayant pour objet de faciliter la construction de maisons pour familles nombreuses, p. 1791 (Document n° 6317).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Ginollin tendant à permettre à tous les commerçants et artisans désireux de bénéficier des dispositions du décret n° 49-367 du 17 mars 1949 sur la dotation pour approvisionnements techniques de produire leur déclaration et documents annexes à l'administration jusqu'au 30 juin 1949 inclus, et à autoriser les commerçants et artisans soumis au régime du forfait et désireux d'être imposés pour 1948 sur les bénéfices réels à en faire la demande jusqu'au 30 juin 1949, p. 2694 (Document n° 7203).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à exonérer les coopératives culturelles des taxes et impôts sur les cercles privés, p. 3260 (Document n° 7166).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duprat tendant à la perception à la source de la taxe locale proportionnelle due par les médecins, chirurgiens, auxiliaires médicaux, pharmaciens et dentistes, p. 3791 (Document n° 7639).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère tendant à modifier l'article 66 du décret du 9 décembre 1948, afin que les artisans façonniers bénéficient du taux réduit de 9 p. 100 sur la totalité du revenu de leur travail, p. 6197 (Document n° 8131).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à instituer, pour les exercices clos en 1949, la réévaluation obligatoire des bilans, p. 6166 (Document n° 8537).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Rigal tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 avril 1949 le délai de déclaration des bénéfices industriels et commerciaux des entreprises ayant terminé leur exercice avant le 31 décembre 1948 et qui, désirant procéder à la revision du bilan de 1948, auront avisé l'inspecteur des contributions directes de leur intention avant le 40 avril 1949, p. 1840 (Document n° 6869). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 1898 (Document n° 6891).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à chequer sur plusieurs mois les déclarations exigées des entreprises industrielles et commerciales par les administrations fiscales, p. 3314 (Document n° 7118).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chazette tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à la revision des forfaits en matière de bénéfices industriels et commerciaux appliqués aux artisans ruraux en vue de proportionner l'effort fiscal qui leur est demandé à leurs facultés contributives, p. 639 (Document n° 233).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Hébert tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que les installations électriques réalisées par des industriels ou des commerçants pour parer à la pénurie actuelle de courant électrique, bénéficient de délais d'amortissement extrêmement brefs, en ce qui concerne le calcul des bénéfices nets imposables, p. 2528 (Document n° 827).

#### REVENU (BÉNÉFICES DES PROFESSIONS NON COMMERCIALES)

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à abroger l'article 30, alinéa 3, du décret n° 48-1936 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 1804 (Document n° 579).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 4385 (Document n° 7791).

#### REVENU (CAPITAUX MOBILIERS)

Voir: Valeurs mobilières.

#### REVENU (IMPÔT GÉNÉRAL)

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à amorcer une véritable réforme de la fiscalité française en décidant l'abrogation de la

surtaxe progressive — ancien impôt général sur le revenu — instituée par les articles 3, 59 et suivants du décret du 9 décembre 1948, p. 3008 (Document n° 7556).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Claude Mont tendant à modifier le mode d'assujettissement à la taxe proportionnelle fixée par l'article 4 du décret du 9 décembre 1948, p. 5803 (Document n° 8200).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à ce que les conjoints qui exercent des activités artisanales, commerciales ou professionnelles distinctes bénéficient d'une décade double pour le calcul de la taxe proportionnelle sur le revenu, p. 5904 (Document n° 8231).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu des personnes physiques les intérêts servis aux titulaires de livrets de caisse d'épargne, p. 5941 (Document n° 8257).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à relever la fraction de chaque part du revenu considérée comme nulle lors du calcul de la surtaxe progressive, p. 7624 (Document n° 8910).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Carcassonne tendant à exonérer de la taxe proportionnelle les pensions alimentaires allouées amiablement ou judiciairement en vertu des dispositions des articles 205 et 206 du code civil, p. 2472 (Document n° 786).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 6136 (Document n° 8397).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Degoutte tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant les articles 66 et 67 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 1791 (Document n° 6831).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garcia tendant à inviter le Gouvernement à surcroire l'émission et le recouvrement des rôles relatifs à la taxe proportionnelle et à la surtaxe progressive jusqu'à la discussion par le Parlement des dispositions modifiant le décret portant réforme fiscale, p. 3328 (Document n° 7431).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gazier tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais et des remises aux contribuables s'étant trouvés en état de chômage, p. 5361 (Document n° 8299).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Berlaud tendant à inviter le Gouvernement à accepter que les élus municipaux ne bénéficient pas d'une indemnité de fonction soient autorisés à déduire de leur déclaration de revenus une somme forfaitaire correspondant aux frais de représentation auxquels ils sont obligés, en raison de l'exercice de leur mandat, p. 2890 (Document n° 913).

#### REVENU (TRAITEMENTS, SALAIRES, PENSIONS ET RENTES VIAGÈRES)

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à compléter l'article 61 du code des impôts directs, en exonérant de l'impôt cédulaire les pensions d'invalidité et de retraite ainsi que les allocations aux vieux travailleurs accordées en vertu des ordonnances n° 45-170 du 2 février 1945, n° 45-2410 du 18 octobre 1945 et n° 45-2354 du 19 octobre 1945, du décret n° 46-1662 du 19 juillet 1946 et de la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946, p. 5833 (Document n° 8209).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabolle tendant à faire considérer comme des salaires, pour l'établissement de l'impôt, les gains réalisés dans l'exercice de leur profession par les gérants des maisons d'alimentation à succursales multiples et des coopératives de consommation, p. 6188 (Document n° 8110).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à statuer dans le plus bref délai sur la demande présentée par la caisse autonome des mines à propos de la perception de l'impôt cédulaire sur les pensions et

retraites minières, et à donner des instructions dans les départements miniers pour le remboursement des sommes prélevées au titre de cet impôt sur les retraites échues le 1<sup>er</sup> décembre 1948, p. 338 (Document n° 6313). — Demande d'arbitrage sur l'urgence, p. 450; rejet, au scrutin, p. 451.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à inviter le Gouvernement à exempter de l'impôt sur les salaires les employeurs de gens de maison ayant à charge trois enfants de moins de seize ans et n'occupant qu'une seule personne, à temps complet ou partiel, p. 2528 (Document n° 830).

#### SOCIÉTÉS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bourges-Maunoury tendant à exonérer de certains impôts les bénéfices réalisés par les sociétés d'investissement, p. 601 (Document n° 6146). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 913 (Document n° 6380). — Adoption, p. 1255.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 637 (Document n° 236). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 671; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 672.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4593 (Loi n° 49-381 du 21 mars 1949, J. O. du 22 mars 1949).

#### SOLIDARITÉ NATIONALE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deslardins tendant à rétablir, conformément à l'article 48 de l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, au profit des enfants nés entre le 18 septembre 1947 et le 18 février 1949, la qualité d'enfants à charge tant pour l'impôt principal que pour la majoration de 25 p. 100, p. 3008 (Document n° 7315).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hénault tendant à inviter le Gouvernement à amnistier certains contribuables assujettis au paiement de l'impôt de solidarité et à limiter les recours de l'administration en matière de paiement de cet impôt, p. 3008 (Document n° 7302).

#### TAXES DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Plevin tendant à fixer pour 1949 la valeur en argent attribuée à chaque espèce de journée de prestations, p. 138 (Document n° 6166). — Dépôt du rapport par M. René Plevin, p. 138 (Document n° 6190). — Adoption, p. 312.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 114 (Document n° 60). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 127.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 380 (Loi n° 49-197 du 15 février 1949, J. O., 16 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant aménagement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, p. 1241 (Document n° 6618). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à instituer au profit des départements et des communes une taxe locale frappant les ventes à la consommation et les prestations de service, obligatoire dans toutes les communes, au taux uniforme de 2 p. 100 (en remplacement des articles 250 et 251 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948), p. 1101 (Document n° 6621). — Dépôt du rapport par M. André Guillaud, p. 2016 (Document n° 6922). — Renvoi à la commission, p. 2751. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 4441 (Document n° 7812). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 4951 (Document n° 7951). — Discussion, p. 5108, 5111, 5150; adoption, au scrutin, après modification du titre: « *Projet de loi portant aménagement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires* », p. 5163.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2190 (Document n° 672). — Dépôt du rapport par M. Jean Marquer, p. 2216 (Document n° 698). — Discussion,

p. 2246; adoption au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2264 (rectificatif, p. 2404).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5385 (Document n° 8068). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5469 (Document n° 8085). — Discussion, p. 5610; adoption au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5632. (Loi n° 49-1031 du 31 juillet 1949, J. O. du 2 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, p. 6936 (Document n° 8731). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 7208 (Document n° 8835). — Dépôt du rapport par M. Gondonnier, p. 7509 (Document n° 8879). — Discussion, p. 7511, 7521, 7576; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7596 (rectificatif, p. 7622).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2901 (Document n° 916). — Dépôt du rapport par M. Léo Hamon, p. 2960 (Document n° 954). — Discussion, p. 2960, 2961; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2985.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7679 (Document n° 8921). — Dépôt du rapport par M. Gondonnier, p. 7680 (Document n° 8931). — Discussion, p. 7680; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 7685 (Loi n° 49-1642 du 31 décembre 1949, J. O. du 1<sup>er</sup> janvier 1950).

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à modifier l'article 336 *quater* du titre V bis du code général des impôts directs relatif à la redevance départementale et communale des mines (n° 1295), p. 6187.

— Dépôt d'un projet de loi tendant à augmenter le principal fictif de la contribution mobilière du département des Alpes-Maritimes, p. 1647 (Document n° 6819).

— Dépôt d'un projet de loi portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transfert à l'Etat de certaines dépenses, p. 5384 (Document n° 8065).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Clostermann relative au régime fiscal des kermesses, ventes et autres manifestations de charité organisées au profit d'œuvres ou d'établissements d'enseignement et d'éducation, p. 858 (Document n° 6561).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transfert à l'Etat de certaines dépenses, p. 5961 (Document n° 8302).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pontupé-Esperandieu tendant à inviter le Gouvernement à instituer au profit des départements et des communes un prélèvement en argent sur le rendement des usines hydroélectriques situées sur leur territoire, p. 3314 (Document n° 7323).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de La Gontrie tendant à inviter le Gouvernement à donner des instructions pour que les communes sinistrées bénéficient d'une situation privilégiée à l'occasion de la répartition des fonds de péréquation de la taxe sur les transactions, p. 2159 (Document n° 658).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Soldani tendant à inviter le Gouvernement à adjoindre la bauxite (minéral d'aluminium) à la liste des substances minérales donnant lieu à la perception des redevances communale et départementale prévues par l'article 336 *ter* du code général des impôts directs, p. 2698 (Document n° 873).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Couinaud tendant à inviter le Gouvernement à remplacer les diverses taxes sur la viande par une taxe unique perçue lors de l'abatage, p. 2778 (Document n° 923).

Voir également à la rubrique: *Impôts (patente)*.

#### Imprimerie nationale.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lamps tendant à inviter le Gouvernement à octroyer une

indemnité exceptionnelle de maintien des avantages acquis aux ouvriers de l'imprimerie nationale, p. 5469 (Document n° 8077).

**Incendie.** — V. *Calamités publiques.* — *Code du travail (salaires).* — *Enquêtes parlementaires.* — *Interpellations* nos 64, 65, 171, 197. — *Marine marchande (sécurité et hygiène).* — *Questions orales (Conseil de la République)* nos 24, 29.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Jean Durand sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant l'incendie involontaire en forêt (II. — N° 47, année 1948), p. 36 (Document n° 23). — Discussion, p. 210; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 212.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 602 (Document n° 6143). — Dépôt du rapport par M. Zunino, p. 1459 (Document n° 6125). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Valentino, p. 2169 (Document n° 6955). — Discussion, p. 2410; adoption du projet avec modifications, p. 2441 (Loi n° 49-601 du 27 avril 1949, J. O. du 28 avril 1949).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monichon tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures consécutives aux incendies de forêts des landes de Gascogne pour assurer l'exploitation rapide et l'écoulement des bois incendiés; à prendre toutes dispositions pour protéger efficacement ces régions dans l'avenir et assurer la reconstitution de la forêt afin d'éviter l'exode des populations du plateau de Gascogne, p. 2426 (Document n° 763). — Dépôt du rapport par M. Restat, p. 2699 (Document n° 889). — Discussion, p. 2890. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bordenave tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide de toute urgence aux populations sinistrées par les incendies des landes de Gascogne, ainsi qu'à assurer la protection de ces régions par la dotation d'un important matériel de lutte contre l'incendie, p. 2426 (Document n° 761). — Dépôt du rapport par M. Verdelle, p. 2825 (Document n° 934). — Suite de la discussion, p. 2895, 2901; adoption de l'ensemble après modification du titre. — *Résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations sinistrées des landes, à prendre toutes mesures en vue de la reconstitution de la forêt et destinées à prévenir le retour des destructions périodiques du plateau de Gascogne*, p. 2916.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à admettre les victimes civiles des incendies de forêt au bénéfice de la loi du 20 mai 1946 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, p. 5941 (Document n° 8265) (rectificatif, p. 5992).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mmo Reyraud tendant à assimiler les victimes de l'incendie de la forêt de Gascogne aux bénéficiaires des lois concernant les victimes civiles de la guerre, p. 5941 (Document n° 8269).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Andeguy tendant à faire bénéficier les victimes civiles des incendies de forêts des dispositions de la loi du 20 mai 1946 concernant les victimes civiles de la guerre, p. 6075 (Document n° 8348).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix Garcia tendant à organiser la protection contre les incendies et autres fléaux et la remise en valeur de la forêt de Gascogne, p. 6136 (Document n° 8392).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix Garcia tendant à ouvrir un crédit d'un milliard 200 millions au budget du ministère de l'Intérieur pour améliorer l'équipement de la défense contre les incendies de la forêt de Gascogne, p. 6136 (Document n° 8393).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à accorder les secours nécessaires aux sinistrés du massif de l'Aigoual dévasté par l'incendie, p. 394 (Document n° 6342).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bonnetous tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours aux familles des

victimes de l'incendie de Ruell-Malmaison, p. 3999 (Document n° 7693).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouchet tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les sinistrés de Boego (Haute-Savoie), victimes d'un incendie d'une rare violence, et à accorder des crédits nécessaires à leur réinstallation, p. 4987 (Document n° 7965).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Tourné tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des feux de forêts du département des Pyrénées-Orientales, p. 7009 (Document n° 8772).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brettes tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi accordant aux victimes civiles des incendies de forêts le bénéfice de la loi du 20 mai 1946, p. 2496 (Document n° 804).

**Incompatibilité parlementaire.** — V. *Dépûtes.* — *Pouvoirs publics.*

**Inde (Etablissements français dans l').** — V. *France d'outre-mer.*

**Indemnités.** — V. *Construction, reconstruction.* — *Dommages de guerre.* — *Code du travail (salaires et indemnités).* — *Traitements, soldes et indemnités.* — *Transports et voies de communications (transports ferroviaires et routiers).*

**Indignité nationale.** — V. *Code pénal.* — *Epuration.*

**Indochine.** — V. *Anciens combattants (transfert de corps).* — *Armée de terre (corps expéditionnaire).* — *Code civil.* — *Enquêtes parlementaires.* — *France d'outre-mer.* — *Interpellations* nos 9, 10, 11, 12, 17, 58, 83, 90, 131, 245, 252, 266, 269. — *Justice civile, commerciale ou administrative.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 73, 123 (Conseil de la République), nos 45, 62, 65.

**Industries nationalisées.** — V. *Commerce et industrie.* — *Interpellations*, n° 261.

**Inéligibilités.** — V. *Elections.*

**Infirmités et incurables.** — V. *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.* — *Electricité et gaz (tarifs).* — *Interpellations*, nos 20, 214.

**Infirmiers et infirmières.** — V. *Tuberculose.*

**Irini.** — V. *France d'outre-mer (départements).*

**Inondations.** — V. *Interpellations*, nos 179, 236.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monault tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la ville de Cherbourg un secours d'extrême urgence de 50 millions de francs pour venir en aide aux victimes du ouragan et de l'inondation survenues dans la nuit du 24 au 25 novembre 1949, p. 6357 (Document n° 8507). — Dépôt d'une proposition de loi de M. René-Jean Schmitt tendant à accorder une aide financière de 50 millions de francs aux victimes du sinistre de Cherbourg des 24 et 25 novembre 1949, p. 6398 (Document n° 8513). — Dépôt du rapport de M. Pierre Truffaut, p. 6531 (Document n° 8538). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Truffaut, p. 6758 (Document n° 8666). — Adoption de l'ensemble après modification du titre: « Proposition de loi tendant à ouvrir au ministre de l'Intérieur un crédit de 30 millions destiné à venir en aide aux victimes de l'inondation survenue dans la nuit du 24 ou 25 novembre 1949 et qui a ravagé la ville de Cherbourg et les régions avoisnantes », p. 6959.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2758 (Document n° 910). — Rapporteur M. Jean Berthoin et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2936.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7687.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à accorder



un crédit de 5 millions de francs aux sinistrés de la ville de Rosendaël (Nord) à la suite de l'inondation occasionnée par la rupture de la digue de Dunkerque en mars dernier, p. 2224 (Document n° 6988). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 3203 (Document n° 7370). — Adoption, p. 3550.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lecacheux tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la ville de Cherbourg et aux communes voisines sinistrées un secours d'urgence de 50 millions de francs pour venir en aide aux victimes de l'inondation du 25 novembre 1949, p. 2552 (Document n° 835). — Dépôt du rapport par M. Verdelle, p. 2576 (Document n° 837). — Discussion, p. 2593; adoption, p. 2594.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Krieger-Valrimont tendant à accorder une juste indemnité aux sinistrés par inondation des départements de l'Est de décembre 1947, p. 1390 (Document n° 6721).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Marin tendant à assurer la répartition des dommages causés par les grandes inondations, la distribution des secours de l'Etat à l'occasion des catastrophes nationales, l'incorporation dans le plan Marnet d'un projet d'aménagement des eaux en France, p. 3169 (Document n° 8079).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Cot tendant à inviter le Gouvernement à accorder de justes indemnités aux victimes des inondations qui viennent de désoler le département de la Savoie, p. 3050 (Document n° 7311).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département de l'Aisne un crédit de 70 millions destiné à indemniser les victimes des inondations de 1948, p. 3739 (Document n° 7585).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henneguelle tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours aux victimes des inondations du Pas-de-Calais, p. 5912 (Document n° 8258).

**Inscriits maritimes.** — V. Assurances des marins du commerce. — Marine marchande.

**Insigne national des médecins, ambulances et pharmaciens.**

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue d'instituer d'urgence un insigne national réservé aux voitures des médecins, aux ambulances et aux pharmacies, et comportant trois variantes correspondant à chacune de ces utilisations, p. 1192 (Document n° 396). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 1106 (Document n° 468). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1630 (rectificatif, p. 1710).

**Inspection académique.** — V. Fonctionnaires de l'enseignement.

**Inspection des colonies.** — V. France d'outre-mer (ministère).

**Institut d'agronomie tropicale.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Malbrant sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi créant un institut d'agronomie tropicale, p. 602 (Document n° 6137).

**Institut du cancer.**

**Conseil de la République.** — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein du conseil d'administration de la fondation pour le développement de l'institut du cancer, créé par l'article 4 des statuts de cette fondation, p. 2426. — Désignation de candidatures, p. 2489. — Nomination de membres, p. 2496.

**Institut électro-technique.** — Légion d'honneur.

**Institut de France.** — V. Dons, legs et fondations.

**Institut géographique national.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'application des dispositions du statut des personnels ouvrier et employé de l'institut géographique national et de l'imprimerie de l'établissement central de la météorologie, en ce qui concerne la parité de leurs salaires avec ceux des professions similaires de l'industrie, p. 6188 (Document n° 8412).

**Institut national de la statistique et des études économiques.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 119.

**Instituteurs et institutrices.** — V. Fonctionnaires de l'enseignement. — Médaille d'honneur. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Conseil de la République), n° 12.

**Instruments de mesures.** — V. Poids et mesures.

**In'ercition de séjour.** — V. Exit (Loi d'). — Code pénal. — France d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie).

**Intérieur (Ministère).**

PREFECTURES ET SOUS-PREFECTURES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à intégrer dans le corps préfectoral les délégués venus de la Résistance, promus à la libération et injustement évincés, p. 197 (Document n° 6172). — Dépôt du rapport par M. Serre, p. 5975 (Document n° 7992).

**Interpellations (Assemblée nationale).** — V. Assemblée nationale (règlement).

1<sup>er</sup> MINISTÈRE HENRI QUEUILLE

1. — **Campagne de presse contre M. le garde des sceaux.** — Demande d'interpellation de M. Delcos sur la campagne de presse engagée contre M. le garde des sceaux, p. 317; discussion, p. 318; ordres du jour de MM. Chambeiron, Delcos et Capitant, p. 319; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Delcos, p. 321.

2. — **Admission des journalistes français au procès du cardinal Mindszenty.** — Demande d'interpellation de M. Albert Gau sur les conditions dans lesquelles les correspondants de presse français ont eu la possibilité de se rendre au procès du cardinal Mindszenty et sur les raisons qui ont été fournies pour expliquer certains refus de visas et discussion, p. 400, renvoi à la suite, p. 401.

3. — **Atteintes à la liberté d'expression par le film cinématographique.** — Fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Grenier déposée en 1948 sur les atteintes à la liberté d'expression — cependant garantie par la Constitution — que constitue le décret du 7 décembre 1948 sur la production et l'exploitation des films cinématographiques non destinés à l'exploitation commerciale, p. 401, renvoi à la suite, au scrutin, p. 406.

4. — **Mutation d'un magistrat et répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi.** — Demandes d'interpellation : 1<sup>re</sup> de M. André Muller, sur les conditions dans lesquelles un haut magistrat du parquet a été appelé à demander son changement à la suite du classement d'une affaire économique ; 2<sup>de</sup> de M. Legendre, sur les conditions dans lesquelles un substitut général, chef de la section économique de la cour de justice de la Seine, a été amené à demander à être relevé de ses fonctions ; 3<sup>de</sup> de M. Krieger-Valrimont, sur les intentions de M. le garde des sceaux dans les poursuites engagées pour collaboration économique avec l'ennemi, et discussion, p. 406; ordres du jour de : MM. d'Astier de La Vigerie, Legendre, p. 420 et Delcos, p. 425; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Delcos, p. 427.

5. — **Nomination du garde des sceaux.** — Demande d'interpellation de M. Krieger-Valrimont sur les conditions dans lesquelles M. Robert Lecourt a été nommé garde des sceaux et sur les intentions du Gouvernement en ce qui concerne : 1<sup>re</sup> la révision des dossiers de collaboration économique ; 2<sup>de</sup> l'am-

nistie des mineurs et de tous les travailleurs frappés pour faits de grève et d'action syndicale, et discussion sur la fixation de la date, p. 565; renvoi à la suite, au scrutin, p. 566.

6. — **Déclarations du secrétaire général du parti communiste.** — Demande d'interpellation de M. Marc Scherer sur la signification que le Gouvernement attache aux déclarations de M. Maurice Thorez, secrétaire général du parti communiste, en date du 22 février 1949, selon lesquelles, dans certaines conditions, les travailleurs et le peuple de France ne pourraient se comporter à l'égard de l'armée soviétique autrement que les travailleurs et les peuples de Pologne, de Roumanie et de Yougoslavie, p. 877; discussion, p. 878; ordres du jour de MM. Terrenoire, de Menthon, Jacques Duclos et d'Astier de La Vigerie, p. 899; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. de Menthon, p. 910.

7. — **Politique agricole du Gouvernement.** — Demande d'interpellation de M. Lescorat sur la politique agricole que le Gouvernement entend suivre, p. 36. — Demande d'interpellation de M. Roulon sur la politique agricole du Gouvernement, p. 380. — Demande d'interpellation : 1<sup>re</sup> de M. René Plevin sur la politique économique du Gouvernement en ce qui concerne l'importation et l'exportation des produits agricoles ; 2<sup>de</sup> de M. Waldeck Rochet sur la politique agricole du Gouvernement, notamment sur le déséquilibre croissant entre les prix industriels et les prix agricoles à la production, sur les dangers de certaines importations imposées du dehors, ainsi que sur les conséquences désastreuses d'une fiscalité abusive qui tend à l'étouffement des petites et moyennes exploitations agricoles, p. 518. — Demandes d'interpellation de M. A. Mazier sur la inévente actuelle de certains produits agricoles et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y remédier, p. 743, 791. — Demandes d'interpellation : 1<sup>re</sup> de M. Abeilin, sur les mesures à prendre pour faciliter et organiser les exportations de certaines denrées agricoles ; 2<sup>de</sup> de M. Jean Masson, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer parallèlement à l'augmentation de la production agricole les débouchés indispensables pour parer à la crise ; 3<sup>de</sup> de M. Frédel, sur la politique agricole du Gouvernement ; 4<sup>de</sup> de M. Baudry d'Asson, sur la politique agricole du Gouvernement, p. 791. — Discussion des interpellations ci-dessus et de celle de M. Louis Guillon, déposée en 1948, p. 840; suite de la discussion, p. 945; ordres du jour : 1<sup>er</sup> de M. Waldeck Rochet ; 2<sup>de</sup> de M. Gabriel Valay; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Valay, p. 1001.

8. — **Marché laitier en Franche-Comté.** — Retrait d'une demande d'interpellation de M. Charles Viatte, déposée en 1948, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour normaliser le marché laitier en Franche-Comté, et spécialement pour que soient exécutées les décisions de la justice frappant certains trafiquants du marché noir, p. 1006.

9. — **Situation des effectifs, du matériel et de l'aviation en Indochine.** — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur la situation des effectifs, du matériel et de l'aviation en Indochine, p. 186; retrait, p. 1370.

10. — **Politique du Gouvernement en Indochine.** — Retrait d'une demande d'interpellation déposée en 1948 par M. Frédéric-Dupont, sur la politique du Gouvernement en Indochine et sur les mesures qu'il compte prendre pour faire cesser le scandale d'un représentant d'Ho Chi Minh donnant des conférences de presse à Paris, alors que nos soldats continuent de tomber sous les balles de cet agent communiste, p. 1370.

11. — **Politique du Gouvernement en Indochine.** — Demande d'interpellation de M. Daladier sur la politique du Gouvernement en Indochine, p. 911; retrait, p. 1456.

12. — **Politique du Gouvernement en Indochine.** — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Indochine, p. 106. — Demande d'interpellation de M. Paul Rivet sur les événements d'Indochine, p. 380. — Demandes d'interpellations de : 1<sup>er</sup> M. Jean Guillon sur la politique de guerre que le Gouvernement poursuit à l'égard de la République

démocratique du Viet-Nam et sur son refus d'entraîner des pourparlers de paix avec le gouvernement du président Ho Chi Minh, p. 941; 2° de M. Caillaud sur la politique suivie par le Gouvernement en Indochine, p. 941. — discussion, p. 1507; 1521, 1590; renvoi à la suite, au scrutin, p. 1592.

13. — *Consultation électorale des 20 et 27 mars 1949.* — Demande d'interpellation de M. Barachin sur les conclusions que le Gouvernement entend tirer de la consultation électorale des 20 et 27 mars 1949, p. 1830. — Discussion sur la fixation de la date, p. 2015; renvoi à la suite, au scrutin, p. 2050.

14. — *Commerce de la France avec l'Est Européen.* — Demande d'interpellation de M. Chamberlain sur les entraves apportées par les autorités américaines au commerce de la France avec les pays de l'Est de l'Europe, p. 2215; fixation de la date et renvoi à la suite, p. 2538.

15. — *Travaux d'équipement électrique.* — Demande d'interpellation de M. Louvel sur les conséquences extrêmement préjudiciables pour l'économie française entraînées par le ralentissement des travaux d'équipement, notamment en matière d'énergie électrique, et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier à cette situation, p. 2277; fixation de la date, p. 2539; renvoi à la suite, p. 2541.

16. — *Travaux d'équipement électrique.* — Demande d'interpellation de M. Maurice Michel sur le plan de freinage et d'arrêt de certains travaux d'équipement, imposé à l'électricité de France, dont les conséquences extrêmement graves pour l'économie française provoqueront en premier lieu la mise en chômage de milliers d'ouvriers, p. 2277. — Fixation de la date, p. 2539, et renvoi à la suite, p. 2541.

17. — *Travailleurs africains en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Coulibaly sur l'envoi de « travailleurs » africains en Indochine, p. 2277; discussion sur la fixation de la date, p. 2950; renvoi à la suite, p. 2952.

18. — *Société nationale des chemins de fer français.* — Demande d'interpellation de M. Bour sur les raisons qui ont incité M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, malgré l'avis de la majorité des membres du conseil d'administration, à relever de ses fonctions M. Lemaire, directeur général de la Société nationale des chemins de fer français, p. 2693. — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur: 1° la politique de transports ferroviaires que le Gouvernement entend suivre, la réorganisation possible de la Société nationale des chemins de fer français, les répercussions de cette politique sur les conditions de vie du personnel; 2° les changements par voie d'autorité du haut personnel et les modifications apportées au conseil d'administration, notamment dans la représentation du personnel, p. 2752; fixation de la date et renvoi à la suite, p. 2952.

19. — *Fermeture de l'arsenal maritime de Rochefort.* — Demande d'interpellation de M. Brillouet sur la fermeture de l'arsenal maritime de Rochefort et les répercussions que cette mesure ne manquera pas d'avoir sur la situation du personnel civil de la marine ainsi que sur la vie économique de cette ville et de la région, p. 2117. — Demande d'interpellation: 1° de M. Gaborit sur la fermeture de l'arsenal de Rochefort et les mesures envisagées par le Gouvernement à l'égard de la S. N. C. A. S. O. de Rochefort; 2° de M. Max Brussel sur les projets du Gouvernement relatifs au transfert des installations de la marine existant à Rochefort-sur-Mer et sur les conséquences sociales qui en résulteront en provoquant de perturbations locales extrêmement graves; 3° de M. Max Brussel sur la réduction d'activité des ateliers de la S. N. C. A. S. O. à Rochefort-sur-Mer et les suites fâcheuses que cette mesure aura certainement au point de vue social si des dispositions ne sont prises immédiatement pour enrayer la crise de chômage qui en résultera infailliblement, p. 2491; fixation de la date, p. 2417; renvoi à la suite, au scrutin, p. 3129.

20. — *Activité du rassemblement du peuple français et complot.* — Demande d'interpellation de M. Péron sur: 1° les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre

un terme à l'activité factieuse des groupes armés du R. P. F. encouragés par les mesures de clémence prises à l'égard des traîtres et les poursuites engagées et les condamnations prononcées contre des résistants; 2° les raisons qui ont amené le Gouvernement à ne pas sévir contre un complot connu dès le 20 mars dernier et aboutissant à l'arrestation d'éléments R. P. F. de Paris, Périgieux, Audierne, Navors, etc.; 3° sur la nécessité d'assurer la sauvegarde des institutions républicaines par: a) la dissolution des groupes armés du R. P. F. et la répression de leurs menées antirépublicaines; b) le retrait des mesures d'amnistie prévues en faveur des complices de l'ennemi; c) la cessation des poursuites contre les résistants et l'amnistie de plein droit pour les travailleurs condamnés, notamment les mineurs, p. 3153. — Demande d'interpellation de M. Legendre sur les mesures que M. le président du conseil compte prendre pour mettre un terme aux provocations policières organisées par M. le ministre de l'intérieur et susceptibles de troubler l'ordre public, p. 3153. — Demande d'interpellation de Mme Rabaté sur les menées factieuses (groupes armés du R. P. F.) qui se développent dans la région parisienne et sur les mesures qu'entend prendre le Gouvernement pour que l'inauguration de l'avenue du Général-Leclerc, le 18 juin prochain, ne serve pas de prétexte au R. P. F. pour l'organisation d'une manifestation fasciste et discussion desdites interpellations, p. 3348; ordres du jour: 1° de M. Charles Lussy; 2° de M. Yves Péron, p. 3371; adoption au scrutin, de l'ordre du jour de M. Charles Lussy, p. 3372.

21. — *Politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Barlot sur la politique économique et financière du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer et plus spécialement sur les conséquences économiques et sociales que peut avoir le développement actuel de l'inflation, p. 4612. — Demande d'interpellation de M. Apithy sur les mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour limiter les évasions de capitaux de la zone du franc C. F. A. vers la métropole, p. 2693, 3145. — 1° demande d'interpellation de M. Jean Silvanre sur la politique économique et financière du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer, p. 2797. — Demande d'interpellation de M. Defferre sur la politique économique dans les territoires d'outre-mer, p. 3080. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Félix Tchicaya, sur la politique économique du Gouvernement dans les territoires de l'Union française relevant du ministre la France d'outre-mer; 2° de M. Malbrant, sur la politique économique et financière du Gouvernement dans les territoires d'Afrique noire et, plus spécialement, sur les conséquences économiques, politiques et sociales qu'entraîne l'incertitude du maintien de la parité actuelle du franc C. F. A., gage essentiel de la prospérité et de la mise en valeur de ces territoires; 3° de M. Buvreau, sur la politique économique et financière suivie dans les territoires africains et sur les mesures qu'il conviendrait de prendre d'extrême urgence pour garantir d'une façon indiscutable le maintien de la parité actuelle du franc C. F. A.; et discussion, p. 3551, 3569; ordres du jour de: 1° M. Lisette; 2° M. Malbrant; 3° M. Juglas; adoption au scrutin, de l'ordre du jour de M. Juglas, p. 3601.

22. — *Pétroles tunisiens.* — Demandes d'interpellation: 1° de M. Jean Pronneau: a) sur les accords que le Gouvernement a passés avec la société américaine Guel Oil Corporation et la société anglo-hollandaise Shell pour livrer, au mépris des intérêts français et tunisiens, la recherche et l'exploitation des gisements pétroliers de Tunisie et du Fezzan, à ces trusts étrangers; b) sur le rôle particulier joué par le ministre de l'intérieur dans ces transactions; c) sur l'attitude que le Gouvernement entend observer, face à de nouvelles demandes de maintenance étrangère sur d'autres territoires de l'Union française; 2° de M. Quilici, sur la révélation, aussitôt après le départ du Parlement en vacances, d'accords déjà anciens livrant à des trusts étrangers les richesses pétrolières de la Tunisie, sur les prolongements et les conséquences d'une telle politique en Algérie et au Maroc et, plus généralement, sur les positions éventuellement conservées par les alliés en Afrique du Nord

et dans l'Union française, malgré la cessation des hostilités depuis quatre ans, p. 2549; fixation de la date, p. 3950; renvoi à la suite, au scrutin, p. 3961.

23. — *Anciens combattants et victimes de la guerre.* — Demande d'interpellation de M. Aubry sur la façon dont M. le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre entend réaliser l'abrogation des lois dites de Vichy, abrogation réclamée par l'unanimité des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre, p. 3313. — Demande d'interpellation de M. Touchard sur la législation des pensions d'invalidité instituée par le gouvernement de Vichy, et sur les points de cette législation qui sont contraires aux droits des victimes de la guerre, p. 3313. — Demande d'interpellation de M. Beveny sur: 1° l'organisation du ministère des anciens combattants en vue de hâter la liquidation des pensions; 2° les dispositions que le ministre des anciens combattants compte prendre en vue d'appliquer les textes votés par la commission des pensions en faveur des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 3908; discussion sur la fixation de la date; renvoi à la suite, au scrutin, p. 4201.

24. — *Fonctionnement de la sécurité sociale.* — Demande d'interpellation de M. Vialle sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser la scandaleuse injustice dont sont victimes les travailleurs indépendants au regard des prestations familiales, p. 1612. — Demande d'interpellation de M. Croizat sur la politique qu'il entend suivre en matière de sécurité sociale, p. 3680. — Demandes d'interpellation: 1° de M. Gérard Duprat sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue de l'amélioration du fonctionnement de la sécurité sociale; 2° de M. Pierre André sur le fonctionnement et le coût de la sécurité sociale, p. 3153. — Demandes d'interpellation: 1° de M. Paul Reynaud sur le fonctionnement et le contrôle de la sécurité sociale; 2° de M. le docteur Frédet sur les mesures d'aménagement que le Gouvernement compte prendre en matière de sécurité sociale, p. 3259. — Demande d'interpellation de M. Delachenal sur les réformes que le Gouvernement compte apporter au fonctionnement actuel de la sécurité sociale, p. 3446. — Demande d'interpellation de M. Alfred Costes sur la politique que le Gouvernement compte suivre en matière de sécurité sociale, p. 3908. — Demande d'interpellation de M. Patnaud sur la politique que le Gouvernement entend suivre en matière de sécurité sociale, p. 3998. — Discussion, p. 4518, 4706; ordres du jour de: 1° M. Patnaud; 2° M. Paul Reynaud; 3° M. Gazier; 4° M. René Capitant; 5° M. Viard, p. 4708; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Gazier, p. 4727.

25. — *Campagnes de diffamation contre la résistance.* — Demandes d'interpellation: 1° de M. Forenal; 2° de M. Lécivain-Servoz; 3° de M. Malleret-Joinville; 4° de M. Livry-Level; 5° de M. Louis Marin; 6° de M. d'Assier de La Vigerie; 7° de M. Bouret sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin aux campagnes de diffamation contre la résistance et pour assurer aux combattants de la clandestinité les garanties et les égards auxquels ils ont droit, p. 3998. — Demande d'interpellation de M. Minjoz sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin aux campagnes de diffamation contre la résistance et pour assurer aux combattants de la clandestinité les garanties et les égards auxquels ils ont droit, p. 4746. — Discussion, p. 4777; renvoi à la suite, au scrutin, p. 4786.

26. — *Prime de vacances.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Musneaux sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour accorder une prime minimum de 5.000 francs aux bénéficiaires des congés payés pour l'année 1949; 2° M. Gérard Duprat sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre aux travailleurs de profiter de leurs congés payés, p. 5381. — Demande d'interpellation de M. Triboulet sur l'octroi inop-

portun d'avantages, à l'occasion des vacances, au seul personnel de la sécurité sociale, p. 5163; fixation de la date, p. 5515; renvoi à la suite, au scrutin, p. 5528.

27. — *Dissolution de l'entraide française.* — Demande d'interpellation de Mme. François sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement a pris le décret n° 49-110 du 26 janvier 1949 portant dissolution de l'entraide française, décret qui, contrairement au désir exprimé par l'Assemblée nationale, vise en fait à maintenir cet organisme, p. 380. — Demande d'interpellation de M. Pierre Chevallier sur les conditions dans lesquelles, sans avoir déterminé comment seraient assurés les services jusqu'ici rendus par l'entraide française, œuvre d'une neutralité politique et confessionnelle absolue, le Gouvernement a décidé brusquement de liquider une organisation qui apportait une aide précieuse aux vieillards, aux orphelins de la Résistance et à d'innombrables déshérités auxquelles la législation en vigueur ne peut fournir les secours nécessaires, p. 429. — Fixation de la date, p. 796. — Discussion, p. 1178.

28. — *Comportement, à Marseille, du préfet des Bouches-du-Rhône.* — Demande d'interpellation de M. Jean Cristofol sur le comportement du préfet des Bouches-du-Rhône à propos: 1° de complaisances dont jouit un ingénieur adjoint de la ville de Marseille, escroc et recéleur de criminels de guerre; 2° de deux adjudications frauduleuses faites à l'hôtel de ville de Marseille, et portant sur des centaines de millions; 3° d'une plainte déposée contre un haut fonctionnaire de l'assistance publique, accusé de faux et usage de faux, p. 6.

29. — *Attribution de l'allocation aux économiquement faibles.* — Demande d'interpellation de M. Gérard Duprat sur le fonctionnement des commissions cantonales d'assistance en ce qui concerne l'attribution de l'allocation aux économiquement faibles, p. 63.

30. — *Etablissement du budget des collectivités locales.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Pierre Chevallier sur les conditions dans lesquelles sont placées les collectivités locales pour l'établissement de leurs budgets et sur les dispositions que compte prendre le Gouvernement pour permettre à ces collectivités locales de faire face à leurs engagements en 1949; 2° de M. Mondon sur les difficultés rencontrées par les collectivités locales pour l'établissement de leur budget 1949, p. 63.

31. — *Politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Aimé Césaire sur la politique que suit le Gouvernement dans les départements d'outre-mer et en particulier à la Martinique, politique qui accule nos populations à la famine, leur impose des salaires de misère leur refuse l'application loyale de la loi d'assimilation et de la sécurité sociale, en même temps qu'elle sabote la réalisation du programme d'équipement de l'île, p. 196.

32. — *Politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Rosan Girard sur la manière dont a été exécutée la loi du 19 mars 1946 portant érection de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion en départements et sur la politique générale suivie par le Gouvernement à l'égard desdits départements depuis l'entrée en application effective de la loi susmentionnée, p. 256.

33. — *Politique du gouverneur général de l'Algérie.* — Demande d'interpellation de Mme Alice Sportisse sur la politique poursuivie en Algérie par le représentant du Gouvernement, ainsi que sur les graves irrégularités qui ont été relevées dans l'administration des services du gouvernement général de l'Algérie, en particulier du cabinet du gouverneur, p. 280.

34. — *Politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Vergès sur l'application, à la Réunion, de la loi du 19 mars 1946 portant érection des quatre vieilles colonies en départements et sur la politique générale du Gouvernement à leur égard, p. 280.

35. — *Formation professionnelle accélérée.* — Demande d'interpellation de M. Patinaud sur la politique du Gouvernement en matière de formation professionnelle accélérée, p. 324.

36. — *Constitution de l'Union européenne.* — Demande d'interpellation de M. Lapie sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour mettre en application immédiate les résolutions de la conférence des cinq sur la constitution de l'Union européenne et en particulier pour procéder sans délai à la représentation de la France au sein des deux organisations prévues: le conseil de l'Europe et le corps consultatif européen, p. 380.

37. — *Crédits destinés à subventionner les écoles confessionnelles.* — Demande d'interpellation de M. Hamon sur le vote illégal par certaines collectivités locales de crédits destinés à subventionner les écoles confessionnelles, p. 380.

38. — *Poursuite des fabrications de la société de construction et d'étude de moteurs de Saint-Etienne.* — Demande d'interpellation de M. Patinaud sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: 1° pour permettre à la société de construction et d'étude de moteurs de Saint-Etienne de poursuivre ses fabrications; 2° pour que cessent les renvois de personnel et que soit réalisé le plein emploi à l'usine Duralumin de Rive-de-Gier, p. 429.

39. — *Provocations dans divers territoires d'Afrique.* — Demande d'interpellation de M. Ouezin Coulibaly sur les provocations organisées dans divers territoires d'Afrique, notamment à Douala le 22 janvier 1949 et plus récemment à Abidjan le 6 février 1949, où, sous la protection de la police et de la gendarmerie, des coups de feu ont été tirés au cours d'un meeting sur la foule, causant des morts et des blessés, p. 486.

40. — *Méthodes d'exploitation mises en vigueur dans les mines.* — Demande d'interpellation de M. Auguste Lecœur sur les méthodes d'exploitation mises en vigueur dans les mines par le ministre de l'Industrie et du Commerce, en même temps que la suppression des services de sécurité, ce qui, chaque jour, occasionne la mort d'ouvriers mineurs, p. 518.

41. — *Chômage à la manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne.* — Demande d'interpellation de Mme Denise Bastide sur les graves menaces de chômage qui pèsent sur les ouvriers de la manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne, travaillant à la fabrication des machines à coudre, et cela au moment même où la France s'apprête à acheter 36.000 machines à coudre à l'Italie, p. 518.

42. — *Retard à la publication du règlement d'administration publique concernant le statut des déportés et internés de la résistance.* — Demande d'interpellation de M. Lambert sur les raisons pour lesquelles le règlement d'administration publique relatif à la loi du 6 août 1948, sur le statut des déportés et internés de la résistance, n'a pas encore été publié au Journal officiel, p. 657.

43. — *Constructions d'immeubles administratifs et expropriation de terrain.* — Demande d'interpellation de M. Jean Cayeux sur les réquisitions administratives, les constructions d'immeubles administratifs et, notamment: a) l'expropriation abusive projetée de 6.000 mètres carrés de terrain et de constructions rue Desaix et rue Saint-Saëns, à Paris, pour l'imprimerie du Journal officiel; b) la construction, au mépris des règlements, d'un immeuble pour la télévision, rue de l'Université (7<sup>e</sup>), p. 657.

44. — *Constructions d'immeubles administratifs et expropriation de terrain.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric Dupont sur la politique du Gouvernement relative à la multiplication des locaux administratifs et, plus particulièrement, sur les agrandissements du centre de télévision de la rue de l'Université, en violation des règlements d'urbanisme, et sur l'acquisition d'un terrain de 6.000 mètres carrés, rue Desaix, pour les agrandissements du Journal officiel, p. 713.

45. — *Suspension du directeur général de l'assistance publique.* — Demande d'interpellation de M. André Le Troquer sur les motifs qui ont amené M. le ministre de la santé publique et de la population à suspendre le direc-

teur général de l'assistance publique à Paris, et les conditions dans lesquelles cette mesure a été prise et annoncée, p. 713.

46. — *Visa d'entrée et autorisation de séjour en France de Kravchenko.* — Demande d'interpellation de M. d'Astier de La Vigerie sur les conditions dans lesquelles ont été délivrés le visa d'entrée et autorisé le séjour en France du nommé Kravchenko, titulaire d'un faux passeport au nom de Kedrine, venu dans le but avoué de se livrer à une attaque contre un parti politique français, p. 713.

47. — *Limitation du droit de manifestation publique.* — Demande d'interpellation de M. Chambeiron sur la décision que vient de prendre le Gouvernement de limiter, contrairement à la Constitution, le droit de manifestation publique, décision qui tend, en outre, à interdire pratiquement toute manifestation commémorative qui serait organisée par la Résistance française, p. 713.

48. — *Attributions de subventions à l'enseignement confessionnel.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Hamon sur les conditions dans lesquelles le ministre de l'Intérieur a fait parvenir aux préfets des instructions afin qu'ils ne demandent pas l'annulation des décisions des conseils municipaux et des conseils généraux attribuant des subventions à l'enseignement confessionnel, subventions contraires aux traditions laïques de notre pays, à la lettre et à l'esprit de la Constitution, et nous ramenant, en fait, à la situation existant sous Vichy, p. 713.

49. — *Manifestations sur la voie publique.* — Demande d'interpellation de M. Johnville sur la décision que vient de prendre le Gouvernement de limiter ou de supprimer, en violation de la Constitution, les manifestations sur la voie publique, notamment toutes celles qui seraient organisées en commémoration des grandes heures de la Résistance française depuis 1940, p. 713.

50. — *Discussion sur le désarmement, la destruction et le contrôle des armes atomiques.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur la position qu'a adoptée le délégué de la France au conseil de sécurité, repoussant la nouvelle proposition de discussion de l'Union soviétique, sur le désarmement et la destruction et le contrôle des armes atomiques, p. 713.

51. — *Pacte Atlantique.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Cot sur les conséquences de la négociation d'un pacte Atlantique sur l'orientation de notre politique extérieure, p. 713.

52. — *Balance des comptes à l'échéance de 1952.* — Demande d'interpellation de M. Jean Catrice sur les mesures urgentes que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'équilibre de la balance des comptes à l'échéance de 1952, p. 821.

53. — *Mesures en faveur de l'exportation.* — Demande d'interpellation de M. Robert Buron sur les raisons pour lesquelles les mesures en faveur de l'exportation, dont on avait annoncé le mois dernier qu'elles allaient être prises très rapidement, ne sont pas encore définitivement arrêtées, alors que le développement de nos ventes à l'étranger doit être le premier objectif de notre politique économique, p. 821.

54. — *Catastrophe ferroviaire à Port-d'Atelier.* — Demande d'interpellation de M. Beaupré sur la catastrophe ferroviaire survenue le 13 février 1949 à Port-d'Atelier, les responsabilités encourues, et plus particulièrement la politique d'équipement du Gouvernement à l'égard de la Société nationale des chemins de fer français, p. 821.

55. — *Causes de l'accident de chemin de fer de Port-d'Atelier.* — Demande d'interpellation de M. Minjoz sur les causes du grave accident de chemin de fer qui a eu lieu dans la nuit du vendredi 18 février écoulé, à Port-d'Atelier (Haute-Saône), et notamment sur l'absence, dans un train express, de voitures métalliques, p. 912.

56. — *Egalité des droits aux pensionnés militaires musulmans nord-africains.* — Demande d'interpellation de M. Bentaleb sur les mesures que le Gouvernement compte prendre dans un avenir immédiat pour assurer effectivement aux pensionnés militaires musulmans nord-africains de toutes caté-



gories et à leurs ayants cause l'égalité absolue des droits par laquelle la métropole, reconnaissant l'égalité des services rendus accomplirait un geste de gratitude et d'équité, p. 1005.

57. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demandes d'interpellation, de : 1<sup>o</sup> M. Jean Porteau sur la signification exacte et la portée des déclarations faites par le président du conseil à une agence américaine, déclarations qui témoignent de la volonté du Gouvernement français de participer à la préparation d'une guerre d'agression contre l'U. R. S. S.; 2<sup>o</sup> de M. Pierrard sur la signification que le Gouvernement accorde aux déclarations faites récemment à Bruxelles par M. Winston Churchill, déclarations qui tendent à justifier une guerre d'agression antisoviétique, en reprenant des arguments autrefois utilisés par Hitler et Goebbels, p. 1150.

58. — *Application des accords de la Baie d'Along.* — Demande d'interpellation de M. Anjoutat sur les perspectives offertes par l'application des accords de la Baie d'Along pour mettre fin au conflit entre la France et le Viet Nam et satisfaire les aspirations du peuple vietnamien, p. 1150.

59. — *Structure et organisation de la radio-diffusion française.* — Demande d'interpellation de M. Guy Desson sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en ce qui concerne la structure et l'organisation de la radiodiffusion française, p. 1150.

60. — *Perquisition dans les appartements de Mme la générale Oliva-Rogel.* — Demande d'interpellation de M. André Tourné sur les conditions scandaleuses dans lesquelles des officiers et policiers en armes ont perquisitionné, sans mandat ni motifs officiels, dans les appartements de Mme la générale Oliva-Rogel, domiciliée à Bages (Pyrénées-Orientales) et ont emporté des documents et papiers personnels, notes et mémoires ayant appartenu à son mari, p. 1150.

61. — *Arrêt de la fabrication du Cormoran.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Elain sur les raisons qui ont motivé l'arrêt de la fabrication du *Cormoran* et les conséquences financières et sociales qui en découlent, p. 1370.

62. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Mouchet sur : 1<sup>o</sup> la suppression définitive du haut commissariat au ravitaillement, le nombre de directions centrales et départementales, de fonctionnaires appelés à disparaître et le chiffre exact des économies réalisées; 2<sup>o</sup> la détermination précise des produits auxquels le Gouvernement peut et veut rendre la liberté, notamment pour les produits d'origine agricole; 3<sup>o</sup> les mesures que les pouvoirs publics sont décidés à prendre pour assurer la répercussion à la consommation de l'effondrement de certains cours, tout en garantissant à la production des prix en aucun cas inférieurs au prix de revient, p. 1158.

63. — *Rééducation des mutilés de la guerre.* — Demande d'interpellation de M. Clostermann sur les mesures que le Gouvernement a prises et sur celles qu'il se propose de prendre pour assurer la rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés de guerre, p. 1158.

64. — *Prévention contre l'incendie aux chantiers et aux installations de la Compagnie nationale du Rhône.* — Demande d'interpellation de M. Simonnet sur les mesures de prévention et de lutte contre l'incendie que le Gouvernement entend imposer à l'aveux chantiers et aux installations définitives de la Compagnie nationale du Rhône ainsi qu'aux entreprises travaillant pour cette compagnie, afin d'éviter le renouvellement d'incendies tels que celui de Génissiat, p. 1530.

65. — *Incendie de l'usine électrique de Génissiat.* — Demande d'interpellation de : 1<sup>o</sup> M. P. Dominjon sur les causes de l'incendie de l'usine électrique de Génissiat et les responsabilités éventuellement engagées dans ce sinistre; 2<sup>o</sup> de M. Bourbon sur les causes de la catastrophe qui vient de se produire au barrage de Génissiat, causant une émotion profonde dans la région, p. 1530.

66. — *Reconstruction de la région de Boulogne-sur-Mer.* — Demande d'interpellation de M. Vendroux sur les difficultés rencontrées par les entreprises de reconstruction dans certaines régions sinistrées, et notamment la région de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) en raison de la carence de réajustement des services du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme depuis le milieu de décembre 1918, p. 1530.

67. — *Lock-out des ouvriers de l'entreprise Brinon, à Pussay.* — Demande d'interpellation de Mme Duvernois sur les conditions dans lesquelles les ouvriers de l'entreprise Brinon, à Pussay, ont été arbitrairement lock-outés le 26 décembre 1918, p. 1612.

68. — *Evénements survenus à Ferkés-Sédougon.* — Demande d'interpellation de M. Coulibaly Ouezin sur les événements survenus le 28 février 1919 à Ferkés-Sédougon, au cours desquels la troupe a tiré sur les habitants, faisant seize morts et de nombreux blessés, p. 1612.

69. — *Arrestation du commandant Vial-Massat.* — Demande d'interpellation de M. Patinaud sur les circonstances de l'arrestation du commandant Vial-Massat, héros de la résistance, médaille de la Libération, médaille militaire, chevalier de la Légion d'honneur, p. 1617.

70. — *Accord passé à Francfort pour sauvegarder l'industrie coutelière française.* — Demande d'interpellation de M. Jean Masson sur les mesures que compte prendre le Gouvernement, à la suite de l'accord passé à Francfort, le 28 février 1919, avec la trizone, pour sauvegarder l'industrie coutelière française et éviter le chômage dans la profession, p. 1617.

71. — *Explosion de la centrale électrique de Beaulieu (Aisne).* — Demande d'interpellation de M. Charles Desjardins sur les circonstances dans lesquelles s'est produite l'explosion de la centrale électrique de Beaulieu (Aisne) le samedi 12 mars 1949, p. 1617.

72. — *Lock-out des ouvriers de l'entreprise Brinon, à Pussay.* — Demande d'interpellation de M. Maurice Béné sur les mesures que compte prendre le Gouvernement, et spécialement M. le ministre du travail, pour mettre fin au plus tôt au lock-out qui, à Pussay (Seine-et-Oise), dure depuis trois mois, vouant à la misère et à une colère légitime une population laborieuse victime de l'entêtement abusif d'un industriel, véritable patron de combat, p. 1617.

73. — *Retour à la liberté de l'essence.* — Demande d'interpellation de M. Lacaze sur la politique que le Gouvernement entend pratiquer en matière de carburants (répartition et prix) et s'il envisage, à bref délai, un retour à la liberté en ce domaine, notamment pour l'essence (16 mars 1949), p. 1726.

74. — *Allocation temporaire aux vieux et limitation du droit au bénéfice de la retraite des vieux travailleurs salariés.* — Demande d'interpellation de M. Paul Gosset sur les mesures que le Gouvernement entend prendre, d'une part, pour accélérer la procédure d'examen et d'enquête, par les commissions cantonales et départementales d'assistance, des dossiers de demandes de l'allocation temporaire aux vieux et, d'autre part, sur le relèvement du plafond des ressources qui marquent la limitation du droit au bénéfice de la retraite des vieux travailleurs salariés (16 mars 1949), p. 1726.

75. — *Emissions de la radiodiffusion française.* — Demande d'interpellation de M. Tallade sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer la qualité des émissions de la radiodiffusion française et pour donner une plus large efficacité aux émissions à destination de l'étranger (17 mars 1949), p. 1726.

76. — *Liberté au marché du lait et des produits laitiers.* — Demande d'interpellation de M. André Noël sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rendre à bref délai la liberté au marché du lait et, éventuellement, à celui des produits laitiers; l'abondance des arrivages, notamment pour le lait, heureux effet de la politique menée par le ministre de l'Agriculture, ne paraissant plus justifier le maintien de la réglementation actuelle (17 mars 1949), p. 1726.

77. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. André Denis sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement entend poursuivre la modernisation de l'agriculture, qui ne saurait se concevoir sans une diminution du prix des machines agricoles et des engrais et une « détaxe » de l'essence et des carburants annexes utilisés en agriculture (17 mars 1949), p. 1726.

78. — *Signature du pacte Atlantique.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos sur la signature du pacte Atlantique récemment décidée par le conseil des ministres, p. 1726.

79. — *Politique sociale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. André Mercier sur : 1<sup>o</sup> l'application des lois américaines aux travailleurs français employés dans les entreprises occupées par les services du plan Marshall; 2<sup>o</sup> le respect de la législation sociale en faveur des ouvriers et des employés travaillant dans ces entreprises; 3<sup>o</sup> le respect de la liberté d'opinion, d'association et syndicale garantie aux travailleurs français par la Constitution, p. 1791.

80. — *Pourcentage d'invalidité et recensement des diminués physiques.* — Demande d'interpellation de M. Robert Buron sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour recenser et faire établir officiellement le pourcentage d'invalidité des diminués physiques dont l'invalidité n'est due ni à faits de guerre, ni à accidents de travail, afin de leur permettre de bénéficier des dégreverments fiscaux et des avantages prévus par la loi, en matière de transport notamment, en faveur des mutilés de guerre et des infirmes du travail, p. 1830.

81. — *Politique financière du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Catrice sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à la suite des déclarations faites par M. Calvet, directeur de l'office des changes, devant le C. N. P. F., p. 1961.

82. — *Annulations des intégrations dans le corps des administrateurs civils.* — Demande d'interpellation de M. Yves Fagon sur les conclusions que le Gouvernement entend tirer pour la fonction publique de l'arrêt « Trêves » rendu récemment par le conseil d'Etat et annulant les intégrations effectuées au ministère de la défense nationale dans le corps des administrateurs civils, p. 2016.

83. — *Situation militaire en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric Dupont sur la situation militaire en Indochine et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y remédier, p. 2016.

84. — *Révocation de deux conseillers généraux dans le département du Nord.* — Demande d'interpellation de M. Pierrard sur les mesures de révocation de fonctions électorales prises dans le département du Nord à l'encontre de deux conseillers généraux par le ministre de l'Intérieur, p. 2016.

85. — *Licenciement des ouvriers des arsenaux.* — Demande d'interpellation de M. Bartholin sur le licenciement de milliers d'ouvriers des arsenaux et les mesures que le Gouvernement compte prendre afin de suspendre ces licenciements portant atteinte, non seulement à la vie de nombreuses familles de travailleurs, mais également à la vie économique du pays, p. 2016.

86. — *Scandaleux verdict du tribunal militaire de Bordeaux.* — Demande d'interpellation de M. Chausson sur le scandaleux verdict du tribunal militaire de Bordeaux, concernant les hitlériens assassins de dix-sept garde-voies de Tulle, p. 2099.

87. — *Crise dans l'industrie de la conserve dans le Lot-et-Garonne.* — Demande d'interpellation de M. Gérard Duprat sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour résoudre la grave crise qui menace l'industrie de la conserve dans le Lot-et-Garonne, p. 2215.

88. — *Procès des criminels de guerre.* — Demande d'interpellation de M. Yves Péron sur : 1<sup>o</sup> les conditions dans lesquelles a été instruit le procès des criminels de guerre responsables de la mort d'au moins 42 patriotes de Périgueux (Dordogne); 2<sup>o</sup> les conséquences du verdict scandaleux rendu à la suite du procès des criminels de guerre de



Tulle (Corrèze); 3<sup>e</sup> les conditions dans lesquelles un ancien sous-préfet de Bergerac, responsable de la mort de nombreux patriotes, a pu être nommé à une haute fonction en zone française d'occupation, p. 2277.

89. — *Nombre de visas accordés aux délégués au congrès mondial des partisans de la paix.* — Demande d'interpellation de Mme Vaillant-Couturier sur la limitation du nombre des visas que le Gouvernement accorde aux délégués au Congrès mondial des partisans de la paix, p. 2417.

90. — *Publications des informations de la délégation de la République du Vietnam en France.* — Demande d'interpellation de M. Jules Castellan sur la tolérance qui continue à être faite à la délégation de la République démocratique du Vietnam en France de publier des informations contre la France, contre le moral de nos troupes combattant en Indochine, p. 2417.

91. — *Anciennes colonies italiennes et session de l'Assemblée des Nations Unies.* — Demande d'interpellation de M. Martine sur la politique du Gouvernement au sujet du sort des anciennes colonies italiennes et la position de la délégation française à l'actuelle session de l'Assemblée des Nations Unies, p. 2417.

92. — *Politique financière du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Joseph Denais sur les rigueurs excessives dont fait usage l'administration de l'enregistrement à l'égard des contribuables en appliquant les dispositions les plus contestables du décret du 9 décembre 1918 actuellement soumis à l'examen de l'Assemblée nationale, p. 2491.

93. — *Politique du Gouvernement en matière de recherche scientifique.* — Demande d'interpellation de M. Viatte sur la politique du Gouvernement en matière de recherche scientifique, et spécialement sur la façon dont il entend concilier la liberté nécessaire au savant et les droits de la défense nationale, p. 2519.

94. — *Poursuites contre la Résistance.* — Demande d'interpellation de M. Toujas sur les poursuites engagées contre la Résistance dans le département des Hautes-Pyrénées, p. 2519.

95. — *Suspension des fournitures de céréales panifiables aux industries utilisatrices.* — Demande d'interpellation de M. André Noël sur les raisons qui ont amené le Gouvernement à suspendre les fournitures de céréales panifiables aux industries utilisatrices, p. 2519.

96. — *Détention du maréchal Pétain.* — Demande d'interpellation de M. Lescoral sur les conditions dans lesquelles se trouve toujours détenu le maréchal Pétain entre maintenant dans sa quatre-vingt-quatorzième année et atteint par toutes les faiblesses de son âge, et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme à une situation contraire à la tradition d'humanité chrétienne et révolutionnaire de la France et de la République, et qui est de nature à nuire gravement au prestige d'une nation pour laquelle tant de citoyens ont accepté les souffrances du combat et la mort pour leur idéal, p. 2519.

97. — *Participation du Gouvernement à la reconstitution de l'unité allemande.* — Demande d'interpellation de M. Aumeron sur la participation, au mépris des enseignements de l'histoire, du Gouvernement français à la reconstitution de l'unité allemande qui doit inéluctablement aboutir à une quatrième guerre d'expansion germanique, p. 2549.

98. — *Campagne d'amnistie en faveur des anciens vichystes et mise en liberté du maréchal Pétain.* — Demande d'interpellation de M. René Camphin sur l'attitude que le Gouvernement compte prendre face à la campagne d'amnistie menée actuellement en faveur des anciens vichystes et les demandes de mise en liberté du traître Pétain, dont il est question au moment même où de nombreux résistants et patriotes sont emprisonnés, p. 2519.

99. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Henri Lespès sur les moyens que compte mettre en œuvre le Gouvernement pour concilier l'inflation dans le budget de l'Etat avec la déflation qu'il préconise dans les entreprises

agricoles, artisanales, industrielles et commerciales, p. 2549.

100. — *Régquisition des équipages d'Air France.* — Demande d'interpellation de M. Jules Castellan sur les raisons qui ont amené le ministre des travaux publics et des transports à régquisitionner les équipages d'Air France au moment de la grève d'avertissement déclenchée par le personnel navigant de cette société, p. 2519.

101. — *Evénements de Mascara.* — Demande d'interpellation de M. Laribi sur les événements de Mascara, p. 2519.

102. — *Suppression des attributions de farine aux industries de la biscuiterie.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Meunier sur la décision prise par le Gouvernement de supprimer les attributions de farine aux industries de la biscuiterie et du pain d'épice, décision qui ne peut avoir pour conséquence que d'accroître le chômage et d'aggraver la crise économique, p. 2519.

103. — *Politique économique et fiscale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. J.-R. Guyon sur la politique économique et fiscale du Gouvernement en matière d'alcool et de vin, p. 2519.

104. — *Tenue à Strasbourg de l'union fédéraliste internationale universitaire.* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt sur les incidents scandaleux provoqués par la tenue à Strasbourg de l'union fédéraliste interuniversitaire le 13 avril 1949, p. 2519.

105. — *Meurtre commis en France par un ressortissant américain.* — Demande d'interpellation de M. Yves Péron sur les conditions dans lesquelles un ressortissant américain, ayant commis un meurtre en France, a pu être soustrait à la justice française et sur les mesures qu'il convient de prendre pour sanctionner cet abandon de notre souveraineté nationale et des prérogatives de nos tribunaux, p. 2693.

106. — *Evénements de Mascara.* — Demande d'interpellation de Mme Sportisse sur les événements sanglants de Mascara (Oran) provoqués par des soldats de la légion étrangère, le samedi 20 avril 1949 et sur l'attitude inadmissible des pouvoirs publics au cours de ces événements et depuis, p. 2753.

107. — *Vente aux enchères publiques d'objets ayant appartenu au maréchal Pétain.* — Demandes d'interpellation: 1<sup>re</sup> de M. Pierre Meunier sur les scandaleux incidents auxquels ont donné lieu la vente aux enchères publiques d'objets ayant appartenu à Pétain et sur les conditions dans lesquelles la police a protégé les perturbateurs; 2<sup>e</sup> de M. Joseph Dumas sur les désordres qui se sont produits à l'occasion de la vente aux enchères des objets ayant appartenu à l'ex-maréchal Pétain et sur la carence manifestée par les forces du service d'ordre en cette circonstance, p. 2797.

108. — *Rupture des négociations franco-suisse et protection de l'industrie horlogère française.* — Demande d'interpellation de M. Minjoz sur les conditions dans lesquelles s'est produite la rupture des négociations franco-suisse et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour défendre l'industrie horlogère française, p. 2908.

109. — *Vente aux enchères publiques des souvenirs personnels du vainqueur de Verdun.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur l'inconvenance de la vente aux enchères publiques, à la requête du fisc, des souvenirs personnels du vainqueur de Verdun, p. 2908.

110. — *Restitution des voitures réquisitionnées.* — Demande d'interpellation de M. Monillot sur les mesures que compte prendre le Gouvernement dans le but d'assurer la restitution des voitures réquisitionnées lors de la libération à leurs propriétaires déposés, p. 3008.

111. — *Occupation des locaux du journal Le Patriote de Bastia.* — Demande d'interpellation de M. Giovoni sur l'occupation par des forces de police des locaux du journal *Le Patriote de Bastia*, l'expulsion du personnel et de la rédaction, et la remise des locaux, en violation de la loi du 11 mai 1915, à l'ancien propriétaire, le collaborateur Erasme Santi, p. 3008.

112. — *Maintien du franc C. F. A.* — Demande d'interpellation de M. Roger Duveau sur la politique économique et financière suivie dans les territoires africains et sur les mesures qu'il conviendrait de prendre d'extrême urgence pour garantir d'une façon indiscutable le maintien de la parité actuelle du franc C. F. A., p. 3008.

113. — *Activité de Joanovici.* — Demande d'interpellation de M. Badie sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'action de la justice, de toute évidence entravée jusqu'ici, pour que soit enfin déterminée l'activité que Joanovici, agent de la Gestapo, a déployée contre la résistance, p. 3080.

114. — *Réduction des tarifs de chemins de fer pour les campeurs.* — Demande d'interpellation de M. Guyot sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir sur la Société nationale des chemins de fer français le collectif à 50 p. 105 pour les campeurs et toutes les personnes pratiquant les activités de plein air; 2<sup>e</sup> l'attitude de la police parisienne envers les jeunes gens qui, à l'appel de cinquante-trois organisations de la jeunesse avaient organisé à la gare de l'Est, le samedi 28 mai, une manifestation pacifique en faveur de cette revendication et sur les condamnations qui frappent de peine de prison et d'amende plusieurs d'entre eux, p. 3080.

115. — *Arrestation arbitraire d'une famille.* — Demande d'interpellation de Mme Rabaté sur l'arrestation arbitraire d'une famille (dont une fillette de treize ans), retenue une journée entière par les commissaires du 13<sup>e</sup> arrondissement, p. 3153.

116. — *Liberté au marché des pneumatiques.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Roux sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rendre au plus tôt la liberté au marché des pneumatiques, étant donné l'augmentation sensible de la production en ce domaine, p. 3259.

117. — *Réforme de l'enseignement.* — Demande d'interpellation de M. Jean Blot sur les raisons pour lesquelles, malgré le vœu unanime de l'Assemblée nationale, le Gouvernement n'a pas cru devoir, jusqu'ici, la saisir d'un projet portant réforme générale de l'enseignement, p. 3259.

118. — *Situation des travailleurs nord-africains.* — Demande d'interpellation de M. Ben Tounes sur la situation matérielle et morale des travailleurs nord-africains dans la métropole, p. 3313.

119. — *Réductions des contingents d'essence aux prioritaires.* — Demande d'interpellation de M. Maurice Michel sur les réductions des contingents d'essence attribués aux prioritaires malgré les engagements pris, p. 3313.

120. — *Grève de cure dans divers sanatoriums.* — Demande d'interpellation de M. Mora sur la grève de cure qui existe dans divers sanatoriums, p. 3373.

121. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Coudray sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer à des prix normaux l'écoulement de la pomme de terre de premier de la région Nord de Bretagne dont les cours actuels vont ruiner les producteurs, p. 3445.

122. — *Situation des nord-africains.* — Demande d'interpellation de M. Angarde sur la situation matérielle et morale faite aux travailleurs nord-africains dans la métropole et, notamment, sur les dispositions à prendre pour organiser la venue de cette main-d'œuvre et son accueil, sa formation professionnelle accélérée, compte tenu des possibilités de placement dans l'industrie et l'agriculture, enfin, son contrôle sanitaire en vue de permettre l'organisation de soins pour les malades et, en particulier, pour les tuberculeux, et le rapatriement éventuel des invalides, p. 3520.

123. — *Accident à la fosse Lemay à Pecquencourt.* — Demande d'interpellation de M. Masmeaux sur le grave accident qui vient de se produire à la fosse Lemay à Pecquencourt, provoquant la mort de trois ouvriers mineurs; ainsi que sur les mesures de sécu-

filé que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin aux nombreux accidents de ce genre qui ne cessent d'enjeuiller nos populations minières, p. 3520.

121. — *Politique agricole du Gouvernement*. — Demande d'interpellation de M. Laurens sur : 1° les raisons qui ont amené le Gouvernement à introduire sur le marché français, en pleine période de production, un contingent de produits laitiers en provenance de Belgique et du Danemark; 2° les motifs qui l'ont incité à négocier un accord avec la Hollande en vue de nouveaux achats de produits laitiers; 3° la politique d'exportation de produits agricoles, envisagée par le Gouvernement, p. 3521.

125. — *Visa de censure accordé à un film américain « Le Rideau de fer »*. — Demande d'interpellation de M. Grenier sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement a accordé le visa de censure à un film américain de provocation antisoviétique intitulé : « Le Rideau de fer », interdit aux Etats-Unis, au Canada, en Italie, en Belgique, et dont la projection publique a été autorisée au moment où se tient dans notre capitale la conférence des quatre ministres des affaires étrangères, p. 3521.

126. — *Visa de censure refusé à un film soviétique « La Dernière nuit »*. — Demande d'interpellation de M. Grenier sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement a refusé le visa de censure à un film soviétique : « La Dernière nuit » autorisé avant la guerre et qui relate simplement l'histoire d'une famille russe en novembre 1917, p. 3521.

127. — *Sanctions appliquées aux fonctionnaires ayant fait usage du droit de grève*. — Demande d'interpellation de M. Jacques Gressa sur le caractère illégal des sanctions qui sont appliquées aux fonctionnaires ayant fait usage du droit de grève reconnu par la Constitution, p. 3521.

128. — *Application de la sécurité sociale en Algérie*. — Demande d'interpellation de M. Fayet sur l'attitude du Gouvernement à propos de la décision de l'assemblée algérienne concernant l'application de la sécurité sociale en Algérie, p. 3521.

129. — *Refus de paiement des allocations familiales aux parents dont les enfants auront manqué la classe*. — Demande d'interpellation de Mme Isabelle Claeys sur la circulaire ministérielle du 22 avril qui indique que : « le paiement des allocations familiales doit être refusé aux parents dont les enfants auront manqué la classe sans motif légitime ou excuse valable au moins quatre demi-journées par mois », p. 3528.

130. — *Dissolution amiable de la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre*. — Demande d'interpellation de M. Bouret sur les conditions dans lesquelles le conseil d'administration de la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre a été amené à prononcer la « dissolution amiable » de cette société et sur les mesures envisagées en vue d'éviter la mise en chômage du personnel, p. 3558.

131. — *Atrocités commises en Indochine*. — Demande d'interpellation de M. Pierre-Grouès sur la publication faite dans la presse de récents atrocités attribuées aux troupes françaises engagées dans les combats d'Indochine et sur les mesures par lesquelles le Gouvernement entend, soit mettre fin à l'atrocité de telles publications, si leurs affirmations, qui jettent sur l'honneur français une honte intolérable, sont fausses, soit rendre définitivement impossible le renouvellement de tels crimes si, par malheur, ils devaient être reconnus vrais, p. 3739.

132. — *Politique agricole du Gouvernement*. — Demande d'interpellation de M. Xavier Bouvier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier à la mévente des pommes de terre de la région bretonne, qui devient, en raison de la baisse des prix, une véritable catastrophe pour les agriculteurs, p. 3791.

133. — *Poursuites engagées contre deux membres de l'Assemblée de l'Union française*. — Demandes d'interpellation de : 1° M. Konate sur les poursuites que le Gouvernement veut engager contre deux membres de l'Assemblée de l'Union française,

M. Jean Lautissier et Mlle Monique Lafon, à l'occasion des déclarations faites à la tribune de cette assemblée, poursuivies que les élus du rassemblement démocratique, africain considèrent comme attentatoires aux droits constitutionnels des parlementaires et des conseillers de l'Union française, qui ont le devoir de tout mettre en œuvre pour sauvegarder l'avenir de l'Union française; 2° M. Jean Pronleau sur les poursuites que le Gouvernement vient d'initier contre M. Lautissier et contre Mlle Lafon, tous deux conseillers de l'Union française, pour des déclarations qu'ils ont faites à la tribune de l'Assemblée de l'Union française, alors qu'ils étaient couverts par l'immunité que leur confèrent les articles 21 et 70 de la Constitution, p. 3791.

134. — *Fonctionnement et réorganisation de l'office des changes*. — Demande d'interpellation de M. Paul Gasset sur le fonctionnement et la réorganisation de l'office des changes, p. 3791.

135. — *Arrestation pour faits de résistance d'un ancien combattant F. F. I.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Hamon sur l'arrestation, pour faits de résistance, de M. Jean Lejeune, ancien combattant F. F. I. des Côtes-du-Nord, grand blessé de la guerre 1939-1940 et de la Résistance, un des héros de la libération de la Bretagne, p. 3908.

136. — *Réductions des attributions d'essence aux prioritaires*. — Demande d'interpellation de M. Bouxm sur les raisons qui ont amené le Gouvernement à réduire les attributions d'essence des prioritaires, contrairement à la volonté exprimée par le Parlement et aux promesses faites, p. 3908.

137. — *Sécurité sociale*. — Demande d'interpellation de M. Viatte sur la politique du Gouvernement en matière de sécurité sociale, p. 3908.

138. — *Interdiction de la manifestation du Souvenir*. — Demande d'interpellation de Mme Péri sur l'interdiction de la manifestation du Souvenir, organisée à l'occasion du transfert des cendres, du cimetière d'Ivry jusqu'au Père-Lachaise, de dix patriotes fusillés par les nazis, p. 3908.

139. — *Accident à la base aéronavale de Lanvéoc-Poulmic*. — Demande d'interpellation de M. Girardot sur les causes de l'accident qui a coûté la vie à cinq jeunes soldats parachutistes et blessé dix autres, à la base aéronavale de Lanvéoc-Poulmic, au cours des manœuvres aéronavales du groupe de préparation à la guerre antisoviétique dit de « l'Union occidentale », p. 4171.

140. — *Accidents de chemin de fer sur les lignes de Paris à Strasbourg et Nancy à Dijon*. — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valiron sur les conditions dans lesquelles vient de se produire l'accident de chemin de fer sur la ligne de Paris à Strasbourg, après celui qui s'est produit, il y a quelques semaines, sur la ligne Nancy-Dijon, p. 4231.

141. — *Occupation des usines de la Société nationale de construction aéronautique du Centre*. — Demande d'interpellation de M. Alfred Costes sur l'occupation par la force des usines de la Société nationale de construction aéronautique du Centre, p. 4231.

142. — *Réorganisation des laboratoires de l'académie de médecine*. — Demande d'interpellation de M. Arthaud sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas encore déposé le projet de loi tendant à la réorganisation des laboratoires de l'académie de médecine malgré les promesses faites devant la commission de la famille, de la santé publique et de la population et sur le fait que ce retard risque d'entraîner de graves repercussions dans le fonctionnement desdits laboratoires, fonctionnement indispensable au maintien de la santé publique, p. 4306.

143. — *Accident de chemin de fer en gare d'Embermenil*. — Demande d'interpellation de M. Jean Crouzier sur les conditions dans lesquelles a pu se produire le 4 juillet l'accident de chemin de fer, en gare d'Embermenil, causant de nombreuses victimes, p. 4306.

144. — *Reconstruction des immeubles sinistrés à Marseille*. — Demande d'interpellation de M. Cristofol : 1° sur les violences dont ont

été victimes, de la part de la police, le 3 juillet 1949, plusieurs familles nombreuses de sans-logis qui s'étaient installées dans un immeuble vide appartenant à une riche famille marseillaise; 2° sur les lenteurs de la reconstruction des immeubles sinistrés situés sur le territoire de la ville de Marseille, p. 4306.

145. — *Opérations de récupération d'engins de guerre et de desobusage*. — Demande d'interpellation de M. Garet sur les conditions dans lesquelles sont effectuées les opérations de récupération d'engins de guerre et de desobusage, qui se poursuivent encore lentement, quatre années après la fin des hostilités, et sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour que les populations soient assurées d'être à l'abri d'accidents comme celui particulièrement grave qui vient de connaître la région de Montdidier, p. 4334.

146. — *Echange de vins français contre vins allemands*. — Demande d'interpellation de M. Kuehn sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a donné suite à une demande du commerce sarrois tendant à un échange de vins français contre vins allemands et sur les préoccupations qui l'ont amené à accepter, en compensation d'une exportation, assurément désirable, de vins français sur l'Allemagne, une importation de vins allemands, p. 4335.

147. — *Procès du général allemand von Rothberg*. — Demande d'interpellation de M. Pierre Meunier sur la carence dont le Gouvernement a fait preuve en ne donnant pas les ordres nécessaires au commissaire du Gouvernement pour citer les témoins à charge dans le procès du général allemand von Rothberg, aboutissant ainsi à l'acquiescement de ce criminel de guerre responsable de nombreuses déportations et d'exécutions d'otages alors qu'il commandait la région de Dijon, p. 4562.

148. — *Injustices sociales en Afrique équatoriale française*. — Demande d'interpellation de M. Boganda sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à certaines injustices sociales dans les territoires de l'Afrique équatoriale française, p. 4562.

149. — *Plan de financement de la reconstruction*. — Demande d'interpellation de M. Coudray sur les motifs pour lesquels le Gouvernement, malgré les obligations que lui en fait l'article 12 de la loi du 31 décembre 1948 (loi des maxima), n'a pas soumis, avant le 30 juin 1949, au Parlement, le plan de financement de la reconstruction, prévu à l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 et d'une manière générale sur l'observation fréquente et tendant à devenir habituelle de dispositions législatives exprimant pourtant la volonté du Parlement, p. 4562.

150. — *Législation sur la sécurité et la médecine du travail*. — Demande d'interpellation de M. Gouge sur les causes qui ont entraîné la mort de quatre ouvriers occupés sur le pétrolier Brière pendant les travaux effectués par les chantiers de la Loire, à Nantes, et sur les moyens que le Gouvernement compte prendre pour faire appliquer la législation sur la sécurité et la médecine du travail, p. 4715.

151. — *Accident de chemin de fer sur la ligne de Paris à Strasbourg*. — Demande d'interpellation de M. Kauffmann sur les circonstances et les responsabilités des accidents de chemin de fer qui se sont produits sur la ligne Paris-Strasbourg, p. 4716.

152. — *Accident survenu au dépôt de munitions de Fignières*. — Demande d'interpellation de M. Lamps sur les circonstances de l'accident survenu le 29 juin au dépôt de munitions de Fignières (Somme), et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter le renouvellement d'une telle catastrophe, p. 4716.

153. — *Règlement des sommes dues au titre de la rétrocession de l'arsenal de Guérligny*. — Demande d'interpellation de M. Joseph Denais sur les motifs qui ont, jusqu'à ce jour, empêché le Gouvernement de régler les sommes dues au titre de la rétrocession de l'arsenal de Guérligny, alors que les crédits nécessaires pour indemniser la société lorraine sinistrée qui en avait acquis la propriété ont été votés dès 1945 et que l'ajournement du règlement tel que fixé par des déci-

sions arbitrales met à la charge du budget des intérêts onéreux et peut entraîner de nouvelles majorations de crédits, p. 4746.

151. — *Pollution des eaux de l'Adour.* — Demande d'interpellation de M. Defos du Rau sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre d'urgence pour interdire et empêcher la pollution des eaux de l'Adour sur cinquante kilomètres de son cours par les eaux résiduaires d'une grande papeterie, ce qui a pour conséquence la disparition massive des poissons, avec ses effets sur l'alimentation générale, par suite des difficultés de la pêche, sans parler du danger des baignades, p. 4809.

155. — *Incidents au défilé populaire organisé à l'occasion du 14 juillet à Troyes.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Noël sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à l'égard des responsables des brutalités auxquelles se sont livrées des forces policières de Troyes, sur les enfants, les femmes et les hommes participant au défilé populaire organisé par le conseil municipal des combattants de la paix et de la liberté à l'occasion du 14 juillet, p. 4895.

156. — *Ouverture du trafic voyageurs sur l'Etoile et le Blanc.* — Demandes d'interpellation de : 1° M. Peyrat sur le refus opposé par M. le ministre des transports d'ouvrir le trafic voyageurs sur l'Etoile et le Blanc (Indre); 2° M. Guillon sur le refus de M. le ministre des travaux publics de remettre en service des autorails sur les lignes dites de l'Etoile, du Blanc et plus particulièrement sur celle de Port-de-Frères au Blanc, p. 4895.

157. — *Reclassement du personnel licencié par la fermeture de certaines usines de constructions aéronautiques.* — Demande d'interpellation de M. Barrachin sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement entend procéder au reclassement du personnel et des ouvriers qui se trouvent licenciés par la fermeture de certaines usines de constructions aéronautiques, p. 4895.

158. — *Expulsion de France de marins grecs.* — Demande d'interpellation de Mme Braun sur l'attitude anticonstitutionnelle que le Gouvernement a adoptée à l'égard des sept marins grecs expulsés de France, alors qu'ils étaient en partance pour la Tchécoslovaquie, et brutalisés par la police française qui refuse de leur rendre leurs papiers et leurs billets d'avion pour Prague, p. 4895.

159. — *Rétablissement du trafic voyageurs sur la ligne de l'Etoile et le Blanc.* — Demande d'interpellation de Mme Douteau sur le refus du ministre des transports de rétablir le trafic voyageurs par autorails sur les lignes dites de « l'Etoile du Blanc » et plus particulièrement celle de Châtelleraul-le Blanc, p. 4897.

160. — *Politique économique et financière du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Palewski sur la politique économique et financière du Gouvernement, p. 4987.

161. — *Licenciement du personnel de la Société nationale de construction aéronautique du Centre.* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour donner du travail aux 4.000 ouvriers, employés, cadres et techniciens qui viennent d'être licenciés de la Société nationale de construction aéronautique du Centre, p. 4987.

162. — *Sanction administrative contre le préfet de l'Ain.* — Demande d'interpellation de M. André Lescorail sur les motifs qui s'opposent à ce que, soit une sanction administrative intervenue contre M. Pierre Lecène, préfet de l'Ain, soit que ce fonctionnaire soit référé en justice, étant donné qu'il semble être d'ores et déjà convaincu, tant par la rumeur publique que par une enquête administrative, de prévarication, faux et usage de faux en écritures publiques, crimes prévus et réprimés par le code pénal, p. 5168.

163. — *Plan de financement des dommages de guerre.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Garet sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas encore saisi le Parlement du plan de financement prévu à l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, et alors que, dans la loi dite des maxima, le Gouvernement s'était engagé à prendre les disposi-

tions nécessaires pour soumettre ce plan au Parlement avant le 30 juin 1949, p. 5168.

164. — *Transfert des parlementaires malgaches.* — Demande d'interpellation de M. Georges Gosnat : 1° sur les raisons qui ont amené le Gouvernement à transférer les parlementaires malgaches aux Comores, restant ainsi placés sous la juridiction du haut commissaire du Gouvernement à Madagascar, ce qui est loin de leur assurer une complète sécurité; 2° sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer dans les plus brefs délais le transfert de ces parlementaires en France, p. 5511.

165. — *Plan de financement de reconstruction et règlement des dommages de guerre.* — Demandes d'interpellation de : 1° M. Nisse, sur la politique du Gouvernement en matière de reconstruction et de règlement des dommages de guerre et, en particulier, sur les raisons pour lesquelles il n'a pas encore déposé le plan de financement prévu à l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946; 2° M. Crouzier sur les raisons qui ont empêché le Gouvernement de soumettre au Parlement avant le 30 juin 1949, ainsi que l'article 12 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 lui en faisait l'obligation, le plan de financement des dommages de guerre, prévu à l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946; 3° M. Mondon sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas soumis au Parlement avant le 30 juin 1949 le plan de financement des dommages de guerre, comme le lui imposait la loi du 31 décembre 1948 (art. 12), p. 5563.

166. — *Fixation du prix du blé.* — Demandes d'interpellation de : 1° M. Legendre sur : 1° les conditions dans lesquelles a été appliqué, pour la campagne 1949-1950, le décret du 22 mars 1947 portant fixation du prix du blé; 2° les conditions et prix auxquels a été passé un marché de 1 million de quintaux de seigle avec la Pologne; 3° les raisons pour lesquelles l'O. N. I. C. contraint les populations des départements grands producteurs de blé à introduire 10 p. 100 de seigle d'importation dans leur pain alors que les stocks de blé sont largement excédentaires; 2° M. Garet, sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas cru devoir fixer le prix du blé de la récolte 1949 suivant les prescriptions du décret du 22 mars 1947; 3° M. Desjardins, sur la fixation du prix du blé pour 1949, les conditions illégales dans lesquelles cette fixation est intervenue, et le caractère fallacieux de sa contrepartie : les baisses dites « autoritaires », p. 5765.

167. — *Circulation ferroviaire entre Tama-lave et Tananarive.* — Demande d'interpellation de M. Duvau sur la rareté inadmissible des autorités responsables de Madagascar qui, sous le prétexte d'attendre des crédits que ni la métropole ni le territoire n'ont jamais songé à leur refuser, n'ont encore pris aucune mesure valable depuis cinq mois pour rétablir efficacement la circulation ferroviaire entre Tama-lave et Tananarive, compromettant ainsi gravement l'équilibre économique et financier de la grande île, p. 5765.

168. — *Saisie du journal « Humanité d'Alsace et de Lorraine ».* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt sur la saisie illégale du journal *Humanité d'Alsace et de Lorraine*, du jeudi 11 août, à Strasbourg, le lendemain de l'ouverture de l'Union européenne, p. 5765.

169. — *Ecole des frères de la Grand'Combe.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric Dupont sur la fermeture de l'école des frères de la Grand'Combe, p. 5765.

170. — *Condamnations frappant des résistants.* — Demande d'interpellation de M. André Tourné sur les condamnations frappant des résistants et des responsables de comités locaux de libération pour avoir eu recours pendant les journées de libération à des réquisitions légales, p. 5765.

171. — *Incendies des forêts.* — Demandes d'interpellation de : 1° M. Félix Garcia, sur : a) l'origine et les causes des incendies grandissants qui ravagent la forêt de Gascogne; b) l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour les combattre; c) les mesures immédiates que le Gouvernement compte prendre

pour en arrêter le développement; d) l'urgence de l'attribution de secours immédiats et importants aux nombreuses victimes de ce sinistre; 2° M. Ramarony, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour porter secours aux malheureuses victimes des incendies de forêt et à leur famille et pour assurer la protection et le reboisement des landes de Gascogne; 3° M. Brillouet, sur les causes de l'explosion d'une partie du dépôt des bombes allemandes et américaines qui a eu lieu le 18 août 1949 sur le terrain d'aviation de Bussac-la-Forêt (Charente-Maritime) et l'incendie de forêt qui en est résulté; sur le danger que constituait ce dépôt de bombes pour cette région et sur le danger que constituait encore le stock demeurant sur le terrain; sur l'insuffisance des moyens de sécurité employés pour éviter l'explosion et, également, sur l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour la sécurité des personnes et la protection des biens des habitants (forêts, terres, fermes, etc.), ainsi que sur les mesures immédiates que comptent prendre les pouvoirs publics pour secourir les sinistrés et éviter une nouvelle catastrophe; 4° M. Georges Gosnat, sur les causes de l'explosion des bombes entreposées au camp de Bussac-la-Forêt (Charente-Maritime), sur les très graves dangers encourus par la population de cette région et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour l'évacuation immédiate de ces dépôts ainsi que pour l'indemnisation des sinistrés; 5° M. Jean Guillon, sur les conditions dans lesquelles quatre jeunes soldats originaires de l'Indre-et-Loire ont trouvé la mort le 20 août 1949 en combattant l'incendie de la forêt landaise; 6° M. Brusset sur les causes et les conséquences de l'explosion du camp de Bussac qui, le 18 août, a causé dans la région un incendie mettant les habitants des villages environnants dans une situation critique; 7° M. Henri Teilgen, sur les responsabilités encourues à l'occasion des incendies de forêts de la région des Landes par les diverses autorités administratives et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre, d'une part, pour éviter le retour de semblables événements et, d'autre part, pour assurer la répartition des dommages aux personnes et aux biens et la reconstitution d'une richesse nationale, p. 5765.

172. — *Revendications des prisonniers de guerre.* — Demandes d'interpellation de : 1° M. Védrières, sur l'attitude du Gouvernement à l'égard des revendications des combattants prisonniers de guerre, notamment en ce qui concerne le décret du 2 août 1949 qui exclut du droit à la carte des prisonniers de guerre évadés ou non qui n'appartiennent pas à des unités combattantes et sur son refus de régler le pécule et le paiement intégral des soldes de captivité malgré l'avis maintes fois exprimé par l'Assemblée nationale; 2° M. Drayfus-Schmidt, sur l'attitude systématiquement hostile prise par le Gouvernement tant à l'égard des anciens prisonniers de guerre que de leurs revendications, p. 5765.

173. — *Avantages particuliers accordés aux travailleurs italiens.* — Demande d'interpellation de M. Maurice Schumann : 1° sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement a cru devoir prendre, en l'absence du Parlement, le décret n° 49-1186 du 24 août (avantages particuliers accordés aux travailleurs italiens), alors qu'un projet de loi portant sur le même objet est en instance devant l'Assemblée nationale; 2° sur le caractère discriminatoire du fait accompli par la voie réglementaire au détriment de la région frontalière du Nord; 3° sur le fait que le décret susvisé porte autorisation de dépenses, à titre d'avance, en excédent des crédits ouverts au budget du travail et de la sécurité sociale, sans consultation préalable de la représentation nationale, p. 5765.

174. — *Fermeture des usines de la S. N. E. C. M. A. d'Argenteuil.* — Demande d'interpellation de M. Robert Ballanger, sur les conséquences désastreuses qu'entraîne la fermeture des usines de la S. N. E. C. M. A. d'Argenteuil, sur le licenciement anormal des 3.400 ouvriers de cette entreprise, ainsi que sur les mesures que compte prendre le Gouvernement en vue du réemploi de ces ouvriers, en attendant la réouverture rapide de ladite usine, p. 5765.

175. — *Evénements survenus à Marseille.* — Demande d'interpellation de Mme Nédélec sur les événements survenus à Marseille le 24 août, et sur l'utilisation des chiens par la police, p. 5765.

176. — *Manifestations des prisonniers de guerre.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Casanova, sur les interdictions qui furent apportées au déroulement de la manifestation des combattants prisonniers de guerre le 3 septembre 1949, à Paris, et sur l'inqualifiable mobilisation des forces de police et de C. R. S. faite à cette occasion; 2° M. de Tinguy, sur les conditions dans lesquelles s'est déroulée la manifestation organisée par la fédération nationale des combattants prisonniers de guerre, à Paris, le 3 septembre, p. 5765.

177. — *Investissements de capitaux étrangers en France.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos, sur les décisions que le Gouvernement vient de prendre pour faciliter les investissements de capitaux étrangers en France, ce qui est un élément supplémentaire d'abandon de l'indépendance nationale, et pour supprimer le contingentement de certaines importations, ce qui va accroître le chômage dans notre pays, p. 5765.

178. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Charles Serre, sur la politique que le Gouvernement entend suivre à l'égard de l'Allemagne afin d'assurer le paiement des réparations, la sécurité de nos frontières et l'entente entre les vainqueurs de 1945, seule base possible de la paix du monde, p. 5765.

179. — *Réparation des dégâts causés par les inondations.* — Demande d'interpellation de M. Mondon, sur la réparation et l'emploi du crédit provisionnel de 2 milliards accordé par la loi du 21 mars 1948 en vue de la réparation des dégâts causés par les inondations, p. 5765.

180. — *Incidents lors de la célébration de l'anniversaire de la libération de Lyon.* — Demande d'interpellation de M. Hugonnier, sur les incidents qui ont marqué la célébration de l'anniversaire de la libération de Lyon et qui auraient pu avoir des conséquences plus graves sans l'union et le sang-froid de la résistance lyonnaise agressive, et aussi afin d'établir les responsabilités du préfet national Massenet, instigateur des provocations policières, du ministère de l'intérieur et du Gouvernement, p. 5765.

181. — *Respect du droit syndical.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet, sur le respect du droit syndical et du droit des travailleurs syndiqués à choisir des responsables à leur convenance, p. 5765.

182. — *Aviation militaire.* — Demande d'interpellation de M. Pierre André, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin au martyrologe de l'aviation militaire française, p. 5765.

183. — *Dévaluation du franc.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos, sur la dévaluation du franc que le Gouvernement vient de décider et sur les conséquences qui vont résulter pour les populations laborieuses de cette politique contraire à l'intérêt national, p. 5765.

184. — *Elections cantonales de la Guadeloupe.* — Demande d'interpellation de M. Girard sur les actes parasitaires de l'administration préfectorale en vue de fausser les résultats des élections cantonales à la Guadeloupe, p. 5765.

185. — *Mesures prises par le préfet des Pyrénées-Orientales contre les partisans de la paix.* — Demande d'interpellation de M. André Tourné sur les mesures illégales prises par le préfet des Pyrénées-Orientales: 1° contre les partisans de la paix; 2° contre l'utilisation des locaux communaux en vue de tenir des rassemblements populaires en vue de la paix; 3° contre les prérogatives des maires et élus municipaux de son département, p. 5765.

186. — *Respect à la mémoire des soldats morts à Paris pendant la lutte libératrice.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire respecter la mémoire des soldats morts à Paris pendant la lutte libératrice du 17 au 25 août 1944, et notamment pour empêcher le scandale que cons-

tituerait la publication annoncée par un journal imprimé à Paris des déclarations du général qui commandait les troupes hitlériennes, dont les soldats des forces françaises de l'intérieur, commandés par le colonel Rol, et ceux de la 2<sup>e</sup> division blindée, commandés par le général Leclerc, ont obtenu la capitulation sans condition, p. 5765.

187. — *Profanation des tombes des déportés de Dachau.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Vaillant-Couturier sur la monstrueuse affaire de profanation des tombes des déportés de Dachau; 2° M. E.-L. Lambert sur les incidents scandaleux signalés par la presse suisse, dont s'est émue la presse française, relatifs à la profanation des tombes de nos camarades morts victimes des sévices allemands, au camp de concentration de Dachau; 3° M. Charles Serre sur les mesures que compte prendre le Gouvernement à la suite des événements survenus à Dachau, pour imposer aux autorités locales allemandes des diverses zones le respect des tombes de déportés, prisonniers ou militaires français ou alliés tombés en Allemagne et obtenir le châtimement sévère de tous profanateurs, p. 5765.

188. — *Suspension du maire d'Ivry.* — Demande d'interpellation de M. Albert Petit sur l'arrêté pris en violation de la Constitution par le préfet de la Seine, en date du 28 septembre 1949, suspendant de ses fonctions de maire d'Ivry, pour un mois, M. Georges Marrane, sénateur de la Seine, officier de la Légion d'honneur, vice-président du Comité parisien de libération, à cause de son action à l'occasion de la « Journée de la paix », p. 5765.

189. — *Tarifs douaniers et importations de diverses marchandises.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Chumbeiron sur la décision que le Gouvernement vient de prendre d'abaisser certains tarifs douaniers, ce qui aura notamment pour conséquence de livrer le marché français du textile à l'industrie étrangère et de provoquer dans cet important secteur de l'économie française un accroissement du chômage et du marasme des affaires; 2° M. Arthaud sur les conditions dans lesquelles ont été acquis dans un pays étranger des respirateurs artificiels qui auraient pu être commandés avec plus de sécurité pour les malades à des fabricants français à qui cette commande aurait permis d'employer des ouvriers jetés au chômage par suite de la politique gouvernementale; 3° M. Antonin Gros sur la politique d'importation des vins étrangers et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer aux petits et moyens exploitants la vente de leur produit à un prix rémunérateur; 4° M. Waldeck Rochet sur les conséquences désastreuses des mesures telles que la liberté des importations et la dévaluation du franc sont appelées à avoir pour l'agriculture française; 5° Mme Denise Ginolli sur les avis parus au *Journal officiel* les 22, 23, 24 et 25 août dernier, intéressant l'importation en France, sans licence, de vêtements de travail confectionnés, p. 5765.

190. — *Manifestation lors de la remise de la Croix de guerre à la ville de Menton.* — Demande d'interpellation de M. Virgile Barel sur l'attitude du préfet des Alpes-Maritimes au cours d'une manifestation pour la paix lors de la remise de la Croix de guerre à la ville de Menton, par M. Ramadier, le 25 septembre 1949, p. 5765.

191. — *Fermeture de mines de charbon.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Girardot sur les raisons qui ont amené la décision de fermeture de la mine du Bois-d'Asson, dans les Basses-Alpes, décision qui réduirait à la misère deux cent cinquante familles de mineurs, priverait l'économie nationale d'une extraction non négligeable de charbon, et risquerait de provoquer la ruine pour de longues années d'un gisement riche, exposé au feu et à l'inondation; 2° M. Servin sur la fermeture envisagée de la mine de charbon sise à Ronchamp (Haute-Saône); 3° M. Lavergne sur la politique d'importation de charbons étrangers du Gouvernement, alors que certaines mines françaises cessent leur exploitation: telle la mine de Vendée, commune de Bassignac (Cantal), de la Société des mines de Champalix, qui a avisé son personnel qu'elle ferait ses portes à la date du 15 septembre 1949, p. 5765.

192. — *Remplacement du service militaire par un service civil.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Pierre Grouds sur les dispositions d'urgence par lesquelles le Gouvernement compte faire cesser (en attendant que la France possède, à l'instar de tant de nations civilisées, la législation appropriée qui s'impose) le scandale des incarcérations des jeunes gens qui, se refusant, pour de véritables raisons de conscience, à accomplir un service armé, s'offrent cependant pour tout service civil, même le plus périlleux, que la patrie leur demanderait; 2° M. Boulet sur la solution qu'entend donner le Gouvernement à la grave question que pose la situation des jeunes hommes qui, pour des raisons supérieures de conscience, veulent remplacer le service armé par un service civil, aussi périlleux soit-il, cette question appelant d'une part des mesures d'urgence en faveur de ceux qui payent de leur liberté la fermeté de leurs convictions, et, d'autre part, la mise en vigueur d'un statut que de nombreuses nations ont considéré comme une marque supérieure de civilisation, p. 5765.

## 2° MINISTÈRE GEORGES BIDAULT

193. — *Composition et politique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur la composition et le programme du Gouvernement, p. 5954; discussion, p. 5957; renvoi à la suite, p. 5958.

194. — *Accident de l'avion Paris-New-York.* — Demande d'interpellation de M. Livry-Level sur l'accident survenu aux Açores à l'avion Paris-New-York et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour accroître encore la sécurité aérienne, p. 6002. — Demande d'interpellation de M. Jacques Gresa sur les conditions dans lesquelles s'est produite la catastrophe aérienne des Açores qui a coûté la vie à quarante-huit personnes, p. 6073; fixation de la date, p. 6100; retrait de la demande d'interpellation de M. Livry-Level et renvoi à la suite de l'interpellation de M. Gresa, p. 6101.

195. — *Politique à l'égard de l'Allemagne.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Aumoran sur la politique que le Gouvernement compte suivre à l'égard de l'Allemagne; 2° M. Charles Serre sur la politique que le Gouvernement entend suivre à l'égard de l'Allemagne afin d'assurer le paiement des réparations, la sécurité de nos frontières et l'entente entre les vainqueurs de 1945, seule base possible de la paix du monde, p. 5950. — Demande d'interpellation de M. Louis Marin sur l'état actuel des négociations entre la France, les Alliés et l'Allemagne, p. 5960. — Demande d'interpellation de M. Paul Reynaud sur l'Allemagne, sur le fonctionnement du conseil de l'Europe et sur la décision récente de l'O. E. C. E., p. 6073. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Fernand Chevalier, sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne et de l'O. E. C. E.; 2° M. Waldeck Rochet, sur l'Allemagne et sur les conséquences désastreuses des récentes mesures prises par l'O. E. C. E. visant à la suppression des contingents et à la création d'un marché régional comprenant la France, l'Italie, le Benelux, et, éventuellement, l'Allemagne, p. 6119. — Demande d'interpellation de M. Leclercq sur l'Allemagne et sur: 1° les mesures que compte prendre le Gouvernement afin que le succès de la coopération économique européenne ne soit pas compromis par les désordres économiques et sociaux que provoquerait une libération des échanges hâtive et non organisée; 2° la politique que compte suivre le Gouvernement pour s'assurer le concours permanent de tous ses alliés occidentaux dans les arrangements régionaux, de caractère économique ou monétaire, notamment avec l'Allemagne, qui pourraient être décidés dans le cadre de l'O. E. C. E., p. 6135 (rectificatif, p. 6190). — Demandes d'interpellation de: 1° M. Terronnoire sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne; 2° M. Billoux sur la politique allemande du Gouvernement, p. 6157. — Discussion, p. 6157, 6176, 6214, 6230, 6278, 6293, 6315; ordres du jour: 1° de M. Florimond Bonte, p. 6345; 2° de M. Marc Scherer, p. 6348; 3° de M. d'Assier de La Vigerie, p. 6350; 4° de M. Michel Kauffmann, p. 6351; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Scherer, p. 6356.

196. — *Péréquation des retraites civiles et militaires.* — Demande d'interpellation de



**M. Le Coutaller** sur les conditions dans lesquelles s'opère actuellement la péréquation des pensions de retraite (loi du 20 septembre 1948) et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour accélérer cette péréquation, p. 5959. — Demande d'interpellation de **M. Yves Fagon** sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue d'accélérer les opérations de péréquation des retraites des fonctionnaires civils et militaires, p. 6261. — Fixation de la date, p. 6144; rejet, au scrutin, d'une demande de renvoi à la suite et discussion, p. 6418; ordres du jour: 1° de **M. Gresa**; 2° de **M. Le Coutaller**, p. 6123; adoption de l'ordre du jour de **M. Le Coutaller**, p. 6425.

197. — **Incendies des Landes.** — Demande d'interpellation de **M. Degoutte** sur les enseignements que le Gouvernement a tirés des grands incendies du mois d'août dans les Landes, sur les mesures qu'il compte prendre pour éviter le retour de telles catastrophes, et sur celles qu'il a mises en application pour limiter dans la mesure du possible les pertes de richesses occasionnées par le sinistre, p. 5959. — Demande d'interpellation de **M. Ramarony** sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour porter secours aux malheureuses victimes des incendies de forêts et à leur famille et pour assurer la protection et le reboisement des landes de Gascogne, p. 5990. — Demande d'interpellation de **M. Félix Garcia** sur l'origine et les causes des incendies qui ont ravagé la forêt de Gascogne, l'insuffisance des mesures qui, au début, furent prises pour les combattre, les mesures à prendre pour en éviter la répétition, le châtiment des incendiaires arrêtés, la lenteur apportée par le Gouvernement pour secourir les sinistrés et victimes civiles et militaires, l'insuffisance de la participation du Gouvernement à l'aide aux sinistrés et victimes, l'utilisation des fonds provenant de la solidarité publique détenus par l'Etat, les mesures à prendre pour que l'écoulement des stocks de bois soit enfin assuré de façon satisfaisante, la nécessité d'entreprendre immédiatement les travaux nécessaires pour reconstituer la forêt détruite et rendre à la région sa prospérité, p. 6135. — Demande d'interpellation de **M. Marc Dupuy** sur: 1° les causes du catastrophique incendie qui a ravagé en août dernier le département de la Gironde, semant la ruine, la mort et la désolation; 2° l'insuffisance des moyens mis par le Gouvernement à la disposition des populations pour faire face à l'incendie qui faisait suite à l'absence totale de vigilance et de surveillance met en cause ses responsabilités; 3° les mesures qu'a prises ou compte prendre le Gouvernement pour arrêter et prévenir les incendies, ainsi que pour les secours aux populations si durement éprouvées; 4° les moyens qu'il entend mettre à la disposition des populations pour l'exploitation des bois brûlés et la reconstitution de la forêt, p. 6261. — Demande d'interpellation de **M. Laignanque-Cando** sur les causes et les conséquences des incendies de forêts du Sud-Ouest et sur l'application des dispositions de l'ordonnance du 28 avril 1945 pour la remise en valeur de la région de la forêt de Gascogne, p. 6357. — Demandes d'interpellation de: 1° **M. Defos du Rau** sur les causes des incendies de forêts dans les Landes et sur les mesures prises pour en réparer les conséquences, ainsi que sur les moyens qui seront mis en œuvre dans l'avenir pour empêcher le retour de sinistres aussi graves; 2° **M. Max Brusset** sur les causes et les conséquences de l'explosion du camp de Bussac qui, le 18 août 1949, a causé dans la région, un incendie mettant les habitants des villages environnants dans une situation critique, p. 6531. — Fixation de la date, p. 6631 et adoption, au scrutin, p. 6637.

198. — **Distribution de l'électricité.** — Demandes d'interpellation de: 1° **M. André Marly** sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue de réduire les coupures de courant électrique dans la région parisienne et dans toute la France; 2° **M. Frédéric-Dupont** sur le régime barbare de la distribution de l'électricité en France, sur les délestages et les coupures qui paralysent l'activité économique du pays; 3° **M. Louis Rollin** sur l'incohérent régime de rationnement d'électricité infligé à la population parisienne — gravement dommageable pour les foyers domestiques ainsi que pour les exploitations

industrielles et commerciales, p. 6074; fixation de la date, p. 6425; discussion, p. 6740; ordres du jour de: 1° **M. André Marly**; 2° **M. Louvel**; 3° **M. Frédéric-Dupont**, p. 6750; adoption de l'ordre du jour de **M. Louvel**, p. 6753.

199. — **Prix de la betterave.** — Demande d'interpellation de: 1° **M. Jean Legendre**, sur: 1° les conditions dans lesquelles **M. Pflimlin**, ministre de l'agriculture, a été amené à donner sa démission par fidélité aux engagements pris à l'égard de la paysannerie; 2° l'interprétation qu'il convient de donner à son remplacement par **M. Valay**, notamment quant à l'abandon par le Gouvernement de la politique du prix garanti de la betterave dans le cadre des textes réglementaires, réaffirmée par l'unanimité de l'Assemblée nationale dans sa séance du 10 novembre dernier; 2° **M. Charles Desjardins**, sur les conditions dans lesquelles vient d'être fixé le prix de la betterave, p. 6631; fixation de la date 6753; adoption, au scrutin, p. 6757.

200. — **Relations avec la Pologne.** — Demande d'interpellation de **M. Barrachin** sur: 1° les conditions dans lesquelles certain gouvernement étranger a pu, sans même en aviser l'ambassade de France, procéder à l'arrestation et à l'incarcération d'un de nos secrétaires de consulat; 2° les motifs de cet acte; 3° l'attitude que compte adopter le Gouvernement français en présence d'une mesure aussi peu amicale et aussi contraire aux usages diplomatiques, p. 6261. — Demande d'interpellation de **M. Chambeiron** sur les relations du Gouvernement avec la Pologne, p. 6700; fixation de la date, p. 6771; renvoi à la suite, au scrutin, p. 6785.

201. — **Mesures à l'encontre d'organisations d'immigrés.** — Demande d'interpellation de **M. Biscarlet** sur les mesures arbitraires et policières prises à l'encontre d'organisations démocratiques d'immigrés, sur les graves conséquences de ces mesures et sur l'atteinte qu'elles portent au prestige et aux amitiés de la France démocratique, p. 5960; fixation de la date, p. 6785; renvoi à la suite, au scrutin, p. 6787.

202. — **Evénements de Dachau.** — Demande d'interpellation de **M. Charles Serre** sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à la suite des événements survenus à Dachau, pour imposer aux autorités locales allemandes des diverses zones le respect des tombes de déportés, prisonniers, ou militaires français ou alliés tombés en Allemagne et obtenir le châtiment sévère de tous profanateurs, p. 5959. — Demande d'interpellation de **M. Emile-Louis Lambert** sur la profanation des corps de nos camarades déportés au camp de Dachau, p. 6074. — Demande d'interpellation de **M. Rosenblatt** sur la profanation des tombes des déportés de Dachau et les mesures que compte prendre le Gouvernement contre les responsables, p. 6700. — Demande d'interpellation de **M. Michelet** sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre aux familles intéressées de se rendre sur les lieux d'incinération ou d'inhumation des déportés et pour assurer l'internationalisation et l'entretien décent de ces lieux, p. 6757. — Demande d'interpellation de **Mme Eugénie Duvernois** sur la découverte d'un charnier à Dachau et la profanation d'une fosse commune contenant des ossements humains de plusieurs milliers de victimes de la barbarie nazie, avec, comme objectif, l'utilisation desdits ossements à des fins industrielles, p. 6186; discussion, p. 6797; ordres du jour de: 1° **M. Charles Serre**; 2° **M. Emile-Louis Lambert**, p. 6810; adoption d'un ordre du jour pur et simple, p. 6811.

203. — **Politique française à l'égard du Fezzan.** — Demande d'interpellation de **M. Malbrant** sur l'approbation donnée par les représentants du Gouvernement à la commission politique spéciale de l'Assemblée des Nations unies à la résolution prévoyant l'indépendance du Fezzan, de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine, et sur la position que le Gouvernement entend prendre à l'Assemblée générale des Nations unies pour permettre à la tutelle française de continuer à s'exercer sur le Fezzan, conformément au désir de ses populations, p. 6186. — Demande d'interpellation de **M. Maurice Bayrou**: 1° sur les conséquences que le Gouvernement entend

tirer du vote par l'assemblée générale des Nations unies, de la résolution prévoyant l'indépendance du Fezzan, de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine dans le cadre d'une Lybie unifiée; 2° la position qu'il compte adopter pour faire concilier cette décision avec les résultats du referendum organisé au Fezzan par l'O. N. U. en 1948; 3° les mesures qu'il compte prendre pour faire respecter le libre choix des populations fezzanaises quant au régime sous lequel elles seront appelées à être administrées, p. 6531. — Demande d'interpellation de **M. Caillaud** sur la position qu'entend suivre le Gouvernement français dans le territoire du Fezzan, p. 6595, 6817. — Demande d'interpellation de **M. Castellani** sur: 1° les conséquences du vote de l'assemblée des Nations unies concernant le territoire du Fezzan; 2° les répercussions de cette politique pour les autres territoires de l'Union française; 3° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer la sécurité dans nos territoires; 4° les mesures à prendre pour faire cesser les propagandes subversives tendant à compromettre l'intégrité de l'Union française, p. 6700; fixation de la date, p. 6817; renvoi à la suite, au scrutin, p. 6827.

204. — **Politique à l'égard des classes moyennes.** — Demande d'interpellation de **M. Frédéric-Dupont** sur la politique du Gouvernement à l'égard des classes moyennes, notamment des travailleurs indépendants âgés et sur le retard apporté à la publication des trois décrets prévus par les lois relatives à l'allocation temporaire aux vieux, à la carte d'économiquement faibles, à la révision des rentes viagères constituées auprès des compagnies d'assurance sur la vie, p. 6186. — Demande d'interpellation de **M. Gérard Duprat** sur la vive inquiétude qui s'est emparée des « économiquement faibles » devant la carence gouvernementale, tant au sujet des textes de garantie qui devaient sortir avant le 1<sup>er</sup> novembre, que du fonctionnement des organismes prévus par la loi du 17 janvier 1948, du taux de l'allocation et du contenu de la carte dite « carte sociale des économiquement faibles », p. 6357; fixation de la date, p. 6426. — Demande d'interpellation de **M. Eugène Rigal** sur la politique que le Gouvernement se propose de mettre en œuvre pour ne pas accabler les petites et moyennes entreprises et les classes moyennes, p. 6531. — Discussion, p. 6376.

205. — **Egalité juridique et fiscale entre les coopératives et le commerce régulier.** — Demande d'interpellation de **M. Charles Schauflier** sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour, d'une part, rétablir l'égalité juridique et fiscale entre les coopératives et le commerce régulier et, d'autre part, faire cesser le scandale des fausses coopératives et autres organisations paracommerciales, p. 5959.

206. — **Garantie des prix pour les produits agricoles de base.** — Demande d'interpellation de **M. Jean Legendre** sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour accorder effectivement « la garantie de prix pour les produits agricoles de base » promise dans sa déclaration ministérielle par **M. le président du conseil**, en particulier aux planteurs de betteraves sucrières, victimes de la sécheresse, p. 5959.

207. — **Politique agricole et économique.** — Demande d'interpellation de **M. Waldeck Rochet**: 1° sur les conséquences désastreuses que les mesures acceptées par les représentants du Gouvernement français à la réunion de l'O. E. C. E. et tendant à la suppression du contingentement des importations et à la destruction de notre protection douanière sont susceptibles d'avoir pour l'agriculture française; 2° sur la politique économique du Gouvernement, notamment sur les mesures que celui-ci compte prendre pour rétablir un juste équilibre entre les prix agricoles et la production et les prix industriels par une baisse substantielle de ces derniers, p. 5959.

208. — **Incidents de Menton.** — Demande d'interpellation de **M. Virzile Barel** sur les incidents de Menton de septembre 1949 et le dépôt d'une bombe au siège du parti communiste français de Nice, p. 5959.

209. — **Droit syndical et libertés républicaines.** — Demande d'interpellation de **M. Wal-**

deck Rochet sur les atteintes graves portées au droit syndical et aux libertés républicaines, atteintes qui s'expriment dans une série de mesures arbitraires prises à l'encontre de nombreux responsables de syndicats ouvriers, notamment de M. Marc, secrétaire général du syndicat des mineurs de Montceau-les-Mines, qui, récemment, s'est vu sommé, par M. le commissaire de Montceau-les-Mines, d'abandonner ses fonctions syndicales, sous la menace de dissolution du syndicat au cas où il refuserait de se plier à de telles injonctions, p. 5959.

210. — *Bénéfices agricoles en ce qui concerne les arbres fruitiers.* — Demande d'interpellation de M. Louis Marin sur le tableau des 29 et 30 septembre 1949 fixant les bénéfices agricoles, particulièrement sur les arbres fruitiers, p. 5960.

211. — *Chefs-d'œuvre des parcs nationaux.* — Demande d'interpellation de M. Louis Marin sur les actes de vandalisme commis dans les chefs-d'œuvre admirés du monde entier que sont nos grands parcs nationaux, p. 5960.

212. — *Fixation de certaines denrées agricoles et notamment du blé.* — Demande d'interpellation de M. Charles Desjardins sur la fixation par le Gouvernement de certaines denrées agricoles, notamment le blé, à des prix égaux à ceux fixés pour l'année 1948, alors que les prix des différents produits industriels n'ont pas cessé d'augmenter, p. 5960.

213. — *Scandale des cartes grises de la préfecture.* — Demande d'interpellation de Mme Schell sur le scandale des cartes grises de la préfecture de la Moselle et les responsabilités encourues par l'autorité préfectorale, p. 5960.

214. — *Textes d'application concernant certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes.* — Demande d'interpellation de M. Arthaud sur les raisons qui ont incité le Gouvernement à ne pas promulguer les textes d'application de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 5960.

215. — *Plan de financement sur les dommages de guerre.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Garet sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas encore saisi le Parlement du plan de financement prévu à l'article 4 de la loi n° 46-2359 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, et alors que, dans la loi dite des maxima, le Gouvernement s'était engagé à prendre les dispositions nécessaires pour soumettre ce plan au Parlement avant le 30 juin 1949, p. 5960.

216. — *Opérations de récupération d'engins de guerre et de désobusage.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Garet sur les conditions dans lesquelles sont effectuées les opérations de récupération d'engins de guerre et de désobusage qui se poursuivent encore lentement quatre années après la fin des hostilités et sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour que les populations soient assurées d'être à l'abri d'accidents, comme celui particulièrement grave qu'a connu la région de Montdidier le 29 juin dernier, p. 5960.

217. — *Bateaux de pêche désemparés par la tempête.* — Demande d'interpellation de M. Guiguen sur les raisons qui ont motivé la non utilisation des navires de guerre, des avions et hydravions pour rechercher les bateaux de pêche désemparés par la tempête des 24, 25 et 26 octobre dernier, p. 5960.

218. — *Sot-disant complot de la Pentecôte.* — Demande d'interpellation de M. de Raulin-Laboureur: 1° sur le sot-disant complot de la Pentecôte et la mort de Delore; 2° sur les incidents de Grenoble et la mort de Volran; 3° sur l'attentat du 20 janvier et la mort de sa secrétaire Rose Nemirovski; 4° sur les conditions de l'arrestation de M. Antoine de Récy, p. 5991.

219. — *Réquissitions d'automobiles et restitution desdites voitures.* — Demande d'interpellation de M. Montillot sur les réquisitions d'automobiles faites par les services du ministère de la défense nationale, sur les règles régissant la restitution desdites voitures et sur les refus de restitution à leurs propriétaires pour le motif invoqué que le service

intéressé aurait besoin de conserver les véhicules en question, p. 5991.

220. — *Expéditions punitives qui ont eu lieu contre les populations.* — Demande d'interpellation de M. Fayet sur les expéditions punitives qui ont eu lieu contre les populations du douar Sidi Ali Bounab, en Algérie, au cours desquelles les pires actes de vandalisme ont été commis par les gendarmes; 400 maisons saccagées; des femmes violées, p. 5991.

221. — *Suppression du contingentement des importations.* — Demande d'interpellation de Mme Ginoulin sur les avis parus au Journal officiel les 22, 23, 24 et 25 août dernier, tendant à la suppression du contingentement des importations de vêtements confectionnés, mesures qui ont des conséquences désastreuses sur notre industrie, p. 6019.

222. — *Occupation et expropriation des terrains de la région de Donzère-Mondragon.* — Demande d'interpellation de M. Arthaud sur les conditions révoltantes dans lesquelles la Compagnie nationale du Rhône a procédé à l'occupation et à l'expropriation des terrains de la région de Donzère-Mondragon et sur les conditions dans lesquelles les travaux ont pu être entrepris par cette compagnie en l'absence de tout cahier des charges, p. 6019.

223. — *Contingent de pommes de terre de Hollande et du Danemark.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Louis Guillaud sur les conditions dans lesquelles a été autorisée l'importation d'un important contingent de pommes de terre de Hollande et du Danemark, importation qui risque de causer un grave préjudice aux producteurs français de pommes de terre de sélection et de consommation; 2° M. André-François Monteil sur l'importation d'un important contingent de pommes de terre de Hollande et du Danemark, importation qui risque de causer un grave préjudice aux producteurs français de pommes de terre de sélection et de consommation, p. 6071.

224. — *Manifestation à Gap à l'occasion de la journée internationale de lutte pour la paix.* — Demande d'interpellation de M. Julian sur les sanctions prises contre deux fonctionnaires et l'inculpation de plusieurs personnes pour leur participation à la manifestation du 2 octobre 1949 à Gap, à l'occasion de la journée internationale de lutte pour la paix, à la requête du préfet des Hautes-Alpes, p. 6071.

225. — *Politique du Gouvernement en matière de reconstruction.* — Demande d'interpellation de M. Jean Crouzier sur la politique du Gouvernement en matière de reconstruction, p. 6071.

226. — *Plan de financement des dommages de guerre.* — Demande d'interpellation de M. Jean Crouzier sur les raisons qui ont empêché le Gouvernement de soumettre au Parlement, avant le 30 juin 1949, ainsi que l'article 12 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 lui en faisait l'obligation, le plan de financement des dommages de guerre prévu à l'article 4 de la loi du 28 octobre 1948, p. 6071.

227. — *Mémoire des soldats morts à Paris pendant la libération.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Vallrimont sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour protéger la mémoire des soldats morts à Paris pendant la lutte libératrice du 17 au 25 août 1944, p. 6071.

228. — *Démision de l'administrateur provisoire des usines Berliet.* — Demande d'interpellation de M. Airoldi sur les conditions dans lesquelles sont intervenus: a) la démission de M. Ansay, administrateur provisoire des usines Berliet; b) le protocole d'accord entre le ministère du commerce et de l'industrie et le conseil d'administration de la nouvelle société Berliet, p. 6071.

229. — *Importation de vins étrangers et vente de coca-cola.* — Demande d'interpellation de M. Llaite sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: 1° pour arrêter définitivement l'importation de vins étrangers; 2° pour empêcher la vente de la coca-cola, p. 6135.

230. — *Financement de la majoration de prime des prestations familiales.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Paul David sur les modalités de financement de la majoration de

prime des prestations familiales accordée par le décret du 3 novembre 1949 relatif à l'attribution d'une prime unique et exceptionnelle, p. 6135.

231. — *Interdiction du film soviétique « Mitchourine ».* — Demande d'interpellation de M. Thuillier sur les conditions dans lesquelles a été interdite en France la projection du film soviétique « Mitchourine », p. 6135.

232. — *Libération des crédits destinés à la reconstruction.* — Demande d'interpellation de Mme Marie Lambert sur les raisons qui ont conduit le Gouvernement à ne pas libérer les 36 milliards de crédits destinés à la reconstruction et provisoirement bloqués par le décret n° 49-510 du 22 avril 1949 et à substituer à cette libération de crédits des virements qui privent de 10 milliards la reconstitution du matériel industriel, commercial, agricole, etc., p. 6135.

233. — *Travailleurs nord-africains en France.* — Demande d'interpellation de M. Mokhtari sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: 1° pour mettre fin à la campagne de presse si nuisible aux intérêts des travailleurs nord-africains en France et aux relations d'amitié qui les unissent à leurs camarades de France; 2° pour améliorer la situation desdits travailleurs du point de vue de l'habitat, de l'hygiène, de la formation professionnelle, des allocations familiales, de la sécurité dans le travail et de la protection contre les maladies, de la tuberculose en particulier, p. 6135.

234. — *Soins médicaux des mutilés et victimes de la guerre.* — Demande d'interpellation de M. André Tourné sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la grève des soins décrétée par les syndicats nationaux de médecins et de pharmaciens, dont les seules victimes sont les mutilés et victimes de guerre bénéficiaires de l'article 64, p. 6135.

235. — *Revision constitutionnelle en ce qui concerne l'article 45.* — Demande d'interpellation de M. Eugène Rigal sur les intentions du Gouvernement en matière de revision constitutionnelle et spécialement en ce qui concerne l'article 45, relatif à l'investiture du président du conseil, et l'article 22 sur l'immunité parlementaire, p. 6135.

236. — *Crédits en vue de la réparation des dégâts causés par les inondations.* — Demande d'interpellation de M. Mondon sur la répartition et l'emploi du crédit provisionnel de 2 milliards accordé par la loi du 21 mars 1948 en vue de la réparation des dégâts causés par les inondations, p. 6186.

237. — *Marchés passés entre les huilliers de l'Afrique occidentale française et le groupement d'achat des produits oléagineux.* — Demande d'interpellation de M. Jean Silvandre sur: 1° les raisons de la décision prise en pleine crise ministérielle par la direction des prix du ministère des affaires économiques, sans en aviser le ministère de la France d'outre-mer, de ne payer, à titre de mesure conservatoire, que 90 p. 100 du prix convenu sur les marchés passés entre les huilliers de l'Afrique occidentale française et le groupement national d'achat des produits oléagineux; 2° le manque de directives données à ce groupement en ce qui concerne les contrats d'achat des huiles et des graines pour la prochaine traite, p. 6186.

238. — *Commémoration de la fête de la Victoire.* — Demande d'interpellation de M. Paul Theetten sur les incidents regrettables qui ont marqué, le 11 novembre, à Paris, la commémoration de la fête de la Victoire, et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour en éviter le retour, p. 6186.

239. — *Sinistre survenu à la distillerie « La Madone », à Puteaux.* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin sur les mesures que le Gouvernement compte prendre, après le sinistre survenu à la distillerie « La Madone », à Puteaux, le 13 septembre 1949, pour préserver, à l'avenir, la population contre le danger que représente pour elle l'existence de dépôts de carburants en pleine agglomération, p. 6186.

240. — *Grève des dockers de Marseille.* — Demande d'interpellation de Mme Nédélec sur: 1° les événements survenus à Marseille

le 24 août 1949 et sur l'utilisation des chiens par la police; 2° la mobilisation de C. R. S. accompagnés de chiens lors de la grève de vingt-quatre heures des dockers de Marseille, le 6 novembre 1949, p. 6186.

241. — *Défilé organisé par les étudiants le 11 novembre 1949.* — Demande d'interpellation de M. Giovoni sur les raisons pour lesquelles le défilé organisé par les étudiants, le 11 novembre 1949, pour commémorer la glorieuse manifestation patriotique du 11 novembre 1940, a été interdit par le ministre de l'intérieur, ce qui a suscité une vive émotion dans tous les milieux universitaires, p. 6186.

242. — *Budgets spéciaux d'exécution des plans d'équipement et de développement.* — Demande d'interpellation de M. Jean Silvanore sur l'élaboration des budgets spéciaux d'exécution des plans d'équipement et de développement de la loi du 30 avril 1946 et sur l'abrogation du décret du 16 octobre 1946, p. 6186.

243. — *Licences d'importation d'agrumes d'Espagne au détriment de notre production d'Afrique du Nord.* — Demande d'interpellation de M. de Raulin sur les conditions dans lesquelles ont été attribuées des licences d'importation massives d'agrumes d'Espagne, pour la campagne qui commence, au détriment de notre production nationale d'Afrique du Nord, et particulièrement d'Algérie, excédentaire, risquant de causer la ruine de tous nos agriculteurs, p. 6186.

244. — *Condamnation infligée par le tribunal de Mont-de-Marsan à un militant syndicaliste.* — Demande d'interpellation de M. Garcia sur le caractère injuste, antidémocratique et anticonstitutionnel de la condamnation infligée le 16 novembre par le tribunal correctionnel de Mont-de-Marsan au militant syndicaliste paysan, Gilbert Penicaut, membre du Conseil économique, Vice-président de l'association nationale des preneurs de baux ruraux, secrétaire général de l'union départementale C. G. A. des Landes, p. 6261.

245. — *Guerre d'Indochine.* — Demande d'interpellation de Mme Madeleine Braun sur les poursuites que le Gouvernement intente aux citoyens et aux organisations démocratiques qui manifestent — conformément aux libertés publiques inscrites dans la Constitution française — leur opposition à la guerre du Viet-Nam, p. 6357.

246. — *Revendications des combattants prisonniers de guerre.* — Demande d'interpellation de M. Védrières sur l'attitude du Gouvernement à l'égard des revendications des combattants prisonniers de guerre, notamment en ce qui concerne le décret du 2 août 1949 qui exclut du droit à la carte les prisonniers de guerre évadés ou non qui n'appartenaient pas à des unités combattantes et sur son refus de régler le pécule et le paiement intégral des soldes de captivité, malgré l'avis maintes fois exprimé par l'Assemblée nationale, p. 6357.

247. — *Respect de la législation du travail par la direction des papeteries Bolloré à Odet.* — Demande d'interpellation de M. Signor sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire respecter la législation du travail par la direction des papeteries Bolloré (siège social à Odet, commune d'Ergué-Gabéric) et faire cesser le lock out prononcé par cette société le 7 novembre contre cinq cent cinquante-trois ouvriers et ouvrières de l'usine de Scäer, lock out décidé dans le but évident de réduire à la famine toute la population ouvrière de cette petite commune du Finistère et de la contraindre à accepter les conditions d'une exploitation sans limite, p. 6357.

248. — *Gestion financière de la chambre des métiers de la Seine.* — Demande d'interpellation de M. Bouxom sur: 1° les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue de mettre fin à une gestion financière scandaleuse de la chambre des métiers de la Seine et les suites qu'elle comporte; 2° les dispositions envisagées pour éviter le retour de tels abus et notamment le rôle des autorités de tutelle chargées de veiller sur la saine gestion des deniers publics, p. 6357.

249. — *Application du décret de coordination des transports.* — Demande d'interpellation de M. Midol sur les conséquences désastreuses pour les petits et moyens transporteurs, les usagers et pour notre réseau ferroviaire, de l'application du décret de coordination des transports, p. 6357.

250. — *Grève du 25 novembre.* — Demande d'interpellation de M. Pierre André sur les conclusions que le Gouvernement entend tirer de la décision du comité directeur du parti socialiste (S. F. I. O.) favorable à la grève décrétée pour le 25 novembre, quelques heures à peine après l'appel lancé au pays par le chef du Gouvernement contre cette grève, p. 6357.

251. — *Incidents survenus à Djibouti.* — Demande d'interpellation de M. Jean Marline sur les incidents sanglants survenus à Djibouti les 19 janvier, 23 août et 19 octobre 1949, qui causèrent cinquante morts et cent cinquante blessés; la politique du Gouvernement en Afrique orientale; les mesures qu'il compte prendre pour éviter le retour de semblables incidents et assurer la pérennité française en Côte française des Somalis, p. 6419.

252. — *Armée française d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour défendre la réputation et le moral de l'armée française d'Indochine contre les écrits diffamatoires de *Témoignage chrétien* et de *l'Humanité*, p. 6531.

253. — *Manifestations publiques à Dijon.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Meunier sur les violences policières qui ont été exercées, le 25 novembre, à Dijon, dans des conditions particulièrement odieuses, contre des travailleurs, dont plusieurs ont été gravement brûlés par des grenades lacrymogènes lancées par les C. R. S., et sur les sanctions que le Gouvernement compte prendre contre les responsables de telles brutalités, p. 6531.

254. — *Situation matérielle et morale des travailleurs nord-africains.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Augarde sur la situation matérielle et morale faite aux travailleurs nord-africains dans la métropole et, notamment, sur les dispositions à prendre pour organiser la venue de cette main-d'œuvre et son accueil, sa formation professionnelle accélérée, compte tenu des possibilités de placement dans l'industrie et l'agriculture, enfin, son contrôle sanitaire en vue de permettre l'organisation de soins pour les malades, et en particulier pour les tuberculeux, et le rapatriement éventuel des inaptes, p. 6531.

255. — *Fermeture de la S. N. E. C. M. A. et licenciements dans les usines de la région d'Argenteuil.* — Demande d'interpellation de M. Ballanger sur la situation créée dans Argenteuil et sa région par la fermeture de la S. N. E. C. M. A. et les nombreux licenciements dans les usines de la région et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour résorber le chômage ainsi provoqué, p. 6531.

256. — *Fraudes sur le vin pratiquées dans l'Hérault.* — Demande d'interpellation de M. Gros sur des fraudes sur le vin pratiquées dans l'Hérault par de gros propriétaires terriens et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue d'empêcher toutes entraves à l'instruction judiciaire ouverte à ce sujet, ainsi qu'en vue d'éviter le renouvellement de ces pratiques frauduleuses préjudiciables à la fois aux intérêts des producteurs et des consommateurs, p. 6595.

257. — *Situation économique et sociale dans les départements des Antilles.* — Demande d'interpellation de M. Paul Valentino sur les effets de la politique du Gouvernement sur la situation économique et sociale dans les départements des Antilles, p. 6595.

258. — *Saisies effectuées chez des paysans à Saint-Rémy-de-Provence.* — Demande d'interpellation de M. Lucien Lambert sur les méthodes inadmissibles employées à l'occasion des saisies effectuées chez des paysans à Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône) et contre l'emploi massif des forces de police lors de ces saisies, p. 6595.

259. — *Accident d'aviation.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. René Kuehn sur le récent accident de l'avion Air-France Paris-Tunis; 2° M. Henri Bourret sur les circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident

survenu le 29 novembre à Saint-Just-Chalaysin (Isère) à l'avion d'Air-France Paris-Tunis, p. 6595.

260. — *Charges d'assistance des départements et des communes.* — Demande d'interpellation de M. Emile Hugues sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour alléger et uniformiser les charges d'assistance des départements et des communes, l'augmentation croissante de ces charges devant mettre les collectivités locales dans l'obligation de relever sensiblement le nombre des centimes additionnels communaux et départementaux mis en recouvrement pour l'année 1950, relèvement qui entraînera une augmentation importante des contributions dues au titre de la patente et de la mobilière, p. 6631.

261. — *Compressions de dépenses faites dans les diverses administrations de l'Etat et industries nationalisées.* — Demande d'interpellation de M. Hulin-Desgrées sur les compressions de dépenses faites et à faire dans les diverses administrations de l'Etat et industries nationalisées, selon les engagements pris successivement par les gouvernements, conformément aux volontés du Parlement et aux vœux du pays inquiet des charges nouvelles susceptibles de peser sur l'ensemble des contribuables, p. 6631.

262. — *Application de l'article 290 du décret n° 48-1986 portant réforme fiscale.* — Demande d'interpellation de M. Jean Médecin sur l'application de la circulaire de la comptabilité publique n° 7123 du 31 octobre 1949 et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour concilier les dispositions de cette circulaire avec celles de la circulaire de M. le ministre de l'intérieur n° 238-AG-PIN du 21 juin 1949 relatives à l'application de l'article 290 du décret n° 48-1986 portant réforme fiscale, p. 6631.

263. — *Date des élections aux organismes de la mutualité sociale agricole.* — Demande d'interpellation de M. Mazier sur les conditions dans lesquelles a été fixée la date des élections aux organismes de la mutualité sociale agricole dans certains départements, p. 6631.

264. — *Prix de vente du carburant.* — Demande d'interpellation de M. Peytel sur l'illegalité du décret n° 49-1550 du 3 décembre 1949 et de l'arrêté fixant les prix de vente du carburant du même jour, p. 6631.

265. — *Prix de l'essence et taxes sur les véhicules utilitaires.* — Demande d'interpellation de M. Kauffmann sur le nouveau prix de l'essence et les taxes spéciales envisagées sur les véhicules utilitaires, p. 6700.

266. — *Politique du Gouvernement au Viet-Nam.* — Demande d'interpellation de M. Paul Rivet sur la politique du Gouvernement au Viet-Nam et sur les incidences de la situation internationale sur le cours des événements en Indochine, p. 6700.

267. — *Augmentation du prix de l'essence.* — Demande d'interpellation de M. Maurice Michel sur: a) l'augmentation du prix de l'essence sans consultation préalable du Parlement; b) les conséquences de cette augmentation sur les prix des marchandises, p. 6700.

268. — *Conditions de vente des produits pétroliers.* — Demande d'interpellation de M. Charlot sur les récentes décisions gouvernementales concernant les conditions de vente des produits pétroliers, p. 6700.

269. — *Utilisation des troupes africaines dans la guerre d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Lisette sur l'utilisation des troupes africaines dans la guerre d'Indochine et sur sa politique au Viet-Nam, p. 6736.

270. — *Politique du Gouvernement à l'égard de la S.N.C.F. et mesures envisagées contre les cheminots.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Marc Dupuy sur les graves inconvénients que le Gouvernement entend prendre à l'égard de la Société nationale des chemins de fer français et qui auraient pour conséquence, avec la dislocation de la Société nationale des chemins de fer français, la désorganisation des transports ferroviaires, des licenciements massifs de cheminots et des relèvements et des hausses de tarifs, p. 6736. — 2° M. Albert Schmitt sur la politique que le Gouvernement entend suivre à l'égard de la Société nationale des chemins de fer français et sur les mesures envisagées contre les cheminots, p. 6794.



271. — *Inapplication de la loi du 16 juin 1948 en ce qui concerne le statut du personnel d'Air France.* — Demande d'interpellation de M. Poumadère sur : 1° l'inapplication de la loi du 16 juin 1948 en ce qui concerne le statut du personnel de la compagnie Air France; 2° les violations répétées du droit syndical par la direction de la compagnie Air France, qui a entraîné, en particulier, le licenciement d'un membre du conseil d'administration et des sanctions contre les dirigeants syndicaux du personnel navigant et du personnel à terre, p. 6794.

272. — *Projet de loi sur la taxe locale.* — Demande d'interpellation de M. Eugène Rigal sur les intentions du Gouvernement au sujet de la taxe locale pour laquelle un projet de loi avait été annoncé pour fin décembre 1949, p. 6794.

273. — *Incidents survenus récemment à Brazzaville.* — Demande d'interpellation de M. Gabriel Lisette sur les menées R.P.F. en Afrique équatoriale française et notamment sur les incidents survenus récemment à Brazzaville, Fort-Archambault et dans la région de Bangui, p. 6850.

274. — *Abandon de l'accusation lors du procès intenté contre l'illustration.* — Demande d'interpellation de M. Guy Desson sur l'attitude du parquet et les conditions qui ont provoqué l'abandon de l'accusation lors du procès intenté devant la cour de justice contre la société l'illustration, p. 6907.

275. — *Détention d'un ancien combattant prisonnier de guerre à la prison militaire de Frisbourg-en-Brigau.* — Demande d'interpellation de M. Yves Péron sur les conditions dans lesquelles un ancien combattant prisonnier de guerre, originaire de Jumilhac-le-Grand (Dordogne), se trouve détenu à la prison militaire de Frisbourg-en-Brigau (Allemagne), p. 6907.

276. — *Conférence des mers du Sud.* — Demande d'interpellation de M. Pouvanau sur l'attitude de l'administration coloniale à la conférence des mers du Sud aboutissant à une cession déguisée de Tahiti à un gouvernement étranger, p. 7004.

277. — *Détention des dirigeants du parti démocratique de la Côte-d'Ivoire.* — Demande d'interpellation de M. G. Lisette sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la détention arbitraire des dirigeants du parti démocratique de la Côte-d'Ivoire (section de la Côte-d'Ivoire du rassemblement démocratique africain), incarcérés depuis dix mois et pour faire cesser les brutalités et les brimades dont sont actuellement l'objet ces détenus politiques, p. 7084.

278. — *Pollution des eaux de l'Adour par les papeteries.* — Demande d'interpellation de M. Delos du Rau sur les mesures que le Gouvernement a décidé de prendre en vue d'empêcher la pollution des eaux de l'Adour et d'autres cours d'eau des Landes par les papeteries et pour pallier les inconvénients graves de cette pollution prolongée, p. 7152.

279. — *Incidents survenus en A.E.F. à l'occasion du voyage de certains conseillers de l'Union française.* — Demande d'interpellation de M. Bayrou sur les incidents survenus en Afrique équatoriale française à l'occasion du voyage de certains conseillers de l'Union française qui, voyageant aux frais de la République, ne s'en sont pas moins livrés, en liaison avec les représentants locaux du R. D. A., à une propagande pernicieuse qui a eu pour effet de troubler l'ordre public, p. 7495.

280. — *Ecoulement de la récolte de dattes algériennes vers la métropole et les marchés étrangers.* — Demande d'interpellation de M. Cadi Abdelkader sur les mesures immédiates que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'écoulement urgent de la récolte de dattes algériennes vers la métropole et les marchés étrangers, mesures appelées à sauver de la ruine totale les producteurs, les commerçants et les populations musulmanes du Sud algérien, p. 7405.

281. — *Parité absolue entre les prix des orbes algériennes et métropolitaines.* — Demande d'interpellation de M. Cadi Abdelkader sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer la parité absolue entre

les prix des orbes algériennes et métropolitaines en faisant respecter la légalité en la matière et en versant aux agriculteurs algériens producteurs d'orge les ristournes auxquelles ils ont droit, p. 7495.

282. — *Mesure de discrimination raciale prise à l'encontre d'étudiants noirs.* — Demande d'interpellation de Mme Réyraud sur l'odieuse mesure de discrimination raciale prise à l'encontre d'étudiants noirs, élèves du lycée Michel-Montaigne, à Bordeaux, p. 7331.

283. — *Epidémie de typhoïde dans les départements de la Loire, du Rhône et du Var.* — Demande d'interpellation de M. Albert Masson sur les mesures que le Gouvernement compte prendre afin de lutter efficacement contre l'épidémie de typhoïde qui sévit actuellement dans les départements de la Loire, du Rhône et du Var, sur la nécessité qu'il y a d'acheminer rapidement la chloromycétine indispensable au traitement des malades, p. 7509.

284. — *Entrée libre en France d'outillage agricole en provenance d'Allemagne.* — Demande d'interpellation de M. Marius Pattinaud sur la politique du Gouvernement tendant à autoriser l'entrée libre en France d'outillage agricole en provenance de l'Allemagne occidentale qui va entraîner la fermeture d'une certaine d'usines françaises, p. 7509.

285. — *Contingentement des importations en ce qui concerne le bétail vivant, la viande fraîche et congelée.* — Demande d'interpellation de M. Jean Tricart sur les conséquences désastreuses pour l'élevage français de l'arrêté paru au Journal officiel du 28 décembre 1949 supprimant le contingentement des importations, notamment en ce qui concerne le bétail vivant, la viande fraîche et congelée, le lard, p. 7595.

286. — *Droit de grève et lock-out de certaines usines.* — Demande d'interpellation de : 1° M. Gau sur l'incidence du préambule de la Constitution relative au droit de grève et sur les mesures de lock-out prises dans un grand nombre d'usines par certains dirigeants du patronat français; 2° M. Charles d'Aragon sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour protéger le droit de l'ouvrier au travail contre les mesures arbitraires, telles que les licenciements massifs opérés dans l'usine d'Ossun-Louey, par la direction générale des usines Morane-Saulnier, et sur son attitude en face des éléments de doctrine contenus dans les lettres de licenciement adressées individuellement par la direction des usines d'Ossun-Louey, à chaque ouvrier en grève; 3° M. Costes sur les mesures que compte prendre le Gouvernement en face des attaques patronales visant aux licenciements de plus en plus massifs de travailleurs et de la tendance généralisée de la tactique du lock-out, notamment aux usines Hispano-Suiza à Bois-Colombes, Morane-Saulnier à Tarbes, Latil à Suresnes, Bessonneau à Angers et aux aciéries de Pamiers; 4° M. Jean Toujas sur le lock-out des usines Morane-Saulnier à Ossun (Hautes-Pyrénées); 5° M. Poumadère sur le lock-out des aciéries de Pamiers (Ariège); 6° M. Georges Morand sur le lock-out des usines Bessonneau à Angers (Maine-et-Loire), p. 7650.

287. — *Détention des dirigeants du parti démocratique de la Côte-d'Ivoire.* — Demande d'interpellation de M. Cermolacce sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la détention arbitraire à la prison de Grand-Bassam des dirigeants et des militants du parti démocratique de la Côte-d'Ivoire incarcérés préventivement depuis onze mois à la suite des incidents du 6 février 1949 à Abidjan, p. 7656.

**Internés.** — V. Prisonniers et déportés.

**Invalides de la marine.** — V. Etablissement national des invalides de la marine.

**Inventions.** — V. Expositions internationales. — Propriété industrielle.

**Italie.** — V. Conventions internationales (accords économiques et financiers). — Interpellations n° 91, 173.

**Jardins ouvriers.** — V. Agriculture. — Habitations à bon marché.

**Jeunesse.** — V. Presse. — Questions orales (Conseil de la République) n° 112.

**Jeunesse (Chantiers de).** — V. Pensions et retraites (anciens combattants).

**Jeux.** — V. Impôts (contributions indirectes).

**Conseil de la République.** — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellements d'autorisation de jeux, p. 1669. — Désignation de candidatures, p. 1874. — Nomination de membres, p. 1908.

**Journaux.** — V. Députés (incompatibilité parlementaire). — Interpellations n° 111, 168. — Presse. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 110.

**Journaux officiels.** — V. Bulletin officiel du registre du commerce et du registre des métiers. — Interpellations, n° 43, 44.

**Jours fériés.** — V. Fêtes légales.

**Jugement d'expulsion.** — V. Loyers.

**Juges et justices de paix.** — V. Algérie (caisse de retraite et de prévoyance, décisions de l'assemblée algérienne, organisation judiciaire). — Justice (organisation).

**Assemblée nationale.** — Adoption, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la réunion de plusieurs justices de paix sous la juridiction d'un même magistrat, p. 170 (Loi n° 49-176 du 9 février 1949 J. O. du 10 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif au cumul par le même titulaire de plusieurs greffes de justice de paix, p. 4699 (Document n° 7867). Dépôt du rapport par M. Pierre Garet, p. 6596 (Document n° 8541).

— Dépôt d'un rapport de M. Garet sur : 1° le projet de loi tendant à modifier le décret du 5 novembre 1926 relatif aux conditions de nomination des juges de paix; 2° la proposition de loi de M. Jacques Bardoux complétant l'organisation des justices de paix (n° 4795, 3566), p. 2216 (Document n° 6981).

— Dépôt d'un rapport de M. Garet sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de transférer les audiences des justices de paix au palais de justice dans les villes de plus de 500.000 habitants (n° 3699), p. 2216 (Document n° 6982).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1947 relative à l'organisation des justices de paix, p. 6532 (Document n° 8552).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Sesmaisons tendant à supprimer les juridictions d'exception à compétence économique, p. 912 (Document n° 6582).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier (Oise) tendant à modifier le taux de compétence des justices de paix, p. 5913 (Document n° 8250).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon relative à la nomination des juges de paix, p. 5941 (Document n° 8256).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la compétence des justices de paix, p. 4371 (Document n° 6700).

**Juridictions d'exception.** — V. Epuration, indignité nationale.

**Justice (Frais de).**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à adapter au niveau actuel des prix les tarifs des frais de voyage des parlis et témoins fixés par le décret du 27 décembre 1920, p. 6703 (Document n° 8625).



**Justice (Ministère).** — V. *Justice (organisation judiciaire)*.

**Justice (Organisation judiciaire).** — V. *Algérie.* — *Code de procédure civile.*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Pierre Garet sur: 1° le projet de loi portant création de postes à la cour d'appel de Paris et modifiant le décret-loi du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire; 2° la proposition de loi de M. Gaston Charlet portant création d'une chambre supplémentaire à la cour d'appel de Limoges (nos 5631, 3183), p. 325 (Document n° 6307). — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'effectif de la cour d'appel d'Amiens, de la chambre détachée à Metz, de la cour d'appel de Colmar et de l'administration centrale du ministère de la justice, p. 280 (Document n° 6250). — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Pierre Garet sur: 1° le projet de loi portant création de postes à la cour d'appel de Paris et modifiant le décret-loi du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire; 2° le projet de loi modifiant l'effectif de la cour d'appel d'Amiens, de la chambre détachée à Metz, de la cour d'appel de Colmar et de l'administration centrale du ministère de la justice; 3° la proposition de loi de M. Charlet portant création d'une chambre supplémentaire à la cour d'appel de Limoges (nos 5631, 6250, 3183, 6307), p. 659 (Document n° 6165). — Discussion, p. 807; adoption de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant création de postes aux cours d'appel de Paris, d'Amiens et de Colmar et à l'administration centrale du ministère de la justice* », p. 808 (rectificatif, p. 917).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 426 (Document n° 189). — Dépôt du rapport par M. Delalande, p. 623 (Document n° 221). — Discussion, p. 619; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 650.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1530 (Loi n° 49-385 du 21 mars 1949 J. O. du 22 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Chamant sur le projet de loi rattachant le canton de Laissac à l'arrondissement judiciaire de Rodez (n° 5836), p. 3792 (Document n° 7617). — Adoption du projet de loi, p. 4113.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2038 (Document n° 628). — Lecture du rapport par M. Reynouard et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2353.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5541 (Loi n° 49-4058 du 2 août 1949 J. O. du 5 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Mondon sur le projet de loi portant annulation de l'acte dit loi du 8 août 1941 (n° 3175), p. 2909 (Document n° 7290). — Discussion, p. 3550; adoption du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi portant constatation de la nullité de l'acte dit loi du 8 août 1941 réglant à titre temporaire la compétence, la saisine et la constitution des tribunaux judiciaires répressifs* », p. 3551.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1628 (Document n° 521). — Dépôt du rapport par M. Gilbert Jules, p. 2115 (Document n° 770). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2166.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6020 (Loi n° 49-4508 du 28 novembre 1949 J. O. du 29 novembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi maintenant, à titre provisoire, le siège du tribunal de première instance de Saint-Nazaire à la Baule-Escoubac et le siège du tribunal cantonal de Moyeuville-Grande à Rombas, p. 7537 (Document n° 8881).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Farine tendant à la simplification de certaines procédures, p. 429 (Document n° 6356).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gastellani tendant à modifier le taux de compétence de diverses juridictions, p. 3018 (Document n° 7677).

**Justice civile, commerciale et administrative.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi permettant aux militaires appartenant aux formations de l'armée qui opèrent sur le territoire de l'Indochine de se faire relever des conclusions qu'ils ont encourues en ma-

tière civile, commerciale et administrative, p. 7537 (Document n° 8880).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Durroux tendant à créer un tribunal départemental de commerce dans les départements où le petit nombre des affaires ne permet point de créer un tribunal de commerce par arrondissement, p. 5912 (Document n° 8281).

## K

**Kermesse.** — V. *Impôts (taxes départementales et communales)*.

## L

**Laboratoires.** — V. *Conservatoire national des arts et métiers.* — *Médecine et professions médicales.* — *Santé publique et population (ministère)*.

**Lait et produits laitiers.** — V. *Agriculture.* — *Interpellations* n° 8, 76. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 68.

**Légations.** — V. *Affaires étrangères (postes diplomatiques et consulaires)*.

**Légion d'honneur.** — V. *Fédération folklorique.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 91, (*Conseil de la République*) n° 42.

**Assemblée nationale.** — Adoption de la proposition de loi de M. Hutin-Desgrées tendant à créer les promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse (nos 5138, 5156), p. 2120.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1074 (Document n° 359). — Lecture du rapport par M. Jean de Gouyon, p. 1091; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1095.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2193 (Loi n° 49-588 du 25 avril 1949, J. O. du 26 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Discussion: 1° du projet de loi tendant à accorder un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution de 1848 et du tricentenaire des traités de Westphalie; 2° de la proposition de résolution de M. Bougrain tendant à inviter le Gouvernement à attribuer au ministre de l'éducation nationale un contingent spécial de croix dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion de l'exposition du centenaire de la Révolution de 1848 (nos 4619, 4159, 5752), p. 615; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modification du titre: « *Projet de loi tendant à accorder un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution de 1848 et du tricentenaire des traités de Westphalie* », p. 617.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 296 (Document n° 155). — Dépôt du rapport par M. Canivez, p. 4075 (Document n° 353); discussion, p. 1025; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1026.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2196 (Document n° 7086). — Dépôt du rapport par M. Vialle, p. 4000 (Document n° 7700). — Adoption du projet de loi avec modification, p. 4527 (Loi n° 49-913 du 16 juillet 1949, J. O. du 17 juillet 1949).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux villes de Fort-Lamy, Brazzaville, Bangui et Douala la croix de la Légion d'honneur, en raison de leur action face à la défaite et à l'armistice du juin 1940, p. 1332 (Document n° 439). — Dépôt du rapport par M. Coupligny, p. 1767 (Document n° 567). — Discussion, p. 2071; adoption après modification du titre: « *Résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux villes de Fort-Lamy,*

*Brazzaville, Bangui, Douala et Yaoundé la croix de la Légion d'honneur, en raison de leur action face à la défaite et à l'armistice de juin 1940* », p. 2072.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Christiaens tendant à la création d'un contingent spécial de croix de chevalier de la Légion d'honneur, en faveur des médaillés d'honneur du travail sexagénaires, p. 3260 (Document n° 7395).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau tendant à accorder la croix de la Légion d'honneur à certaines catégories de sous-officiers de réserve médaillés militaires, p. 5961 (Document n° 8291).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Bonnetous tendant à revaloriser le traitement annuel des membres de l'ordre national de la Légion d'honneur décorés à titre militaire, p. 6187 (Document n° 8137).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David modifiant la répartition des traitements de la Légion d'honneur et des autres décorations, p. 7313 (Document n° 8851).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Feraud tendant à inviter le Gouvernement à créer un contingent exceptionnel de croix de Légion d'honneur, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'institut électro-technique de Grenoble, p. 6188 (Document n° 8117).

### Légion d'honneur et médaille militaire.

**Assemblée nationale.** — Communication d'un message de M. le Président de la République demandant à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République de délibérer à nouveau sur la loi tendant à définir les conditions dans lesquelles les militaires déçus des cadres peuvent concourir pour la Légion d'honneur et la médaille militaire, p. 138 (Document n° 6171). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 430 (Document n° 6311). — Adoption de la proposition de loi, p. 795.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 418 (Document n° 193). — Dépôt du rapport par M. le général Pellet, p. 727 (Document n° 267). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 768.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2099 (Loi n° 49-591 du 26 avril 1949, J. O. du 27 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels militaires n'appartenant pas à l'armée active, p. 1150 (Document n° 6627). — Dépôt du rapport par M. Anxionnaz, p. 2016 (Document n° 6920). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2215.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 920 (Document n° 337). — Lecture du rapport par M. Voyant, p. 1024; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1025.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2193 (Loi n° 49-586 du 25 avril 1949, J. O. du 26 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Retrait d'un projet de loi relatif aux conditions dans lesquelles les militaires déçus des cadres par application des textes législatifs antérieurs à la loi n° 46-697 du 5 avril 1946 peuvent concourir pour la Légion d'honneur ou la médaille militaire (n° 2639), p. 3116.

— Retrait d'une proposition de loi de M. Hutin-Desgrées tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur, au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse qu'il avait déposée dans la troisième séance du 12 août 1948 (n° 5282, année 1948), p. 4381.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à affirmer l'insaisissabilité du traitement des décorations militaires et de la retraite du combattant et à soumettre qu'en aucun cas les ressources

qu'elles constituent ne puissent entrer en ligne de compte pour le calcul des ressources des hospitalisés au titre de l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, p. 4140 (Document n° 7801).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devey tendant à permettre à une certaine catégorie de militaires de carrière, en position de réforme définitive, de concourir pour l'obtention de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire, p. 6136 (Document n° 8102).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à majorer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1953, les traitements annuels de la médaille militaire et de la Légion d'honneur, p. 6262 (Document n° 8174).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bène tendant à inviter le Gouvernement à décerner à titre posthume la croix de la Légion d'honneur, la médaille militaire et la croix de guerre aux Français et Françaises « morts pour la France » au cours de la dernière guerre, p. 160 (Document n° 87).

**Législation économique.** — V. Amnistie. — **Prix.**

**Legs.** — V. Dons, legs et fondations.

**Légumes.** — V. Agriculture. — **Exportations et importations.**

**Letres de change.** — V. Code de commerce.

**Libérations.** — V. Interpellations n° 227.

**Liberté de presse.** — V. Presse.

**Licences.** — V. Débits de boissons.

**Limites de la mer.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures de protection contre l'envasement de la mer à Gavres et à Larmor-Plage (Morbihan), p. 7130 (Document n° 8311).

**Liquidations judiciaires.** — V. Code de commerce.

**Locaux administratifs.** — V. Fonctionnaires. — **Interpellations** n° 43, 41. — **Loyers.** — **Questions orales** (Assemblée nationale) n° 14.

**Locaux scolaires.** — V. Départements, villes et communes. — **Enseignement.**

**Logements.** — V. Habitations à bon marché. — **Loyers.** — **Questions orales** (Assemblée nationale) n° 5, 11 (Conseil de la République) n° 79.

**Lois (projets et propositions).** — V. Assemblée nationale (réglement).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Mercier tendant à décider que les propositions de loi émanant des conseillers de la République ne peuvent être reçues par l'Assemblée nationale que dans la forme où elles lui sont parvenues jusqu'à ce jour, en application de l'article 14 de la Constitution, p. 3528 (Document n° 7533). — Dépôt du rapport par M. Hugonnier, p. 3792 (Document n° 7634). — Discussion, p. 3801; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 3809.

**Conseil de la République.** — Adoption d'une motion demandant la prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti, sur les projets et propositions de loi en suspens en raison de la démission du cabinet Henri Queuille, p. 2442.

**Assemblée nationale.** — Transmission de la résolution, p. 5833 (Document n° 8218). — Adoption de la résolution, p. 5911 (rectificatif p. 5942).

**Conseil de la République.** — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2445.

**Lois et décrets.** — V. Constitution de la République française.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au delà du 1<sup>er</sup> mars 1949 certaines dispositions législatives et réglementaires du

temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1918, p. 519 (Document n° 6432). — Lecture du rapport par M. Dominjon, p. 859; discussion et adoption, p. 860.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 296 (Document n° 159). — Lecture du rapport par M. Georges Pernot et discussion, p. 391; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 392.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1006 (Loi n° 49-266 du 26 février 1949, J. O. du 27 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecourt tendant à faciliter le travail des administrations et des entreprises par l'impression rationnelle des textes législatifs et réglementaires, p. 549 (Document n° 6131).

**Conseil de la République.** — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires, p. 767, 1384. — Désignation de candidatures, p. 1195. — Nomination de membres, p. 1205.

#### Loteries.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ilutin-Desgrées tendant à modifier l'article 75 de la loi de finances du 31 décembre 1936, relatif aux loteries, p. 5074 (Document n° 7987).

#### Loterie nationale.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à créer une tranche spéciale de la loterie nationale au profit des sinistrés des Landes, p. 5661 (Document n° 8295).

#### Assemblée nationale.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à affecter les bénéfices de la loterie nationale au financement de la revalorisation de la retraite du combattant, p. 4699 (Document n° 7861). — Dépôt du rapport par M. Touchard, p. 6076 (Document n° 8365).

#### Lotissements.

**Assemblée nationale.** — Adoption de la proposition de loi de M. Berger tendant à abroger l'acte dit « loi de Vichy » du 11 février 1941 qui fut ajouté à l'article 12 de la loi du 15 mars 1928 portant aménagement des lotissements défectueux après modification du titre: « Proposition de loi constatant la nullité de l'acte dit loi du 11 février 1941 complétant la loi du 15 mars 1928 facilitant l'aménagement des lotissements défectueux », p. 795.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 443 (Document n° 196). — Dépôt, discussion et adoption d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel pour l'examen de ladite proposition de loi, p. 1177.

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de résolution, p. 2680 (Document n° 7210). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 2909 (Document n° 7371). — Adoption, p. 3014.

**Conseil de la République.** — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1316. — Dépôt du rapport sur la proposition de loi par Mme Devaud, p. 1560 (Document n° 496). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1635.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8999 (Loi n° 49-891 du 7 juillet 1949, J. O. du 8 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à faire bénéficier les habitants des lotissements dits « cités-jardins » des mêmes dispositions qui sont accordées aux habitants des lotissements qui ont bénéficié de la loi du 15 mars 1928 et se voient accorder des subventions provenant de la tranche de démarrage, p. 6136 (Document n° 8394).

**Loyers.** — V. Algérie. — **France d'outre-mer** (départements d'outre-mer). — **Impôts** (patentes). — **Propriété immobilière.** — **Ques-**

**tions orales** (Assemblée nationale) n° 22, 29, 32, 41, 78, 85 (Conseil de la République) n° 11, 72, 82. — **Spoliation.**

#### BAUX COMMERCIAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Citerne sur la proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à modifier l'article 2 de la loi du 18 avril 1916, modifiée par la loi n° 47-1679 du 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (n° 3996), p. 3261 (Document n° 7102). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi du 18 avril 1916 modifiant la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel », p. 3767.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1676 (Document n° 562). — Rapporteur M. Boivin-Champeaux et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2352.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme au Conseil de la République, p. 5544 (Loi n° 49-1064 du 2 août 1949, J. O. du 5 août 1949).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Reynouard sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre (n° 11-108, année 1948), p. 494 (Document n° 207). — Discussion, p. 615; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 619.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1531 (Document n° 6794). — Dépôt du rapport par M. Garet, p. 3009 (Document n° 7303). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Yvon, p. 2710 (Document n° 7609). — Discussion, p. 5627; adoption de la proposition de loi avec modification, p. 5629 (Loi n° 49-1096 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à reporter au 1<sup>er</sup> avril 1950 la prorogation prévue par la loi n° 48-2009 du 31 décembre 1948 en faveur des locaux de baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 6770 (Document n° 8697). — Dépôt du rapport par M. Chautard, p. 6936 (Document n° 8723). — Discussion, p. 6953; adoption du projet de loi après modification du titre: « Projet de loi relatif à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal », p. 6955.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2730 (Document n° 890). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 2738 (Document n° 904). — Discussion, p. 2761; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2763.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7187 (Loi n° 49-1420 du 29 décembre 1949, J. O. du 30 décembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 31 décembre 1948 relative à la prorogation des baux commerciaux, p. 3999 (Document n° 7688). — Retrait de la proposition de loi, p. 4633.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 31 décembre 1948 relative à la prorogation des baux commerciaux, p. 3373 (Document n° 7445). — Dépôt du rapport par M. Louis Rollin, p. 3739 (Document n° 7599). — Discussion, p. 4260. — Disjonction de la proposition de loi, p. 4263.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter la loi du 30 juin 1926 en ce qui concerne le remboursement des prestations, taxes locales et fournitures individuelles, p. 2448 (Document n° 7669). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale,

p. 2418 (Document n° 7071). — Dépôt d'un rapport de Chautard sur les propositions de loi: 1° de M. Frédéric-Dupont, tendant à modifier la loi du 18 avril 1916 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés; 2° de M. André Mercier (Oise), tendant à compléter l'article 2 de la loi du 18 avril 1916 concernant la propriété commerciale; 3° de M. André Mercier (Oise), tendant à compléter l'alinéa 4 de l'article 5 de la loi du 26 juin 1926 modifiée (propriété commerciale); 4° de M. André Mercier (Oise), tendant à compléter le paragraphe 1er du 5e alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1916 sur la propriété commerciale; 5° de M. André Mercier (Oise), tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1916 sur la propriété commerciale; 6° de M. André Mercier (Oise), tendant à l'établissement d'un plafond des loyers en matière de baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (modification de l'article 23 de la loi du 30 juin 1926 modifiée concernant la propriété commerciale); 7° de M. Frédéric-Dupont, tendant à notifier la loi du 18 avril 1916 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés; 8° de M. Eugène Claudius-Petit, tendant à compléter l'article 1er de la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer à usage commercial ou industriel; 9° de M. Guy Petit, tendant à maintenir en possession, jusqu'au 1er janvier 1948, les commerçants, industriels et artisans sinistrés par faits de guerre dans les lieux où ils ont installé leur exploitation commerciale après le sinistre dont ils ont été victimes; 10° de M. Frédéric-Dupont, tendant à prolonger jusqu'au 1er juillet 1947 le délai de forclusion prévu par la loi du 18 avril 1916 pour le renouvellement des baux commerciaux; 11° de M. Maurice Viollette, tendant à relever les locataires de baux commerciaux ou ruraux de la forclusion encourue avant la loi fixant la date de cessation des hostilités; 12° de M. Badie, tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1916 relatif à la propriété commerciale; 13° de M. Joly, supprimant pour les locataires qui ont été immobilisés, déportés ou résistants, la référence du prix des loyers à usage commercial aux indices du coût de la vie; 14° de M. Charlet, sénateur, modifiant l'article 8 de la loi du 18 avril 1916, réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux à usage commercial et industriel; 15° de M. Minjoz, tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel; 16° de M. Citerne, tendant à compléter l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1916 sur la propriété commerciale; 17° de M. Christiaens, sur le renouvellement des baux commerciaux (droit de reprise et indemnité d'éviction); 18° de M. Christiaens, sur le renouvellement des baux commerciaux (applicables aux établissements ayant plusieurs magasins); 19° de M. Christiaens, sur le renouvellement des baux commerciaux (refus de renouvellement); 20° de M. Christiaens, sur le renouvellement des baux commerciaux (indemnité d'éviction); 21° de M. Southon, sénateur, tendant à modifier l'alinéa 3, 1°, de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 18 avril 1916, relative au droit de reprise en ce qui concerne les baux commerciaux; 22° de M. Bétolaud, tendant à modifier l'article 3 de la loi du 18 avril 1916 sur la propriété commerciale; 23° de M. Guy Petit, tendant à exclure de la législation sur le renouvellement des baux de locaux et d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal certaines exploitations présentant un caractère d'intérêt public; 24° de M. Wolff, tendant à compléter l'article 2 de la loi du 3 septembre 1947 et modifiant la loi du 18 avril 1916 sur les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel; 25° de M. Joseph Denais, tendant à modifier la loi n° 46-744 du 18 avril 1916 réglant

les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial et industriel; 26° de M. Jules-Julien, tendant à préciser et à compléter certaines dispositions des lois des 18 avril 1916 et 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel; 27° de M. Jacques Bardoux, permettant la révision du prix des baux commerciaux visés par l'article 6 de la loi du 30 juin 1926; 28° de M. Mondon, tendant à modifier l'article 5 de la loi du 18 avril 1916 sur la prorogation des baux commerciaux; 29° de M. Minjoz, tendant à compléter la loi du 30 juin 1926 en ce qui concerne le remboursement des prestations, taxes locatives et fournitures individuelles; 30° de M. Citerne, tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale (nos 42, 128, 129, 130, 131, 132, 217, 309, 381, 637, 761, 922, 1095, 1235, 2617, 2993, 3438, 3449, 3450, 3551, 3481, 3908, 4361, 4998, 5068, 5229, 5605 rectifié, 5791, 7069, 7071), p. 6188 (Document n° 8412).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Schell concernant les droits des locataires des fonds de commerce, p. 4072 (Document n° 7718).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Schell tendant à étendre le bénéfice de l'article 2 de la loi du 3 septembre 1917 complétant la loi du 18 avril 1916 aux locataires de fonds de commerce, p. 4092 (Document n° 7739).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wolff tendant à préciser les droits des locataires des fonds de commerce, p. 5545 (Document n° 8113).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bonnefous tendant à reporter au 1er janvier 1951 le délai de prorogation de baux de locaux ou immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 6652 (Document n° 8612).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne tendant à la prorogation de la législation en vigueur en matière de propriété commerciale, artisanale et industrielle, p. 6758 (Document n° 8668).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Larrope tendant à permettre à certaines catégories de locataires professionnels sinistrés (artisans, commerçants, industriels) de céder leur droit au bail sans avoir par avance procédé eux-mêmes à la réinstallation de leur fond, p. 6979 (Document n° 8750).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Marie Lambert tendant à l'indemnisation des sinistrés professionnels (artisans, commerçants, industriels) mis dans l'impossibilité de se reconstituer, p. 7009 (Document n° 8770).

#### BAUX A FERME — BAUX RURAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moussu tendant à modifier l'article 19 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1916 sur le statut du fermage, p. 6533 (Document n° 8575). — Dépôt du rapport par M. Lamarque-Cando, p. 6702 (Document n° 8613). — Discussion et adoption de la proposition de loi, p. 6851.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2698 (Document n° 879). — Dépôt du rapport par M. Félice, p. 2698 (Document n° 881). — Adoption d'une proposition de résolution demandant une prolongation du délai constitutionnel pour formuler son avis sur la proposition de loi, p. 2706.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 6935 (Document n° 8740). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 6979 (Document n° 8752). — Adoption de la proposition de résolution, p. 6977.

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2730. — Discussion, p. 2741; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2742.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7050 (Document n° 8786). — Dépôt du rapport par M. Lamarque-Cando, p. 7203 (Document

n° 8827). — Adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec modification, p. 7574.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moussu tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1911 modifiée par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1916 sur le statut du fermage, p. 6533 (Document n° 8576). — Dépôt du rapport par M. Lamarque-Cando, p. 6702 (Document n° 8612). — Discussion et adoption de la proposition de loi, p. 6852.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2698 (Document n° 880). — Dépôt du rapport par M. Félice, p. 2698 (Document n° 882). — Adoption d'une proposition de résolution demandant une prolongation du délai constitutionnel pour formuler son avis sur la proposition de loi, p. 2706.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 6935 (Document n° 8741). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 6979 (Document n° 8752). — Adoption de la proposition de résolution, p. 6977.

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2730. — Discussion, p. 2736; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 2741.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7050 (Document n° 8785). — Dépôt du rapport par M. Lamarque-Cando, p. 7208 (Document n° 8826). — Adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 7574.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Hugues tendant à modifier la loi du 13 avril 1916, modifiée par les lois du 22 décembre 1916 et du 9 avril 1917, relative au statut du fermage et du métayage (n° 3406), p. 3909 (Document n° 7672).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier la loi n° 48-2010 du 31 décembre 1948 relative au mode de calcul des fermages, p. 498 (Document n° 6217).

— Dépôt d'une proposition de M. Garcia tendant à modifier la loi du 13 avril 1916, modifiée par les lois des 9 avril 1917 et 31 décembre 1918 sur le statut du fermage, p. 549 (Document n° 6117).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ruffe tendant à modifier les articles 33 et 86 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi du 13 avril 1916 sur le statut du fermage, p. 714 (Document n° 6530).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Juge tendant à annistier les responsables syndicaux fermiers et métayers et les membres assesseurs aux tribunaux paritaires, p. 4178 (Document n° 6750).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Terpend tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1916, p. 2846 (Document n° 7255).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ruffe sur le prix des fermages et la référence 1939, quant à la quantité de produits exigible p. 3909 (Document n° 7671).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Pouyet tendant à modifier l'article 42 bis de la loi du 13 avril 1916, portant statut du fermage et du métayage, p. 5140 (Document n° 8011).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Moussu tendant à modifier l'article 20 de la loi du 13 avril 1916 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, p. 5911 (Document n° 8251).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Courdray tendant à préciser le champ d'application de l'article 1er de la loi n° 48-2010 du 31 décembre 1948 sur le statut du fermage et du métayage, p. 5961 (Document n° 8296).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pouyet sur la garantie de la référence 1939 en matière de calcul du prix des fermages, p. 6210 (Document n° 8464).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Courdray tendant à modifier l'article 2 de la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage, p. 6357 (Document n° 8506).



— **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Desjardins tendant à accorder aux propriétaires prisonniers de guerre le bénéfice de l'ordonnance n° 45-1012 du 22 mai 1945 relative aux rapports entre bailleurs et preneurs de baux à ferme mobilisés, prisonniers de guerre et déportés, p. 6149 (Document n° 8328).

— **Dépôt d'une proposition de résolution** de M. Henault tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1948 concernant le statut du fermage, p. 6075 (Document n° 8338).

**Conseil de la République.** — **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Jean Durand, tendant à transférer aux juridictions de droit commun les attributions des tribunaux paritaires de baux à ferme, p. 2986 (Document n° 956).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 7683 (Document n° 8932.)

## DIVERS

**Assemblée nationale.** — **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Edgar Faure tendant à donner des délais aux propriétaires pour le paiement du tiers professionnel, p. 429 (Document n° 6347). — Retrait, p. 6187.

— **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Joseph Denais tendant à fixer les règlements à intervenir entre bailleurs et preneurs par suite de la suppression des contributions foncières, p. 2016 (Document n° 6917).

## LOCAUX ADMINISTRATIFS

**Assemblée nationale.** — **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relatif aux locations faites à des administrations publiques, p. 2551 (Document n° 7180).

— **Dépôt d'une proposition de résolution** de M. André Barthélémy tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les receveurs et chefs de centre des postes, télégraphes et téléphones des dispositions des articles 3 et 6 du décret n° 49-742 du 7 juin 1949 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat, p. 3792 (Document n° 7638).

## LOCAUX D'HABITATION

**Assemblée nationale.** — **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Chautard tendant à prolonger à titre exceptionnel, le délai imparti aux locataires par l'article 32 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 257 (Document n° 6241). — Lecture du rapport par M. André-Bertrand Chautard et discussion, p. 626; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à prolonger à titre exceptionnel le délai imparti aux locataires par l'article 32 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement », p. 629.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 228 (Document n° 123). — **Dépôt du rapport** par M. Bardou-Damarzid, p. 229 (Document n° 129). — Discussion, p. 242; adoption de l'avis sur la proposition, p. 243.

\* **Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 745 (Document n° 6498). — **Dépôt du rapport** par M. Chautard, p. 745 (Document n° 6528). — Adoption de la proposition, p. 814 (Loi n° 49-215 du 24 février 1949, J. O. du 25 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Discussion des propositions de loi: 1<sup>o</sup> de M. Gazier tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux locataires ou occupants des chambres garnies et des chambres d'hôtels; 2<sup>o</sup> de M. Dominjon tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients d'hôtels, pensions de famille et meublés. (3159, 3316, 4817.), p. 629. — **Dépôt d'un rapport supplémentaire** par M. Berger, p. 913 (Document n° 6575). — Suite de la discussion, p. 1902; adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés », p. 1813 (rectificatif, p. 1966).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 726 (Document n° 271). — **Dépôt du rapport** par M. Marcilhacy, p. 727 (Document n° 277). — 1<sup>er</sup> et d'un rapport supplémentaire par M. Marcilhacy, p. 748 (Document n° 280). — Discussion, p. 749; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 751.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1965 (Document n° 6913). — Lecture du rapport de M. Gilbert Berger et discussion, p. 2000; adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 2001 (Loi n° 49-458 du 2 avril 1949, J. O. du 3 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — **Dépôt d'une proposition de résolution** de M. Pierre Dominjon tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des mesures de compensation à l'augmentation des loyers pour certaines catégories de locataires et occupants, et à modifier certains points de détail des décrets d'application de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, p. 45 (Document n° 6118). — **Dépôt du rapport** par M. Dominjon, p. 100 (Document n° 6148). — Discussion, p. 225, 240, 299, 394. — Prise en considération d'un contre-projet et renvoi à la commission, p. 396. — **Dépôt d'un rapport supplémentaire** par M. Dominjon, p. 1007 (Document n° 6613); la commission conclut à une proposition de loi et à une proposition de résolution; suite de la discussion de la proposition de résolution et adoption après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice des allocations de logement et des primes de déménagement et d'aménagement à certains locataires ou occupants, à aménager le décret du 10 décembre 1948 pris pour l'application de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, et à prendre certaines mesures en faveur de la construction », p. 1010. — Lecture du rapport par M. Dominjon et discussion, p. 1295; adoption de la proposition de loi avec le titre suivant: « Proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, et prévoyant à titre exceptionnel des réductions de loyers », p. 1315.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 582 (Document n° 216). — **Dépôt du rapport** par M. de Félice, p. 766 (Document n° 289). — Discussion, p. 893; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 908 (rectificatif, p. 933).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2120 (Document n° 7019). — **Dépôt du rapport** par M. Dominjon, p. 2118 (Document n° 7038). — Discussion, p. 2161, 2168; adoption, à l'unanimité, du projet de loi, p. 2169 (Loi n° 49-507 du 14 avril 1949, J. O. du 15 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — **Dépôt d'un projet de loi** portant prorogation jusqu'au 31 décembre 1949 des attributions d'office de logement prononcées au titre de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, p. 3606 (Document n° 7517). — Lecture du rapport par M. André Chautard et adoption du projet de loi après modification du titre: « Projet de loi prorogeant les attributions d'office de logement en cours à la date du 30 juin 1949 », p. 3753.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1588 (Document n° 508). Rapporteur, M. de Félice. Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1597.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3908. (Loi n° 49-845 du 29 juin 1949, J. O. du 30 juin 1949.)

**Assemblée nationale.** — **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Bouxom, tendant à modifier l'article 10, alinéa 7, de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 257 (Document n° 6245). — **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Pierrard, tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers afin de protéger les locataires dont l'occupation est liée au contrat de travail, p. 506 (Document n° 6400). — **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Citerne, tendant à compléter l'article 10 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers en vue d'assurer le

relogement des locataires privés de leur habitation pour des raisons indépendantes de leur volonté, p. 549 (Document n° 6315). — **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Berger, tendant à modifier l'article 10, alinéa 7, de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 626 (Document n° 6160). — **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Jacques Bardoux, tendant à compléter l'article 10 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 821 (Document n° 6512). — **Dépôt d'un rapport** par M. Grimaud sur les propositions de loi: 1<sup>o</sup> de M. Minjoz, tendant à compléter l'article 10, paragraphe 10, de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement; 2<sup>o</sup> de M. Minjoz, tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 afin de favoriser une meilleure utilisation des locaux existants et de faciliter le relogement de certains locataires évacués; 3<sup>o</sup> de M. Rouxom, tendant à modifier l'article 10, alinéa 7, de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers; 4<sup>o</sup> de M. Pierrard, tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, afin de protéger les locataires dont l'occupation est liée au contrat de travail; 5<sup>o</sup> de M. Citerne, tendant à compléter l'article 10 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers (nos 5671-5850 rectifiés 6245-6400, 6415-6460-6542), p. 3383 (Document n° 7156). — Discussion, p. 3385; adoption de l'ensemble après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement », p. 3395.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1479 (Document n° 480). — Adoption d'une motion tendant à demander à l'Assemblée nationale la prorogation du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 1479.

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de résolution, p. 3430 (Document n° 7490); et adoption, p. 3445.

**Conseil de la République.** — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1500. — **Dépôt du rapport** sur la proposition de loi, par M. de Félice, p. 1536 (Document n° 487). — Discussion, p. 1544; adoption au scrutin et à l'unanimité, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1551.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3607 (Document n° 7563). — **Dépôt du rapport** par M. Minjoz, p. 3609 (Document n° 7674). — Adoption au scrutin de l'ensemble de la proposition de loi, p. 4033 (Loi n° 49-945 du 16 juillet 1949, J. O. du 17 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Pierre Courant, tendant à donner le caractère comminatoire aux astreintes fixées par les tribunaux en matière d'expulsion, p. 1898 (Document n° 6888). — **Dépôt d'une proposition de loi** de M. Alphonse Denis, tendant à annuler le paiement des astreintes en matière de dommages-intérêts résultant de jugement d'expulsion de locaux d'habitation, p. 2495 (Document n° 7141). — **Dépôt du rapport** de M. Citerne, p. 3261 (Document n° 7400). — Discussion, p. 3984; adoption de l'ensemble après modification du titre: « Proposition de loi tendant à donner le caractère comminatoire aux astreintes fixées par les tribunaux en matière d'expulsion et à en limiter le montant », p. 3988.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1660 (Document n° 548). — **Dépôt du rapport** par M. Blatana, p. 1666 (Document n° 551). — Discussion, p. 1666; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1669.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4073 (Document



n° 7727). — Dépôt du rapport par M. Citerne, p. 4306 (Document n° 7771). — Discussion, p. 4401; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 4102 (rectificatif, p. 4363). (Loi n° 49-972 du 16 juillet 1949, J. O. du 22 juillet 1949.)

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de compléter l'article 89 de la loi du 4<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation et professionnels, p. 3773 (Document n° 7116). — Dépôt du rapport par M. Louis Rollin, p. 3739 (Document n° 7600). — Discussion, p. 4260, 4263; adoption, au scrutin, de la proposition après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter l'article 89 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement », p. 4265.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1758 (Document n° 569). — Dépôt du rapport par M. de Félice, p. 1836 (Document n° 585). — Discussion, p. 1669; adoption de l'avis sur la proposition, p. 1870.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4506 (Document n° 7835). — Dépôt du rapport par M. Louis Rollin, p. 4810 (Document n° 7911). — Discussion, rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 4912 (Loi n° 49-1013 du 28 juillet 1949, J. O. du 29 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dominjon modifiant la législation relative à l'allocation-logement, p. 3117 (Document n° 7481). — Dépôt du rapport par M. Dominjon, p. 4000 (Document n° 7691). — Discussion, p. 4396; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux allocations de logement », p. 4101 (rectificatif, p. 4563).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1836 (Document n° 588). — Dépôt du rapport par M. Barkon-Damarzid, p. 1909 (Document n° 612). — Discussion, p. 1931; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1936.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4699 (Document n° 7859). — Dépôt du rapport par M. Dominjon, p. 5350 (Document n° 8035). — Discussion, p. 5395; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition, avec modifications, p. 5399 (rectificatif, p. 5664) (Loi n° 49-1018 du 2 août 1949, J. O. du 4 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à mettre fin au régime des réquisitions de logement, p. 1898 (Document n° 6895). — Dépôt du rapport par M. Garel, p. 3606 (Document n° 7535). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Guillon, p. 3710 (Document n° 7581) (rectificatif, p. 3661). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 48-1978 du 31 décembre 1948, prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement, p. 5169 (Document n° 8080).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à proroger et à modifier l'ordonnance n° 45-2391 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement, p. 6136 (Document n° 8395). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chautard tendant à assurer une meilleure utilisation des immeubles à usage d'habitation, p. 6533 (Document n° 8539). — Dépôt d'un rapport par M. Garel sur: 1. — Le projet de loi tendant à mettre fin au régime des réquisitions de logements. II. — Les propositions de loi: 1<sup>o</sup> de M. Minjoz, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2391 du 11 octobre 1945, instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement; 2<sup>o</sup> de M. Pierre Pflimlin, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2391 du 11 octobre 1945, instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement; 3<sup>o</sup> de M. René Coty, tendant à suspendre dans les commu-

nes les plus sinistrées, l'application du dernier alinéa de l'article 27 de l'ordonnance n° 45-2391 du 11 octobre 1945, instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement; 4<sup>o</sup> de M. Frédéric-Dupont, ayant pour objet de permettre aux sociétés d'habitations à bon marché d'imposer à leurs locataires des échanges d'appartements en vue d'une meilleure utilisation familiale; 5<sup>o</sup> de M. Angeletti, tendant à compléter et à rendre applicable l'ordonnance n° 45-2391 du 11 octobre 1945, instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement; 6<sup>o</sup> de Mme Mathilde Perit, tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux locaux insuffisamment occupés; 7<sup>o</sup> de M. Mondon, tendant à modifier les articles 7, 21 et 30 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 sur l'allocation des locaux à usage d'habitation ou professionnels; 8<sup>o</sup> de M. Frédéric-Dupont, tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 48-1978 du 31 décembre 1948, prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement; 9<sup>o</sup> de M. Minjoz, tendant à proroger et à modifier l'ordonnance n° 45-2391 du 11 octobre 1945, instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement; 10<sup>o</sup> de M. Chautard, tendant à assurer une meilleure utilisation des immeubles à usage d'habitation; III. — Les propositions de résolution: 1<sup>o</sup> de M. Burlot, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret instituant une taxe sur les locaux insuffisamment occupés, en assimilant le départ d'un enfant au décès de l'un des conjoints; 2<sup>o</sup> de M. Delachenal, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 4 du décret du 11 octobre 1945, relatif à la taxe sur les locaux insuffisamment occupés (nos 6895, 7535, 7587, 907, 1186, 1703, 2681, 2676, 3724, 4516, 8090, 8395, 8539, 3691, 4988) (dispositions tendant à proroger les attributions d'office de logements en cours à la date du 31 décembre 1949), p. 6883 (Document n° 8719). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Jean Guillon, p. 7187 (Document n° 8917). — Discussion, p. 7171; adoption de l'ensemble après modification du titre: « Projet de loi prorogeant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2391 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement », p. 7173.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2813 (Document n° 912). — Lecture du rapport par M. de Félice, p. 2921; discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2925.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7687 (Loi n° 49-1613 du 31 décembre 1949, J. O. du 1<sup>er</sup> janvier 1950).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à fixer un plafond, pendant le premier semestre 1949, aux majorations de loyer résultant de l'application des articles 26 à 31 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 58 (Document n° 6102). — Dépôt du rapport par M. Chautard, p. 100 (Document n° 6117). — Discussion, p. 225, 210, 299, 372; rejet au scrutin de la proposition de loi, p. 379.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rabaté tendant à inviter le Gouvernement à subroier à toute majoration des prix des loyers tant que ne seront pas revalorisés les salaires, traitements, retraites et pensions, p. 31 (Document n° 6075). — Lecture du rapport par M. Guy Petit et discussion, p. 225, 210, 299, 368; rejet, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 372.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à freiner les manœuvres spéculatives auxquelles donnent lieu la vente des immeubles par appartements, p. 6 (Document n° 6060). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pieven tendant à réprimer la spéculation sur les ventes d'immeubles par appartements, p. 821 (Document n° 6550). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à réglementer les ventes par appartements,

p. 658 (Document n° 6167). — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation (n° 5619), p. 37 (Document n° 6081). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 6136 (Document n° 8391). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 5991 (Document n° 8310). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 5931 (Document n° 8297). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de compléter la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 2797 (Document n° 7216). — Dépôt du rapport par M. Minjoz sur: I. les propositions de loi: 1<sup>o</sup> de M. Joseph Denais tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation; 2<sup>o</sup> de M. Citerne tendant à réprimer la vente spéculative des appartements, à annuler les promesses de vente déjà consenties et à accorder un droit de priorité d'achat aux locataires occupant les locaux mis en vente; 3<sup>o</sup> de M. Joseph Denais tendant à freiner les manœuvres spéculatives auxquelles donne lieu la vente des immeubles par appartements; 4<sup>o</sup> de M. Joseph Denais tendant à réglementer les ventes par appartements; 5<sup>o</sup> de M. Pieven tendant à réprimer la spéculation sur les ventes d'immeubles par appartements; 6<sup>o</sup> de M. Louis Rollin ayant pour objet de compléter la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers; 7<sup>o</sup> de Mme Francine Lefebvre tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers; 8<sup>o</sup> de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel; 9<sup>o</sup> de M. Ramarony tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers; II. la proposition de résolution de M. Citerne tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi concernant la constitution et l'activité des sociétés et groupements s'occupant de ventes et reventes d'appartements, locaux et immeubles à usage d'habitation (nos 5619, 5762, 6060, 6167, 6550, 7216, 8297, 8310, 8391, 5765, 6081), p. 6703 (Document n° 8658).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi instituant une aide financière au profit des personnes délinquantes à l'article 40 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 en vue de leur permettre de couvrir leurs dépenses de déménagement et de réinstallation, p. 1830 (Document n° 6863).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marrano tendant à atténuer la crise du logement par une meilleure répartition en accordant des indemnités aux locataires désirant se retirer à la campagne ou acceptant un logement plus petit que celui qu'ils occupent actuellement, p. 921 (Document n° 333).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2118 (Document n° 7018). — Dépôt du rapport sur le projet et la proposition de loi par M. Yves Péron, p. 7208 (Document n° 8836).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant aménagement du prélèvement sur les loyers, p. 5802 (Document n° 8181).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Ducloux tendant à protéger les anciens combattants et les victimes de la guerre en matière d'expulsion de leur appartement, p. 64 (Document n° 6127).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin modifiant l'article 10 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 197 (Document n° 6198).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin modifiant la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers en vue de limiter le montant des majorations de loyers, p. 198 (Document n° 6215).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Honnauld tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 217 (Document n° 6218).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 256 (Document n° 6219).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Rollin tendant à inviter le Gouvernement à adapter aux principes posés par les articles 10, 11 et 21 de la déclaration universelle des droits de l'homme, la législation et les juridictions existantes, p. 257 (Document n° 6239).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Plevin tendant à modifier les articles 10 et 79 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 257 (Document n° 6210).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à modifier l'article 35 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 324 (Document n° 6295).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à étendre le bénéfice des dispositions de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, sur les loyers, à toutes les communes, p. 381 (Document n° 6321).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel tendant à surseoir à toutes expulsions de locataires jusqu'au 31 décembre 1949, p. 391 (Document n° 6339).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel tendant au maintien dans les lieux de certaines catégories de locataires (mutilés, réformés, veuves de guerre non remariées), p. 487 (Document n° 6395).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierard tendant à supprimer l'article 71 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 506 (Document n° 6399).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Toujas tendant à préciser le mode de calcul de la valeur locative, p. 506 (Document n° 6101).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne tendant à modifier l'article 32 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 506 (Document n° 6102).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bourbon tendant à modifier les articles 1, 6 et 7 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 506 (Document n° 6103).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Péron tendant à modifier l'article 43 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage professionnels, p. 519 (Document n° 6116).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Larreppe tendant à modifier l'article 70 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers en étendant le bénéfice des indemnités de déménagement aux locataires et occupants temporairement exclus de locaux sinistrés, p. 519 (Document n° 6120).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Toujas tendant à la suppression de l'article 3 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 519 (Document n° 6121).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lhante tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 519 (Document n° 6122).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont tendant à modifier l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, sur les loyers, p. 519 (Document n° 6128).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à faire bénéficier de l'assistance judiciaire les locataires dont les ressources sont insuffisantes, pour faire valoir leurs droits ou pour se défendre, p. 626 (Document n° 6159).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefert tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 653 (Document n° 6166).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 822 (Document n° 6358).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à restreindre dans les communes sinistrées l'exercice du droit de reprise prévu

par la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, p. 1371 (Document n° 6716).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Malbrant tendant à compléter les articles 20 et 78 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 pour préciser certaines conditions du droit de reprise et permettre aux Français appelés à travailler hors de la métropole et à y revenir périodiquement, de sous-louer dans certaines conditions l'appartement dont ils sont locataires en France pendant leur absence, p. 1727 (Document n° 6843).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen tendant à rendre applicables dans les localités classées sinistrées les articles 19 et 20 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, p. 2024 (Document n° 6926).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dejos du Rau tendant à rendre applicable à toutes les stations balnéaires le paragraphe 10 de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 2168 (Document n° 6957).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Forcinal tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 en ce qui concerne les rapports entre les porteurs de parts de certaines sociétés immobilières et leurs locataires, p. 2753 (Document n° 7231).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne tendant à surseoir à toute augmentation du prix des loyers pour le deuxième trimestre de 1949, p. 2797 (Document n° 7242).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 2908 (Document n° 7275).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à modifier les dispositions de l'article 38 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers pour le remboursement des prestations et fournitures, p. 2908 (Document n° 7277).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à modifier la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, p. 2908 (Document n° 7278).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à modifier certaines dispositions relative aux H. B. M., H. B. M. A. et I. L. M. de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, p. 2908 (Document n° 7279).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à accorder des allocations compensatrices des majorations de loyer aux occupants des H. B. M. et des locaux meublés et garnis, p. 2908 (Document n° 7280).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre sur les loyers (échanges de logements), p. 2909 (Document n° 7281).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 2909 (Document n° 7283).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bourbon tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 2909 (Document n° 7281).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à modifier l'article 4 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 3203 (Document n° 7369).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont modifiant l'article 38 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers d'habitation, p. 3203 (Document n° 7373).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David relative à la déduction des frais exceptionnels résultant de la loi sur les loyers, p. 3260 (Document n° 7389).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Domignon tendant à modifier les articles 2 et 63 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 3416 (Document n° 7461).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Denais tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 3521 (Document n° 7518).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont modifiant l'article 38 de la loi

du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 3659 (Document n° 7574).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, afin de l'adapter aux circonstances économiques et d'en assurer une application plus équitable, p. 3791 (Document n° 7636).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Calas tendant à modifier l'article 22 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 4072 (Document n° 7717).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne tendant à modifier l'article 19 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 5126 (Document n° 8004).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Degoutte tendant à modifier l'article 9 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 5545 (Document n° 8104).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à étendre les dispositions de l'article 34 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 aux garages et aux remises qui ne sont pas loués accessoirement à un immeuble à usage d'habitation, p. 5545 (Document n° 8108).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Schell tendant à compléter l'article 40 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, réglant les rapports entre bailleurs et locataires, p. 5663 (Document n° 8126).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à modifier l'article 48 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 5803 (Document n° 8161).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à modifier l'article 83 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 6136 (Document n° 8105).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Péron tendant à modifier l'article 69 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 en vue d'exonérer les vieux travailleurs et les économiquement faibles des majorations de loyers dans les H. B. M., p. 6362 (Document n° 8476).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules Ramarony tendant à modifier l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 6357 (Document n° 8497).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à surseoir à l'application de la majoration des loyers, tant que n'est pas effectuée la revalorisation des traitements, salaires, pensions et retraites, p. 6419 (Document n° 8523).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux à certains bénéficiaires de réquisition et à proroger la durée des autres réquisitions, p. 6533 (Document n° 8573).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaufaetter tendant : 1° à modifier la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers et réglementant le droit de vente d'immeubles par appartements; 2° à protéger les familles nombreuses contre les expulsions, p. 6596 (Document n° 8599) (rectificatif, p. 6705).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André-François Mercier tendant à accorder aux jeunes propriétaires d'immeubles ou d'appartements une reprise rapide, p. 6758 (Document n° 8659).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à modifier la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, p. 6828 (Document n° 8706).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz portant reconduction de l'article 10 de la loi n° 49-507 du 14 avril 1949 et modification de l'article 79 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 6979 (Document n° 8756).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1165 du 8 août 1947 et à éviter à certaines catégories de sinistrés le paiement d'un loyer pour occupation de baraquements provisoires, p. 6979 (Document n° 8758).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle, tendant à modifier l'article 45 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 7537 (Document n° 8892).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz, tendant à compléter par un article 22 bis la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, p. 1006 (Document n° 6612). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 7187 (Document n° 8823).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay, tendant à modifier le paragraphe 7 de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, en permettant aux personnes n'occupant pas suffisamment les locaux de bénéficier, avant toute expulsion, d'un délai d'un an, pour échanger leur appartement trop grand contre un local plus petit correspondant au nombre des occupants, p. 36 (Document n° 26).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 115 (Document n° 6162).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Radies, tendant à modifier l'article 79 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 127 (Document n° 63).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 381 (Document n° 6317).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay, tendant à compléter l'article 5 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, en permettant aux occupants de locaux à usage professionnel abandonnant le domicile où ils exercent leur profession de transmettre le maintien dans les lieux à leur successeur dans l'exercice de leur profession, p. 259 (Document n° 133).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 714 (Document n° 6532).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Durand-Réville, tendant à compléter l'article 78 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, en vue d'assurer aux Français exerçant leur activité professionnelle hors de la métropole mais appelés à y revenir périodiquement, le droit de sous-louer l'appartement dont ils sont locataires pendant et pour la durée de leur séjour hors de la France métropolitaine, p. 491 (Document n° 205).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1241 (Document n° 6665).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Glauque, tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 2148 (Document n° 771).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 5991 (Document n° 8395).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom, tendant à inviter le Gouvernement à déposer le projet de loi prévu à l'article 40 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 et à créer une prime de déménagement et d'aménagement au profit de certaines catégories de locataires qui ne bénéficient pas de l'allocation logement (Document n° 6026) (rectificatif à la troisième séance du 31 décembre 1948), p. 285.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anthonnaz, tendant à inviter le Gouvernement à modifier, au profit des familles de cinq enfants et plus, l'article 4 du décret du 16 janvier 1947 portant application de l'ordon-

nance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, p. 4746 (Document n° 7386).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Defferre, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines dispositions en faveur des locataires ou occupants de bonne foi à l'encontre desquels une décision d'expulsion a été prononcée en vertu des articles 18, 19 et 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, p. 5912 (Document n° 8211).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz, tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute augmentation du prix des « meublés », p. 6188 (Document n° 8111).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Carcassonne, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à compléter l'article 27 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 20 (Document n° 11).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay, tendant à inviter le Gouvernement, tout en respectant le principe de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, à normaliser progressivement l'augmentation que doit entraîner en janvier 1949 l'application du calcul de la surface corrigée à la grande majorité des loyers, p. 27 (Document n° 12).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay, tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute expulsion concernant les personnes visées au paragraphe 7 de l'article 10 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, c'est-à-dire celles n'occupant pas suffisamment les lieux, en leur permettant, dans un délai raisonnable, l'échange de leur appartement contre un local plus petit correspondant au nombre des occupants, p. 36 (Document n° 27).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Carcassonne, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines dispositions en faveur des locataires ou occupants de bonne foi à l'encontre desquels une décision d'expulsion a été prononcée en vertu des articles 18, 19 et 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, p. 2141 (Document n° 766).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré, relative à une politique du logement, p. 2525 (Document n° 820).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Landry, concernant l'aide à apporter, en matière de logement, aux économiquement faibles, p. 2552 (Document n° 833). — Dépôt du rapport par M. Varlo, p. 2986 (Document n° 960).

— Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein du comité technique chargé de suivre le fonctionnement du fonds commun de l'allocation de logement, p. 2759.

#### Lycées et collèges. — V. Enseignement

## M

**Madagascar.** — V. Code civil. — France d'outre-mer. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 35, 87, 88, 89, 91 (Conseil de la République), n° 30.

**Magistrature.** — V. Fonctionnaires (dégagement des cadres, réintégrations). — Interpellations, n° 4. — Traitements (éducation nationale).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, p. 2117 (Document n° 7022). — Dépôt du rapport par M. Tinaud, p. 6738 (Document n° 8670).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz, tendant à inviter le Gouvernement à organiser un apprentissage de la magistrature, p. 7537 (Document n° 8886).

**Main-d'œuvre.** — V. Code pénal. — Viticulture.

**Main-d'œuvre agricole.** — V. Agriculture.

**Main-d'œuvre étrangère.** — V. Code du travail (travailleurs étrangers). — Office national d'immigration.

**Maires et adjoints aux maires.** — V. Administration communale. — Assurances sociales (magistrats municipaux). — Départements, villes et communes (budget). — Impôts (revenus). — Interpellations, n° 188.

**Maisons maternelles.** — V. Hôpitaux et établissements hospitaliers.

**Maisons meublées.** — V. Loyers (locaux d'habitation).

**Maisons de santé.** — V. Hôpitaux et établissements hospitaliers (hôpitaux).

**Maladies contagieuses des animaux.** — V. Agriculture (cheptel). — Questions orales (Conseil de la République) n°s 37, 58.

**Maladies professionnelles.** — V. Accidents du travail.

**Maladies vénériennes.** — V. Santé publique et population (laboratoires).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à compléter et à modifier la loi du 18 août 1918 relative à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre les maladies vénériennes, p. 2119 (Document n° 7068).

**Manifestations publiques.** — V. Interpellations n°s 47, 49, 68, 138, 155, 175, 176, 180, 185, 190, 221, 253.

**Marchés.** — V. Adjudications et marchés.

**Mariage.** — V. Code civil.

**Marine marchande.** — V. Code disciplinaire et pénal de la marine marchande. — Code du travail maritime.

#### CONSTRUCTIONS NAVALES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Siefert tendant à inviter le Gouvernement à favoriser la construction navale en France, p. 6136 (Document n° 8101).

#### CRÉDIT MARITIME

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à verser, à titre d'avance, à la caisse centrale du crédit maritime mutuel, la somme de 100 millions de francs, p. 6098 (Document n° 8388) (rectificatif p. 6190).

#### INSCRIPTION MARITIME

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hamon tendant à porter à 120.000 francs par an l'allocation spéciale pour tierce personne des grands mutilés, pensionnés de la caisse de prévoyance des inscrits maritimes, p. 6021 (Document n° 8321).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hamon tendant à faire attribuer des appareils de prothèse, à titre gratuit, aux mutilés du travail inscrits maritimes, p. 6021 (Document n° 8328).

— Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, sur la proposition de loi de M. Lamine-Guèye tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer où elles ne sont pas encore en vigueur, différentes lois relatives à l'inscription maritime et organisant dans ces territoires le fonctionnement de l'administration de l'inscription maritime (n° 1817), p. 7313 (Document n° 8850).

#### NAVIRES DE PÊCHE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yvon tendant à inviter le Gouvernement à établir un plan de rééquipement de notre flotte de pêche sur

une période de trois années et à augmenter pendant cette période la dotation du crédit maritime mutuel, p. 6263 (Document n° 8191).

#### RADIOPIHARES MARITIMES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à installer un radiophare à Pen-Men (Ile de Groix), p. 100 (Document n° 6145).

#### SÉCURITÉ ET HYGIÈNE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à étudier d'urgence la modification de la législation française sur la sécurité de la navigation aérienne et maritime afin de rendre obligatoire la présence de pommades spéciales contre les brûlures provoquées par les incendies à bord des avions, des bateaux-citernes, des paquebots à chauffe au mazout, aussi bien que dans les stations aériennes et installations portuaires, p. 6263 (Document n° 8165). — Dépôt du rapport par M. Allonneau, p. 7187 (Document n° 8820). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Reeb, p. 7187 (Document n° 8821).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à organiser un service d'entretien des canots de sauvetage en faisant appel à des mécaniciens de la marine nationale, p. 6702 (Document n° 8861). — Dépôt du rapport par M. Reeb, p. 7187 (Document n° 8811).

#### TRANSPORTS MARITIMES

**Assemblée nationale.** — Adoption du projet de loi portant abrogation de l'acte dit loi du 31 mars 1942 relative à la fusion des entreprises de desserte des îles côtières et de traversée des estuaires de l'Atlantique, p. 172.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 136 (Document n° 70). — Dépôt du rapport par M. Rochereau, p. 623 (Document n° 226). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 806.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2168 (Loi n° 49-585 du 24 avril 1949, J. O. du 26 avril 1949).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à provoquer une baisse des taux de frets maritimes appliqués aux produits exportés par les territoires africains de l'Union française, plus particulièrement aux bois coloniaux, p. 392 (Document n° 181). — Dépôt du rapport par M. Durand-Réville, p. 1075 (Document n° 357). — Adoption, p. 1293.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur les propositions de résolution: 1° de M. Ninine tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier les dispositions des articles 32 et suivants du décret du 2 mars 1940 sur la solde du personnel colonial; 2° de M. Ninine tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 33 du décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les passages accordés aux officiers fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux (n° 5036, 5037), p. 2215 (Document n° 6965).

— Transmission d'un avis du Conseil économique sur le projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan Indien, la Nouvelle-Calédonie et la Méditerranée orientale (n° 6019), p. 488 (Document n° 6360).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Benoist tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder aux bénéficiaires des congés payés des réductions de tarifs sur les navires reliant la métropole à l'Afrique du Nord et la Corse, p. 2634 (Document n° 7204).

#### Marine militaire (ministère).

##### COMMISS ET AGENTS TECHNIQUES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fouyet élevant le bénéfice de la loi du 20 février 1931 aux commis et agents techniques de la marine retraités, entre le 1<sup>er</sup> avril 1923 et le 22 février 1931, période révisée par ladite loi, p. 658 (Document n° 6185).

**Marins du commerce.** — V. Assurance des marins du commerce.

**Maroc.** — V. France d'outre-mer. — Questions orales (Conseil de la République), n° 19.

**Marseille.** — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 20.

**Martinique.** — V. France d'outre-mer (départements).

**Matériel agricole.** — V. Agriculture. — Interpellations, n° 284.

#### Médaille de la famille française.

**Assemblée nationale.** — Discussion de la proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à insérer une prime forfaitaire en faveur des veuves de guerre, non sariées, décorées de la médaille de la famille française (n° 4114, 4911) et adoption, p. 1556.

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme François tendant à modifier le décret accordant médailles et primes et certaines distributions aux mères de dix, huit et cinq enfants, p. 2495 (Document n° 7110).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Siefert tendant à compléter le décret du 26 mai 1920 portant création de la médaille de la famille française, p. 3521 (Document n° 7509).

**Médailles d'honneur.** — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 12.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Chambeiron tendant à fixer le traitement annuel de la médaille d'argent des instituteurs, p. 1279 (Document n° 6679).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à accorder d'office la médaille d'argent aux instituteurs et institutrices, titulaires de la médaille de bronze, ayant exercé vingt-cinq années consécutives dans une même commune de moins de 1.000 habitants, au moment de leur admission à la retraite, p. 1530 (Document n° 6754).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à redonner le caractère viager à la médaille d'honneur départementale et communale, p. 5804 (Document n° 8187).

**Médaille militaire.** — V. Légion d'honneur et médaille militaire.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Bonnefous tendant à augmenter le traitement annuel des médaillés militaires, p. 5350 (Document n° 8031).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le traitement annuel de la médaille militaire, p. 5992 (Document n° 8316).

**Médaille de la résistance.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 58.

**Médaille du travail.** — V. Légion d'honneur.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pourmader tendant à accorder aux titulaires de la médaille d'honneur du travail une dotation de 250 F par an et l'attribution gratuite par l'Etat de la médaille en même temps que le diplôme, p. 5904 (Document n° 8229).

**Médecine et professions médicales.** — V. Code du travail (hygiène et sécurité des travailleurs). — Combustibles liquides et dérivés. — Impôts (revenus). — Insigne nationale, des médecins, ambulances et pharmacies. — Pensions et retraites (anciens combattants). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 27.

27, 67 (Conseil de la République), n° 5. — Tuberculose.

**Assemblée nationale.** — Adoption du projet de loi tendant à accorder le droit d'exercer la médecine ou l'art dentaire à certains praticiens étrangers exerçant dans les établissements hospitaliers établis en France par des organismes étrangers et reconnus d'utilité publique après modification du titre: « *Projet de loi tendant à compléter l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance n° 45-2184 du 21 septembre 1945, en ce qui concerne l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme par certains praticiens étrangers* », p. 170 (rectificatif, p. 253).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 136 (Document n° 69). — Dépôt du rapport par M. Bassir, p. 657 (Document n° 240). — Discussion, p. 767; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 768.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2100 (Document n° 6938). — Dépôt du rapport par M. Fredet, p. 2246 (Document n° 6983). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 2537 (rectificatif, p. 2594) (Loi n° 49-757 du 9 juin 1949, J. O. du 10 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de Mazuez sur la proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à autoriser, sous certaines conditions, le cumul de la profession de pharmacien, de médecin, de dentiste ou de vétérinaire (n° 5241), p. 1965 (Document n° 6967).

— Adoption de la proposition de loi; après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier l'article 26 de la loi validée du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie, en vue d'autoriser, sous certaines conditions, le cumul de la profession de pharmacien avec celle de médecin, vétérinaire, dentiste ou de sage-femme* », p. 2537.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1204 (Document n° 401). — Dépôt du rapport par M. Alfred Pajet, p. 1577 (Document n° 564). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1720.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4305 (Loi n° 49-975 du 21 juillet 1949, J. O. du 22 juillet 1949).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures utiles en vue de permettre aux sages-femmes, diplômées de l'Etat, de pratiquer des soins infirmiers, p. 1936 (Document n° 613). — Dépôt du rapport par Mme Cardot, p. 2159 (Document n° 662). — Adoption, p. 2497.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de Mlle Weber sur la proposition de loi de M. Kuehn relative à l'exercice de l'art dentaire par les candidats alsaciens et lorrains bénéficiaires des décrets des 20 mai 1946 et 2 janvier 1947 (n° 4533), p. 1531 (Document n° 6775).

— Dépôt d'un rapport de M. Segelle sur la proposition de loi tendant à revaloriser les vacations des médecins appelés en consultation pour les congés de longue durée des fonctionnaires (n° 3216), p. 3739 (Document n° 7595).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'ordonnance du 14 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme, p. 3606 (Document n° 7546). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 6076 (Document n° 8351).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Michelet relative à la réglementation des laboratoires d'analyses médicales, p. 744 (Document n° 6525).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Regaudie tendant à inviter le Gouvernement à harmoniser les dispositions de la loi du 18 mars 1946 portant statut des laboratoires d'analyses et ses textes d'application avec le décret du 17 avril 1948, p. 1647 (Document n° 6825).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 9 août 1947 réglementant les examens sérologiques du diagnostic de la syphilis, p. 6828 (Document n° 8698).



**Médecine vétérinaire.**

**Assemblée nationale.** — Adoption d'un projet de loi relatif à l'introduction de la législation sanitaire vétérinaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle; p. 2746.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1283 (Document n° 416). — Dépôt du rapport par M. Charles Brunes, p. 2014 (Document n° 631). — Discussion, p. 2096; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2097 (rectificatif, p. 2721).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4988 (Document n° 7960). — Dépôt du rapport par M. Morissu, p. 6357 (Document n° 8501). — Discussion, p. 6794; adoption du projet de loi avec modifications, p. 6795 (Loi n° 49-1653 du 31 décembre 1949 J. O. 4 janvier 1950).

**Mérite maritime.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un contingent exceptionnel de croix du mérite maritime en faveur des écrivains et des équipages de la marine militaire ayant participé aux dragages, p. 2908 (Document n° 7264). — Dépôt du rapport par M. Arnal, p. 3639 (Document n° 7570). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Monjaret, p. 5943 (Document n° 8262). — Adoption du projet de loi, p. 6685.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2698 (Document n° 876).

**Métaux (commissariat).**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant dissolution du commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux, p. 1370 (Document n° 6692). — Dépôt du rapport de M. Degoutte, p. 2419 (Document n° 7076). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Degoutte, p. 4505 (Document n° 7839). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Degoutte, p. 6828 (Document n° 8705).

**Métaux ferreux.** — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 13.

**Métiers (registre des).** — V. Bulletin officiel du registre du commerce et du registre des métiers.

**Métreurs-experts.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon, tendant à instituer l'ordre des métreurs experts en bâtiment et réglementant le titre de la profession de métreur expert en bâtiment, p. 1371 (Document n° 6691).

**Mounerie.** — V. Agriculture.

**Militaires.** — V. Armée. — Pensions et retraites. — Traitements, soldes et indemnités.

**Mines et carrières.** — V. Accidents du travail. — Annuité. — Assurances sociales. — Code du travail (délégués mineurs, salaires). — Conventions internationales (accords économiques et financiers). — Enseignement primaire. — Impôts (revenu, taxes départementales). — Interpellations n° 40, 123, 191. — Pensions et retraites. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 18, 76, 80.

**CLASSEMENT**

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Carcaud, tendant à ajouter la bauxite à la liste des substances concessibles incluses dans l'article 2 de la loi du 21 avril 1910 modifiée par les lois des 16 décembre 1922 et 25 janvier 1926, p. 2698 (Document n° 8721).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 6936 (Document n° 8736).

**EXPLOITATION**

**Conseil de la République.** — Transmission d'une proposition de loi de M. Philippe Gorbet, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 43 de la loi du 21 avril 1910 concernant les mines, minières et carrières (n° 363, année 1947), p. 19 (Document n° 14). — Dépôt du rapport par

M. Aubert, p. 472 (Document n° 203). — Discussion, p. 611; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 645.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1531 (Document n° 6787). — Dépôt du rapport par M. Louvel, p. 2196 (Document n° 7115). — Adoption de la proposition de loi, p. 2749 (Loi n° 49-735 du 7 juin 1949, J. O. du 8 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Krieger sur la proposition de loi de M. Meek, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-122 du 23 janvier 1945 portant modification de la loi du 23 janvier 1937 relative au régime définitif des mines domaniales de potasse d'Alsace et à l'organisation de l'industrie de la potasse (n° 5899), p. 6534 (Document n° 8510). — Adoption de la proposition de loi, p. 6959.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2758 (Document n° 912).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Peyrat sur les propositions de résolution de: 1° M. Védérine, tendant à inviter le Gouvernement à rapporter sa décision de fermeture des mines de schiste bitumineux et de l'usine de fabrication d'huile de schiste de Saint-Hilaire (Allier); 2° M. Gilles Gizard, tendant à inviter le Gouvernement à reclasser d'extrême urgence tout le personnel de l'usine de distillation et de synthèse d'huile minérale de Saint-Hilaire (Allier), et de procurer à ce personnel et aux familles des ouvriers employés sur leurs nouveaux lieux de travail les moyens de logement et d'existence nécessaires (n° 5855-5959), p. 488 (Document n° 6376).

**PERSONNEL**

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Nestor Calonne tendant à inviter le Gouvernement à secourir les victimes de la catastrophe de la fosse 11 de Béthune, p. 847 (Document n° 315). — Dépôt du rapport par M. Vanrullen, p. 1826 (Document n° 581). — Discussion, p. 2484; adoption de la proposition de résolution, p. 2487.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Desson tendant à accorder aux ouvriers mineurs le paiement de la journée chômée de la Sainte-Barbe, p. 6701 (Document n° 8627). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Morand tendant à inviter le Gouvernement à considérer les mineurs affiliés à la caisse autonome de retraite, comme les mineurs de charbon, et à leur accorder une indemnité égale au montant d'une journée de travail à l'occasion de la Sainte-Barbe, p. 6675 (Document n° 8623). — Dépôt du rapport par M. Le Sciellour, p. 7121 (Document n° 8799).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garavel tendant à faire admettre au bénéfice de la législation du travail dans les mines le personnel des exploitations souterraines de pierre à ciment, p. 4617 (Document n° 6824).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à modifier l'article 23 du décret n° 46-1433 du 11 juin 1946 portant application de la loi du 11 février 1946 fixant le statut du mineur, p. 4440 (Document n° 7800).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Barras tendant à inviter le Gouvernement à secourir les victimes de la catastrophe de la fosse 11 de Béthune, p. 2120 (Document n° 6946). — Dépôt du rapport par M. Camphin, p. 2909 (Document n° 7288).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1949, à tous les travailleurs employés dans les mines, le transport gratuit du charbon qui leur est alloué, p. 6075 (Document n° 8352). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 7121 (Document n° 8800).

**Mines de potasse d'Alsace.** — V. Mines et carrières (exploitation).

**Ministères.** — V. Administrations publiques. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 69.

**Modernisation et équipement.** — V. Franco d'outre-mer (départements, Indochine). — Interpellations n° 242.

**Monnaies.** — V. Conventions internationales (accords économiques et financiers). — Interpellations n° 183. — Or (Commerce de l').

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier la loi du 31 juillet 1879 relative à l'exécution de la fabrication des monnaies par voie de régie administrative sous l'autorité du ministre des finances, p. 99 (Document n° 6135). — Dépôt du rapport par M. Bernard Paumier, p. 382 (Document n° 6323). — Adoption, p. 565.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 296 (Document n° 154). — Lecture du rapport par M. Jean-Marie Grenier et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1691.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2193 (Loi n° 49-590 du 26 avril 1949, J. O. du 27 avril 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Emile-Louis Lambert sur: 1° la proposition de M. Jean-Jullien, sénateur, tendant à faire rembourser aux prisonniers de guerre les marks (logermarks et reichmarks) détenus par eux à leur retour de captivité; 2° la proposition de loi de M. Mouton tendant au remboursement aux prisonniers de guerre des marks détenus par eux à leur retour de captivité (n° 4712, 5764), p. 7 (Document n° 6068).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gérard Vée tendant à inviter le Gouvernement à demander, au titre des réparations ou à prélever sur les sommes revenant à l'Etat français au titre des réparations et versées par l'Agence interalliée des réparations, les sommes nécessaires au remboursement de marks de camps et au paiement du pécule des prisonniers de guerre, p. 3373 (Document n° 7439).

**Monnaies étrangères.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à modifier le prix auquel le Gouvernement achète les monnaies étrangères provenant de l'exportation de marchandises, p. 4531 (Document n° 6765).

**Monnaies et médailles (Administration des).** — V. Budget 1949.

**Monuments historiques.** — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 127.

**Musées contrôlés par l'Etat.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélémy tendant à inviter le Gouvernement à octroyer une subvention annuelle de 300.000 francs pour l'entretien des maisons natale et familiale de Louis Pasteur, transformées en musées à Dole et à Arbois et contrôlées par l'Etat, p. 1459 (Document n° 6736). — Dépôt du rapport par M. Albert Masson, p. 4307 (Document n° 7779). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5143.

**Mutilés.** — V. Accidents du travail. — Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Centres de rééducation fonctionnelle et professionnelle. — Combustibles liquides et dérivés. — Interpellations n° 63. — Pensions et retraites. — Transports et voies de communications.

**Mutualité agricole.** — V. Agriculture. — Interpellations, n° 263.

**N**

**Natalité.** — V. Code de la famille.

**Nationalité.** — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 80.

**Assemblée nationale.** — Discussion du projet de loi tendant à permettre aux personnes originaires des territoires cédés à la France par le traité de paix avec l'Italie du 10 février

1917 d'acquiescer la nationalité française par déclaration, p. 634; adoption, p. 641.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 296 (Document n° 156). — Dépôt du rapport par M. Jozeau-Marigné, p. 993 (Document n° 311). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères, p. 1075 (Document n° 356). — Discussion, p. 1091; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1092.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2496 (Document n° 7113). — Dépôt du rapport par M. Médécin, p. 3607 (Document n° 7561). — Discussion et adoption avec modifications, p. 5629 (Loi n° 49-1065 du 2 août 1949, J. O. du 5 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur la proposition de loi de M. Maillet-Joinville tendant à établir une procédure rapide d'acquisition de la nationalité française au profit des étrangers engagés volontaires et à la délivrance de plein droit de la carte de résidence privilégiée (n° 865), p. 550 (Document n° 6412).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à modifier l'article 113 de l'ordonnance n° 45-2431 du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, p. 197 (Document n° 6167).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Médécin tendant à modifier la loi du 2 août 1919 permettant aux personnes originaires des territoires cédés à la France par le traité de paix avec l'Italie, du 10 février 1917, d'acquiescer la nationalité française par déclaration, p. 6674 (Document n° 8622).

**Nations-Unies.** — V. Conventions internationales.

**Navigations aérienne et maritime.** — V. Conventions internationales. — Marine marchande (sécurité et hygiène).

**Navires de pêche.** — V. Marine marchande.

**Noms patronymiques.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Dominjon sur le projet de loi relatif aux modifications du nom patronymique et du prénom (dispositions relatives à la francisation du nom patronymique et du prénom des étrangers) (n° 2695), p. 1831 (Document n° 6876). — Dépôt du rapport par M. Dominjon, p. 3081 (Document n° 7334). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi relatif à la francisation du nom patronymique et du prénom des étrangers.* », p. 4024.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1766 (Document n° 571).

— Dépôt du rapport par M. Delalande, p. 2473 (Document n° 794). — Discussion, p. 2499; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2500.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6189 (Document n° 8119).

**Norvège (campagne de).** — V. Fêtes et cérémonies commémoratives.

**Notaire.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 25 ventôse an XI, modifié par la loi du 12 août 1902, p. 6532 (Document n° 8557).

Voir également à la rubrique: *Code civil.*

**Nouvelle-Calédonie.** — V. France d'outre-mer.

## O

**Océanie (établissement de l').** — V. France d'outre-mer.

**Ouvres sociales.** — V. Code du travail (comités d'entreprises). — Départements, villes et communes.

**Office national industriel de l'AZOTE.** — V. Domaine de l'Etat, des départements et des communes (cession d'immeubles).

**Office interprofessionnel des CEREALES.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Garavel sur la proposition de résolution de M. Caillavet, tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les directions régionales de l'office national interprofessionnel des céréales (n° 5147), p. 198 (Document n° 6181). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2747.

**Office des CHANGES.** — V. Interpellations, n° 131.

**Office de l'EXPORTATION AGRICOLE.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. le colonel Félix, tendant à inviter le Gouvernement à organiser un office de l'exportation agricole, p. 1594 (Document n° 6791).

**Office national d'IMMIGRATION.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ouvrir au ministère du travail les crédits nécessaires pour assurer un taux différentiel d'introduction de main-d'œuvre étrangère en faveur des employeurs agricoles, p. 3260 (Document n° 7407).

**Office central de répartition de PRODUITS INDUSTRIELS.** — V. Agriculture (ministère).

**Offices et établissements PUBLICS.** — V. Budget 1949.

**Offices PUBLICS ET MINISTERIELS.** — V. Code du travail (conventions collectives).

**Oléagineux.** — V. Corps gras et produits oléagineux.

**Oliviers.** — V. Corps gras, huiles et plantes oléagineuses.

**Opérations de Bourse.** — V. Valeurs mobilières.

**Opticien-lunetier.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Segelle sur: 1° le projet de loi tendant à réglementer la profession d'opticien-lunetier détaillant; 2° la proposition de loi de M. Palewski, tendant à réglementer la profession d'opticien-lunetier détaillant (n° 5591-5790), p. 1241 (Document n° 6651).

**Or (commerce et production de l').** — V. France d'outre-mer (textes généraux).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur le marché libre de l'or et des monnaies-or, p. 5904 (Document n° 8231).

**Oradour-sur-Clane.** — V. Départements, villes et communes.

**Ordre des métteurs experts en bâtiment.** — V. Métteurs experts.

**Organisation administrative.** — V. Administration publique. — Algérie. — France d'outre-mer (départements).

**Organisation communale et départementale.** — V. Administration communale et départementale.

**Organisation judiciaire.** — V. Algérie. — France d'outre-mer (textes généraux). — Justice. — Sarre (territoire).

**Organisation des Nations Unies.** — V. Conventions internationales.

**Organisation professionnelle.** — V. Agriculture. — Code du travail.

**Ossuaire.** — V. Prisonniers et déportés.

**Ouvriers des établissements de l'Etat.** — V. Pensions et retraites. — Traitements, soldes et indemnités.

**Ouvriers mineurs.** — V. Assurances sociales. — Code du travail (délégués du personnel). — Mines et carrières. — Pensions et retraites.

## P

**Pacte Atlantique.** — V. Conventions internationales. — Interpellations n° 51, 78. — Questions orales (Conseil de la République) n° 23.

**Pain.** — V. Agriculture (blé, céréales, farine et pain).

**Palais de la femme.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rose Guérin tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes mesures propres à faire cesser les expulsions arbitraires et les prix abusifs pratiqués par la direction du « Palais de la femme » et à faire réintégrer les expulsés, p. 822 (Document n° 6554).

**Palmes académiques.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Philippe Farine sur la proposition de loi de M. Southon, sénateur, tendant à mettre à la disposition du ministre de l'éducation nationale un contingent exceptionnel de 250 rosettes d'officier de l'instruction publique et de 750 palmes d'officier d'académie pour lui permettre de récompenser les prisonniers de guerre, déportés et internés, qui ont, au cours de leur captivité, rendu des services à l'éducation nationale (n° 4139, 5697), p. 1531 (Document n° 6781).

**Panthéon.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif au transfert au Panthéon du corps du père de Victor Schoelcher, p. 2536 (Document n° 7157). — Lecture du rapport par M. Maurice Finet, p. 2617; adoption du projet de loi, p. 2618.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1176 (Document n° 3939). — Rapporteur M. Héline, p. 1177; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1177.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2693 (Loi n° 49-61 du 19 mai 1949, J.O. du 29 mai 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à inviter le Gouvernement à donner une portée réelle au transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher et Félix Eboué en libérant les victimes de la répression colonialiste et en arrêtant la guerre au Viet-Nam, p. 2760 (Document n° 7235).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Marrane tendant à inviter le Gouvernement à donner une portée réelle au transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher et Félix Eboué en libérant les victimes de la répression colonialiste et en arrêtant la guerre au Viet-Nam, p. 1238 (Document n° 408).

**Papiers.** — V. Douanes (tarifs).

**Parcs nationaux.** — V. Interpellations n° 211.

**Paris (Ville de).** — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Garde républicaine de Paris. — Interpellations, n° 227. — Justice (organisation judiciaire). — Questions orales (Conseil de la République) n° 32, 113. — Spoliation. — Transports et voies de communication.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Schœffler tendant à abroger les dispositions législatives concernant la zone des anciennes fortifications de Paris et la zone établie à titre de sauvegarde sur le territoire des communes de banlieue limitrophes de la ville de Paris, p. 4810 (Document n° 7905).

**Parlement.** — V. Assemblée nationale. — Conseil de la République. — Pouvoirs publics.

**Pasteur (Louis).** — V. Musées contrôlés par l'Etat.

**Pâte à papier.** — V. Douanes (tarifs).

**Patentes. — V. Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 21, 114 (Conseil de la République) n° 72.**

**Pâtisseries. — V. Commerce et industrie (commerce de gros et de détail).**

**Payements de l'Etat. — V. Code de commerce. — Comptabilité publique.**

#### Pêche fluviale.

**Assemblée nationale. —** Adoption en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 25 et 62 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale, p. 169 (rectificatif, p. 258) (Loi n° 49-180 du 9 février 1949, J. O. du 10 février 1949).

**Assemblée nationale. —** Adoption de la proposition de loi de M. Morand tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 15 avril 1829, modifiée par la loi du 12 juillet 1941, qui régit la pêche fluviale en France (n° 4290, 4651), p. 561 (rectificatif, p. 561).

**Conseil de la République. —** Transmission de la proposition de loi, p. 296 (Document n° 157). — Dépôt du rapport par M. Jean Durand, p. 826 (Document n° 311). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1205.

**Assemblée nationale. —** Avis conforme du Conseil de la République, p. 2872 (Loi n° 49-737 du 7 juin 1949, J. O. du 8 juin 1949).

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Prigent tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à remettre en vigueur la législation relative à la fixation des sables et des dunes des lacs et retraits de mer, p. 602 (Document n° 6450).

**Pêches maritimes. — V. Caisse nationale d'entraide aux familles des marins pêcheurs. — Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — Exportations et importations. — Questions orales (Conseil de la République) n° 43, 96.**

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes du Robert-Marie un premier secours d'un million de francs, p. 31 (Document n° 6070).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à étudier immédiatement le problème du prix du poisson, p. 2120 (Document n° 6944).

— Demande d'autorisation d'envoi d'une mission d'information en Angleterre, en Norvège, au Danemark et en Hollande, de la commission de la marine et des pêches, pour y étudier les procédés de pêche maritime, de traitement et de commercialisation du poisson, p. 2291. — Autorisation, p. 2291.

**Péguy (Charles). — V. Fêtes et cérémonies commémoratives.**

**Peine de mort. — V. Code pénal.**

**Pénicilline. — V. Centre national de la pénicilline.**

**Pensions de famille. — V. Loyers (locaux d'habitation).**

**Pensions et retraites. — V. Algérie. — Allocations familiales. — Code du travail (salaires). — Conventions internationales. — Impôts (traitements, pensions). — Interpellations n° 56, 196. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 15, 26, 43, 51, 70, 106, 109.**

#### AGENTS DES CHEMINS DE FER ET DES TRANSPORTS ROUTIERS

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à permettre l'affiliation à la caisse autonome mutuelle de retraite des agents de chemins de fer secondaires d'intérêt général, d'intérêt local et des tramways prévue par la loi du 22 juillet 1922 des agents des réseaux secondaires ayant encore conservé le régime de retraite de la loi du 20 juillet 1886, p. 6702 (Document n° 8650).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Bonnet tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet

1922 aux agents des services publics automobiles réguliers de voyageurs et de marchandises, p. 6986 (Document n° 8722).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Morand modifiant la loi du 21 juillet 1909 sur les conditions de retraites des cheminots, pour l'application de la péréquation auxdites retraites, p. 7688 (Document n° 8926).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bonnet tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'affiliation des employés de transports routiers à la caisse autonome de retraite des agents de chemins de fer secondaires d'intérêt général d'intérêt local et des tramways, p. 2336 (Document n° 7144).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Penoy tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'affiliation des employés des entreprises de transports routiers à la caisse autonome de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, d'intérêt local et des tramways, p. 7066 (Document n° 8793).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à prescrire la péréquation intégrale des retraites de la S.N.C.F., p. 7688 (Document n° 8925).

#### ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

**Conseil de la République. —** Transmission d'un projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux droits à pension d'invalidité des militaires des troupes supplétives de l'Afrique du Nord, p. 19 (Document n° 12).

— Dépôt du rapport par M. Yver, p. 196 (Document n° 98). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 298.

**Assemblée nationale. —** Avis conforme du Conseil de la République, p. 912 (Loi n° 49-295 du 4 mars 1949, J. O. du 5 mars 1949).

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'un projet de loi instituant en faveur de certains grands invalides et mutilés de guerre une indemnité spéciale extraordinaire, p. 381 (Document n° 6327). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 2332 (Document n° 7083). — Dépôt du rapport par M. Aubry, p. 2332 (Document n° 7084). — Dépôt d'un avis de la commission des pensions par M. Devemy, p. 2332 (Document n° 7048). — Discussion, p. 2333, 2391; adoption du projet de loi avec modification du titre: *Projet de loi tendant à majorer les pensions des anciens combattants et victimes de la guerre*, p. 2399 (rectificatif, p. 4073).

**Conseil de la République. —** Transmission du projet de loi, p. 1071 (Document n° 364). — Lecture du rapport par M. Chapalain, et discussion, p. 1092; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1094 (rectificatif, p. 1710).

**Assemblée nationale. —** Avis conforme du Conseil de la République, p. 2193 (Loi n° 49-511 du 21 avril 1949, J. O. du 22 avril 1949).

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'un avis de M. Aubry sur le projet de loi modifiant l'article 121 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, relatif aux anciens militaires internés pour aliénation mentale (n° 5592, 5939), p. 281 (Document n° 6267). (Rectificatif, p. 328). — Adoption du projet de loi, p. 533.

**Conseil de la République. —** Transmission du projet de loi, p. 296 (Document n° 147). — Dépôt du rapport par Mme Cardot, p. 1095 (Document n° 382). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. André Diehlmann, p. 1124 (Document n° 389). — Discussion, p. 1206; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1206.

**Assemblée nationale. —** Avis conforme du Conseil de la République, p. 2872 (Loi n° 49-738 du 7 juin 1949, J. O. du 8 juin 1949).

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'un projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis par les jeunes travailleurs provenant de l'organisation dite « chantiers de jeunesse » par le fait ou à l'occasion de leur service dans les formations encadrées du ministère de la production industrielle, p. 601 (Document n° 6455). — Dépôt du rapport par M. Mouchet, p. 1591 (Document n° 6308). — Adoption du projet de loi, p. 1997.

**Conseil de la République. —** Transmission du projet de loi, p. 921 (Document n° 326). — Dépôt du rapport par M. Radius, p. 1362 (Document n° 455). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1599.

**Assemblée nationale. —** Avis conforme du Conseil de la République, p. 3908 (Loi n° 49-889 du 7 juillet 1949, J. O. du 8 juillet 1949).

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à revaloriser la retraite du combattant, p. 6399 (Document n° 8511). — Dépôt du rapport par M. Jean Ducloux, p. 6531 (Document n° 8546). — Discussion, p. 6675, 6686; adoption, au scrutin, d'une motion préjudicielle tendant au renvoi à la commission des finances, p. 6699.

**Conseil de la République. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Glaucque tendant à inviter le Gouvernement: 1° à abroger le décret n° 48-1713 du 9 novembre 1948; 2° à déposer, avant le 31 mars 1949, un projet de loi fixant les modalités d'application du rapport constant précisées par l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 et assurant la mise à parité absolue des pensions de guerre avec les traitements des fonctionnaires, p. 196 (Document n° 100). — Dépôt du rapport par M. Glaucque, p. 549 (Document n° 212). — Discussion, p. 590, 632; adoption, au scrutin et à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 639.

**Conseil de la République. —** Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 1er du décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires et à abroger les dispositions frappant de forclusion toute demande en révision d'une pension d'invalidité concédée à titre définitif pour infirmité résultant d'une maladie lorsque cette demande, motivée par l'aggravation de l'invalidité, est faite plus de cinq ans après la concession de la pension définitive, p. 229 (Document n° 125). — Dépôt d'un rapport par M. Auberger, p. 1362 (Document n° 456). — Discussion, p. 1351; adoption, à l'unanimité, p. 1353.

**Conseil de la République. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Héline tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles, afin d'assurer le paiement, sur de nouvelles bases, de la retraite du combattant, p. 982 (Document n° 311). — Dépôt du rapport par M. Héline, p. 1444 (Document n° 475). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Héline, p. 1628 (Document n° 536). — Discussion, p. 1642; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 1644.

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'un rapport de M. Jean Ducloux sur la proposition de loi de M. Auguste Touchard tendant à évincer des opérations de la « révision des pensions dites abusives » celles qui furent attribuées par décision de justice (n° 458), p. 1151 (Document n° 6639).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains ayant contracté une invalidité dans l'organisation Todt ou le service allemand du travail, p. 197 (Document n° 6182). — Dépôt du rapport par Mlle Weber, p. 4396 (Document n° 7949).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Mathilde Péri tendant à accorder aux orphelins de guerre dont le père et la mère sont décédés une pension au taux fixé par l'article 51 du code des pensions, p. 1830 (Document n° 6879). — Dépôt du rapport par Mme Péri, p. 4000 (Document n° 7687).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948, sur le rapport constant entre les pensions militaires d'invalidité et les traitements bruts des fonctionnaires, p. 2215 (Document n° 6974). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 3447 (Document n° 7480).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Siefert tendant à fixer le taux minimum des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 5903 (Document n° 8201). — Dépôt du rapport par M. Mouchet, p. 6759 (Document n° 8686).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard, tendant à revaloriser la retraite du combattant, p. 64 (Document n° 6123). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Mey-

nier, tendant à revaloriser la retraite du combattant, p. 115 (Document n° 6163). — Dépôt du rapport par M. Auguste Touchard, p. 115 (Document n° 6610).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Marcelle Devaud, tendant à modifier l'article 53 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 136 (Document n° 78).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 429 (Document n° 6359). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pieven, tendant à accorder aux orphelins de guerre dont la mère est décédée, le bénéfice des suppléments familiaux de pension et, d'autre part, à la personne non salariée qui les aurait recueillis, le bénéfice du salaire unique, p. 821 (Document n° 6519). — Dépôt d'un rapport de M. le Weher sur les propositions de loi, p. 3147 (Document n° 7188).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Mathilde Péri, tendant à accorder aux veuves de guerre une pension (au taux normal) égale à la moitié de la pension d'invalidité à 100 p. 100, allocations comprises, p. 61 (Document n° 6125).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Serre, tendant à établir l'égalité de tous les musulmans victimes de guerre devant les droits à réparation, p. 658 (Document n° 6162).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hamani Biori, tendant à appliquer aux anciens combattants et victimes de la guerre ressortissants des territoires d'outre-mer le bénéfice de la loi du 31 mars 1919, p. 822 (Document n° 6551).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Péri, tendant à modifier l'article 51 du code des pensions en étendant le bénéfice de la pension de veuve au taux spécial aux veuves âgées de plus de soixante ans ou dont le revenu imposable ne dépasse pas 100.000 F, p. 2215 (Document n° 6970).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Péri, tendant à modifier l'article 67 du code des pensions, en étendant le bénéfice de la pension d'ascendant aux ascendants des victimes de la guerre qui ne sont pas imposables à l'impôt général sur le revenu que pour un revenu net ne dépassant pas 100.000 F, p. 2215 (Document n° 6971).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Péri, tendant à accorder une majoration exceptionnelle de pension aux veuves de guerre remariées dont le second mari est décédé des suites d'un fait de guerre, p. 2215 (Document n° 6976).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin, tendant à attribuer une pension d'invalidité basée sur le taux du grade à tous les militaires de carrière et à leurs ayants cause, p. 2551 (Document n° 7169).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux, tendant à assurer aux titulaires des pensions différées (loi du 22 mars 1921, art. 93), le bénéfice de la loi n° 48-777, du 4 mai 1918, portant majoration des rentes viagères de l'Etat, p. 2909 (Document n° 7257).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier, tendant à compléter l'article 182 de la loi n° 46-2151 du 7 octobre 1916 et permettant aux invalides de guerre de bénéficier du taux d'invalidité militaire pour être exonérés du paiement des cotisations aux allocations familiales, p. 4072 (Document n° 7723).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marty, tendant à accorder aux ayants cause des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole, au cours des événements de guerre 1936-1939, ou décédés des suites de blessures reçues ou maladies contractées, les avantages réservés aux ayants cause des combattants de la guerre 1939-1945, et, à ceux qui auraient reçu blessures ou contracté maladie, alors qu'ils appartenait à l'armée républicaine espagnole, les droits acquis par les combattants de la guerre 1939-1945, p. 4631 (Document n° 7853).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Chevallier, portant reclassement des officiers retraités titulaires d'une pension

définitive de mutilés de guerre, p. 5911 (Document n° 8272).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guilbert, tendant à modifier l'article 49 de la loi du 31 mars 1919 et à étendre le bénéfice de l'article 49 de la loi du 10 mars 1925 à certaines catégories d'agents des ministères de la guerre, de la marine et de l'air, p. 6189 (Document n° 8117).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou, tendant à modifier l'article 1<sup>er</sup> du décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires en ce qui concerne les décès survenus, les blessures graves et les maladies contractées ou aggravées en service (art. 29 du code des pensions), p. 6262 (Document n° 8151).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Draveny, tendant à étendre les délais pendant lesquels les anciens militaires peuvent demander une pension d'invalidité, p. 6262 (Document n° 8155).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Poirot, tendant à fixer la pension des veuves de guerre à la moitié et la pension des ascendants à 33 p. 100 de la pension allouée à un invalide de 100 p. 100 d'invalidité (allocations comprises), p. 6936 (Document n° 8731).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné, tendant à revaloriser les pensions d'invalidité ainsi que leurs accessoires, p. 61 (Document n° 6123). — Dépôt du rapport par M. Genest, p. 1007 (Document n° 6600).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Devemy, tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 48-1713 du 9 novembre 1918 et à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale, avant la fin de mars 1949, un projet de loi qui établisse le rapport constant prévu par l'article 41 de la loi n° 48-337 du 27 février 1918, entre les taux des pensions des victimes de la guerre et les taux des traitements des fonctionnaires, p. 115 (Document n° 6161). — Dépôt du rapport par M. Poirot, p. 1279 (Document n° 6673).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chautard, tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le montant de l'indemnité versée aux médecins-experts pour l'étude des dossiers qui leur sont confiés par le tribunal des pensions, p. 912 (Document n° 6541). — Dépôt du rapport par M. Mouchet, p. 7313 (Document n° 8350).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Segelle, tendant à inviter le Gouvernement à abroger le deuxième alinéa de l'article 17 du décret du 10 décembre 1929 portant atteinte aux droits de certains anciens combattants pensionnés pour tuberculose, p. 1211 (Document n° 6655). — Dépôt du rapport par M. Poirot, p. 2278 (Document n° 7012).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ninlne, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux anciens combattants originaires des territoires d'outre-mer des avantages analogues à ceux accordés aux anciens combattants métropolitains (indemnité spéciale extraordinaire), p. 2118 (Document n° 7080). — Dépôt du rapport par M. Yacine Diallo, p. 3522 (Document n° 7565).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dagain, tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser la retraite du combattant, p. 6210 (Document n° 8463). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 6449 (Document n° 8527).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée le 27 décembre 1949 par l'Assemblée de l'Union française tendant à inviter l'Assemblée nationale à faire bénéficier les anciens combattants des territoires et pays de l'Union française des mêmes avantages que ceux accordés aux anciens combattants métropolitains, sans diminution de taux, p. 7539.

#### CUMUL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à modifier l'article 58 de la loi du 20 septembre 1948 relatif au cumul des pensions, p. 2278 (Document n° 6996).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à modifier la loi du 20

septembre 1948 en ce qui concerne le cumul des pensions proportionnelles, p. 5803 (Document n° 8183).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à reviser son interprétation des règles relatives au cumul d'une pension de retraite avec les émoluments afférents à un nouvel emploi, p. 6828 (Document n° 8701).

#### MARINS DU COMMERCE

Voir: *Assurances des marins du commerce.*

#### MINES ET CARRIÈRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à accorder une indemnité unique aux prestataires de la caisse autonome nationale des mineurs, p. 6136 (Document n° 8108). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les prestataires de la caisse autonome des mines, en attendant le vote de l'augmentation de 25 p. 100 des retraites, une prime de vie chère de 3.000 francs payable le 1<sup>er</sup> décembre et renouvelable, p. 6075 (Document n° 8360). — Dépôt du rapport par M. Belhomme, p. 6882 (Document n° 8709). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre « Proposition de loi tendant à accorder une indemnité unique aux prestataires de la caisse autonome nationale des mineurs », p. 7195.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2325 (Document n° 935).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à prendre, en accord avec le conseil d'administration de la caisse autonome des mines, des mesures pour que le paiement des retraites minières ait lieu chaque mois, p. 3117 (Document n° 7171). — Dépôt du rapport par M. Camphin, p. 4716 (Document n° 7877). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5512.

— Dépôt d'un rapport de M. Gabriel Roucaute sur la proposition de loi de M. Bartoloni tendant à modifier l'article 6<sup>ter</sup>, prévu par l'ordonnance du 17 octobre 1915, concernant la législation spéciale de retraite des ouvriers et employés des carrières de bauxite (n° 5054), p. 3081 (Document n° 7321).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meek tendant à modifier les dispositions du décret du 27 novembre 1916 relatif aux retraites des ouvriers mineurs, p. 5384 (Document n° 8067).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à augmenter de 25 p. 100 les retraites minières et toutes les prestations versées par la caisse autonome des mines et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension des veuves, p. 6075 (Document n° 8369).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Darras tendant à accorder aux mineurs et similaires, pour le calcul de leur retraite, le bénéfice de la durée de service militaire de leur classe d'âge, p. 7497 (Document n° 8874).

#### OUVRIERS DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat tributaires de la loi du 21 mars 1928 et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 1830 (Document n° 6372). — Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 3374 (Document n° 7444). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Charles Barangé, p. 4411 (Document n° 7808). — Discussion, p. 4657; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4661 (rectificatif, p. 5804).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2043 (Document n° 637). — Dépôt du rapport par M. Dassaud, p. 2190 (Document n° 670). — Discussion, p. 2264; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2277 (rectificatif, p. 2101, 2444).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5470 (Document n° 8069). — Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 5169 (Document n° 8070). — Discussion, p. 5613; adoption du projet de loi avec



modifications, p. 5618 (Loi n° 49-1097 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

— Dépôt d'un projet de loi relatif aux droits à pension des ouvriers des établissements militaires et industriels de l'Etat ayant fait l'objet de certaines mesures disciplinaires prévues par l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative, p. 5334 (Document n° 8061).

— Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Maurellet, sur la proposition de loi de M. Fagon tendant à permettre aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat de faire valider en regard de leur régime des retraites le temps accompli en dehors des établissements par suite des hostilités (nos 93-651-2146), p. 4896 (Document n° 7926).

#### PENSIONS ET RENTES VIAGÈRES

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Chevalier sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à reviser certaines rentes viagères constituées entre particuliers. (II, n° 83, année 1948), p. 320 (Document n° 166). — Discussion, p. 455; adoption au scrutin de l'avis sur la proposition de loi, p. 463 (rectificatif, p. 497).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1151 (Document n° 6612). — Dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 1159 (Document n° 6715). — Discussion, p. 1183; adoption au scrutin et à l'unanimité de l'ensemble de la proposition de loi, p. 1187 (rectificatif, p. 1649) (Loi n° 49-420 du 25 mars 1949, J. O. du 26 mars 1949).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à faire accorder une pension nationale à la veuve du docteur Charot, capitaine au long cours explorateur, p. 37 (Document n° 6083). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 487 (Document n° 6372). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry, p. 600 (Document n° 6168). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Guilbert, p. 660 (Document n° 6378). — Discussion, p. 3103; adoption du projet de loi, p. 3104 (rectificatif, p. 3307).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1560 (Document n° 500). — Rapporteur M. Gatuin et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1612 (rectificatif, p. 1710).

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3999 (Loi n° 49-893 du 7 juillet 1949, J. O. du 8 juillet 1949).

— Dépôt d'un rapport de M. Delahoutre sur : 1° Les propositions de loi : 1° de M. Meck, tendant à modifier l'article 1351 du code civil relatif à l'autorité de la chose jugée; 2° de M. Minjoz, tendant à améliorer le sort des rentiers viagers et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile; 3° de M. Jacques Bardoux, tendant à accroître les rentes des crédenrentiers et petits propriétaires; 4° de M. Frédéric-Dupont, tendant à améliorer le sort des rentiers viagers ayant souscrit des rentes auprès des particuliers ou des compagnies d'assurances et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile; 5° de M. Maurice Viollette, tendant à permettre la révision de certains contrats à titre onéreux ou avec stipulation de rente viagère; 6° de M. Gosset, tendant à relever le taux des rentes viagères résultant de contrats conclus entre personnes privées antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1946; 7° de M. Joseph Denais, tendant à ordonner la révision des rentes viagères nées de la vente d'immeubles ou de fonds de commerce; 8° de M. Gozard, tendant à la majoration des rentes viagères souscrites auprès des compagnies d'assurances; 9° de M. Frédéric-Dupont, tendant à la revalorisation des rentes viagères privées; 10. Les propositions de résolution : 1° de M. Meck, tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée nationale d'un projet de loi relatif à la revalorisation des dettes; 2° de M. Raymond Guyot, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour revaloriser les rentes viagères consenties avant 1939 et à instituer une échelle mobile; 3° de M. Mendès-France, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'améliorer le sort des rentiers viagers dont le débiteur est une personne privée. (Dispositions concernant les

rentes viagères constituées par les compagnies d'assurances, par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou par des particuliers moyennant l'aliénation des capitaux en espèces.) (Nos 343, 1229, 2699, 2749, 2765, 3361, 4205, 4501, 5585, 312, 2957, 4044, 5168, 5693), p. 3659 (Document n° 7504). — Discussion, p. 4615, 4661; adoption, à l'unanimité, de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à reviser certaines rentes viagères constituées par les compagnies d'assurances, par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou par des particuliers, moyennant l'aliénation de capitaux en espèces. », p. 4668 (rectificatif, p. 4897).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2013 (Document n° 639). — Dépôt du rapport par M. Chevalier, p. 2350 (Document n° 729). — Discussion, p. 2381; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2386.

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi (Document n° 8118) et dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 5594 (Document n° 8124). — Discussion et adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 5634 (Loi n° 49-1098 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Montel tendant à inviter le Gouvernement à accorder à Mme la générale Giraud une pension exceptionnelle, p. 3606 (Document n° 7551). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 3739 (Document n° 7596). — Adoption, p. 4021.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delahoutre, tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi n° 49-1098 du 2 août 1949 portant révision de certaines rentes viagères constituées par les compagnies d'assurances, par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou par des particuliers moyennant l'aliénation de capitaux en espèces, p. 6533 (Document n° 8579). — Dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 7187 (Document n° 8813).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant attribution d'un supplément exceptionnel de pension à la veuve du général d'armée Giraud, p. 5125 (Document n° 8040).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier les articles 2, 10 et 12 de la loi du 5 mai 1948 sur la majoration des rentes viagères de l'Etat, p. 601 (Document n° 6447).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 9 juin 1948 pour en faire bénéficier les anciens combattants ayant souscrit auprès des caisses autonomes mutualistes, p. 6701 (Document n° 8641).

#### PERSONNEL DE L'ALGÉRIE

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mostefai El-Hadi tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux cadis la validation des services accomplis en qualité d'adél et de bachadoul pour faire valoir leurs droits à la retraite, p. 2730 (Document n° 892).

Voir également à la rubrique: Algérie (Décisions de l'Assemblée algérienne).

#### PERSONNEL D'ALSACE-LOTHAINE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à codifier les avantages sociaux des lois des 11 avril 1924 et 20 septembre 1948 dont peuvent bénéficier les tributaires du régime local de retraite d'Alsace et de Lorraine, p. 2694 (Document n° 7217). — Dépôt du rapport par Mlle Weber, p. 6702 (Document n° 8647).

#### PERSONNELS CIVIL ET MILITAIRE DE L'ÉTAT

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Aubry sur la proposition de loi de M. Edouard Herriot tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 14 décembre 1942 » relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services du Sénat et de la Chambre des députés

(n° 5854), p. 550 (Document n° 6408). — Adoption de la proposition de loi, p. 1557.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 706 (Document n° 258). — Dépôt du rapport par M. Gadoin, p. 1362 (Document n° 453). — Discussion, p. 1536, et adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services des assemblées parlementaires », p. 1537.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3607 (Document n° 7559). — Dépôt du rapport par M. Aubry, p. 4634 (Document n° 7850). — Adoption de la proposition de loi avec modification du titre: « Proposition de loi relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services des assemblées parlementaires », p. 5035 (Loi n° 49-1014 du 28 juillet 1949, J. O. du 29 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant majoration des pensions servies aux anciens fonctionnaires de nationalité française de la commission du gouvernement du territoire de la Sarre, p. 3606 (Document n° 7539). — Dépôt du rapport par M. Gaillard, p. 4747 (Document n° 7881). — Adoption du projet de loi, p. 5053.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 686). — Lecture du rapport par M. Jean Maroger et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2387.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5663 (Loi n° 49-1065 du 2 août 1949, J. O. du 5 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin que soit réalisée dans les plus brefs délais la péréquation intégrale des retraites civiles et militaires (y compris les retraites des agents des collectivités locales), p. 5545 (Document n° 8109). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gresa tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la grande détresse des retraités civils et militaires, à réaliser effectivement et sans délai la péréquation intégrale des retraites, conformément aux dispositions des lois du 20 septembre 1948 (modifiant la loi du 11 avril 1924) et du 2 août 1949 (ouvriers des établissements industriels de l'Etat tributaires de la loi du 21 mars 1928), dispositions dont le bénéfice doit être également étendu aux agents des collectivités locales, de l'imprimerie nationale et des régimes d'outre-mer, p. 6002 (Document n° 8317). — Dépôt du rapport par M. Chenier, p. 6076 (Document n° 8366). — Discussion, p. 6210; adoption, au scrutin, après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser, dans le plus bref délai, la péréquation intégrale des retraites civiles et militaires », p. 6213.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à accorder aux titulaires de pensions proportionnelles les avantages prévus par l'article 7 du décret du 21 avril 1940 relatif aux allocations familiales (n° 1181), p. 6187.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à relever de la forclusion les agents de l'Etat qui n'ont pu, en temps voulu, faire valider leurs services temporaires ou auxiliaires (Document n° 1374), p. 6187.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Chevallier portant modification des articles 58 et 59 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme des pensions civiles et militaires, p. 5941 (Document n° 8273). — Retrait, p. 6935.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Masson tendant à inviter le Gouvernement à réaliser immédiatement la péréquation des pensions prévue par la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme et à verser de toute urgence les acomptes fixés par le décret n° 48-1575 du 9 octobre

1948, p. 151 (Document n° 79). -- Dépôt du rapport par M. Dassaoud, p. 549 (Document n° 213). -- Discussion, p. 587; adoption, à l'unanimité, p. 590.

**Assemblée nationale.** -- Dépôt d'un rapport de M. Touchard sur la proposition de loi de M. Touchard portant dérogation exceptionnelle, par mesure réparatrice envers une catégorie de victimes de guerre, à la règle de l'antériorité du mariage fixée par l'article 23 de la loi du 14 avril 1921 modifiée par des textes subséquents (n° 4329), p. 199 (Document n° 6207).

— Dépôt d'un rapport de M. Touchard sur la proposition de loi de M. Auguste Touchard tendant à ouvrir de nouveaux délais aux veuves de militaires de carrière décédés en activité et ayant laissé périmer leurs droits à l'allocation complémentaire rémunérant les services du mari (art. 76 de la loi du 30 décembre 1928) (n° 4869), p. 199 (Document n° 6208).

— Dépôt d'un rapport de M. Mouchet sur la proposition de loi de M. Fontlupt-Esperaber portant dérogation aux dispositions de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 sur la réforme des pensions civiles et militaires en ce qui concerne les droits reconnus par l'article 32, paragraphes IV et V de ladite loi, à chaque orphelin atteint d'une maladie incurable ou d'une infirmité le rendant inapte à tout travail rémunéré (n° 5954), p. 1591 (Document n° 6809).

— Dépôt d'un rapport de Mlle Weber sur la proposition de loi de M. Meck tendant à la révision des pensions dues aux anciens fonctionnaires de nationalité française de la commission de gouvernement du territoire de la Sarre et à leurs ayants cause (n° 5512), p. 4385 (Document n° 7786).

— Dépôt d'un rapport de M. Mokhtari sur la proposition de loi de M. Garaudy tendant à faire considérer comme contracté en service toute affection pulmonaire survenant trois mois, au moins, après l'admission dans les cadres du corps enseignant (n° 5826), p. 4441 (Document n° 7819).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gresa tendant à préciser le droit à pension des fonctionnaires entrés tardivement dans les cadres, p. 1150 (Document n° 6633).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson tendant à maintenir dans leurs droits acquis les bénéficiaires du décret-loi du 17 juin 1938 relatif aux pensions, p. 3384 (Document n° 7460). -- Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 6703 (Document n° 8654).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à compléter ou à modifier les articles 36, 58 et 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 4810 (Document n° 7904). -- Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 6703 (Document n° 8660).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cogniot tendant à la prise en compte pour la retraite du temps de service accompli en vertu de la prolongation de l'activité autorisée par le décret du 18 décembre 1948, p. 2753 (Document n° 7229). -- Dépôt du rapport par M. Cherrier, p. 4988 (Document n° 7955).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Chassaigne ayant pour but d'étendre aux fonctionnaires retraités et à leurs ayants cause le bénéfice de l'article 20 de la loi du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue du reclassement de la fonction publique, p. 3008 (Document n° 7317). -- Dépôt du rapport par M. Maillocheau, p. 6702 (Document n° 8646).

— Dépôt d'un avis de Mlle Weber sur la proposition de loi de M. Louis Marin tendant à assurer aux professeurs du conservatoire national de musique, de l'école nationale des beaux-arts, de l'école des arts décoratifs, le même régime de retraites que leurs collègues de l'enseignement supérieur (n° 5484), (Document n° 6337).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Terra Montel tendant à faire bénéficier les militaires de carrière des dispositions des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de la loi du 18 août 1936 sur les mises à la retraite par

ancienneté des fonctionnaires et employés civils de l'Etat, p. 37 (Document n° 6077).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Thibault tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 281 (Document n° 6257).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à reporter exceptionnellement au 31 mai 1946, date de la cessation des hostilités, l'origine du délai de cinq ans prévu à l'article 67 de la loi du 14 avril 1921 pour la révision de la pension des militaires et marins retraités et appelés à l'activité, p. 2277 (Document n° 6991).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à accorder aux fonctionnaires et agents de l'Etat mis à la retraite au titre de l'article 21 de la loi du 8 août 1917, une bonification de services égale à la prorogation d'activité qu'ils étaient en droit d'espérer en vertu des dispositions de l'article 10 de la loi du 15 février 1916, p. 2277 (Document n° 6995).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard relative aux fonctionnaires employés ou ouvriers d'une administration publique, d'origine étrangère, anciens combattants des armées alliées, ayant acquis la nationalité française, p. 2495 (Document n° 7120).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médécin complétant l'article 60 de la loi du 29 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 3008 (Document n° 7305).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Chevallier tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 4634 (Document n° 7817).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ninine tendant à accorder certains avantages aux fonctionnaires des administrations centrales mis à la retraite de 1940 à 1944 par le gouvernement de Vichy, p. 5469 (Document n° 8063).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Chevallier portant modification de l'article 17 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions, p. 5941 (Document n° 8266).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefert tendant à compléter l'article 36 de la loi du 20 septembre 1948 fixant le régime des pensions civiles et militaires, p. 6075 (Document n° 8378).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à accorder aux veufs et orphelins de femmes fonctionnaires des droits identiques à ceux reconnus aux mêmes ayants cause des fonctionnaires masculins, par modification à la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 6187 (Document n° 8427).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à verser pour les prochains trimestres à tous les retraités tributaires des lois du 2 septembre 1918 et du 2 août 1919, le montant de deux versements trimestriels jusqu'à la réalisation de la péréquation, p. 6533 (Document n° 8564).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Chevallier tendant à modifier l'article 36-1 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 6652 (Document n° 8610).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Marie Lambert complétant les dispositions de l'article 62, paragraphe III, alinéa 5, de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 6652 (Document n° 8616).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de modifier l'article 58 de la loi du 20 septembre 1949 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 6823 (Document n° 8696).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur portant dérogation à l'article 2, paragraphe III, de la loi du 20 septembre 1948 n° 48-1450 en faveur des fonctionnaires et agents précédemment maintenus en fonction au delà de la limite d'âge du fait des dispo-

sitions alors en vigueur et à qui a été faite application rétroactive de l'article 4 de la loi du 11 septembre 1948 relatif aux limites d'âge, p. 7497 (Document n° 8866).

**Conseil de la République.** -- Dépôt d'une proposition de loi de M. Chapalain tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 1598 (Document n° 519).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Devaud tendant à valider et compléter l'acte dit loi du 30 novembre 1911 réglant les droits à pension des fonctionnaires et agents civils victimes des faits de guerre et modifiant l'article 23, paragraphe 2, de la loi du 14 avril 1921, p. 2241 (Document n° 604).

**Assemblée nationale.** -- Transmission de la proposition de loi, p. 5350 (Document n° 8041).

**Conseil de la République.** -- Dépôt d'une proposition de loi de Mme Devaud tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 2278 (Document n° 703).

**Assemblée nationale.** -- Transmission de la proposition de loi, p. 5384 (Document n° 8060).

**Conseil de la République.** -- Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à modifier l'article 58 de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires et tendant à attribuer aux instituteurs et institutrices secrétaires de mairie un complément de pension de retraite basé sur le traitement reçu par eux comme secrétaires de mairie, p. 2350 (Document n° 730).

**Assemblée nationale.** -- Transmission de la proposition de loi, p. 5545 (Document n° 8165).

**Conseil de la République.** -- Dépôt d'une proposition de loi de M. Loison tendant à modifier le décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires, p. 2466 (Document n° 775).

**Assemblée nationale.** -- Transmission de la proposition de loi, p. 6021 (Document n° 8334).

**Assemblée nationale.** -- Dépôt d'une proposition de résolution de M. d'Aragon tendant à inviter le Gouvernement à hâter la publication du décret prévu par l'article 69 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 1371 (Document n° 6718).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rincint tendant à inviter le Gouvernement à réaliser immédiatement la péréquation des pensions décidée par la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 et à verser de toute urgence les acomptes fixés par les décrets n° 48-1575 du 9 octobre 1948 et 49-45 du 12 janvier 1949, p. 1478 (Document n° 6572). -- Dépôt du rapport par M. Durroux, p. 1594 (Document n° 6810).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à augmenter l'avance sur pension versée aux fonctionnaires dont le droit à pension a été admis avant 1945, p. 6119 (Document n° 8515).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines dispositions permettant à certaines catégories d'officiers délogés des cadres d'obtenir l'application d'un barème de retraite plus favorable, p. 6758 (Document n° 8600).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la liquidation des péréquations de pensions et à présenter un rapport sur l'état des travaux ayant le 1<sup>er</sup> mars 1950, p. 6979 (Document n° 8748).

**Conseil de la République.** -- Dépôt d'une proposition de résolution de M. François Dumas tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour hâter les travaux de révision des pensions et la délivrance des nouveaux titres, p. 2463 (Document n° 776).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la mise en paiement des pensions à leur nouveau taux, p. 2472 (Document n° 783).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courrière tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de toute amende pour omission et de toute pénalité de retard dans les délais de déclaration de succession les héritiers des retraités dont le montant de la péréquation n'est connu qu'après leur décès et pour ce qui touche les droits afférents au prorata d'arrérages dus au titre de la péréquation des retraites, p. 2172 (Document n° 787).

Voir également à la rubrique: *Fonctionnaires (limite d'âge)*.

#### PERSONNELS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX

**Assemblée nationale.** — Adoption de la proposition de résolution de M. Savard tendant à inviter le Gouvernement à procéder au rétablissement du régime dit « d'insalubrité » pour le personnel du service des égouts, p. 2217.

— Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser l'octroi d'avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension aux personnels du service actif des égouts, p. 6532 (Document n° 8512).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Schaeffer, tendant à fixer l'âge d'ouverture du droit à pension pour le personnel du service des égouts, p. 2221 (Document n° 6900). — Dépôt du rapport de M. Fagon, p. 2278 (Document n° 7000). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Fagon, p. 7688 (Document n° 8918).

Voir également à la rubrique précédente (*Personnels civil et militaire*).

#### PERSONNEL D'OUTRE-MER

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cozzano tendant: 1° à supprimer la caisse locale de retraite de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun; 2° à affilier tout le personnel autochtone à la caisse intercoloniale de retraite, p. 20 (Document n° 15).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 37 (Document n° 6090).

#### RETRAITE POUR LA VIEillesse

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Chevalier tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les retraites des titulaires d'un livret de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, p. 5912 (Document n° 8278).

#### SAPEURS-POMPIERS

**Assemblée nationale.** — Discussion: 1° du projet de loi portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers; 2° de la proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à procéder au rajustement des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires ou à leurs ayants droit (nos 5120-5067-5977), p. 89 et adoption de l'ensemble après modification du titre: « *Projet de loi portant relèvement du montant des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires* », p. 90.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 103 (Document n° 53). — Dépôt du rapport par M. Verleille, p. 632 (Document n° 231). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Verleille, p. 727 (Document n° 273). — Discussion, p. 727; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 728.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1961 (Loi n° 49-518 du 15 avril 1949, J. O. du 16 avril 1949.)

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers, p. 7537 (Document n° 8882).

#### TRANSPORTS AÉRIENS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Lecrivain-Servoz sur la proposition de loi de M. Gresa, tendant à instituer un régime de prestations-pensions pour le personnel navigant de l'aéronautique civile (N° 5126), p. 257 (Document n° 6233).

**Périodiques.** — *Interpellations*, n° 274. — *Presse.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 51, 53, 110.

**Permis de chasse.** — V. Chasse.

**Personnels civil et militaire.** — V. *Fonctionnaires.* — *Pensions et retraites.*

**Pétain (Philippe).** — V. *Interpellations* nos 96, 98, 107, 109. — *Prisons, maisons d'arrêt.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 72.

**Pétitions (Assemblée nationale).** — V. *Pouvoirs publics.*

Pétitions (année 1947), nos 51, p. 917; 61, p. 3914; (année 1948), nos 146 à 157, 159 à 163, 165, 168, p. 120; nos 112, 139, 161, 166, 168 à 170, 172 à 175, 177, p. 917; 178 à 192, 194 à 197, p. 918; 118, 171, p. 2103; 88, 100 et 121, p. 3011; 87, p. 5171; 158, p. 6538; (année 1949), nos 188, 199, p. 2103; 200, 202, 203, 204, p. 3011; 206 à 214, p. 3012; 201, 216, 216, 218 à 227, p. 3911; 228 à 233, 235, 236, 239, p. 3915; 187 et 237, p. 5171; 234, p. 5963; 238, 240 à 244, 246 et 247, p. 6539.

**Réponses des ministres et des commissions.**

Pétitions nos 74, 105, 121, 127, 130, 131, 135, 137, 138, 144, p. 121; 100, 123, 136, 140, p. 919; 111, 112, 157, 159, 161, 162, p. 920; 118, p. 2103; 150, 153, 163, 166, p. 2101; 167, p. 2105; 85 et 112, p. 3012; 113, 143, 159, 164, 163, p. 3013; 172, 173, 175, p. 3014; 179, 182, p. 3015; 183, 185, 187, 192, 194 et 198, p. 3016; 119, 159, p. 3915; 160, 190, 199, 200, p. 3916; 91, 156, 157, 167, p. 5171; 181, p. 5172; 208, 211, 231, p. 5173; 91, 161, 187, p. 5963; 201 et 202, p. 5961; 203, 204, 206, 207, 215, p. 5965; 216, 218, 219, 220, 223, 224, p. 5966; 226, 228, 229, 230, 231, p. 5967; 232, 235, 236, 237, 239, p. 5968; 87, p. 6539.

**Pétitions (Conseil de la République).** — V. *Pouvoirs publics.*

Pétitions (année 1948, 1<sup>re</sup> partie), n° 21, p. 261; (année 1948, 2<sup>e</sup> partie), nos 1, 2, 3, 11 et 12, p. 262; 14, p. 921; (année 1949), nos 15 et 19, p. 921; 17, 18, 20 à 22, p. 922.

**Réponses des ministres.** — Pétitions (année 1948 — 1<sup>re</sup> partie), nos 20 à 22, p. 591; 11, p. 1076; 23, 25 (2<sup>e</sup> partie), 4 à 10, 18, 19, 23 et 24, p. 1441 (année 1949); 12, 11, 16, 17, 21, p. 2675; 18, 20 à 23, p. 2676.

**Pétrole.** — V. *Combustibles liquides et dérivés.* — *Transports et voies de communications (transports par pipe-line).*

**Pharmacie.** — V. *Impôts (revenu).* — *Insigne national des médecins, pharmaciens et ambulances.* — *Médecine et professions médicales.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 61; (Conseil de la République), n° 52.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à modifier l'article 39 de la loi validée du 11 septembre 1911, modifiée par l'article 6 de l'ordonnance du 23 mai 1915, relatif à l'organisation des sociétés de produits pharmaceutiques (n° 2672), p. 6187.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Parrot tendant à reconnaître la coopération dans la pharmacie d'officine et à organiser son statut, p. 6702 (Document n° 8651).

**Pipe-line.** — V. *Transports et voies de communications (transports par pipe-line).*

**Plan Mayer.** — V. *Impôts (prélèvement).*

**Plan Monnet.** — V. *Inondations.* — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 102.

**Pneumatiques.** — V. *Agriculture (équipement rural).* — *Commerce et industrie (commerce de gros).* — *Interpellations* n° 116. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 37, 42. — *Transports et voies de communication (automobiles).*

**Poids et mesures.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Viatte tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'équipement scientifique du pays en consi-

crant une partie des crédits du plan Marshall à l'achat d'instruments de mesures, p. 115 (Document n° 6158).

**Poissons.** — V. *Exportations et importations.* — *Pêche fluviale.* — *Pêches maritimes.*

**Police d'Etat.** — *Sûreté nationale.* — V. *Questions orales (Conseil de la République)* n° 115.

**Police judiciaire.** — V. *Code d'instruction criminelle.*

**Police de la route.** — V. *Code de la route.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 94.

**Pollomyélite.** — V. *Fonctionnaires (congé de longue durée).* — *Hôpitaux et établissements hospitaliers.*

**Politique agricole du Gouvernement.** — V. *Interpellations* nos 7, 62, 77, 121, 124, 132, 207. — *Questions orales (Conseil de la République)* nos 73, 99, 100.

**Politique économique et financière du Gouvernement.** — V. *Enquêtes parlementaires (Conseil de la République)* — *Interpellations* nos 21, 31, 32, 34, 81, 92, 103, 160, 201. — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 56.

**Politique extérieure du Gouvernement.** — V. *Interpellations* nos 57, 178, 195, 200, 203. — *Questions orales (Conseil de la République)* nos 66, 88.

**Politique générale du Gouvernement.** — V. *Communications du Gouvernement.* — *Interpellations*, nos 99, 193. — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 66.

**Assemblée nationale.** — Remise au bureau de l'Assemblée nationale d'une déclaration politique en application de l'article 12 du règlement (Union des républicains progressistes), p. 601.

**Politique sociale du Gouvernement.** — V. *Interpellations* n° 79.

**Fommes de terre.** — V. *Agriculture.* — *Interpellations* n° 223. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 61.

#### Pompes funebres.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Schaff sur la proposition de loi de M. Jean-Paul David, tendant à modifier l'article 3 de la loi du 5 mars 1913, relative à la réglementation de l'activité des entreprises privées participant au service extérieur des pompes funebres (n° 3969), p. 193 (Document n° 6193). — Adoption après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'acte dit loi du 5 mars 1913, relatif à la réglementation de l'activité des entreprises privées participant au service extérieur des pompes funebres* », p. 795.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 418 (Document n° 195). — Dépôt, discussion et adoption d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon, tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel pour l'examen de ladite proposition de loi, p. 1177.

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de résolution, p. 2680 (Document n° 7209). — Dépôt du rapport de M. Cordonnier, p. 2909 (Document n° 7272). — Adoption, p. 3015.

**Conseil de la République.** — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1346. — Dépôt du rapport sur la proposition de loi par Mme Devaud, p. 1560 (Document n° 495). — Discussion, p. 1630; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1635 (rectificatif, p. 1710, 2178).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4000 (Document, n° 7701).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Petit, tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin au conflit des pompes funebres, dont le personnel est en grève depuis le 19 février dernier pour ses légitimes revendications auxquelles il convient de faire droit, p. 4178 (Document n° 6753).



**Ports.** — V. Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

**Ports de commerce.** — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 2.

**Ports maritimes et fluviaux.** — V. Interpellations n° 210. — Marine marchande (sécurité et hygiène). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 3, 49.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la taxe de péage que la chambre de commerce de Rennes est autorisée à percevoir dans le port de Redon, p. 99 (Document n° 6137). — Dépôt du rapport par M. Xavier Bouvier, p. 1717 (Document n° 7882). — Adoption du projet de loi, p. 5107.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2209 (Document n° 678). — Dépôt du rapport par M. Kalenzaga, p. 2290 (Document n° 709). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2355.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5513 (Loi n° 49-4056 du 2 août 1949, J. O. du 4 août 1949.)

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierrard tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux nombreuses victimes de la tempête du 1<sup>er</sup> mars 1949 sur la côte de la mer du Nord, p. 1251 (Document n° 6667). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Prigent tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir d'urgence les crédits nécessaires pour effectuer des travaux de protection nécessités par suite des dégâts survenus aux ouvrages de protection des ports du littoral de la mer du Nord et de Dunkerque en particulier, et à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux foyers sinistrés par suite de la même tempête, p. 1251 (Document n° 6670). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 2100 (Document n° 6931). — Adoption après modification du titre: « Proposition de résolution à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à permettre la réparation des ouvrages de protection des ports du littoral de la mer du Nord, de Dunkerque en particulier, et à venir d'urgence en aide aux populations sinistrées à la suite de la tempête survenue le 1<sup>er</sup> mars 1949 ».

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Bianchini sur la proposition de M. Deferre, tendant à la création dans le bassin de la Clotat d'un port-abri destiné à protéger la flottille de pêche contre les tempêtes (n° 4351), p. 1531 (Document n° 6783).

— Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet d'annuler l'autorisation de cession à la ville de Bône de terrains conquis sur la mer, p. 497 (Document n° 6175).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la création de zones franches dans les ports, p. 2753 (Document n° 7253). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 6596 (Document n° 8592).

**Possessions australes.** — V. France d'outre-mer (textes généraux). — Interpellations, n° 276.

**Postes diplomatiques et consulaires.** — V. Affaires étrangères (ministère).

**Postes électrosémaphoriques.** — V. Sémaphores.

**Postes, télégraphes et téléphones.** — V. Conventions internationales. — Loyers (locaux administratifs). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 30 (Conseil de la République), n° 13. — Traitements, soldes et indemnités. — Transports et voies de communications (automobiles, vélomoteurs).

## COLIS POSTAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mercier tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires du contingent la faculté d'obtenir le transport gratuit d'un colis à l'occasion des fêtes de Noël et du jour de l'an, p. 6828 (Document n° 8709). — Dépôt du rapport par M. André-François Mercier, p. 7009 (Document n° 8764).

## FRANCHISE POSTALE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Tourné sur la proposition de résolution de M. André Mercier, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires en vue d'accorder la franchise postale pour les lettres et colis adressés par les vieux travailleurs salariés et les économiquement faibles à leurs enfants, petits-enfants se trouvant sous les drapeaux dans la métropole, territoires d'outre-mer ou en occupation, (n° 5910), p. 487 (Document n° 6367). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Morand, p. 1612 (Document n° 6317).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Dixmier tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise postale aux jeunes soldats accomplissant leur service militaire, p. 1593 (Document n° 6797).

## MANDATS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrand tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation applicable au paiement à domicile des mandats, p. 711 (Document n° 6500).

## OBJETS DE CORRESPONDANCE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de fixation des conditions d'admission des objets de correspondance dans le service postal, p. 7337 (Document n° 8688).

## PERSONNEL

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de Mme Reyraud sur la proposition de loi de Mme Reyraud, tendant à créer dans l'administration des P. T. T. un cadre provisoire de dame inspecteur adjoint, dame inspecteur, en vue de l'intégration dans ce cadre des dames commis ancienne formule, surveillantes et surveillantes principales des P. T. T. issues des ex-dames employées et dames commis des P. T. T. (n° 5817), p. 2215 (Document n° 6978). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Dagain, p. 7183 (Document n° 8824).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy tendant à créer sous forme de principalat, un avancement d'échelon, pour les facteurs, chargeurs manutentionnaires et plantons des P. T. T., en vue de maintenir un parallélisme de carrière entre les personnels similaires de diverses administrations, p. 2694 (Document n° 7205). — Dépôt du rapport par M. Barel, p. 4810 (Document n° 7912). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy tendant à la création d'un principalat pour les agents des lignes des P. T. T., p. 4440 (Document n° 7802). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Barel, p. 4896 (Document n° 7943).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélémy tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'administration des postes, télégraphes et téléphones les crédits nécessaires pour que les facteurs et agents techniques des postes, télégraphes et téléphones soient dotés de tenues et de vêtements de travail dans les mêmes conditions que le personnel similaire des autres administrations, p. 1478 (Document n° 6751). — Dépôt du rapport par M. Barthélémy, p. 3031 (Document n° 7324).

## TARIFS

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Reville tendant à inviter le Gouvernement à supprimer et à faire supprimer toute surtaxe postale aérienne dans le transport du courrier de toute nature à l'intérieur de l'Union française, p. 678 (Document n° 248). — Dépôt du rapport par M. Durand-Reville, p. 1243 (Document n° 427). — Discussion, p. 1350; adoption, p. 1352.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à déterminer l'appellation « imprimés » en matière de tarifs postaux, p. 1794 (Document n° 6853).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Schmidt tendant à inviter le Gouvernement: 1° à diminuer le prix de ses services et notamment ceux des postes, télégraphes et téléphones; 2° à réduire les prix de revient de la Société nationale des chemins de fer français par un plan de réforme interne du réseau et de la structure de cette société, lui permettant de réaliser son équilibre budgétaire total par ses propres moyens, et indépendamment de toutes mesures susceptibles de nuire à l'activité des autres moyens de transport, p. 2846 (Document n° 7254).

## TÉLÉPHONE

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Lucien de Gracia sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux abonnements téléphoniques forfaitaires souscrits par les questures de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française (n° 11-127, année 1948), p. 52 (Document n° 31). — Discussion et adoption, p. 150.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 423 (Loi n° 49-211 du 16 février 1949, J. O. du 17 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Michel tendant à modifier l'article 5 du décret n° 48-122 du 16 septembre 1948, relatif à l'établissement des lignes de cabines téléphoniques rurales, p. 1450 (Document n° 6738).

## Poudres et explosifs.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lenormand tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence aux familles des victimes de l'accident survenu le 18 mai 1949 à la fabrique de dynamite d'Abion (Calvados), p. 2647 (Document n° 7196). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 2694 (Document n° 7206).

**Poudrières nationales.** — V. Armée de terre (établissements militaires). — Domaine de l'Etat des départements et des communes (cession d'immeubles).

## Pouvoirs publics.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, p. 382 (Document n° 6336). — Discussion, p. 6639; adoption de l'ensemble avec le titre suivant: « Proposition de loi tendant à la modification et à la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics », p. 6649 (rectificatif, p. 6760, 7209).

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 2636 (Document n° 856). — Dépôt du rapport par M. Georges Pernot, p. 2778 (Document n° 918). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Georges Pernot, p. 2843 (Document n° 941). — Discussion, p. 2873; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2884.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7538 (Document n° 8398).

**Préfecture de police.** — V. Fonctionnaires (intégration). — Fonctionnaires communaux et départementaux.

**Préfecture de la Seine.** — V. Fonctionnaires communaux et départementaux.

**Préfectures et sous-préfectures.** — V. Intérieur (ministère).

**Prélèvement exceptionnel.** — V. Impôts (perception, prélèvement exceptionnel). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 40. — Viticulture.

**Prescriptions.** — V. Code d'instruction criminelle.

**Présidence du conseil des ministres.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 44.

**Assemblée nationale.** — Démission du cabinet Henri Queuille, p. 5764. — Investiture de M. Jules Moch, président du conseil désigné par le Président de la République; programme et politique du cabinet, p. 5766; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Charles Lussy, p. 5802 (rectificatif, p. 5894). — Communication de M. le



**Président de la République** faisant connaître l'impossibilité pour M. Jules Moch de constituer son cabinet, p. 5883. — Investiture de M. René Mayer, président du conseil désigné par le Président de la République, programme et politique du cabinet, p. 5884; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Delcos, p. 5901. — Communication de M. le Président de la République faisant connaître l'impossibilité pour M. René Mayer de constituer son cabinet, p. 5917. — Investiture de M. Georges Bidault, président du conseil désigné par le Président de la République, programme et politique du cabinet, p. 5918; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. de Menthon, p. 5940.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à subordonner l'affichage des déclarations des présidents du conseil désignés à un vote des Assemblées et seulement dans des cas exceptionnels, p. 2443 (Document n° 767). — Dépôt du rapport par M. Fouques-Duparc, p. 2609 (Document n° 888).

**France.** — V. Députés (incompatibilité parlementaire). — Interpellations, n° 1.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Lacaze sur le projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse (nos 3838, 5305, 5813), p. 65 (Document n° 6096). — Discussion, p. 90; suite de la discussion, p. 149, 172; adoption du projet de loi, p. 182.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 136 (Document n° 71). — Dépôt du rapport par M. Lieutaud, p. 229 (Document n° 130). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale, par M. Lassagne, p. 320 (Document n° 173). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille, par Mme Cardot, p. 329 (Document n° 180). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice, par M. Georges Maire, p. 445 (Document n° 199). — Discussion, p. 529; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 548 (rectificatif, p. 674, 983).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1372 (Document n° 690). — Dépôt du rapport par M. Gosset, p. 2278 (Document n° 7010). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale, par M. Deixonne, p. 3754 (Document n° 7365). — Discussion, p. 4092; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4104 (Loi n° 49-556 du 16 juillet 1949, J. O. du 19 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant création de France-Presse, p. 942 (Document n° 6576).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881, p. 1830 (Document n° 6859).

— Dépôt d'un projet de loi complétant et modifiant l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, p. 2556 (Document n° 7134).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, p. 2593 (Document n° 7189).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à abroger l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, p. 6828 (Document n° 8895).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wastier tendant à modifier l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, p. 2593 (Document n° 7192).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bichet portant statut de la presse, p. 3606 (Document n° 7553).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à protéger les auteurs et dessinateurs français contre certaines formes de dumping dans les périodiques destinés à la jeunesse, p. 4171 (Document n° 7144).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Thuillier tendant à compléter la loi du 4<sup>er</sup> juillet 1949 relative aux publications destinées à la jeunesse, p. 4306 (Document n° 7796).

**Prévisions.** — V. Allocations familiales. — Assurances sociales. — Impôts (taxes départementales et communales).

**Prêts.** — V. Allocations familiales. — Etudiants.

**Primes et indemnités.** — V. Code du travail. — Interpellations n° 26. — Traitements soldes et indemnités.

**Prisons.** — Maisons d'arrêt.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi créant un service social dans les prisons, p. 280 (Document n° 6247). — Dépôt du rapport par M. Yves Péron, p. 6189 (Document n° 8430). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par Mme Rabaté, p. 6936 (Document n° 8728).

— Dépôt d'un projet de loi abrogeant l'article 4 de la loi du 5 juin 1875, p. 6532 (Document n° 8554).

— Dépôt d'un projet de loi abrogeant la loi du 25 décembre 1880 sur la répression des crimes commis dans l'intérieur des prisons, p. 6533 (Document n° 8558).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Terrenoire tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin au régime actuel de détention de Philippe Pétain, à lui fixer une résidence et des conditions d'existence qui concilient les sentiments d'humanité qui dictent cette mesure et les nécessités de l'ordre public, p. 6154 (Document n° 8415).

**Prisonniers et déportés.** — V. Capitaux. — Enregistrement. — Fonctionnaires. — France d'outre-mer (départements d'outre-mer). — Interpellations nos 42, 172, 176, 187, 202, 275, 246. — Loyers. — Monnaies. — Palmes académiques. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 62 (Conseil de la République, n° 86).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, p. 7 (Document n° 8069). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 198 (Document n° 6189). — Demande d'arbitrage sur l'urgence et adoption, au scrutin, de l'urgence, p. 500. — Renvoi à la commission des finances, saisie pour avis, p. 533.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou tendant à établir le statut des réfractaires, p. 549 (Document n° 6409). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à établir un statut des réfractaires, p. 1964 (Document n° 6808). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 2216 (Document n° 6985).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ninine tendant à indemniser les évadés des territoires soumis à l'autorité de fait dite gouvernement de Vichy ou administrés par l'ennemi, de pertes de biens de toute nature résultant de leur évvasion, p. 2009 (Document n° 6931).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Michel tendant à l'ouverture d'un crédit de 4 milliards et à la création de recettes au moins égales au montant de ce crédit pour effectuer le paiement de la première tranche du pécule aux prisonniers de guerre qui, pendant leur captivité, n'ont perçu ni solde, ni traitement, p. 2440 (Document n° 7081).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Serre tendant à assurer la protection légale des salariés et fonctionnaires anciens déportés résistants, p. 5803 (Document n° 8189).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les mesures nécessaires pour obtenir une indemnité compensatrice du travail effectué par les déportés résistants et politiques pour le compte des particuliers et des institutions publiques ou privées de l'Etat allemand et à réaliser l'internationalisation des principaux camps de concentration d'Allemagne, p. 1830 (Document n° 6881). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des autorités d'occupation pour que soient sauvegardés les vestiges des camps de concentration nazis afin d'honorer leurs martyrs et de flétrir la barbarie hitlérienne, p. 5961 (Document n° 8290). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 6883 (Document n° 8717).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à fixer par décret les modalités d'application de l'article 13 du statut des déportés et internés de la résistance, p. 5881 (Document n° 8301). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Roucaute tendant à inviter le Gouvernement: 1° à fixer par décret les modalités d'application des articles 8 et 13 du statut des déportés et internés de la résistance; 2° à fixer par décret les modalités d'application du statut des déportés et internés politiques; 3° à fixer par décret les modalités d'application de la loi n° 49-418 relative au statut et au droit des combattants volontaires de la résistance, p. 6075 (Documentation n° 8361). — Dépôt du rapport par M. Roger Roucaute, p. 6883 (Document n° 8718).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à accorder le remboursement par priorité des pertes matérielles de toute nature subies par les déportés et internés de la résistance, p. 1831 (Document n° 6886).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charlet, tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir l'urgence les lois et décrets destinés à permettre l'application des dispositions des statuts des déportés et internés de la résistance et des déportés et internés politiques, p. 297 (Document n° 164).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charlet tendant à inviter le Gouvernement à verser immédiatement aux internés et déportés, ainsi qu'aux ayants cause des internés et déportés morts ou disparus, un acompte provisionnel sur le pécule — et le cas échéant sur la solde de captivité — promis par les lois n° 48-1251 du 6 août 1948 et n° 48-1104 du 9 septembre 1948, ainsi que sur l'indemnité compensatrice des pertes matérielles résultant de l'arrestation, de la déportation ou de l'internement, p. 2576 (Document n° 806).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Plait tendant à inviter le Gouvernement à créer, en France, un ossuaire où seront rassemblés les corps non identifiés des victimes des camps de concentration allemands, p. 2698 (Document n° 884).

**Prix (Réglementation).** — V. Agriculture (fruits et légumes). — Amnistie. — Enregistrement. — Finances (contrôle et enquêtes économiques). — Interpellations nos 166, 199, 206, 207, 264, 265, 267, 281. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 1, 99.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Guy Petit sur le projet de loi modifiant l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique (n° 3021), p. 325 (Document n° 6305). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Chaze, p. 1372 (Document n° 6710). — Adoption de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1481 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique* », p. 1608.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 705 (Document n° 260). — Dépôt du rapport par M. Bardon-Darnazid, p. 1176 (Documentation n° 392). — Discussion, p. 1221; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1224.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2908 (Loi n° 49-756 du 9 juin 1949, J. O. du 10 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, p. 6632 (Document n° 8609).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duforest modifiant l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix et l'ordonnance n° 45-1484 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, p. 7621 (Documentation n° 8911).

**Produits agricoles.** — V. Agriculture. — Algérie. — Interpellations nos 206, 207, 212. — Prix. — Questions orales (Conseil de la République) nos 28, 39, 50, 100.

**Produits biochimiques.** — V. Centre national de la pénicilline.

**Produits coloniaux.** — V. France d'outre-mer. — Interpellation n° 280.

**Produits industriels.** — V. Commerce et industrie (répartition).

**Produits laitiers.** — V. Agriculture (lait). — Interpellations n° 76. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 63.

**Produits oléagineux.** — V. Corps gras et produits oléagineux. — Interpellations n° 231. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 74.

**Produits pétroliers.** — V. Impôts (chiffre d'affaires). — Interpellations n° 263.

**Produits pharmaceutiques.** — V. Pharmacie. — Questions orales (Conseil de la République) n° 52.

**Professions agricoles et forestières.** — V. Agriculture. — Assurances sociales. — Code du travail (salaires).

**Professions libérales.** — V. Assurances sociales. — Impôts (revenus).

**Propriété commerciale et artisanale.** — V. Loyers (baux ruraux).

**Propriété foncière.** — V. Agriculture (exploitation). — Algérie.

**Propriété immobilière.** — V. Code civil. — Domaines de guerre. — Enregistrement. — Habitations à bon marché. — Loyers (locaux). — Paris (Ville de). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 31. — Spoliation.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi mettant en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions législatives sur la police des bâtiments menaçant ruine, p. 324 (Document n° 6274). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 3147 (Document n° 7143). — Adoption du projet de loi, n° 4024.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1766 (Document n° 572). — Dépôt du rapport par M. Schwartz, p. 2290 (Document n° 708). — Discussion, p. 2177; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2178.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6135 (Loi n° 49-1532 du 1<sup>er</sup> décembre 1949, J. O. du 2 décembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Garet sur la proposition de loi de M. Mondon tendant à supprimer le ministère d'avoué en cas de demandes de mutation d'immeubles sinistrés présentées au tribunal de première instance statuant en chambre du conseil (n° 5996), p. 1279 (Document n° 6675).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la vente des immeubles de faible valeur, dépendant de successions vacantes, p. 2168 (Document n° 6959).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à restituer à certaines catégories d'anciens propriétaires expropriés pour des raisons d'urbanisme et d'aménagement, dans le cadre de l'acte dit loi du 11 octobre 1940, modifié par les actes dits lois des 10 février 1941 et 12 juillet 1941, leurs immeubles lorsque ces derniers n'ont pas été démolis et ne le seront pas dans un délai d'un an, p. 5803 (Document n° 8139).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray complétant l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 en ce qui concerne la cession d'immeubles aux locataires sinistrés, p. 3791 (Document n° 7637).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Maire, tendant à modifier la loi du 23 octobre 1884 sur les ventes judiciaires d'immeubles, p. 297 (Document n° 163).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 912 (Document n° 6383).

**Propriété industrielle.** — V. Commerce et industrie. — Conventions internationales. — Loyers (baux ruraux).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Palewski sur: 1<sup>o</sup> le projet de loi relatif aux brevets d'invention intéressant la

défense nationale; 2<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Palewski relative aux brevets d'invention intéressant la défense nationale (n° 3337, 2588), p. 1727 (Document n° 6839).

— Dépôt d'un projet de loi relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands, p. 3791 (Document n° 7613).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'application, à l'égard des taxes perçues en matière de propriété industrielle, des dispositions de l'article 8, paragraphe 2, de la loi n° 43-1973 du 31 décembre 1948, portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluations des voies et moyens, p. 7537 (Document n° 8883).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski, mettant fin aux dispositions prévues par l'article 2 de la loi du 21 janvier 1941, portant prorogation de délais en matière de propriété industrielle, p. 2551 (Document n° 7150). — Dépôt du rapport par M. Palewski, p. 3512 (Document n° 7501).

**Propriété littéraire et artistique.** — V. Conventions internationales.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Citerne sur la proposition de loi de M. Biron, concernant la prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique (n° 2704), p. 2694 (Document n° 7200). — Dépôt d'un avis de la commission par M. Deixonne, p. 5254 (Document n° 8027).

**Prostitution.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 71.

**Protection des animaux.** — V. Code pénal.

**Protection de l'enfance.** — V. Enfance (Protection de l').

**Protection hôtelière.** — V. Hôtels.

**Protection des végétaux.** — V. Agriculture. — Bois et forêts.

**Protêts.** — V. Code de commerce.

**Provinces françaises.** — V. Fédération folklorique.

**Publications.** — V. Députés (incompatibilité parlementaire). — Histoire de France de 1939 à 1945. — Interpellations n° 90. — Presse. — Questions orales (Conseil de la République) n° 112.

**Publicité.** — V. Bulletin officiel du registre du commerce et du registre des métiers. — Enregistrement. — Fonds de commerce.

**Pupilles de la nation.** — V. Transports (chemins de fer d'intérêt général).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Weber tendant à exonérer tous les pupilles de la nation des droits d'inscription et d'examen, p. 7537 (Document n° 8896).

Q

**Questions écrites.** — V. Assemblée nationale (règlement).

**Questions orales (Assemblée nationale).** — V. Assemblée nationale (règlement).

#### 1<sup>o</sup> MINISTÈRE HENRI QUEUILLE

1. — Montant des pénalités infligées en 1946 pour infraction à la législation des prix. — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 82.

2. — Gestion de l'Office de bois de l'Afrique équatoriale française. — Question posée par M. Jean-Marie Louvel à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 83.

3. — Réception dans les ports de l'Ouest de charbon d'importation. — Question posée par M. Georges Coudray à M. le ministre de

l'industrie et du commerce, p. 38; retrait, p. 237.

4. — Situation, en Afrique occidentale française, aux travailleurs de la deuxième portion du contingent. — Question posée par M. Jean Silvandre à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du secrétaire d'Etat, p. 238.

5. — Vacances perçues par les commissaires de police pour les opérations d'ouverture et d'installation de bénéficiaires dans les logements réquisitionnés. — Question posée par M. Raymond Guyot à M. le ministre de l'intérieur et réponse du sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 239.

6. — Subventions allouées par l'Etat aux collectivités locales pour les constructions sportives. — Question posée par M. Julien Aréoli à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, p. 239.

7. — Conditions d'attribution de l'allocation d'attente aux économiquement faibles. — Question posée par M. Waldeck Rochet à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du ministre, p. 240.

8. — Situation des agents administratifs des établissements de l'armement. — Question posée par M. Albert Gazier à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du ministre, p. 240.

9. — Attribution aux commerçants et artisans nord-africains du droit aux allocations familiales. — Question posée par M. Raymond Guyot à M. le ministre de l'intérieur et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 366.

10. — Rendement escompté de l'imprimé sur la rémunération de chaque membre du personnel des entreprises au cours de l'année 1948. — Question posée par M. Fernand Bonhom à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 253; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 367.

11. — Délai de résidence, pour l'inscription sur les listes électorales des Nord-Africains résidant en France. — Question posée par M. Raymond Guyot à M. le ministre de l'intérieur et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 367.

12. — Importance des importations de chiendent en provenance du Mexique. — Question posée par M. Roger Duveau à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat, p. 368.

13. — Contingent de monnaie-matière alloué au Tarn-et-Garonne en ce qui concerne les métaux ferreux. — Question posée par M. Pierre Juge à M. le secrétaire d'Etat au commerce et réponse, p. 368.

14. — Traitements des agents d'une société concessionnaire d'Etat. — Question posée par M. Jean Cristofol à M. le ministre des travaux publics et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la vice-présidence du conseil, p. 532.

15. — Exonération de l'impôt général sur le revenu des pensionnés de la loi du 14 avril 1924 (art. 21, invalidité). — Question posée par Mme Rachel Lempereur à M. le ministre des finances et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la vice-présidence du conseil, p. 532.

16. — Répartition des honoraires versés par les caisses de sécurité sociale à l'occasion d'accouchements pratiqués dans les hôpitaux. — Question posée par M. Just Evrard à M. le ministre de la santé publique et réponse du ministre, p. 533.

17. — Tarifs des frais de transports de marchandises destinées aux économats ou coopératives de la S. N. C. F. — Question posée par M. Louis Christiaens à M. le ministre des travaux publics et des transports et réponse du ministre, p. 696.

18. — Catégorie professionnelle des charretiers des mines. — Question posée par M. Louis Baugnies à M. le secrétaire d'Etat au commerce et réponse du secrétaire d'Etat, p. 696.

19. — Chômage des producteurs de charbon de bois par suite des importations de goudron en provenance d'Amérique. — Question posée par M. Félix Garcia à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 697.

20. — Régime des congés administratifs des fonctionnaires des départements d'outre-mer intégrés dans les cadres métropolitains. — Question posée par M. Paul Valentino à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat aux finances, p. 697.

21. — Quelle catégorie d'imposables, pour la patente, doivent être classés les établissements financiers. — Question posée par M. Jean Wagner à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat aux finances, p. 697.

22. — Pièces à fournir par les bénéficiaires des dispositions de l'article 40 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers. — Question posée par Mme Francine Lefebvre à M. le ministre de la justice, p. 333; réponse du ministre, p. 698.

23. — Subvention annuelle par apprenti accordée aux chambres de métiers. — Question posée par M. Pierre Abelin à M. le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, p. 490; réponse, p. 698.

24. — Montant prévu et répartition de chacune des contributions au titre de l'année 1947. — Question posée par M. Antonin Gros à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du ministre, p. 913.

25. — Bénéfice de l'article 7 ter du code général des contributions directes à un exploitant qui constitue une société en nom collectif. — Question posée par M. Emile Bèche à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du ministre, p. 913.

26. — Application de l'article 10 de la loi du 30 novembre 1941 (pensions des fonctionnaires victimes de guerre) dans les localités bombardées. — Question posée par Mme Rachel Leimpeur à M. le ministre des finances et réponse du ministre, p. 913.

27. — Honoraires de 1948 non perçus par les médecins hospitaliers. — Question posée par M. Georges Coudray à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 662; réponse du sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 914.

28. — Montant et répartition des sommes encaissées par la caisse des alcools et utilité de cette caisse. — Question posée par M. Bernard Pannic à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1256.

29. — Délivrance des attestations portant sur les revenus de 1948 aux bénéficiaires des dispositions de l'article 40 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers. — Question posée par Mme Francine Lefebvre à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 829; réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1257.

30. — Crédits pour le fonctionnement des services de l'administration des postes, télégraphes et téléphones. — Question posée par M. André Barthélémy à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1256; réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1257.

31. — Disparition des dossiers des Espagnols résistants déportés en Allemagne qui auraient été transmis au consulat franquiste à Marseille. — Question posée par Mme Marceline Braun à M. le ministre de l'intérieur et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 1257.

32. — Moyens propres à mettre un terme aux congés abusifs donnés par certains propriétaires à leurs fermiers. — Question posée par M. Fernand Maillocheau à M. le ministre de la justice et réponse du ministre, p. 1997.

33. — Impôt cédulaire sur les bénéfices dus par un armement (sous forme d'association); cet armement peut-il reviser son bilan et se constituer son propre assureur et s'il est possible de la taxe de transaction sur les ventes de poissons. — Question posée par M. Jean Le Coutaller à M. le ministre des finances; réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1998.

34. — Remboursement par le propriétaire de la fraction des dépenses occasionnées par la réparation de ses immeubles endomma-

gés par faits de guerre et non couverte par l'Etat et paiement de la contribution foncière. — Question posée par M. Raymond Gernez à M. le ministre des finances; réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1998.

35. — Anomalies dans le fonctionnement du service de l'enseignement à Madagascar. — Question posée par M. Roger Dureau à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1009; réponse du ministre, p. 1998.

36. — Ravitaillement en café de la France et plus particulièrement des départements du Nord et du Pas-de-Calais. — Question posée par M. Paul Theetten à M. le président du conseil et réponse du secrétaire d'Etat, p. 1999.

37. — Répartition directe du matériel et des pneus du camp de Vitrolles. — Question posée par M. Lucien Lambert à M. le ministre de l'agriculture et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1999.

38. — Conditions dans lesquelles s'est faite la fusion de la gendarmerie maritime avec la gendarmerie nationale. — Question posée par M. Albert Gau à M. le ministre de la défense nationale, p. 1151; réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), p. 2217.

39. — Sociétés professionnelles admises à prêter leur concours à la réalisation du plan de congélation de la viande. — Question posée par M. Raymond Triboulet à M. le président du conseil et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 2217.

40. — Redevable s'acquittant du prélèvement exceptionnel en souscrivant à l'emprunt au nom de sa femme ou de ses enfants. — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 2218.

41. — Dégrevements d'impôts aux personnes louant en meuble une pièce de leur habitation par suite de la crise du logement. — Question posée par M. Edouard Depreux à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 2218.

42. — Pneus agraires. — Importance des répartitions faites depuis la libération. — Augmentation et accélération de ces répartitions. — Question posée par M. Lucien Lambert à M. le ministre de l'agriculture et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 2218.

43. — Limite d'âge ne donnant plus droit aux prestations familiales pour un fonctionnaire de la catégorie A père de quatre enfants et date de mise à la retraite de ce fonctionnaire. — Question posée par M. Jacques Duclos à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) et réponse du secrétaire d'Etat, p. 2750.

44. — Adresse et superficie des locaux administratifs occupés par les services dépendant de la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative). — Question posée par M. Frédéric Dupont à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et réponse du secrétaire d'Etat, p. 2750.

45. — Subventions au financement par certaines caisses de sécurité sociale des coopératives laitières et de diverses entreprises. — Justification légale. — Question posée par M. Lucien Degoutte à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale et réponse du ministre, p. 3128.

46. — Nombre et importance des immeubles occupés par les administrations publiques. — Question posée par M. André Béranger à M. le président du conseil et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 3128.

47. — Candidat boursier dont le père ne possède rien et ne paye pas d'impôt n'ayant pas fait l'objet d'aucune attribution de bourse. — Question posée par M. Félix Garnier à M. le ministre de l'éducation nationale et réponse du ministre, p. 3129.

48. — Choix du personnel à licencier parmi les postes d'assistante sociale dans certains services dépendant de l'enseignement technique. — Question posée par Mme Francine Lefebvre à M. le secrétaire d'Etat à l'ensei-

gnement technique, à la jeunesse et aux sports, p. 3155; réponse du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, p. 3288.

49. — Bases de la répartition entre les ports français des importations de charbon anglais. — Question posée par M. Georges Coudray à M. le ministre de l'industrie et du commerce et réponse du ministre, p. 3288.

50. — Bureaux gérés par un comptable ayant fourni un cautionnement dans les administrations des postes du Trésor et de l'enregistrement. — Avancement de classe des comptables. — Nombre d'emplois budgétaires à chaque classe. — Question posée par M. Edmond Castéra à M. le ministre des finances et des affaires économiques; réponse du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, p. 3288.

51. — Envois à l'étranger des périodiques concernant les stations thermales. — Question posée par M. Adrien Mabrut à M. le ministre des travaux publics, p. 9; réponse du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, p. 3289.

52. — Suppressions exigées dans le film « Clochemerle ». — Question de M. Fernand Grenier déposée en 1948 à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 3129; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3289.

53. — Articles écrits par des généraux en activité de service dans la revue « Défense nationale ». — Question posée par M. Pierre Villon à M. le ministre de la défense nationale et réponse du ministre, p. 3289.

54. — Publication du décret fixant les conditions du versement d'un acompte provisionnel à la suite de la majoration des rentes viagères de l'Etat. — Question posée par M. Fernand Rouxom à M. le ministre des finances et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 3182.

55. — Remboursement de la pénalité indûment exigée d'un contribuable à qui il a été réclamé deux fois le quart provisionnel et auquel il n'a été remboursé que le trop perçu. — Question posée par M. Paul Anxionnaz à M. le ministre des finances et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 3183.

56. — Report éventuel sur les bénéfices d'exercices clos ou suivants de la perte subie par les entreprises ayant leur siège en Alsace-Lorraine et qui ont fait l'objet de spoliation durant l'occupation ennemie. — Question posée par M. Charles Lussy à M. le ministre des finances et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 3183.

57. — Réparation des dommages causés par les calamités publiques du 1<sup>er</sup> janvier 1947 au 1<sup>er</sup> janvier 1948. — Question posée par M. Maurice Kriegel-Valrimont à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 2105; réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 3184.

58. — Réouverture des délais de remise des dossiers pour la délivrance de la médaille de la Résistance. — Question posée par M. Paul Theetten à M. le garde des sceaux, ministre de la justice et réponse du ministre, p. 3184.

59. — Suppression du service des recherches des criminels de guerre ennemis. — Question posée par M. Marcel Hanson à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et réponse du ministre, p. 3184.

60. — Difficultés que peuvent rencontrer les industries françaises relevant du tourisme à la suite de la suppression du commissariat au tourisme. — Question posée par M. Charles d'Aragon à M. le ministre des travaux publics et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 3185.

61. — Ecoulement des pommes de terre de primeurs de la région Nord-Bretagne à des prix normaux. — Question posée par M. Georges Coudray à M. le ministre de l'agriculture, p. 3522; réponse du ministre, p. 3768.

62. — Restitution aux déportées françaises des bijoux dont elles avaient été dépouillées en arrivant au camp de Ravensbrück. — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des affaires étrangères et réponse du ministre, p. 3770.

63. — Autorisation d'aménager les cours d'eau du marais de la vallée de la Sèvre. —



Question posée par M. Gabriel Citerne à M. le ministre des transports et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 3771.

61. — *Transmission d'un fonds de pharmacie. — Application de l'article 11 de la loi du 13 mai 1918 portant aménagement d'impôts directs à l'occasion de la constitution d'une société.* — Question posée par M. Jean-Raymond Guyon à M. le ministre des finances et réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 3771.

65. — *Suppression de l'émission « Chants et chœurs soviétiques ».* — Question posée par M. Fernand Grenier à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et réponse du secrétaire d'Etat, p. 4025.

66. — *Importation de grandes quantités de farines pour combler le déficit de la récolte du blé.* — Question posée par M. Desjardins à M. le ministre de l'agriculture, p. 4025; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 4026.

67. — *Régime d'assurance vieillesse complémentaire des médecins.* — Question posée par M. Achille Auban à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale et réponse du ministre, p. 4113.

68. — *Importations de produits laitiers et, en particulier, de laits de conserve.* — Question posée par M. Bernard Paumier à M. le président du conseil et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 4113.

69. — *Nombre d'emplois de direction dans les administrations centrales et les ministères et nombre de ces hauts fonctionnaires pourvus de diplômes.* — Question posée par M. Maurice René à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique) et réponse du secrétaire d'Etat, p. 4111.

70. — *Bénéfices de campagnes à accorder aux militaires créoles.* — Question posée par M. Roger Duvau à M. le ministre de la défense nationale, p. 126; réponse du ministre, p. 4115.

71. — *Pensionnaires en fuite d'une maison close du camp de Fréjus.* — Question posée par M. Pierre Dominjon à M. le ministre de la défense nationale et réponse du ministre, p. 4115.

72. — *Montant mensuel des dépenses affectées à l'entretien et dépenses diverses de l'escadron de la garde républicaine stationné à l'île d'Yeu.* — Question posée par M. Gabriel Citerne à M. le ministre de la défense nationale et réponse du ministre, p. 4116.

73. — *Rapatriement des corps des militaires tués en Indochine.* — Question posée par M. René Plevin à M. le ministre des anciens combattants et réponse du ministre, p. 4116.

74. — *Achats d'huile d'olive en Espagne; désignation des membres de la mission d'achat et interdiction d'entrée en France des huiles d'Afrique du Nord.* — Question posée par M. Emmanuel Temple à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 3916; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6579.

75. — *Recherche des responsables de la catastrophe ferroviaire du Paris-Strasbourg à Embormenil le 4 juillet 1949.* — Question posée par M. Pierre-Grouès à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 4991; réponse du sous-secrétaire d'Etat aux finances, p. 6580.

76. — *Arrestation de deux mineurs espagnols pendant la grève à Bessèges (Gard).* — Question posée par M. Pierre Villon à M. le ministre de l'intérieur, p. 607; réponse du secrétaire d'Etat, p. 6581.

77. — *Achat d'un immeuble, partiellement endommagé par faits de guerre, par un haut fonctionnaire du ministère de la reconstruction.* — Question posée par M. André Pierrard à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 328; réponse du ministre, p. 6737.

78. — *Exonération de la taxe sur les locaux insuffisamment occupés par certains petits salariés épargnants devenus propriétaires.* — Question posée par M. Rémy Boutavent à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 1594; réponse du ministre, p. 6739.

79. — *Visite de l'ancien ministre du commerce extérieur de Tchécoslovaquie à M. le président du conseil.* — Question posée par Mme Madeleine Braun à M. le président du conseil, p. 323; réponse écrite, p. 3268.

80. — *Retrait de la nationalité française à des mineurs dont le comportement au cours des grèves a prêté à critique.* — Question posée par Mme Madeleine Braun à M. le ministre de la santé publique et de la population, p. 328; réponse écrite, p. 1849.

81. — *Application immédiate des résolutions de la conférence des Cinq sur la constitution de l'Union européenne.* — Question posée par M. Pierre-Olivier Lapie à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1089; réponse, p. 1840.

82. — *Sinistré soumis à un échange de parcelles et qui se voit attribuer un terrain dont il était naguère propriétaire.* — Question posée par M. Jacques Vendroux à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 1152.

83. — *Instructions données pour le transfert des fourriers, commis aux viures, secrétaires et cuisiniers de Rochefort à Cherbourg.* — Question posée par M. Georges Gosnat à M. le secrétaire d'Etat aux forces armées (marine), p. 1376.

84. — *Faits incriminés à un commissaire de police judiciaire.* — Question posée par M. Robert Ballanger à M. le ministre de l'intérieur, p. 1728.

85. — *Nord-Africains expulsés des locaux qu'ils occupaient au Raincy.* — Question posée par M. Robert Ballanger à M. le ministre de l'intérieur, p. 1728.

86. — *Position des gérants minoritaires d'une société à responsabilité limitée au titre de la sécurité sociale.* — Question posée par M. Henri Bergeret à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 2105.

87. — *Débauchage d'employés malgaches dans les administrations publiques et les entreprises nationalisées à Madagascar.* — Question posée par M. Charles Benoist à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2279.

88. — *Application du régime des condamnés définitifs à des Malgaches condamnés et pourvus en cassation.* — Question posée par M. Charles Benoist à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2279.

89. — *Application à des condamnés malgaches d'un régime pénitentiaire différent selon qu'ils jouissent ou non du statut français.* — Question posée par M. Charles Benoist à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2279.

90. — *Application des dispositions de l'article 27 de la loi du 5 avril 1946 sur le dégroupement des cadres.* — Question posée par M. Edmond Michelet à M. le ministre de la défense nationale, p. 2555.

91. — *Attribution de la Légion d'honneur, à titre militaire, à un administrateur en chef des colonies à Madagascar.* — Question posée par M. Jules Castellain à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 3017.

92. — *Mesures prises pour empêcher l'exécution du général Pika, président de l'alliance française en Tchécoslovaquie.* — Question posée par M. Maurice Schumann à M. le ministre des affaires étrangères, p. 3741.

93. — *Travaux d'électrification rurale. — Attributions des participations du fonds d'amortissement.* — Question posée par M. Pierre Cot à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 3770.

94. — *Statut et effectif de la police de la route.* — Question posée par M. Paul Theetten à M. le ministre des travaux publics, p. 3916.

95. — *Opposition au rétablissement des relations ferroviaires entre les départements de l'Indre et de la Vienne dans la zone dite « L'Etoile du Blanc ».* — Question posée par M. Edouard Ramonet à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 4368.

96. — *Revendications du personnel de la société nationale de vente des surplus tendant à l'octroi d'une prime de liquidation.* — Question posée par M. Francis Leenhardt à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 4814.

97. — *Remboursement par le négociant acheteurs de la retenue de 10 p. 100 qu'il a*

*opérée au préjudice de son vendeur.* — Question posée par M. Antonin Gros à M. le ministre de la justice, p. 4814.

2<sup>e</sup> MINISTÈRE BIDAULT

98. — *Versement d'une avance représentant le montant de la somme due par la métropole à l'Afrique équatoriale française pour le service des emprunts.* — Question posée par M. René Malbrant à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6295.

9. — *Fixation du prix du rhum et du sucre aux Antilles.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6296.

100. — *Délais d'enregistrement applicables pour les dépôts des pièces à remettre par les sociétés.* — Question posée par M. Clément Taillade à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6296.

101. — *Déduction d'une proposition destinée à couvrir les dépenses de congés payés, des bénéfices imposables de l'exercice en cours.* — Question posée par M. Maurice Guérin à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6296.

102. — *Concurrence faite aux eaux minérales françaises par une eau minérale allemande « Appolinaris » vendue exclusivement comme eau de table.* — Question posée par M. Marcel Poinbaut à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 4073; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6296.

103. — *Prise en considération de la proposition de loi tendant à la création de l'ordre des experts agricoles et fonciers.* — Question posée par M. Philippe Olmi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice et réponse du sous-secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques, p. 6297.

104. — *Marché des porcs et des aliments du bétail.* — Question posée par M. Bernard Paumier à M. le ministre de l'agriculture et réponse du sous-secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques, p. 6297.

105. — *Situation vis-à-vis de la sécurité sociale, d'un élève de l'école normale supérieure atteint d'une maladie pulmonaire.* — Question posée par Mme Paulette Charbonnel à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale et réponse du sous-secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques, p. 6298.

106. — *Application de la loi 49-1008 concernant la majoration de certaines rentes viagères.* — Question posée par M. Fernand Bouxom à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 5913; retrait, p. 6578.

107. — *Répression du travail noir.* — Question posée par M. Jean Villard à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 6083; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6578.

108. — *Alcools de rétrocession destinés à la fabrication des apéritifs et spiritueux.* — Question posée par M. Vincent Badie à M. le ministre des finances et des affaires économiques; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6578.

109. — *Prévisions inscrites au budget de 1949 au titre des retenues pour pension et pour le paiement des arrérages de pensions, à l'exclusion des pensions de guerre.* — Question posée par M. Virgile Baré à M. le ministre des finances et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6578.

110. — *Situation, au regard des impôts, des dessinateurs des journaux hebdomadaires, quotidiens ou périodiques.* — Question posée par M. Maurice Delxonne à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6579.

111. — *Liste nominative des entreprises du secteur privé débitrices à l'égard des services de l'Impér.* — Question posée par M. Robert Chambeiron à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 6738; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6739.

112. — *Conclusion des conventions utiles au financement des opérations prévues sur les*



**dommages de guerre.** — Question posée par M. Georges Coudray à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6739.

113. — **Paiement des coupons de titres nominatifs de rentes françaises par chèque bancaire ou compte chèque postal.** — Question posée par M. Pierre Gabelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6740.

114. — **Détermination de la valeur locative servant de base au droit proportionnel de patente.** — Question posée par M. Claude Mont à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6740 (rectificatif, p. 7269).

115. — **Brimades scandaleuses dont ont été l'objet les jeunes élèves de l'école des beaux-arts (section architecture).** — Question posée par M. Charles Desjardins à M. le ministre de l'éducation nationale et réponse du ministre, p. 6960.

116. — **Facilités bancaires à certains créanciers de l'Etat.** — Question posée par M. Paul Theetton à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6961.

117. — **Recettes et dépenses du centre national du commerce extérieur et du mondeur officiel du commerce et de l'industrie.** — Question posée par M. Henri Lospès à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6961.

118. — **Revision du revenu cadastral.** — Question posée par M. Bernard Pannier à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 6961; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6962.

119. — **Création d'un corps d'adjoints techniques à l'institut national de la statistique et des études économiques.** — Question posée par M. Yves Fagon à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6962.

120. — **Frais médicaux de certains pensionnés.** — Question posée par M. Roger Bevery à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 6962.

121. — **Demande de réouverture du centre d'apprentissage à Villambard (Dordogne).** — Question posée par M. Yves Péron à M. le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, p. 5915; réponse écrite, p. 6961.

122. — **Vente libre du café.** — Question posée par M. Paul Theetton à M. le président du conseil (ravitaillement), p. 5992.

123. — **Atrocités commises par des militaires français en Indochine.** — Question posée par M. Alain Signor à M. le ministre de la défense nationale, p. 5992.

124. — **Annotation « opinions politiques incompatibles avec le métier d'officier; à dégrader des cadres » portée sur les dossiers de certains officiers.** — Question posée par M. Pierre Villon à M. le ministre de la défense nationale, p. 5992.

125. — **Fonctionnement de l'infirmerie du Dépôt et éléments d'appréciation pouvant motiver la mise en liberté provisoire d'un délinquant.** — Question posée par M. Marcel Polimbœuf à M. le ministre de la justice, p. 6083.

126. — **Accident d'autorail survenu en gare de Salins-les-Bains.** — Question posée par M. André Barthélemy à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 6111.

127. — **Protection du site classé de la vallée de Causeret.** — Question posée par M. Charles d'Aragon à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 6156.

128. — **Résultat des interventions pour obtenir la libération des vingt-neuf Français emprisonnés à Valence (Espagne).** — Question posée par Mme Madeleine Braun à M. le ministre des affaires étrangères, p. 6833.

129. — **Application des dispositions du décret portant interdiction pour certains fonctionnaires coloniaux de servir dans le territoire dont ils sont originaires.** — Question posée par M. Antoine Laurelli à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 6884.

**Questions orales (Conseil de la République).** — V. Assemblée nationale (règlement).

1<sup>o</sup> MINISTÈRE HENRI QUEUILLE

1. — **Ajournement de la publication de l'arrêté définissant la qualité d'étudiant en ce qui concerne l'application de la sécurité sociale.** — Question posée en 1948 par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre de l'éducation nationale; retrait, p. 22.

2. — **Moyens d'action du port de commerce de Brest.** — Question posée par M. Yves Jaouen à M. le ministre des travaux publics, p. 23; réponse du ministre, p. 37.

3. — **Prix d'achat des tabacs d'origine métropolitaine de la récolte 1948 et conditions dans lesquelles ont été effectuées les achats de tabac grec.** — Question posée par M. André Diethelm à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 30; réponse du ministre, p. 77.

4. — **Ordres d'achats anormaux de fonds d'Etat français sur le marché des valeurs du jeudi 20 janvier 1949.** — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 47; réponse du ministre, p. 77.

5. — **Allocations d'essence aux médecins de campagne.** — Question posée par M. Pierre Couinaud à M. le ministre de la santé publique et de la population, p. 13; réponse du ministre, p. 78.

6. — **Dépenses nécessitées par les titres d'alimentation distribués fin décembre 1948.** — Question posée par M. Jacques Debu-Bridel à M. le président du conseil (ravitaillement), p. 30; réponse du secrétaire d'Etat, p. 79.

7. — **Retard apporté au reclassement des agents communaux du département de la Seine.** — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre de l'intérieur, p. 30; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 80.

8. — **Bénéfice des allocations familiales aux chômeurs occupés à des tâches de courte durée par les communes.** — Question posée par M. Robert Brizard à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 47; réponse du ministre, p. 137.

9. — **Accord de commerce entre la France et la trizone occidentale de l'Allemagne concernant l'exportation des vins.** — Question posée en 1948 par M. Henri Maupoll à M. le ministre de l'agriculture; discussion, p. 161; réponse du secrétaire d'Etat, p. 167.

10. — **Rétablissement au Maroc des licences d'importation. — Attribution aux sociétés coopératives d'achat créées depuis 1945.** — Question posée par M. Jacques Debu-Bridel à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 20, 21; discussion, p. 168; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 171.

11. — **Maintien dans les lieux des locataires qui auraient eu leur congé valide tout en bénéficiant d'un délai de grâce.** — Question posée par M. Pierre Boudet à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 99; réponse du ministre, p. 208.

12. — **Revalorisation de l'allocation affectée à la médaille d'argent des instituteurs.** — Question posée par M. André Southon à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 129; réponse du ministre, p. 208.

13. — **Taux des secours accordés aux anciens employés municipaux non titulaires de régimes de retraites.** — Question posée par M. Yves Jaouen à M. le ministre de l'intérieur, p. 130; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 209.

14. — **Modalités du cumul des allocations d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables et de l'allocation temporaire aux vieux.** — Question posée par M. André Mérie à M. le ministre de la santé publique, p. 153; réponse du ministre, p. 210.

15. — **Conditions actuelles de fonctionnement de la Cité universitaire.** — Question posée par M. Jacques Debu-Bridel à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 153; réponse du ministre, p. 272.

16. — **Délai de paiement pour les fermages et l'impôt sur les bénéfices agricoles aux cultivateurs.** — Question posée par M. Gaston

Chazette à M. le ministre de l'agriculture, p. 200, 273; réponse du ministre, p. 408.

17. — **Service régulier entre les îles Saint-Martin-Saint-Barthélemy et la Guadeloupe.** — Question posée par Mme Eboué à M. le ministre de la marine marchande, p. 153; réponse du ministre, p. 409.

18. — **Taxes différentes appliquées aux télégrammes adressés à Saint-Martin (Guadeloupe) de différents bureaux de postes de Paris.** — Question posée par Mme Eboué à M. le secrétaire d'Etat (postes, télégraphes et téléphones), p. 153; retrait, après satisfaction, p. 410.

19. — **Cadres coloniaux, modification au reclassement proposé par la direction de la fonction publique.** — Question posée par M. Luc Durand-Reville à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique), p. 220; réponse du secrétaire d'Etat, p. 410.

20. — **Projet d'acquisition par la sécurité sociale, d'un immeuble affecté à l'habitation, à Marseille.** — Question posée par M. Emilien Lieuland à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 220; réponse du ministre, p. 411.

21. — **Transformation de l'organisation politique de l'Allemagne.** — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 219, 220; discussion, p. 412; réponse du ministre, p. 421 (rectificatif, p. 674).

22. — **Ratification d'une convention prévoyant l'organisation d'une autorité internationale de la Ruhr.** — Question posée par M. Auguste Pinton à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 235, 262; discussion, p. 419; réponse du ministre, p. 421.

23. — **Principes de base de la politique française en vue de la création d'un conseil de l'Europe; état des négociations et garanties de sécurité du pacte Atlantique.** — Question posée par M. Marcel Pélissier à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 235, 262; discussion, p. 417; réponse du ministre, p. 421.

24. — **Incendie des sous-sols des Halles. — Réparation des dégâts. — Conclusions de l'enquête.** — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre de l'intérieur, p. 290; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 569.

25. — **Libre disposition de la production d'huile d'olive de la Tunisie en vue de l'exportation.** — Question posée par M. Antoine Colonna à M. le secrétaire d'Etat (affaires économiques), p. 333; réponse du sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 562.

26. — **Vins muscats de Tunisie, compris dans la liste des vins bénéficiant du tarif réduit.** — Question posée par M. Antoine Colonna à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 333; réponse du sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 562.

27. — **Augmentation du taux d'extraction de la farine panifiable.** — Question posée par M. Pierre Couinaud à M. le président du conseil (ravitaillement), p. 220; réponse du ministre de l'agriculture, p. 563.

28. — **Crise agricole et écoulement de l'excédent de certains secteurs agricoles.** — Question posée par M. Joseph Pindivic à M. le ministre de l'agriculture, et demande de débat, p. 219, 220; discussion, p. 565; réponse du ministre, p. 576.

29. — **Suites données, tant au point de vue technique qu'administratif, après l'incendie survenu aux Halles centrales de Paris.** — Question posée par M. Jacques Debu-Bridel à M. le ministre de l'intérieur, p. 621; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 706.

30. — **Situation des stocks de café à Madagascar et mesures à prendre pour l'exportation de ce café vers la métropole.** — Question posée par M. Daniel Serrure à M. le président du conseil (ravitaillement), p. 674; réponse du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 707.

31. — **Programme de constructions scolaires et mode de financement.** — Question posée par M. Jacques Bordeneuve à M. le ministre de l'éducation nationale et demande de débat, p. 673, 710. — Retrait, p. 817.

32. — **Lenteur et lourdeur de l'appareil administratif qui paralysent la gestion des**

**Intérêts de la ville de Paris.** — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le président du conseil, p. 753; réponse du sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 962.

33. — Conditions dans lesquelles ont été répandus les bruits d'un prétendu complot imputé à un groupement politique et qui devait éclater le 20 mars 1949. — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre de l'intérieur, p. 751; réponse du ministre, p. 963.

34. — Cotisations ouvrières non versées par un établissement du département de la Mayenne à la sécurité sociale. — Question posée par M. Francis Le Basser à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 799; réponse du ministre, p. 1121.

35. — Mise en demeure des groupements d'achats de produits coloniaux de faire honneur aux engagements pris envers les producteurs, les exportateurs et les fonds de soutien locaux de ces mêmes produits. — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 799; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1126.

36. — Proposition du Gouvernement tendant à résoudre par décrets, le régime des licences d'exportation et d'importation. — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 799; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1127.

37. — Mesures envisagées pour remédier à l'extension de la fièvre aphteuse dans toute la France et quantités de vaccin mises à la disposition des cultivateurs. — Question posée par M. Pierre Couinaud à M. le ministre de l'agriculture, p. 799; réponse du ministre, p. 1125.

38. — Fonctionnaire en service, atteint par la limite d'âge et ayant des charges de famille. — Question posée par M. Pierre Boudet à M. le secrétaire d'Etat (fonction publique et réforme administrative), p. 711; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1205.

39. — Renouvellement des crédits bancaires aux conserveurs de produits agricoles. — Question posée par M. Jacques Bordenave à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1076; réponse de M. le secrétaire d'Etat aux finances, p. 1205.

40. — Avantages de carrière accordés aux fonctionnaires résistants et classés comme agents P2 et non à ceux classés comme agents P1. — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1112; réponse de M. le secrétaire d'Etat aux finances, p. 1206.

41. — Suspension des attributions de farine aux biscuitiers. — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre de l'agriculture, p. 1196; réponse du ministre des finances et des affaires économiques, p. 1293.

42. — Conditions et contrôle de certaines promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur au titre de la Résistance. — Question posée par M. Francis Le Basser à M. le ministre de la défense nationale, p. 1210; réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), p. 1317.

43. — Dangers courus par les pêcheurs de la baie de la Seine en raison des mines existant encore au large du Havre. — Question posée par M. Marcel Léger à M. le secrétaire d'Etat aux forces armées (marine), p. 1196. — Retrait de l'ordre du jour et transformation en question écrite, p. 1317.

44. — Raisons pour lesquelles ont été relevés de leurs fonctions le directeur général et le président du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français. — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, p. 1196. — Retrait, p. 1317.

45. — Publication par un hebdomadaire de photographies d'atrocités commises par le corps expéditionnaire français en Indochine. — Question posée par M. André Litalise à M. le ministre de la justice, p. 1286; réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), p. 1319.

46. — Politique du Gouvernement en matière de construction des établissements sco-

laire. — Question posée par M. Jacques Bordenave à M. le ministre de l'éducation nationale et demande de débat, p. 1071, 1076; discussion, p. 1362; réponse du ministre, p. 1370.

47. — Crise dans l'industrie du cuir et de la chaussure. — Question posée par M. Yves Estève à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 1286; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1381.

48. — Publication des suites données au rapport de la cour des comptes et aux travaux de la commission des gaspillages. — Question posée par M. André Litalise à M. le président du conseil, p. 1286; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1385.

49. — Organisation du concours général agricole, en 1950. — Question posée par M. Charles Brune à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 1362, 1380. — Retrait, p. 1413.

50. — Accord franco-italien autorisant l'entrée en France des produits agricoles. — Question posée par M. Etienne Restat à M. le ministre de l'agriculture, p. 1076; réponse du ministre, p. 1389.

51. — Octroi en Tunisie de très importantes concessions de recherches d'hydrocarbure à des sociétés étrangères. — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1121, 1112; discussion, p. 1598; réponse du ministre, p. 1606; adoption d'une proposition de résolution, p. 1611 (rectificatif, p. 2066).

52. — Remboursement aux pharmaciens de Seine-et-Oise des produits pharmaceutiques fournis par eux aux pensionnés d'invalidité. — Question posée par M. Pierre Loison à M. le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 1107; réponse du sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 1676.

53. — Privation des droits civiques d'un citoyen français condamné durant l'occupation par le gouvernement de l'Etat français. — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre de la justice, p. 1582; réponse du sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 1913.

54. — Obligation pour les sinistrés de financer 30 p. 100 de l'excédent du plafond des dégâts immobiliers. — Demande de prêt au Crédit foncier. — Question posée par M. Pierre Couinaud à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 1619; réponse du ministre, p. 2011.

55. — Stocks de marchandises possédées au 1<sup>er</sup> janvier 1949, par les contribuables exploitant à titre individuel une entreprise industrielle ou commerciale. — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, p. 1871; retrait, p. 2011.

56. — Politique économique et monétaire dans les départements et territoires d'outre-mer. — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1176, 1196. — Fixation de la date, p. 2038. — Discussion, p. 2015, 2072; réponse du sous-secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, p. 2077 et adoption d'une proposition de résolution, p. 2089.

57. — Ouverture récente d'une école publique de garçons à la Prêvière (Maine-et-Loire), fréquentée par deux élèves seulement. — Question posée par M. Pierre de Villoutreys à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1711 et réponse du ministre, p. 2231.

58. — Provenance des moutons importés d'Allemagne et protection du cheptel français contre les maladies contagieuses dont peuvent être atteints ces animaux. — Question posée par M. Marcel Lemaire à M. le ministre de l'agriculture, p. 1871; réponse du ministre, p. 2232.

59. — Conséquences graves d'une politique d'échanges qui tend à exporter des engrais indispensables à notre agriculture et à importer des denrées dont la production métropolitaine est actuellement excédentaire. — Question posée par M. Jacques Delalande à M. le ministre de l'agriculture, p. 1937; réponse du ministre, p. 2233.

60. — Régime actuellement appliqué à la répartition du mazout. — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre de l'in-

dustrie et du commerce, p. 2066; retrait, p. 2361.

61. — Reclassement du personnel des services du commandement français en Allemagne par suite de la suppression totale de ces derniers. — Question posée par M. André Piethelin à M. le président du conseil, p. 2179; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2164.

62. — Situation en Indochine tant au point de vue politique que militaire. — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le ministre de la France d'outre-mer et demande de débat, p. 151, 153.

63. — Dissolution du service interdépartemental du ministère des anciens combattants et du centre de réforme du Mans. — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le ministre des anciens combattants, p. 413.

64. — Renseignements à fournir à un conseiller municipal nouvellement élu, sur l'étendue des charges locales et les engagements contractés par la commune. — Question posée par M. Lercia à M. le ministre de l'intérieur, p. 1076.

65. — Evolution de la situation politique et militaire en Indochine. — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le ministre de la France d'outre-mer et demande de débat, p. 1102, 1104.

66. — Politique française à l'égard de l'Allemagne et en Europe. — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1121, 1113.

67. — Doctrine du ministère de la reconstruction en ce qui concerne les dommages de guerre. — Question posée par M. Jules Pouget à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et demande de débat, p. 1339, 1312.

68. — Continuation des intrigues par les instigateurs du prétendu complot du 20 mars 1949 et mesures prises pour mettre fin à ces provocations. — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre de l'intérieur et demande de débat, p. 1316, 1358.

69. — Difficultés rencontrées par les collectivités locales et départementales dans le placement de leurs emprunts. — Question posée par M. Jean Clerc à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1358.

70. — Mutations de fonctionnaires par le gouverneur titulaire du Sénégal à la suite des élections complémentaires. — Question posée par M. Mamadou Dia à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1619.

71. — Annulation des dispositions raciales dans les textes portant réglementation des soldes et indemnités des fonctionnaires des cadres régis par décret. — Question posée par M. Dia Mamadou à M. le ministre de la France d'outre-mer, et demande de débat, p. 1629.

72. — Bases d'imposition des patentes et majorations des valeurs locales. — Question posée par M. Couinaud à M. le ministre des finances et demande de débat, p. 1629.

73. — Aggravation de la situation économique de l'ensemble de l'agriculture française. — Question posée par M. Brousse à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 1629.

74. — Convention franco-italienne. — Question posée par M. Ernest Pezet à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1828.

75. — Simplification et modernisation du système administratif de l'ensemble des établissements hospitaliers pour permettre à l'administration des hospices de Villefranche (Rhône) de faire face à ses paiements. — Question posée par M. Claudius Delorme à M. le ministre de l'intérieur, question écrite transformée en question orale, p. 2130.

76. — Réduction de 30 p. 100 des contingents d'essence du secteur prioritaire réalisés par les organismes départementaux de distribution. — Question posée par M. Raymond Laillet de Montullé à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 2130.

2<sup>e</sup> MINISTÈRE DIDAUZ

77. — Application du régime de la sécurité sociale dans l'armée et date de son fonctionnement normal. — Question posée par

M. Michel Madelin à M. le ministre de la défense nationale, p. 2450; réponse du ministre, p. 2473.

78. — *Ravitaillement des troupes d'occupation en Allemagne du Sud.* — Question posée par M. Jean Berlaud à M. le ministre de la défense nationale, p. 2467; réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), p. 2471.

79. — *Problème du logement des étudiants à Paris et création d'une cité universitaire à Antony-Sceaux.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2467; réponse du ministre, p. 2475.

80. — *Institution et fonctionnement des commissions consultatives d'économies départementales.* — Question posée par M. Jean Berlaud à M. le ministre des finances, p. 2467; réponse du ministre, p. 2477.

81. — *Liberté pour les boulangers de choisir leurs fournisseurs.* — Question posée par M. Jacques Debu-Bridel à M. le ministre de l'agriculture, p. 2450; réponse du ministre, p. 2528.

82. — *Date de paiement du montant des loyers dus par les sinistrés occupant des baraquements provisoires.* — Question posée par M. Pierre Couinaud à M. le ministre de la reconstruction, p. 2489; réponse du ministre, p. 2529.

83. — *Négociations franco-italiennes visant au percement d'un tunnel sous le mont Blanc.* — Question posée par M. André Litaïse à M. le ministre des travaux publics, p. 2489; réponse du ministre, p. 2530.

84. — *Doctrines du ministre de la reconstruction en ce qui concerne les dommages de guerre.* — Question posée par M. Jules Pouget à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et demande de débat, p. 2463; discussion, p. 2533, 2552; adoption d'une proposition de résolution, p. 2567 (rectificatif, p. 2595).

85. — *Pratique des sports et de l'athlétisme dans les Antilles françaises et en Guyane.* — Question posée par Mme Devaud à M. le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, p. 2489; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2600.

86. — *Manifestation des anciens prisonniers de guerre organisée le 3 septembre 1949.* — Question posée par M. Jean Berlaud à M. le ministre de l'intérieur, p. 2502; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 2602.

87. — *Transfert du Havre à Rouen de la caisse de vieillesse de Normandie et avantages qui en résultent pour les bénéficiaires.* — Question posée par M. Marcel Léger à M. le ministre du travail, p. 2522; réponse du ministre, p. 2604.

88. — *Politique française à l'égard de l'Allemagne et en Europe.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 2463; discussion, p. 2638; adoption d'une proposition de résolution, p. 2673.

89. — *Vieillards bénéficiaires de l'allocation temporaire.* — Perception d'une allocation de même valeur en janvier prochain. — Question posée par Mme Devaud à M. le président du conseil, p. 2489, retirée et déposée à nouveau avec demande de débat, p. 2496, 2502, discussion, p. 2683; adoption d'une proposition de résolution, p. 2693 (rectificatif, p. 2722).

90. — *Retour forcé dans la métropole de nombreux français de l'étranger.* — Question posée par M. Ernest Pezet à M. le président du conseil, p. 2568; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2731.

91. — *Garantie contre les accidents du travail des agents du personnel des communes ou des établissements communaux bénéficiaires d'un régime de retraites.* — Question posée par M. Marcel Molle à M. le ministre de l'intérieur, p. 2568; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 2732.

92. — *Liquidation de la caisse autonome de recouvrement des comités d'organisation.* — Question posée par M. Henri Maupou à M. le secrétaire d'Etat aux finances, p. 2636; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 2733.

93. — *Conséquences pour la viticulture française du projet de « Fritalux ».* — Question posée par M. Henri Maupou à M. le ministre de l'agriculture, p. 2626; réponse du ministre, p. 2731.

94. — *Indemnisation des communes françaises et de leurs habitants victimes de spoliation lorsque leurs biens se trouvaient encore en territoire italien.* — Question posée par M. Alex Roubert à M. le président du conseil et demande de débat, p. 2600; discussion, p. 2735; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2737.

95. — *Nombre des participants à la grève du 25 novembre 1949 et paiement des journées de grève.* — Question posée par M. Michel Madelin à M. le président du conseil, p. 2596; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 2786.

96. — *Intérêts des pêches maritimes; effets de la suppression des contingents sur l'avenir de l'armement, maintien ou aménagement des droits de douane.* — Question posée par M. Albert Denvers à M. le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande, p. 2677; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 2787.

97. — *Revendications des musiciens des théâtres lyriques nationaux et traitements des musiciens de l'Opéra et de l'Opéra-Comique.* — Question posée par M. Jacques Debu-Bridel à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2749; réponse du ministre, p. 2789.

98. — *Vente libre du sucre et hausse du prix de cette denrée.* — Question posée par M. Jacques Debu-Bridel à M. le président du conseil et demande de débat, p. 2473; discussion, p. 2796, 2826, 2855 et adoption d'une proposition de résolution, p. 2872.

99. — *Situation économique de l'ensemble de l'agriculture.* — Question posée par M. Martial Brousse à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 2636; discussion, p. 2826, 2855; adoption d'une proposition de résolution, p. 2872.

100. — *Politique de garantie des prix agricoles.* — Question posée par M. André Dulin à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 2633; discussion, p. 2826, 2855 et adoption d'une proposition de résolution, p. 2872.

101. — *Fixation du prix de la betterave.* — Question posée par M. Omer Capelle à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 2600; discussion, p. 2826, 2855 et adoption d'une proposition de résolution, p. 2872.

102. — *Insuffisance des crédits d'investissements prévus pour l'électricité de France en vue de continuer l'exécution du plan Monnet.* — Question posée par M. Léon Grégory à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 922.

103. — *Echanges économiques franco-suisse depuis la récente dévaluation.* — Question posée par M. André Litaïse à M. le ministre des finances et des affaires économiques et demande de débat, p. 2464.

104. — *Intégration du Fezzan dans le futur Etat indépendant et souverain de Lybie.* — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 2576.

105. — *Recettes dont pourront disposer les conseils généraux et les conseils municipaux pour l'établissement de leurs budgets.* — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre de l'intérieur et demande de débat, p. 2759.

106. — *Protestations contre les mesures injustes et discriminatoires par suite des décrets régissant le reclassement des fonctionnaires autochtones.* — Question posée par Mme Jane Vialle à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2781.

107. — *Organisation et développement de la qualification de la main-d'œuvre autochtone dans les territoires d'outre-mer.* — Question posée par Mme Jane Vialle à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2781.

108. — *Infériorité de la plupart des boursiers des territoires d'outre-mer qui poursuivent leurs études dans la métropole et égalité d'enseignement.* — Question posée par Mme Jane Vialle à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2781.

109. — *Politique militaire française, organisation de la défense nationale et statut des forces armées.* — Question posée par M. Jean-Eric Rouseh à M. le ministre de la défense nationale et demande de débat, p. 2786.

110. — *Transfert des installations du centre d'essai de Chalais-Meudon à Melun-Villaroche.* — Question posée par M. Pierre Pujol à M. le ministre de la défense nationale, p. 2819.

111. — *Hommage public rendu à la mémoire du musulman Ichou-Aïssa, mort victime du devoir.* — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre de l'intérieur, p. 2818.

112. — *Retard pour l'application de la loi sur les publications destinées à la jeunesse.* — Question posée par M. Georges Pernot à M. le président du conseil et demande de débat, p. 2826.

113. — *Déversement en Seine, à Clichy, des eaux d'égout de la ville de Paris.* — Question posée par M. Pierre Loison à M. le ministre de l'intérieur, p. 2951.

114. — *Programme et développement de la culture du chanvre et écoulement du reliquat de la récolte de 1948.* — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le ministre de l'agriculture, p. 2951.

115. — *Sécurité et maintien de l'ordre dans la métropole et l'Union française et engagements internationaux.* — Question posée par M. Vincent Rollinat à M. le ministre de la défense nationale et demande de débat, p. 2960.

## R

**Radiodiffusion.** — V. Algérie. — Budget 1949. — Enquêtes parlementaires. — France d'outre-mer (textes généraux). — Interpellations nos 59, 75. — Questions orales (Assemblée nationale), no 65.

**Assemblée nationale.** — Discussion du projet de loi établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques (nos 3127-6003), p. 88; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 89 (rectificatif, p. 146).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 108 (Document no 51). — Dépôt du rapport par M. Berlaud, p. 320 (Document no 178). — Discussion, p. 643; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 644 (rectificatif, p. 700).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4531 (Document no 6785). — Dépôt du rapport par M. Barthélémy, p. 2419 (Document no 7053). — Adoption, p. 2748 (rectificatif, p. 2847) (Loi no 49-759 du 9 juin 1949, J. O. du 10 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Discussion du projet de loi établissant des servitudes dans l'intérêt des transmissions radioélectriques (nos 3126-6001), p. 87; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 88.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 108 (Document no 50). — Dépôt du rapport par M. Berlaud, p. 320 (Document no 177). — Discussion, p. 642; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 643 (rectificatif, p. 700).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4531 (Document no 6788). — Dépôt du rapport par M. Barthélémy, p. 2419 (Document no 7054). — Adoption du projet de loi, p. 2749 (Loi no 49-758 du 9 juin 1949, J. O. du 10 juin 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à exonérer totalement de la taxe sur les postes de T. S. F., tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs, les bénéficiaires de l'allocation temporaire et les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables, p. 257 (Document no 6236).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à assurer le développement de la télévision en France, p. 621 (Document no 6546).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Dehù-Bridel portant organisation de la radiodiffusion et de la télévision françaises, p. 1232 (Document n° 431).

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de loi, p. 3008 (Document n° 7314).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Géraud Jouve tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 700 millions pour l'équipement de la télévision, p. 4987 (Document n° 7961). — Dépôt du rapport par M. Paul Rivet, p. 5169 (Document n° 8081).

**Radiodiffusion.** — V. Radiodiffusion.

**Radiophones.** — V. Marine marchande.

**Radium.** — V. Fêtes et cérémonies commémoratives.

**Rapatriement.** — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 90.

**Rationnement.** — V. Ravitaillement.

**Ravitaillement.** — V. Affaires économiques (secrétariat d'Etat). — Assemblée nationale (règlement). — Denrées alimentaires et produits rationnés. — Questions orales (Conseil de la République), n° 6. — Sucre.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Mailhecheau sur la proposition de résolution de M. Rabaté tendant à inviter le Gouvernement à fixer à soixante-cinq ans l'âge de l'attribution de la carte V à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1949 (n° 5828), p. 483 (Document n° 6391). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1017.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Loison tendant à inviter le Gouvernement à uniformiser les titres d'alimentation en ne délivrant que la carte « grands centres » à tous les départements, et montrant, à cet égard, la situation très particulière de la Seine-et-Oise, p. 52 (Document n° 34). — Dépôt du rapport par M. Loison, p. 229 (Document n° 128). — Discussion, p. 582; adoption, p. 584.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à supprimer les commissions d'achat, p. 429 (Document n° 6351).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à reviser le régime actuel des catégories territoriales de titres de rationnement, p. 1006 (Document n° 6392).

**Ravitaillement (haut commissariat).**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la suppression du haut commissariat au ravitaillement, p. 2646 (Document n° 7257). — Dépôt du rapport par Mlle José Dupuy, p. 4385 (Document n° 7785). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture, p. 6261 (Document n° 8170).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le haut commissariat au ravitaillement et ses services, p. 550 (Document n° 6125).

**Recensement agricole mondial.** — V. Agriculture. — Conventions internationales.

**Recherches scientifiques.** — V. Conseil supérieur de la recherche scientifique. — Interpellations, n° 93.

**Récidivistes.** — V. Code pénal.

**Reconstruction.** — V. Caisses d'épargne. — Caisse autonome de la reconstruction. — Construction, reconstruction. — Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — Interpellations n° 66, 141, 149, 163, 165, 223, 232. — Propriété immobilière.

**Reconstruction et urbanisme (ministère).** — V. Questions orales (Conseil de la République) n° 67, 81.

**Référé.** — V. Code de procédure civile.

**Réforme administrative.** — V. Administrations publiques.

**Réforme fiscale.** — V. Enregistrement. — Impôts. — Interpellations, n° 262.

**Réfractaires.** — V. Prisonniers et déportés.

**Réfugiés.** — V. Conventions internationales.

**Régions administratives.** — V. Administration départementale et régionale.

**Région parisienne.** — V. Centre universitaire et scientifique. — Paris (ville de). — Transports et voies de communications (transports ferroviaires et routiers, transports de la région parisienne).

**Registres du commerce et des métiers.** — V. Bulletin officiel du registre du commerce et du registre des métiers.

**Remembrement.** — V. Agriculture (exploitation, mise en valeur des terres).

**Rentes.** — V. Pensions et retraites (pensions et rentes viagères). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 113.

**Représentation des faits de collaboration.** — V. Amnistic.

**Réquisitions.** — V. Commerce et industrie (entreprises diverses). — Construction, reconstruction. — Défense nationale. — Domains de guerre. — Interpellations n° 219. — Logements (logements d'habitation). — Pouvoirs publics. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 5. — Spoliation.

**Résistance.** — V. Anciens combattants et victimes de la guerre. — Code pénal. — Exposition de la résistance. — Fonctionnaires (déplacement des cadres). — Interpellations n° 25, 47, 94, 135, 170. — Prisonniers et déportés. — Questions orales (Conseil de la République) n° 42.

**Résolution (propositions de).** — V. Assemblée nationale (règlement).

**Restaurants sociaux.** — V. Hôtels, restaurants et pensions de famille.

**Retraites.** — V. Pensions et retraites.

**Retraite du combattant.** — V. Loterie nationale.

**Réunion.** — V. France d'outre-mer (départements).

**Revenus.** — V. Allocations familiales. — Impôts.

**Rhums.** — V. France d'outre-mer (produits d'outre-mer). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 99.

**Rivages de la mer.** — V. Limites de la mer.

**Routes et chemins.** — V. Algérie. — Code de la route. — Transports et voies de communications.

## S

**Sages-femmes.** — V. Médecine et professions médicales.

**Saint-Pierre et Miquelon.** — V. France d'outre-mer.

**Saison artistique.** — V. Expositions artistiques.

**Salaires et indemnités.** — V. Code du travail. — Traitements.

**Sanatoria.** — V. Interpellations, n° 120.

**Santé publique (Protection de la).** — V. Alcool. — Boissons. — Interpellations, n° 142, 263. — Maladies vénériennes. — Médecine et professions médicales (examens sérologiques).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Barrot sur le projet de loi tendant à interdire l'emploi de certains gaz toxiques dans la désinfection et la dératification des locaux d'habitation (n° 5635), p. 2168 (Document n° 6931). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « Projet de loi

tendant à interdire l'emploi des gaz toxiques dans la désinfection, la dératification ou la désinfection des locaux », p. 2747.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1283 (Document n° 418). — Dépôt du rapport par M. Varlot, p. 1781 (Document n° 574). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2167.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5126 (Document n° 7998). — Dépôt du rapport par M. Barrot, p. 5469 (Document n° 8072). — Adoption du projet de loi après modifications, p. 6050 (Loi n° 49-1531 du 1<sup>er</sup> décembre 1949, J. O. du 2 décembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures propres à enrayer l'épidémie de choléra qui sévit à l'île de Molène depuis de nombreux mois, p. 5942 (Document n° 8276).

**Santé publique et population (Ministère).**

### ATTRIBUTIONS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barrot tendant à rendre au ministère de la santé publique et de la population les prérogatives dont on l'a successivement dessaisi, p. 2016 (Document n° 6923). — Conflit de compétence entre deux commissions, p. 4705 et renvoi au scrutin, à la commission de l'éducation nationale, p. 4706.

### LABORATOIRES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à instituer un laboratoire national du ministère de la santé publique et de la population et de l'académie de médecine groupant en un laboratoire unique le laboratoire de contrôle des médicaments antivénériens et l'institut supérieur de vaccine, p. 4231 (Document n° 7756). — Dépôt du rapport par M. Barrot, p. 4747 (Document n° 7883). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Marc Dupuy, p. 4807 (Document n° 7935). — Discussion, p. 5149; adoption du projet de loi après modification du titre: « Projet de loi tendant à instituer un laboratoire national du ministère de la santé publique et de la population groupant en un laboratoire unique le laboratoire central du ministère de la santé publique et de la population, le laboratoire de contrôle des médicaments antivénériens et l'institut supérieur de vaccine », p. 5150.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2190 (Document n° 673). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 2308 (Document n° 722). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bernard Lafay, p. 2350 (Document n° 726). — Discussion, p. 2355; adoption de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « Projet de loi tendant à instituer un laboratoire national du ministère de la santé publique et de la population et de l'académie de médecine groupant en un laboratoire unique le laboratoire de contrôle des médicaments antivénériens et l'institut supérieur de vaccine », p. 2357 (rectificatif, p. 2502).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5515 (Document n° 8106). — Dépôt du rapport par M. Barrot, p. 6137 (Document n° 6300). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Marc Dupuy, p. 7050 (Document n° 8791). — Discussion, p. 7262; adoption du projet de loi après modification du titre: « Projet de loi tendant à instituer un laboratoire national du ministère de la santé publique et de la population et de l'académie de médecine groupant en un laboratoire unique, le laboratoire de contrôle des médicaments antivénériens et l'institut supérieur de vaccine », p. 7263.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud tendant au rétablissement des crédits nécessaires au fonctionnement du laboratoire de contrôle des médicaments antivénériens, p. 3041 (Document n° 7322).

**Sapeurs-pompiers.** — V. Pensions et retraites.



**Sarre (Territoire de la).** — V. Biens séquestrés.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'organisation judiciaire en Sarre, p. 1371 (Document n° 6693).

**Secaux, timbres et cachets officiels.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Benchennouf sur le projet de loi portant extension à l'Algérie de la loi du 18 mars 1918 réglementant la fabrication et la vente des sceaux, timbres et cachets officiels (n° 5563), p. 487 (Document n° 6370). — Adoption du projet de loi, p. 1016.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 595 (Document n° 219). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 1356 (Document n° 418). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1372.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3259 (Loi n° 49-800 du 20 juin 1949, J. O. du 21 juin 1949).

**Schaeffer (Victor).** — V. Panthéon.

**Secrétaires de mairies.** — V. Pensions et retraites (personnels civil et militaire).

**Sécurité publique.** — V. Code pénal.

**Sécurité sociale.** — V. Accidents du travail. — Administration communale. — Allocations familiales. — Assurances sociales. — Conventions internationales. — Interpellations, n° 24, 128, 137. — Stations balnéaires, climatiques et touristiques. — Travail et sécurité sociale (ministère).

**Seine (Département de la).** — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Départements (services hospitaliers et sociaux). — Interpellations, n° 218.

**Semaine de quarante et quarante-huit heures.** — Code du travail (régime et durée).

**Sémaphores.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant modification au tableau annexe de la loi du 18 juillet 1895 concernant la détermination et la conservation des postes électrosémaphoriques, p. 99 (Document n° 6138). — Dépôt du rapport par M. Montek, p. 3081 (Document n° 7339). — Adoption du projet de loi, p. 3549.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1628 (Document n° 522). — Dépôt du rapport par M. Voyant, p. 2290 (Document n° 713). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2465.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6020 (Loi n° 49-4477 du 17 novembre 1949, J. O. du 18 novembre 1949).

**Sénat.** — V. Pensions et retraites (personnels civil et militaire).

**Sénateurs.** — V. Conseil de la République. — Députés (immunités).

#### AUTORISATION DE POURSUITES

**Conseil de la République.** — Demande de suspension de poursuites contre un sénateur: discussion, p. 136, 138; adoption, au scrutin, d'une résolution accordant la suspension, p. 410.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 2426 (Document n° 764). — Dépôt du rapport par M. Jozeau-Marigné, p. 2960 (Document n° 958).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 751 (Document n° 284).

#### DÉCÈS

**Conseil de la République.** — Communication au Conseil de la République du décès des sénateurs suivants: M. Marcel Madoumier, p. 728; M. Le Goff, p. 765; M. Quesnot, p. 765; M. Anghille, p. 1346; M. Edouard Barthe, p. 2190; M. Marius Viple, p. 2447.

#### DÉMISSION

**Conseil de la République.** — Communication au Conseil de la démission de Mme Isabelle Claeys, sénateur, p. 1721.

#### VÉRIFICATION DE POUVOIRS

##### BELFORT (TERRITOIRE DE)

Rapport de M. de La Gontrie, p. 333.  
Admission de M. Boulangé, p. 314.

##### BÉRAULT

Rapporteur: M. Berlioz, p. 2467.  
Admission de M. Jean Péroldier, p. 2473.

##### MORNIHAN

Rapport de M. Lafforgue, p. 1341.  
Admission de M. Joseph Le Digabel, p. 1347.

##### NORD

Rapport de M. Bechir-Sow, p. 1342.  
Admission de M. Adolphe Dutoit, p. 1347.

##### VIENNE (HAUTE-)

Rapport de Mme Vialle, p. 1357.  
Admission de M. Georges Lamouisse, p. 1362.

#### DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

**Comores (territoire des).** — Rapport de M. Léger, p. 22. — Admission de M. Jacques Grimaldi, p. 28.

**Côte française des Somalis.** — Rapport de M. Maïre, p. 1582. — Admission de M. Djamaï Ali, p. 1588.

**Dahomey (1<sup>re</sup> section).** — Rapport de M. Bernard Lafay, p. 11. Discussion, p. 38; adoption des conclusions du rapport tendant à l'invalidation de M. Albert Marescaux, p. 42 (rectificatif, p. 68).

Rapport de M. Bernard Lafay, p. 660.  
Admission de M. Poisson, p. 668.

**Gabon (2<sup>e</sup> section).** — Rapport de M. Bataille, p. 2625. — Discussion des conclusions du rapport tendant à l'invalidation de M. Paul Gondjout, p. 2759; rejet au scrutin et admission de M. Paul Gondjout, p. 2764.

**Inde (établissements français).** — Rapport de M. Vauthier, p. 46. — Admission de M. Paquirissamy Poullé, p. 53.

**Madagascar (1<sup>re</sup> section).** — Rapport de M. Pujol, p. 46. — Admission de MM. Daniel Serrure et Alcide Liotard, p. 53.

**Madagascar (2<sup>e</sup> section).** — Rapport de M. Vauthier, p. 47. — Discussion des conclusions du rapport, p. 143; admission de MM. Tololchior, Zafimahova et Randria, p. 150.

**Nouvelle-Calédonie.** — Rapport de M. Symphor, p. 29. — Admission de M. Henri Laffleur, p. 53.

**Océanie (établissements français).** — Rapport de M. Ferracci, p. 798. — Adoption des conclusions du rapport tendant à la validation de M. Quesnot; en raison de son décès la vacance de son siège est prononcée, p. 805.

Rapport de M. Lieutard, p. 2721. — Discussion des conclusions du rapport, p. 2887.

Admission de M. Lasalle-Séré, p. 2890.

**Saint-Pierre et Miquelon.** — Rapport de M. Bertaud, p. 41.

Admission de M. Henri Claireaux, p. 20.

**Sénégal.** — V. France d'outre-mer. — Questions orales (Conseil de la République), n° 70.

**Séquestres.** — V. Spoliation.

**Services domestiques.** — V. Code du travail.

**Services médicaux du travail.** — V. Code du travail (hygiène et sécurité des travailleurs).

**Services publics.** — V. Administrations publiques. — Traitements, soldes et indemnités.

**Services sociaux.** — V. Défense nationale (ministère). — Départements, villes et communes (services sociaux, publics et privés). — Prisons, maisons d'arrêt.

**Sinistrés.** — V. Assistance aux sinistrés. — Crédit public. — Dommages de guerre. — Inondations. — Loterie nationale. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 82 (Conseil de la République) n° 51, 62. — Transports (transports ferroviaires et routiers).

**S. N. E. C. M. A.** — V. Armée de l'air (établissements et services extérieurs). — Interpellations, n° 174, 255.

**Sociétés.** — V. Dons, legs et fondations. — Enregistrement. — Valeurs mobilières.

**Sociétés par ACTIONS.** — V. Code de commerce. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 25, 100.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Jean-Louis Tineaud sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés pendant la période de suspension générale des délais (n° 6035), p. 193 (Document n° 6191). — Adoption avec modifications, p. 1255 (Loi n° 49-363 du 17 mars 1949, J. O. du 19 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Jean Silvanre sur: 1° le projet de loi tendant à autoriser la prorogation des sociétés arrivées à expiration pendant la durée des hostilités; 2° la proposition de loi de M. Bauriens relative à la prorogation des sociétés arrivées à leur terme statutaire qui, par suite de faits de guerre, n'ont pu procéder à cette prorogation (n° 1231 et 4076), p. 325 (Document n° 6306). — Adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif à la prorogation des sociétés arrivées à leur terme statutaire qui, par suite de faits de guerre, n'ont pu procéder à cette prorogation*, p. 1016.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 596 (Document n° 221). — Dépôt du rapport par M. Beauvais, p. 1292 (Document n° 430). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1305.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3009 (Document n° 7316). — Dépôt du rapport par M. Silvanre, p. 5126 (Document n° 8002). — Discussion et adoption du projet de loi avec modifications, p. 5629 (Loi n° 49-1061 du 2 août 1949, J. O. du 5 août 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant modification de la législation des sociétés, p. 2350 (Document n° 7137).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Montillot sur l'application de l'article 8 de la loi du 4 mars 1913, relatif aux participations des sociétés, p. 2753 (Document n° 7228).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Clostermann, tendant à constater expressément la nullité de l'acte dit « loi du 9 novembre 1910 relative aux administrateurs de certaines sociétés d'intérêt public », p. 5953 (Document n° 8285).

**Sociétés et organismes AGRICOLES.** — V. Impôts (revenus).

**Sociétés ANONYMES.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à proroger la durée statutaire des sociétés anonymes réquisitionnées pendant la guerre, p. 3151 (Document n° 7362).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel relative au cumul des mandats d'administrateur dans les sociétés anonymes, p. 3521 (Document n° 7530).

**Sociétés d'ASSURANCES.** — V. Assurances toute nature.

**Société nationale des CHEMINS DE FER FRANÇAIS.** — V. Chemins de fer français (Société des).

**Sociétés COOPÉRATIVES.**

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à modifier l'article 16 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, p. 5912 (Document n° 8247).

**Sociétés COOPÉRATIVES D'ACHAT EN COMMUN.** — V. Interpellations, n° 205. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 17 (Conseil de la République) n° 10, 35. — Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant le statut de la coopération commerciale et de la coopération d'entreprises industrielles, p. 519 (Document n° 6126).

#### Sociétés COOPÉRATIVES AGRICOLES.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Dulin tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, p. 2172 (Document n° 791).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6126 (Document n° 8393). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 6702 (Document n° 8631). — Adoption de la proposition de loi, p. 6953.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2730 (Document n° 891). — Dépôt du rapport par M. Dulin, p. 2730 (Document n° 895). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2738.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7019 (Loi n° 49-40 du 12 janvier 1949, J. O. du 13 janvier 1949).

**Sociétés COOPÉRATIVES LAITIÈRES.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 45.

#### Sociétés COOPÉRATIVES DE RECONSTRUCTION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garet portant modification de l'article 53 de la loi n° 48-975 du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, modifié par la loi n° 48-1993 du 31 décembre 1948, p. 197 (Document n° 6180). — Dépôt du rapport par M. Garet, p. 325 (Document n° 6301). — Adoption de la proposition de loi, p. 1113.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 705 (Document n° 257). — Dépôt du rapport par M. Louis André, p. 1075 (Document n° 366). — Discussion, p. 1038; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1089.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2193 (Loi n° 49-592 du 26 avril 1949, J. O. du 27 avril 1949).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la modification de l'article 25 de la loi du 16 juin 1948 sur les associations syndicales et sociétés coopératives de reconstruction, p. 5803 (Document n° 6191).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garet tendant à exclure de l'application du décret du 29 octobre 1936, relatif aux cumuls de retraites, de rémunération et de fonctions, les commissaires et le personnel des associations syndicales de remembrement et de reconstruction, p. 2551 (Document n° 7181).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à autoriser les associations syndicales de sinistrés et les coopératives de reconstruction à acheter des créances de dommages de guerre pour les répartir entre leurs adhérents suivant les besoins de ces derniers, p. 6533 (Document n° 8570).

#### Sociétés de CREDIT DIFFERE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, p. 4895 (Document n° 7912). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gizard tendant à supprimer les entreprises dites sociétés de crédits différés, p. 4987 (Document n° 7975). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 5961 (Document n° 8303).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Plever tendant à inviter le Gouvernement à saisir au plus vite l'Assemblée nationale d'un projet de loi destiné à protéger le public contre les agissements des entreprises dites « Sociétés de crédit différé », p. 4505 (Document n° 7838).

**Sociétés d'ECONOMIE MIXTE.** — V. Budget 1949. — Commerce et industrie (entreprises diverses).

**Sociétés ETRANGERES.** — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 51. — Valeurs mobilières.

**Société nationale d'ETUDES ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION.** — V. Armée de l'air (établissements et services extérieurs).

**Sociétés IMMOBILIERES.** — V. Habitations à bon marché. — Loyers (locaux).

**Sociétés de PRODUITS BIOCHIMIQUES.** — V. Centre national de la pénicilline.

**Sociétés de PRODUITS PHARMACEUTIQUES.** — V. Pharmacie.

**Sociétés de RECONSTRUCTION.** — V. Impôts (contributions directes).

**Sociétés à RESPONSABILITE LIMITEE.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 86.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Marché sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 24 de la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée (n° 11-91, année 1948), p. 52 (Document n° 36). — Discussion et adoption des conclusions de la commission tendant à donner un avis défavorable à la proposition de loi, p. 90.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 281 (Document n° 6268).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée en vue de réserver cette forme de société aux petites et moyennes entreprises et aux associations à caractère familial, p. 6166 (Document n° 8335). — Dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 6703 (Document n° 8659).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Boudet tendant à inviter le Gouvernement à déclarer non applicables aux sociétés à responsabilité limitée les dispositions de l'article 107 du décret du 9 décembre 1948, ainsi que celles du décret du 4 octobre 1949, p. 2472 (Document n° 788).

#### Société nationale de TELEVISION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Bichet portant création d'une société nationale de télévision, p. 381 (Document n° 6325) (rectificatif, p. 1008).

**Société de TRANSPORTS PETROLIERS.** — V. Transports et voies de communications (transports par pipe line).

**Sociétés de VENTE DES SURPLUS.** — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 96.

**Sologne (Commissariat).** — V. Agriculture (exploitation agricole).

**Spectacles.** — V. Impôts (contributions indirectes).

**Spiritueux.** — V. Alcool. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 108.

**Spoliation.** — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 94.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1946 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, p. 1459 (Document n° 6724). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 2168 (Document n° 6961). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre : Proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1945 portant deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de spoliation, p. 2663.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1283 (Document

n° 420). — Dépôt du rapport par M. Beauvais, p. 1629 (Document n° 543). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre : Proposition de loi tendant à compléter l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1945 portant deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de spoliation, p. 1905.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4414 (Document n° 7801). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 4988 (Document n° 7958). — Discussion et adoption de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 5631 (Loi n° 49-1099 du 2 août 1949, J. O. du 6 août 1949).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mondon sur le projet de loi tendant à modifier et compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle (n° 4639), p. 3909 (Document n° 7670).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Font-l'Esperber tendant à compléter l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 portant application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, p. 198 (Document n° 6211).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jaquet tendant à annuler la spoliation dont sont victimes les citoyens français tombant sous le coup des lois du gouvernement de fait dit de l'Etat français portant réquisition d'urgence de leurs propriétés ou des locaux qu'ils occupent dans la zone des anciennes fortifications de Paris et sur la zone de sauvegarde de 150 mètres autour de Paris, p. 3373 (Document n° 7140).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bichet tendant à la nullité de certains actes déclaratifs de propriété intervenus pendant l'occupation au profit d'étrangers, p. 7138 (Document n° 8859).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à instituer un mode d'indemnisation forfaitaire unique au profit de tous les sinistrés mobiliers, p. 7237 (Document n° 8839).

Voir également à la rubrique: Dommages de guerre.

**Sports.** — V. Education physique et sports. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 6; (Conseil de la République), n° 85. — Transports et voies de communications (Chemins de fer).

**Stations balnéaires, climatiques, thermales.** — V. Impôts (perception). — Loyers (locaux). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 51.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à exonérer du paiement de la taxe de séjour dans les stations climatiques pendant la durée de leur hospitalisation les malades de la sécurité sociale, p. 1964 (Document n° 6904). — Dépôt du rapport par M. Ginestel, p. 4717 (Document n° 7890).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet tendant à abroger les dispositions prévues à l'article 2, paragraphe 4, de la loi du 3 avril 1912, en ce qui concerne le classement des stations uvales françaises, p. 3349 (Document n° 8029).

**Structure économique.** — V. Code du travail (capital-travail).

**Subventions.** — V. Départements, villes et communes. — Eau potable. — Electricité (électrification des campagnes). — Fédération folklorique. — Interpellations, n° 37, 48. — Lotissements. — Musées contrôlés par l'Etat. — Questions orales (Assemblée nationale), n°

**Successions.** — V. Assurances sociales (allocation vieillesse). — Code civil. — Enregistrement. — Propriété immobilière.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à 6, 23, 45.

supprimer ou à réduire les droits de succession en ligne directe en faveur des enfants qui s'engagent à rester à la terre et à exploiter le bien familial, p. 2797 (Document n° 7240).

**Sucres. — Betteraves à sucre. — V. Denrées alimentaires et produits rationnés. — Interpellations,** n° 206. — **Questions orales (Assemblée nationale),** n° 99; **(Conseil de la République),** n° 98.

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'un rapport de M. Gros sur la proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration de sucre de 1 kg. 500 pour tous les enfants et jeunes gens (catégories J et A) (n° 5903), p. 138 (Document n° 6376). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1047.

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour la fixation du prix de la betterave, p. 5905 (Document n° 8232). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour la fixation du prix de la betterave, p. 5951 (Document n° 8291). — Dépôt du rapport par M. Jean Masson, p. 5992 (Document n° 8311). — Discussion, p. 6013, 6052; adoption des propositions de résolution, p. 6060.

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'un rapport de M. Pierre Chevallier sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles, sucres et alcools de betteraves (n° 5756), p. 1007 (Document n° 6394). — Adoption du projet de loi, p. 3128.

**Conseil de la République. —** Transmission du projet de loi, p. 1377 (Document n° 462). — Dépôt du rapport par M. Driant, p. 1767 (Document n° 566). — Discussion, p. 2090; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2091.

**Assemblée nationale. —** Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4397 (Document n° 7051).

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest, tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté pour le commerce du sucre sans augmentation de prix, p. 3328 (Document n° 7130).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à distribuer à tous les consommateurs, en plus de la ration normale de juillet, trois kilogrammes de sucre en vue de confectionner des confitures, p. 3631 (Document n° 7564). — Dépôt du rapport par M. Gros, p. 4385 (Document n° 7731).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desjardins tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour la fixation du prix de la betterave, p. 5978 (Document n° 8304).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour la fixation du prix de la betterave, p. 5991 (Document n° 8306).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramette tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'urgence le prix de la betterave à sucre dans le cadre des textes réglementaires et des accords passés préalablement entre les services publics et la profession, p. 5978 (Document n° 8307).

**Conseil de la République. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Loison tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures susceptibles de pallier les conséquences désastreuses, pour les récoltes de betteraves sucrières, des conditions météorologiques de l'année 1949, p. 2172 (Document n° 793).

**Burlique progressive. — V. Impôts (revenus).**

**Syndicats des communes. — V. Administration communale.**

**Syndicats professionnels. — V. Fonctionnaires de l'enseignement. — Interpellations** n° 209.

**Syphilis. — V. Médecine et professions médicales (examens sérologiques).**

## T

**Tabacs. — V. Questions orales (Conseil de la République)** n° 3.

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gizard tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vente, dans les débits de tabac, des cigarettes de provenance étrangère, p. 3464 (Document n° 7498). — Dépôt du rapport par M. Gallard, p. 3607 (Document n° 7559).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ruffé tendant à inviter le Gouvernement à fixer pour la campagne 1949-1950 le prix du tabac à la production au même taux que pour la campagne 1948-1949, p. 7350 (Document n° 8856). — Dépôt du rapport par M. Bessac, p. 7498 (Document n° 8863).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ruffé tendant à inviter le Gouvernement à assimiler la culture du tabac aux cultures générales en vue de déterminer l'impôt agricole, p. 2551 (Document n° 7163).

**Tailleurs. — V. Commerce et industrie (commerce de gros et de détail).**

**Taxes. — V. Impôts.**

**Taxi (industrie du). — V. Impôts (chiffre d'affaires). — Voitures de place.**

**Tchécoslovaquie. — V. Questions orales (Assemblée nationale)** n° 79, 92.

**Télévision. — V. Assemblée nationale (réglement). — Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — Radiodiffusion. — Société nationale de télévision.**

**Terrains militaires. — V. Agriculture (exploitation).**

**Terres abandonnées. — V. Agriculture (exploitation, mise en valeur des terres).**

**Territoires d'outre-mer. — V. France d'outre-mer. — Interpellations** n° 21.

**Textes législatifs. — V. Lois et décrets.**

**Textiles. — V. Code du travail (contrats collectifs).**

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Manceau tendant à inviter le Gouvernement à protéger et à encourager la production française du chanvre, par l'arrêt des importations de chanvre étranger, p. 7688 (Document n° 8929).

**Théâtres lyriques nationaux. — V. Questions orales (Conseil de la République)** n° 97.

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à maintenir et développer le patrimoine lyrique de notre pays, p. 658 (Document n° 6174). — Dépôt du rapport par M. Alroldi, p. 3447 (Document n° 7479). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. Wagner, p. 5351 (Document n° 8037).

**Timbres. — V. Sceaux, timbres et cachets officiels.**

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 48-1477 du 25 septembre 1948 instituant un droit de timbre à l'occasion du renouvellement des cartes grises de voitures automobiles, p. 197 (Document n° 6167).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Nogues tendant à exonérer du droit de timbre la carte d'identité des voyageurs de commerce, p. 1794 (Document n° 6852).

**Timbres-primés. — V. Commerce et industrie (commerce de gros et de détail).**

**Titres. — V. Etablissements de crédit. — Dommages de guerre. — Questions orales (Assemblée nationale)** n° 113. — **Valeurs mobilières.**

**Togo. — V. France d'outre-mer. — Pensions et retraites (personnel d'outre-mer).**

**Tourisme. — V. Hôtels. — Questions orales (Assemblée nationale)** n° 60.

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pournadère tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accorder des prêts de 3 1/2 p. 100 à l'hôtellerie et à assouplir les formalités pour obtenir ces prêts; 2° à ne pas exiger le règlement des impôts des commerçants des stations thermales, avant la fin de saison, p. 3272 (Document n° 7410).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le développement du tourisme dans les Ardennes françaises, p. 3739 (Document n° 7591). — Dépôt d'un rapport par M. Louis Mariel sur les propositions de résolution: 1° de M. Hamon, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour le développement des possibilités touristiques de la côte bretonne; 2° de M. Pournadère, tendant à inviter le Gouvernement à développer le tourisme dans le département de l'Ariège par la création de la route de montagne allant de Vièssos à Ustous et l'aménagement des stations hivernales et climatiques d'Ax-les-Thermes et d'Aulus; 3° de M. Viatte, tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le développement du tourisme en Franche-Comté; 4° de M. Barel, tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge une partie des frais occasionnés par l'organisation d'un festival de la fleur et de son parfum dans les Alpes-Maritimes et à en constituer le comité national; 5° de M. Barthélemy, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser le développement du tourisme populaire dans les départements de la région jurassienne; 6° de M. Pierre Chevallier, tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux syndicats d'initiative des ressources financières leur permettant de remplir efficacement leur mission; 7° de M. Barel, tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer sa décision supprimant le commissariat au tourisme et le remplaçant par une direction générale du ministère des travaux publics et des transports; 8° de M. Pournadère, tendant à inviter le Gouvernement: a) à accorder des prêts de 3 1/2 p. 100 à l'hôtellerie et à assouplir les formalités pour obtenir ces prêts; b) à ne pas exiger le règlement des impôts des commerçants des stations thermales avant la fin de saison; 9° de M. Penoy, tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le développement du tourisme dans les Ardennes françaises (n° 1931, 2024, 2309, 2323, 2495, 2754, 4312, 7410, 7591), p. 6076 (Document n° 8346). — Adoption de l'ensemble, p. 6796.

**Conseil de la République. —** Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à inviter le Gouvernement à prendre, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 31 mars 1937, pris en application de la loi du 21 juin 1936, les mesures réglementaires propres à assurer l'ouverture d'un service de change dans les établissements de finance, de crédit et de change pour satisfaire aux besoins des touristes étrangers, p. 151 (Document n° 80). — Dépôt du rapport par M. Denvers, p. 993 (Document n° 352). — Adoption, p. 1292.

**Conseil de la République. —** Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein du comité national du tourisme, p. 560, 753. — Nomination de membres, p. 767.

**Traitements, soldes et indemnités. — V. Code travail (salaires). — Impôts. — Pensions et retraites. — Questions orales (Assemblée nationale)** n° 14.

## TEXTES GÉNÉRAUX

**Assemblée nationale. —** Retrait d'une proposition de loi de M. Charlot tendant à accorder la réparation totale des dommages aux ouvriers et ouvrières licenciés par application de la loi du 12 mai 1941 (n° 5917), qu'il avait déposée dans la séance du 23 décembre 1948, p. 36.

**Assemblée nationale. —** Dépôt d'un rapport de M. Borra sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à fixer les droits à traitement des

fonctionnaires suspendus de leurs fonctions pour activité antinationale et réintégrés dans leur emploi (n° 5304), p. 257 (Document n° 6221). — Discussion et adoption de l'ensemble de la proposition avec modifications (Loi n° 49-273 du 26 février 1949, J. O. du 2 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giovoni tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi n° 49-327 du 27 février 1948 relative aux conditions d'application de l'indemnité de résidence aux fonctionnaires et agents de l'Etat résidant dans les communes classées désertées, p. 659 (Document n° 6191). — Dépôt du rapport par M. Albert Petit, p. 4072 (Document n° 7712). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5051.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Schell tendant à inviter le Gouvernement à proroger le décret n° 46-2020 du 17 septembre 1946 attribuant une indemnité de difficulté administrative à certains fonctionnaires, p. 2278 (Document n° 7002). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions du décret n° 46-2020, du 17 septembre 1946, accordant une « indemnité de difficultés administratives » aux fonctionnaires en service dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 2118 (Document n° 7035). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 3659 (Document n° 7569). — Adoption de l'ensemble après modification du titre: « L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à proroger le décret n° 46-2020 du 17 septembre 1946 portant attribution d'une indemnité dite de difficultés administratives aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, à revaloriser le montant de cette indemnité et à en étendre le bénéfice au personnel de la gendarmerie », p. 4112.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gresa tendant à réaliser, au 1<sup>er</sup> janvier 1950, le reclassement intégral des fonctionnaires, postiers, agents des services publics et assimilés, dans le cadre du statut de la fonction publique, p. 6021 (Document n° 8330).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions des décrets des 17 septembre 1946 et 27 septembre 1949 accordant une indemnité dite de « difficultés administratives » aux fonctionnaires en service dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 5912 (Document n° 8238). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Schell tendant à inviter le Gouvernement à compléter et à modifier le décret n° 49-1309, du 27 septembre 1949, relatif à l'indemnité administrative accordée aux fonctionnaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 5992 (Document n° 8312). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 6358 (Document n° 8498).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Servin tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les parités de traitement entre les classes et échelons du corps des administrateurs civils et du cadre provisoire des agents supérieurs, p. 2278 (Document n° 7001).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 18 du décret du 26 février 1897 qui détermine le taux des salaires des ouvriers et ouvrières de l'Etat d'après celui des industries similaires, p. 2909 (Document n° 7285). — Dépôt du rapport par M. Bartolini, p. 4746 (Document n° 7679).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accorder une indemnité immédiate de 3.000 francs par mois aux fonctionnaires titulaires et auxiliaires appartenant aux catégories les plus défavorisées; 2° à titulariser les auxiliaires occupant un emploi permanent; 3° à verser aux auxiliaires de bureau le complément qui leur est dû au titre de la deuxième tranche du reclassement; 4° à réaliser dans les moindres délais la troisième tranche du reclassement

des fonctionnaires, postiers, agents des services publics et assimilés, p. 3314 (Document n° 7424).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fagon tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux fonctionnaires des traitements équitables en entreprenant une réforme réelle de l'administration et une mise en ordre des rémunérations publiques, p. 3374 (Document n° 7450).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux femmes fonctionnaires ou épouses de fonctionnaires mères de famille, décorées en 1949 ou ayant au moins trois enfants à charge, une indemnité supplémentaire, à l'occasion de la fête des mères, p. 3792 (Document n° 7616).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à la renonciation par les membres de l'Assemblée nationale à l'augmentation prévue, en application des dispositions sur le reclassement de la fonction publique, de l'indemnité parlementaire, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1950, p. 6979 (Document n° 8751) (rectificatif, p. 7051).

#### DÉFENSE NATIONALE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à porter le prêt des soldats du contingent à 30 francs par jour à partir du 15 mai 1949, p. 549 (Document n° 6424).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouvattant tendant au paiement intégral des soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats bénéficiaires de soldes mensuelles pendant leur captivité et à l'abrogation des articles 13 et 14 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945, p. 6652 (Document n° 8617).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michelet tendant à inviter le Gouvernement à maintenir pour les officiers généraux du cadre de réserve le régime de paiement mensuel et à terme échu de leur solde, p. 2118 (Document n° 7041). — Dépôt du rapport par M. Edmond Michelet, p. 3660 (Document n° 7579).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet, une prime exceptionnelle de 500 francs à chacun des soldats du contingent des trois armes, p. 4258 (Document n° 7759).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à l'occasion des fêtes de Noël, une prime exceptionnelle de 1.000 francs à chacun des soldats des trois armes, p. 6722 (Document n° 8664).

#### ÉDUCATION NATIONALE

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Calas sur la proposition de résolution de Mme Lucie Guérin tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application dans son intégralité l'article 9 de la loi du 13 août 1947 portant le n° 47-1496, relatif à la rémunération des élèves maîtres et des élèves maîtresses des écoles normales primaires en stage de formation professionnelle, par l'inscription au budget de l'éducation nationale des crédits nécessaires à l'établissement de leurs traitements d'instituteurs stagiaires dès la première année de leur stage (n° 5777), p. 1151 (Document n° 6615).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rincet tendant à allouer aux professeurs d'écoles normales pour sujétions inhérentes à leur emploi, une indemnité égale au huitième du traitement moyen de professeur certifié, p. 3417 (Document n° 7474). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Calas tendant à dégager les crédits nécessaires pour permettre l'application de l'article 31 du titre III de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires en allouant aux professeurs d'école normale une indemnité égale au huitième du traitement moyen de professeur certifié, p. 3521 (Document n° 7516). — Dépôt du rapport par Mme Charbonnel, p. 6596 (Document n° 8589).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Charbonnel tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 à tous les élèves des écoles normales supérieures dès le début de leur scolarité, p. 487 (Document n° 6388).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lucie Guérin tendant à attribuer aux élèves maîtres et maîtresses dès la première année de leur stage de formation professionnelle le bénéfice de l'indice 185, pour la fixation de leur traitement, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1948, p. 7208 (Document n° 8830).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'amélioration du reclassement des bibliothécaires, p. 487 (Document n° 6385).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giovoni tendant à inviter le Gouvernement à appliquer effectivement la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 accordant aux élèves de 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> année des écoles normales supérieures le traitement de début des professeurs certifiés, p. 659 (Document n° 6188).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Dienesch tendant à inviter le Gouvernement à maintenir intégralement les versements mensuels d'attente dans le traitement du personnel de l'université et de la magistrature, p. 1727 (Document n° 6832).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à donner satisfaction aux agents de lycées et collèges qui réclament l'application d'un statut, dit projet Monod, élaboré par la commission paritaire nationale du second degré, p. 3521 (Document n° 7512).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thiamier tendant à inviter le Gouvernement à assurer avant le 1<sup>er</sup> janvier 1951 l'intégralité du reclassement de la fonction enseignante, à améliorer le reclassement pour certaines catégories et à poursuivre, sans abatement, les versements d'attente, p. 7195 (Document n° 8832).

#### FINANCES

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à préciser les règles assurant la rémunération des travaux supplémentaires effectués par les agents des contributions indirectes pour le compte des collectivités locales, p. 65 (Document n° 6004).

#### TRAVAUX PUBLICS

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère, tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 en ce qui concerne la retenue faite sur les salaires mensuels des cantonniers de l'Etat, pour frais de mandats-carés, p. 2279 (Document n° 7004). — Dépôt du rapport par M. Dutard, p. 3081 (Document n° 7325).

**Transfert de corps.** — V. Anciens combattants et victimes de la guerre.

**Transfusion sanguine.** — V. Centre national de la pénicilline.

**Transports aériens.** — V. Pensions et retraites. — Transports et voies de communication.

**Transports maritimes.** — V. Marine marchande.

**Transports routiers.** — V. Pensions et retraites (agents des chemins de fer et des transports). — Transports et voies de communication.

**Transports et voies de communication.** — V. Agriculture (blé, céréales, farine et pain). — Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. — Economiquement faibles. — Féderation folklorique. — Interpellations n° 114, 153, 159, 167, 249, 270. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 1795.



## AUTOMOBILES. — VÉLOMOTEURS

**Assemblée nationale.** — Discussion des propositions de loi: 1<sup>o</sup> de M. Joseph Denais, tendant à préciser les règles de dotation des voitures automobiles; 2<sup>o</sup> de M. Palewski, tendant à modifier la loi n° 47-1502 du 11 août 1917 et la loi du 11 juillet 1938, en ce qui concerne les réquisitions des véhicules automobiles; 3<sup>o</sup> de M. Edgar Faure, relative aux réquisitions de véhicules automobiles; 4<sup>o</sup> de M. Ramarony, tendant à modifier l'article 23 de la loi du 11 juillet 1938 relatif aux réquisitions (n° 3321, 3352, 3361, 4015, 5148), p. 803; retrait de l'ordre du jour; propositions devenues sans objet, l'article 1<sup>er</sup> ayant été disjoint, p. 806.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de loi de M. Edgar Faure relative aux réquisitions de véhicules automobiles (Document n° 3361), p. 6187.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz, sur la proposition de loi de M. Robert Schmidt, tendant à étendre le champ d'application de la loi du 29 décembre 1931 facilitant l'acquisition de véhicules et tracteurs automobiles (n° 4929), p. 2215 (Document n° 6969). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi tendant à compléter la loi du 29 décembre 1931 facilitant l'acquisition de véhicules ou tracteurs automobiles », p. 2718.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1283 (Document n° 425). — Dépôt du rapport par M. Georges Maire, p. 1578 (Document n° 507). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Georges Maire, p. 1871 (Document n° 598). — Discussion, p. 2089; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2090.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4897 (Document n° 7950). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5385 (Document n° 8063). — Adoption de la proposition de loi, p. 6051 (Loi n° 49-1476 du 17 novembre 1949, J. O. du 18 novembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. André Denis, sur la proposition de résolution de M. Thiriet, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une priorité pour l'achat d'une voiture automobile à tous les invalides par suite de l'amputation ou de la paralysie d'un membre inférieur (n° 4196), p. 382 (Document n° 6323). — Adoption de la proposition de résolution, p. 795.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le libre marché des pneus de tourisme, p. 2694 (Document n° 7215). — Retrait de la proposition de résolution, p. 2797.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir une répartition de deux pneus à tous les automobilistes, dès le mois de mai, et la liberté de vente pour le 1<sup>er</sup> juillet 1949, p. 2418 (Document n° 7062). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Lussy, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté du marché des pneumatiques, p. 2760 (Document n° 7231). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Peytel, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté immédiate de distribution des pneumatiques, p. 2915 (Document n° 7272). — Dépôt du rapport par M. Peyrat, p. 2909 (Document n° 7291). — Adoption de la proposition de résolution après modification du titre: *L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à rendre la liberté à la vente des pneumatiques*, p. 3172.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. André Barthélemy, sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul David, tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des facteurs ruraux des bicyclettes à moteurs auxiliaires (n° 3113), p. 1531 (Document n° 6778).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachanal portant extension des dispositions de la loi du 29 décembre 1931 concernant la vente à crédit des automobiles aux opérations de prêt gérées par des véhicules automobiles, p. 2909 (Document n° 7282).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wasmer, tendant à soumettre les automobilistes auteurs présumés d'un accident à une prise de sang pour examen de la teneur éthylrique, p. 5834 (Document n° 8221).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roulon, tendant à inviter le Gouvernement à créer un permis de conduire les facteurs agricoles, p. 822 (Document n° 6553).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deshors, tendant à inviter le Gouvernement à accorder la liberté totale pour les pneus, p. 5126 (Document n° 8008).

## CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

## — Accès aux trains.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour, tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux travailleurs bénéficiaires des congés payés d'avoir accès à tous les trains de voyageurs, quelle que soit la date de départ, p. 4639 (Document n° 7353).

## — Exploitation.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dutard, tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur les lignes du chemin de fer dites lignes secondaires les plus utiles et notamment les lignes Angoulême-Brive et Riberac-Parcoul, p. 325 (Document n° 6290).

## — Matériel.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'établissement d'un plan minimum de longue durée pour la construction et l'entretien des wagons destinés à la S. N. C. F., p. 7050 (Document n° 8758).

## — Ponts.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Greffier, tendant à inviter le Gouvernement à prendre, d'urgence, les mesures nécessaires pour la construction du pont de chemin de fer des Andelys (Eure), p. 1279 (Document n° 6678).

## — Tarifs.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Midol, sur le projet de loi relatif au mode d'application des surtaxes locales temporaires sur les transports de marchandises et d'animaux par chemin de fer, pour tenir compte des propositions de la Société nationale des chemins de fer français, homologuées par décisions du ministre des travaux publics et des transports en date des 8 avril 1944 et 1<sup>er</sup> août 1945 portant aménagement des tarifs généraux et spéciaux et concernant: d'une part, la réduction de six à trois des séries de la classification générale des marchandises; d'autre part, la création de nouveaux régimes des transports substitués aux régimes de grande et de petite vitesse (n° 4686), p. 6189 (Document n° 8129). — Discussion, p. 6685; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6886.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 2698 (Document n° 878).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Airoldi, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour étendre le bénéfice du billet collectif à 50 p. 100 aux organisations de plein air et de jeunesse, p. 325 (Document n° 6299). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Dutard, p. 1211 (Document n° 6660).

— Retrait de l'avis de la commission des moyens de communication, p. 3116. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Farine, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 p. 100 au profit des organisations de jeunesse et de plein air, p. 1159 (Document n° 6713). — Dépôt du rapport sur lesdites propositions de résolution par M. Farine, p. 3081 (Document n° 7335). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Dutard, p. 3118 (Document n° 7177). — Discussion, p. 3161; adoption de la proposition de résolution après modification du titre:

*« L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif pour dix voyageurs avec réduction de 50 p. 100 sur le tarif normal au profit des organisations de jeunesse et de plein air, p. 3166. »*

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Poumadère, sur la proposition de Mme Darras, tendant à faire bénéficier les « pupilles de la nation » de la réduction de transport accordée aux militaires réformés avec une invalidité de 25 à 50 p. 100 et à compléter dans ce sens l'article 9 de la loi du 29 octobre 1921 (n° 5907), p. 711 (Document n° 6501).

— Dépôt d'un rapport de M. Poumadère sur la proposition de résolution de M. Marius Cartier tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les départs séparés des conjoints d'une famille se rendant en vacances et utilisant les billets S. N. C. F. pour congés payés (n° 5708), p. 7 (Document n° 6064).

— Dépôt d'un rapport de Mlle Weber sur la proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuves de guerre non remariées un voyage annuel gratuit ou à prix réduit pour accompagner leurs enfants en vacances (n° 1876), p. 602 (Document n° 6452). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Bour, p. 2695 (Document n° 7207).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à obtenir que la réduction de 50 à 75 p. 100 accordée aux mutilés sur les tarifs de chemins de fer leur soit maintenue lorsqu'ils utilisent des billets populaires de « congés payés » avec réduction de 30 p. 100 et que les droits à ces 30 p. 100 des autres membres de la famille restent entiers, p. 61 (Document n° 6121). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 3261 (Document n° 7403).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Croizat tendant à accorder aux bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ou de l'indemnité temporaire au titre de la loi du 13 septembre 1946 un voyage gratuit par an, en chemin de fer, sans limitation de parcours, sur tout le territoire métropolitain, p. 1622 (Document n° 6322). — Dépôt du rapport par M. Poumadère, p. 2196 (Document n° 7096).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mora tendant à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignées par les malades: 1<sup>o</sup> la réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de chemins de fer; 2<sup>o</sup> la franchise postale, p. 6075 (Document n° 8356). — Dépôt du rapport par M. Dufour, p. 6702 (Document n° 8618).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux vieux travailleurs salariés et économiquement faibles une réduction de 50 p. 100 sur les tarifs ferroviaires appliqués par la Société nationale des chemins de fer français, p. 65 (Document n° 6095). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 2694 (Document n° 7208).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure et à leurs familles: 1<sup>o</sup> la réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de chemins de fer; 2<sup>o</sup> la franchise postale, p. 2195 (Document n° 7102). — Dépôt du rapport par M. Dutard, p. 3660 (Document n° 7583). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication et du tourisme par M. Poumadère, p. 4172 (Document n° 7749).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Trimple tendant à attribuer aux économiquement faibles un billet annuel défrayé au taux des billets de congés payés, p. 1591 (Document n° 6811).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gizard tendant à accorder des réductions sur le prix des transports par chemin de fer aux travailleurs saisonniers pour se rendre sur le lieu de leur travail, p. 3791 (Document n° 7615).

— Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par Mlle Rumeau sur la proposition de résolution de Mme Roca tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tout groupe de jeunes âgés de moins de 21 ans avec accompagnateurs, à raison d'un accompagnateur pour dix voyageurs ou fraction de dix, une réduction de 75 p. 100 sur le prix des transports (nos 4118, 4792, 4899), p. 1151 (Document n° 6644).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à établir des tarifs préférentiels de transports pour certains produits agricoles, p. 1006 (Document n° 6603).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pommadère tendant à inviter le Gouvernement à porter la limite d'âge des enfants à vingt et un ans pour bénéficier des réductions de transport par chemin de fer, au titre des familles nombreuses, lorsqu'ils poursuivent leurs études, p. 3792 (Document n° 7623).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Farinez tendant à inviter le Gouvernement à accorder, annuellement, aux anciens combattants de la guerre 1914-1918, bénéficiaires de la retraite du combattant, un déplacement gratuit, à leur choix, sur les chemins de fer français, aussi longtemps que n'aura pas été réalisée la revalorisation de leur retraite, p. 5901 (Document n° 8227).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à accorder tous les ans un voyage gratuit aux travailleurs de l'Etat déplacés pour les besoins du service, p. 7121 (Document n° 8869).

#### CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la ligne de chemin de fer Quimper-Pennmarc'h, et à compléter sur cette ligne le trafic marchandises par le trafic voyageurs, p. 6021 (Document n° 8327).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Virgile Barel tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la ligne de chemin de fer de Nice à Meyrargues, p. 6652 (Document n° 8614).

#### ROUTES ET CHEMINS

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix relative à l'entretien des chemins ruraux non reconnus (chemins de terre), p. 549 (Document n° 6113).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mudry tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour favoriser la percée d'un tunnel routier sous le Fréjus afin d'assurer une liaison routière rapide Franco-Italie, p. 4987 (Document n° 7970). — Dépôt du rapport par M. Dufour, p. 6702 (Document n° 8649).

#### TRANSPORTS AÉRIENS

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'un avis de M. Coustou sur la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés des deux guerres des réductions de tarif sur les lignes de navigation aérienne (n° 266, 5039), p. 3523 (Document n° 7507).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à l'indemnisation équitable et rapide des expropriés du nouvel aéroport de Nice, p. 4997 (Document n° 7972).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Midol tendant à inviter le Gouvernement à établir le statut du personnel de la compagnie Air France, p. 6075 (Document n° 8353). — Dépôt du rapport par M. Livry-Level, p. 6936 (Document n° 8729).

#### TRANSPORTS FERROVIAIRES ET ROUTIERS

*Conseil de la République.* — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Grimal tendant à inviter le Gouvernement à accorder des facilités de transport aux enfants des familles nombreuses, p. 9 (Document n° 3), —

Dépôt du rapport par M. Bertaud, p. 127 (Document n° 61). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Albert Lamarque, p. 1176 (Document n° 390). — Discussion, p. 1352; adoption, p. 1356.

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cristofol tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice des dispositions de l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948 instituant une prime spéciale de transport en faveur des travailleurs de la région parisienne, aux travailleurs des agglomérations marseillaise, lyonnaise, bordelaise et de Lille-Roubaix-Tourcoing, p. 3632 (Document n° 7566). — Discussion et adoption de la proposition de résolution, p. 3918.

— Dépôt d'un avis de M. Schaff sur la proposition de résolution de M. Lenormand tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer la gratuité des transports aux sinistrés réfugiés hors de leur lieu de travail (nos 4591-5163), p. 199 (Document n° 6192).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schmidt tendant à modifier la réglementation en vigueur sur la liberté des transports de camionnage urbain, p. 2551 (Document n° 7170).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Regaudie tendant à assurer la coordination des transports publics de voyageurs, p. 5515 (Document n° 8107).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à permettre la vente à crédit d'engins propres à l'exécution de transports combinés rail-route, p. 7337 (Document n° 8895).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chautard tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de la gratuité le transport des colis de secours gratuits collectés au profit des sinistrés des Landes et de la Gironde, p. 5912 (Document n° 8245). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 6263 (Document n° 8471).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cermolacce tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour octroyer aux chômeurs totaux et partiels le bénéfice de la demi-gratuité sur les transports en commun, tramways, autobus, chemins de fer, p. 2751 (Document n° 7224).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour octroyer aux chômeurs de la région parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne) le bénéfice de la demi-gratuité sur les transports en commun, autobus, métro, chemins de fer, p. 2754 (Document n° 7230).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les entreprises de transport public de voyageurs à verser globalement le montant de la taxe locale au receveur central des finances du chef-lieu de chaque département, p. 5903 (Document n° 8144).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les tuberculeux la carte de priorité pour les transports, p. 6543 (Document n° 8543).

#### TRANSPORTS PAR PIPE-LINE

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'une proposition de loi de M. Peytel relative à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne et à la création d'une « Société des transports pétroliers par pipe-line », p. 4004 (Document n° 7703). — Dépôt du rapport par M. Peytel, p. 4116 (Document n° 7743). — Discussion, p. 4611, 4669; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 4674.

*Conseil de la République.* — Transmission de la proposition de loi, p. 1974 (Document n° 624). — Adoption d'une proposition de résolution demandant à l'Assemblée nationale de prolonger le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur la proposition de loi, p. 1974.

*Assemblée nationale.* — Transmission de la proposition de résolution, p. 4698 (Docu-

ment n° 7870). — Dépôt du rapport par M. Louvel, p. 4720 (Document n° 7876); Adoption, p. 4729.

*Conseil de la République.* — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2013. — Dépôt du rapport sur la proposition de loi, p. 2065 (Document n° 613). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Fléchet, p. 2134 (Document n° 635). — Discussion, p. 2151; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2159.

*Assemblée nationale.* — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5126 (Document n° 8005). — Dépôt du rapport par M. Peytel, p. 5251 (Document n° 8018). — Discussion, p. 5386; adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 5388. (Loi n° 49-1060 du 2 août 1949, J. O. du 5 août 1949).

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'un projet de loi relatif à la constitution de la Société des transports pétroliers par pipe-line et à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne, p. 1006 (Document n° 6397). — Dépôt du rapport par M. Peytel, p. 2163 (Document n° 6950).

#### TRANSPORTS DE LA RÉGION PARISIENNE

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à résorber le déficit des transports parisiens afin de maintenir les tarifs à leur niveau actuel, p. 5912 (Document n° 8242).

*Assemblée nationale.* — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à obtenir pour les étudiants à l'université de Paris une réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne, p. 65 (Document n° 6101). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les élèves de l'enseignement supérieur de l'université de Paris d'une réduction de 50 p. 100 sur les transports en commun de la région parisienne, p. 413 (Document n° 6165). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour que soit attribuée aux étudiants de l'université de Paris et des grandes écoles une réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne, p. 193 (Document n° 6201). — Dépôt du rapport par Mlle Lamblin, p. 4141 (Document n° 7825). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Verneyras, p. 7009 (Document n° 8773).

Voir également à la rubrique précédente: Transports ferroviaires et routiers.

*Travail.* — V. Accidents du travail. — Code du travail. — Conventions internationales. — Médaille du travail.

*Travail à domicile.* — V. Code du travail.

*Travail noir.* — V. Code du travail (cumul). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 107.

*Travail et sécurité sociale (ministère).*

#### COMMISSIONS

*Conseil de la République.* — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission chargée d'étudier et de soumettre au Gouvernement les simplifications pouvant être apportées à la législation et au fonctionnement du régime général de sécurité sociale (application de l'arrêté du 5 octobre 1949), p. 2441. — Désignation de candidatures, p. 2502. — Nomination de membres, p. 2538.

*Travailleurs étrangers.* — V. Code du travail. — Interpellations n° 173.

*Travailleurs frontaliers.* — V. Code du travail (travailleurs étrangers). — Conventions internationales (sécurité sociale).

*Travailleurs indépendants.* — V. Allocations familiales.

*Travailleurs nord-africains.* — V. Code du travail. — Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale). — Interpellations nos 118, 122,

233, 254. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 11.

**Travaux d'assainissement.** — V. Départements, villes et communes (subventions).

**Travaux forcés.** — V. Bagne. — France d'outre-mer (textes généraux). — Prisons, maisons d'arrêt.

**Travaux militaires.** — V. Expropriation.

**Trésor.**

#### COMPTES SPÉCIAUX

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi prorogeant le régime provisoire des comptes spéciaux du Trésor, p. 256 (Document n° 6238). — Lecture du rapport par M. Jean Blocquaux et adoption de l'article unique du projet de loi, p. 321.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 136 (Document n° 66). — Dépôt du rapport par M. Bollifraud, p. 136 (Document n° 76); discussion, p. 140; adoption du projet de loi, p. 143.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 428 (Loi n° 49-161 du 8 février 1949, J. O. du 9 février 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor (exercice 1949) (n° 5911), p. 61 (Document n° 6110). — Dépôt du rapport par M. Jean Blocquaux, p. 190 (Document n° 6197). — Discussion, p. 566; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 597 (rectificatif, p. 661, 745, 2425, 2591).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 228 (Document n° 109). — Dépôt du rapport par M. Bollifraud, p. 272 (Document n° 139). — Discussion, p. 320. — Suite de la discussion, p. 344; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 381 (rectificatif, p. 461, 1141, 1195).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1007 (Document n° 6610). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 1081 (Document n° 6623). — Discussion, p. 1348; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1369 (rectificatif, p. 1612) (Loi n° 49-310 du 8 mars 1949, J. O. du 9 mars 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur les comptes spéciaux du Trésor (année 1949), p. 3308 (Document n° 7656). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 4000 (Document n° 7686). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4072 (Document n° 7714). — Discussion, p. 4319, 4369; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4382 (rectificatif, p. 4631).

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1826 (Document n° 584). — Adoption d'une proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale de prolonger le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 1851.

**Assemblée nationale.** — Transmission de la proposition de résolution, p. 4439 (Document n° 7828). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 4634 (Document n° 7855). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4620.

**Conseil de la République.** — Communication de la proposition de résolution, p. 1931. — Dépôt du rapport sur le projet de loi, p. 1936 (Document n° 615). — Discussion, p. 1945; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1966 (rectificatif, p. 2066).

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4693 (Document n° 7369). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 4896 (Document n° 7937). — Discussion, p. 4912; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 4911 (rectificatif, p. 5199) (Loi n° 49-981 du 23 juillet 1949, J. O. du 23 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950, p. 6533 (Document n° 8580) (rectificatif, p. 6701).

#### RESTITUTION

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de Mlle Weber sur la proposition de résolution de Mlle Weber tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les veuves de guerre de la restitution au Trésor des sommes

qu'elles ont indûment perçues en cumulant, postérieurement au 1<sup>er</sup> octobre 1945, les allocations familiales et de salaire unique du code de la famille avec les majorations d'enfants de la loi des pensions du 31 mars 1919 (n° 5903), p. 326 (Document n° 6309).

**Tribunaux.** — V. Justice (organisation).

**Tribunaux de commerce.** — V. Algérie. — Code de commerce. — Justice (organisation judiciaire). — Jurisprudence civile, commerciale ou administrative.

**Tribunaux militaires.** — V. Interpellations, n° 86.

**Tribunaux paritaires.** — V. Amnistie. — Loyers (baux à ferme).

**Tribunaux de première instance.** — Magistrature.

**Tuberculose.** — V. Armées (congrès de maladie). — Assurances sociales (prestations). — Cité sanitaire de Clairviore. — Denrées alimentaires. — Fonctionnaires (congrès, séjour). — Hôpitaux et établissements hospitaliers (hôpitaux). — Pensions et retraites (anciens combattants). — Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général, transports ferroviaires et routiers).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un rapport de M. Cordonnier sur: 1<sup>o</sup> le projet de loi relatif à la vaccination obligatoire par le B. C. G. des étudiants en médecine et art dentaire, des élèves infirmières, assistantes sociales, sages-femmes et du personnel hospitalier; 2<sup>o</sup> la proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire pour certaines catégories de personnes la vaccination par le B. C. G. en scarifications cutanées; 3<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Bernard Lafay, sénateur, tendant à rendre obligatoire la vaccination par le vaccin antituberculeux B. C. G. (nos 3081, 5629, 6028), p. 2016 (Document n° 6916). — Discussion, p. 2215; adoption du projet de loi après modification du titre « Projet de loi tendant à rendre obligatoire pour certaines catégories de la population la vaccination par le vaccin antituberculeux B. C. G. », p. 2246.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1102 (Document n° 385). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 1826 (Document n° 580). — Discussion, p. 1963, 1971; adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 1983.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4747 (Document n° 7872). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 6702 (Document n° 8629). — Discussion, p. 7001; adoption au scrutin du projet de loi avec modifications, p. 7005.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazier tendant à accorder aux dispensaires antituberculeux l'autorisation d'effectuer des insufflations de pneumothorax, p. 5125 (Document n° 8000).

**Tunisie.** — V. France d'outre-mer. — Interpellations n° 22. — Questions orales (Conseil de la République), nos 25, 26, 51.

**Turquie.**

**Assemblée nationale.** — Souhaits de bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale turque, p. 3225.

## U

**U. N. E. S. C. O.** — V. Conventions internationales.

**Union européenne.** — V. Interpellations, n° 36. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 81.

**Union française.** — V. France d'outre-mer. — Postes, télégraphes et téléphones (tarifs).

**Universités.** — V. Centre national d'éditions universitaires. — Traitements (éducation nationale).

**Urbanisme.** — V. Départements, villes et communes (aménagement des villes).

## V

**Vacances.** — V. Interpellations, n° 36.

**Vacances scolaires.** — V. Colonie de vacances. — Enseignement primaire.

**Vaccination.** — V. Tuberculose.

**Valeurs mobilières.** — V. Etablissements de crédit. — Questions orales (Conseil de la République), n° 4.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi fixant le taux de l'impôt sur les opérations de Bourse, p. 3606 (Document n° 7538). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 3999 (Document n° 7635). — Discussion, p. 4031; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 4032.

**Conseil de la République.** — Transmission du projet de loi, p. 1676 (Document n° 556). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1837; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1838.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4440 (Loi n° 49-961 du 20 juillet 1949, J. O. du 21 juillet 1949).

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à modifier les règles de dépôt des actions au porteur à la caisse centrale de dépôts et de virements de titres (n° 5430), p. 6187.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à porter de 24 à 27 p. 100 le taux de la taxe sur les sociétés due par certaines sociétés, p. 6166 (Document n° 8536).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à instituer un impôt exceptionnel sur les super-bénéfices des sociétés, p. 6596 (Document n° 8594).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rochereau tendant à inviter le Gouvernement à modifier les articles 106 et 107 du décret du 9 décembre 1918 portant réforme fiscale et du décret du 4 octobre 1919 fixant les modalités de recouvrement de l'impôt sur les sociétés, p. 2673 (Document n° 668).

**Vélocitateurs.** — V. Transports et voies de communications (automobiles).

**Vente (Promesse de).** — V. Code civil.

**Ventes de charité.** — V. Impôts (taxes départementales et commerciales).

**Vente d'immeubles.** — V. Enregistrement. — Loyers (locaux). — Propriété immobilière.

**Ventes et prestations de service.** — V. Impôts (taxes départementales et communales).

**Vétérinaire.** — V. Médecine vétérinaire.

**Viande.** — V. Armées (alimentation). — Exportations et importations. — Impôts. — Interpellations, n° 25. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 39. — Ravitaillement.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté dans le marché de la viande, (n° 1591), p. 6187.

**Assemblée nationale.** — Retrait d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à établir un projet de réforme du régime fiscal de la viande et de la charcuterie (n° 3138), p. 6187.

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 47-650 du 9 avril 1917 instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande, p. 821 (Document n° 6545). — Dépôt du rapport par M. Garavel, p. 3374 (Document n° 7413). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à modifier la loi n° 47-650 du 9 avril 1917 instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande, p. 6136 (Document n° 8400). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Garavel, p. 6703 (Document n° 8662).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malraux tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un programme de congélation de viande afin d'amener la stabilité des prix intérieurs et à préparer une exportation raisonnée, p. 4531 (Document n° 6762).

**Victimes de la guerre.** — V. Allocations familiales. — Anciens combattants et victimes de la guerre. — Conventions internationales. — Emplois réservés. — Enregistrement. — Fonctionnaires (réintégration). — Pensions et retraites (anciens combattants). — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

**Victimes du travail et du devoir.** — V. Accidents du travail. — Fêtes et cérémonies commémoratives.

**Vieux travailleurs.** — V. Assurances sociales (assurances-vieillesse, vieux travailleurs et économiquement faibles). — Impôts (perception, traitements). — Interpellations, n° 74, 201. — Radiodiffusion. — Transports et voies de communications (Chemins de fer d'intérêt général).

**Viticulture et commerce des vins.** — V. Agriculture. — Armées (alimentation). — Courtiers en vins. — Enquêtes parlementaires. — Exportations et importations. — Impôts (revenus, bénéfices agricoles). — Interpellations, n°s 146, 229, 256. — Questions orales (Conseil de la République), n°s 9, 26, 93.

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Hoefel sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1915 relative à la taxe spéciale destinée à la direction de la répression des fraudes pour assurer la surveillance des vins à appellation d'origine d'Alsace (n° 11, 106, année 1938), p. 108 (Document n° 53). — Discussion, p. 212, adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 213.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 600 (Loi n° 49-287 du 2 mars 1949, J. O. du 3 mars 1949).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Claudius Delorme sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la reconnaissance officielle, dans le statut viticole, des vins délimités de qualité supérieure (n° 11-32, année 1938), p. 196 (Document n° 90). — Discussion, p. 219; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 252.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 745 (Document n° 6497). — Dépôt du rapport par M. Pouyet, p. 2418 (Document n° 7032). — Adoption de la proposition de loi, p. 6685 (Loi n° 49-1803 du 18 décembre 1949, J. O. du 20 décembre 1949).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guille tendant à abroger l'acte dit loi n° 3187 du 26 juillet 1941 relatif aux achats sur souches dans le commerce des vins, p. 3417 (Document n° 7485). — Dépôt du rapport par M. Loustau, p. 3739 (Document n° 7586). — Adoption de la proposition de loi, p. 4024.

**Conseil de la République.** — Transmission de la proposition de loi, p. 1767 (Document n° 570). — Dépôt du rapport par M. Georges Bernard, p. 2508 (Document n° 818). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2552.

**Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6148 (Loi n° 49-6502 du 18 décembre 1949, J. O. du 21 décembre 1949).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'un rapport de M. Claudius Delorme sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole (n° 11-27, année 1948), p. 196 (Document n° 96). — Discussion, p. 240, 243; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 249.

**Assemblée nationale.** — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 745 (Document n° 6498). — Dépôt du rapport par M. Guille, p. 2496 (Document n° 7116).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi modifiant le statut viticole du « Champagne », p. 2550 (Document n° 7151).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guyon tendant à modifier les articles 2, 7 et 8 de la loi du 18 août 1948 créant le conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, p. 2418 (Document n° 7058) (rectificatif, p. 2551). — Dépôt du rapport par M. Souhet, p. 3739 (Document n° 7585).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pannier tendant à abaisser de 30 p. 100 les droits de circulation sur les vins, p. 2021 (Document n° 6925).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier modifiant le statut viticole champenois (délimitation de la Champagne), p. 2551 (Document n° 7183).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à prolonger de quinze ans le moratoire accordé aux vins de « Gamay » pour le droit à l'appellation « Champagne » et à prendre toutes mesures efficaces d'aide aux vignerons pour la replantation des cépages prévues par la loi du 22 juillet 1927, p. 4306 (Document n° 7765) (rectificatif, p. 4564).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 304 du code du vin, p. 4306 (Document n° 7768).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Yacine Diallo portant dérogation aux dispositions de l'article 2 de la loi du 8 juillet 1933 complétant et modifiant la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture et le commerce des vins, p. 6262 (Document n° 8485).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Noël tendant à modifier l'article 17 de la loi du 6 mai 1919 relatif à l'aire de production en Champagne délimitée, p. 7236 (Document n° 8340).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antonin Gros tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le régime de liberté des transactions et des prix en matière viticole, dans le cadre du statut viticole, pour la durée de la campagne 1948-1949, p. 198 (Document n° 6184). — Dépôt du rapport par M. Lucien Lambert, p. 2496 (Document n° 7108).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lignard tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures destinées à favoriser la reprise du marché des vins, et à permettre de fournir à la consommation un vin dont le prix ne soit pas exagéré par rapport au prix de la production, p. 1371 (Document n° 6635).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à diminuer les frais de transport établis par la Société nationale des chemins de fer français pour les vins expédiés des lieux de production vers les centres de consommation, p. 2495 (Document n° 7117).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Llanle tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux viticulteurs victimes des gélées qui ont sévi dans l'Aude et l'Hérault le 10 avril 1949 1° des secours d'urgence; 2° des dégrèvements d'impôts; 3° l'exonération au titre du prélèvement exceptionnel; 4° des indemnités proportionnelles à l'importance des dégâts subis par chaque viticulteur sinistré, p. 2495 (Document n° 7112).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gros tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions en vue d'assurer aux travaux des prochaines vendanges une main-d'œuvre normale, en employant les chômeurs des départements viticoles et en accordant certaines facilités de transport aux chômeurs des départements non viticoles, p. 4072 (Document n° 7722).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lalle tendant à inviter le Gouvernement à accorder un tarif spécial pour le transport des vins et spiritueux destinés à l'exportation, p. 4306 (Document n° 7762).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gros tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux exploitants viticulteurs, maraîchers et fruitiers sinistrés de la région agricole de Ganges (Hérault), victimes de la tornade du 9 juin 1919: a) des secours d'urgence pris sur le crédit spécial du ministère de l'intérieur; b) l'exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles au titre de 1949; c) des dégrèvements d'impôts; d) des crédits spéciaux à moyen et à long terme à faible intérêt; e) des indemnités en espèces progressives pour toute perte de récolte supérieure à une proportion de 40 p. 100; f) l'exonération des droits de circulation pour les quantités de vin achevées au stade de la production par les exploitants sinistrés en vue d'assurer leur provision familiale et celle de leurs ouvriers, p. 3521 (Document n° 7515).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Boulard tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux viticulteurs de continuer à percevoir leurs 1.000 degrés en franchise en alcool rectifié, p. 4306 (Document n° 7761).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Juge tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'arrachage des vignes dont la plantation a été effectuée dans certaines conditions depuis 1939 et à supprimer les amendes fiscales infligées aux agriculteurs pour ces plantations, p. 7009 (Document n° 8771).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edouard Barthe tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer strictement le statut viticole, p. 748 (Document n° 291). — Dépôt du rapport par M. Edouard Barthe, p. 4578 (Document n° 506).

**Conseil de la République.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edouard Barthe tendant à inviter le Gouvernement à modifier les modalités de paiement des dommages dus aux viticulteurs sinistrés pour faits de guerre, p. 1346 (Document n° 449).

— Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République à la commission consultative de la viticulture et à la commission de coordination des questions viticoles, p. 472. — Désignation de candidatures, p. 1441. — Nomination de membres, p. 1205.

Voir également à la rubrique: agriculture (catastrophes).

**Voitures de place.** — V. Impôts (chiffre d'affaires).

**Assemblée nationale.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier la loi du 13 mars 1937 ayant pour objet l'organisation de l'industrie du taxi, p. 3606 (Document n° 7549).

**Voyageurs de commerce.** — V. Combustibles liquides. — Timbre.

Y

**Yeux.** — V. Hôpitaux et établissements hospitaliers.

Z

**Zones.** — V. Paris (ville de).

**Zones franches.** — V. Ports maritimes et fluviaux.